

REVUE
HISTORIQUE

REVER
HISTORICAL

REVUE HISTORIQUE

FONDÉE EN 1876 PAR GABRIEL MONOD

DIRECTEURS :

CHARLES BÉMONT ET LOUIS EISENMANN

Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia.

Cicéron, de Orat., II, 15.

CINQUANTE-SEPTIÈME ANNÉE

TOME CENT SOIXANTE-NEUVIÈME

Janvier-Juin 1932

PARIS

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1932

HISTOIRE REVUE

PAR M. DE LAUNAY

PARIS

DE LA LIBRAIRIE DE LA RUE DE LA HARPE

AN 1793

PARIS

DE LA LIBRAIRIE DE LA RUE DE LA HARPE

AN 1793

PARIS

DE LA LIBRAIRIE DE LA RUE DE LA HARPE

AN 1793

E
at
d'
le
de
foi
gu
Ep
ou
cul
gne
nat
con
civ
C
nou
dan
san
réfu
quo
mai
nali

Il
Véri
donn
C'

1. T
paien
Werke
2. L
Kirche

CELSE ET ORIGÈNE

La critique s'est beaucoup occupée de Celse en ces dernières années. Elle considère comme une bonne fortune de pouvoir connaître, grâce aux nombreux extraits qu'Origène a cités de son pamphlet, la pensée d'un païen instruit, capable d'érudition et rompu à la dialectique, sur le Christianisme du second siècle. Le *Λόγος ἀληθής* (tel était le titre de l'ouvrage de Celse) offre la première enquête approfondie dont la foi nouvelle ait été l'objet, du côté païen. Jusqu'alors, elle n'avait guère suscité dans l'élite que des mépris glacés (Pline le Jeune, Tacite, Épictète, Marc-Aurèle), des ironies sommaires (Lucien de Samosate) ou d'injurieuses attaques (Fronton). Voici que, dans tout un opuscule riche de substance, la philosophie, l'histoire, le bon sens, le témoignage des autres religions et leurs troublantes analogies, le sentiment national, les traditions du passé, étaient conviés tour à tour à déposer contre elle, pour la convaincre d'illogisme, de plagiat, de désertion civique.

Que nous ignorions presque tout de la personnalité de Celse ; que nous ne sachions même pas où il écrivait — à Rome, à Alexandrie ou dans une autre ville de l'Empire — cela mécontente notre curiosité, sans affaiblir l'importance de son témoignage. Dégager son texte de la réfutation qui l'encadre, en ressaisir la texture et la suite, voilà à quoi les érudits se sont employés¹. Nous profiterons de leur labeur, mais sans permettre que, dans un aussi passionnant débat, la personnalité d'Origène soit reléguée au second plan.

* * *

Il y avait environ soixante-dix ans que Celse avait lancé sa *Parole de Vérité* quand, en 248, Origène entreprit, à Césarée de Palestine, d'en donner une réfutation détaillée².

C'est sur la prière de son ami Ambroise qu'il s'y décida.

1. Th. Keim, *Celsus' wahres Wort* (1873) ; B. Aubé, *Hist. des perséc. de l'Église. La Polémique païenne à la fin du II^e s.* (1878) ; Pélagaud, *Étude sur Celse...* (1878) ; Koetschau, *Origenes Werke* (1899) ; Gloeckner, dans les *Kleine Texte*, de Lietzmann, n° 151 (1924).

2. La date du traité semble avoir été fixée d'une façon sûre par K.-J. Neumann, *Staat und Kirche*, I, 265 et suiv.

Il avait naguère converti cet Ambroise, qui s'était laissé prendre aux idées du gnostique Valentin, et l'amitié la plus généreuse unissait le disciple à son maître spirituel¹. Ambroise ranimait constamment le zèle d'Origène et, fort riche, il mettait à sa disposition, spécialement pour ses commentaires de l'Écriture sainte, des équipes de sténographes, de copistes, de calligraphes, qui se relayaient à heure fixe². Méthode commode, qui explique l'énormité de la production littéraire d'Origène, mais qui eut pour rançon ce bavardage exégétique, cette abondance fluide et intarissable, où son talent s'est en partie gâté.

Origène affecte de s'étonner des insistances d'Ambroise. Il le prend de très haut avec Celse³ : « Plût à Dieu », s'écrie-t-il, « que tous les adversaires du Christianisme fussent aussi ignorants que lui sur les faits, sur les plus simples données des Écritures ! Leurs attaques contre notre foi perdraient ainsi toute leur force de séduction, même à l'égard des esprits versatiles, même sur ceux qui ne croient que *pour un temps* ⁴. » Il ne veut pas supposer qu'un seul fidèle puisse être ébranlé par un tel ouvrage⁵. Il admet toutefois, par hypothèse, que « dans la masse » des croyants il pourrait s'en trouver qui, s'étant laissé détourner du vrai, y reviendront après avoir lu sa réponse, et c'est ce qui le décide à l'écrire. Il lui échappe même d'avouer que certaines des objections de Celse risquent de blesser les âmes, et qu'il est opportun d'en arracher ces traits empoisonnés⁶.

Il explique dans sa *Préface* la méthode de réfutation à laquelle, après quelques hésitations, il s'est finalement arrêté :

J'avais avancé ma réponse jusqu'à l'endroit où Celse introduit par prosopopée un Juif disputant contre Jésus (= I, 28), lorsqu'il m'a paru bon de mettre cette préface en tête de mon travail... Elle me servira d'excuse auprès de ceux qui remarqueront que j'ai composé le début de ma réfutation dans une idée différente de celle qui domine ce qui suit ce début. Je n'avais d'abord dessein que de noter les points fondamentaux [de son réquisitoire] et les réponses sommaires qu'on y pourrait opposer, sauf à réduire ensuite le tout en un seul corps de discours⁷. Mais le sujet même m'a ultérieurement induit, dans mon désir d'économiser du temps, à me contenter de la riposte que j'avais donnée au commencement et, dans ce qui suit, à discuter avec

1. Eusèbe de Césarée, *Hist. Eccl.*, VI, 18, 1.

2. *Ibid.*, VI, 23, 1.

3. *Contra C.*, I, 49.

4. Cf. *Saint Luc*, VIII, 13.

5. *Proœmium*, 3 et 4.

6. V, 1 ; cf. IV, 1.

7. *σωματοποιῆσαι τὸν λόγον*.

la précision d'un contrat, autant que faire se pourrait, les accusations de Celse, pour les réfuter.

Il avait donc commencé par relever les articles essentiels de la polémique de Celse, en y joignant chaque fois une brève réfutation; il comptait organiser ensuite et harmoniser ces discussions partielles, ce qui eût impliqué un travail de composition assez laborieux. Sentant qu'il n'aurait pas le loisir de le parfaire, il s'arrêta finalement à un autre procédé, plus minutieux, mais au fond plus facile et plus conforme à ses habitudes de commentateur: suivre le texte de Celse, en transcrire de larges extraits, le discuter à mesure¹. C'est à partir du chapitre xxviii de son I^{er} livre qu'il décida de prendre ce second parti, et il tint à insérer dans une préface son explication sur ce changement de méthode².

* * *

Pouvons-nous, à ce prix, nous former, d'après l'ample apologie d'Origène, une idée complète de l'ouvrage de Celse?

Les critiques paraissent de plus en plus optimistes sur ce point. C.-J. Neumann estimait que le dixième tout au plus de l'œuvre de Celse se serait perdu et que, pour les trois quarts, nous en possédons le texte original, fidèlement reproduit par Origène³. Koetschau, l'éditeur du traité dans le *Corpus* de Berlin, partage entièrement son avis⁴. Otto Glöckner, dans l'édition du *Λόγος Ἀληθῆς* qu'il a donnée à la collection de Lietzmann, affirme que nous possédons tout l'essentiel de l'argumentation de Celse⁵. M^{me} Miura Stange, une élève de A. von Harnack, va plus loin⁶. Elle se croit autorisée, sur lecture de la réfutation d'Origène, à signaler, du point de vue littéraire, certaines insuffisances de composition chez Celse, et elle juge illusoire les tentatives modernes pour retrouver, dans ce qui reste de la *Parole de*

1. Il n'est pas impossible que la répétition assez choquante que l'on relève au début du chapitre xxviii (édit. Koetschau, dans le *Corpus* de Berlin, t. I, p. 79, ligne 15 et 20) provienne de ce que, s'étant interrompu juste à ce moment pour formuler cet avertissement, il a oublié, en reprenant sa dictée au point où il l'avait laissée, que déjà il avait aménagé la transition nécessaire.

2. Qu'il ait lu préalablement l'ouvrage en son entier, c'est ce qui résulte d'annonces comme celles qu'on lit II, 3 (Koetschau, I, 130, l. 14); III, 13 (K., I, 213, l. 2), et qui amorcent des observations plus tard formulées.

3. Art. *Celsus*, dans la *Real-Encykl. für protest. Theol.*, 3^e édit., t. III, p. 773, l. 43.

4. T. I, p. LI.

5. *Kleine Texte*, n° 151 (1924), p. xiv.

6. *Celsus und Origenes*. Giessen, 1926, p. 17 et suiv.

Vérité, une structure plus ou moins rigoureuse, dont Celse lui-même ne se serait guère soucié.

La loyauté d'Origène n'est pas en cause. Il a promis de suivre son adversaire pas à pas, de ne négliger aucun argument, même frivole¹. Il a dû faire de son mieux pour tenir sa promesse. Mais il me paraît invraisemblable que, dans une discussion de ce genre, il n'ait pas négligé un certain nombre d'objections de second plan qu'il n'aurait pu relever qu'en la surchargeant inutilement. Si scrupuleux qu'il fût, il était bien obligé de faire une apologie lisible, sous peine de manquer son but.

En fait, il a beaucoup élagué²; et j'admire que M^{me} Miura Stange se permette de juger la composition même d'un livre qui nous est parvenu dans des conditions aussi spéciales que le livre de Celse. N'allons donc pas nous imaginer que nous ne gagnerions rien à le récupérer dans sa teneur originelle ! Mais enfin, même sous la forme fragmentaire où nous le possédons, il déceale avec une clarté très suffisante l'attitude de Celse à l'égard du Christianisme, et les répliques auxquelles il donne occasion mettent dans tout son jour la pensée d'Origène lui-même.

* * *

Les attaques de Celse sont brutales et violentes, avec une affectation de dédain dont Origène ne se résignera pas à supporter l'insolence.

Aux yeux de Celse, le Christianisme est une doctrine barbare, absurde, faite pour des gens sans culture — chez qui, d'ailleurs, elle recrute le gros de ses partisans.

Il faut le tenir pour une manifestation, parmi quelques autres, de cette folie mystique qui déferle de l'Orient sur l'Occident, au seul profit des charlatans de carrefour et de ces prédicants fanatiques qui vaticinent éperdument leurs terrifiantes eschatologies³. On peut aussi le mettre sur le même plan que les religions de mystères qui, comme celle de Dionysos, glacent d'effroi les néophytes par des spectres frauduleux et de chimériques fantômes⁴.

Les chrétiens affectent de se séparer des autres hommes, de mépriser

1. I, 41 ; II, 20.

2. Il laisse entendre que Celse s'était souvent répété (II, 32 : Koetschau, t. I, p. 159, l. 8 : τὰς ταυτολογίας Κέλσου). Il dit lui-même qu'il a laissé tomber des développements insignifiants (II, 79), des redites (III, 64 ; VI, 7 ; VI, 74) ; qu'il résume en gros certains arguments (IV, 20 ; VI, 17) ; qu'il élimine des observations superflues, ou étrangères au sujet principal (VI, 22). — L'allusion à Zénon « plus sage que le Christ » qu'indique Origène (V, 20) déceale qu'il a omis un développement, car il n'est pas question ailleurs de cette comparaison.

3. I, 68 ; III, 50 ; VII, 9.

4. IV, 40 ; cf. III, 16.

les lois, les mœurs, la culture de la société où ils vivent et la science même¹. Mais que serait leur croyance, réduite à elle-même et dépouillée des larcins dont ils l'ont étoffée? Quand on en analyse les concepts fondamentaux, on s'aperçoit qu'ils ont été empruntés pour la plupart à la philosophie grecque, surtout à celle de Platon, avec des déformations et des contresens où se trahit l'insuffisance intellectuelle des maladroits plagiaires.

Par exemple, la « foi » sans réserve que les chrétiens imposent aux leurs; l'idée que la sagesse des hommes est « folie » devant Dieu; leur goût d'humilité, de pénitence, leur conception d'un Dieu supra-céleste, d'un royaume de Dieu, d'un monde meilleur réservé à des âmes privilégiées; l'affirmation qu'il faut supporter avec patience l'injustice, tout cela, c'est du Platon gauchement interprété. La doctrine de la résurrection procède de la vieille théorie — mal comprise — de la migration des âmes. D'autres articles de leur *Credo* viennent d'Héraclite, des Stoïciens, des Juifs, des mystères de Mithra, des mythes égyptiens de Typhon, d'Horus et d'Osiris. Les Perses et les Cabires leur ont fourni certains éléments, comme leur rêve de sept cieus superposés². Des vestiges de légendes païennes restent discernables au fond de plusieurs de leurs croyances : l'affirmation que le Christ serait né d'une vierge visitée par l'Esprit saint rappelle les fables de Danaé, de Mélanippe, d'Augé et d'Antiope³; l'épisode de la résurrection fait songer à l'histoire d'Aristée de Proconnèse, qui, d'après Pindare et Hérodote, fut ravi par la mort aux yeux des hommes, puis se fit voir en divers points de l'univers, à des intervalles fort éloignés, comme un annonciateur des volontés divines⁴; l'adoration d'un captif et d'un supplicié a eu son prototype dans le culte rendu par les Gètes à Xamolxis, par les Ciliciens à Mopsos⁵, etc... Tel récit biblique, comme la destruction de Sodome et de Gomorrhe, est un emprunt à la légende de Phaéton⁶, embrasant l'univers pour avoir égaré hors de leur voie les chevaux du soleil; pareillement Moïse a maladroitement copié, dans son récit de la tour de Babel, l'épisode homérique des fils d'Alous, qui, pour monter à l'assaut du ciel, rêvèrent d'entasser sur l'Olympe l'Ossa et le Pélion⁷.

1. VIII, 2; cf. III, 55, 75, 78; VI, 14.

2. Pour tous ces « rapprochements », voir surtout *Contra Celsum*, VI, 1, à VII, 58.

3. Danaé et Antiope, que Zeus rendit mère; Augé, qui eut Hercule pour amant; Mélanippe, qu'aima Éole.

4. III, 26.

5. III, 34.

6. IV, 21.

7. *Iliade*, V, 385 et suiv.; *Odyssée*, XI, 305 et suiv.

Celse fait un usage assidu de la méthode comparative pour rabattre les dogmes chrétiens sur le plan des antiques fictions et des légendes périmées.

Mais, selon lui, l'article fondamental de la doctrine chrétienne, et le plus inacceptable pour une intelligence formée aux disciplines de la raison et de la philosophie, c'est l'idée d'un Dieu s'incarnant pour vivre d'une vie humaine :

Que si *certain*s parmi les chrétiens (*sic*), ainsi que les Juifs, soutiennent qu'un Dieu ou un fils de Dieu est descendu ou doit descendre sur la terre comme juge des choses terrestres, c'est là, de leurs prétentions, la plus honteuse ; et il n'est pas besoin d'un long discours pour la réfuter. Quel sens peut avoir, pour un Dieu, un voyage comme celui-là ? Serait-ce pour apprendre ce qui se passe chez les hommes ? Mais ne sait-il donc pas tout ? Est-il donc incapable, étant donnée sa puissance divine, de les améliorer sans dépêcher quelqu'un corporellement à cet effet ¹ ? Ou faut-il le comparer à un parvenu, jusqu'alors inconnu des foules et impatient de s'exhiber à leurs regards en faisant parade de ses richesses ²... Et si, comme les chrétiens l'affirment, il est venu pour aider les hommes à rentrer dans la droite voie, pourquoi ne s'est-il avisé de ce devoir qu'après les avoir laissés errer durant tant de siècles ³ ?

Objection plus grave encore : une pareille conception implique une sorte de rupture de l'harmonie du Cosmos :

« Si Dieu descend en personne vers l'humanité, c'est donc qu'il abandonne la demeure qui est sienne. » Il bouleverse du même coup l'univers. « Or, que l'on change la moindre parcelle de cet univers, et tout l'ensemble s'en va à la débâcle ⁴. »

Puis le moyen d'imaginer un Dieu renonçant provisoirement aux sublimes privilèges de son état ? Celse évoque ici toute la tradition philosophique :

Λέγω δὲ οὐδὲν καινόν, ἀλλὰ πάλαι δεδογμένα : « *Je n'avance rien de nouveau, je dis des choses depuis longtemps démontrées.* Dieu est bon, il est beau, il est heureux ; sa situation est la plus belle et la meilleure. S'il descend vers les hommes, c'est donc qu'il s'assujettit à un changement, et ce changement sera (fatalement) de bon en méchant, de beau en laid, d'heureux en malheu-

1. IV, 3-5.

2. Origène résume ici un développement de Celse, sans le citer littéralement.

3. IV, 7.

4. IV, 5.

reux, de très bon en très mauvais. Qui voudrait d'un changement pareil? — Au surplus, ce qui est mortel est, par nature, sujet aux vicissitudes, aux transformations. Mais ce qui est immortel reste, par essence, toujours identique à soi-même. Dieu ne saurait donc subir un changement de cette sorte¹.

Quant aux prodiges et aux faits miraculeux que les chrétiens considèrent comme probants, Celse les impute à la magie, pour autant qu'ils sont authentiques.

Et c'est au nom de cette doctrine composite et puérile que les chrétiens attaquent la religion nationale, pièce essentielle de l'État! Ils savent pourtant les rigueurs que leur a déjà values l'illégalité de leurs réunions occultes. Puisqu'ils ont le nombre² et que quelques-uns parmi eux semblent accessibles aux suggestions du bon sens³, ils feraient bien mieux de prendre conscience des périls de l'heure, de participer sans réserve à la vie collective de la Cité et de se serrer autour du prince :

La raison veut que des deux partis que voici on choisisse l'un ou l'autre :

Si les chrétiens se refusent à s'acquitter des sacrifices habituels et à honorer ceux qui y président, alors ils ne doivent ni se laisser affranchir, ni se marier, ni élever des enfants, ni remplir aucune autre obligation de la vie commune. Il ne leur reste qu'à s'en aller bien loin d'ici et à ne laisser derrière eux aucune postérité : de cette façon, une engeance pareille sera complètement extirpée de cette terre. — Mais s'ils contractent mariage, s'ils font des enfants, s'ils jouissent des fruits de la terre, s'ils participent aux joies de la vie comme aux maux qui y sont inhérents (tous les hommes ont à en souffrir, la nature le veut ainsi : il faut qu'il y ait des maux, qui ailleurs n'ont point de place), alors ils doivent payer un juste tribut d'honneur à ceux qui veillent sur ces choses-là, s'acquitter des devoirs que la vie impose, jusqu'à ce qu'ils soient affranchis des liens terrestres. Autrement, ils se donneraient les airs d'ingrats, puisqu'il y aurait injustice à jouir, sans aucune contre-partie, des biens dont ils profitent⁴.

Voici un appel politique encore plus précis :

Il ne faut pas refuser notre créance à cet Ancien, qui a dit : « Il n'y a qu'un seul roi, celui qu'a établi le fils du rusé Chronos⁵. » Si vous annulez ce principe fondamental, naturellement le prince vous châtiara ; car si tous agis-

1. IV, 14.

2. II, 46 ; III, 10, 12, 73.

3. I, 27 (vers la fin du chapitre).

4. VIII, 55.

5. *Iliade*, II, 205.

saient comme vous, rien n'empêcherait qu'il restât seul et abandonné; alors l'univers tomberait aux mains des Barbares les plus dissolus et les plus féroces : il ne serait plus question parmi les hommes ni de votre culte, ni de la véritable sagesse¹.

Et plus loin :

Vous devez donc aider à l'Empereur de toutes vos forces, travailler avec lui pour ce qui est juste, combattre pour lui et, en cas de nécessité, faire campagne avec lui et conduire avec lui ses troupes²... Vous êtes tenus aussi d'accepter les magistratures dans votre pays, si la sauvegarde des lois et le devoir de piété l'exigent³.

Au point de vue du sens général du pamphlet, des critiques comme Harnack attachent la plus grande importance à cet appel final. Selon Harnack, ce qui domine les préoccupations de Celse, c'est l'avenir de l'État romain. Celse est religieux, parce que l'État a besoin de l'étai de la religion; ce qui aigrit ses sentiments à l'égard des chrétiens, c'est surtout leur indifférence pour la chose publique. A le lire entre les lignes, le *Discours* serait avant tout un ouvrage de caractère politique et une offre de paix fort peu dissimulée : « Ne vous placez plus en marge de l'Empire, et nous essaierons de vous supporter⁴. »

Nul doute, en effet, que la pensée d'offrir un *modus vivendi* n'ait traversé l'esprit de Celse, et qu'elle ne lui ait été imposée par les réussites déjà surprenantes de la propagande chrétienne. Mais elle ne tient, en somme, dans la *Parole de Vérité*, qu'une place fort restreinte; là même où Celse se décide à la formuler, il adoucit à peine le ton rogue et dédaigneux qu'il a gardé dans tout l'ouvrage⁵. Le souci d'aménager un concordat avec ses adversaires le préoccupe beaucoup moins, semble-t-il, que la volonté de les dégoûter de leur foi en en soulignant à traits répétés l'absurdité scandaleuse⁶.

Il ne manquait d'ailleurs ni de verve, ni de mordant. Qu'on en juge par un ou deux morceaux seulement. Voici le tableau qu'il trace de la

1. VIII, 68.

2. VIII, 68.

3. VIII, 75. Cf. VIII, 55.

4. Cf. *Mission und Ausbreitung des Christentums*, 3^e édit., t. I, p. 474 et suiv.

5. Un critique allemand, W. Völker, a remarqué qu'on retrouve dans les procès des chrétiens cette alternance de feinte douceur et de brutalité : par exemple, dans le *Martyre de saint Polycarpe*, VIII, 2. Ce mélange d'*astutia suadendi* et de *duritia saevienti*, Tertullien le signalera dans son *Apologétique*, § xxvii.

6. Telle est l'intention qu'Origène lui prête (VI, 74), et, je crois, avec équité.

propagande chrétienne parmi les esprits débiles ou encore mal formés, les seuls, à son gré, qui puissent s'y laisser séduire :

Nous voyons, dans les maisons des particuliers, des cardeurs, des cordonniers, des foulons, des gens sans aucune espèce d'éducation ni de culture ; ils se gardent bien d'ouvrir la bouche tant que sont là les maîtres, qui ont de l'âge et du jugement ; mais, dès qu'ils peuvent prendre à part des enfants ou quelques femmes aussi dénuées de bon sens qu'eux-mêmes, alors ils se mettent à étaler leurs merveilles... Il ne faut pas écouter le père ni croire ce que disent les précepteurs : c'est à eux qu'on doit obéir. Les autres sont des radoteurs, des cerveaux fêlés, perdus de sots préjugés, et qui ne savent ni concevoir le bien véritable, ni le réaliser : eux seuls, ils ont le secret du bien-vivre ; les enfants, s'ils les croient, seront heureux, et par eux le bonheur viendra dans la maison... — Si, pendant qu'ils parlent de la sorte, survient un des précepteurs, ou quelque personne de poids, ou le père lui-même, les plus circonspects prennent peur et s'égaillent ; mais de plus effrontés ne laissent pas d'exciter les enfants à la révolte. Ils leur chuchotent, par exemple, qu'en présence de leur père ou de leurs maîtres ils ne peuvent ni ne veulent rien leur apprendre de bon, pour ne pas s'exposer à la sottise et à la grossièreté de ces êtres profondément corrompus et enfoncés dans l'abîme du vice, de qui ils auraient à redouter des châtimens ; mais que, s'ils veulent savoir, ils n'ont qu'à laisser là père et les précepteurs, à venir avec les femmes et leurs camarades de jeux dans l'appartement des femmes, dans l'échoppe du cordonnier ou dans l'atelier du foulon ; c'est là qu'ils recevront la sagesse parfaite ! — Tels sont les propos grâce auxquels ils se font croire¹...

Ailleurs, il ironise sur la prétention judéo-chrétienne à bénéficier d'une exclusive révélation :

Juifs et chrétiens ressemblent à une troupe de chauves-souris, à des fourmis qui sortent de leurs trous, à des grenouilles qui tiennent séance autour d'un marais, à des vers formant assemblée dans un coin de bournier, qui disputeraient ensemble qui d'entre eux sont les plus grands pécheurs et se diraient les uns aux autres : « Nous sommes ceux à qui Dieu révèle d'avance et prédit tout ; négligeant l'univers et le cours des astres, sans souci de cette vaste terre, c'est pour nous seuls qu'il gouverne, avec nous seuls qu'il communique par ses envoyés ; il ne cesse de nous en expédier et de chercher par quel moyen nous pourrions lui être unis éternellement... Il y a un Dieu, déclarent les vers de terre, mais nous venons immédiatement après lui ; nous avons été créés par Dieu entièrement semblables à lui ; toutes choses nous sont subordonnées : la terre et l'eau, l'air et les étoiles ; c'est pour nous que tout a été fait, et tout est organisé pour nous servir... Puisqu'il y en a parmi nous qui

1. III, 55.

pèchent, Dieu viendra lui-même, ou il enverra son Fils afin de livrer aux flammes les impies, et que nous autres nous jouissions avec lui de la vie éternelle. » Plus supportables seraient ces sottises de la part des vers et des grenouilles que de la part des Juifs et des chrétiens, dans leurs discussions¹!

* * *

Au surplus, Celse ne s'était pas contenté d'observer du dehors les méthodes et la tactique du prosélytisme chrétien. Il avait pris contact avec la doctrine elle-même, il prétendait l'avoir approfondie dans tous ses détails et y avoir trouvé ses meilleures armes².

Si les chrétiens veulent bien répondre à mes questions — je les leur pose non pas pour me documenter, car *je sais tout*, mais parce que j'ai de tous le même souci — tout ira bien. S'ils gardent le silence avec leur défaite habituelle : « Nous ne discuterons pas ! » alors il faudra bien que nous leur fassions voir d'où naissent leurs erreurs³.

Ce *je sais tout*, Origène en relève aussitôt l'outrecuidance. Ce qu'il conteste surtout (non sans raison), c'est que Celse ait pénétré fort avant dans l'intelligence du dogme chrétien. Il lui eût été plus difficile de nier que son adversaire ait fait un certain effort (qu'il ne faut pas exagérer) pour s'informer aux sources mêmes de la Révélation.

Celse connaissait quelques parties de l'Ancien Testament (la *Genèse* sûrement ; peut-être aussi l'*Exode*, le *Deutéronome*, quelques-uns des livres prophétiques, quelques morceaux des *Psaumes*, *Jonas* et *Daniel*). Il allègue le *Livre d'Hénoch* : Origène soupçonne toutefois qu'il ne l'a pas lu directement et qu'il ignore que cet apocryphe ne fait pas partie du « canon » des Églises⁴. — Il connaissait aussi l'*Évangile* de saint Matthieu, qui paraît avoir attiré surtout son attention. On a contesté, à tort, je crois, qu'il ait profité de celui de saint Jean⁵. Il ne cite d'ailleurs le nom d'aucun des quatre évangélistes. Origène met en doute qu'il ait lu les *Actes des Apôtres*⁶ : en tout cas, Celse n'en a guère fait état, non plus que des *Épîtres* de saint Paul⁷ (ce dont Origène ne manque

1. IV, 23.

2. II, 74, 76.

3. I, 12.

4. V, 54.

5. Les passages décisifs sont I, 41 (cf. Jean, I, 32) ; I, 66, et II, 36 (cf. Jean, XIX, 34) ; II, 37 (cf. Jean, XIX, 28-30).

6. II, 1.

7. Peut-être une allusion à I Cor., III, 18, dans le chap. 1, 13 (Koetschau, I, p. 65, l. 17 et suiv.).

pas de s'étonner¹). — Il n'y a plus personne pour soutenir que Celse ait utilisé dans la première partie de son pamphlet (I, 28 à II) un écrit juif dirigé contre les chrétiens. Il n'avait cependant pas négligé les traditions juives hostiles au Christ². C'est à celles-ci qu'il doit l'histoire du soldat Panthéra³, de l'adultère duquel Jésus serait né. Sans doute s'en inspire-t-il également, quand il suppose que le Christ aurait été initié aux pratiques de la magie pendant son séjour en Égypte. — Il a jeté aussi un coup d'œil sommaire sur la littérature chrétienne post-apostolique. Il connaît le *Dialogue de Jason et de Papiscus*⁴, peut-être l'*Épître de Barnabé*⁵. Quant à la littérature apologétique si florissante au II^e siècle, il n'y a pas de preuve décisive qu'il s'en soit enquis, en dépit des affirmations de J. Geffcken, de G. Krüger et de O. Stählin. — Il sait la vitalité des sectes, leur pullulement à côté de la « Grande Église » (c'est l'expression même dont il use)⁶, les querelles violentes qui mettent aux prises orthodoxes et dissidents⁷. Il insinue que la prétendue unité chrétienne est un leurre et que les chrétiens n'ont de commun que le nom⁸. Les manifestations diverses du mouvement gnostique ne lui ont pas échappé. Dans certains textes que transcrit Origène⁹, on perçoit un écho des doctrines docétistes, qui niaient la réalité de l'humanité de Jésus. Celse revient à plusieurs reprises sur les idées de Marcion¹⁰; il en tire même, à la grande indignation d'Origène, une image bouffonne, celle du Dieu créateur et du Dieu de Marcion se chamaillant comme dans ces combats où l'on met des cailles aux prises; puis, affaiblis par le poids des années et déjà presque en enfance, se

1. V, 64 (Koetschau, II, p. 67, l. 27 et suiv.). A en croire Origène, Celse ne citait en propres termes qu'un seul court passage de l'Apôtre, à savoir *Galates*, VI, 14 (V, 64).

2. Origène l'a noté (II, 10).

3. Pandera, dans le Talmud (voy. Aufhauser, *Antike Jesus Zeugnisse*, dans les *Kleine Texte*, hsg. von H. Lietzmann, n° 126. Bonn, 1913, p. 38) : cf. *Contra Celsum*, I, 28. Deissmann a montré que ce nom se rencontre dans les inscriptions des deux premiers siècles, surtout comme surnom de soldats romains (par exemple, *C. I. L.*, XIII, 7514 : Tib. Iul. Abdes Panthera); voir *Journal of theol. Studies*, 1918, p. 79-80.

4. IV, 52.

5. I, 63.

6. V, 59.

7. V, 62 et suiv. Par surcroît, les chrétiens se disputent avec les Juifs « pour l'ombre d'un âne » (III, 2).

8. III, 12. Celse touche ici un point fort douloureux pour les chrétiens de stricte orthodoxie. Tertullien, qui écrit une vingtaine d'années à peine après lui, déplore ces dissidences, qui entament le bloc chrétien et ravalent la doctrine au niveau des opinions contradictoires des philosophes (voir *Apologeticus*, XLVII, 9).

9. II, 61.

10. Surtout VI, 54 et 74; VII, 18 et suiv.

retirant du champ de bataille où ils laissent à leurs fils le soin de vider leur querelle¹. Il cite encore les Valentiniens, les Simoniens et plusieurs autres sectes dont Origène avoue que, fort expert en la matière, il ne sait personnellement rien². — Nul doute enfin que Celse n'ait essayé de faire parler les fidèles eux-mêmes, de les amener à définir, dans des conversations privées, leurs propres croyances. Origène se déclare convaincu (et il s'en désole) que plus d'un des griefs mis en avant par Celse lui viennent d'esprits simples et sans culture, qui n'ont su lui donner du Christianisme qu'une vue chétive et, de la Bible, qu'une conception étroite et insuffisante³.



Quoiqu'il fût fort loin de s'être formé des Écritures et de la vie chrétienne une idée aussi approfondie que celle qu'un Porphyre, un siècle plus tard, saura se composer dans une intention pareillement hostile, Celse était en mesure de tirer de ses renseignements les éléments d'une critique parfois redoutable.

Ce qui ne pouvait manquer toutefois d'en affaiblir quelque peu la portée — et ce qui décèle le plus sûrement pour nous les lacunes et les incertitudes de sa pensée — ce sont, d'une part, ses graves méprises sur l'esprit de la religion chrétienne, d'autre part les contradictions choquantes où son prétendu rationalisme se jette en maint endroit.

Examinons chacun de ces points.

La conception que Celse s'est faite de la personne de Jésus est aussi injurieuse que peu nuancée. Jésus « n'était qu'un homme, un homme tel que la vérité même le manifeste et que la raison le démontre⁴ ». C'est sur des jongleries de magicien qu'il avait réussi à fonder son autorité. Les prétendus miracles de ce γάρ ne sont pas plus surprenants, à tout prendre, que les tours de passe-passe dont les magiciens d'Égypte donnent, pour quelques oboles, le divertissement. Qui songerait pourtant à leur décerner le titre de « fils de Dieu »⁵? Les chrétiens croient adorer un être divin, ils adorent un mort⁶. — Ailleurs, Celse traite

1. VI, 74.

2. V, 62.

3. I, 12; III, 44; VI, 53; VII, 27.

4. II, 79.

5. I, 68 : υἱὸς εἶναι Θεοῦ. L'expression ὁ τοῦ Θεοῦ παῖς apparaît souvent chez Celse. Il emploie très rarement ὁ σωτήρ (II, 9; III, 1) et une seule fois, dans une citation, le tour ὁ υἱὸς τοῦ ἀνθρώπου, le Fils de l'homme.

6. VII, 68; cf. III, 41 et 43.

Jésus de « fanfaron » (ἀλαζών)¹ et de menteur. Il va même jusqu'à contester son intégrité morale². Bien mieux, il assimile le culte rendu à Jésus et les miracles accomplis en son nom au culte d'Antinoüs, le « mignon » d'Hadrien, et aux miracles attribués à son influence³! — Il marque d'une façon assez vague le rapport de la doctrine chrétienne à son fondateur. On voit mal quel était au juste le contenu de l'enseignement de Jésus : Celse traite des idées chrétiennes sans indiquer qu'il les lui attribue expressément. D'ailleurs, selon lui, les apôtres les auraient partiellement puisées chez Platon : « Quelle vraisemblance », riposte Origène, « que Paul, qui fabriquait des tentes, que Pierre, pêcheur de profession, que Jean, qui laissa en place les filets de son père, aient exprimé de si sublimes idées sur Dieu pour avoir mal compris les déclarations de Platon, dans ses lettres⁴? » — Celse n'a pas un mot de sympathie ou d'admiration pour les martyrs. Logiquement, il aurait dû les estimer. N'avait-il pas écrit : « Si vraiment on honore Dieu et que l'on reçoive l'ordre de commettre une action criminelle contre lui, ou de dire quelque chose de honteux, il ne faut rien écouter, mais endurer toutes les tortures, affronter tous les genres de mort, plutôt que de proférer, de penser même, rien qui soit contraire à la majesté divine⁵. » Or, il conteste expressément que leur sacrifice ait la moindre utilité, et il les assimile à des malfaiteurs « qui doivent en bonne justice subir le châtiment de leurs forfaits⁶ ». — La compassion spéciale du Christianisme à l'égard du pécheur demeure pour lui une énigme et un scandale :

Quand, oralement ou par écrit, nous invitons les gens qui mènent une vie mauvaise à se convertir, observe Origène⁷, que nous les exhortons à changer de sentiments et à améliorer leur âme, alors Celse dénature notre attitude et prétend que nous enseignons que Dieu n'a été envoyé que pour les pécheurs⁸. Il demande : « Pourquoi n'a-t-il pas été envoyé à ceux qui sont exempts de péché? Est-ce donc un mal que de n'avoir pas commis de péché? » Voici notre réponse : si, par ceux qui sont « exempts de péché », Celse entend ceux qui ne pèchent plus, alors Jésus, notre Sauveur, a été envoyé pour eux aussi, mais non à titre de médecin. Si, au contraire, il fait

1. II, 7.

2. II, 41-42.

3. III, 36-38.

4. VI, 7.

5. VIII, 66.

6. VIII, 54.

7. III, 62.

8. Cf. *Saint Matthieu*, IX, 11-13 ; *Saint Marc*, II, 15-17 ; *Saint Luc*, V, 30-32.

allusion à ceux qui n'ont jamais péché — car ses expressions ne sont pas bien claires — nous déclarons qu'il est impossible qu'il y ait un homme qui n'ait jamais péché en ce sens-là, excepté Celui qui parut en la personne de Jésus et « ne commit jamais le péché¹ ».

Enfin, pour combattre « l'anthropocentrisme » chrétien², le rôle prépondérant attribué à l'homme dans l'ensemble de la création, Celse se livrait à de longues et paradoxales comparaisons entre l'homme et l'animal, opposant par exemple la cité organisée, policée, des abeilles à la tumultueuse cité humaine ; attribuant aux fourmis le langage et une sorte de piété filiale à l'endroit du « tombeau de leurs ancêtres », aux aigles et aux serpents une intuition thérapeutique qui leur permettrait de repérer à l'usage de leurs petits certains remèdes efficaces, aux oiseaux une sorte d'intimité avec Dieu, dont ils décèlent les volontés par les signes qu'ils fournissent à l'art divinatoire, aux éléphants un respect exceptionnel de la sainteté du serment et de la divinité elle-même³ !... De tous ces jeux d'esprit, dont la pseudo-science d'un Pline l'Ancien, d'un Plutarque et d'un Élien fournit les éléments, Origène démontre assez habilement l'inanité, soit en signalant les manques de méthode de Celse, soit en opposant aux spontanéités de l'instinct les démarches réfléchies de la raison⁴.

Et, d'autre part, il n'est guère d'intelligence moins unifiée que l'intelligence de Celse. C'est dans une atmosphère d'intime contradiction qu'elle opère et qu'elle vit. Il a des déclarations radicales, des questions ironiques, qui impliquent un scepticisme aigu à l'endroit de la religion païenne traditionnelle : « Jamais un dieu, jamais un fils de dieu n'est descendu sur la terre, ni ne peut y descendre⁵. » « Un point à examiner, c'est si jamais mort réellement mort est ressuscité avec le même corps⁶. » On a remarqué la prudence de ses formules, dès qu'il hasarde une affirmation relative aux mythes gréco-romains. Il évite en pareil cas le « je », dont volontiers il se sert dans le domaine proprement philosophique, et il se réfugie derrière les expressions les moins compromettantes qu'il peut trouver. Origène a bien senti les doutes inavoués

1. Cf. *I Pierre*, II, 22.

2. Et qui avait été stoïcien, avant de devenir chrétien.

3. IV, 77-99.

4. IV, 89. Il y aurait une comparaison curieuse à faire entre cette partie de l'ouvrage de Celse et les développements parallèles de l'*Apologie de Raymond de Sebonde*, de Montaigne (édit. Villey, t. II [1922], p. 161-211). Montaigne ne connaissait pas l'œuvre de Celse.

5. V, 2.

6. II, 55.

dont Celse était travaillé, et il note avec quelles précautions rusées celui-ci omet de se prononcer sur le compte des dieux, soit pour conseiller aux autres de les adorer comme tels, soit pour éluder toute profession de foi personnelle¹.

Si Celse est, au fond, détaché des croyances populaires, il a gardé cependant une certaine religiosité qui se trahit par accès et rejoint en certains cas les superstitions courantes :

Est-il besoin (demande-t-il) de passer en revue toutes les prédictions que, dans les sanctuaires des oracles, ont fait entendre tantôt des prophètes et des prophétesses, tantôt d'autres inspirés, hommes et femmes, de leur voix divine? toutes les paroles merveilleuses sorties de ces sanctuaires? toutes les révélations obtenues grâce à l'inspection des victimes, grâce aux présents offerts et par d'autres signes surnaturels? et les apparitions divines dont certains ont bénéficié? La vie humaine est toute pleine de pareils exemples. Que de cités bâties, ou délivrées des épidémies et des famines, par suite des prescriptions des oracles! Que de villes ruinées misérablement pour avoir méprisé ou oublié ces avertissements! Combien de villes ont décidé la fondation d'une colonie et sont devenues florissantes, pour s'y être conformées! Combien de princes, combien de simples citoyens ont éprouvé, pour la même raison, la bonne ou la mauvaise fortune! Que de gens, désolés de n'avoir pas d'enfants, ont obtenu ce qu'ils souhaitaient, échappant à la colère des démons! Que d'infirmités physiques guéries! Combien, d'autre part, ont été punis d'un châtement immédiat pour leur sacrilège irrévérence envers les sanctuaires, les uns atteints sur place de folie, d'autres obligés à l'aveu de leurs forfaits, d'autres contraints au suicide ou frappés de maladies incurables! Bien mieux : il en est qu'une voix formidable, sortie du fond du temple, a tués sur le coup²...

Origène s'étonne de voir le langage de Celse, d'ordinaire si froid, prendre parfois des accents presque chaleureux où respire une piété toute platonicienne. Il transcrit des déclarations comme celles-ci :

Il ne faut jamais se détacher de Dieu, ni le jour, ni la nuit, ni en public, ni dans le privé, dans aucune de nos paroles et dans aucun de nos actes... L'âme doit être constamment orientée vers Dieu³... Quant à ceux qui espèrent que leur âme ou que leur esprit [quelle que soit la conception qu'ils s'en forment] jouira avec Dieu de la vie éternelle, c'est à eux que je m'adresse. Ils voient juste en estimant qu'à mener une vie bonne au point de vue moral on obtiendra la félicité, tandis que les pervers subiront la torture d'éter-

1. III, 22.

2. VIII, 45 (Koetschau, t. II, p. 259).

3. VIII, 63.

nels châtimens. De cette croyance, ni eux, ni qui que ce soit, ne doivent jamais s'écarter¹.

Et encore :

Il y a dans l'homme quelque chose de plus élevé que l'élément terrestre. Ceux chez qui l'âme est ce qu'elle doit être se dirigent fermement vers Dieu, qui leur est apparenté, et désirent toujours entendre parler de lui et penser à lui².

De ce Dieu, Celse conçoit l'action sur le monde de la même façon que la concevaient la plupart des philosophes de ce temps, par l'intermédiaire des démons, dont chacun a ses attributions et sa sphère d'influence³. Ces divinités subalternes peuvent beaucoup pour promouvoir les rois à leur haute dignité et les y maintenir⁴. Elles prédisent aux cités leur avenir, mais c'est surtout le corps humain qui est dans leur dépendance⁵. Elles lui fournissent l'air qu'il respire et le rendent à leur gré, sain ou malade⁶. Aussi Celse a-t-il peur des démons ; il sait leur avidité de jouissances sensuelles, leur susceptibilité ombrageuse et les représailles qu'ils exercent contre ceux qui se refusent à les honorer⁷. « Il faut leur offrir des sacrifices *dans la mesure où cela est utile* (ἐν ὅσῳ συμφέρει), car la raison n'exige pas qu'on le fasse en n'importe quel cas⁸. »

Celse se méfie grandement aussi de la magie. Il ne doute guère de son efficacité nuisible, et c'est d'elle qu'il fait dériver le pouvoir d'exorcisme qu'il serait disposé à reconnaître aux chrétiens, ainsi que les miracles accomplis par le Christ⁹. — Il a un grand respect pour les astres ; il les considère comme « les hérauts les plus manifestes des choses d'en haut », comme « les véritables messagers célestes, annonciateurs de tant de phénomènes naturels¹⁰ », et il s'étonne de l'indifférence chrétienne à l'égard du soleil¹¹.

1. VIII, 49.

2. I, 8.

3. VIII, 58. Il les appelle (VIII, 35) « des satrapes et des ministres, habitants de l'air et de la terre. »

4. VIII, 63.

5. VIII, 31.

6. VIII, 58.

7. VIII, 60.

8. VIII, 62 ; cf. VIII, 25.

9. I, 6.

10. V, 6.

11. VIII, 66.

Pour un polémiste qui se targue plus d'une fois d'obéir à la seule raison et qui accuse ses adversaires de se dérober à un guide si sûr, il faut avouer que Celse a des complaisances ou des fléchissements dont son rationalisme même aurait dû le mieux protéger. — En un certain sens, il y fait échec aussi par sa tendance à poser indiscrètement comme un fait que chacun doit obéir aux lois de son pays, quelles qu'elles soient. Cette superstition de la légalité n'était pas dans la tradition de la philosophie païenne¹, et Origène a beau jeu pour en démontrer les conséquences inacceptables, le scandaleux défi jeté à la morale éternelle².

* * *

On ne saurait dire, au surplus, toute la déplaisance, toute l'antipathie que Celse inspire à Origène, en dépit des similitudes intellectuelles qui seront indiquées tout à l'heure.

A l'en croire, Celse a écrit la haine au cœur et sans désir sincère de chercher la vérité. Origène met formellement en doute sa bonne foi, soit dans sa façon d'interpréter les Écritures³, soit dans son exposé des dogmes chrétiens⁴. Mais ce qui l'irrite surtout, c'est le ton sarcastique de Celse, ses persiflages, ses violences de langage. Il le traite de vil bouffon⁵, il le déclare indigne du nom de philosophe⁶ pour ses mensonges calculés⁷, pour ses injures de femmes du peuple s'investissant dans les carrefours⁸. — Il voudrait bien faire croire que Celse est un épicurien camouflé, un épicurien qui n'avoue pas, qui déguise ses principes, mais se trahit par échappées. L'insistance avec laquelle il revient sur cette insinuation⁹ s'explique si l'on se rappelle l'horreur des chrétiens pour la doctrine, pour le nom même d'Épicure¹⁰, et aussi le discrédit où

1. Voy. Cicéron, *De Legibus*, I, xv, 42 : « Iam uero illud stultissimum existimare omnia iusta esse quae sita sint in populorum institutis aut legibus. » — Dans sa *Lettre à Marcella*, § 25, Porphyre opposera fortement la loi divine « prescrite par l'intelligence suprême aux âmes douées de raison » à la loi naturelle, d'une part et, d'autre part, à la loi civile, essentiellement variable, qui régit la société « en vertu d'un contrat mutuel et par le consentement général des membres de la société ».

2. V, 27 et suiv.

3. I, 63 ; VI, 16.

4. VI, 77.

5. III, 22 ; IV, 30 ; VI, 10, 74.

6. IV, 41.

7. VII, 41.

8. III, 52.

9. I, 8, 68 ; II, 42 ; III, 35, 49, 75, 80 ; IV, 5, 36, 75, 86.

10. Voir I, 21 (Koetschau, t. I, p. 172, l. 11) ; I, 43 (p. 93, l. 11) ; II, 13 (p. 142, l. 7) ; III, 75 (p. 268, l. 24) ; IV, 14 (p. 284, l. 21).

Épicure était tombé, depuis un siècle ou deux, parmi les penseurs païens eux-mêmes¹, en tant que destructeur de la vie civique et de la vie religieuse. Disons-nous que sur ce point la bonne foi coutumière d'Origène a subi une légère éclipse²? Il est plus juste de reconnaître que certaines déclarations sceptiques de Celse pouvaient l'incliner à subodorer chez celui-ci des accointances avec l'épicurisme. Eugène de Faye n'a-t-il pas reconnu que Celse « est imbu jusqu'aux moelles de l'esprit d'Épicure³ »? Cependant, à mesure qu'Origène étudiait le λόγος Ἀληθής, des raisons de douter de son impression première durent s'insinuer dans son esprit. Il y entendait un accent de piété, des affirmations réitérées de la sollicitude que Dieu exerce, sinon sur l'homme en particulier (Celse n'admettait pas cette forme spéciale de l'action providentielle), du moins sur l'ensemble du Cosmos⁴. Celse ne célébrait-il pas l'harmonie de l'univers, l'heureux accord des parties avec le tout? « Ce tout », avait-il écrit, « c'est Dieu qui en a souci et jamais sa Providence ne le néglige⁵. » — Au surplus, le souci que manifestait Celse au sujet des lois de l'État, des destinées de l'Empire, ses exhortations patriotiques à l'adresse des chrétiens, tout cela formait contraste avec l'indifférence bien connue des épicuriens pour la chose publique. — Origène pouvait enfin constater que Celse ne citait explicitement aucune des maximes d'Épicure, alors qu'il se prévalait une quinzaine de fois de textes empruntés au *Criton*, à l'*Apologie de Socrate*, au *Phédon*, au *Théétète*, au *Phèdre*, au *Timée* et aux *Lettres* de Platon? Il est bien obligé de constater l'importance de l'inspiration platonicienne dans le livre de Celse : « καὶ γὰρ ἐν πολλοῖς πλατωνίζειν θέλει⁶ », remarque-t-il avec une ironie un peu peinée. Dans les quatre derniers livres de son apologie (sauf toutefois V, 3), l'accusation d'épicurisme ne reparait plus. Sans doute en avait-il senti lui-même, après coup, le peu de vraisemblance.

On trouverait une autre excuse à ses hésitations. Il y avait eu au II^e siècle un Celse épicurien, qui avait écrit contre les magiciens — celui-là même à qui Lucien de Samosate avait dédié son *Alexandre*⁷. Origène connaissait l'ouvrage, ou en avait entendu parler, et il se

1. Épicure est honni par Épictète, Plutarque, Maxime de Tyr, Numénios d'Apamée. Sénèque, cependant, lui est assez favorable et Lucien le loue ouvertement.

2. Tel est l'avis de Wilamowitz-Moellendorf : cf. *Deutsche Literaturzeitung*, 1927, p. 103.

3. *Origène, sa Vie, son Œuvre, sa Pensée*, t. II. Paris, 1927, p. 186.

4. Voy. IV, 4, 63 ; V, 3.

5. IV, 99.

6. « En maints passages il veut *platoniser* » (IV, 83) : cf. I, 32 ; VI, 17 ; VI, 47.

7. Cf. *Alexandre*, § 21.

demandait s'il ne convenait pas d'identifier ce Celse, ami de Lucien, avec le Celse auquel il avait affaire¹. Perplexité légitime, que les critiques modernes ont eux-mêmes éprouvée². A certains moments, Origène paraît prêt à renoncer à cette hypothèse³. Il croit savoir, d'ailleurs, qu'il y a eu deux Celses épicuriens, l'un qui vivait sous Néron, l'autre « sous Hadrien et plus tard encore ». Bref, il n'est pas fixé sur l'identité du pamphlétaire, qu'il ne connaît que par son ouvrage, déjà assez ancien. Mais il ne serait pas fâché de laisser penser que c'était bien lui le Celse, disciple d'Épicure, dont une tradition assez incertaine lui livrait le nom et lui nommait la secte.

* * *

D'où vient donc à Origène cette animosité?

Il n'était pourtant pas une âme de colère, il n'avait rien d'un Tertullien ou d'un Firmicus Maternus. La tendance *irénique* est très marquée chez lui⁴.

Éprouverait-il le dépit, vite injurieux, du polémiste qui sent que son adversaire le domine intellectuellement et que, sur le terrain de la discussion, il est battu d'avance? Non : il se considère comme l'égal de Celse, au point de vue de la culture, et il l'est en effet :

La prétendue érudition de Celse — laquelle est bien plutôt minutie brouillonne et bavardage — l'a obligé à entrer dans ces détails (écrit-il après un long débat sur le fameux « diagramme », figure symbolique que Celse attribuait à une secte qu'il ne nommait point)⁵. J'ai voulu montrer à ceux qui liront son ouvrage et ma réponse, que je suis parfaitement au fait des connaissances dont Celse se prévaut pour calomnier les chrétiens. Les chrétiens ne pensent pas à ces choses-là, ils ne les connaissent pas. J'ai voulu, moi, m'en informer et le laisser voir, afin que des imposteurs n'osent plus se vanter d'en savoir plus que nous, dupant ainsi ceux qui se laissent conquérir par le prestige des mots.

Il rappelle ailleurs ses voyages, sa curiosité avide de se satisfaire

1. I, 68.

2. Keim, *Rom und das Christentum*. Berlin, 1881, p. 392, est pour l'identification : Aubé et Harnack sont du même avis ; O. Heine (*Philol. Abhandl. Martin Heitz dargebracht*. Berlin, 1888, p. 197 et suiv.) et E. Zeller, *Philos. der Griechen*, III, 2 (4^e édit.), p. 231 et suiv., la combattent et sont suivis par Neumann et Koetschau.

3. I, 68 ; IV, 36, 50.

4. Voy. Harnack, *Texte und Untersuchungen*, XLII, 3, p. 34 et suiv. ; XLII, 4, p. 58 et suiv.

5. VI, 32 ; cf. VI, 24 et suiv., et Legge, *Forerunners and rivals of Christianity*. Londres, 1915, t. II, p. 66 et suiv.

auprès des gens compétents, ses enquêtes philosophiques, en un mot tout ce zèle scientifique qu'il appelle τὸ φιλομαθὲς ἥμῶν¹. — Naturellement, il se jugeait autrement informé et outillé que Celse dans les questions scripturaires, dogmatiques, morales même, où celui-ci s'était présomptueusement engagé.

D'autre part, Celse, malgré la « perfidie » et la « haine » dont l'accuse Origène, n'avait tout de même pas ramassé certaines calomnies qui couraient dans le populaire et dont tel lettré de son temps n'avait pas dédaigné de s'armer. Origène, qui rappelle ces rumeurs infâmes — meurtre rituel, communions sanglantes, repas s'achevant en accouplements éhontés — en attribue l'origine aux Juifs : mais il ne dit pas que Celse en ait fait état². Le rhéteur Fronton avait eu moins de sens critique et de pudeur que lui.

La vivacité de la réaction d'Origène ne procède donc pas d'un amour-propre blessé, ni d'une infériorité douloureusement ressentie, ni de la révolte d'une honnêteté morale indignement outragée. Elle naît d'abord d'une sensibilité religieuse très susceptible, très ardente, que les procédés et le ton de Celse froissent au plus vif d'elle-même. Elle est suscitée sans doute aussi par d'autres causes plus secrètes, dont Origène a dû ressentir le malaise jusqu'à la souffrance.

Je voudrais essayer de démêler cette double série de motifs.

* * *

A étudier l'histoire de l'origénisme, à constater à quel point certaines doctrines d'Origène devaient être pendant des siècles ferment de disputes et pierre de scandale pour les esprits les plus éminents et aussi pour les tempéraments les plus bornés, on l'imaginerait volontiers comme un pur intellectuel promenant sa curiosité, au fond assez détachée, dans le domaine de l'exégèse et du dogme, en y cherchant seulement un appui, ou un abri spécieux, pour ses combinaisons personnelles et ses rêves métaphysiques. Erreur complète ! Les sources vives n'étaient pas taries dans l'âme d'Origène. Il est un chrétien fervent, à qui les objets de sa foi inspirent la confiance, l'enthousiasme, l'amour.

Il y a tout d'abord un argument qui rassure pleinement sa raison : c'est l'argument des prophéties. Certes, il n'est pas le premier à le mettre en valeur : les apologistes du second siècle en avaient déjà tiré

1. VI, 24 ; cf. V, 62. Pour sa connaissance des systèmes philosophiques, voy., par exemple, III, 41, 80, 81, etc.

2. VI, 27, 40.

grand parti. Mais il admire plus qu'aucun autre l'adaptation des mystérieuses annonces de l'Ancien Testament aux réalités qu'elles ont préfigurées, et il fait grief à Celse de s'être contenté de rejeter en bloc ces correspondances frappantes, au lieu de les discuter dans leur détail pour les déceler inopérantes, s'il croyait pouvoir y réussir.

Au surplus, c'est son cœur même qui appartient tout entier à sa croyance.

A l'égard du Christ, il est personnellement de ces fidèles dont il parle dans un de ses *Commentaires* « qui tenero erga Iesum tenentur affectu¹ ». Laissons pour l'instant ses spéculations sur le rapport du Christ au Père : elles trahissent, comme on sait, un « subordonnationisme » très marqué², encore qu'il maintienne nettement que le Fils est sorti de l'essence du Père. Voyons seulement comment il se représente la personne de Jésus. Il concède à Celse que le Christ était laid (βυσειδής) ; il n'admet pas, pour autant, qu'il fût de taille médiocre ou d'une physiologie sans noblesse (ἀγενής)³. Mais au point de vue moral, quelle triomphante supériorité ! Jésus a réuni en sa personne, à un degré suréminent, les glorieux privilèges dont les grands hommes ne possèdent d'ordinaire que tel ou tel. Il a eu la sagesse, le don des miracles, une grandeur souveraine, et n'a jamais employé aucun des moyens nuisibles ou violents dont usent les ambitieux de toute catégorie⁴. Il n'avait bénéficié ni d'une naissance illustre, ni d'une culture raffinée : et pourtant il a remué le monde plus que n'a pu le faire un Thémistocle, un Pythagore, un Platon, plus qu'aucun roi et qu'aucun capitaine⁵. Et il a souffert une mort ignominieuse, sans se plaindre, sans dire un mot qui démentit la noblesse de son caractère⁶ :

Son silence au milieu des coups et des outrages décèle une fermeté d'âme et une maîtrise de soi supérieure à toutes les belles paroles des Anaxarque, des Épictète, etc. La plainte même qu'on lui reproche : « Mon Père, que ce calice s'éloigne de moi, s'il est possible ; cependant qu'il n'en soit pas comme je veux, mais comme vous voulez », n'est pas d'un homme qui se résigne à l'inévitable, mais qui accepte ce qui lui arrive et se soumet avec respect aux épreuves que la Providence lui envoie⁷.

On aurait tort d'attendre d'Origène une piété expansive, passionnée,

1. Comm. sur l'*Ép. aux Rom.*, V, 10 (nous n'avons ce commentaire que dans la traduction latine de Rufin).

2. V, 4 ; VII, 57 ; VIII, 1, 12, 13, 14-17, 26, 67, 69.

3. VI, 75.

4. I, 30.

5. I, 29.

6. II, 34 ; I, 30.

7. VII, 55.

amoureuse, qui se perde dans la contemplation navrée des souffrances du Christ, de ses humiliations, de son agonie. Ce sont là des manières de sentir qui se sont développées plus tard dans le Christianisme ; ou, du moins, l'expression qui leur a été donnée est restée longtemps plus abstraite, plus intellectuelle qu'émue et débordante. On perçoit pourtant une vibration secrète dans les pages où il parle de Jésus.

Naturellement, il a dû s'expliquer, pour répondre à Celse au sujet des divers aspects de la personne du Christ, Logos divin, mais aussi homme de douleurs, d'humiliations et d'angoisses.

Pour lui, Jésus fut un être composite, συνθετόν τι, et multiples sont les rapports sous lesquels il s'est révélé et doit être considéré¹.

Comment aurions-nous été tenus, demandait le Juif de Celse, de regarder comme un Dieu un être qui, au dire de tous, n'accomplissait aucune des œuvres qu'il annonçait ; qui, quand nous l'eûmes convaincu, condamné et que nous voulûmes le châtier, se cacha, chercha à se sauver et fut arrêté dans les conditions les plus humiliantes, trahi par ceux-là mêmes qu'il appelait ses disciples ? Était-il vraiment Dieu ? Alors, il n'aurait pas dû fuir, se laisser emmener chargé de liens et surtout ne pas se voir abandonné, livré par ses compagnons, par ceux qui partageaient tout avec lui et le tenaient pour leur Maître, pour le Sauveur, pour le Fils, le Messager du Dieu suprême !

A quoi Origène répond :

Nous non plus, *nous n'admettons pas que ce corps de Jésus* qu'apercevaient alors les yeux et qui tombait sous les sens *était Dieu*. Et que parlé-je de son corps seulement ? *Elle n'était pas Dieu non plus, l'âme* dont il est dit : « Mon âme est triste jusqu'à la mort » (Matth., 26, 38). Mais Celui qui dit : « Moi, le Seigneur, je suis le Dieu de toute chair » (Jérémie, 39, 27), ou encore : « Il n'y avait point de Dieu avant moi, et il n'y en aura pas après moi » (Isaïe, 43, 60), celui-là, d'après la foi des Juifs, est Dieu lui-même, qui se servait de l'âme et du corps des prophètes comme d'un instrument. De même que, chez les Grecs, celui qui a dit : « Je connais le nombre des grains de sable, la mesure de la mer, je comprends le muet et j'entends celui-là même qui ne parle pas » (cf. Hérodote, 1, 47), est tenu pour un Dieu qui parle et est entendu par l'intermédiaire de la Pythie, pareillement nous enseignons que Dieu, le Verbe, le Fils du Dieu tout-puissant est Celui qui a dit dans la personne de Jésus : « Je suis la Voie, la Vérité et la Vie..., je suis la Porte... Je suis le Pain vivant qui est descendu des cieux », et toutes les autres paroles scripturaires de même sorte²... Vous ne rencontrerez aucun chrétien, si

1. Le chapitre LXIV du livre II pousse à bout cette idée, avec une curieuse insistance. Voy. aussi I, 42, 63 ; II, 15 ; III, 20 ; VI, 48, 77.

2. II, 7.

simple, si peu formé à la culture scientifique qu'il soit, qui ose dire que ce qui est mort sur la croix, c'est la Vie, la Voie, le Pain vivant descendu des cieux ou la Résurrection... Il ne se trouvera parmi nous personne d'assez déraisonnable pour dire : « La Vie est morte », « la Résurrection est morte¹... »

Origène distingue donc nettement entre les éléments complexes que Jésus associa en sa personne : l'Homme-Jésus ne doit pas être confondu avec le Logos ; si le Christ a souffert dans son âme et dans son corps, c'est que cette âme était humaine, humain ce corps, sans que l'essence de la divinité ait été altérée dans cette union.

En tous cas, sa fonction essentielle fut d'être l'éducateur des volontés, l'illuminateur des esprits.

Pour ce qui est des disciples, à qui Celse imputait un dessein concerté de mentir², Origène admire la constance généreuse avec laquelle ils propagèrent la doctrine de Jésus au milieu des préventions les plus hostiles, donnant eux-mêmes l'exemple de ce mépris de la mort dont ils avaient aussi donné le précepte³. C'est sur eux que repose tout l'édifice du Christianisme⁴ ; ils ont mis dans le récit des événements dont ils avaient été les témoins tant de candeur et de bonne foi qu'ils n'ont même pas songé à retrancher de leurs récits miraculeux certaines circonstances qui pouvaient leur faire du tort aux yeux de la masse⁵. Rien de plus éloigné des finesses du bien-dire, rien aussi qui sente moins l'artifice et l'imposture que les *Évangiles*. Leur force divine est faite de leur simplicité même, où rien n'apparaît des ruses de la sophistique, ni des jeux frivoles de la rhétorique⁶.

Origène ne croit pas que la vertu initiale du Christianisme se soit affaiblie, ni que l'action de l'Esprit ait amorti son efficacité parmi les nouvelles générations chrétiennes. De cette vitalité, il voit plus d'une preuve. D'abord l'héroïsme des martyrs — insultés, ravalés par Celse. Non qu'il en exagère la multitude. Il déclare même, dans un passage célèbre du livre III, § 8, que Dieu, protecteur des chrétiens, et qui déjoua plus d'une fois les complots fomentés pour les anéantir, a permis, afin d'éveiller dans les cœurs un même dédain de la mort, que « de temps en temps un petit nombre, bien faciles à compter, périssent » (ἐλάχιστοι κατὰ καιρούς καὶ σφόδρα εὐαριθμητοί) ; mais que « toujours il a su

1. VII, 16.

2. II, 15.

3. II, 56.

4. III, 28.

5. III, 28 ; cf. II, 15.

6. III, 39.

préservé d'une destruction totale le peuple chrétien », car « il fallait que fût répandue par toute la terre la doctrine du salut ». Les historiens soucieux de réduire l'importance des persécutions (Dodwell, Voltaire, E. Havet, par exemple) ont été bien aises de rencontrer ce texte et l'ont exploité triomphalement. Ils n'ont pas réfléchi qu'Origène écrit aux environs de l'année 248, avant la persécution de Dèce, avant celle de Valérien, avant celle d'Aurélien, avant celle de Dioclétien, c'est-à-dire avant les plus sanglantes réactions de l'État romain. D'ailleurs, là où Origène est moins préoccupé de signaler la protection spéciale de Dieu sur les chrétiens, il se montre aussi moins optimiste. Il rappelle la contrainte exercée par les juges sur la conscience des chrétiens qui leur sont déferés¹ — car, seuls, les chrétiens sont inquiétés pour leur façon d'adorer Dieu² :

Beaucoup de nos coreligionnaires savaient que, s'ils allaient mourir, c'était comme confesseurs du Christianisme, et que, s'ils le reniaient, ils seraient relâchés ou récupéreraient leurs biens ; cependant, ils ont fait peu de cas de la vie et, de tout leur cœur, ont préféré mourir pour leur foi³.

Quant à vous, écrit Celse lui-même, en s'adressant aux chrétiens — et sa remarque vaut pour le dernier tiers du second siècle — s'il en est un parmi vous qui, réduit à se cacher, erre çà et là, *on le pourchasse afin de le punir de mort*⁴.

En dehors même de ces épisodes héroïques, où se hausse l'effort suprême de la foi, Origène considère la vie chrétienne, quand elle est vécue sincèrement et profondément, comme la plus frappante démonstration de la présence permanente de l'Esprit dans l'Église : « Aujourd'hui encore, de faux témoignages poursuivent Jésus-Christ... Il n'élève point la voix, en présence de ces accusations ; mais la vie de ses vrais disciples parle pour lui, elle parle haut et confond l'imposture⁵. » Il y a des chrétiens de stricte observance qui, par amour pour la chasteté, s'abstiennent totalement de toute satisfaction sexuelle⁶ : c'est qu'ils estiment que cet ascétisme total est la meilleure condition pour arriver à l'union avec Dieu⁷ et qu'elle est aussi l'une des formes de la

1. II, 13 ; cf. VIII, 44, 55.

2. II, 44.

3. II, 17.

4. VIII, 69.

5. *Proam.*, 2.

6. I, 26.

7. IV, 26.

piété envers lui¹. Même chez les chrétiens du type ordinaire, la réforme des mœurs est le signe le plus certain de leur profession. Le Christianisme a apporté comme une nouvelle méthode pour guérir les âmes ; à défaut de vérité, comment ose-t-on contester son utilité²? Il accomplit tous les jours dans l'ordre moral des cures merveilleuses, supérieures encore à celles qu'opérait le Maître, pour l'émerveillement de ses disciples, dans l'ordre physique³.

Si vraiment il n'y a rien de bon ici-bas qui ne vienne de Dieu, c'est donc qu'il venait de Dieu, lui aussi, ce Jésus, ouvrier de perfection. Que l'on compare la vie ancienne des croyants à leur vie nouvelle, et l'on verra tout ce qu'ils ont vaincu en eux de passions impures, de cupidités, d'injustices⁴. Celse se plaint que la propagande chrétienne s'en prenne aux femmes et aux enfants, qu'elle les mette en révolte contre leurs guides naturels :

Eh bien, s'écrie Origène⁵, qu'il nous montre le père éclairé, les précepteurs pénétrés de bons principes, auxquels nous cherchions à soustraire les femmes et les enfants ! Qu'il compare ce que ceux-ci apprenaient avant nous à ce que nous leur apprenons, et qu'il démontre que nous leur arrachons du cœur de belles et saines doctrines pour y substituer une autre qui ne les vaut pas ! Il sera bien empêché pour en faire la preuve. La vérité, c'est que nous détournons les femmes de l'impureté, des dissentiments avec leurs maris, de la manie du théâtre et de la danse, du goût de la superstition ; quant aux enfants qui arrivent à la puberté et déjà frissonnent de la fièvre sexuelle, nous les assagissons en leur montrant ce qu'il y a de honteux dans le péché, et aussi en leur mettant sous les yeux la situation à venir de l'âme dépravée, les pénalités qui l'attendent, les châtiments qu'elle devra subir.

Non, Celse n'a pas le droit de railler une foi qui redresse ainsi les volontés et opère de véritables régénérations⁶ ; qui apporte « une nouvelle méthode pour guérir les âmes de tant de maux⁷ ». Dans chaque âme vraiment chrétienne, un autel est dressé où l'Esprit du Christ trouve son habitacle. Le chrétien sculpte en lui-même une image plus vivante et durable que celles des Phidias et des Polyclète, « puisqu'elle y subsiste aussi longtemps que l'âme raisonnable veut la conserver en soi⁸ ».

1. IV, 26.

2. I, 64.

3. II, 48.

4. I, 26.

5. III, 56.

6. III, 68, 78 ; I, 9, 32, 67.

7. I, 64.

8. VIII, 18.

Naturellement, un niveau moral aussi élevé ne peut se maintenir qu'au prix d'une surveillance fort stricte et d'un contrôle permanent. Le Christianisme ne « préfère » pas le pécheur, comme Celse l'en accuse : seulement il sait que c'est souvent dans les âmes les plus souillées que fleurit quelque jour l'humilité rédemptrice¹. Le pécheur qui se repent est accueilli, quelle qu'ait été sa dépravation antérieure². Mais une règle sévère préside à son admission. Les auditeurs qui se présentent ne sont admis au baptême qu'après une période de surveillance : ils forment une classe à part ; ils sont assujettis à une discipline étroite et à une discrimination attentive³. Toute faute grave, tout péché d'impureté surtout, amène l'élimination du coupable, qui n'est accueilli de nouveau qu'après de sévères épreuves et doit renoncer aux dignités ecclésiastiques.

C'est ainsi que les chrétiens conquièrent leur évidente supériorité morale sur le monde au milieu duquel ils vivent⁴. Les Églises, recrutées de la sorte, soutiennent avantageusement la comparaison avec n'importe quel groupement humain. Celse affecte de les traiter comme des officines de révolte, comme des conventicules de furieuses querelles. Qu'on les mette en parallèle avec les assemblées populaires des cités où elles sont établies ! Qu'on compare l'*ecclesia* d'Athènes, de Corinthe ou d'Alexandrie avec les *ecclesiae* de ces villes : d'un côté, c'est l'ordre, la méthode, la paix ; de l'autre côté, les troubles, les dissensions⁵. Si l'on restreint cette confrontation au Conseil (*βουλή*) des communautés chrétiennes, d'une part, et au Conseil des cités, d'autre part, on constate que, même de qualité morale assez ordinaire, les conseillers chrétiens l'emportent nettement sur les hauts magistrats civils⁶.

Aussi ces Églises, qui sont les « aires de Dieu », se remplissent-elles « d'innombrables gerbes⁷ ». La foi est en pleine croissance et se propage avec un succès qui promet des lendemains encore plus triomphants. Elle a surmonté toutes les résistances qui s'opposaient à sa diffusion :

A son origine, cette doctrine rencontra devant elle, pour contrarier ses progrès, les empereurs de cette époque, les généraux, les préfets, tous ceux en un mot qui possédaient une parcelle d'influence, sans compter les auto-

1. III, 84.

2. III, 71.

3. III, 51.

4. III, 44 ; VII, 49.

5. III, 29.

6. III, 30 : τῶν ἐν ταῖς πόλεσι βουλευτῶν καὶ ἀρχόντων.

7. I, 43.

rités des villes, les soldats, le peuple. Elle a triomphé de tous les obstacles, étant, par sa nature propre, la parole de Dieu, laquelle ne saurait être enchaînée. Elle fut plus forte que tant de puissants adversaires ; elle a conquis la Grèce entière, une grande partie des autres pays et elle a amené à l'adoration du vrai Dieu qu'elle annonçait d'innombrables âmes¹... En vain, les démons avaient mis en œuvre toutes leurs machinations pour extirper les chrétiens. Les empereurs, le sénat, les puissants, les peuples mêmes, qui ne se rendaient pas compte de l'activité déraisonnable et funeste qu'ils déployaient, les démons eurent beau les attirer tous contre la foi chrétienne et ses confesseurs : la parole divine, plus puissante que tous les obstacles, en tirait comme une force nouvelle pour aller plus avant et récolter une plus abondante moisson spirituelle².

Une des raisons qu'allègue Celse de mépriser le Christianisme, c'est que les multitudes y affluent³ : il est demeuré l'homme des groupes clos et des petites chapelles. Mais il faut qu'il en prenne son parti. La doctrine de Jésus est désormais bien mieux connue dans l'univers que les systèmes des philosophes⁴. Et ce n'est pas seulement les illettrés qu'elle attire, comme Celse voudrait le faire croire. Des riches, des hommes haut placés, des femmes délicates et de noble naissance l'ont embrassée : c'est au point que le métier d'apôtre est devenu, au moins dans les milieux chrétiens, un métier qui expose presque au soupçon de vaine gloire, tant est flatteur l'accueil que tout apôtre y reçoit. Aussi voit-on des propagandistes refuser même les choses indispensables au soutien de la vie.

Dans cette prodigieuse fortune, Origène reconnaît avant tout la nécessaire réalisation des prophéties ; mais il admet que l'unité de l'Empire y a utilement coopéré⁵. Si, au lieu d'un prince unique, il y avait eu quantité de rois, les peuples seraient demeurés comme étrangers les uns aux autres, et le précepte : *Allez et enseignez toutes les nations*... serait devenu d'une application étrangement difficile. La naissance du Christ sous le règne d'Auguste a coïncidé avec l'époque qui réunit

1. I, 27 ; cf. I, 3.

2. IV, 32.

3. III, 73.

4. I, 7. Ces affirmations trouvent leur limite et leur contrôle dans les réserves qu'Origène indique ailleurs, là où il explique que, si le Jugement n'est pas encore venu, c'est que la conquête de l'univers par le Christianisme n'est pas achevée. Ainsi, dans son *Commentaire sur saint Matthieu*, § 39, il spécifie que chez les Éthiopiens, les Sères, dans la contrée indienne d'Ariaca, chez les Bretons, les Germains, les Daces, les Sarmates, les Scythes « plurimi nondum audierunt Evangelii verbum ».

5. II, 30.

comme en un seul faisceau la plus grande partie des habitants de l'univers. Doctrine de paix, le Christianisme avait besoin de la paix pour triompher.

Dès le milieu du III^e siècle, Origène fixe ainsi le thème apologétique sur le rôle providentiel de l'Empire romain, qui prendra aux deux siècles suivants une importance et comme une orchestration encore plus ample¹. Retenons surtout le ton de certitude et de victoire avec lequel il oppose aux dédains de Celse le *fait* d'une croissance merveilleuse, dont son espoir prolonge à l'infini les perspectives.

Les derniers chapitres sont significatifs, à ce point de vue. Origène entrevoit les Barbares triomphants se faisant chrétiens à leur tour et le Christianisme installant son hégémonie sur les autres cultes détruits². Quelle paix, si tous les sujets de l'Empire ne formaient plus qu'un cœur et qu'une âme ! Cette unité, Celse la considère comme une utopie : Origène croit fermement qu'elle est possible et qu'elle se réalisera quelque jour³.

* * *

Cette analyse un peu longue m'a paru nécessaire pour qu'on ne se méprenne pas sur la qualité du sentiment d'Origène à l'égard de la foi qu'il défend.

Origène est un théologien, un homme d'Église, de tendances ascétiques et même rigoristes. Jamais la hardiesse de son exégèse n'a affaibli chez lui la vivacité de ses intimes convictions. Il vécut dans l'attente du martyre. Pendant la persécution de Dèce, il fut emprisonné, torturé, « les pieds dans les ceps au quatrième trou », raconte Eusèbe de Césarée⁴. Il ne céda pas et mourut peu après. La critique de Celse, son ironie perpétuelle, ses façons de traiter le Christianisme comme une gageure absurde, comme une miraculeuse réussite de la sottise humaine, tout cela ne pouvait que heurter et scandaliser le croyant qu'il est demeuré jusqu'au bout.

Origène déteste Celse parce qu'il se sent très loin de lui ; il le déteste plus encore peut-être parce qu'il se sent très près de lui et qu'il ne peut méconnaître qu'il est lié à ce pamphlétaire sans pitié par une parenté

1. Les principaux textes sont indiqués par Fuchs, *Neue philol. Untersuchungen*, hsg. von Werner Jaeger, drittes Heft, *Augustin und der antike Friedensgedanke*. Berlin, 1926, p. 162.

2. VIII, 68.

3. VIII, 72.

4. *Hist. Eccl.*, VI, 29, 5.

intellectuelle plus profonde encore que leurs dissentiments de doctrine et de tempérament¹.

Nous touchons là un des côtés les plus délicats de cette controverse, et l'un des plus instructifs.

Ces analogies sont assez variées pour qu'il soit inutile d'en grossir le nombre en supposant certains rapports plus contestables. Par exemple, l'esprit aristocratique, sensible chez Celse comme chez Origène, ne me paraît pas de même qualité chez l'un et l'autre. Celse méprise le Christianisme parce que celui-ci vise la foule et non pas une élite ; qu'il grossit ses phalanges de quantité de petites gens qui s'en font les plus actifs propagandistes². Ce qui le choque dans le Christ, c'est qu'il était le fils d'un charpentier, que sa mère était obligée de travailler pour vivre, qu'il s'entourait d'hommes du commun et qu'il parachevait son existence médiocre par une mort douloureuse, humiliée, misérable. Il ne trouve en lui rien de prestigieux, rien qui rappelle, même de loin, l'idéal divin ou héroïque. — L'aristocratie d'Origène est d'une tout autre nature. Il n'est nullement d'ordre « social », mais d'ordre intellectuel. Origène constate comme un fait que la plupart des hommes ne sont pas aptes à la pensée philosophique, soit que les nécessités de la vie les accaparent, soit que l'infirmité de leur intelligence les paralyse³. Les chrétiens du modèle courant ne se soucient ni de science, ni de spéculation, ni d'exégèse⁴. Certains seraient même disposés à déclamer contre la culture, contre les lumières et à concéder à l'ignorance, par une fausse interprétation de la doctrine du Christ, une sorte de privilège⁵. A l'égard de ces « simples », toute attitude arrogante ou simplement dédaigneuse serait parfaitement inconvenante. Ils se contentent de la foi et ils ont raison de s'en contenter⁶. Cette foi des ἰδιῶται, Dieu l'accueille avec la même bonté que la piété intelligente et étudiée des esprits cultivés⁷ ; d'autant plus que leur vie est souvent plus surveillée et plus pure que celle des privilégiés de la pensée⁸. Ceux-ci ont à leur égard un devoir de prudence et de charité, en évitant ce qui pourrait

1. « Origène — un Hellène formé aux méthodes hellènes », dira Porphyre (ap. Eusèbe, *H. Eccl.*, VI, 19, 7).

2. Voir plus haut, p. 9.

3. I, 9 ; cf. IV, 9.

4. III, 58 ; VI, 7.

5. III, 44.

6. I, 10-11 ; cf. VI, 10.

7. VII, 46.

8. VII, 44, 49.

les inquiéter ou les scandaliser¹. Ces précautions prises et cette sollicitude une fois assurée, il reste qu'une croyance doctrinale qui repose sur la raison, la sagesse, l'étude approfondie des Écritures — et cela même implique une longue familiarité préalable avec les sciences profanes — a plus de prix, au point de vue absolu, qu'une foi non éclairée, qu'elle pénètre plus avant dans les intentions divines et dans les « mystères » des Livres Saints².

Tel est le point de vue d'Origène : il n'a rien de commun avec celui où Celse s'était placé.

Peu de griefs sont d'ailleurs plus désagréables à Origène que l'accusation portée par Celse contre le Christianisme de n'être bon que pour les illettrés, de ne viser d'autre conquête que la leur et de faire bon marché de toute « sagesse ». Il admet que certains textes de l'Écriture — surtout le passage de saint Paul, I *Cor.*, I, 26-29 — ont pu induire quelques-uns à mésestimer la science³. Mais il y oppose quantité d'autres passages, empruntés soit à l'Ancien, soit au Nouveau Testament, où respire un esprit tout différent et qui restreignent la portée de la déclaration de l'Apôtre⁴. Il applaudit Celse quand celui-ci demande : « Quel mal y a-t-il donc à s'instruire, à n'avoir souci que des meilleures doctrines, à être intelligent et à le paraître ? En quoi cela met-il obstacle à la connaissance de Dieu ? N'est-ce pas là plutôt un progrès, une meilleure condition pour parvenir à la vérité ? » — « Non », répond Origène⁵, « la culture véritable n'est pas un mal ; l'instruction est la route qui conduit à la vertu⁶... » « Il n'y a rien de solide au monde », affirme-t-il ailleurs, « que la science et la vérité : c'est de la sagesse qu'elles naissent⁷. » Aussi se vante-t-il de procéder φιλαλήθως, « avec amour de la vérité⁸ », dans la critique qu'il exerce sur les arguments adverses : « Nous nous efforçons de ne jamais nous froisser d'une observation juste, fût-elle articulée par des hommes étrangers à notre foi, car nous ne voulons pas contredire ce qui est sainement pensé⁹. »

Origène respecte la science ; il a confiance en elle et serait bien fâché

1. VI, 26.

2. I, 13 ; IV, 9 ; III, 58 ; V, 15. Origène constate (VI, 14 *in fine*) qu'une minorité d'intellectuels se rencontre au sein des communautés.

3. III, 48.

4. III, 45 et suiv.

5. III, 49.

6. Ὁδὸς γὰρ ἐπ' ἀρετὴν ἐστὶν ἡ παιδεία.

7. III, 72 : μόνον τῶν ὄντων θέβαιον ἐπιστήμη καὶ ἀλήθεια, ἀπερ' ἐκ σοφίας παραγίγνεται.

8. I, 57.

9. VII, 46.

de laisser croire qu'il accepte d'être un « mutilé de l'intelligence¹ ».

Bien mieux, Origène et Celse se font tous deux de la science une conception assez analogue. Elle est pour eux vérité ; elle est aussi quelque chose de supérieur, de mystérieux, d'ineffable, une « énigme divine » — le mot est de Celse² — qu'il n'est donné qu'à quelques-uns de déchiffrer et dont une tradition secrète, non fixée par l'écriture humaine, perpétue et transmet les données. Selon Celse, ce sont les « sages de l'Antiquité³ » — spécialement Platon — qui en ont eu d'abord le privilège ; pour Origène, ce sont les prophètes, puis les apôtres, lesquels n'ont écrit qu'une partie des choses qui leur avaient été révélées⁴. L'intuition joue un rôle important dans toute connaissance de cet ordre, et Origène est convaincu, comme Celse, qu'une certaine pureté de cœur est requise de quiconque veut accéder au vrai, sous ses formes les plus hautes⁵.

Que Celse ait pour Platon un véritable culte, c'est ce que tout son livre proclame. Sa conception de Dieu est platonicienne, sa conception du monde l'est également : la démonstration a été faite de façon convaincante par M. O. Glöckner⁶. Origène, de son côté, compte Platon parmi les penseurs grecs qui, dit-il en une *litote* significative, « ne sont en rien méprisables⁷ », et il est certainement à ses yeux de ceux qui ont « connu Dieu », quelques réserves qu'il ajoute aussitôt en s'inspirant de l'*Épître aux Romains*⁸.

M^{me} Miura-Stange va jusqu'à prétendre qu'Origène éprouve à l'endroit de Platon plus d'enthousiasme encore que ne lui en inspirent les prophètes, Moïse, Jésus lui-même. C'est beaucoup dire ! Car même sur le compte de Platon, si forte que soit sa complaisance, il formulé ça et là d'expresses réserves⁹. Mais qu'elles doivent lui coûter ! Il a peine à

1. VII, 46 : τὴν ψυχὴν... ἀκρωτηριασμένος.

2. VI, 42.

3. VI, 3.

4. VI, 6.

5. III, 59 et 62 ; VII, 33.

6. *Die Gottes- und Weltanschauung des Celsus*, dans le *Philologus*, Bd LXXXII (1926-1927), p. 329-352. Il déclare p. 329 : « Celsus ist Platoniker in seiner ganzen physikalischen und metaphysischen Einstellung, auch in seinen Spekulationen. » Voy. aussi p. 338 et 349. Glöckner admet quelque influence du stoïcisme sur Celse ; mais, pour l'essentiel, c'est à Platon qu'il se rattache. Eugène de Faye (*Origène*, t. II, p. 42) écrit : « A partir du II^e siècle de l'ère chrétienne, tout le monde, philosophes, gnostiques, savants, théologiens chrétiens reviennent au Dieu de Platon. »

7. VI, 58 ; cf. IV, 30.

8. *Rom.*, I, 19 et suiv.

9. Par exemple, sur le sacrifice offert par Platon à Artémis (*Rép.*, I, 1, p. 327 A) : cf. *Contra Celsum*, V, 43 ; VI, 4, 17 ; VII, 44 ; VIII, 34 ; sur le rayonnement relativement faible de son

tempérer dans la forme l'adhésion chaleureuse que lui imposent les vues de Platon sur le Dieu ineffable et immuable, sur la vraie nature du Souverain Bien, sur la matière primitive, sur le dédain que la volupté mérite, etc... Malgré lui, son admiration éclate¹. Il est bien obligé de s'apercevoir qu'il pense d'après Platon, exactement comme Celse lui-même, dès qu'il veut définir la dualité de l'âme et du corps, la chute de l'âme dans l'élément corporel, qui est pour elle une prison, et son aspiration à s'en émanciper. Il n'est pas jusqu'à l'image platonicienne des ailes de l'âme, tour à tour perdues et renaissantes, qu'il n'utilise à l'occasion².

Certes, Origène a de la sympathie pour le stoïcisme³. Il lui emprunte des expressions techniques⁴, quelquefois des idées. Il reconnaît l'influence étendue et bienfaisante d'Épictète⁵, l'exactitude ordinaire de Chrysippe⁶. Mais la place qu'il fait à la doctrine stoïcienne n'est pas comparable à celle qu'il accorde au platonisme. Les idées stoïciennes sur l'essence corporelle de Dieu⁷ et sur le monde nouveau qui doit sortir d'une conflagration universelle⁸ le heurtaient trop vivement. Au contraire, Platon, avec son idéalisme irréductible, son mépris du sensible, le ravit ; il prend à l'écouter le même plaisir que Celse lui-même ; et, par scrupule, il essaie quelquefois de racheter cette dilection en supposant gauchement des analogies (bien artificielles) entre le langage de Platon et les données bibliques⁹.

Origène se rencontre encore avec Celse sur beaucoup d'autres points. Ils ont quantité de vues similaires. Pourtant Origène se tient sur le qui-vive. Malgré sa modération naturelle, il n'éprouve nul souci d'accommodement ou d'entente avec un adversaire aussi implacable. Mais l'esprit de leur temps les domine l'un et l'autre et façonne leur pensée. Ils ont beau appartenir à deux générations différentes : certains problèmes et certaines solutions s'imposent à leurs esprits, modelés par les

action, qui ne s'exerce guère en dehors des cercles lettrés, VI, 2 ; sur son impuissance à achever les hommes au bien véritable, VI, 5, etc...

1. Par exemple, VII, 42 (Koetschau, t. II, p. 193, l. 4).

2. VI, 43-44 ; IV, 40 (cf. *Phédre*, § 25, p. 246 BC).

3. IV, 45, 54, 63, 74-75 ; VI, 48 ; VII, 15.

4. Par exemple, καθήκον, κατόρθωμα, προκόπτω, σπουδαίος, φαῦλος, etc.

5. VI, 2.

6. V, 57 ; cf. VIII, 51.

7. I, 21 ; III, 75 ; IV, 44.

8. IV, 68.

9. Par exemple, VI, 9.

mêmes disciplines, riches de la même érudition¹, travaillés des mêmes curiosités².

Ils considèrent tous deux, par exemple, le problème du mal, de sa nature, de son origine, comme l'un des plus difficiles qui s'offrent à la pensée réfléchie. Ils cherchent à exonérer Dieu de l'imputation d'être directement l'auteur du mal³. Ils ne veulent pas qu'on exagère la somme des maux dont l'humanité pâtit, tel « mal » apparent pouvant avoir son utilité réelle : cette recommandation, qui est de Celse, Origène y souscrit avec un empressement inaccoutumé⁴. Ils sont pourtant amenés l'un et l'autre, dans leur examen de cette question quasi insoluble, à admettre que, d'une façon tout à fait indirecte et détournée, Dieu peut être considéré comme la cause du mal⁵. Là où Origène se sépare nettement de Celse, c'est quand celui-ci suppose, sans y insister, que le mal est inhérent à la matière (*ὅλη πρόσκειται*)⁶ : car Origène veut avant tout sauver la liberté humaine et, avec elle, le sentiment de la responsabilité personnelle. — Il n'admet pas davantage la théorie de Celse, d'après laquelle la somme des biens et des maux serait à peu près constante ici-bas⁷. Cet équilibre presque mécanique lui paraît peu compatible avec la notion même de Providence ; il contrarie aussi l'idée personnelle qu'il s'est formée de la bonté divine, laquelle, selon lui, doit détruire totalement le mal, à une heure donnée, pour le salut final de toutes les âmes⁸. — Sur tout le reste, il pense comme Celse.

Celui-ci professe, je l'ai dit, une grande vénération pour les astres. Cette dévotion, il la partage avec nombre de ses contemporains. On sait combien était alors répandue la conviction que les astres déterminent les événements d'ici-bas, les caractères et les actions des hommes. Essences ignées comme les divinités sidérales elles-mêmes, les âmes ne devaient-elles pas monter après la mort vers ces éternels

1. Les citations fournies par Celse et Origène ne comportent pas moins de trente-deux pages de références dans l'édition Koetschau.

2. Comme l'a fort bien observé M^{me} Miura-Stange (*op. cit.*, p. 14-16), les soixante-dix années qui séparent les deux ouvrages ont eu pour effet, non pas tant de changer les préoccupations des esprits cultivés, que d'enrichir la théologie chrétienne et d'affermir la prépondérance de la « grande Église » sur les sectes. Aussi Origène s'étonne-t-il de l'importance que Celse attribue à celle-ci et du caractère un peu élémentaire de certaines de ses objections, dans l'ordre dogmatique (par exemple, II, 47, 71).

3. IV, 65 ; VI, 55.

4. IV, 70.

5. VI, 55, vers la fin.

6. IV, 65.

7. IV, 64.

8. IV, 69 ; cf. VIII, 72.

foyers pour y trouver à jamais leur habitacle? — Origène respecte ces spéculations, auxquelles l'autorité de Posidonius avait jadis prêté tant de séduction ; il attribue lui-même aux astres une sorte d'intelligence et de moralité ; il les croit capables de prier. Toutefois, il n'admet pas qu'on les adore¹.

Il s'accorde avec Celse sur l'importance du rôle que jouent les intermédiaires entre Dieu et l'homme. Seulement il réserve aux anges une partie des fonctions dont Celse suppose que les démons ont la charge, celles qui sont utiles et bienfaisantes. « C'est par eux », écrit-il² (et l'on remarquera cette façon presque païenne d'animer la nature), « c'est par ces administrateurs, ces gardiens invisibles, préposés aux fruits de la terre, à l'eau qui s'écoule et aux souffles de l'air, que le sol fait pousser les productions dites naturelles, que l'eau jaillit des sources et s'épanche en rivières, que l'air garde sa pureté et vivifie ceux qui le respirent. » — Origène est aussi fortement persuadé que Celse, que la magie n'est pas une science chimérique, comme Aristote et Épicure l'avaient insinué³. Oui, une force, une vertu mystérieuse se cache dans certains mots, dans certains noms, dans certaines formules⁴. Il arrive que cette vertu s'exerce pour le bien de l'homme : si les Mages s'acheminèrent vers Bethléem, c'est que troublés, paralysés dans leurs opérations magiques, ils cherchèrent la cause de cette perturbation, observèrent l'étoile et se laissèrent guider par elle⁵. Mais c'est une science dangereuse dont tout bon chrétien se méfie et s'abstient, sauf dans les cas limitativement prévus par l'Écriture sainte⁶. Origène en énumère les inconvénients pratiques et les dangers moraux en des termes que Celse eût certainement avoués⁷.

Ces coïncidences dans leurs opinions respectives ne lui font d'ailleurs aucun plaisir ; il ne les souligne pas et se garde d'y insister. C'est au milieu de développements hostiles qu'il les faut chercher. Il est même des cas où ce dépit secret s'avive jusqu'à un véritable désarroi, qui explique peut-être certaines de ses vivacités et de ses colères.

Celse, en effet, s'était longuement égayé à propos de divers épisodes de la Bible, par exemple la formation de l'homme sous le souffle de Dieu, le serpent détournant le couple humain de la vertu d'obéissance,

1. V, 10-11.

2. VIII, 31.

3. II, 51 ; cf. I, 24.

4. V, 45.

5. I, 59.

6. I, 6 ; I, 38.

7. VIII, 61.

l'arche assez grande pour contenir des spécimens de toutes les créatures vivantes, l'inceste de Lot et de ses filles, les aventures de Joseph, Jonas dans sa baleine¹, etc... Il les traitait de « fables bonnes pour de vieilles femmes² ».

Les plus intelligents parmi les Juifs et les chrétiens, ajoutait-il³, donnent à ces histoires une signification allégorique : ils ont recours à cet expédient parce qu'ils rougissent de pareils récits... Mais ceux-ci sont d'un genre tel qu'ils n'admettent pas l'allégorie... ; les prétendues interprétations allégoriques qu'on a tenté d'en donner sont encore bien plus répugnantes et plus insipides que les fables elles-mêmes, car elles trahissent un effort d'une extravagance étrange et incompréhensible, pour associer des choses qui n'ont entre elles aucune espèce de rapport.

Embarras redoutable pour Origène. N'était-il pas lui-même depuis longtemps convaincu qu'il y a dans les Écritures des passages qu'il est difficile ou même impossible de défendre ; on les prend au pied de la lettre ? C'est surtout dans le *Περὶ ἀρχῶν* (= *De Principiis*), rédigé une vingtaine d'années avant le traité *Contre Celse*, qu'il avait exposé franchement ses vues à ce propos :

Quel homme sain d'esprit, demandait-il⁴, pourrait croire qu'il y eut un premier, un second et un troisième jour, avec un matin et un soir, alors que le soleil n'existait pas encore, ni la lune, ni les étoiles — et un premier jour sans ciel ? Qui serait assez sot pour admettre que Dieu, comme un jardinier, a planté un jardin... et dans ce jardin un arbre de vie dont le fruit, mangé avec des dents véritables, eût communiqué la vie ou inversement la connaissance du bien et du mal ? Quand il est dit que Dieu se promenait à midi dans le Paradis et qu'Adam se cacha sous un arbre, personne, je pense, ne doute un instant que ce soit là des figures, une histoire apparente, qui ne s'est pas matériellement réalisée, mais qui symbolise de mystérieuses vérités. Lorsque Caïn fuit la face de Dieu, le lecteur intelligent est tout de suite induit à chercher ce que peut être cette face de Dieu et en quel sens on peut lui échapper. Ai-je besoin d'en dire davantage ? Innombrables sont les passages où l'on sent, à moins d'être totalement obtus (τῶν μὴ πάνυ ἀμβλέων), que bien des choses furent écrites comme si elles étaient arrivées, mais ne sont pas arrivées au sens littéral... Que tous ceux qui ont souci de la vérité s'inquiètent donc peu des mots et des paroles, et se préoccupent plus du sens que de l'expression.

1. IV, 36 et suiv. ; VI, 49 et suiv. ; VII, 53.

2. μῦθον τινα ὡς γράουσιν διηγούμενου.

3. IV, 48-49, 51, 87.

4. *De Princ.*, IV, III, 1 (Koetschau, p. 323, l. 17 et suiv.).

Expliquer par l'allégorie ces passages compromettants (il en cite divers autres encore), ce n'était pas, au gré d'Origène, manquer de respect à la Bible, mais bien au contraire dégager des apparences la substance de ses enseignements.

Depuis lors, il avait continué dans son enseignement oral à appliquer les mêmes méthodes d'interprétation, non sans rencontrer des résistances parmi ses auditeurs où les « amis de la lettre » étaient nombreux, et s'effarouchaient parfois de ses spiritualisations trop hasardées¹. Il restait persuadé que le bon sens vulgaire est de courte vue, qu'il passe à côté des sources sans les voir et « qu'il faut des larmes, des prières ininterrompues pour obtenir du Seigneur qu'il nous ouvre les yeux² » sur les mystérieuses richesses des Livres saints.

L'attaque de Celse le trouvait donc assez désarmé, puisque, à considérer la Bible dans sa teneur littérale, il y relevait les mêmes étrangetés, les mêmes invraisemblances, les mêmes « anthropomorphismes » inacceptables, dont Celse avait fait état. Il eût risqué de se sentir tout à fait désemparé, s'il s'était laissé intimider par le ton dédaigneux sur lequel Celse avait traité son mode favori d'interprétation.

Mais Origène réagit avec vigueur.

Il fait remarquer que Celse lui-même a adopté le principe de l'exégèse allégorique à propos de la religion égyptienne, quand il a déclaré que le vulgaire a tort de s'arrêter à la superficie des choses et de se moquer des chats et des crocodiles sacrés, « symboles », disait-il, « qui ne méritent pas le mépris, car ils sont au fond un hommage rendu non à des animaux périssables, mais à des idées éternelles³ ». Et il a bien fait d'y adhérer, car l'eût-il rejeté radicalement, il s'obligeait à accepter telles quelles et à glorifier les turpitudes, les absurdités de la mythologie⁴. Ne s'accorde-t-on pas à reconnaître, et n'est-il pas évident qu'Hésiode, par exemple, quand il raconte dans les *Travaux et les jours*⁵ l'histoire de la création de la femme — Origène transcrit ce récit tout au long ; — que Platon, quand, dans son *Banquet*⁶, il fait naître Cupidon de Poros et de Penia, ont voulu *signifier* tout autre chose que ce qu'ils disaient⁷? Pourquoi les Égyptiens, pourquoi les Grecs auraient-ils

1. « Veritatem negantes stare posse nisi super terram » (*Hom. in Gen.*, XIII, 3; *Patrol. gr.*, XII, 232).

2. *Ibid.*, VII, 6.

3. *Contra Celsum*, III, 18-19.

4. I, 17; IV, 17, 42, 48; VIII, 68.

5. Vers 53-82.

6. § 23, p. 203 B.

7. IV, 38-39.

le privilège d'envelopper d'un voile leur philosophie? En se refusant d'accorder même licence aux Juifs et aux Chrétiens, Celse s'est condamné à mal comprendre leurs Écritures et à multiplier les méprises dans l'interprétation qu'il en donne.

Origène cite donc un certain nombre de textes bibliques où un transfert sur le plan spirituel lui apparaît comme absolument nécessaire¹. Surrogatoirement, il développe quelques vues fort curieuses — par exemple sur les dimensions réelles de l'arche de Noé, à laquelle il attribue 90,000 coudées de long, 2,500 de large, 900 de haut², ou sur la gravité réelle de l'inceste des filles de Loth³ — comme pour démontrer que, même sans ces transpositions si légitimes, le texte scripturaire reste défendable, en plus d'un cas, par des considérations purement rationnelles.

* * *

Origène est homme de ressources! Il a, certes, de la franchise, de la bonne foi, de la candeur; mais aussi une subtilité toute grecque qui n'est jamais prise au dépourvu, et dont il est intéressant de suivre les procédés ou les manèges dans leurs méandres si dextrement tracés.

Faut-il croire, comme certains l'en soupçonnent⁴, qu'il ait gardé un silence calculé sur plusieurs parties de la dogmatique chrétienne, par exemple sur la Trinité, à laquelle il ne fait qu'une seule allusion⁵, sur l'Esprit saint, qu'il nomme tout juste trois ou quatre fois dans tout l'ouvrage, sur les sacrements, qu'il laisse presque complètement de côté, sur les concepts de rédemption, de justification, de grâce, de péché?

Mais, s'il entreprenait de réfuter Celse point par point, quelle nécessité le pressait, lui qui avait déjà tant à dire, d'aborder des questions plus ou moins épineuses que le philosophe païen n'avait pas effleurées? C'eût été surcharger son apologie, déjà si dense, au point de la rendre presque insoutenable. S'il a négligé d'importants chapitres de la théologie, cela prouve seulement que Celse n'avait envisagé le Christianisme que du dehors, sans se hasarder dans le détail de ses doctrines. Sur le problème des deux « natures » du Christ, l'humaine et la divine, il ne s'est pas dérobé, les attaques de Celse l'ayant contraint à des expli-

1. II, 69; III, 82; IV, 45, 49, 72; V, 54, 56; VI, 64; VII, 22.

2. IV, 41.

3. IV, 45.

4. Par exemple, M^{me} Miura-Stange, *op. cit.*, p. 26 et 162.

5. VII, 10.

cations encore plus ardues que certaines de celles qu'on lui reproche d'avoir éludées.

Non, son savoir-faire, qui est évident, ne va pas jusqu'à l'escamotage des difficultés. Mais, pour approfondir sa méthode, voyons comment il procède dans un cas spécialement délicat.

Celse avait mentionné le récit du baptême du Christ « d'après saint Matthieu et peut-être aussi d'après les autres évangélistes » (nous dit Origène)¹; il avait qualifié de pure fiction (πλάσμα) l'épisode de la colombe descendant sur la tête de Jésus baptisé. Le Juif que Celse faisait parler au début de son livre interpellait ainsi le Christ :

Tu prétends que lors de ton baptême par Jean un être ayant la forme d'un oiseau descendit du ciel sur toi. Quel témoin digne de foi l'a vu, cet oiseau? Qui a entendu la voix venue du ciel qui te désignait comme le fils de Dieu? Tu n'apportes que ton affirmation et tu ne cites qu'un unique témoin — qui compte parmi ceux qui ont été châtiés avec toi.

Voilà l'objection. Comment Origène va-t-il la réfuter?

Il commence par deux observations préalables :

1^o Il est fort difficile, quelquefois même impossible, de démontrer tous les détails des histoires les plus authentiques. Qu'on vienne à nier l'historicité de la guerre de Troie, sous prétexte qu'il est invraisemblable qu'Achille ait eu pour mère une déesse marine et pour père un mortel ; ou celle de l'union de Jocaste et d'Œdipe, des luttes d'Étéocle et de Polynice, à cause de la légende du Sphinx, comment prouver que ces épisodes sont réellement arrivés? — Ce qu'il faut en pareil cas, c'est bien examiner, en tenant compte de l'intention des auteurs, ce qui mérite créance absolue, et ce qu'il faut prendre au sens figuré. La même méthode vaut pour l'histoire de Jésus. On doit chercher avec prudence quelle a été la vraie pensée des rédacteurs et démêler dans quel esprit ils ont incorporé chaque trait à leurs récits.

2^o Celse ne s'est pas rendu compte de la maladresse qu'il a commise en plaçant son objection dans la bouche d'un Juif. Car un Juif — qui prend tout dans la Bible au sens le plus littéral — est obligé de croire à des choses bien plus incroyables que ce qui est raconté de l'apparition de la colombe. Quel témoin peut-il citer des paroles qu'adressa le Seigneur à Adam, à Ève, à Caïn, à Noé, à Abraham, à Isaac, à Jacob? Et quand Ézéchiél écrit² : « Les cieux s'ouvrirent et je vis une vision de Dieu...

1. I, 40 et suiv.

2. I, I, 28.

C'était la vision de la ressemblance de la gloire du Seigneur, et il me dit... », le Juif accusera-t-il Ézéchiël d'être un imposteur? Les soupçons que le Juif fait planer sur le récit des évangélistes jouent pareillement contre celui d'Ézéchiël. Origène, qui, lui, est un chrétien, croit à l'un comme à l'autre. Mais comment le Juif concilie-t-il sa foi judaïque avec son scepticisme?

Ici Origène introduit un argument qui est susceptible à la fois d'une valeur absolue et d'une valeur relative, coordonnée à sa polémique avec le Juif de Celse : « On pourrait objecter », remarque-t-il¹, « que ceux qui ont raconté la descente du Saint-Esprit sous la forme d'une colombe, et qu'une voix céleste se fit entendre, n'en tenaient pas tout le récit de la bouche de Jésus lui-même. — Mais le même Esprit qui enseigna à Moïse les événements antérieurs à lui, en remontant jusqu'à la création du monde, a pu apprendre aussi aux rédacteurs de l'Évangile les prodiges qui s'accomplirent lors du baptême de Jésus. » Pourquoi le ciel s'ouvrit-il? Pourquoi l'Esprit saint choisit-il la forme d'une colombe? Il faudrait, pour le dire, posséder cette « parole de Sagesse » dont parlait saint Paul.

Origène paraît vouloir s'arrêter là, et il indique qu'il se contentera de souligner l'*impair* commis par Celse.

Mais il sent bien que ses lecteurs attendent de lui autre chose et qu'il ne saurait leur refuser de nouveaux éclaircissements, sans leur infliger une sorte de malaise.

Encore ne livrera-t-il sa vraie pensée qu'après une nouvelle digression², qui s'adresse aux Juifs en général plus encore qu'à Celse lui-même.

Il rappelle une argumentation dont il avait eu l'occasion de se servir dans un colloque avec des lettrés juifs. Mettant en parallèle Moïse et Jésus, il avait souligné l'illogisme des Juifs, qui considéraient le premier comme leur législateur et refusaient toute créance au second, malgré les preuves éclatantes qui attestent sa divine mission. Les chrétiens, eux, convaincus de la divinité du Christ, ne rejettent pas pour autant les prophéties mosaïques : ils acceptent l'Ancien Testament tout entier, avec ses récits merveilleux. En sorte que pour eux, de la foi ancienne à la foi nouvelle, une série ininterrompue de miracles aux formes diverses certifie l'action permanente de l'Esprit saint. A l'époque même où Origène écrit, maints phénomènes surnaturels —

1. I, 44.

2. I, 45.

exorcismes, guérisons, intuitions de l'avenir — la démontrent encore. C'est dans cette prestigieuse série que s'intègre le prodige dont Celse s'est raillé.

Dieu est témoin de la loyauté des chrétiens, de leur souci de ne composer que de faits exacts l'histoire et la doctrine de Jésus. Sur le rôle du Baptiste, sur le rite baptismal par lequel il effaçait les péchés, n'a-t-on pas le témoignage tout voisin de l'historien juif Josèphe, au XVIII^e livre de ses *Antiquités judaïques*? Et, cependant, Josèphe ne reconnaissait pas Jésus comme le Messie; il n'a point su démêler les véritables causes de la ruine de Jérusalem¹.

Après tant de préliminaires et de circonlocutions, Origène aboutit enfin à son explication décisive.

Ceux qui croient à la Providence, écrit-il², admettent que beaucoup reçoivent en songe des visions qui tantôt se rapportent aux vérités divines, tantôt annoncent l'avenir d'une façon plus ou moins claire. — La même force qui les envoie en rêve peut aussi les envoyer à l'état de veille. Il est assez probable que les prophètes les ont ordinairement reçues ainsi, quand, par exemple, ils entendaient les paroles du Seigneur, ou voyaient le ciel s'ouvrir à leurs regards; car le moyen d'admettre que le ciel visible se soit réellement ouvert³?

Pourquoi l'interprète intelligent des Évangiles n'admettrait-il pas la même hypothèse à propos du Sauveur; dussent s'en émouvoir les simples (ἀπλοῦς-τέροι), qui, dans leur naïveté, ébranlent l'univers et déchirent le corps, si vaste en son unité, de l'ensemble du ciel? [c'est-à-dire qui s'imaginent que le ciel se déchira réellement pour laisser descendre la colombe et la voix divine].

Comme ému de sa propre audace, Origène ajoute aussitôt que, pour aller jusqu'au fond de recherches si mystérieuses, l'exégète devrait posséder une compréhension divine, d'une θεῖα αἴσθησις, dont, seuls, les élus disposent pleinement, et qui fut le privilège d'un saint Jean-Baptiste ou d'un saint Paul.

Le ciel s'est ouvert pour Jésus, mais en dehors de Jean personne ne le vit s'ouvrir⁴. Et que l'on ne s'avise pas de supposer que c'est le

1. I, 47. On notera que ce passage qui présente Josèphe comme ἀπιστῶν τῷ Ἰησοῦ ὡς χριστῷ ne favorise pas la thèse de l'authenticité du fameux témoignage de l'historien sur le Christ.

2. I, 48.

3. Ἐγὼ γὰρ οὐχ ὑπολαμβάνω τὸν αἰσθητὸν οὐρανὸν ἀνεῖσθαι καὶ τὸ σῶμα αὐτοῦ ἀνοιγνύμενον διηρῆσθαι.

4. Il laisse entendre, II, 72, que la voix divine ne fut perçue également que de Jean.

Christ qui raconta le fait à ses disciples ! Ne leur commanda-t-il pas, après sa transfiguration sur le Thabor, de garder un silence absolu ? Sa règle était de ne jamais parler de lui-même.

Un dernier trait contre Celse : son Juif a l'air d'associer dans un même supplice final Jean-Baptiste et Jésus. Une erreur pareille, jamais un vrai Juif ne l'eût commise.

* * *

On voit de quelles ressources variées, de quelle virtuosité de dialectique, Origène dispose dans les parties les plus délicates et les plus embarrassantes de sa tâche.

On aurait tort, d'ailleurs, de supposer qu'il s'abrite toujours derrière un réseau d'arguments aussi savamment tressé. Ses réponses sont ordinairement d'une franchise très directe. Il lui arrive, certes, d'alléguer des preuves ruineuses et de commettre des maladresses¹. Mais les pages fortes et pleines (par la pensée plus encore que par le style, dont les enchevêtrements et les lourdeurs décèlent une parole *dictée*) ne sont pas rares dans son apologie.

C'est ainsi qu'il démontre en termes excellents à Celse que les coups par lesquels il essaie d'atteindre le Christianisme portent plus loin qu'il ne voudrait ; qu'ils risquent de blesser toute croyance spiritualiste, quelle qu'elle soit. Le dédain que Celse affiche à l'égard des spéculations chrétiennes sur Dieu, l'homme, l'univers, ne va rien de moins qu'à ridiculiser toute spéculation, au bénéfice du scepticisme pur². Celse affecte de ravalier l'homme ; on dirait qu'il veut l'obliger à se mépriser tout entier : a-t-il réfléchi qu'il compromet ainsi l'effort de tant de philosophes pour définir la place de l'homme dans la création et la sollicitude que la Providence étend sur lui³ ? C'est la civilisation qui risque de pâtir de ses attaques ; par la façon dont il déprécie au bénéfice des fourmis et autres animaux le bienfait de la solidarité humaine, il décourage l'esprit de charité :

Celse ne voit pas que, dans son dessein de détourner du Christianisme ceux

1. Certaines de ses erreurs reposent sur des théories scientifiques inexactes, généralement acceptées de son temps. Par exemple, la parthénogénèse de certains animaux (I, 37) : les abeilles naissant du cadavre d'un bœuf, les guêpes de celui d'un cheval, les serpents de celui d'un homme, etc. (IV, 57 : cf. Plin l'Ancien, X, 66, 188 ; XI, 20, 70).

2. IV, 30.

3. IV, 81.

qui liront son livre, il ôte du cœur des non-chrétiens eux-mêmes toute pitié pour ceux qui peinent sous le lourd fardeau de la vie¹.

Pareillement :

Celse a l'air d'admettre comme légitime la doctrine d'après laquelle ceux qui auront mené une vie moralement bonne obtiendront la félicité, tandis que les méchants subiront d'éternels supplices. De cette doctrine, déclare-t-il, ni les chrétiens, ni personne ne doit se départir. — Mais, écrivant contre les chrétiens pour qui Dieu, les promesses obtenues par l'intermédiaire du Christ sur les récompenses et les châtiments d'outre-tombe conditionnent d'une façon absolue leur foi, n'a-t-il pas songé qu'un chrétien qui, vaincu par ses arguments, renoncerait à sa foi, répudierait indubitablement par là même la doctrine dont Celse affirme que « ni les chrétiens ni personne ne doit se départir » ?

Ses réponses à Celse ont souvent cette fermeté².

Le péril que signale ici Origène n'est pas un argument de tactique et d'occasion. Volontiers définirait-il d'un seul mot, *φιλανθρωπισμός*³, le trait essentiel du Christianisme. Cet « amour de l'homme », il le reconnaît dans le Christ⁴, dont toute l'action terrestre, ou pour mieux dire toute l'Incarnation, s'en est inspirée. Selon l'estimation d'Origène, le Christianisme est avant tout un message d'amour, et ce message s'adresse à tous les hommes, sans distinction ni privilège de race, pour fonder chez eux les énergies spirituelles dont toute civilisation a besoin. Aussi est-ce avec un respect ému et un profond enthousiasme qu'il s'en fait l'annonciateur. Il voit les difficultés, il ne prétend pas les résoudre toutes, quoiqu'il s'y emploie de son mieux. Mais elles n'affaiblissent ni n'exténuent l'immense confiance qui l'anime et qui l'aide à travailler dans la joie à préparer des temps meilleurs⁵.

Il n'est ni pessimiste, ni sceptique, et c'est ce qui lui assure une supériorité marquée sur Celse, lequel n'a pour lui que son esprit critique, perçant à souhait, mais stérile, et qui ne lui suffit même pas pour concevoir l'importance et la vraie nature de la révolution religieuse qui est en train de s'accomplir sous ses yeux.

Celse manque d'imagination et d'intuition psychologique. Il ne sait

1. IV, 83.

2. VIII, 51. Le passage qui suit, relatif à Chrysippe et à l'humanité de sa méthode morale, comparée à celle de Celse, est fort curieux.

3. Voy. encore IV, 63 et suiv ; VI, 7 ; VII, 63 ; VIII, 56, etc.

4. Ce mot était cher depuis longtemps à la philosophie grecque. Voy. Heinemann, dans Pauly-Wissowa, Suppl.-Bd. V (1931), col. 297 et suiv.

5. II, 38.

6. IV, 15.

pénétrer ni le sens véritable des doctrines, ni l'originalité des âmes, pas plus qu'il ne réussit à vivifier le passé d'histoire et de pensée qu'il oppose à ses adversaires. Sur l'avenir même, il garde bien des illusions. Ne parle-t-il pas « d'extirper » la secte chrétienne, comme si c'eût été, dès ce temps-là, chose facile?

Origène ne rêve pas de détruire, il rêve de civiliser. Civiliser les âmes en les améliorant ; civiliser les Barbares eux-mêmes pour les dépouiller de leur férocité et les ranger sous le joug du Christ ; constituer une immense Cité humaine où toutes les bonnes volontés trouveront abri.

Si cette Cité, que Celse juge chimérique, ne peut se réaliser sur la terre, où les liens pesants du corps assujettissent les hommes aux passions mauvaises, sans doute se réalisera-t-elle ailleurs, quand ils seront délivrés de leur dépouille charnelle, dans quelque autre univers affranchi¹!

Un même régime mental (je ne dis pas une même température spirituelle!), mais aussi deux conceptions irréductibles de Dieu et de l'univers ; deux attitudes tout opposées à l'égard de l'Empire, voilà ce que montre à plein la controverse dont le grand traité d'Origène nous a permis de connaître l'esprit et la méthode.

Origène sent Dieu tout près de l'homme. Il admire la continuité avec laquelle, depuis les débuts de l'humanité, s'est exercée l'action providentielle et l'économie si bien mesurée des divines sollicitudes. — Le Dieu de Celse est un Dieu sans passions, sans amour, un Dieu « très grand », qui gouverne le monde par des lois générales et, du haut de l'habitable où il goûte une félicité infinie, ne réserve à l'homme aucune dilection particulière. Le principe même d'une Incarnation, c'est-à-dire d'une mise en contact du Divin avec la matière charnelle, apparaît à Celse comme un postulat qui suffit pour disqualifier le Christianisme, tant il contredit les plus sûres acquisitions de la pensée philosophique².

Mais si la « chimère » chrétienne est aussi à ses yeux un péril public, c'est qu'elle attaque de front, sur des points vitaux, la civilisation à laquelle il reste lui-même profondément attaché. Il constate que le Christianisme est déjà une force et, selon lui, cette force coopère du dedans aux autres forces destructrices qui menacent les frontières de l'Empire. Il le considère comme une *στάσις*, c'est-à-dire comme une sédition ; comme un *νόσος*, c'est-à-dire comme une maladie³ : expressions,

1. VIII, 72 (vers la fin).

2. Voir plus haut, p. 6.

3. Par exemple, VIII, 2 ; 49. Jésus est l'*ἀρχηγέτης τῆς στάσεως*, VIII, 14.

d'origine platonicienne, qui étaient depuis longtemps courantes dans le vocabulaire politique des Anciens.

Origène se refuse à admettre que d'améliorer la moralité individuelle puisse jamais nuire au salut d'un État : or, telle est la tâche, telle est la plus certaine réussite de la foi. Mais il refuse aussi de se passionner pour les formes sociales et politiques autour desquelles son adversaire avait sonné le ralliement. L'organisme de l'État ne lui inspire, convenons-en, qu'un intérêt médiocre. Cette indifférence ne procède pas chez lui d'un égoïste mépris du devoir civique, d'une lâche désertion devant le péril commun. Non ! Mais il est persuadé, en bon platonicien qu'il est à sa façon, de l'immense supériorité du monde invisible sur le monde sensible. Il vit par la pensée, par le rêve métaphysique, par l'ardente aspiration de son cœur, dans un Au-delà auprès duquel les réalités d'ici-bas lui semblent trop chétives, trop précaires, pour accaparer le meilleur de l'effort humain. En tout cas, c'est au service des églises, véritables « corps de patrie » (σώματα πατρίδος) installés dans chaque ville, qu'il souhaite que tout chrétien cultivé réserve son activité.

Un tel état d'esprit ne pouvait que consterner — Celse, non pas : il était mort depuis longtemps au moment où Origène réfutait son opuscule —, mais les nombreux païens qui, animés du même souci que Celse, continuaient de placer l'État, tuteur des traditions nationales, garant des biens matériels, au premier plan de leurs préoccupations.

Tout ce débat non seulement nous permet de voir clair dans deux mentalités à la fois apparentées et profondément étrangères, mais il décèle quelques-unes des raisons qui attirèrent sur le Christianisme naissant tant de haines, et suscitérent entre lui et les pouvoirs publics de si tragiques conflits.

Pierre DE LABRIOLLE.

GUIZOT ET LA TRADITION DU DÉSERT

LA VIE DES PROTESTANTS DU LANGUEDOC

AU XVIII^e SIÈCLE

Si Guizot, homme, retrancha sa vie intérieure sous un masque d'orgueil et de froideur affectée, sans doute pour le comprendre nous faut-il remonter aux sources où s'alimentait l'imagination exaltée de son enfance. Au lendemain d'une révolution qui l'a fait orphelin, l'a condamné à l'amertume de la pauvreté et de l'exil, les récits familiaux lui retracèrent une suite de martyres et de souffrances subis pour la foi, non pas en un passé lointain, mais la veille, par ses parents et ses aïeux. De quelle émulation virile ne devait pas s'armer son caractère ; âme bien née, comment se fût-il refusé à l'orgueil de cette aristocratie, comment ne se fût-il pas fait un devoir de se raidir dans une austérité dédaigneuse ?

Guizot a aimé la tradition du Désert ; il a recherché et conservé les titres de noblesse qui le rattachaient au peuple élu : la signature, quelques sermons de son grand-père le pasteur.

I

La vie du passé n'est pas toute enclose en ses documents. Parfois elle flotte encore, à deux siècles de distance, aux lieux qui l'ont portée. Pour qui douterait de l'âme du Désert, il n'est que de parcourir l'étrange pays qui s'étend en arrière de Nîmes, jusqu'au pied de l'Aigoual ou du mont Lozère. C'est d'abord le « pays bas » : des horizons amples et durs, un plateau entaillé de ravins secs et de quelques rivières étroites en leur lit démesuré de cailloux, un sol blanc et des pierrailles, avec des boqueteaux étriqués de chênes verts ou de pins, des vignes ou des landes aromatiques ; des maisons écrasées, des villages soupçonneux concentrés sur eux-mêmes — un paysage sans grâce qui, tout peuplé qu'il soit, donne l'impression de solitude, où il semble que l'esprit n'ait d'autres ressources que de se replier sur soi-même et de chercher son

aliment dans l'exaltation intérieure : aucun divertissement ne la viendra troubler ou allanguir. Par paliers, cette garrigue bute sur une terrible muraille calcaire, nue, grise, fissurée, qui s'entr'ouvre pour laisser échapper un torrent, en quelques défilés jalousement fermés par une petite ville forte, Saint-Hippolyte, Anduze ici, là Alès, plus loin Saint-Ambroix. En arrière, c'est la « montagne », un entassement de formes hautes, qui, en quelques kilomètres de profondeur, s'élèvent à l'Aigoual : plus de vues, ni d'espace ; des détours et des replis ; entre les montagnes pendantes, couvertes de clairs châtaigniers, de chênes verts ou de pins, pas un ravin droit : des vallées étroites se coudent et s'enchevêtrent ; accrochés sur la pointe d'une colline ou le flanc d'une pente, les villages ou simplement les mas aux quelques maisons empilées se découvrent tout juste au détour du chemin, veufs de ces clochers qui partout ailleurs signalent la vie collective ; avec leurs murs noirâtres et leur crépis lépreux, leurs tuiles aux teintes effacées, couleure de vieux liège ou de pain cuit, ils semblent craintifs et comme désireux de disparaître dans la verdure et les roches. C'est un merveilleux pays de refuges et d'embuscades, impénétrable quand les routes ne l'avaient pas éventré, où les sentiers inconnus réussissaient à dépister les surprises de la maréchaussée. Comment le souvenir du temps d'épreuves s'effacerait-il, quand les cyprès éparpillés signalent les sépultures clandestines des ancêtres auxquels était interdite la terre chrétienne, quand le placard aux provisions de quelque maison innocente dispose encore, sous la trappe de sa dernière étagère, la cachette préparée pour le prédicant ? La « montagne » est facilement défiante du « pays bas » plus accessible aux influences étrangères, plus tenté par les compromissions : elle conserve, farouche, l'esprit d'autrefois, et les humbles objets recueillis au musée de Mialet restituent sans peine l'atmosphère de terreur qui l'a durcie dans sa foi.

Il y avait en effet, au XVIII^e siècle, du courage à être protestant, de l'héroïsme à devenir ministre de l'Évangile.

* * *

Le Régent avait confirmé les édits, ordonnances et circulaires de Louis XIV. Une ordonnance de mai 1716 renouvela toutes interdictions portées contre les assemblées ou exercices du culte réformé et les relations avec ministres et prédicants ; une autre, en août 1716, interdit le retour d'exil. Le code religieux du feu roi reste donc en vigueur tout au long du XVIII^e siècle : la condition des protestants dépendra des

instructions adressées de Versailles pour son application, du zèle ou de la négligence des fonctionnaires locaux à y obéir, des circonstances en un mot et des hommes. Du reste, une codification en fut faite par la déclaration du 14 mai 1724 : elle interdisait, sous peine de galères (pour les hommes) ou de réclusion (pour les femmes) et de confiscation des biens, de professer toute autre religion que la catholique, ordonnait de livrer et de mettre à mort les prédicants, de faire baptiser dans les vingt-quatre heures par le curé, élever dans les écoles catholiques et dépêcher à la messe les enfants, d'observer les canons pour la célébration des mariages, d'instruire le procès de la mémoire des sujets morts dans l'hérésie ; elle écartait de toute charge publique les religieux et consacrait à l'entretien des nouveaux convertis le produit des amendes et confiscations¹. Le cardinal Fleury rappellera par édit de septembre 1726 que la présence aux assemblées du culte entraîne la peine des galères ou de la réclusion, et, pour tarir la propagande, rendra obligatoire en 1727 la présence des enfants aux écoles des communautés ; en avril 1729, il frappera d'amende l'usage des livres de religion. Précisions presque superflues : la loi enveloppe les protestants d'un réseau assez serré pour étouffer tous les détails de leur existence² ; ce n'est plus au XVIII^e siècle affaire que de l'appliquer.

1. Cf. Hugues, *Antoine Court...*, texte : I, p. 256-258 (Discussion sur le sens et l'origine de cette déclaration, p. 258 à 264). L'abbé Dedieu montre par des documents d'archives comment le gouvernement fut conduit à rappeler et codifier la législation : l'échec de ses interventions directes ou indirectes (par l'intermédiaire de Basnage et Pictet) pour amener les protestants à renoncer aux assemblées et à se contenter du culte privé, les rapports des intendants ou commandants des différentes provinces sur la non-exécution des lois et, enfin, les mémoires du clergé (notamment celui de l'évêque d'Alès en août 1723) dénonçant les progrès de l'hérésie, en sont les raisons (*Histoire politique des protestants français, 1715-1794*, t. I, chap. I). Il faut être très prudent, beaucoup plus que M. Hugues, sur l'attribution du texte de l'édit à tel ou tel rédacteur (cf. la discussion dans la note de Dedieu, p. 29-30).

2. Rabaut Saint-Étienne le montrera de façon pittoresque par la biographie imaginaire d'Ambroise Borély dans le *Vieux Cévenol*, publié d'abord en 1778 à Genève par les soins de Jacob Vernes, qui l'édulcora et lui donna pour titre *Triomphe de l'Intolérance*, puis en 1784 sous son vrai titre et avec des notes de l'auteur (cf. l'histoire de l'édition dans la préface de Ch. Dardier à l'édition de 1886, Toulouse, in-8° ; Bibl. nat., 8° Ln²⁷ 2432 El.). — Ce n'est qu'en 1775 et 1784 que l'interdiction de vendre une propriété foncière, édictée en 1699 afin d'empêcher les protestants de liquider leurs biens pour émigrer, fut abrogée. On voit encore que Claude Cabanis, négociant d'Alès, décédé à Lavaur le 14 juillet 1749, enseveli clandestinement la nuit, est déterré à la sollicitation des Pénitents blancs et le cadavre est mis en pièces. Vers le même temps, le cadavre de Daniel Étienne à Cadenet (Vaucluse) est exhumé, traîné par une corde au cou à travers le village au son du tambour et du flageolet, avec force coups et injures, puis pendu par les pieds et ouvert : le cœur, le foie et les entrailles arrachés sont portés en procession et le corps enfin coupé en quatre quartiers (procès-verbaux officiels cités en note, p. 87, du *Vieux Cévenol* de Rabaut Saint-Étienne, édit. Dardier).

* * *

Mais cette Église, prétendument disparue, avait recouvré assez de vigueur pour frapper les persécuteurs d'impuissance¹. Bien loin qu'ils déjà étaient les temps héroïques et anarchiques de Claude Brousson et des Camisards, quand les protestants, sans pasteurs et sans bibles, ayant perdu la tradition calviniste, se livraient aux prophéties des « Inspirés » ou s'abandonnaient aux compromissions des « nouveaux convertis ». Antoine Court, en dix ans, avait relevé l'Église, rétabli la discipline, épuré la foi. Notre région nimoise a retrouvé en 1721 ses trois églises du Haut-Languedoc, du Bas-Languedoc et des Cévennes, avec leur synode annuel et, tous les six mois, leurs colloques de pasteurs et d'anciens. Longtemps il a fallu se contenter de deux seuls pasteurs, auxquels l'ordination canonique par l'imposition des mains donnait le droit d'administrer les sacrements ; de simples « prédicants » munis d'une bibliothèque de quelques livres élémentaires visitaient le « quartier » de la province auquel ils étaient affectés pour six mois, faisant en cours de route, vaille que vaille, l'instruction des jeunes « proposants » qui les accompagnaient. Organisation embryonnaire qui ne prit quelque régularité qu'en 1733. Antoine Court, enfin, avait réussi à rétablir le lien confédéral entre les provinces : le 16 mai 1726, en Vivarais, après une interruption de soixante-dix ans, les protestants avaient eu la joie de tenir leur premier synode national. L'Église de France même n'est plus isolée ; tandis qu'Antoine Court avait en 1720 renoué les liens avec Genève, Benjamin Duplan, « député général des églises du Languedoc près des puissances protestantes », consacra sa vie à parcourir la Suisse, l'Allemagne, les Provinces-Unies et l'Angleterre, créant des comités, obtenant des subsides des gouvernements². Tous les envois sont centralisés à Genève et administrés par un groupe de pasteurs et de professeurs que la présence du résident de France oblige au plus grand secret ; on l'appelle « l'Hoirie » ou « l'Association des Secours pour les fidèles affligés » ; son organe d'exécution, qui seul apparaît au grand jour, est un Comité de Lausanne, auprès duquel Antoine Court, quittant la France en 1729, vint fixer sa résidence³.

1. Pour toute cette réorganisation, cf. chap. III du t. I de Hugues, p. 74-104, et t. II, p. 114.

2. Cf. la biographie de Benjamin Duplan par Bonnefon (Paris, 1876, in-12).

3. Cf. les documents publiés par P.-J.-J. Mounier, sous le titre : *Le protestantisme français au XVIII^e siècle. Liste des pièces relatives aux Églises du Désert contenues dans les archives du Comité de Hollande pour les Églises de France, 1736-1796* (Bull. Hist. Prot. fr., 1877, t. XXVI,

La flamme de la foi ranimée brûla à nouveau et se propagea. La vie religieuse de ces paysans languedociens, de ces Guizot de Saint-Geniès, par exemple, est à la fois très simple et très méritoire. Elle ne se charge pas de grand bagage théologique : les livres d'ailleurs se sont perdus : quelques bibles reçues de l'étranger, quelque psautier, le catéchisme de Drelincourt ou celui d'Osterwald, tout au plus, et pour les riches, et conservés à grands périls¹. La prière le soir en commun, portes closes. Parfois, sur un avis secret, le départ dans la nuit pour quelque assemblée qu'un prédicant de passage va tenir dans une grange ou en plein air ; à défaut de culte permanent, ces réunions sont devenues l'élément essentiel de la vie de l'Eglise et les synodes tiennent par-dessus tout à leur fréquentation. On s'y retrouve entre hommes et jeunes gens, les femmes cependant y dominent. Mais, d'un prédicant ignorant à des auditeurs plus ignorants encore, il ne peut guère s'agir que d'exhortations du cœur, non de raisonnement et de dogmatique. Lecture de la Bible, chant des psaumes de Marot sur la musique de Goudimel, martyr de la Saint-Barthélemy, sermon du prédicant débité par cœur, si long, par inexpérience, que les synodes doivent le limiter au maximum d'une heure ; puis la communion — à moins que l'arrivée des troupes, une simple alerte, n'interrompe la réunion et n'éparpille les fidèles dans la campagne².

Plus que la foi et la résignation, la discipline et la confiance furent dures à apprendre. Les chefs tinrent avant tout à dénouer les compromissions que la peur ou l'abandon avaient consenties. Le synode de 1722, malgré la rigueur des lois sur l'état civil, qu'aggravaient souvent

p. 257) ; Hugues, *op. cit.*, t. II, p. 43-44. L'Hoirie n'a pas encore eu son histoire ; ses archives sont restées secrètes.

1. En 1745, Étienne Arnaud fut condamné aux galères pour avoir distribué des livres de prières, attaché au carcan avec son Nouveau Testament et des psaumes au cou ; nombre de Nimois durent prendre la fuite ou furent jetés en prison pour la même cause (*Vieux Cevenol*, p. 73, note).

2. Hugues, t. I, chap. iv. — Il y a dans ces assemblées un élément en quelque sorte nouveau du protestantisme : ce fut la grande pensée novatrice d'Antoine Court, malgré les conseils de l'étranger d'ailleurs, que d'en faire, à défaut du temple et du culte public, le fond de la vie collective de l'Eglise. C'est par elles, en effet, que les pasteurs reprenaient contact avec les fidèles, à défaut de culte public et de temple ; c'était leur moyen d'action et d'émulation ; ce fut incontestablement l'instrument de la restauration de l'Eglise. Mais aussi c'est sur ce point que porta le conflit avec les autorités administratives qui, à la rigueur tolérantes sur le culte privé, poursuivaient ces réunions comme éminemment empreintes d'esprit d'insubordination. Avant même la déclaration de 1724, il y en eut de 1715 à 1739, en Languedoc, sept assemblées surprises ; cf. dans Hugues (p. 224) la description d'un cortège de galériens transportés en Amérique pour ce crime. Court en fit une brochure qui eut grand retentissement à l'étranger et dont un exemplaire est à la bibliothèque de l'Arsenal : *Relation historique des horribles*

les épreuves imposées par le clergé¹, interdit les mariages « bigarrés », exigea le baptême par les pasteurs dans les maisons isolées ou les fermes. Peu à peu les fidèles se soumirent ; vers 1730, l'unanimité était faite dans la résolution de se marier devant le pasteur. Celui-ci tint un registre spécial, bandes de papier ou de parchemin roulées dans une pauvre enveloppe de cuir, attestées par les signatures malhabiles, dont le musée du Désert possède des exemplaires : en plusieurs, j'ai remarqué la signature de quelque Guizot. Des pénitences, l'exclusion de la Cène devinrent la sanction aux contrevenants. Vint un jour même où la difficulté que les pasteurs eurent à mater l'ardeur des fidèles mesura le progrès accompli : dans la première douleur causée par la déclaration de 1724 fermentèrent des projets de soulèvement ou d'émigration. Antoine Court et le synode d'octobre 1724 eurent forte affaire à persuader les masses de souffrir patiemment l'épreuve ; ce jour-là, l'indifférence du Refuge et ses conseils de soumission firent contraste avec la foi brûlante de « la République des Églises sous la Croix² ». Sursauts encore du vieil esprit de révolte, moins vivace pourtant que le préjugé du gouvernement, ou de l'opinion à voir les protestants sous les traits de Camisards. Dans le Languedoc au moins, les Court et les Rabaut insufflent à leurs fidèles l'esprit d'obéissance et l'amour du roi. En tout domaine a triomphé la discipline : protestantisme ne signifie plus anarchie, mais ordre.

Le succès a récompensé l'effort. En 1720, Court représentait aux Genevois cette église du Languedoc composée « de cardes de laine, de tailleurs d'habits, de garçons de boutiques, de jeunes gens sans études », de ce peuple en un mot que l'intérêt ne retient pas sur le chemin du danger³. En 1728, un dénombrement fait à la demande de l'ambassade de Hollande trouva en Languedoc et Dauphiné 200,000 protestants, autant qu'avant la Révocation ; de leurs 120 églises, notre région nimoise comptait 47 pour les deux synodes de Bas-Languedoc et des Cévennes⁴. La persécution d'ailleurs s'éteignait⁵ ; quelques

cruautés qu'on a exercées envers quelques protestants de France pour avoir assisté à une assemblée tenue dans le Désert près de Nîmes en Languedoc.

1. Cf. dans Hugues, t. I, p. 91, note 1, la formule d'abjuration imposée par le clergé du Languedoc pour la célébration d'un mariage.

2. Hugues, t. I, p. 269-270.

3. Hugues, t. I, p. 219.

4. Liste dans Hugues, t. I, p. 325 et suiv.

5. Sur cette période, voir le chapitre de Hugues, intitulé : « Quatorze années de luttes, 1730-1744 » (*Antoine Court*, t. II, p. 89). Mais il faut le corriger par les chapitres II et III de l'abbé Dedieu, t. I, car M. Hugues n'a pas vu les documents des Archives nationales, notamment les instructions et les lettres de Saint-Florentin, des intendants Bernage et de Le Nain (sans

soubresauts appellent encore que la législation répressive de 1724 subsiste. Mais ce sont brutalités rares et les amendes sont légères à l'obstination huguenote. L'Église prospère ; les assemblées, plus nombreuses, restent encore prudentes et redoutent la lumière du jour.

Eclate la guerre étrangère : les autorités s'affolent ; une brusque panique accumule les amendes, les galères, la prison ; un ministre saisi en Vivarais, Dortial, est pendu à Nîmes le 31 juillet 1742. Cependant, la guerre retient au loin les troupes, les préoccupations royales se détournent, la tranquillité du pays rassure ; l'indulgence l'emporte à Versailles comme en Languedoc, près du secrétaire d'État Saint-Florentin comme de l'intendant Bernage¹ ; le duc de Richelieu, sceptique et dédaigneux, qui a pris en 1738 l'initiative d'élaborer un statut des protestants, est nommé gouverneur en 1739, le prudent Le Nain intendant en 1743. Les temps sans doute sont incertains, car les pays voisins sont en effervescence : en Castrais, Toulousain ou Montalbanais, les têtes chaudes s'agitent et s'arment ; en Dauphiné, le Parlement de Grenoble fulmine les condamnations par centaines ; mais le gouvernement a des égards particuliers pour le dangereux Languedoc. Le Nain, bien qu'il croie devoir faire un exemple en faisant pendre (1^{er} février 1746) le pasteur Desubas, est pacifique et les pasteurs secondent ses efforts ; la tranquillité est maintenue.

Les protestants s'enhardirent ; les paysans de la Vaunage, des Cévennes, du Vivarais se pressèrent autour des pasteurs, qui osèrent même les réunir en plein jour. Moins par défi que pour attester leur innocence, les assemblées renoncèrent au secret. Les bourgeois rassurés y vinrent rejoindre le peuple. On s'y rendait en groupe, sous l'œil indifférent des soldats, les moqueries des catholiques, la colère des prêtres. On risqua même en 1743, à Calvisson, dans un vallon, une grande assemblée générale en plein jour ; on y célébra baptêmes et mariages : Richelieu se contenta de mander les notables, les admonesta avec une grande colère qu'ils jugèrent feinte. Nîmes en était à compter 20,000 religieux. Antoine Court y venait tenir au-dessous de la tour Magne une assemblée le 20 septembre 1744. Quand le danger s'éloignait, car les amendes sont presque un droit payé pour la tolérance², les riches fai-

partir des autres provinces) ; ils modifient complètement l'idée que, d'après les historiens protestants travaillant sur les papiers de Court ou ceux de Rabaut seulement, on pouvait se faire de la politique gouvernementale et locale. Il n'y a point de polémique à faire de l'un aux autres : les faits et les textes même des documents de l'un à l'autre se complètent et s'éclairent.

1. Voir notamment les lettres des intendants et les instructions de Saint-Florentin jusqu'en 1744 (Dedieu, t. I, p. 67-70, 72-76, 80-81, 87-88).

2. Cf. lettre de Paul Rabaut à Antoine Court, 22 novembre 1746 : « Outre ce qui a paru des

saient du zèle : « le gentilhomme, l'avocat, le médecin, le bon bourgeois, le riche marchand a le même empressement que le laboureur ou l'artisan », écrivait Court en 1744¹. A la moindre menace pourtant, quand courait quelque mauvaise nouvelle, si l'on procède au début de 1745 à des arrestations chez les destinataires de livres étrangers, si le triste passage d'une chaîne de galériens donne à réfléchir, à plus forte raison, lors de l'exécution de Desubas², les « gros colliers », comme dit Paul Rabaut, désertent : il ne reste que le commun peuple aux assemblées ; « la moindre bourrasque jette l'alarme dans les cœurs et rend mes soins presque inutiles. Il n'y a que le petit peuple qui tient ferme et qui ne se déconcerte point, quelque violente que soit la tempête³ ». Pourtant, malgré ce « zèle de boutades », la « moisson » reste bonne : les pasteurs sont harassés du travail des assemblées, baptêmes et mariages ; à la fin de 1746, après un traité véritable entre l'intendant et les pasteurs, les autorités ont renoncé à toute sanction⁴. Le joyeux optimisme de ces Méridionaux dénombre, avec une exagération évidente, des assemblées de 10 à 15,000 fidèles⁵. Les trois synodes du Languedoc disposent de vingt prédicants : Paul Rabaut y figurait depuis 1741. Jean Guizot allait s'y joindre.

sommes qu'il en a coûté à nos frères pour avoir assisté aux exercices de piété, que vous seriez riche, mon cher compère, si vous aviez le montant de celles qu'un grand nombre de particuliers ont déboursées pour n'être pas mis en prison. Il y a peu de bonnes maisons dans Nîmes à qui il n'en ait coûté aux uns dix, à d'autres vingt, à d'autres trente, à d'autres quarante et jusqu'à cinquante louis d'or pour être effacés de la liste des décrétés. Ce que je vous dis, je le tiens de plusieurs de ceux qui se sont trouvés dans ce cas » (édit. Dardier, t. I, p. 229). En 1728, le Languedoc avait été divisé en 156 groupes où les nouveaux convertis étaient tenus pour solidairement responsables des amendes prononcées contre le délit d'assemblée.

1. Hugues, t. II, p. 158.

2. Sur l'intervention courageuse de Rabaut pour empêcher une révolte irréparable de la foule ameutée et armée en faveur de Desubas, voir Dedieu, t. I, p. 132 et suiv. Cf. en général les démarches des pasteurs en 1746 dans Dedieu, t. I, p. 139, 145, 151, 186.

3. Lettres de Paul Rabaut à Antoine Court (édit. Dardier, t. I, du 28 octobre 1744 (p. 135), 21 avril et 3 mai 1745 (p. 177 à 179), du 5 janvier 1746 (p. 218), 20 septembre 1749 (t. II, p. 40-41).

4. Dedieu, t. I, p. 134-195 ; lettres de Paul Rabaut à Antoine Court, 22 novembre et 13 décembre (édit. Dardier, t. I, p. 229, 238), racontant la négociation ; lettre de Paul Rabaut à Le Nain du 31 octobre 1746, dans les *Lettres de Paul Rabaut à divers* (Dardier, t. I, p. 5).

5. Voir les lettres de Paul Rabaut à Antoine Court des 17 février, 27 mai et 16 octobre 1743 (Dardier, *Lettres de Paul Rabaut à Antoine Court*, t. I, p. 93, 97, 101), du 5 septembre 1744 (p. 134), des 3 février, 31 mars, 6 juillet 1745 (p. 144, 167, 193), enfin du 22 novembre 1746 (p. 234). D'un autre côté, l'évêque d'Uzès, dans un mémoire au roi du 8 janvier 1744, avec sans doute une même exagération pour des raisons inverses, déclarait que depuis la fin de 1742, dans son diocèse, les protestants avaient célébré 446 mariages, 779 baptêmes, que l'on comptait 200 relaps (Dedieu, t. I, p. 73). En 1751, l'intendant du Languedoc et l'évêque d'Alès seront d'accord pour évaluer le nombre des mariages faits au Désert à un total de 100,000 (Dedieu, t. I, p. 224).

* * *

D'où vint cette vocation? Entrainement du milieu familial ou sur-saut individuel? Dans ces alternatives de tempête et de calme, qui l'appelle, la confiance de la paix ou la soif du martyre? L'homme apparaîtrait différent si l'on pouvait répondre. Au moins soyons certain de son courage, puisqu'il a persévéré. Les jeunes gens (Jean Guizot pouvait avoir quinze ou seize ans), qui se destinaient au ministère, faisaient une sorte de noviciat auprès d'un pasteur dont ils partageaient la vie errante, allant, comme ils disaient, « de foire en foire » à pied, vêtus grossièrement comme des pâtres, avec lesquels il leur fallait bien être confondus, couchant dans les forêts ou les cavernes, « les beaumes », quand le courage manquait aux fidèles pour les abriter dans une grange ou sous leur toit¹. Ils servaient de guides, de commissionnaires, convoquaient aux assemblées, visitaient les fidèles; leur maître, chemin faisant, leur enseignait les rudiments religieux, les nourrissait comme il pouvait de sa propre science, fort courte, il est vrai; surtout il les imprégnait de « l'esprit du Désert ». Par là, écrivait Court à l'un d'eux, « j'entends un esprit de mortification, de sanctification, de prudence, de circonspection, un esprit de réflexion, de grande sagesse et surtout de martyre qui, nous apprenant à mourir tous les jours à nous-mêmes, à vaincre, à surmonter nos passions avec leurs concupiscences, nous prépare et nous dispose à perdre courageusement la vie dans les tourments et sur un gibet, si la Providence nous y appelle² ». Jean Guizot suivait Paul Rabaut. De cette « école ambulante », après quelques années d'épreuves, le postulant était dirigé sur Lausanne.

Lorsque le troupeau s'était agrandi, il avait bien fallu former des bergers. L'argent recueilli par Duplan et administré par l'Hoirie de Genève avait permis de fonder à Lausanne, hors d'atteinte des regards du résident de France, une sorte de séminaire³. Les subsides augmentant, on put entretenir deux bourses dès la seconde année, en 1728, puis quatre; en 1744, ils étaient six, venant surtout du Languedoc, liés

1. Voir un exemple de ces vies héroïques dans les *Mémoires de Pierre Corteiz sur l'état de la religion réformée dans le Bas-Languedoc et dans les Cévennes depuis l'an 1685 jusqu'en 1754*, édit. Baum (Strasbourg, 1871, in-8°; Bibl. nat., Ld 175, 141). Cf. le chap. xi de Hugues, *Antoine Court*, t. I, p. 331.

2. Hugues, t. II, p. 47.

3. Sur ce séminaire encore mal connu, cf. Jules Chavannes, *Une école libre de théologie des temps passés. Notes historiques sur le séminaire protestant français à Lausanne*, dans le *Chrétien évangélique*, XV^e année, 1872, et Hugues, t. II, chap. II et III, p. 30-70.

par l'engagement de n'exercer le ministère qu'en France « sous la croix ». On les plaçait dans des familles qui se contentaient d'une modique pension ; le Comité de Genève leur attribuait depuis 1744 six écus par mois. On évitait de les mêler aux auditoires de l'Académie : LL. EE. les Messieurs de Berne devaient pouvoir ignorer officiellement leur existence. Ils recevaient leurs leçons dans une salle étroite de l'appartement du professeur Levade, de la bouche de quelques maîtres dévoués, tels que Polier ou Ruchat. Il reste trois recueils de ces cours pour les années 1749 à 1753, celles justement qu'y passa Jean Guizot : rien en fait d'exégèse ou d'histoire, mais beaucoup de place aux notions nécessaires pour soutenir la controverse sur la transsubstantiation, les indulgences, le purgatoire, la papauté ; de vagues généralités de morale sur l'humilité, la charité, la tempérance, la vaine gloire ; des directives pratiques sur les devoirs des pasteurs et leur conduite dans la vie ; en théologie, la distinction des religions naturelle et révélée, le dogme de la Trinité et la divinité du Messie, l'affirmation du libre arbitre ; pas de confession de foi obligatoire¹. Sans doute, ce médiocre bagage intellectuel était-il proportionné à la capacité de ces enfants plus zélés qu'instruits, que moquaient et dédaignaient les étudiants de la ville ; peut-être aussi l'entraînement de l'âme au sacrifice de la vie et la vigueur physique que l'on cultivait par des courses dans le Jura était-il plus nécessaire au Désert que le savoir. Pourtant, au temps de Jean Guizot, Court venait d'obtenir qu'un répétiteur enseignât un peu de ce latin et de ce grec que Paul Rabaut, plus âgé, aura ignorés, et qu'on exerçât les postulants à la prédication en leur faisant débiter aux « propositions » du lundi des sermons composés sur un sujet donné. A quelle date exacte y arriva Guizot ? Je ne sais ; en 1749 — il avait alors ses vingt ans — Antoine Court le note en ses tablettes : « Il a des talents, il est sage². » En 1753, à l'automne, il était de retour en Languedoc : le synode provincial l'admet le 27 septembre sous condition

1. Cet enseignement soulevait parfois des différends avec les pasteurs du Languedoc ; ainsi on voit, par des lettres échangées entre Paul Rabaut et Court, en mars-avril 1751, que le synode languedocien se plaint de la doctrine peu correcte d'un professeur, le ministre Bournet, qui se montre trop « discret » sur la divinité de Jésus ; on le remplaça pour donner satisfaction aux pasteurs du Désert ; on en profita pour élargir cette fraction de l'enseignement avec de la lecture critique de l'Écriture sainte et de la catéchèse, et y joindre de la logique (*Lettres de Paul Rabaut à Antoine Court*, édit. Dardier, t. II, p. 120). Il y eut, d'ailleurs, d'autres difficultés sur des questions de discipline et d'orientation politique, provoquées par l'esprit autoritaire d'A. Court et la défiance instinctive des Languedociens, en 1747-1748 par exemple (t. I, p. 275 et lettres suivantes, et note p. 303).

2. Dans les papiers Court, n° 44, cité par Dardier, *Lettres de Paul Rabaut à divers*, t. I, p. 249, en note ; je rappelle que Guizot était né le 23 juin 1729.

de l'examen de ses mœurs et de sa doctrine comme proposant¹. Le 26 février 1756, il recevait de Paul Rabaut, avec six de ses confrères, l'imposition des mains qui le consacrait pasteur².

II

Comme il rentrait de Suisse, l'orage s'était abattu sur le Languedoc : ses années de vie sacerdotale s'encadrent dans une période de persécution et de discorde.

Il serait trop simple de réduire le problème au choc de deux fanatismes. Ni le gouvernement avec ses indécisions, Saint-Florentin même, ni un Richelieu supérieur et sceptique, ni des intendants réalistes et prudents comme Le Nain ou Saint-Priest, n'ont âme de persécuteurs ; mais ces tempéraments d'administrateurs et de juristes n'admettent point l'anarchie. En ce Languedoc, par une tradition de défiance et de haine, la guerre civile est familière aux esprits ; les plus honnêtes ont une tendance naturelle au défi, le premier mouvement est de représailles. Les autorités feraient bon marché du culte privé ; tolérant l'existence des pasteurs, elles entrent en négociations avec eux et avec les notables ; mais les assemblées, interdites au reste par la loi, dès qu'elles deviennent trop nombreuses, sont une occasion de désordre, un danger pour la tranquillité publique ; les conflits entre la troupe et les religieux arrachent à l'intendant des plaintes ou des paroles de désespoir, plus que des cris de triomphe et de colère. Autre scandale juridique : il est inadmissible pour ces magistrats qu'une partie de la population vive en marge de la loi, sans mariage ou naissance légitimes, qu'un état de possession remplace le statut légal et la transmission normale des biens ; si la contrainte ne courbe pas les protestants aux formalités nécessaires, au besoin se retourne-t-on contre le clergé catholique pour l'obliger à les adoucir. Sur l'un et l'autre point, pour les assemblées comme pour la légitimation de leur état personnel, si les protestants se prêtaient à des compromissions qui respectassent la fiction légale, les autorités étaient disposées à les laisser en paix. Dissentiment tragique : les protestants préférèrent la pureté de leur foi à la paix de leur vie ; leurs synodes fulminèrent les interdictions formelles de se prêter à tout baptême ou mariage devant le prêtre catholique, enjoignirent

1. Hugues, *Les synodes du Désert*, t. II, p. 24, art. 2.

2. Journal de Paul Rabaut, cité par Coquerel, *Histoire des Églises du Désert*, t. II, p. 191. Cf. d'ailleurs une lettre de Paul Rabaut à Chiron le jour même, 26 février 1756, dans Dardier, *Lettres de Paul Rabaut à divers*, t. I, p. 124.

de tenir les assemblées coûte que coûte¹. N'eussent été les exhortations impérieuses de leurs chefs, les fidèles (l'expérience de quelques mois suffit à le prouver) auraient plié. Les pasteurs étaient l'obstacle : contre eux le gouvernement ainsi s'acharna.

Harcelé par les évêques qu'épouvantaient l'ampleur et la hardiesse de la restauration calviniste, le gouvernement se décida à un nouvel effort contre les assemblées : une déclaration du 17 janvier 1750 renouvela les prescriptions de 1724 et ordonna d'en poursuivre vigoureusement l'application ; la maréchaussée et les troupes « roulèrent » à travers le pays ; quelques condamnations et quelques amendes servirent d'exemple : les assemblées devinrent presque impossibles, le dimanche au moins². Le Nain, puis Saint-Priest, son successeur, qui fut installé en février 1751, tout disposés à se contenter d'une victoire apparente, se bornèrent à frapper les récalcitrants d'amendes, à intimider les notables par des menaces ; cette demi-tolérance fut débordée des deux parts. L'ordonnance de janvier 1750 avait déchainé les commandants de troupes : le zèle des subalternes et la brutalité des soldats multiplièrent les incidents ; les dragons se transportèrent de village en village, forçant les habitants, comme aux temps de Louvois, à porter leurs enfants aux fonts baptismaux. D'autre part, tandis que le plat pays « succombait », la réaction de la montagne fut violente : là, les assemblées se dispersaient ; ici, elles résistèrent : les paysans des Cévennes, armés de bâtons ou de fusils, tinrent tête aux soldats, fournirent des escortes aux pasteurs ; les collisions sanglantes avec la troupe se succédèrent³. Les ministres du Bas-Languedoc faisaient bien appel à la clémence du roi par un mémoire du 21 décembre 1750 ; Paul Rabaut osa même attendre sur la route le secrétaire d'État à la Guerre, marquis de Paulmy, en inspection, pour lui remettre en mains propres un placet le 10 septembre 1752 ; mais Saint-Florentin à Versailles, l'intendant sur place se rendaient bien compte que, sans les pasteurs, on viendrait

1. Décision des synodes du Bas-Languedoc du 12 mai 1751, du 27 septembre 1753, du synode national des 4-10 mai 1756 (Hugues, *Les synodes du Désert*, t. II, p. 4, 21, 83). Instruction aux pasteurs sur les assemblées, du 21 décembre 1750, dans Coquerel, *L'Eglise du Désert*, t. II, p. 16-19.

2. Voir toutes les lettres de Paul Rabaut à Antoine Court de novembre et décembre 1750 et du début de 1751 (not. lettres du 11 et du 16 décembre, édit. Dardier, t. II, p. 100 et 103).

3. Premier conflit avec la troupe à Tence près Quissac le 22 novembre 1750 ; puis à Lézan, 28 mars 1751 ; à Villeneuve près le Pont-de-Montvert, 22 août ; à Saint-Germain-de-Calberte, le 14 novembre ; à Ganges, le 28 novembre ; à Rouvière près Quissac, le 26 décembre ; à Beauvoisin, le 9 janvier 1752 ; à Saint-Hippolyte, le 30 avril ; à Villevieille près Sommières, le 17 décembre (cette liste ne comprend pas les assemblées dispersées sans collision).

à bout des fidèles. On fit la chasse aux prédicants, leur tête fut mise à prix. Enfin, on eut la joie d'arrêter, le 30 janvier 1752, le proposant Bénézet ; le 18 mars, le pasteur Molines. Le premier fut pendu le 27 mars, le deuxième (victoire plus belle encore) abjura ; un notable, Roques, saisi dans une assemblée à Beauvoisin, fut exécuté à Nîmes, pour l'exemple, le 21 juin. Sous la rafale, au grand désespoir des pasteurs, une partie des religionnaires, les timides, la classe aisée, plièrent, dans le pays bas notamment¹. Les plus ardents, au contraire, les plus attachés à leur foi, en nombre dans le peuple, entendirent les appels que leur adressait le Refuge et, soit en Allemagne, soit en Irlande, émigrèrent². D'autres enfin, particulièrement dans les Cévennes, répondirent à la violence par la violence : du mois de juillet au mois de décembre 1752, inaugurée par l'assassinat du curé de Ners à Lédignan le 12 août, une sorte de jacquerie huguenote épouvanta les curés et les catholiques de la Montagne³ ; chose grave, certains pasteurs, Pradel, Coste (celui-ci auteur de l'attentat de Lédignan), y compromettaient leur ministère. L'excès même de ces horreurs les épuisèrent. Les sages pasteurs comme Rabaut, « ennemi de l'ombre même de la révolte », s'interposèrent près de leurs fidèles ; ils bornaient leurs revendications à la mise en liberté des captifs, la validation de leur état civil par les tribunaux, la liberté du culte dans les maisons privées ou à quelque distance des villes, la libre disposition de leurs biens⁴. Le gouvernement se déclarait « absolument éloigné de faire en quelque sorte la guerre à ses sujets⁵ ». Saint-Priest arrêta la marche des troupes.

Il attendait la solution d'autre part. Dès le mois de mars 1751, il avait ouvert des négociations avec les évêques pour obtenir de ceux-ci des adoucissements aux épreuves imposées aux nouveaux catholiques, qui sollicitaient le mariage sacramentel ; après des mois de pourparlers,

1. Cf. lettres de Paul Rabaut à Antoine Court (édit. Dardier, t. II), à la date des 23 février (p. 182), 12 mai (p. 202), 2 juin (p. 205), 14 juin (p. 209) : dans cette dernière, à la suite d'une tournée d'un confrère dans le pays bas, il « appréhende qu'il ne survienne une apostasie générale ».

2. Sur cette émigration et son organisation, cf. les lettres de Paul Rabaut à Antoine Court, des 23 février 1752 (Dardier, t. II, p. 182), 24 avril (p. 194-195), 12 mai (p. 202), 2 juin (p. 205), 14 juin (p. 209), 10 juillet (p. 211, 215, 216) ; Hugues, t. II, p. 251 et suiv. ; Coquerel, t. II, p. 60-70 ; Dedieu, t. I, p. 252-254.

3. Dedieu, t. I, p. 240-250.

4. Intervention de Paul Rabaut après l'attentat ; cf. Coquerel, t. II, p. 75. D'autre part, lettre à Antoine Court du 17 novembre 1752, dans laquelle il analyse les neuf points d'un mémoire qu'il a adressé au duc de Richelieu (Dardier, *Lettres de Paul Rabaut à divers*, t. I, p. 28).

5. Lettre de Saint-Florentin du 18 octobre 1752 à Moncan, commandant des troupes du Vivarais (Coquerel, t. II, p. 81 ; Dedieu, t. I, p. 250).

voire de menaces, il avait obtenu successivement l'adhésion des évêques d'Alès, puis de Nîmes ; mais l'épiscopat se divisait et les rébellions de 1751 fortifiaient les intransigeants. La violence de la lutte au début de 1752 pourtant les effraya ; l'évêque de Nîmes supprima en février la formule d'abjuration écrite et la présence des témoins : près de 1,900 baptêmes, un nombre énorme de réhabilitations de mariages justifiaient la nouvelle méthode. Le gouvernement, apercevant une issue, envoya le maréchal de Richelieu négocier avec les évêques : pour quelque raison que ce soit, maladresse de celui-ci, irritation de ceux-là, leurs entrevues n'aboutirent à rien. Par ordre du roi (en janvier 1753), Saint-Priest reprit les pourparlers : une sorte de concile des évêques tenu en juillet, d'abord irréductible, finit par céder en octobre ; au début de décembre 1753, l'accord était acquis : les évêques consentaient à n'exiger des religionnaires qu'une abjuration verbale et sans témoins. Mais il avait fallu compenser cette concession par la promesse d'interdire les assemblées et d'obliger les pasteurs à s'expatrier¹. Les protestants payeraient la régularisation de leur situation juridique de la perte de leur culte public et de leurs ministres. Le maréchal de Richelieu regagna sa province pour faire exécuter ce compromis, et, tandis que les évêques enjoignaient à leurs curés de dresser la liste des mariages et baptêmes du Désert à réhabiliter, il publiait le 16 février 1754 un ban terrible suivi d'une instruction détaillée aux troupes : la chasse aux pasteurs et aux assemblées recommença plus acharnée et plus cruelle². De Versailles, Saint-Florentin tenait la main à l'observation de l'accord en toutes ses parties³. Les concessions faites sur l'état civil donnent le droit d'être plus brutal quant au reste ; ce qui était méthode

1. Les historiens, faute d'avoir dépouillé les correspondances des intendants et du secrétaire d'État, relatent ces négociations de façon vague et inexacte ; il faut en voir le détail dans Dedieu, t. I, p. 220-225, 237, 242-254, 263-268.

2. Texte du ban de Richelieu (conforme d'ailleurs à la lettre du 27 décembre, par laquelle Saint-Florentin prenait acte de l'accord intervenu avec les évêques), dans Coquerel, t. II, p. 143. Il ordonnait d'arrêter les protestants réfugiés ou étrangers arrivant du dehors ; de cerner les assemblées, en faisant usage des armes si les protestants étaient eux-mêmes armés et résistaient ; de s'efforcer de saisir le pasteur, tirant au besoin sur lui s'il s'enfuyait à cheval ; de se procurer le signalement des pasteurs, connaître leur refuge, les y enlever en arrêtant leurs hôtes ; de proclamer que les dénonciateurs seront récompensés. — La lettre de l'évêque de Nîmes, 8 janvier 1754, dans Coquerel, t. II, p. 141.

3. Voir dans Coquerel, t. II, p. 152 et suiv., des exemples de questions posées par Richelieu et des réponses du ministre, la joie qu'il manifesta de la prise du pasteur Tessier dit Lafage, son ardeur contre les assemblées ; par contre, ses observations aux évêques qui dépassent les conditions prévues. D'une façon générale, sur l'application de cette nouvelle jurisprudence, voir Dedieu, t. I, chap. vi, p. 269.

réfléchie devient exaspération passionnée ; on oublie les sentiments les plus élémentaires d'humanité : le pasteur Teissier dit Lafage est capturé le 14 août 1754 ; blessé, atteint de gangrène, on précipita son procès en vingt-quatre heures, pour qu'une mort naturelle ne vint pas frustrer la justice du supplice de ce fanatique¹. Pendant deux années et demie, l'administration poursuivit son dessein, d'une main appelant les protestants à l'église pour régulariser, contre un minimum de formalités, leur situation juridique, de l'autre frappant à coups redoublés sur les ministres et les assemblées. Les pasteurs pourtant demeurèrent, les religionnaires continuèrent de s'assembler. A certains moments, la poursuite est si générale et vive qu'il faut renoncer aux réunions, en mars et avril 1754, de mars à juin 1755. Renoncement momentané. Le journal et la correspondance de Paul Rabaut, celle des intendants ou des commandants, montrent assez combien sont nombreuses les assemblées et que peu d'entre elles sont surprises par la troupe. C'est de Nîmes, en effet, qu'en général partent les détachements ; les protestants y sont assez nombreux et attentifs pour avertir leurs frères de se garder, de s'égayer en temps voulu². Le maréchal de Mirepoix, successeur du duc de Richelieu, après avoir essayé de la brutalité, eut la bonne foi d'enregistrer son échec et le cœur d'arrêter la persécution : en novembre 1756, il entra par intermédiaire en négociations avec Paul Rabaut et trois autres pasteurs mandatés par leurs collègues ; il fut convenu que les protestants éviteraient les assemblées nombreuses et éclatantes ; pas plus de deux à trois cents personnes, rien aux alentours immédiats des villes et le long des routes fréquentées pour ne point irriter les susceptibilités ombrageuses ; sous ces conditions, le gouvernement leur promettait sûreté pour les pasteurs et leur famille, sûreté pour les fidèles, sûreté pour leurs hôtes — tolérance de fait³.

1. Lettre de Paul Rabaut à Antoine Court, 19 août 1754 (Dardier, t. II, p. 330).

2. Assemblées surprises : 21 mai 1754, Saint-Cézaire-de-Gauzignan (8 prisonniers) ; 5 juin, près de Saint-Ambroix ; 6 octobre, entre Sauve et Saint-Hippolyte (2 tués, 1 prisonnier) ; 16 janvier 1755, Dions (18 prisonniers) ; janvier 1756, Mauguier (près de Montpellier) et près de Nîmes (2 prisonniers) ; juin 1756, à Genolhac, Vans, Saint-Quintin ; 8 août 1756, Saint-Fons près Nîmes (un certain nombre de tués et blessés). D'après Coquerel, il y aurait eu une cinquantaine d'hommes condamnés aux galères et 24 femmes enfermées à Aiguesmortes (pour l'ensemble du pays).

3. Lettres de Pradel à Chiron, 19 novembre 1756 ; de Paul Rabaut à Chiron, 1^{er} décembre 1756 ; Paul Rabaut à Pradel, 20 décembre 1756 ; Pradel à ses amis de Genève, 5 septembre 1757, dans Dardier, *Paul Rabaut, ses lettres à divers*, t. I, p. 148, 151, 152, 250. Cf. Dedieu, t. I, p. 302 et suiv.

* * *

Nous n'avons pas de documents directs sur la vie de Jean Guizot au milieu de la tempête. C'est tout au plus si nous le voyons participer au réseau d'informations qui s'efforce de déjouer « la fouille », avertir en avril 1756 ses collègues que des troupes s'accumulent dans le pays bas dont on ignore la destination et qui rendent périlleuse une conférence projetée entre pasteurs¹. Il est aisé de l'imaginer sur le modèle de celles des autres, de son maître Paul Rabaut par exemple². Nous le verrions, comme celui-ci, traqué de village en village, reposant son sommeil n'importe où, parfois dans une grange, quelquefois dans une bergerie ruinée, ou bien en pleine garrigue sous un tas de pierres et de ronces, ignorant le matin où il gitera le soir, échappant par miracle, comme Paul Rabaut à Saint-Cézaire ou Vincent à Saint-Geniès, à la troupe qui tombe en pleine assemblée. Il est trop petit personnage pour que sa tête mise à prix atteigne les six, puis vingt mille livres de celle de son maître. Le courage lui est plus facile, car il n'aventure que sa propre personne ; les autorités ne peuvent peser sur lui en terrorisant sa femme, en la chassant de son logis, comme M^{me} Rabaut en octobre 1754, pour obtenir sa fuite en pays étranger. Il passe sans doute par les mêmes transes, les mêmes incertitudes sur son devoir, car Rabaut, à plusieurs reprises, se décourage, se demande si des fidèles dont la persécution vient à bout valent qu'on leur sacrifie un zèle ailleurs plus efficace³. Jean Guizot a pour lui la jeunesse, à qui toute immolation est facile ; mais, comme le danger prend une figure plus douloureuse quand il fond sur le village natal, quand c'est à Saint-Geniès de Malgoirès que les soldats, en janvier 1755, s'abattent sur une assemblée et emmènent un otage pour être condamné aux galères, un homme avec lequel on est en relations, probablement client de la manufacture paternelle, le tailleur Béchard ! Tout ce que ces années accumulent de souffrances, un simple fait le dit assez : sa mort à trente-sept ans. Rien d'éclatant sans doute en lui, mais la conception consciencieuse du dé-

1. Lettre de Paul Rabaut à Pradel, 9 avril 1756 (Dardier, *Paul Rabaut. Lettres à divers*, t. I, p. 129).

2. Cf. beaucoup de détails sur la vie de celui-ci pendant cette période dans Borrel, *Biographie de Paul Rabaut, pasteur du Désert*.

3. Si nous suivons, en effet, ses lettres à Antoine Court, nous le voyons envisager l'émigration pour quelque église qu'on lui offre en Hollande ou en Belgique en décembre 1751, en mai et juin 1752 ; mais il se décide à rester, encouragé par les conseils de Lausanne ; à nouveau, les violences de l'automne de 1754 l'inclinent au départ, l'esprit de sacrifice le retient définitivement.

voir, la fidélité aux obligations de son rôle, qu'on aperçoit à travers l'estime et le regret que cause à son église la mort de « cet excellent serviteur de Dieu ».

Les pasteurs n'avaient pas encore d'affectation fixe à quelque localité : leur nombre insuffisant, la vie errante qu'imposait la persécution l'interdisaient. Jean Guizot, en dehors du service en Bas-Languedoc, fut chargé de « corvées » pour les églises de Provence ; puis, en 1758, lorsque Bordeaux emprunta un pasteur au colloque des Basses-Cévennes, ses tournées provençales durent être supprimées et remplacées par d'autres dans l'église de Montpellier¹ ; à l'aller et au retour, il eut encore à desservir l'église de Mauguio en 1764². La considération l'entourait dans l'Église, car — est-ce hommage à sa capacité, à son dévouement ou à sa méthode ? — il est député par sa province aux synodes voisins et, presque toujours, aux synodes de sa province chargé des fonctions du secrétariat³. Il offre, par ses mœurs et sa doctrine, les garanties suffisantes pour qu'on lui confie l'examen des proposants⁴ ou des pouvoirs de juge dans de délicats différends entre membres de l'Église⁵. Il faut donc le voir avec la même grandeur morale que ses collègues, la même vertu continue, opposant un courage égal au péril quotidien.

Pourtant, peu d'encouragement leur arrivait du dehors : les églises du Refuge s'ouvrent aux émigrants, elles font peu pour ceux qui restent ; elles refusent d'affecter en secours les fonds qu'elles ont destinés à l'achat de livres, à l'entretien du séminaire⁶. Le Désert n'a-t-il pas même la stupeur indignée de recevoir, en 1753, d'un pasteur de Genève le conseil de se soumettre aux bénédictions de mariage par les prêtres ? Dans leur détresse, les pasteurs acceptent des concours suspects : non sans naïveté, Paul Rabaut se laisse entraîner en 1755 dans une négociation avec un grand seigneur disgracié à la recherche d'une

1. Synode national de septembre 1758, article 43 (Hugues, *Les synodes du Désert*, t. II).

2. Synode du Bas-Languedoc, art. 13 (*Ibid.*, p. 328). Une lettre de Paul Rabaut nous le montre en tournée à Bédarieux, 8 octobre 1764 (Dardier, *Paul Rabaut, ses lettres à divers*, t. I, p. 431).

3. Député suppléant au synode national, mai 1758 ; député au synode des Basses-Cévennes, avril 1759 ; aux synodes de Bas-Languedoc, modérateur adjoint, octobre 1760 ; secrétaire adjoint, avril-mai 1761, secrétaire en juin 1763, en mai 1764, en mai 1765 (voir les procès-verbaux correspondant à ces dates dans Hugues, *Synodes du Désert*, t. II).

4. En 1761, en 1762, en 1765.

5. En 1762, affaire Mathieu-Dufès (Hugues, t. II, p. 256-257).

6. Cf. l'article de Mounier déjà cité dans *Bull. Hist. Prot. fr.*, 1877, t. XXVI, p. 257.

7. Lettre de Paul Rabaut à Chiron, 18 avril 1753 (Dardier, *Paul Rabaut, ses lettres à divers*, t. I, p. 44).

clientèle, peut-être même d'une armée ; c'est le prince de Conti, aussi peu soucieux au fond que les autres des intérêts spirituels de ses protégés puisqu'il insistait sur la nécessité de supprimer tout culte public¹. Ou bien ils songent que les embarras financiers du gouvernement leur permettraient peut-être d'acheter la tolérance ; entrant dans la voie où les engage un Suisse, observateur — pour ne pas dire espion — de la cour, Herrenschwand, ils projettent d'offrir, en échange de la liberté de leur culte, un don gratuit ou de fonder une banque protestante dont les services ne manqueraient pas d'être appréciés de la cour². Et les esprits de s'abandonner à l'espoir : ce sont sans doute entreprises d'hommes aux abois, mais ne manquons pas de noter l'étrange absence de sens de la réalité et d'esprit politique, si fréquent dans ce monde des pasteurs.

Autre trait de leur caractère qu'exaspèrent aussi les dangers : la défiance et la tendance au soupçon. Jalousies de pasteurs : l'esprit de domination d'Antoine Court irrite la susceptibilité de Corteiz ; un peu plus tard, c'est Duplan suspecté, qu'en 1744 le synode du Languedoc remplace par Antoine Court comme député des Églises : la brouille entre les deux chefs du Refuge dure jusqu'en 1752³. Au Désert, en 1747, les dissentiments entre ministres étaient tels que Rabaut songeait à quitter la partie⁴. Conflits entre pasteurs et fidèles : Paul Rabaut, après un douloureux débat de conscience, a cru de son devoir et de l'intérêt de l'Église de ne pas acheter par son départ la mise en liberté de deux religieux arrêtés à une assemblée. L'animosité des parents et des amis de ceux-ci est telle qu'il est obligé de cesser ses fonctions et n'ose pas assister au synode dans les Cévennes pour ne pas être livré aux autorités⁵. Telle manifestation éclatante, comme la lettre pastorale de Rabaut, après l'attentat de Damiens, effraie les timides ; mais les négociations avec l'intendant indignent les intransigeants. Au plus fort de la persécution, en 1754, quand la tenue des synodes pouvait être dangereuse, on a délégué la direction de l'Église du Languedoc à un comité extraordinaire de trois pasteurs : Paul Rabaut, Pradel et Encontre. Mais les initiatives qu'ils ont prises pour un

1. Cf. Ed. Hugues, *Un épisode de l'histoire du protestantisme au XVIII^e siècle*. Bull. Hist. Prot. fr., 1877, t. XXVI (2 articles : p. 291 et suiv. et p. 337), et Dedieu, t. I, p. 286-294. Les récits antérieurs sont incomplets.

2. Cf. Coquerel, t. II, p. 344, et surtout le second article de Hugues cité plus haut.

3. Bonnefon, *Benjamin Duplan*, p. 141.

4. Voir ses lettres à Antoine Court du 20 septembre et du 13 octobre 1747 (Dardier, *Paul Rabaut, ses lettres à Antoine Court*, t. I, p. 281, 287).

5. Lettre de Paul Rabaut à Chiron, 26 février 1756 ; à Pradel, 2 et 12 mars (Dardier, *Paul Rabaut, ses lettres à divers*, t. I, p. 124, 126).

don gratuit et la fondation de la banque provoquèrent de vifs reproches du Consistoire ; on leur adjoignit trois laïques, notables de Nîmes, pour les surveiller ; puis on remplaça Encontre par Jean Guizot. Rabaut est désavoué par les trois anciens et les deux pasteurs devant le synode¹. L'année d'après, Pradel a des difficultés avec ses fidèles d'Uzès pour une question de discipline et il préfère se retirer pour éviter un conflit ; on a fait appel à Rabaut comme à un arbitre : cette sorte de primauté offense Pradel ; voilà les deux compagnons de lutte séparés pour plusieurs années². Et Rabaut d'écrire à Court de Gébelin : « J'espère peu, ou, pour parler plus juste, je n'espère rien de mes associés. Les uns sont brouillés avec partie de leurs églises ; les autres ne connaissent que le courant de leurs occupations. Tous voudraient marcher dans un chemin uni et ne point rencontrer d'obstacles³. » La première allusion concerne Pradel, la seconde vise donc Guizot : il nous apparaît ainsi comme un honnête professionnel, un peu timoré, ennemi des initiatives, anxieux de ne pas hasarder son église dans la tourmente. « Nous ne sommes plus », gémissait Rabaut, « je le sais bien, au siècle des réformateurs. C'étaient d'autres gens que nous⁴. » Ne serait-il pas aussi un peu négligent ? Rabaut se plaint du peu de zèle qu'il apporte à lui remettre des documents sur les jeunes filles internées en quelque couvent, pour une requête que le synode a décidé d'adresser au roi⁵ ; plainte encore sur le retard que Guizot apporte à faire régler la quote-part de son église au traitement du représentant des églises à Paris⁶. Évidemment, ce pasteur n'est point parmi les exaltés. Je soupçonne même que son autorité sur ses ouailles n'est pas très profonde, car en 1762 la voix du duc de Fitz-James, gouverneur du Languedoc, est plus persuasive que la sienne ; les notables que celui-ci a mandés et catéchisés consentent à faire réhabiliter leur mariage et le baptême de leurs enfants⁷.

1. Lettres de Paul Rabaut à Court de Gébelin, 23 mai 1764 et du 2 juillet 1764 ; compte-rendu du synode dans une lettre circulaire du bureau aux pasteurs, 27 juin (Dardier, *Ibid.*, p. 389, 403, 399 et la note de la p. 381).

2. Lettre de Paul Rabaut à Court de Gébelin, 23 août 1765 (Dardier, *Ibid.*, t. II, p. 28-30). Conflits analogues des fidèles et des pasteurs à Montpellier et à Alès.

3. Lettre de Paul Rabaut à Court de Gébelin, 23 août 1765 (Dardier, *Paul Rabaut, ses lettres à divers*, t. II, p. 29).

4. Lettre de Paul Rabaut à Chiron en 1757 (Dardier, *Paul Rabaut, ses lettres à divers*, t. I, p. 161).

5. Paul Rabaut à Court de Gébelin, 31 octobre 1763 (Dardier, *Ibid.*, t. I, p. 349).

6. Paul Rabaut à Court de Gébelin, lettres du 22 août, du 8 octobre et du 14 décembre 1764 (Dardier, *Ibid.*, p. 423, 431, 443).

7. Lettre d'Encontre, qui s'indigne de la lâcheté de leurs fidèles, 8 décembre 1762 (Coquerel, t. II, p. 302).

* * *

Il n'y a pas lieu de penser qu'il fut plus hardi en matière de doctrine. Les nécessités de l'action faisaient tort aux qualités intellectuelles : de ce point de vue, ces protestants sont médiocres. D'origine, ils sont populaires ; de profession, agriculteurs ou commerçants. Les pasteurs ont tout juste connu quelques années d'études — et desquelles — à Lausanne. Paul Rabaut ignore le latin. Leur bibliothèque (si l'on peut dire) est professionnelle : les Testaments et les Psautiers ; l'*Exposition des quarante articles de la confession de foi* ; les catéchismes d'Osterwald, de Drelincourt, de Superville ou de Saurin ; les quelques ouvrages de Pictet, sa *Morale* et sa *Théologie*, sa *Manne mystique du Désert* ou son *Indifférence des religions* ; quelques traités de morale : la *Préservation contre la corruption* d'Osterwald ; quelques livres techniques, aliment de leur prédication ou de leur controverse, les sermons de Claude Brousson ou de Pictet, la *Défense du christianisme* de François de Roches, un de leurs ouvrages fondamentaux ; plus tard, le livre d'Arnauld de la Chapelle sur les assemblées et le *Nouveau Testament mis en catéchisme* par Polier de Bottens. Ce sont les Églises de Hollande et de Suisse qui leur fournissent ces volumes. Car ils vivent sur le dehors. Il avait bien été question de créer une imprimerie au Désert ; il a fallu y renoncer¹. Ce que Paul Rabaut sollicite porte sur l'histoire ecclésiastique de la Réforme, le culte ou la théologie².

Leur théologie est mal connue ; elle apparaît assez pauvre. Elle ne remonte pas d'ailleurs à la source : chez ces demi-éduqués le commentaire du manuel s'est substitué au texte ; c'est en 1755 seulement, après plus de vingt ans de sacerdoce, que Paul Rabaut lit l'*Institution chrétienne* de Calvin³. Le temps, les préoccupations, la vie errante détournent de la dogmatique. Pour arrêter les fidèles sur la voie de l'apostasie, ce n'est pas l'intelligence qu'il faut convaincre : les fidèles sont fort ignorants de la religion ; ils ont besoin de catéchisme plus que de dialectique⁴ et les synodes se préoccupent de leur en fournir un, court,

1. Cf. l'article de Mounier, déjà cité. *Bull. Hist. Prot. fr.*, 1877 t. XXVI, p. 257.

2. Cf. liste d'ouvrages demandés par lui à Antoine Court, pour lui-même et quelques-uns de ses amis, dans sa lettre du 25 octobre 1753 (Dardier, *Lettres de Paul Rabaut à Antoine Court*, t. II, p. 298).

3. Lettre à Pradel, 13 février 1755 (Dardier, *Lettres de Paul Rabaut à Antoine Court*, t. I, p. 85). Et quel commentaire : « Mille et mille remerciements pour l'*Institution* de Calvin. Je lis cet excellent ouvrage avec un très grand plaisir. Nos anciens théologiens sont, à mon avis, préférables aux modernes. »

4. « Les uns ne connaissent que très peu la religion, et par cela même ils ne savent pas com-

facile à comprendre, et des recueils de prières avec des chants¹. Ce sont des tempéraments de lutteurs et non des mystiques ; ils ignorent le piétisme des Moraves, s'en défient ou s'en séparent². Leurs vives et nombreuses disputes portent toutes sur des points de discipline, non pas même sur la discipline des sacrements, toute voisine du dogme, mais sur le droit de prédication, sur la distribution des paroisses, ou bien sont des polémiques personnelles de consistoire à pasteur, par exemple³. L'incrédulité grandissante du siècle ne les a pas touchés, mais la persécution a marqué son empreinte ; elle a réintroduit dans leur foi l'idée judaïque de la colère céleste, châtiant par la souffrance les reniements du peuple élu, rétribuant dans cette vie les justes par la prospérité ; elle a parfois effacé la charité chrétienne envers l'oppressé et réjouit la victime par l'espoir du châtiment des bourreaux ; elle incite enfin Paul Rabaut à lire avec avidité les calculs qui prophétisent pour telle ou telle date la fin des maux. Leur doctrine est en gros toujours celle de l'orthodoxie calviniste⁴ ; ils reprochent à Vernes de faire trop bon marché de la divinité de Jésus et de l'éternité des Pères, et l'accusent de socinianisme⁵ ; ils refusent d'absorber le christianisme dans la rédemption et dans la mort du Christ ; ils maintiennent intacte la Trinité⁶. Mais ils ne pressent pas la substance métaphysique des dogmes : ni sur la nature de la rédemption, ni sur les anciennes affirmations du calvinisme strict, nous ne les voyons méditer : il n'est plus question de la prédestination et, sur la grâce, le salut, ils s'en tiennent à des conceptions moyennes dont le livre de François de Roches, qui déclarait surannées des disputes sur la justice inhérente et la justice imputée, leur donne l'exemple ; la repentance devient l'instrument du salut, le salut par le sang du Christ s'estompe. La conception pratique de la religion l'emporte donc sur les notions dogmatiques ; le soin

bien elle est digne qu'on la soutienne. » Sermon de Paul Rabaut du 27 juillet 1752 (Monod, p. 21, note). Cf. lettre de Paul Rabaut à Antoine Court, 9 avril 1749 (Dardier, t. II, p. 15).

1. Décision du synode de Languedoc, de 1762 et de 1763.

2. Lettres de Paul Rabaut à Antoine Court du 3 juin 1746 et du 20 septembre 1747 (Dardier, *Paul Rabaut, ses lettres à Antoine Court*, t. I, p. 224 et 284). Lettre de Paul Rabaut à Benjamin Duplan, 9 mars 1753 (Dardier, *Paul Rabaut, ses lettres à divers*, t. I, p. 42).

3. La remarque est de Coquerel, t. II, p. 494 et suiv.

4. L'étude la plus précise et la plus poussée de la théologie du Désert est la thèse d'Albert Monod, *Les sermons de Paul Rabaut, pasteur du Désert* (Paris, in-8°).

5. Cf. les lettres de Paul Rabaut à Chiron, 5 août 1744, et à un négociant de Nîmes, ami commun de Vernes et de Rabaut, même date (Dardier, *Paul Rabaut, ses lettres à divers*, t. II, p. 154 et 157). Dardier donne en note, p. 160, la défense de Vernes par une lettre au dit Salles.

6. Lettre de Paul Rabaut à Benj. Duplan, 9 mars 1753 (Dardier, *Paul Rabaut, ses lettres à divers*, t. I, p. 42).

même de l'analyse du cœur humain s'efface. Restent les imprécations banales contre toutes les formes de la complaisance et de l'immoralité; un certain penchant pour le mérite des œuvres, bien étranger à Calvin, annonce même la religion utilitaire de leurs successeurs. Mais un correctif reste ici très puissant : le sentiment profondément religieux, l'expérience de la sanctification intérieure qu'inaugure la conversion, les « fruits de justice et de sainteté » des épreuves, la dégradation qu'entraîne le péché.

Nul doute que Jean Guizot ne se perde ici dans la masse ; les quelques sermons qui nous restent de lui ne le montrent ni plus grand clerc ni plus personnel.

* * *

Les dernières années de Jean Guizot furent plus calmes. En Languedoc tout au moins¹, Mirepoix avait désarmé la persécution et, s'il mourut en septembre 1757, sa politique lui survécut. Le gouvernement lui donna comme successeur un homme, non seulement sévère mais dur, qui avait terrorisé la Guyenne, le maréchal de Thomond ; mais les instructions dont il fut muni le 7 janvier 1758², tout en arrêtant les négociations où son prédécesseur avait fourvoyé la dignité royale, interdisaient les rigueurs, recommandaient « une conduite tempérée de fermeté et de condescendance ». Il faut, dit-il, « contenir et ne pas révolter, user de l'autorité sans la compromettre, dissimuler à propos, plus menacer que punir. » Il arriva bien qu'au cours de la guerre le gouvernement fut repris par la terreur d'une trahison huguenote, qu'il s'affola en croyant remarquer qu'une audace factieuse des religionnaires coïncidait avec les revers des armées en Allemagne ou l'approche des flottes anglaises en Méditerranée, ou quand son ambassadeur de Hollande lui signalait un complot ; alors il envoyait des renforts au maréchal et tout à coup, pendant quelques semaines, la maréchaussée parcourait le pays, puis le calme renaissait : impuissance, ou laisser aller, ou lassitude.

Les religionnaires en ont enregistré aussitôt le bénéfice : les assemblées se multiplièrent, la propagande se fit pressante. La période héroïque a permis aux synodes de resserrer la discipline, de préciser les règles de la sanctification du dimanche, d'interdire les jeux de hasard,

1. Il n'en est pas de même dans d'autres provinces, telles que Béarn, Guyenne et Haute-Guyenne.

2. Texte dans *Bull. Hist. Prot. fr.*, 1869, t. XVIII, p. 429.

les danses, de prendre des sanctions contre tout scandale de mœurs ou de tenue, de surveiller les professions dangereuses comme celle de musicien¹. L'Église s'étend ; la requête adressée au roi le 8 février 1761 évalue à 80,000 le nombre des familles protestantes de la province du Languedoc, 12,000 pour le seul diocèse de Nîmes ; une lettre de Court de Gébelin, le 24 mars 1762, donne le chiffre concordant de 350,000². Du rôle du synode national de 1763, il ressort que la province possède seize pasteurs ; quatre années plus tard, ils seront vingt-deux, répartis entre sept colloques et desservant cinquante-sept églises³. Et l'Église est plus riche, puisqu'elle peut élever le traitement de ses pasteurs de 400 ou 450 à 800 livres⁴. Le gouvernement met à profit cet avantage : une Église plus nombreuse, plus engagée dans les intérêts matériels, est aussi plus calme. Il existe bien encore quelques pasteurs exaltés : Roux à Genolhac, Pradel dit Verzènobre avec son école de douze proposants dans la Vaunage, par exemple : ou bien certains apportent du dehors l'ardeur combattive de provinces où sévit encore la persécution, comme Gibert de Saintonge, ou Périé du Poitou, ou Figuières du Béarn. Mais la masse des fidèles ne les suit pas, même les désavoue et leur impose le calme⁵. Les revendications de l'Église, certes, s'affirment ; la lettre pastorale de Rabaut et de Vincent aux fidèles de Nîmes maintient l'interdiction formelle de se prêter à des réhabilitations de mariages et de baptêmes devant le prêtre (1761), mais il n'y a là rien de factieux⁶. A la fin de 1762, le duc de Fitz-James était en négociations avec Paul Rabaut et faisait avertir les protestants qu'ils n'eussent point à s'effrayer de mouvements de troupes nécessités par le bien du service⁷. L'affaire Calas, mettant en branle l'opinion, rendra la reprise des rigueurs impossible.

1. Décisions des synodes du Bas-Languedoc de 1756, 1757, 1759, 1761.

2. Texte de la requête dans les lettres de Paul Rabaut à divers (Dardier, t. I, p. 277), lettre de Court de Gébelin à Ch. de Végobre (Ibid., p. 362).

3. Rôle du synode national de 1763 dans Hugues, *Les synodes du Désert*, t. II, p. 321. Celui du synode local du Bas-Languedoc de 1767, p. 421. A cette époque, l'ensemble de l'Église de France comptait soixante-quatre pasteurs (lettre de Polier de Bottens à Honoré, 16 avril 1767 : Mounier, ad. déjà cité dans *Bull. Hist. Prot. fr.*, 1877, t. XXVI, lettre n° 120).

4. Décision du synode du 9 mai 1764, art. 5 (Hugues, t. II, p. 328).

5. Ainsi les notables de Genolhac pour Roux en avril 1758, le consistoire d'Alès vis-à-vis de Gibert en septembre 1758. Sur la situation de l'Église pendant la guerre, cf. chap. VII de Dedieu, t. I, p. 331 et suiv.

6. Texte dans Dardier, *Paul Rabaut, ses lettres à divers*, t. I, p. 277 et 280. C'est en même temps que cette requête que Rabaut et Encontre publièrent leur *Exhortation à la repentance et à la profession de la vérité*, datée de Nîmes, 20 février 1761 (Genève, 1761), analysée dans Coquerel, t. II, p. 358 et suiv.

7. Sur les négociations de Rabaut et du duc relativement à la délivrance des galériens, la

Jean Guizot (il avait alors trente-deux ans) avait fondé un foyer qu'il ne craignait plus de voir détruire ; il épousa le 1^{er} janvier 1761 à Nîmes Henriette de Gignoux¹. Ainsi, pour être devenu pasteur, il restait au rang social de sa famille. Le 13 février 1763, sa femme lui donnait un fils², puis, trois ans après, un second, André, né à Nîmes le 27 juillet 1766³. C'est à peine s'il put connaître l'espoir de cet enfant : en mars ou au début d'avril de la même année, il mourait entouré de quelques-uns de ses confrères, auxquels il recommanda sa femme et ses enfants pour être mis sous la protection de l'Église. Le synode du 16-19 avril 1766 émit « ses plus vifs regrets de la perte de cet excellent serviteur de Dieu », accorda une pension de 250 livres à sa veuve ; la dureté des temps obligea en 1768 d'en réduire le montant à 200 livres⁴.

Si de son fils André n'était sorti François Guizot, aucune raison ne vaudrait sans doute qu'on distinguât le nom de ce pasteur dans l'héroïsme anonyme du Désert.

III

Le Désert, d'ailleurs, va cesser de mériter son nom. Son martyre s'interrompt, mais sa vertu se dégrade.

Saint-Florentin a pu vouloir, après la guerre, retourner à ses rigueurs ; ses instruments même lui échappent, les intendants ne lui obéissent plus⁵. Les quelques actes de persécution, étrangers d'ailleurs à notre région, sont le fait de l'autorité judiciaire : un Parlement de Toulouse est responsable des affaires Calas, Sirven, Case-major, de la mort du pasteur Rochette ou des frères Grenier ; leur éclat même le désarme pour l'avenir ; son fanatisme ou celui de Grenoble reculeront en vérité devant leur propre réputation. En 1769, la

reconnaissance sur simples papiers domestiques de la légitimité des enfants, la substitution de maisons d'oraisons aux assemblées et la reconnaissance des consistoires, etc..., cf. Coquerel, t. II, p. 449-452. Paul Rabaut envoyait même ses souhaits de nouvel an au duc le 9 janvier 1762.

1. Acte de bénédiction de leur mariage-par Paul Rabaut (arch. municipales de Nîmes, U U. 139, p. 2).

2. Lettre de Guizot à Rabaut, du 14 février 1763, dans les papiers Rabaut, t. II, p. 170, note de Dardier, *Paul Rabaut, ses lettres à divers*, p. 350 ; mais ce n'est pas le père de François, comme le dit ce dernier.

3. Son acte de baptême (8 août) par le pasteur Puget (arch. municipales de Nîmes, UU. 116, p. 173).

4. Art. 8 du synode de 1766 et art. 14 du synode du 4 mai 1768 (Hugues, *Synodes du Désert*, t. II, p. 388 et 450).

5. Cf. les faits et les lettres significatives dans Dedieu, t. II, chap. I ; notamment sur la politique personnelle de Turgot en Limousin, chap. II, p. 91-95.

tour de Constance et les galères rendent leurs captifs¹. Pour la dernière fois, une assemblée est surprise à Orange en 1767, les religieux arrêtés sont, presque aussitôt, sans jugement, élargis. Il n'est plus, depuis longtemps, question d'enlèvement d'enfants. Les agents de l'autorité en sont à collaborer avec les pasteurs². Le prince de Beauvau, commandant des troupes du Languedoc depuis 1763, pour qui la tolérance est comme une affaire de famille, s'est mis, avant même de prendre son poste à la fin de 1764, en relations avec Paul Rabaut ; il écrit à son délégué de Nîmes en 1766 qu'« il ne faut pas inquiéter les protestants ». On ne conteste plus leur droit à s'assembler ; on en est à parler de maisons d'oraisons. Paul Rabaut s'enhardit jusqu'à venir en plein jour à Nîmes, surveiller la construction d'une maison pour sa belle-mère. Le gouvernement accepte de fermer les yeux ; pourtant il ne veut pas avoir l'air de reconnaître l'existence d'une Église hérétique. M. de Ravel, commandant la place de Nîmes, exige que l'on supprime les bancs et les chaises qui donneraient aux réunions du Désert une allure d'installation permanente. Rabaut y consent sans peine³. Il consent de même, en 1766, à intervenir pour calmer une agitation en Vivarais⁴. En revanche, le prince accepte de lui des mémoires sur toutes questions pendantes : vente des biens-fonds, remise de biens saisis aux réfugiés qui rentrent, enseignement par maîtres d'écoles protestants, installation de cimetières ; il admet l'élection de protestants au Consulat⁵. Pour la première fois en 1775, lors de la guerre des Farines, le ministère, officiellement, demandera le concours des pasteurs pour maintenir l'ordre public⁶. « Je voudrais bien », écrivait Rabaut à ses collègues du Poitou, le 25 février 1767⁷, « que vous fussiez aussi tranquilles que nous le sommes. A la vérité, nous n'avons pas de maisons d'oraisons. Il nous est même défendu de

1. Au moins les historiens protestants le croient-ils ; mais l'abbé Dedieu a retrouvé des galériens, qui n'ont été libérés qu'en 1771.

2. Sur cette période de tolérance de fait, cf. Coquerel, t. II, chap. iv, la préface de Dardier à l'édition des *Lettres de Paul Rabaut à divers*, Dedieu, t. II, ch. CLIII.

3. Lettre du 25 mars 1768 (Dardier, t. II, p. 84) : « Oui, Monsieur, il suffit d'un mot de Mgr le prince de Beauvau pour faire cesser toutes ces plaintes. En qualité de représentant de Sa Majesté, son autorité nous est sacrée et respectable, et la manière dont il l'exerce lui a gagné tous les cœurs... Dans toutes choses où la religion et la conscience ne sont pas intéressées, il est superflu d'employer la force pour nous porter à la soumission et à l'obéissance. »

4. 5 novembre 1766 (Ibid., p. 58).

5. Dedieu, t. II, p. 86-87.

6. Dardier, *La guerre des farines et les pasteurs de Nîmes et du Bas-Languedoc*, Nîmes, 1889, in-8°, 23 p.

7. Dardier, *Paul Rabaut, ses lettres à divers*, t. II, p. 71-72.

rien innover ; mais, en allant notre train ordinaire, on ne nous inquiète en aucune façon, pas même pour la milice, car nos mariés n'ont point été astreints à subir le sort. Nous tenons nos assemblées à peu de distance des villes et des bourgs ; quantité de catholiques y assistent et personne ne se formalise de ce que nous faisons. »

L'opinion publique, indifférente jusqu'en 1762, soulevée par Voltaire sur l'affaire Calas, a imposé la tolérance. Les brochures que la censure a laissées passer, le mélodrame *l'Honnête criminel* de Fenouillot de Falbaire, un peu plus tard le *Vieux Cévenol* de Rabaut-Saint-Étienne¹, ont fait des misères protestantes un lieu commun d'attendrissement et d'indignation. Les magistrats, de leur côté, dénonçaient l'anarchie juridique de la condition des protestants. Le procureur général Joly de Fleury, en 1752, dans un *Mémoire* adressé au Conseil du roi ; Turgot, en 1754, dans ses *Lettres d'un ecclésiastique à un magistrat sur les affaires présentes* ; l'année suivante, Rippert de Monclar, autre procureur général, avaient suggéré la seule solution raisonnable : faire enregistrer l'union des religionnaires par un acte purement civil des tribunaux. Mais c'était détruire le caractère sacramentel du mariage, saper la base religieuse de toute la législation du royaume. Pris entre cette perspective d'une révolution véritable de la loi contre quoi le clergé s'élevait avec une violence naturelle et l'intolérable scandale qu'entraînait cette loi, d'unions qui n'étaient que concubinages, d'enfants dont la seule qualification juridique, quand on se décidait à leur reconnaître une existence, était celle de bâtards, de biens sans propriétaires et pourtant illégitimement contestés, le gouvernement hésitait. La jurisprudence des Parlements elle-même, hostile jusque-là, commença d'admettre à Grenoble en 1766, à Toulouse en 1769, la validité des mariages au Désert. D'accord avec Saint-Florentin, sinon d'ordre de lui qui le documentait, le conseiller d'État Gilbert de Voisins, en collaboration avec le prince de Beauvau et en consultant à la fois l'archevêque de Narbonne officiellement et les protestants du Languedoc officieusement, rédigea en 1767 un mémoire et un projet de déclaration qui réglaient la question des mariages et ouvraient aux religionnaires l'accès des emplois publics². Des atermoiements, des résistances, la mort du conseiller en 1769 arrêterent pour le moment l'affaire ; mais le sens n'est plus douteux, dans lequel elle sera résolue.

1. Publié en 1778, édité à Genève sous le nom de *Triomphe de l'Intolérance* : cf. sur les vicissitudes de cette publication et les éditions successives, la préface de l'édition Dardier.

2. Sur les conditions d'élaboration de ce mémoire, l'abbé Dedieu (t. II, p. 60-73) apporte des documents tout à fait nouveaux. Le mémoire de Gilbert de Voisins ne sera publié qu'en 1787 par son petit-fils.

* * *

Le bénéfice du martyre est l'union des âmes : le faisceau lié par le malheur, la persécution terminée, s'éparpilla. La défiance à laquelle s'abandonnaient si facilement les protestants devint acrimonie, le soupçon hostilité, le désaccord discorde. L'Église réformée manqua toujours d'une tête ; les synodes généraux avaient du moins tenu cet emploi de coordonner la vie des Églises autonomes ; ils disparurent en 1763. La Rochelle, déguisant son hostilité sous le nom de prudence, s'opposa à la convocation projetée pour 1766 ; les affaires de catéchisme, d'organisation restèrent interrompues¹. L'Église de Nîmes, par son ancienneté, par son rôle dans la restauration, par l'éclat de ses pasteurs, avait joui d'une sorte de primauté morale ; c'est à elle qu'on demandait des ministres, à ses avis qu'on en référait. Les Églises, adultes désormais, rejettent même son exemple ; dans les vingt années qui arrivent, il suffit qu'une proposition émane du Languedoc pour qu'elle soit repoussée par la Saintonge, et Nîmes rend la pareille aux désirs de La Rochelle. Paris, tout de même, est jaloux de Nîmes ; son Comité, plus exposé, il est vrai, puisqu'il est sous l'œil même des autorités, a pris à leur contact un esprit d'opportunisme et de résignation tout gouvernemental. Ces « Messieurs de Paris » estiment que les protestants du Languedoc ne sont point tellement à plaindre : « Si vous consultiez tous nos amis d'ici, vous vous trouveriez encore très heureux d'être soufferts à cinq quarts de lieues (de la ville) ; c'est ici surtout que l'on éprouve que les maux d'autrui ne sont que songe². » A maintes reprises, cette désunion avait fâcheusement entravé les efforts des amis des réformés.

Il eût fallu, pour y remédier, un représentant officieux des Églises auprès du gouvernement. De concert avec ses amis du Languedoc, Court de Gébelin, fils et collaborateur du restaurateur de la foi, mieux instruit que personne des besoins de ses coreligionnaires, quitta Lausanne pour Paris ; les pasteurs du Bas-Languedoc proposèrent au synode du Poitou, le 27 décembre 1762, de le nommer agent général des Églises à Paris ; le synode refusa. Paul Rabaut travailla à lui obtenir une délégation formelle de son Église tout au moins, cette initiative fut désavouée par le colloque et le synode provincial ; un des

1. Cf. la circulaire de La Rochelle dans Dardier, *Paul Rabaut, lettres à divers*, t. II, p. 44 ; ces pasteurs vont jusqu'à qualifier le synode national « d'assemblée purement politique ».

2. Lettre de Court de Gébelin à Paul Rabaut, 8 janvier 1764 (Dardier, t. II, p. 358, en note).

membres du consistoire parla de dénoncer Gébélín au ministre, s'il se donnait comme député des Églises¹. L'hostilité s'adressait moins à sa personne qu'à l'idée même d'un chef, ne fût-il que « solliciteur » ou « agent général », car les autres candidatures furent également écartées². Toute idée de centralisation était odieuse, quand elle serait réduite à un simple organe de correspondance. Courageux, plein d'abnégation et de dévouement, au milieu des pires difficultés que lui suscitent la défiance de Lausanne, la jalousie des Comités de Paris³, la lésinerie des fidèles du Languedoc, fort de sa réputation de savant, de ses relations universelles, averti par Paul Rabaut et quelques pasteurs amis de toutes les menues tracasseries souffertes par leurs coreligionnaires, Court de Gébélín remplit officieusement cette fonction qu'on lui refusait⁴. En vérité, à cette date et dans cette société, un intellectuel et un homme du monde obtenaient beaucoup qu'on eût refusé à un professionnel dûment mandaté ; mais c'est un spectacle assez misérable que celui de la méconnaissance, de la jalousie, de l'ingratitude que rencontre, près de ses frères ignorants de sa valeur et de sa gloire, ce savant que se disputent les gens de la cour, du monde et des académies.

Paul Rabaut, son défenseur et son ami, recueillait des hostilités analogues en son Église : il n'est presque aucun de ses projets, que ses « associés » ou ses fidèles ne contrecarrent, que ce soit un comité central d'arbitrage pour les différends des Églises en 1765, un journal en 1767 ; on lui fait mauvais gré du crédit que lui accordaient les autorités, de l'avis, que le marquis de Paulmy lui envoie en 1775, que le gou-

1. Cf. les lettres échangées entre Court de Gébélín et Paul Rabaut, dans Dardier, t. I, 24 février 1764, p. 372 ; 6 mars, p. 377 ; 23 mai, p. 387-389 ; 2 juillet, p. 403 : le texte de la délégation des pouvoirs préparée par Rabaut, p. 404, en note.

2. En 1765, celle d'Élie de Beaumont, candidat de Paris, que rejeta La Rochelle, ou en 1775 celle de l'Anglais Durens, candidat de La Rochelle, que rejetèrent Nîmes et Bordeaux. Cf. les lettres de Court de Gébélín de 1765 au t. II de Dardier (texte de la recommandation en faveur d'Élie de Beaumont, p. 15, note 8 : gentilhomme normand, avocat illustre très en faveur à la cour, a beaucoup servi la cause protestante lors des affaires Calas et Sirven, seulement catholique) ; dans lettre de Paul Rabaut à Chiron, 23 octobre 1775, p. 211 : « A Dieu ne plaise que nous adoptions un projet de messieurs de La Rochelle ! »

3. Cf. la lettre de Court de Gébélín à Ch. de Végobre, 11 mai 1764, où il expose ses démêlés avec le comité et les démarches hostiles de celui-ci contre lui (Dardier, *Court de Gébélín*, p. 365). Ce n'est qu'à la fin de 1766 que l'hostilité commence à se relâcher.

4. Ce sont presque toutes les lettres échangées entre Paul Rabaut et lui qu'il faudrait lire (cf. Dardier, t. II). Voir sur son activité : Dardier, *Court de Gébélín, notice sur sa vie et ses écrits* (Nîmes, 1890, in-8°) ; Paul Schmidt, *Court de Gébélín à Paris* (Paris, 1908) ; Armand Lods, *Court de Gébélín et la représentation des Églises réformées*. *Bull. Hist. Prot. fr.*, 1892, p. 214 ; Dedieu, t. II, p. 96-116.

vernement s'occupe à régler la question d'état civil, de la collaboration que lui demande le comte de Périgord, commandant du Languedoc¹. Que de déceptions et d'amertume a-t-il essuyées, pour en arriver à douter de la valeur de l'organisation calviniste ! « Je ne vous cacherai point que notre gouvernement presbytérien me déplaît fort ; le plus petit Ancien se croit un homme d'importance, et le moindre pasteur se targue comme le plus distingué. C'est une anarchie qui a souvent de funestes suites. S'il y a lieu à une réformation, comme j'en ai l'espérance, l'on conservera sans doute l'épiscopat qui a de beaucoup moindres inconvénients. Pour y aider, je consentirais volontiers à être toute ma vie curé d'un village². »

* * *

La doctrine pareillement dégénère. Les conceptions spécifiques du calvinisme s'effaçant, étonnons-nous moins que Paul Rabaut lui-même entrevoie une religion simplifiée, où viendraient se fondre catholicisme, protestantisme, judaïsme, voire la philosophie³. Il y a vraiment chez ce pasteur une méconnaissance essentielle du dogme : ne va-t-il pas croire que l'Eucharistie n'est pas une conception qui doit séparer calvinistes et catholiques et qui ne se puisse arbitrer par une adroite formule ? N'ajoute-t-il pas ces mots, scandaleux du point de vue métaphysique : « Encore une fois, il y aurait, je crois, moyen de s'accorder dès qu'il ne serait question que de la manière. C'est la manière qui, sur quantité d'articles, a occasionné tant de disputes et même de schismes, bien qu'on soit obligé d'avouer son ignorance après avoir bien chahuté ? »

Paul Rabaut, cependant, est homme de la génération ancienne. D'autres faits mesurent le chemin parcouru. Le catéchisme de Vernes,

1. Cf. ainsi, en dehors des documents déjà cités, ses lettres à Gébeline, 23 août 1765 (Dardier, t. II, p. 29), 8 novembre 1765 (p. 38), 20 février et 6 mai 1767 (p. 60 et 64), enfin et particulièrement significative celle du 2 février 1783 (p. 323-324).

2. Lettre à Court de Gébeline, 26 août 1768 (Dardier, t. II, p. 95).

3. Lettre à Court de Gébeline, 8 juillet 1768 (Dardier, *Paul Rabaut, ses lettres à divers*, t. II, p. 83-89) : « Il y a quelque temps que je me suis aperçu, et je l'ai dit à plusieurs amis, que parmi les catholiques raisonnables il en est un grand nombre qui sont protestants, sans s'en douter... Je crois pouvoir conclure que se prépare une révolution et que ces semences de réformation produiront du fruit en leur temps. Si le système millénaire pouvait également prendre le dessus, je suis persuadé qu'il contribuerait à ramener les Juifs, à qui le système ordinaire ne peut être qu'une pierre d'achoppement... Dans ce siècle, plus que dans aucun autre, il est nécessaire de simplifier la religion, d'en écarter tout l'accessoire ; alors elle sera goûtée des philosophes et à la portée du peuple, qui n'est pas en état de retenir et encore moins de discuter cette foule d'articles dont on l'a composée et dont la plupart lui sont étrangers. »

où la divinité de Jésus-Christ s'évanouissait, Paul Rabaut le condamnait en 1774 ; le pasteur Marron, dix ans après, s'en sert couramment¹. Que l'on compare surtout la théologie de Rabaut-Saint-Étienne avec celle de son père². L'âme du pasteur a perdu ses vibrations chrétiennes : l'argumentation logique remplace le souci d'édification pour lequel surtout manque l'élan intérieur ; « on ne sent point chez lui une vie religieuse intense, on a plutôt une impression de vide, voire même de sécheresse³ ». Ses sermons contiennent de moins en moins de substance dogmatique, de sentiment chrétien ; la morale — et combien banale, combien superficielle — relègue à l'écart la doctrine ; la foi même semble se durcir et s'anémier. Au vrai, le pasteur languedocien n'est pas loin du vicaire savoyard : « La religion chrétienne n'est que la religion naturelle dévoilée aux mortels et confirmée par Jésus-Christ⁴. » Qui croirait qu'un prêtre évangélique ouvre une réunion de prières, en entendant cette innovation : « O divine Raison, don précieux que Dieu accorda à l'homme pour être le contre-poids de sa faiblesse, toi, que la foule des mortels abandonne et qui dictes tes paisibles leçons au chrétien soumis qui t'écoute, viens présider dans une assemblée de chrétiens ! Que ta voix se fasse entendre au milieu de nous, et que nos cœurs se rangent en foule sous tes étendards⁵ ! » Ne cherchons plus en lui l'expérience éblouie de l'âme que l'inspiration divine sanctifie et promeut : « La conscience n'est ni une voix secrète de Dieu qui se fait entendre à nos âmes, ni un juge placé en nous à qui notre être soit soumis ; elle n'est autre chose que le jugement que notre âme ou notre raison porte sur nos actions, en sorte que quand on dit qu'un homme consulte sa conscience, c'est comme si l'on disait qu'il consulte sa raison ; quand on dit qu'il agit malgré la voix de sa conscience, c'est comme si l'on disait qu'il agit malgré les conseils de sa raison ; quand on dit qu'il éprouve des remords, c'est comme si l'on disait qu'il a des reproches de sa raison. Encore une fois donc, notre conscience, c'est notre raison⁶. » Ce n'est pas tout : de Rousseau nous passons presque à Diderot ou à Condillac : « Toutes nos idées nous viennent des sens, c'est-à-dire que notre âme n'a aucune

1. D'après une lettre de Marron à l'archevêque de Besançon : cf. Dardier, t. II, p. 155, en note.

2. Georges Dieny, *Essai sur la prédication de Rabaut-Saint-Étienne*. Thèse de la Faculté de théologie protestante de Paris, 1907, in-8°.

3. Dieny, *op. cit.*, p. 52.

4. Sermon 33 sur la supériorité du christianisme, p. 14.

5. Début du sermon 23 sur la nécessité de corriger le tempérament par la raison, p. 56.

6. Sermon 33, p. 55.

pensée, aucune réflexion, aucun sentiment qui ne lui soyent donnés par le corps ».

Dans ce sermon sur les effets des passions où l'on entend que « nos passions, criminelles dans leur excès, sont innocentes dans leur principe », parce que « nos passions ne sont autre chose que nos besoins et que ces besoins qui nous ont été donnés par le créateur, sont inséparables de notre nature¹ », il ne manque que deux idées : Dieu et le péché. Le calvinisme de Rabaut-Saint-Étienne a glissé sur la pente où s'engageait celui de son père : la religion est une garantie de bonheur terrestre. Il s'abandonne, lui, au souffle qui vient de la pensée du siècle ; mais voici le plus personnel des théologiens du Désert, Gal Pomaret, qui définit la vraie religion : « elle consiste à soumettre notre corps à notre esprit, à faire aux autres ce que nous voulons qu'ils nous fassent, à regarder Dieu comme notre bien suprême, et à tourner vers lui toutes nos vues, toutes nos affections et toute notre confiance² ». Sans en appeler à Calvin, Antoine Court était plus exigeant.

* * *

La vie des protestants de Nîmes, dans les vingt années qui précèdent l'édit de tolérance, n'est plus cette existence traquée, opprimée, qu'ont connue leurs parents : il peut être encore flatteur à leur imagination d'invoquer le Désert héroïque, le martyr n'est plus que du dérangement ; plus légitimement pourraient-ils s'enorgueillir de leur victoire que se plaindre de leur misère. L'apaisement est intervenu. Les protestants ne sont plus des parias dans la société ; leurs mariages, s'ils ne sont pas légalisés, sont en réalité reconnus, garantis même par les tribunaux ; s'il y a lieu de craindre quelques condamnations du fait de magistrats tenus à prononcer selon la lettre de la loi, le gouvernement donne à ses intendants l'ordre d'évoquer les affaires par-devers eux³. Les réformés ne sont plus rejetés dans les professions manuelles : j'en trouve⁴ parmi les avocats ou les procureurs — ne serait-ce que Jean-Antoine Guizot, avocat, ou Jean-Jacques Bonicel, procureur ; j'en rencontre même parmi les magistrats du présidial,

1. Sermon 23, p. 57 et 58.

2. Cf. ses lettres au pasteur Olivier Desmonts, dans *Bull. Hist. Prot. fr.*, 1869, t. II, p. 333. *Lettres écrites par divers pasteurs au sujet des églises réformées de France de janvier 1773 à décembre 1775* (extraites des archives consistoriales de Nîmes par Dardier).

3. Dedieu, t. II, p. 225 (1784).

4. Cf. Fajon, *Exposé sommaire des diverses juridictions supérieures établies à Nîmes depuis 1789 jusqu'en 1811*... Nîmes, 1868, in-fol. (contient au début la liste nominative du personnel des anciens tribunaux).

parmi les avocats du roi, comme le lieutenant du sénéchal de Daurant, ou parmi les conseillers, comme Mazauric ou les deux Fornier; cela prouve sans doute qu'ils se sont prêtés à l'obligation d'obtenir en se mariant un certificat de catholicité, mais cela prouve aussi que personne n'était dupe de la sincérité de ce certificat. Les mariages mixtes ne sont pas rares; fait significatif, c'est le clergé protestant qui se montre sur ce point intransigeant¹. L'évêque de Nîmes, Mgr de Becdelièvre (mort en 1784), a favorisé le rapprochement dans les classes élevées; au collège des Oratoriens qui a succédé à celui des Jésuites sont admis les garçons protestants: le jeune Émile Vincens et ses frères, par exemple, se lièrent d'amitié sur leurs bancs avec le fils du conseiller Griolet². Lorsque Monsieur visita Nîmes en 1778, on mêla dans les compagnies d'honneur de jeunes bourgeois protestants aux catholiques. Dans le Conseil général de la ville en 1783, déjà dix-neuf protestants se sont glissés³. Le fils de Jean Guizot, pasteur et proscrit, pourra devenir avocat, se marier à vingt ans sans formalités catholiques. La situation sociale, le niveau intellectuel classent les individus, et non plus la religion: les mœurs ont devancé la loi.

La tranquillité matérielle a permis de donner quelque régularité à la vie de l'Église⁴. Les colloques de chaque Église, les synodes de chaque province ont lieu régulièrement, les premiers précédant et préparant les autres, chaque été: on se préoccupe d'en tenir soigneusement les archives. L'envoi, l'entretien et, à leur retour, l'examen des séminaristes de Lausanne obéissent à des règles strictes. Depuis 1770, les pasteurs ont cessé leur ministère ambulant, ils sont affectés à une Église déterminée⁵; les prières publiques sont uniformisées du même moment. Les assemblées n'ont plus à se cacher: elles se tiennent à un quart de lieue de la ville, en hiver dans un vaste amphithéâtre de rochers à l'abri du mistral, « l'Ermitage », à quelques pas du lit pierreux du torrent de Cadereau; des gradins aménagés dans la pierre ou des « sellettes du Désert » installent les fidèles en face de la chaire portative du pasteur, adossée à la colline; un « mazet » appartenant à Pierre Bénézet sert de vestiaire aux ministres et de salle de conseil aux Anciens. En été, le soleil oblige à s'abriter près du chemin d'Alès,

1. Interdiction prononcée par le synode.

2. Lettres de Griolet à Émile Vincens (Val Richer, *Doss. spéc.*, n° 42).

3. Baragnon, *Abrégé de l'histoire de Nîmes*, III, p. 36. Il y a même des protestants consultés à Saint-Mamert (diocèse d'Uzès) ou à Mialet (diocèse d'Alès).

4. Émile Doumergue, *A la veille de la loi de l'an X (1793-1802), étude sur l'Église réformée à la fin du XVIII^e siècle* (Paris, 1890, in-12).

5. Synode du 1^{er} mai 1770 (Hugues, *Synodes du Désert*, t. II, p. 484).

dans la carrière de la veuve Noailles, le Lègue, où toute l'assemblée pouvait tenir à l'ombre : le consistoire l'a pris à bail depuis 1769 pour 36 livres par an. Puis on se rapprocha de la ville davantage encore, derrière le temple de Diane¹ : le culte est si peu clandestin que des catholiques, des étrangers de distinction y fréquentent par curiosité ou déférence. Pourtant les Nimois prudents ne se sont pas risqués à installer en pleine ville, comme leurs coreligionnaires de Guyenne, de Saintonge ou de Poitou, des « maisons d'oraisons ». En 1780, près de ce même chemin d'Alès, ils ont pu se constituer un cimetière. Ne voyons donc plus le père ou la mère de François Guizot se glissant dans la nuit, comme le faisait le grand-père, pour recueillir en quelque bergerie perdue, au péril de leur liberté, la manne de la parole de Dieu.

On acheta assez cher cette tranquillité. Les pasteurs l'appréhendaient justement : « cette liberté, après laquelle tant de nos gens soupiraient, je la crains autant que je la désire », écrivait Paul Rabaut². On l'a payée du relâchement de la dévotion et de la discipline. La répétition des prescriptions des synodes en est la preuve : les colloques doivent proférer des sanctions multipliées contre les blasphèmes, l'immodestie, les désobéissances baptismales ou nuptiales. Le consistoire de Nîmes doit adopter, le 12 septembre 1782, un règlement minutieux³ pour combattre l'abandon des assemblées ordinaires du culte, le mauvais exemple donné « au troupeau » par « les gens du premier état » ; ne voyons-nous pas même qu'il est obligé de rappeler aux pasteurs la nécessité de porter la robe et le rabat quand ils célèbrent les offices et les baptêmes, qu'il est obligé de remettre en vigueur la règle de procéder à un examen annuel des mœurs et de la foi des membres du consistoire ? Car, et ceci est grave, les fonctions, capitales cependant, des Anciens, sont laissées à l'abandon et leur rôle réduit à celui des Diacres, l'administration et la distribution des aumônes. Les consistoires qui, jadis, ont assuré la persistance de l'Église, ont dégénéré au point que les pasteurs envisagent leur suppression comme salutaire⁴. Les synodes sont devenus un chaos dont Paul Rabaut lui-

1. Borrel, *Biographie de Paul Rabaut, pasteur du Désert, et de ses trois fils* (Nîmes, 1859, in-12), p. 94-95 et 137 ; A. Doumergue, *Nos garrigues et nos assemblées du Désert. L'Église de Nîmes sous la croix, 1685-1792* (Nîmes, 1924, in-4°).

2. Lettre à Chiron, du 13 mars 1776 (Dardier, t. II, p. 214).

3. Émile Doumergue, *op. cit.*, p. 79 à 83.

4. Lettre de Rabaut-Saint-Étienne à Olivier Desmonts, 19 décembre 1775 : « Si la Cour doit changer notre discipline, il faut profiter de l'occasion pour ôter de dessus le col des ministres le joug des anciens qu'ils ne peuvent plus porter ; qu'ils ne dépendent pas d'une multitude qui peut leur couper les vivres et que personne ne puisse les en dépouiller ; que leurs honoraires

même se fatigue¹. L'Église réformée, sans doute, n'est plus à l'écart de la société, mais elle a subi l'érosion du siècle et du scepticisme ambiant.

* * *

Il ne manquait à la tolérance que la reconnaissance légale². Turgot et Malesherbes étaient décidés à l'imposer : ils tombèrent avant d'aboutir. Mais Amelot, bien que porté au pouvoir par le parti conservateur et dévot, ne crut pas pouvoir suivre une ligne différente de la leur : l'affaire cependant n'avancait pas. Les protestants eux-mêmes se divisaient : c'était Lecoinge de Marcillac, gentilhomme du prince de Conti, qui faisait à Paris campagne contre Court de Gébelin³. C'était le chapelain de l'ambassade de Hollande, Jacques-François Armand, qui proposait, en échange de l'état civil, de réduire les protestants à un culte privé sans assemblées, synodes et pasteurs. Or, Lausanne encourageait. La Rochelle elle-même paraissait disposée à faire bon marché du culte public en échange de la tolérance. Les intrigues de cet inconsideré allaient-elles en quelques mois détruire l'œuvre de soixante ans ? Court de Gébelin et les pasteurs du Languedoc, mobilisés par Paul Rabaut, réussissent enfin à l'abattre⁴. A la mort de Gébelin

soient fixes et honnêtes ; que leurs places ne soient pas amovibles par la tourbe si inconstante et légère. C'est l'unique moyen de perpétuer et d'accroître notre religion... La Cour n'agréera jamais nos synodes si tumultueux et qui peuvent devenir si aisément des assemblées de politiques. Mais que nous ont-ils valu ? Faisaient-ils le bonheur ou la sûreté de nos pères ? Font-ils notre bonheur ? Que gagneront nos Églises à les conserver ? Observez-le bien : cette anarchie a toujours fait du mal à nos Églises et jamais du bien » (Dardier, t. II, p. 95, en note).

1. Paul Rabaut à Chiron, 1^{er} mai 1777 (Dardier, t. II, p. 225).

2. Cf. le « mémoire sur la situation actuelle des protestants de France en réponse aux questions qui m'ont été faites par M. Gibert, pasteur réfugié à Londres », 17 septembre 1783, par Olivier Desmonts (pasteur de Bordeaux) — publié par Émile Doumergue, *op. cit.*, p. 107-131. A ce moment, il existe en France, d'après les statistiques dressées pour le Comité de Hollande (Mounier, *art. cité du Bull. Hist. Prot. fr.*, n° 171) à la fin de 1771 : 106 pasteurs, 40 proposants, 22 séminaristes.

3. Cf. les lettres entre Paul Rabaut et le pasteur Chiron à la fin de 1778 (Dardier, t. II, p. 252 et suiv.).

4. Pour le Nord, il se chargeait lui-même d'administrer aux religionnaires le baptême, le mariage et la communion ; dans le Midi, un nombre de pasteurs moindre de moitié au chiffre actuel suffirait à un culte amputé des cérémonies publiques ; fort de l'acceptation du gouvernement, il commença en juin 1779 sa campagne dans la principauté de Sedan, en Cambrésis, Picardie, Thiérache et Normandie, enjoignant aux pasteurs de fermer les lieux du culte, persuadant les fidèles de s'en remettre à lui, venant à bout de ses collègues par lettres de cachet qui les envoyaient en exil et en prison. Sur cette étrange intrigue, cf. Dardier, *Court de Gébelin*, p. 60, note 48, le récit du même en note p. 266 des lettres de Paul Rabaut avec divers, t. II, et les nombreuses lettres de celui-ci de 1780 à 1783 (sur l'attitude de Lausanne, cf. la lettre du 17 janvier 1783, p. 318).

en 1784, qui privait les protestants de leur agent le plus efficace, il n'avait pas été fait un pas en avant.

Encore une fois, l'impulsion décisive vint du Languedoc et de Rabaut. Sur le conseil de Lafayette, qui désira de consacrer à cette autre guerre de libération la jeune gloire qu'il rapportait d'Amérique, et qui vint à Nîmes même en 1785 concerter son action avec le vieux Rabaut, Rabaut-Saint-Étienne s'installa à Paris. Ses négociations, les efforts de Lafayette, de Malesherbes et de Breteuil soutenus par Vergennes, les mémoires, notes, textes rédigés par Rulhières, l'homme de confiance de Breteuil, l'avocat Target et notre pasteur aboutirent enfin à la publication de l'édit du 19 novembre 1787¹. Il ne s'agissait pas de tolérance ; le préambule de l'édit en définit le caractère restrictif². Louis XVI se borne à accorder aux non-catholiques le droit au domicile, à la propriété et à tous commerces, arts, métiers et professions, exception faite des charges de judicature, d'administration municipale et d'enseignement public, et sous l'interdiction formelle à l'ensemble des fidèles de former « corps, communauté ou société particulière » agissant en nom collectif, interdiction à leurs prétendus ministres ou pasteurs de se désigner par quelque distinction d'habit et de s'ingérer à délivrer toute pièce ou certificat. Les mariages seront validés par simple déclaration des conjoints, assistés de quatre témoins, soit devant le curé de la paroisse, soit devant l'autorité judiciaire, seigneuriale ou royale, du lieu ; les naissances par une déclaration du père et de deux témoins avec la justification du mariage ; les décès par des formalités analogues³. L'inscription sur des registres spéciaux déposés aux greffes de la principale justice des villes, bourgs et villages, consacrera l'existence légale des non-catholiques. Les ma-

1. L'élaboration de l'édit est minutieusement éclaircie et racontée par Dedieu, t. II, p. 249-269. Rabaut-Saint-Étienne a rendu compte de sa mission à Paris dans un mémoire daté Paris, 12 février 1788, dont on trouvera le texte dans Dardier, t. II, p. 393. Texte de l'édit dans Armand Lods, *La législation des cultes protestants, 1787-1887, recueil complet des lois, ordonnances, etc.* Paris, 1887, in-8°, p. 1.

2. Il affirme solennellement l'éminence et le privilège exclusif de la religion catholique, refuse à tout autre le culte public et se réfère seulement à l'impuissance où les mesures de rigueur se sont révélées de convertir les protestants ; voulant mettre fin à cette « alternative inévitable, ou de profaner les sacrements par des conversions simulées ou de compromettre l'état de leurs enfants en contractant des mariages frappés d'avance de nullité par la législation de notre Royaume », il ne leur accorde « que ce que le droit naturel ne nous permet pas de leur refuser, de faire constater leurs naissances, leurs mariages et leurs morts afin de jouir comme tous nos autres sujets des effets civils qui en résultent ».

3. L'article 27 faisait obligation aux municipalités de donner un terrain convenable et décent pour les inhumations.

riages et les naissances antérieures seront réhabilités au prix des mêmes formalités dans un délai d'un an.

Concessions sans doute insuffisantes, qui restaient très en deçà des espoirs conçus par les protestants, en deçà souvent des faits eux-mêmes. Le culte public demeurait interdit, l'existence des pasteurs ne recevait aucune garantie, le code pénal n'était point abrogé, les professions administratives et judiciaires restaient fermées. La déception fut profonde. Rabaut-Saint-Étienne se fit à la fois l'organe de ces récriminations auprès du ministre et le défenseur de l'édit devant ses coreligionnaires¹; il les engagea à étouffer toute manifestation d'espoir ou de douleur, à ne rien changer aux formes du culte, ni à la célébration et à la transcription sur leurs registres des baptêmes et des mariages, à expliquer au peuple le sens et les avantages du régime nouveau. L'Église élaborait un règlement sur ces bases². Les faits se chargeront bien d'en élargir la portée : l'élan est donné; un peu partout déjà, à Nîmes même ou aux alentours, comme à Vauvert, les protestants ouvrent des écoles ou commencent la construction de temples. Un opportun mélange de soumission et de hardiesse se chargera de mettre l'autorité devant un fait accompli.

* * *

L'édit fut enregistré par le Parlement de Toulouse en février 1788. François Guizot était né le 4 octobre précédent et baptisé du 26 octobre. Ses parents, André Guizot et Élisabeth-Sophie Bonicel, mariés le 27 décembre 1786 par le pasteur Gachon, se présentèrent, aux termes de la loi, le 13 mai 1788, devant le juge³; l'existence de l'enfant fut

1. Rabaut-Saint-Étienne adressa de Paris, 13 février 1788, une lettre au Comité de Bordeaux où il expose ses efforts à Paris et leur résultat, analyse l'édit, considère que la grande œuvre nécessaire est de s'attacher au développement de l'instruction, seul moyen de développer l'Église, et parle d'une campagne de presse pour laquelle il a commencé de s'entendre avec divers écrivains de manière à développer les mesures insuffisantes de l'édit, il conseille en attendant de ne rien innover (Archives consistoriales de Nîmes, B, n° 22). — Armand Lods, *Les partisans et les adversaires de l'édit de tolérance, étude bibliographique et juridique, 1760-1789*, dans *Bull. Hist. Prot. fr.*, 1887, t. XXXVI, p. 556.

2. Après consultations diverses (de Jay, d'Olivier Desmonts, de Rabaut, des pasteurs de La Rochelle...). Projet en quatorze articles exposant le sens de l'édit, maintenant les pratiques actuelles relatives à l'état civil, aux tentures pour la Fête-Dieu; la bénédiction nuptiale ne sera donnée qu'après la déclaration faite au civil et sur le vu de son attestation; l'édit laissant option de faire la déclaration devant les juges ou devant les curés, on devra ne s'adresser qu'aux juges. Enfin, on s'efforcera partout d'obtenir des autorités un terrain de sépulture (Archives consistoriales de Nîmes, *ibid.*).

3. Pièce annexée à une requête en restitution des biens confisqués de son mari que M^{me} Guizot fait auprès des administrateurs du district de Nîmes le 8 brumaire an III (Val Richer, *Cassette des doc. de famille* : papiers Bonicel).

mentionnée dans leur déclaration. Guizot, plus tard, ne pourra présenter comme pièce d'état civil personnelle qu'un extrait baptistaire signé du pasteur Vincent, ne portant point mention du mariage de ses parents : dernier reflet d'Ancien Régime, comme pour lui rappeler que par delà tant de révolutions, entre un protestant hors la loi et un ministre de Louis-Philippe, il y a tout juste l'espace de la moitié d'une vie humaine¹.

Cette tradition du Désert est une première assise de son âme. Ainsi, au plus loin qu'on se reporte, le paysage moral où se formera Guizot est sans grâce : cette région nîmoise n'enseigne point, comme tout autre Midi, la soumission facile à la nature ; il y a peu d'invitation à la joie dans le sermon du Désert. Sans doute est-il exact qu'il ne l'ait point directement entendu : la mort avait prématurément enlevé ceux qui lui en auraient transmis la leçon directe, son grand-père le pasteur en 1766, sa grand-mère Gignoux en 1781, son père lui-même alors qu'il était un enfant. Ceux qui entourèrent sa jeunesse, les grands-parents Bonicel et sa mère, devraient, au contraire, lui porter témoignage d'un Désert dégradé, où triomphait l'esprit de compromis, où ne tonnaient plus les imprécations calvinistes contre la complaisance. Peu importe : il se trouvera que les misères endurées pendant la Révolution donneront une actualité nouvelle à la sombre beauté de la souffrance du Désert ; la mort sur l'échafaud du père de Guizot, dans la pensée et le récit de sa mère, rejoindra les martyres de la foi : la légende marche de sommets en sommets et franchit, sans les voir, les trous d'ombre ; quand les hommes se font un modèle du sacrifice et de la contrainte, ce ne sont point les défaillances que la tradition retient. Cependant, qui sait si la réalité plus terre à terre, qui, en dépit des souvenirs, a vécu de compromis, n'a point déposé par hérédité dans cette âme, caché sous cet idéal d'austérité, le germe d'une contradiction ?

Charles-H. POUTHAS.

1. Acte de mariage de André-François Guizot et d'Élisabeth-Sophie Bonicel (Archives communales de Nîmes, reg. UU 155, p. 322) ; acte de baptême de François-Pierre-Guillaume Guizot (Ibid., p. 245). Cf. lettre de M^{me} Guizot mère à son fils, 19 janvier 1806 : « Papa t'a écrit cette semaine et t'a mandé, le lendemain de ta lettre reçue, et ton extrait de baptême, qui n'est pas précisément comme tu l'avais cru, et pour le rectifier mon extrait de mariage dans lequel ta naissance est comprise, cet acte ayant été refait pour être validé, après ta naissance et après l'édit de Louis XVI. La rectification de ton extrait de baptême même eût été fort long parce qu'il y avait plusieurs formalités à remplir » (Val Richer, *Cassette des doc. de famille* : lettres de M^{me} Guizot).

MÉLANGES

LE PROBLÈME

DE

L'ÉVACUATION DE LA DACIE TRANSDANUBIENNE

Un des problèmes les plus controversés de l'histoire romaine et de l'histoire antique de la Roumanie est la question de la date, ou plus exactement des dates, de l'évacuation de la Dacie transdanubienne par l'armée et les autorités romaines.

Il y a, sur ce point, toute une série d'hypothèses. Mommsen¹ et Marquardt² sont d'avis que la Dacie a été perdue sous Gallien, sans pouvoir préciser le nom du peuple barbare qui s'est installé en maître dans cette ancienne province romaine. Ils ne peuvent préciser le peuple qui a occupé la Dacie après son abandon par les Romains ; et cela est bien explicable, car sous Gallien, comme nous le verrons plus loin, la Dacie était encore une province romaine. L'argument décisif de Mommsen et de Marquardt se fondait sur un passage de Sextus Rufus, le plus sec et le plus concentré des abrégiateurs romains du IV^e siècle, et sur un passage d'Eutrope. Or, Rufus lui-même se contredit. En effet, après avoir écrit « sub Gallieno imperatore [Dacia] amissa est³ », il ajoute « et per Aurelianum, translatis exinde Romanis, duae Daciae in regionibus Moesiae factae sunt³ ». Mais quel motif aurait pu pousser Aurélien à transférer en Mésie les habitants d'une province depuis si longtemps perdue (une vingtaine d'années) pour l'empire, et comment cette opération a-t-elle pu être accomplie, alors que le pays était, depuis Gallien, au pouvoir des Barbares ? Nous rencontrons la même contradiction chez Eutrope qui, après avoir écrit au chapitre du règne de Gallien : « Dacia

1. *Roemische Geschichte*, V, p. 220 (éd. Berlin, 1921), et *O. I. L.*, III, p. 161.

2. *Roemische Staatverwaltung*, I, p. 312 (Leipzig, 1881).

3. *Breviarium de victoriis et provinciis populi romani*, cap. VIII.

amissa est¹ », ajoute, lorsqu'il traite du règne d'Aurélien, « abductosque Romanos ex urbibus et agris Daciae² ».

Mommsen et Marquardt, voyant la contradiction de ces deux sources qui constituaient précisément leur principal appui, ont ajouté à leur première hypothèse une autre, d'après laquelle Gallien aurait gardé, sur la rive gauche du Danube, seulement quelques *castella*, dont les garnisons auraient été retirées par Aurélien, à une date qu'ils ne précisent pas. Or, Eutrope nous parle de « ex urbibus et agris Daciae », et non de garnisons ou de *castella*. Il est donc évident qu'Eutrope envisage tout un pays et non quelques forteresses. Il faut encore remarquer que ni Trebellius Pollion, l'auteur de la *Vie de Gallien*, qui est plutôt hostile à cet empereur, ni Flavius Vopiscus, l'auteur de la *Vie d'Aurélien*, ne font la moindre allusion à un abandon de la Dacie sous Gallien.

Schiller a adopté entièrement l'hypothèse de Mommsen, en ajoutant seulement qu'en 271 après J.-C. Aurélien avait retiré les quelques garnisons de la rive gauche du Danube³. L'historien roumain Tocilescu a adopté, lui aussi, l'hypothèse de Mommsen⁴.

Duruy présente une nouvelle hypothèse⁵, d'après laquelle la Dacie aurait été abandonnée par Aurélien en 271 après J.-C. Le grand mérite de Duruy consiste dans le fait qu'il laisse de côté l'hypothèse de l'abandon de la Dacie par Gallien, mérite d'autant plus grand pour son temps qu'il est pauvre en inscriptions.

Parmi les historiens récents, Domaszewski a adopté la thèse de Duruy, mais en plaçant en 272 l'abandon de la Dacie par Aurélien⁶. D'ailleurs, Domaszewski n'a fait autre chose que reproduire Roesler, qui attribue à Aurélien l'abandon de la Dacie et le place, lui aussi, en 272 après J.-C.⁷

Jung admet qu'une grande partie de la Dacie a été perdue sous Gallien, mais seulement une partie. Malheureusement, il ne nous précise pas quelle était la partie de la Dacie non abandonnée par les Romains. Mais de son affirmation que les deux légions daciennes (la V^e Macedonica et la XIII^e Gemina) ont séjourné dans l'angle sud-est du Banat actuel, c'est-à-dire au sud-ouest de la Dacia Apulensis, on peut conclure que seule cette petite partie de la Dacie resta au pouvoir des Romains entre le premier abandon par Gallien et l'abandon définitif, qu'il place en 271 après J.-C.⁸

1. *Breviarium historiae romanae*, livre IX, cap. 6.

2. *Ibid.*, lib. IX, cap. ix.

3. *Geschichte der roemischen Kaiserzeit*, I, p. 833, n. 6, et p. 852-853 (éd. Gotha, 1883).

4. *Monumente epigrafice si sculpturale*, I, p. 322 (Bucarest, 1902).

5. *Histoire des Romains*, VI, p. 385-387 (éd. Paris, 1883).

6. *Geschichte der roemischen Kaiser*, II, p. 312 (troisième édition).

7. *Romaenische Studien*, p. 51 (éd. Leipzig, 1871).

8. *Roemer und Romanen in den Donaulaendern*, p. 60 et 177-179 (Innsbruck, 1887) ; *Die romanischen Landschaften des roemischen Reiches*, p. 402-404 (Innsbruck, 1881).

Brandis évite de préciser si la Dacie a été abandonnée effectivement par Gallien. Il se contente de dire seulement : « Der besitz der Provinz Dacia wurde, seit Gallienus, in Frage gestellt ¹. » Toutefois, il adopte l'an 271 comme date de l'évacuation de la Dacie par les Romains.

De nouveaux historiens ont apporté une importante contribution à l'éclaircissement du problème de l'évacuation de la Dacie. Ils persistent, à tort, à considérer qu'elle fut abandonnée sous Gallien, mais en partie seulement, contrairement à l'opinion de Mommsen et de Marquardt.

Selon Rappaport, la plus grande partie de la Dacie a été occupée, en 257, par les Goths, mais il ne réduit pas la domination romaine en Dacie, après cette date, à quelques forteresses seulement. Toute une région, le Banat d'aujourd'hui, serait demeurée romaine jusqu'au printemps de l'an 275, date à laquelle Aurélien retira les deux légions daciques ².

Bogdan Filow adopte l'opinion de Rappaport pour ce que concerne la date du second abandon de la Dacie, celui qui a eu lieu pendant le règne d'Aurélien, mais il reste partisan de l'ancienne hypothèse de Mommsen, en réduisant, lui aussi, la domination romaine en Dacie, entre 257 et 275, à quelques forteresses de la rive gauche du Danube ³.

Weerd affirme, sans preuves, qu'Aurélien a retiré, en 274, les légions romaines de la Dacie. Il ne nous dit rien de la question tant discutée de l'abandon de la Dacie sous Gallien ⁴.

M. Léon Homo est celui qui, dans son œuvre : *Essai sur le règne de l'empereur Aurélien*, a traité la question avec le plus d'ampleur. Son point de vue nous paraît se rapprocher le plus de la réalité, telle qu'elle nous semble ressortir des documents. Selon M. Homo, Gallien a abandonné seulement la Transylvanie, mais le reste de la Dacie, c'est-à-dire la petite Valachie et la région comprise entre le Ternes et le Danube, a été évacuée par Aurélien en 275, comme il le démontre d'une manière irréfutable ⁵.

Si nous considérons comme acquis, par la démonstration de M. Homo, l'abandon, en 275, de la petite Valachie et du Banat sud-oriental, le seul point qui reste à résoudre est de savoir la date de l'évacuation de la Transylvanie.

Il ne peut être question d'une évacuation de la Dacie par Gallien. Sans doute, est-il probable qu'elle fut envahie sous son règne, lorsque les Barbares franchissaient les Alpes et pénétraient dans la Lombardie et en Espagne, chevauchaient à travers les Balkans pour atteindre la Grèce en Europe et la Cilicie en Asie, et lorsque la métropole même de la Syrie était entre les

1. Article « Dacia », dans Pauly Wissowa, *Real Encyclopaedie*, VIII. Halbband, p. 1975.

2. *Die Einfälle der Goten in das roemische Reich*, p. 52-53 et 98-99 (éd. Leipzig, 1899).

3. *Die Legionen der Provinz Moesia*, p. 5 (Leipzig, 1906).

4. *Etude historique sur trois légions romaines du Bas-Danube*, p. 87, 92, 276-277 (Paris, 1907).

5. *Essai sur le règne de l'empereur Aurélien*, p. 52, 209, 313, 314, 316 (note 1) et 322 (Paris, 1904).

moins des Parthes. Mais les compilateurs postérieurs, Rufus et Eutrope entre autres, qui ignoraient la date de l'évacuation, constataient que la Dacie n'était plus, de leur temps, une province romaine. Ils en conclurent que l'événement n'avait pu se produire qu'aux temps malheureux du règne de Gallien, à l'heure où l'empire était si proche de sa ruine¹.

J'ai déjà noté que l'auteur de la *Vita Gallieni* ne sait rien d'une évacuation de la Dacie par cet empereur. J'ai déjà montré aussi que même les abrégiateurs, sur lesquels s'appuient les partisans de l'abandon de toute la Dacie par Gallien, se contredisent, car ils nous parlent de deux abandons et les termes dont ils usent ne permettent pas de douter que le second se réfère, lui aussi, à tout un pays, et non à quelques garnisons.

Un argument qui, d'après Mommsen et Marquardt, plaiderait pour l'abandon de la Dacie par Gallien, serait le fait que les monnaies de la Dacie cessent en 256 et les inscriptions en 257. Mais que peut démontrer le fait qu'on ne bat plus monnaie dans un pays toujours inquiété par les Barbares? D'ailleurs, les monnaies provenant de Viminacium cessent aussi en 257². A ce titre, on pourrait tout autant affirmer que Viminacium, la plus puissante garnison de la Mésie Supérieure, située sur la rive droite du Danube, ne faisait plus partie de l'empire depuis 257!

Quant aux inscriptions, on ne peut assurer qu'elles aient cessé en 257. Il y a une inscription de Sarmizegetusa (*C. I. L.*, III, 7971) qui pourrait appartenir à l'an 268, aussi bien qu'à l'an 257, et une inscription de Potaissa (*C. I. L.*, III, 875) qui aurait pu être gravée en 256, mais aussi en 260. Toutes ces inscriptions étaient connues par Mommsen et Marquardt, dont elles contredisent l'affirmation.

Heureusement, nous possédons deux inscriptions, provenant de Transylvanie, qui datent nécessairement du règne d'Aurélien; elles ruinent l'hypothèse de l'évacuation de la Dacie par Gallien.

La première a été trouvée à Also-Kosaly. Elle appartient à l'an 270 et nous montre, d'une manière indubitable, qu'en cette année la province la plus septentrionale de la Dacie, la Dacia Porolissensis, était encore un pays romain, sous la domination de l'empereur de Rome. Voici cette inscription :

... Colonia
Pro Salute Domini Nostri
Augusti, Pontificis Maximi, S. P. T.
Antiochana [Et. Orfito Cos.]³.

Les fastes consulaires attestent qu'on trouve, en 270 seulement, un consul du nom d'Antiochanus. Donc cette inscription, où l'empereur de

1. Sextus Aurélius Victor : *De Caesaribus*, XXIII ; Trebellius Pollio, *Gallieni Duo*, cap. vi, 13 ; Zosime, I, 29.

2. H. Schiller, *Geschichte der roemischen Kaiserzeit*, I, p. 833, n. 6, et Th. Mommsen, *C. I. L.*, III, p. 161.

3. *Erdély Múzeum*, I, R, p. 40.

Rome porte le titre de *Dominus Noster*, souverain du pays, nous prouve qu'en 270 la Dacie était encore une province romaine. Comment pourrait-il donc être question d'une évacuation de la Dacie, ou d'une partie de cette province, par Gallien?

Il existe encore un texte depuis longtemps connu, mais qui a passé inaperçu de tous ceux qui ont discuté la question de l'évacuation de la Dacie. Il s'agit d'une inscription trouvée au village de Dorstadt, en Transylvanie; elle concerne un fonctionnaire romain et est consacrée au Dieu Soleil, appelé *Genitori Domini Nostri*¹. Or c'est seulement à partir d'Aurélien que le culte du Soleil devint la religion officielle de l'empire romain. C'est de son règne, au plus tôt, que l'on put qualifier le soleil de « père de notre empereur ». Donc, cette inscription prouve aussi qu'en 270 la Transylvanie était encore une province romaine.

Il ne peut davantage être question de l'évacuation de la Dacie en 270. En effet, comme M. Homo l'a très justement remarqué, l'invasion des Vandales de l'an 270 a eu pour objet la Pannonie. M. Homo observe également, à juste raison, que, dans le traité conclu entre les Romains et les Vandales que nous a transmis Dexippos², il n'y a la moindre allusion à la Dacie³. Ce silence s'explique par le fait que les Vandales n'étaient pas alors les alliés des Goths, qui avaient la Dacie pour objet de leurs invasions.

A la remarque de M. Homo j'ajoute que Petrus Patricius ne parle pas davantage des Goths ni de la Dacie, à l'occasion de la paix qu'Aurélien conclut avec les Vandales⁴. Notons que, si Aurélien avait évacué la Dacie en 270, en laissant à la disposition des Goths une aussi vaste province, ceux-ci n'auraient pas éprouvé le besoin d'envahir l'empire en 271 pour se procurer de nouvelles terres moins d'une année après⁵. On verra qu'Aurélien a repoussé l'invasion des Goths au delà du Danube, et qu'il a vaincu leur chef, Cannabas, dans une rencontre qui eut lieu fort probablement dans la petite Valachie. Donc, il ne peut être question d'une évacuation de la Dacie avant 271.

A quelle date faut-il donc placer la première évacuation de la Dacie, celle de la Transylvanie? Fort probablement vers la fin de l'an 271. En effet, en 271, pendant qu'Aurélien combattait les Alamans en Italie, les Goths profitèrent de cette circonstance pour envahir l'empire. Leurs bandes traversèrent la Dacie, et même la Mésie, et arrivèrent jusqu'à la frontière de la Thrace. Après sa victoire sur les Alamans, Aurélien partit en campagne contre Zénobie et contre les Goths. Il devait nécessairement commencer

1. *C. I. L.*, III, 968.

2. Cf. Th. Mommsen, dans le *C. I. L.*, III, p. 181.

3. *Fragmenta Historicorum Graecorum*, III, p. 685 (éd. Carolus Muller, Paris, 1885).

4. *Essai sur le règne de l'empereur Aurélien*, p. 314, note 2.

5. *Fragmenta Historicorum Graecorum*, IV, p. 188.

6. Léon Homo, *Essai sur le règne de l'empereur Aurélien*, p. 314, note 2; Bruno Rappaport, *Die Einfälle der Goten in das roemische Reich*, p. 99.

par les Goths, pour assurer ses derrières, avant de combattre Zénobie. Aurélien arriva dans la péninsule des Balkans à l'automne de 271 et repoussa les Goths envahisseurs, qu'il poursuivit jusqu'au delà du Danube, où ils subirent une terrible défaite. La bataille eut lieu, fort probablement, dans les plaines de la petite Valachie, et 5,000 Goths, avec leur chef Cannabas ou Cannabaudes, restèrent sur le terrain¹ (fin de l'année 271). C'est alors qu'Aurélien reçut les titres de Gothicus Maximus et de Dacicus Maximus². Quoique victorieux, il ne se dissimulait pas que, pendant son absence, la Dacie serait d'autant plus difficile à défendre qu'il devait amener dans sa campagne contre Zénobie une partie de l'armée des Mésies, notamment la I^{re} légion Italique³. Aussi dut-il se résoudre à faire une retraite stratégique, en évacuant temporairement la Transylvanie, et seulement la Transylvanie.

On trouve des briques de la V^e légion macédonienne à Turnu-Severin⁴ (l'antique Drobeta), à Celeiu⁵ (l'antique Succidava), à Racari⁶ (l'antique Malvum), à Reschca⁷ (l'antique Romula), à Slaveni sur l'Olt⁸ (l'antique Alutus), c'est-à-dire de l'ouest à l'est et du sud au nord dans toute la petite Valachie. Or, la légion tenait garnison dans la Dacie septentrionale, dans la Dacia Porolissensis. Ce fait nous donne le droit d'affirmer que l'évacuation de la Dacie, bien qu'elle ait eu lieu seulement sous le règne d'Aurélien, s'effectuait en deux étapes. La première n'intéressa que la Transylvanie. Aux deux légions daciques, qui, comme nous le savons, campaient toutes les deux en Transylvanie, on assigna les régions méridionales de la Dacie : d'une part, à la XIII^e légion Gémینیenne, la région comprise entre le Temes et le Danube, qui relevait de la Dacie Apulensis, la province de garnison de cette légion⁹, et, d'autre part, à la V^e légion Macédonienne, la Dacia Malvensis, c'est-à-dire la petite Valachie. En effet, les briques de cette dernière légion, trouvées partout dans la petite Valachie, n'ont pu, en raison de leur grand nombre, y être transportées de la rive droite du Danube, où séjourna cette légion après 275. Du reste, même si l'on admettait une telle hypothèse pour les briques trouvées à Celeiu, située en face d'Oescus (ville de garnison de la V^e légion Macédonienne après son rappel de la Dacie), on ne pourrait ainsi

1. *Vita Aureliani*, cap. xxii ; Eutrope, IX, 9 (Gothos strenuissime vicit).

2. L. Homo, *op. cit.*, p. 89-90, avec note 2 ; Rappaport, *op. cit.*, p. 96, avec note 2 ; Orelli-Henzen, *Inscriptiones selectae latinae* (Turici, 1828-1856), n° 5551 : inscription d'Aurelianum (Orléans) de l'an 275 ; c'est la seule inscription où Aurélien porte le titre de Dacicus Maximus.

3. Hubert van de Weerd, *Étude historique sur trois légions romaines du Bas-Danube*, p. 265.

4. *C. I. L.*, III, 8066 a ; 14216 (5, 24 a).

5. *C. I. L.*, III, 8066 b, c ; 14492.

6. *C. I. L.*, III, 14216 (24 b).

7. V. Parvan, *Stiri Noue din Dacia Malvensis*, p. 22 (Bucarest, 1913).

8. *C. I. L.*, III, 14216 (24 c).

9. Jung, *Die romanischen Landschaften des roemischen Reiches*, p. 403, note 1. — Seulement la XIII^e légion Gémینیenne a tenu garnison dans le Banat ; quant à la V^e légion Macédonienne, elle a séjourné dans la petite Valachie, comme le montrent les briques qui y ont été trouvées et comme le croit Jung.

expliquer la présence des briques de cette légion à Racari, loin du Danube, ou à Slaveni, encore plus au nord. A plus forte raison, on ne pourrait ainsi justifier que les briques d'une légion qui campait dans une ville située en face de la limite sud-orientale de la petite Valachie aient pu être transportées à Turnu-Severin, c'est-à-dire dans la région opposée de la petite Valachie. Comme nous l'avons déjà dit, les briques de la V^e légion Macédonienne se trouvent partout dans la petite Valachie et, ce qui est encore plus important, même à Slaveni, un *castellum* du *limes Alutanus*¹, qui était défendu par cette légion. Donc, l'hypothèse d'un accident doit être tout à fait exclue, et une seule reste pour expliquer la présence dans la petite Valachie d'une légion dont la garnison était au nord de la Transylvanie : c'est qu'entre l'évacuation du plateau transylvain et l'abandon de toute la Dacie transdanubienne il a dû exister une période de transition durant laquelle la partie du Banat comprise entre le Temes et le Danube, c'est-à-dire toute la partie qui appartenait à la Dacie (le reste du Banat faisant partie de la province Mésie Supérieure), et la petite Valachie furent occupées par les deux légions daciques.

Cette deuxième évacuation de la Dacie dut être ordonnée en 275, vers la fin du règne d'Aurélien.

MM. Homo et Rappaport ont remarqué justement que, pendant les années 272, 273, 274 et 275, il ne fut pas question d'invasions gothiques sur le Danube². Cette période de tranquillité fut, très probablement, l'effet de l'évacuation de la Transylvanie vers la fin de l'année 271, qui apaisa, au moins pour quelque temps, la soif de terres des Barbares. Quel motif put déterminer Aurélien à abandonner ce qui restait encore de la Dacie transdanubienne? Le même motif qui le détermine à la première évacuation, c'est-à-dire le besoin d'assurer ses derrières contre toute surprise barbare, lorsqu'il combattait en Orient. Mais, si pour une guerre contre Zénobie, une retraite à l'abri des Carpathes et du *limes Alutanus*, qui fut occupé par la V^e légion Macédonienne, comme le montre la brique trouvée à Slaveni, parut suffisante à Aurélien, cette situation ne lui parut plus suffisante lorsqu'il s'agit de combattre les Parthes, autrement redoutables, et contre qui il fallut engager les forces vives de l'empire. Mais l'invasion des Carpes de l'an 272³, au cours de sa campagne contre Zénobie, avait montré à Aurélien le danger des attaques barbares sur le Danube, quand l'empire était engagé ailleurs. Or, le besoin le plus pressant pour Aurélien était de s'assurer la ligne du Danube, porte d'entrée dans l'empire pendant son absence. Aussi, l'empereur se décida-t-il à évacuer le Banat (et très probablement tout le Banat, c'est-à-dire aussi la partie qui appartenait à la Mésie Supérieure), ainsi que la petite Valachie, en retirant au delà du Danube les deux légions

1. V. Parvan, *Stiri Noue din Dacia Malvensis*, p. 22.

2. L. Homo, *op. cit.*, p. 314 ; B. Rappaport, *op. cit.*, p. 97-98.

3. L. Homo, *op. cit.*, p. 109, avec note 4 ; B. Rappaport, *op. cit.*, p. 97.

daciens qui y tenaient garnison¹. La XIII^e légion Géminienne fut établie à Ratiaria² et la V^e légion Macédonienne à Oescus³. Il ne s'agissait pas de la cession définitive de la Dacie aux Barbares. Le zélé et infatigable combattant pour l'unité de l'empire ne pouvait pas certainement concevoir une telle hypothèse. Cette deuxième évacuation de la Dacie, tout comme la première, fut seulement une retraite stratégique que seuls les événements ultérieurs transformèrent en un abandon définitif. Aurélien savait qu'une fois les Parthes définitivement vaincus, il lui serait facile d'expulser les Barbares non seulement de la petite Valachie, mais même de toute la Dacie. Le fait que la première évacuation fut ordonnée après une victoire romaine et que la deuxième évacuation se fit spontanément et non sous la pression des attaques barbares, prouve que ces deux évacuations de la Dacie furent bien, toutes deux, des retraites stratégiques. Le choix des villes de garnison des deux légions daciens le montre également. Les deux emplacements sont tels que les deux légions pouvaient regagner, au moment opportun, leurs anciennes provinces de garnison. Et le fait que les deux têtes de pont, sur la rive gauche du Danube, Drobeta et Celeiu (l'équivalent romain de cette localité n'est pas exactement déterminé ; selon Parvan, ce serait Succidava), continuèrent à être occupées par des troupes romaines, même après 275⁴, plaide, lui aussi, pour une retraite avec intention de proche revanche. C'est pour cette raison que l'armée romaine fut suivie seulement par les fonctionnaires, par les riches et par ceux dont l'existence dépendait de l'armée, comme c'était le cas d'une partie des négociants et artisans des villes de garnison. La grande majorité des habitants des villes et tous les habitants des villages daciens restèrent auprès de leur pauvre foyer et de leur petit bien. Ils n'avaient pas grand'chose à perdre, comme c'était le cas pour les riches ; puis ils espéraient que le légionnaire romain qui les avait défendus, pendant près de deux siècles, contre les Barbares affamés de proie, reviendrait bientôt et que le glorieux aigle romain protégerait de nouveau leurs parages. Malheureusement, les assassins d'Aurélien, à Byzance, portèrent en même temps le coup de grâce à la Dacie romaine.

MM. Homo⁵ et Rappaport⁶ observent, à juste titre, que les sources placent l'évacuation de la Dacie à la fin du règne. Ainsi est-il de la source la plus importante, Flavius Vopiscus, dans sa *Vita Aureliani*⁷. Il en va de

1. L. Homo, *op. cit.*, p. 314 ; B. Rappaport, *op. cit.*, p. 99.

2. *Revue archéologique*, 1902, t. XLI, p. 365, n° 129 ; L. Homo, *op. cit.*, p. 205, 209, 315 ; Iung, *Die romanischen Landschaften des römischen Reiches*, p. 403, note 1 ; Th. Mommsen, *C. I. L.*, III, p. 1020.

3. L. Homo, *op. cit.*, p. 205, 209, 315 ; Iung, *Roemer u. Romanen in den Danauländern*, p. 60, note 3 ; Th. Mommsen, *C. I. L.*, III, p. 1012.

4. H. van de Weerd, *op. cit.*, p. 17-19 et p. 89 ; Iung, *Die romanischen Landschaften*, p. 403, note 1.

5. *Op. cit.*, p. 314, note 2.

6. *Op. cit.*, p. 99.

7. Cap. xxxix.

même pour Eutrope¹ et pour Malalas². Rufus ne va pas à l'encontre, car il ne raconte pas les événements dans l'ordre chronologique³. Donc, tous les textes qui rapportent les événements dans l'ordre chronologique placent l'évacuation de la Dacie à la fin du règne, immédiatement avant le récit de la mort de l'empereur. C'est-à-dire en 275. Rappaport précise que l'évacuation fut exécutée au printemps de l'an 275, avant le départ d'Aurélien pour la guerre contre les Parthes⁴.

J'ajouterai encore la remarque suivante à l'appui de la conclusion de MM. Homo et Rappaport. Il s'agit de la fameuse inscription d'Orléans⁵, gravée en 275⁶, la seule où l'on rencontre le titre de Dacicus Maximus. M. Homo a remarqué que le titre de Gothicus Maximus était seul officiel⁷. Aurait-on donné à Aurélien le titre de Dacicus Maximus, qui n'était même un titre officiel, dans une inscription écrite en 275, si toute la Dacie avait été abandonnée en 271 ou 272? Le fait de donner à l'empereur le titre d'une province qu'il a abandonnée, depuis des années, n'aurait-il pas eu l'apparence d'une ironie? Si, au contraire, on admet que vers 275 la Dacia Malvensis et une partie de la Dacia Apulensis étaient encore romaines, ce titre de Dacicus Maximus, gagné sur les plaines de la Dacia Malvensis et pour la défense de cette province, a sa justification. On ne peut pas alléguer qu'on a donné à Aurélien le titre de Dacicus Maximus à l'occasion d'une victoire gagnée par l'empereur contre les Carpes, envahisseurs de la Dacie Aurélienne. En effet, toutes les invasions carpiques visent un même objectif : la Mésie Inférieure (la Bulgarie et la Dobroudja). C'est entre Carsium et Succidava de la Dobroudja⁸ qu'Aurélien a battu les Carpes, c'est-à-dire très loin des régions qui constituaient la Dacie Aurélienne. Donc, il résulte de l'inscription d'Orléans qu'en 275, probablement au commencement de l'année, on ne savait encore rien en Gaule de l'abandon de la Dacie par Aurélien.

Concluons : l'évacuation de la Dacie eut lieu en deux étapes : la première, celle de la Transylvanie, à la fin de l'an 271 ou au commencement de l'an 272 ; la seconde, celle de la petite Valachie et du Banat, au commencement de l'an 275.

Philippe HOROVITZ.

Jassy, octobre 1931.

1. Lib. IX, cap. ix.

2. *Chronographia*, lib. XII, p. 301 (Bonn, Dindorf, 1831).

3. Cap. viii.

4. *Op. cit.*, p. 99.

5. H. Dessau, *Inscriptiones selectae latinae*, n° 581, ou Orelli-Henzen, n° 5551.

6. Cf. R. Cagnat, *Cours d'épigraphie latine*, p. 228, note 1 (Paris, 1914), et A. Stein, article

« Dacicus », dans Pauly Wissowa, *Real Encyclopaedie*, VIII. Halbband, p. 1977.

7. L. Homo, *op. cit.*, p. 89, note 2.

8. C. I. L., III, 12456.

ALFRED LOISY D'APRÈS LUI-MÊME

Déjà dans *Quelques lettres sur des questions actuelles et sur des événements récents* (1908) et dans *Choses passées* (1913), Loisy nous avait donné une idée de l'intérêt de ses souvenirs et de la richesse de ses tiroirs. Il vient de nous ouvrir largement les uns et de nous faire confidence des autres avec la plus louable libéralité¹. Son intention première était de laisser ce soin à ses exécuteurs testamentaires. S'il en a pris la charge lui-même, c'est que l'information lui est venue qu'on a retrouvé dans les papiers d'Albert Houtin une certaine biographie à lui consacrée et dont il a lieu de se méfier. Houtin, grand collectionneur de lettres et de bouts de papier; journaliste adroit, mais annaliste accueillant aux racontars; prompt aux interprétations risquées et aux conclusions malveillantes; esprit vif, mais aigri et plus dénigrant que vraiment critique; du reste, caractère sombre et désaxé. Il s'était jadis affirmé grand ami de Loisy; puis, sans jamais en rien laisser voir, il avait changé. Quelques phrases de la seconde édition — posthume — de *Ma vie laïque*, rétablies dans leur texte authentique par un reviseur consciencieux, ont manifesté des dispositions que Loisy ne soupçonnait pas, mais dont il a pu justement s'inquiéter, et cela d'autant plus que, la fameuse biographie, Houtin lui avait positivement dit l'avoir détruite, comme superflue, après la publication de *Choses passées*. S'il l'avait conservée, ce n'était probablement pas dans l'intention unique de manifester d'outre-tombe sa bienveillance fidèle au bénéficiaire. Loisy a donc voulu répondre par avance à des allégations, suppositions et jugements qu'il ne pourrait contester plus tard, puisque sa *Vie* ne doit paraître qu'après son décès; et c'est pourquoi il a rédigé ces *Mémoires*. Ce ne sont pas de simples *Souvenirs*; c'est la mise en ordre de documents écrits, une sorte de journal intime, souvent développé en ample méditation et qui replace l'auteur en face de l'état d'esprit où il se trouvait dans telles ou telles circonstances d'autrefois, et des lettres nombreuses, écrites à des personnages représentatifs ou venues d'eux, au plein des épisodes décisifs de cette vie intérieurement si mouvementée. Depuis le début de la crise moderniste, c'est surtout la correspondance de Loisy et de von Hügel qui étaye le récit. Elle est de valeur sans égale pour nous guider derrière la façade des faits patents et des propos étalés.

1. Alfred Loisy, *Mémoires pour servir à l'histoire religieuse de notre temps*. Paris, E. Nourry, 1930 et 1931, 3 vol. in-8°, 589, 664 et 607 p.; prix ensemble : 175 fr.

Le premier volume contient, après une courte histoire de l'enfance de Loisy, celle de son éducation, de sa vocation cléricale, de sa formation critique et de son évolution intellectuelle, jusqu'à sa condamnation — sous le pseudonyme de Firmin — par le cardinal Richard, en 1900. — Le second correspond à la crise moderniste, jusqu'à l'excommunication de « l'hérésiarque », en mars 1908. — Le troisième intéresse la suite de l'évolution du savant et du penseur à travers les divers événements et incidents de sa vie laïque, jusqu'aujourd'hui.

L'unité de l'ouvrage, c'est la vie même de Loisy qui la crée. De cette vie et de son évolution continue, il fixe, si je puis dire, la formule en une phrase : « Elle est partie d'une erreur initiale qui n'était pas de mon fait et que j'ai corrigée peu à peu selon mes moyens. » L'erreur, c'est celle de sa vocation, qui l'a poussé dans l'Église, alors que la nature ne lui avait rien donné pour supporter les contraintes intellectuelles, le renoncement au libre examen, qu'un prêtre catholique doit accepter pour demeurer dans la ligne correcte de son état. De l'emprise première il ne s'est pas dégagé, comme d'autres ont fait, d'un coup et d'un seul élan :

Il semble évident que je me suis avancé lentement, sans effort de raisonnement, par l'effet de mon expérience, de mon travail scientifique, sous l'impression des événements, vers la philosophie religieuse que j'ai professée dans les dernières années (t. II, p. 468).

Qui réfléchira sur ces paroles comprendra pourquoi Loisy a donné d'abord l'impression d'avoir évolué lentement et pourquoi il a cherché à se stabiliser, vaille que vaille, sur des positions successives visiblement intenables en soi. On lui a reproché cette lenteur et ces résistances comme une défaillance de logique, un manque de résolution et une faiblesse d'esprit. Il convient pourtant de remarquer que, si le rythme de la progression a été, en effet, assez lent, du moins en apparence, le mouvement s'est déroulé sans interruption et n'a jamais connu ces retours en arrière, ces repentirs qui sont eux, authentiquement, le signe de l'hésitation et la preuve du fléchissement de l'esprit. Il s'agit bien, en l'espèce, du résultat d'une *expérience* continue, d'une expérience délicate et souvent douloureuse, mais qui a conduit à un *fait* certain, et non de la conclusion de dialectique posée au terme d'un raisonnement mené dans l'abstrait et dont on peut toujours craindre qu'elle se justifie mal. Nous ne sommes sans doute pas en présence d'un rationaliste né, mais nous voyons un homme qui a été de bonne heure dévoré de l'ardent désir de se rendre compte et qui, doué d'un très solide sens critique, que doublait un vigoureux bon sens, n'a reculé, sur le plan intellectuel, devant aucun problème. Même au temps où il regardait encore « l'incrédulité comme un grave péché et comme un malheur » (t. I, p. 60), il se demandait malgré lui « si c'est vrai ». Tout d'abord il a tenu par le mysticisme, mais sa ferveur certaine a toujours été coupée d'inquiétudes et jamais elle n'a pu l'élever jusqu'à ces

« hauts états de contemplation » inaccessibles au doute et au trouble de l'âme. Il dira un jour (21 octobre 1892) à ses auditeurs de l'Institut catholique : « Il ne peut exister aucune définition de l'Église pour défendre et empêcher la recherche de la vérité » (t. I, p. 218). Voilà bien la règle de sa vie catholique, et c'est pour l'avoir suivie qu'il s'est *perdu*. Elle l'a, en effet, conduit à porter sa recherche critique partout où sa curiosité redoutable l'a attiré, c'est-à-dire jusque sur les questions que la théologie s'interdit d'ordinaire prudemment, ou qu'elle escamote. Les écrits de Fulcran Vigouroux, que leur auteur destinait à pulvériser la critique rationaliste, ont révélé à Alfred Loisy, comme à quelques autres clercs, « l'inconsistance de l'exégèse catholique » (t. I, p. 102), et l'étude directe de la Bible l'a conduit, où elle mène ceux qui s'y appliquent avec compétence et sincérité, à rejeter toutes les prétendues justifications scripturaires de l'orthodoxie.

En somme, écrit-il justement, la Bible a été la cause première et principale de mon évolution intellectuelle (t. I, p. 155)¹.

Et c'est bien pour cela que le mouvement de cette évolution a été continu : il a suivi implacablement le progrès de l'étude critique du Livre. La porte de sortie que l'exégèse critique ouvre de l'orthodoxie sur la liberté scientifique est de celles qu'on ne repasse jamais dans l'autre sens.

Je ne me croyais pas tenu à prendre toujours les partis les plus énergiques et jamais je ne me suis cru tenu à prendre les partis violents (t. I, p. 54).

Répugnance pour la politique des portes claquées, volonté de pousser la conciliation pratique aussi loin que possible, sans toutefois céder sur les principes que des constatations de fait déterminent et consolident, voilà ce qui explique que Loisy soit si longtemps demeuré d'Église. Ajoutons-y, toutefois, un autre sentiment : celui du devoir d'être utile, de servir au bien général, fortifié de la conviction préalable et tenace que l'Église offrirait un cadre commode pour organiser et développer un effort de large altruisme. Certainement, il avait adopté une position logiquement intenable quand il prétendait réserver « ses opinions d'historien et d'exégèse critique », tout en acceptant la condamnation des « opinions contraires à la foi » qu'il aurait émises « sans le vouloir » dans ses livres (t. II, p. 322). Les laïques, dégagés de toute emprise ecclésiastique et mystique, pouvaient à bon droit s'étonner d'une telle contradiction. Par la suite, Loisy a pensé comme eux ; mais il lui a fallu du temps pour arriver à cet accord, et il n'a pas admis facilement, comme nous le verrons, que l'Église pût se refuser radicalement, aveuglément, à accepter l'évidence. Aussi bien s'avoue-t-il « qu'avec plus

1. Je lisais naguère dans une revue catholique, qui n'a pourtant pas accoutumé de tomber dans la niaiserie, l'étonnante phrase que voici : « ... Loisy fut entraîné à la révolte par les écrits d'Harnack, qu'il voulait d'abord réfuter » (*Dossiers de l'Action populaire* du 10 mai 1930, p. 750). On n'est pas plus inintelligent d'un esprit et d'un cœur.

de lumières et des nerfs plus solides il serait arrivé beaucoup plus tôt au plein doute et à l'abandon de toute foi théologique » (t. I, p. 150).

Son enfance fragile l'avait détourné des travaux de la campagne, que tous ses ascendants pratiquaient, et l'avait attaché aux études. Sans le trouble et la gêne apportés autour de lui par la guerre de 1870, il aurait probablement aiguillé son destin vers la carrière universitaire, car ses parents ne tenaient pas le moins du monde à ce qu'il devint clerc. Le petit séminaire de Châlons, où il fut mis, après avoir débuté au collège de Vitry-le-François, ne l'aurait, sans doute, pas mené à la prêtrise, sans une certaine disposition mystique qui lui suggéra l'idée d'offrir à Dieu une compensation pour le rétablissement de la santé de sa sœur, et aussi l'impression qu'il n'était pas bon à autre chose qu'à servir les hommes sous la direction de l'Église. La prédication d'un Père jésuite acheva d'éveiller cette vocation naïve, faite, en somme, d'excellents sentiments, de louables illusions et d'une méconnaissance totale de la réalité (t. I, p. 28). S'il s'était écouté, au grand séminaire, il aurait renchéri sur ce que ses maîtres attendaient de lui et serait entré chez les Dominicains : ce fut surtout la crainte de ne pas se trouver physiquement capable de supporter la rude règle des Prêcheurs qui le détourna de son intention. Pourtant, dès ce temps-là et malgré les certitudes d'une piété ardente, il ne se sentait pas tout à fait en repos et il avait commencé de méditer sur le plus dangereux des problèmes, celui de la relation équitable entre l'autorité et la liberté (t. I, p. 41). Il ne trouvait point non plus sans fissures l'argumentation théologique et, à les considérer, il éprouvait déjà de « terribles angoisses d'esprit » (t. I, p. 49 et suiv.). D'autre part, le spectacle des tiraillements qui se produisirent dans l'Église à la suite du concile du Vatican, les débats qui s'y levèrent aussi dans le même temps autour du libéralisme, avaient commencé d'ébranler sa confiance dans l'unité sereine et l'impassibilité surnaturelle de l'auguste corps ecclésiastique (t. I, p. 44). Il y surprenait sur le vif le jeu de passions et d'intérêts fort terrestres et ne s'en trouvait pas édifié. Ses premiers rapports avec les autorités de son diocèse, à sa sortie du séminaire, et ses débuts dans le ministère paroissial ne furent pas pour le ramener à un autre sentiment (t. I, p. 82 et suiv.). Il eut l'impression d'être le jouet de petites combinaisons qui ne lui semblaient pas spécialement évangéliques. Un peu plus d'adresse de la part de l'évêché l'aurait attaché au sacerdoce : l'impression qu'il eut d'être brimé le décida à s'orienter de nouveau vers les études. Il accepta de venir les poursuivre à l'Institut catholique de Paris. L'expérience ne lui plut pas et il se serait certainement, en désespoir de cause, laissé enterrer dans une cure de campagne, si Duchesne ne l'en avait tiré pour le ramener de nouveau, et cette fois définitivement, à la science. Il se mit à l'étude approfondie des langues orientales, de l'hébreu et de l'assyrien, et il s'en fut apprendre de Renan, au Collège de France, les principes de la critique textuelle de l'Ancien Testament (t. I, p. 117).

Il n'entendait certes pas encore opposer la science à l'Église et il se berçait de l'illusion que sa vie « n'était pas consacrée au service de la science », mais bien « vouée au service de l'Église moyennant la science ». Il ne voyait entre ceci et cela aucune incompatibilité spécifique, parce qu'il en était venu à n'attribuer aux théories générales de la théologie — y compris celle qui se rapportait à Dieu — et du reste aux théories de la science, qu'« une valeur relative » (t. I, p. 126) ; mais, s'il croyait un accord possible entre ces deux relativités, il n'était pas sans se rendre compte que « l'enseignement religieux, pour se faire accepter, ne doit pas prendre l'esprit humain à rebrousse-poil » (t. I, p. 212), et il confiait à son *Journal* cette réflexion terrible : « L'Église est à l'heure présente un obstacle au développement intellectuel de l'humanité. » C'est pourquoi l'idée du rajeunissement nécessaire de la doctrine orthodoxe s'était dès lors imposée à ses réflexions, et l'on peut dire que, vers 1883, les thèmes essentiels de la conciliation historique, qu'il proposera dix ans plus tard dans l'*Évangile et l'Église*, étaient arrêtés dans son esprit (t. I, p. 120). Ils s'y étaient installés d'un effort spontané et non pas, comme on l'a prétendu, en contre-coup des habitudes critiques apprises de Duchesne. D'abord parce que Duchesne n'avait rien de ce qu'on nommera bientôt un moderniste — nous ne tarderons pas à nous en rendre compte — et qu'il ne s'intéressait vraiment pas à la question biblique, entre toutes troublante et redoutable ; ensuite parce que Loisy avait pris grand soin de ne pas se laisser absorber par lui, de garantir l'indépendance de son esprit et de son caractère (t. I, p. 114). Dans tous les cas, il avait déjà parcouru bien du chemin, et très vite, sur la route de l'émancipation intellectuelle, puisque à vingt-six ans il en était là. C'est pourquoi j'ai pu dire qu'il n'avait évolué lentement que selon l'apparence.

Chargé d'abord d'un enseignement complémentaire d'hébreu à l'Institut catholique, il avait inévitablement glissé à l'exégèse critique, parce qu'il n'était pas homme à s'arrêter à la surface et à ne considérer que la forme. Il ne tarda pas à voir se dresser devant lui le problème de l'inspiration et de l'inerrance de l'Écriture. A partir du moment où il l'aborda franchement se détermina son destin (t. I, p. 147-155). Dès 1884, son enseignement, qu'il croyait pourtant maintenir dans la ligne catholique telle qu'il la comprenait, sinon dans l'esprit de la théologie romaine, était devenu suspect, et le directeur de Saint-Sulpice en prenait de l'alarme.

* * *

Une maladie grave, qui l'accabla sur ces entrefaites et interrompit ses études, lui imposa aussi l'occasion d'une sorte de retraite intellectuelle. C'est à son retour que s'ouvrit vraiment pour lui, avec la période de sa production scientifique, celle des difficultés inextricables avec les *autorités* de l'Église. Toutes, à commencer par l'archevêque, se présentaient d'abord

sur le plan administratif, mais elles étaient si ignorantes de toutes les données du problème qui s'agitait dans l'esprit du jeune professeur, et qu'il ne pouvait plus ne pas poser, qu'elles devaient se scandaliser ou s'effrayer devant lui. Mgr d'Hulst — alors recteur de l'Institut catholique — qui souffrait de quelques velléités de science et alliait assez bien, pour son compte, le conservatisme politique avec des illusions libérales dans le plan de l'esprit, avait pour Loisy beaucoup d'estime et, semble-t-il, une affection véritable. Il l'avait fort imprudemment installé dans la chaire d'*Écriture sainte* (1889), et les incidents n'avaient pas tardé à surgir. Dès la rentrée de 1892, les Sulpiciens ne paraissaient plus au cours (t. I, p. 216 et suiv.) et les dénominations allaient leur train. Du reste, depuis cette même année 1892, Loisy rédigeait un petit périodique, *L'enseignement biblique*, qui suffisait à l'accuser auprès des zélotes et des ignorants. L'opportunisme éclairé, mais pusillanime, de Mgr Meignan, jadis son évêque dans le diocèse de Châlons et depuis archevêque de Tours, ne l'avait pas gagné à la prudence qui ment à la conscience, et la maladresse bien intentionnée de Mgr d'Hulst (t. I, p. 232-257), jointe à un « manifeste » trop résolu, publié dans le dernier fascicule de *L'enseignement biblique*, ne firent que précipiter un dénouement désormais inévitable. Les évêques protecteurs de l'Institut catholique prononcèrent une révocation que l'intéressé — qu'ils n'avaient même pas admis à s'expliquer et à se défendre — sanctionna d'une lettre de démission (t. I, p. 273). Une conversation qu'il eut avec le cardinal Richard, très désireux de le ramener dans le droit chemin, lui permit de mesurer la largeur du fossé qu'il avait déjà creusé entre lui et l'orthodoxie (t. I, p. 276 et suiv.). Le prélat ne se doutait même pas qu'il pût y avoir une question biblique; comment aurait-il soupçonné la gravité des objections contre l'enseignement romain qui en découlaient pour un exégète averti? Comment aurait-il admis la valeur d'un argument critique contre une affirmation de théologie?

L'Encyclique *Providentissimus*, touchant les études bibliques, parut sur ces entrefaites (novembre 1893). En réalité, comme tant d'autres proclamations retentissantes de Léon XIII, ce n'était qu'une façade, derrière laquelle une apparence de concession à la science, un encouragement à l'étude étaient tout de suite calmés et stérilisés par une limitation lamentable de toute liberté de recherche¹. Ce *paraître faire* inquiéta beaucoup les réformistes qui commençaient à prendre conscience d'eux-mêmes dans l'Église; ils cherchèrent à se tirer d'affaire en interprétant à leur façon la prose pontificale, c'est-à-dire en n'y voyant que ce qu'ils voulaient y voir. Loisy eut même la naïveté — qui en dit long sur l'excellence de ses intentions et son persistant désir de servir l'Église — d'adresser au pape un mémoire pour lui exposer la vérité sur la position du problème et lui faire saisir la mauvaise

1. Le document est étudié t. I, p. 302 et suiv., et l'intention de Léon XIII appréciée en ces termes : « Dans la sécurité que lui procurait son infailibilité ignorante, il croyait avoir fait une œuvre de lumière et de tolérance méritoire » (p. 305).

volonté de ceux qui se refusaient à la voir (t. I, p. 312 et suiv.). Il a appris depuis à mieux comprendre l'Encyclique et les intentions de son auteur (t. I, p. 306 et suiv.).

Le cardinal Richard avait promis de donner au professeur destitué les moyens de gagner son pain : il le nomma aumônier des Dominicaines de Neuilly. Il y devait l'instruction religieuse à des jeunes filles qui n'étaient plus toutes des enfants. Les réflexions qu'il fit alors sur le catéchisme diocésain contribuèrent puissamment, de son propre aveu, à l'éclosion dans son esprit de ce qu'on a nommé le *modernisme*, c'est-à-dire du sentiment, soutenu par des exemples nombreux et précis, que l'enseignement orthodoxe ne répondait plus aux besoins de l'esprit d'aujourd'hui, qu'il n'engendrait plus la vie spirituelle et se trainait parmi les formules mortes (t. I, p. 362 et suiv.). De ses méditations sortit bientôt un gros livre, resté inédit. « véritable somme de ce que devait être le modernisme catholique » (t. I, p. 477), dont une notable partie a fourni la matière de l'*Évangile et l'Église* et d'*Autour d'un petit livre*, et dont, pour le surplus, les *Mémoires* nous donnent d'importants extraits (t. I, p. 445 et suiv.).

Entre temps s'était fondée la *Revue d'histoire et de littérature religieuses*, où, sous divers pseudonymes, Loisy avait commencé de publier des études conformes à l'orientation nouvelle de sa pensée. Le cardinal Richard n'avait pas accoutumé de lire les publications critiques, mais il entretenait autour de lui des théologiens qui veillaient, et ce fut sur leur dénonciation qu'il condamna un certain *Firmin*, dont la témérité lui semblait décidément insupportable. Il est probable que ses policiers n'ignoraient pas qui était cet obstiné, lequel, gravement éprouvé par une nouvelle attaque du mal qui minait sa santé depuis longtemps, avait dû abandonner son aumônerie et aller se soigner à Bellevue. Virtuellement, il était brouillé sans remède avec le romanisme.

Son entrée à l'École des Hautes-Études (section des Sciences religieuses), où il donna un cours libre sur les *Mythes babyloniens et le premier chapitre de la Genèse*, n'arrangea pas les choses. Les « observateurs » du cardinal ne lui firent certainement pas un rapport favorable sur les tendances de cet enseignement. Il n'avait pas interdit à Loisy de parler à l'Institut catholique et à *Firmin* d'écrire dans la *Revue d'histoire et de littérature religieuses*, pour supporter leur réunion dans une chaire qui échappait en fait à sa juridiction. Il acceptait en principe tous les droits de la critique, mais à la condition qu'elle ne les exerçât que dans les limites fixées par la théologie, la sienne, qui était courte. L'idée que l'exégète pût s'affranchir de la férule du théologien n'entrait pas dans son esprit. Je ne saurais le blâmer, car il se tenait, pensant ainsi, à la doctrine constante et nécessaire de l'Église, selon laquelle la science n'a d'autre raison d'être ni d'autre justification que de porter la traîne de l'orthodoxie. Ayant rappelé à Loisy son devoir, le vieil homme,

aussi sincère qu'ignorant, s'étonnait qu'il s'obstinât et lui objectât sa conscience (t. II, p. 17 et suiv.).

Le « révolté » se trouvait pour lors dans une situation difficile. Il eût paru naturel qu'on le consolidât à l'École des Hautes-Études, où il comblait une lacune importante de l'affiche ; mais il y avait là quelques protestants que sa soutane inquiétait et qui ne croyaient pas possible qu'un prêtre fût tout à fait libre d'esprit. L'auteur des *Mémoires* a gardé mauvais souvenir de leur opposition et il n'en parle pas sans amertume. Peut-être n'a-t-il pas assez tenu compte de la nouveauté de son cas, de l'hypnose des apparences et surtout de ce fait qu'il savait beaucoup mieux que ses opposants et, pour mieux dire, qu'il savait seul à quelles résolutions sa critique était décidée en face de la résistance de la doctrine. Il se sentait, au fond, aussi libre, au moins, qu'un pasteur pouvait l'être et il n'avait pas tort ; mais ils n'étaient pas, eux, inexcusables de se faire des illusions dans les deux sens. Il n'eut pas la chaire, et la défiance qu'il a gardée de l'*esprit protestant* trouve là sa première justification (t. II, p. 29, 33 ; t. III, p. 272 et 277).

Alors que le Saint-Office commençait déjà à s'occuper de lui, il s'attachait encore tout à ses espoirs de rénovation intérieure de l'Église, si bien qu'il songeait avec sympathie à une candidature épiscopale, soit à Monaco, dont le prince lui voulait du bien, soit quelque part en France, car la bonne volonté de Dumay lui était acquise. Les *Mémoires* mettent au point toute cette affaire, dans laquelle le principal intéressé ne fit guère plus que d'échafauder des projets hypothétiques, car quelle apparence y avait-il que Rome acceptât un candidat si suspect ? Et l'eût-elle, par aventure, agréé, que c'eût été seulement dans l'intention de couper court à ses travaux et de neutraliser sa critique. Elle n'eut pas l'astuce de faire ce calcul (t. II, p. 91-96, 141-151, 165). C'était encore une illusion que de croire à la possibilité de reprendre dans un diocèse une œuvre du genre — toutes choses égales, d'ailleurs — de celle qu'à la veille de la Réformation Briçonnet avait risquée dans son évêché de Meaux. Encore que la publication de l'*Évangile et l'Église* eût été encouragée par Mgr Mignot (t. II, p. 153), elle n'avait aucune chance de rencontrer l'approbation de l'épiscopat et moins encore celle de la Curie romaine. Du reste, un « bon journal » et de renom bien assis, *L'Univers*, avait pris le livre à partie, sans, naturellement, essayer de le comprendre (t. II, p. 177), et le scandale ne pouvait plus être évité. Le cardinal Richard condamna l'ouvrage (17 janvier 1903) et sept autres prélats zélés l'imitèrent (t. II, p. 194).

Alors commence pour Loisy une période extrêmement pénible, où il est tiraillé entre deux sentiments contraires, sans compter les conseils divergents qui lui viennent. Se soumettre *laudabiliter*, sans réticence d'aucune sorte, capituler devant l'ignorance, céder à la force, il ne peut s'y résoudre ; résister ouvertement, rejeter la sentence qui l'atteint, en dire tout haut l'incompétence et le néant, donc, sortir de l'Église, il n'en a pas encore le

courage. Si son esprit voyait clairement l'impossibilité d'une capitulation intellectuelle (la publication d'*Autour d'un petit livre*, quelques mois après l'*Évangile et l'Église*, l'avait bien prouvé), son cœur ne se résignait pas à l'abandon d'un rêve séduisant et donnait encore de la consistance à des illusions consolantes. Surtout, il voulait que la rupture ne vint pas de lui ; il se sentait le devoir de tenter, fût-ce sans espoir, toutes les chances de compromis.

Quand, à son tour, le Saint-Office eut condamné les deux petits livres rouges (t. II, p. 285 et suiv.), il fallut bien prendre parti. Loisy pensa d'abord s'en tirer en louvoyant ; il envoya au cardinal Richard une formule de soumission qui, parce qu'elle réservait les droits de la critique historique, n'était au fond qu'une manifestation de « respectueuse désobéissance » (p. 313 et suiv.). Mais, ni le vieil archevêque ni le Saint-Office n'étaient disposés à se contenter des apparences. Sans doute ne se faisaient-ils guère d'illusions sur les dispositions internes du délinquant ; mais il y avait eu scandale public, en ce sens que les deux petits livres, parce qu'ils avaient été recommandés par l'indiscrétion des attaques qui avaient pensé les accabler, et aussi parce qu'ils répondaient à l'inquiétude de beaucoup de catholiques, avaient rencontré un succès prodigieux : il y fallait en réparation une amende honorable tout à fait satisfaisante, au moins dans la forme. Une correspondance pénible s'engagea entre Loisy et l'archevêché, au cours de laquelle le décret d'excommunication parvint de Rome au cardinal Richard. Il le garda dans son tiroir, parce qu'il voulait tenter un dernier effort pour ramener l'insurgé. Il le manda donc auprès de lui et, après un vif échange de propos violents, il lui lut une lettre du pape qui réclamait de l'exégète censuré plus qu'une rétractation : la promesse de consacrer ses efforts à adorer désormais ce qu'il avait brûlé (p. 361). Loisy, malade, déprimé, à bout de nerfs, se résigna à la soumission, le 27 février 1904 (p. 367). Le cardinal savait bien que cette déclaration imposée ne changeait rien aux dispositions véritables de celui qui la subissait et, en vérité, il n'y attachait aucune valeur. Pourtant, Loisy ne se l'est jamais pardonnée et ne l'a pas pardonnée non plus à ceux qui l'y ont acculé (p. 369). Il n'a pas eu tort. Quant à eux, ils suivaient la règle du jeu, que leur victime connaissait bien : il n'y avait pas apparence qu'elle se relâchât en sa faveur et, s'il n'avait pas été dans le fâcheux état physique où il se trouvait alors, il aurait pris de lui-même les initiatives nécessaires, en acceptant une conclusion désormais inévitable. On ne lira pas sans émotion les réflexions douloureuses qu'il confia à son journal intime dans ces jours de pénible épreuve (p. 372 et suiv.).

Ayant abandonné son enseignement de l'École des Hautes-Études, il se retira à Garnay, chez ses amis Thureau-Dangin, et il y trouva le repos nécessaire à sa réfection physique et morale. Il lui fallut du temps et des efforts (p. 384 et suiv.), mais il se ressaisit et se redressa. Ce fut alors qu'il écrivit

l'*Introduction* de ses *Synoptiques*, une de ses œuvres les plus fortes : il était sauvé. Depuis lors, il a évolué « de plus en plus vers une sécularisation complète de sa vie et de son activité » (p. 386, où se place un examen de conscience décisif). Il prévoyait la formation d'une religion nouvelle (p. 397); mais il hésitait encore sur ses conclusions philosophiques, si l'on en juge par les lettres qu'il écrivait de Garnay. Cependant, tout son passé, en ce qui se rapportait à la doctrine romaine, était dès lors liquidé, plus complètement même que le convalescent ne s'en rendait encore compte lui-même.

* * *

Deux gros événements du dehors vont marquer deux étapes spécialement importantes dans la suite de l'évolution de Loisy : la Séparation et la guerre.

La Séparation (t. II, p. 441 et suiv. ; surtout, p. 478 et suiv.) lui a montré Rome sous un aspect qui l'a indigné : il l'a vue cherchant à allumer la guerre civile dans le pays et tyrannisant les évêques pour leur imposer ses volontés. Son irritation contre des « efforts antifrançais et immoraux » se traduisait même en une véhémence adressée aux évêques, que Desjardins ne voulut pas imprimer dans sa *Correspondance de l'Union pour la Vérité* et dont nous trouvons dans les *Mémoires* d'intéressants extraits (t. II, p. 481 et suiv.). Ce pamphlet était une véritable prise de congé de l'Eglise romaine.

Dans le même temps, la conscience de Loisy s'était définitivement émancipée du catholicisme romain (p. 380 et suiv., 474 et suiv.). « Il est », s'avouait-il, « destiné à périr et ne méritera pas de regret », et il procédait dans son for intérieur à la totale liquidation de l'entreprise qu'il avait tentée pour l'aider à durer en se transformant. Lui-même se sentait beaucoup moins sûr que jadis de l'efficacité du remède :

Cherchons la paix, concluait-il. Rien ne serait plus ridicule à moi désormais que de me jeter dans les bagarres théologiques. Je n'ai aucune responsabilité de l'Eglise et j'ai le droit d'organiser à mon gré mon reste d'existence (p. 380).

Sa situation ecclésiastique était devenue bien singulière : il ne voulait pas quitter la soutane de lui-même et il attachait encore du prix à la célébration de la messe. Il y attachait des impressions qui n'étaient guère dans l'esprit de l'orthodoxie et qui, au surplus, demeurent inaccessibles à des laïques, malhabiles aux transpositions qui rendraient le phénomène explicable pour eux. D'autre part, les autorités ecclésiastiques, parfaitement au clair sur son « obstination », cherchaient le moyen de se débarrasser de lui sans éclat (p. 485 et suiv.). Elles pensèrent un instant pouvoir faire mieux : il fut très malade, une fois encore ; on put croire qu'il allait mourir, bonne occasion d'obtenir de lui *in extremis* désaveu de sa conduite et rétractation de ses écrits. L'espérance trop vite conçue fut déçue (p. 505 et suiv.). Nous sommes au moment de ce qu'on peut appeler la crise aiguë du moder-

nisme. Loisy, retiré alors à Ceffonds, auprès de sa famille, parce que son état de santé lui interdisait de rester seul, y compose le plan d'un livre, qui ne verra jamais le jour — je dirai tout à l'heure pourquoi — sur le *Régime intellectuel du catholicisme*, et il écrit, sur les événements qui se déroulent, nombre de lettres, dont plusieurs sont de véritables manifestes (par exemple la lettre à Merry del Val sur l'authenticité du IV^e Évangile). L'Encyclique *Pascendi* et le décret *Lamentabili*, qui le visent directement sur tant de points, achèvent de le décider aux derniers gestes : coup sur coup il publie les *Synoptiques* (1907) et les *Simple réflexions* sur l'Encyclique et le décret. C'est alors l'excommunication personnelle et directe ; rare honneur (p. 642 et suiv.). Loisy pensait en ce temps-là qu'il aurait mieux fait de quitter l'Église en 1893, quand on l'avait chassé de l'Institut catholique, et il tirait de cette excommunication, qui l'obligeait à la complète indépendance, une impression de soulagement :

Ma paix intérieure était entière. Désormais, je n'aurais plus l'air de professer une doctrine que je trouvais de plus en plus indéfendable, de servir une Église dont je ne pouvais approuver sans réserve les desseins et les pratiques. Pour retrouver dans mes souvenirs pareille sécurité de l'âme, il m'aurait fallu remonter au temps de mon adolescence, lorsque, sans aucune préoccupation d'avenir, sans aucun trouble d'esprit et de conscience, aux heures libres que me laissaient les leçons de mon curé, j'aidais ma mère dans le soin de ses volailles, de ses abeilles et de son jardin (t. III, p. 5).

Soigner ses poules, ratisser les plates-bandes de son jardin, encourager ses légumes et surveiller ses fruits, voilà quels ont été de tout temps le symbole et aussi le signe sensible de la quiétude pour le « réprouvé ».

Mais ses rêves rustiques ne devaient pas durer ; en frappant sa personne, la sentence du Saint-Office avait affronté la grande idée qu'elle représentait désormais : celle de la liberté de la recherche scientifique. Sans nul doute, l'Église avait le droit de penser et même de dire qu'elle n'avait pas besoin de savants, encore qu'elle ait toujours prétendu être disposée à promouvoir la science ; mais elle n'avait aucune chance de rencontrer l'assentiment des esprits libres et impartiaux quand elle condamnait, même chez elle, un savant au nom de l'orthodoxie, laquelle prenait du coup figure de sainte ignorance. Tous les chercheurs qui n'ont conquis leur indépendance que malgré Rome se sentaient solidaires de l'abbé chassé de l'Église pour avoir cherché. Jusqu'à la publication de *l'Évangile et l'Église*, beaucoup d'entre eux — j'en suis témoin fidèle — n'avaient pas accordé aux travaux du professeur catholique toute l'attention qu'ils méritaient ; depuis, ils les suivaient avec le plus vif intérêt et ils comprirent que leur devoir était d'offrir une compensation à l'homme de mérite qui avait souffert pour la cause commune et se montrait un bon serviteur de la science. Un douloureux hasard, la mort prématurée de Jean Réville (6 mai 1908), leur fournit l'occasion qu'ils souhaitaient, et Loisy reçut la chaire d'histoire des religions au Col-

lège de France. Son élection n'avait pas été sans rencontrer de résistances de sens divers et d'intentions variées, que l'ancien candidat met en lumière rétrospectivement, avec une ironie très plaisante (t. III, chap. XLII-XLIV). A partir de ce moment, qui marque le départ d'une activité scientifique inlassable et d'une production intense, la bonne presse enterra le « renégat » dans le silence, comme si ne pas parler de lui suffisait à le faire oublier. A peine s'apercevra-t-elle qu'il existe encore lorsque, nous organiserons son jubilé en 1927. Un plaisantin des lettres catholiques, avantageusement connu pour son manque de tact, a bien risqué dans ces jours-là une pantalonnade misérable, qui se voulait et peut-être — hélas ! — se croyait spirituelle ; mais je ne pense pas que les adversaires de Loisy, qui ne sont pas tous dépourvus de goût ni d'éducation, l'aient, en général, jugée honorable pour eux. Elle ne l'était pas, en effet.

La guerre, disais-je, a marqué dans la pensée de Loisy une nouvelle étape décisive. D'abord, elle lui a imposé des deuils douloureux en tuant quelques « jeunes » sur lesquels il se plaisait à faire reposer l'avenir de nos études d'histoire religieuse. Puis elle lui a montré le christianisme sous un aspect inattendu. Le Dieu unique, père de tous les hommes, s'est fragmenté en divinités nationales promptes à exalter et à soutenir les passions meurtrières de leurs fidèles respectifs. Tous ces dieux ont fait faillite devant l'humanité¹. « Tous... sont au-dessous de la crise présente. Tous hors d'état de prévenir, d'arrêter ou seulement de condamner, de réprouver essentiellement la guerre comme un attentat à l'humanité » (t. III, p. 318). Et, bouleversé jusqu'au tréfonds de sa conscience, Loisy en est venu à se demander si de la réalité même de l'humanité, du sens qu'elle a de son existence et des aspirations confuses qui la soutiennent, du devoir qui s'impose à elle, dans son propre intérêt, de les éclaircir et de les promouvoir, il n'y aurait pas moyen de tirer une morale humaine plus solide, plus féconde que celle dont se targuent les confessions positives². Une morale et une religion qui rapprocheraient les hommes au lieu de les opposer. C'est à la constitution de cet idéal que nous assistons ; ce sont, si j'ose dire, les étapes de sa gestation que nous suivons presque jour par jour dans les chapitres LI-LIII des *Mémoires*. C'est en lui que se marque le terme de la longue évolution spirituelle d'Alfred Loisy ; c'est lui que tous ses efforts de réflexion tendent désormais à consolider et à justifier.

1. « Si la guerre m'a donné une impression profonde, c'est que l'humanité n'est pas conduite, comme l'enseignent les religions, mais qu'elle va, cherche, se pousse, s'efforce, s'irrite, se déchire, se suicide, tout en s'efforçant à vivre, à grandir, à se perpétuer, voire à s'améliorer » (t. III, p. 296 et suiv.).

2. Le tort du pape et de la théologie courante « est de considérer la guerre comme une chose indifférente en soi et humainement licite, quand il y a motif légitime. Or, la guerre est en soi une chose immorale, inhumaine et qui, humainement parlant, ne se peut justifier, comme la résistance violente à une agression privée, que dans le cas de nécessaire défense » (t. III, p. 299 et suiv.).

* * *

De cette évolution, le modernisme n'avait marqué qu'un palier et, en vérité, il ne pouvait faire plus. L'information essentielle que les *Mémoires* nous apportent sur lui ne permet pas d'en douter. Les théologiens constructeurs de Pie X imagineront je ne sais quel vaste complot de l'esprit d'hérésie, poussé et soutenu dans sa révolte abominable par un orgueil impatient de toute autorité légitime. Plus astucieusement encore, le pitoyable abbé Garnier imaginera que Loisy a reçu la forte somme de Paul Sabatier et de Salomon Reinach, conjoints, pour *fonder le modernisme* (*Le Peuple français* du 19 septembre 1907). C'est beaucoup plus simple que cela : il n'y eut ni complot, ni entente, ni marché, mais simplement un sentiment levé dans la conscience de nombre de catholiques éclairés et que l'Église, au cours des temps, a rencontré plusieurs fois sur son chemin, savoir celui de la caducité des formes de la doctrine officielle, devenues incapables de répondre à l'état des connaissances positives et aux besoins de l'esprit.

Le modernisme ne fut donc pas *une doctrine*, mais essentiellement *une foi*, celle qui prêtait à l'Église catholique assez de vitalité, assez de vérité, assez d'intelligence pour comprendre la nécessité de se réformer elle-même en se conformant aux assauts irrésistibles d'une pensée renouvelée par la science. Quand le concile de Trente avait cristallisé le dogme dans des formes déjà désuètes en ce temps-là, il avait cédé, sous la pression des Jésuites, à des considérations de polémique : il prétendait dresser contre la Réforme protestante un rempart infranchissable. Mais les années avaient passé, et il y avait comme une dérision à prétendre encore, au seuil du xx^e siècle, enfermer l'esprit dans la lourde construction médiévale. Les *libéraux*, dont l'aspiration commune à la modernisation de l'Église a donné au pape Pie X, et à d'autres ignorants plus ou moins volontaires, l'illusion d'un complot, ne croyaient qu'à la possibilité d'une réforme interne, d'un rajeunissement spontané de l'Église : c'est pourquoi ils s'obstinèrent si longtemps, et d'aucuns jusqu'à leur mort, à se dire, contre toutes les apparences, d'authentiques catholiques.

Peut-être n'était-il pas impossible de se douter et même de se persuader que cette prétention de pousser et d'aider l'Église romaine à se transformer, c'est-à-dire à se suicider, était une entreprise folle et que toute l'expérience de l'histoire condamnait d'avance. Loisy lui-même s'en rendra par instants compte (t. II, p. 149). Mais, comme les autres, il avait cru à l'impossible :

Si la réforme catholique était une folie, écrit-il aujourd'hui, disons qu'un vent de folie tournait alors les meilleures têtes dans le catholicisme français ; la mienne doit être excusable de s'y être laissé emporter. Excusable ou non, j'ai poussé jusqu'au bout mon expérience (t. I, p. 365).

Excusable, elle l'était en ce sens que des hommes qui restaient attachés à

la religion de leur enfance, celle qu'ils considéraient encore comme le fondement de toute leur vie spirituelle, et qui, d'autre part, étaient sortis de la coquille théologique pour regarder le monde et comprendre la vie, qui avaient bu le *vin enivrant* de la connaissance, ne pouvaient d'abord s'imaginer qu'il y eût incompatibilité entre ceci et cela, que des formules dussent primer et brimer des faits certains. Ils devaient chercher la conciliation des contraires, comme les Juifs d'Alexandrie, jadis, avaient trouvé le moyen d'accorder la Bible et Platon. Par malheur, l'opération était plus compliquée pour eux que pour un Philon, surtout parce qu'il ne s'agissait pas seulement de mots à réduire et de formules à adapter, mais d'hommes à convaincre ou à vaincre, d'hommes armés pour la résistance, unis, organisés et qui allaient combattre pour leur vie même.

Une autre considération encore laissait, à un observateur du dehors, mal augurer du modernisme : « le dogme chrétien en décomposition », dira plus tard très justement Loisy lui-même (t. III, p. 217), « ne soutient plus les institutions religieuses : ce sont les institutions qui soutiennent vaille que vaille les croyances défaillantes ». Assurément ; mais alors qu'attendre d'un renouveau moderniste ? Où aller chercher la substance de la *religion chrétienne*, j'entends de la religion commune, *préachable* et transmissible, qu'il s'agissait de substituer au romanisme ? Un philosophe qui construit pouvait se faire de tenaces illusions sur ce point, mais non pas un historien. De fait, si les plus notables modernistes se sont accordés sur l'inévitable et urgente nécessité d'*adapter* le catholicisme à l'esprit moderne pour le sauver et le régénérer, chacun d'eux a enfanté, plus ou moins consciemment, un catholicisme original, de son propre cru, personnel, intransmissible et qui fait songer à la religion conçue par l'empereur Julien pour remplacer la religion des Galiléens et renflouer le paganisme : syncrétisme construit à la mesure d'une conscience et d'une culture, strictement conditionné par elle et à peu près incommunicable à autrui. Ainsi Tyrrell, von Hügel, Mgr Mignot, Loisy lui-même sont arrivés *in petto* à des représentations fort différentes du *résidu* solide que le catholicisme était censé contenir. La correspondance de Loisy et de von Hügel, si riche de substance et si largement utilisée dans les *Mémoires*, suffirait à le prouver.

Enfin, il était impossible que, même mise à part la considération des intérêts immédiats de Rome, que l'usage a identifiés à ceux de l'Église, comme il a assimilé ceux de l'Église à ceux de la foi, le commun des catholiques, ignorant des besoins de la pensée et indifférent à leur satisfaction, l'homme sans fanatisme, mais attaché à des traditions et à des principes qui lui semblaient naturellement aussi inaliénables qu'essentiels, ne prit pas d'ombrage ni d'inquiétude d'une entreprise que Loisy lui-même présentait à von Hügel dans les termes que voici (27 août 1904) :

Notre idéal de catholicisme est si différent de la réalité présente que nous avons l'air de travailler à la ruine totale de celle-ci et non à sa transformation (t. II, p. 411).

Rien ne pouvait être fait sans l'assentiment de la foule et la foule s'est détournée des novateurs, dès que l'Église officielle eut proclamé qu'il y avait impiété et sacrilège à lui proposer une réforme dont elle ne sentait pas le besoin. Ne contredisait-elle pas son principe fondamental de permanence dans la vérité? Il est capital que les modernistes soient restés réellement dispersés; même ceux qui correspondaient entre eux n'étaient d'accord que sur une *tendance* commune et nullement sur ses applications pratiques et précises (t. II, p. 567 et suiv.). Ni accord, ni entente, ni groupement, ni programme en face du romanisme: qu'était-il raisonnable d'attendre et d'espérer? Même *l'Évangile et l'Église*¹ n'aurait probablement pas fait grand bruit si quelques zéloteurs, plus empressés à injurier qu'à comprendre, n'avaient ménagé au livre « une réclame inouïe avec leur tapage et leurs vociférations » (t. II, p. 189).

C'est donc à une expérience qu'il jugeait nécessaire que Loisy a entendu collaborer (t. I, p. 231), en liaison, sinon en accord, avec ses amis von Hügel et Mignot. Il n'a jamais directement connu Tyrrell. C'est von Hügel qui a servi de lien entre lui et l'ardent jésuite anglais. Dès 1893 (22 novembre), von Hügel et Mgr Mignot avaient échangé, dans une longue conversation, les idées et les impressions qui ont nourri la tentative moderniste (t. I, p. 293). Le premier, jusqu'au bout, a tenu obstinément à son rêve, malgré les démentis que les faits lui ont infligés; le second s'est résigné, la mort dans l'âme, à abandonner ses espoirs. Quant à Loisy, il s'est, lui aussi, longtemps attardé au désir décevant d'obtenir « la liberté scientifique dans le catholicisme, d'examiner les titres de la religion catholique » (t. I, p. 298).

D'aucuns, Houtin entre autres, ont voulu voir dans l'esprit critique de Duchesne le principe et le moteur du mouvement. Prenons garde: Duchesne n'a jamais été moderniste; il n'a jamais directement porté son attention sur la question biblique, qui a été le vrai point de départ de Loisy, par exemple, et il n'a jamais cru à la possibilité d'adapter l'Église à l'esprit moderne. Les *Mémoires* nous donnent de lui une étonnante lettre (de 1899), que Loisy a raison de nommer « une exhortation au désespoir », et où, avec la plus admirable pénétration et la plus belle vigueur, il explique pourquoi l'Église ne bougera pas, si ce n'est pour écraser tous les novateurs (t. I, p. 515 et suiv.). Ce qui pourtant donnait courage à ces derniers, c'est qu'en fait, aux environs de 1893, « tout criait la nécessité de réformes » et que Rome se donnait l'apparence de les désirer toutes: Léon XIII recommandait l'étude de la Bible; il exaltait la démocratie chrétienne; il se faisait le patron des ouvriers; tous les catholiques qui réfléchissaient désiraient « un élargissement de la doctrine ». Sans doute, il ne semblait pas aisé de définir l'élargissement et Léon XIII n'était, au fond, ni un socialiste, ni un

1. On trouvera au t. II nombre de renseignements sur les dessous du livre, notamment autour de la p. 158.

démocrate, ni un exégète, ni tout simplement un libéral¹, quand il se donnait des airs d'être tout cela ; mais peut-être avait-on le droit de penser que le fait de se donner de tels airs n'était pas sans signification et qu'un mouvement, plus fort que la mesquine politique des hommes du passé, allait tout de même se déterminer vers l'avenir (t. I, p. 365). Par malheur, il menaçait directement l'absolutisme doctrinal et intellectuel de l'Église. Il n'y avait donc pas apparence qu'elle le favorisât, ou seulement le tolérât. Loisy s'en rend bien compte aujourd'hui, qui écrit :

La science et la critique tiennent d'elles-mêmes le droit de rechercher le vrai. Il n'aurait pas fallu demander au pape la reconnaissance de ce droit, qui est la négation même du prétendu droit du pape sur les intelligences (t. I, p. 368).

Naturellement ; mais on ne peut raisonner ainsi que lorsqu'on est hors de l'Église. Von Hügel, qui s'obstinera à voir en elle le principe de toute vie de l'esprit, comme de toute vie de l'âme, finira dans l'absurde et prononcera contre l'émancipation de Loisy le désaveu le plus formel en ne lisant plus ses écrits.

L'Encyclique *Pascendi* et le décret *Lamentabili* ont grossi et systématisé la tentative moderniste, pour se donner une belle occasion de fulminer de nouveau contre l'esprit moderne. Ils étaient, du reste, dans leur contenu essentiel, tels qu'on pouvait les attendre.

Pierre Batiffol s'est vanté d'avoir découvert le modernisme et de l'avoir démasqué ; il a même naguère trouvé un biographe zélé pour lui en faire gloire. En l'espèce, si quelqu'un avait le devoir de se taire et de n'être le Judas de personne, c'était bien lui, dont l'orthodoxie interne pouvait à bon droit paraître si trouble, voire si douteuse, et qui avait donné tant de gages aux réformistes qu'ils auraient eu, sans doute, le droit de le compter pour l'un des leurs. L'attitude qu'il crut à propos de prendre en face du modernisme, pour essayer de sauver sa situation personnelle fort compromise, ne lui a pas fait grand honneur. Mais, en vérité, « il n'a démasqué personne, il n'a rien découvert, bien que peut-être il fût téméraire de dire qu'il n'a rien inventé » (t. I, p. 534). Les gens de Rome n'avaient pas besoin de lui pour entendre *Dogme et critique*, *L'Évangile et l'Église*, *Autour d'un petit livre*, les articles de Fonsegrive, ceux de *Demain* et tant d'autres écrits inquiétants pour elle, en Allemagne, en Italie, aussi bien qu'en France. Les deux documents pontificaux sont replacés dans leur ambiance et éclairés par les réflexions dont le Loisy d'aujourd'hui les enrichit (t. II, surtout autour de la p. 580).

1. T. I, p. 528 : « On a beaucoup trop célébré la largeur d'esprit de Léon XIII, qui ne fut jamais qu'un grand politicien. » Sévère, mais parfaitement juste. Cf. t. I, p. 309 : « Nonobstant son goût affiché pour les élégances de la prose et de la poésie latines, il s'entendait fort peu aux choses de l'esprit, croyant qu'il les pouvait conduire par des consignes autoritaires, comme il faisait ou essayait de faire pour la politique ecclésiastique. » Cf. t. III, p. 196, sur cette étonnante Encyclique *Graves de communi* (18 janvier 1901), qui proclamait la nécessité de maintenir l'inégalité des classes sociales.

Le mouvement moderniste a donc échoué et ne pouvait pas ne pas échouer : l'esprit qui l'avait fait naître lui a survécu et dure encore, en ce sens que, si une génération de clercs, élevée dans la plus dure contrainte, au milieu d'ânés accablés sous les coups de crosse, peut donner l'illusion et peut-être la réalité de la soumission, les besoins intellectuels ne sont pas pour autant morts à jamais dans le clergé, et que ni la critique, ni la science n'ont capitulé. C'est à elles que seront le dernier quart d'heure et le dernier mot¹. Des signes qui ne peuvent guère tromper laisseraient même croire que les aiguilles de l'horloge tournent assez vite.

* * *

On comprend pourquoi j'ai dit que, même s'il avait réussi, le modernisme n'aurait été pour Loisy qu'une passerelle. L'exercice du droit que réclamait l'intrépide exégète et qu'il n'a jamais abandonné devait le conduire, non seulement hors du catholicisme romain, mais hors de ce qu'on nomme communément le christianisme. Un esprit comme le sien ne pouvait accepter longtemps qu'une limite quelconque fût opposée à sa liberté.

L'ensemble des *Mémoires* constitue un réquisitoire chargé contre l'Église romaine. Les professionnels de l'apologétique le traiteront, je pense, par le silence — ce serait le plus sage — ou en contesteront tel ou tel détail : le total restera et il n'est point d'esprit impartial qui ne le juge écrasant. Non pas, certes, que ladite Église ait été blâmable en cherchant à faire taire, par tous les moyens en son pouvoir, un homme dont les propos lui semblaient subversifs, ni qu'elle ait paru illogique en se débarrassant d'un prêtre que ses sommations répétées n'avaient pas plié à l'obéissance absolue ; mais elle apparaît dans les *Mémoires* comme assommatrice de toute liberté d'esprit. Ses dénégations sur ce point ne prévaudront ni contre les faits, ni seulement contre les principes qu'elle-même rappelle en toute occasion. Pour elle, Loisy a été dur, il n'a pas été injuste. Au fond, les sévérités de Duchesne n'ont pas été moindres, pour ne s'être exprimées que sous le manteau², et de même celles de Tyrrell, celles de von Hügel, nonobstant ses réticences, celles de Mgr Mignot ou de Mgr Lacroix, sans parler d'hommes qui ne furent pas des modernistes, mais seulement des prêtres contraints dans leur liberté de savoir et de penser : Lejay, Houtin et tant d'autres. Orgueil ? C'est vite dit et ne dit rien ; j'ajoute que, pour plusieurs des hommes à qui je songe, c'est une sottise pure et simple. La question n'est plus ici de savoir si la théologie

1. « L'Église a refusé de devenir moderne par l'esprit et par la pensée ; elle triomphe du modernisme, mais comme elle a triomphé du schisme grec et du protestantisme, en perdant une bonne partie de sa clientèle. Les résultats n'apparaîtront que plus tard, parce que le temps n'est plus aux schismes ni aux hérésies ; mais la masse de sécessions individuelles et imperçues ira croissant. L'Église est de plus en plus prisonnière de sa tradition » (t. III, p. 53).

2. Cf. la terrible lettre publiée ap. t. I, p. 516 : « Rome fournira ou groupera, pendant bien des années encore, un personnel assez sceptique de fond et dévot d'apparence pour jouer le rôle des grands féticheurs vis-à-vis des rois nègres. »

romaine est ou non logique en refusant au savant une liberté dont il peut user contre la vérité, elle est de décider s'il est admissible aujourd'hui que des hommes, se couvrissent-ils de l'autorisation divine, qu'ils ne tiennent que d'eux-mêmes, prétendent à la possession exclusive de la Vérité dans tous les domaines. Elle est encore de savoir si la Vérité « n'est pas autre chose qu'un formulaire dont l'autorité pontificale règle à son gré les modalités » (t. II, p. 318) ; s'il est tolérable que Rome impose dans le plan des études bibliques la systématisation du contresens et la négation du fait le plus évident comme exégèse scientifiquement correcte ; si l'habitude caractéristique du genre jésuite « d'appliquer à contresens des réflexions justes en elles-mêmes, qui n'ont pas de rapport véritable avec le sujet dont il s'agit » (t. II, p. 17), vaut contre les conclusions de la critique indépendante.

L'Église justifie ses prétentions par l'invocation de son origine, qu'elle dit divine, mais qui le serait seulement si le récit qu'elle en donne était véridique (t. I, p. 122). Par malheur, ce récit n'a pas plus de consistance historique que « ce que la Bible nous raconte au sujet de la création d'Adam et d'Ève, du bon père Noé et de sa famille », et qui, lui-même, en fait de consistance historique, ne vaut pas « beaucoup mieux que Cendrillon, Peau-d'âne et le Petit Poucet ». L'édifice ne repose en réalité que sur la papauté. Les gens du dehors la qualifient volontiers, en abusant d'un cliché qu'on ne prend plus la peine de contrôler, de « la plus haute autorité morale qui soit au monde », alors qu'à la regarder de près, « c'est à dégoûter de l'autorité et à désespérer de la morale » (t. I, p. 368)¹. Le pape lui-même ne fait pas ce qu'il veut ; les intrigues, les luttes d'influence, les chocs d'opinions diverses, les hésitations et les repentirs, voilà le spectacle courant qui s'offre à l'observateur attentif, et ces « dessous de l'infaillibilité » (t. II, p. 89) ne méritent ni admiration ni crédit. L'orthodoxie que la curie soutient et qui la fait vivre elle-même, celle qui se refuse à toute adaptation avouée et qui écarte les nouveautés au nom de la Vérité éternelle, « est immuable seulement pour ceux qui y croient, et... cette doctrine soi-disant immuable a été perpétuellement modifiée au cours des siècles » (t. I, p. 176), au point que « l'on serait hérétique aujourd'hui si l'on affirmait ce qui a soutenu l'espérance des premières générations chrétiennes » (t. I, p. 122). C'est donc pour une doctrine qui n'a vécu que par une continuelle transformation, comme toutes choses ici-bas, que l'Église romaine tyrannise les esprits de ceux de ses fidèles qui réfléchissent et s'instruisent, pour une doctrine à laquelle les meilleurs d'entre eux sont réellement devenus indifférents (t. I, p. 364) ; une doctrine qui impose à tous les bons esprits des problèmes inévitables, encore que les théologiens proclament qu'ils n'existent pas² et crient haro sur ceux qui

1. « Le sens moral est ce qui manque le plus à la curie romaine, bien que nos hommes d'État, républicains et laïques, se soient évertués, dans les dernières années, à célébrer la papauté comme la plus haute puissance morale qui soit au monde » (t. III, p. 197).

2. « Les théologiens n'aiment pas qu'on remue les questions qui n'existent pas pour eux » (t. I, p. 445).

n'en conviennent point. Pourtant « châtier un homme qui ne croit pas ou qui erre dans sa croyance, ce n'est pas l'avancer vers la foi, mais lui fournir un argument contre elle » (t. I, p. 473). Ces aveugles ne voient pas que, « du moment qu'une religion affecte d'enseigner une doctrine invariable, elle va contre la loi de la nature et de l'humanité, la vie étant un mouvement, et l'on peut dire qu'elle provoque l'hérésie » (t. I, p. 35).

Et pour quel résultat cet acharnement dans l'entêtement à ne pas accepter l'inéluctable nécessité?

L'Église romaine, moyennant son intransigeance, entretient et aggrave la crise de la foi qu'elle voudrait étouffer par la violence et l'astuce. Ses succès temporaires dans l'ordre politique ne suffiront pas à conjurer cette crise.

Plus on va, plus il devient difficile de faire croire aux hommes de sens qu'il est « de nécessité de salut pour toute créature d'obéir au pontife romain » (t. II, p. 553).

Ce que, par-dessus tout, Loisy ne pardonne pas à l'Église romaine, le leitmotiv de la critique qu'il fait d'elle, c'est le goût de la domination absolue, l'appétit qui la tient de plier et d'asservir (t. III, p. 177), son absolutisme monstrueux (t. II, p. 249), sa prétention à être l'unique sanctuaire du bien (t. III, p. 297). On le comprend, car c'est de tout cela que lui-même a souffert le plus; c'est de tout cela qu'il a constaté le plus immédiatement l'atroce malfeasance autour de lui. Et l'on s'incline avec émotion devant le sentiment douloureux qui s'exhale de lignes comme celles-ci :

L'Église fait grand gaspillage de nobles vies, de forces intellectuelles et morales qui lui sont offertes avec un entier dévouement, mais qu'elle étouffe, étrangle, sacrifie sans scrupule à sa chimère d'orthodoxie et aux fantaisies de sa domination tyrannique (t. I, p. 47).

* * *

Dans la sévérité de ses jugements, Loisy n'a point confondu le catholicisme et l'Église romaine; il a gardé vis-à-vis du premier une réserve qu'il a, depuis longtemps, quittée au regard de l'autre. Distinction arbitraire au premier abord, puisque le catholicisme, c'est présentement l'Église qui le représente et l'exprime. Mais c'est elle qui a fait de lui ce qu'il est : sans elle il aurait pu être différent. Du moins, il est permis de le croire, et Loisy l'a cru très longtemps. Il a été plusieurs fois tenté, quand il a vu clair dans sa propre pensée, de démontrer *ex professo* en quoi le catholicisme n'est pas la Vérité; il est même allé jusqu'à composer le plan d'un livre dans ce dessein (t. II, p. 455); il n'a jamais passé à l'exécution¹.

Il s'était promis de n'exercer aucune action religieuse contre l'Église catholique, telle que d'attaquer son dogme au nom d'une autre croyance

1. A la réflexion, il n'a pas publié non plus le pamphlet que l'indignation lui avait inspiré au moment de la Séparation et que Desjardins avait trouvé inopportun (t. II, p. 481).

(t. III, p. 158, de 1910 ; cf. t. II, p. 461, de 1906)¹. Pourtant il y a longtemps qu'il a son opinion faite sur la valeur présente et l'utilité véritable du catholicisme, puisque son t. II, p. 651, se termine sur cette citation — qu'il fait sienne — de la lettre d'un jeune pasteur :

Je ne sais si je comprends bien les signes des temps, mais je crois que, pour le protestantisme comme pour le catholicisme, l'idéal c'est de disparaître pour céder la place à quelque chose qui vaudra mieux que catholicisme et protestantisme.

Dès le 10 mai 1904, il écrivait lui-même :

Le système catholique tout entier, doctrine et discipline, est contraire à la raison et à la vie. Ce n'est plus du surnaturel, c'est de la démenche logiquement déduite (t. III, p. 387).

C'est un ensemble d'« idées fossiles » incapable de « redresser la conscience morale du monde contemporain », d'entretenir et de développer « le sens humain » ; il faut à cette œuvre nécessaire « des symboles plus vivants et moins lourds ». Aussi bien est-il « arbitraire autant que superflu de vouloir... immobiliser dans une définition... l'idéal humain qui est, en somme, la religion éternelle » (t. III, p. 157).

* * *

Une fois détaché du catholicisme, spécialement pendant la guerre et depuis, Loisy a cherché avec application, *pro parte virili*, quels symboles pourraient bien exprimer, à l'heure présente, la religion éternelle assez efficacement pour redresser la morale contemporaine et donner à l'humanité l'authentique principe de conduite qui lui manque. C'est une illusion, remarque-t-il, de prétendre faire reposer la morale sur la religion ou restaurer la morale en la fondant sur la religion dans un pays qui ne croit plus à la religion (t. III, p. 220). Je vois là, en effet, la grande faiblesse de la morale dite religieuse, dont l'éloge emplit encore la bouche de tant d'incrédules ; c'est qu'elle s'effondre avec la foi qui l'impose et la garantit.

J'ai déjà dit que Loisy n'était pas né rationaliste : en vérité, il ne l'est pas devenu. Je veux dire qu'il n'a pas pris le parti de subordonner tout, dans le monde et dans la vie, à une théorie de la raison. Sa raison reste, si j'ose dire, empirique : il croit en elle, certes, et il sait que, par un effort méthodique, elle peut obtenir des résultats considérables, mais cette foi demeure *relative*, en ce sens qu'elle n'accepte pas que tout ce qui est tienne dans la raison. Loisy est donc resté un homme religieux : il ne conçoit pas que l'humanité puisse jamais se passer de religion ; mais, ici, prenons bien garde à l'équivoque et n'imaginons pas qu'il prête appui aux confessions, qui vont si volontiers répétant que l'homme est un animal religieux, pour le pousser tout doucette-

1. « J'ai besoin de ma liberté, mais je n'ai pas besoin de combattre l'Église. »

ment vers leur propre demeure. Ce n'est point de considérations métaphysiques, ni proprement philosophiques que Loisy est parti, mais d'une expérience dont, je l'ai dit, la guerre a été le facteur le plus actif et l'occasion principale.

On ne meurt pas pour le pape, a-t-il constaté en 1915, ni pour le ciel. Même les croyants, s'il ne s'agissait que de l'éternité, n'y risqueraient pas leur peau et ils n'y mettent pas plus d'entrain que les incrédules. Alors, qu'est-ce qu'il y a au fond? Quel est le Dieu nouveau qui s'agite et qui a pu, lui seul sait comment, suggérer une promesse de justice et de liberté au successeur de Catherine II (t. III, p. 298)?

Identifier cette inspiration singulière de libéralisme avec l'action du Dieu chrétien, il n'a pas pensé qu'il y fallût songer, parce que ce Dieu, même humanisé dans la personne du Christ, n'a réellement pas incarné la *patrie universelle* : il est sorti d'elle en projetant sa justice hors du monde réel, en réservant la réalisation de cette justice pour une heure placée hors du temps, en un Royaume situé hors de la terre.

Il n'a jamais réussi à faire une société équilibrée dans le présent. La fuite du monde dès avant la mort est une autre façon de se soustraire à ce monde en désordre qu'on désespère de remettre sur pied. Ce n'est pas avec des billets d'immortalité qu'on peut rassurer maintenant les peuples et les individus (t. III, p. 301).

Il ne s'agissait pas davantage, pour cet homme plongé au plein de l'expérience, de faire appel à la métaphysique.

Quant à la métaphysique religieuse, je fais mes réserves. C'est un terrain qui me paraît de plus en plus inconsistent. Assurément, il faut une vie morale aux individus et aux sociétés ; à cette vie, il faut des principes autres que la satisfaction des intérêts et des appétits ; mais ces principes ne paraissent pas devoir être nécessairement de l'ordre de la spéculation. Encore moins se confondent-ils avec ce résidu de théologie, où l'on prétend encore retrouver ce qu'on nomme l'« essence de l'Évangile » (t. III, p. 327).

Il n'est pas du tout vraisemblable que l'Évangile, né dans un autre temps et pour d'autres besoins, soit en état de porter l'idéal nouveau et de jouer le rôle de révélation du nouveau Dieu. Car ce nouveau Dieu

sera un idéal d'humanité meilleur, oui, meilleur et plus vrai que le Christ, même que le Christ idéal de Paul, avec sa conception du *sacrifice* personnel en rançon du péché, qui est inepte, et qu'il faut remplacer par le simple dévouement *usque ad mortem* à l'idéal entrevu (t. III, p. 301).

Dieu personnel? Non, parce que

la personnalité de Dieu, conçue d'après la nôtre, est un mythe. Le sens de l'esprit, de l'idéal humain, n'est pas lié nécessairement à ce mythe, qui n'a pris une forme

absolue que dans le christianisme, et l'on pourrait dire le christianisme déclinant, dans le christianisme miné par le rationalisme (t. III, p. 388).

Mais on peut cultiver « religieusement d'autres idées que la personnalité de Dieu ». C'est là un problème, comme celui de l'immortalité de l'âme, qui n'est plus, pour Loisy, objet d'inquiétude, qu'il n'éprouve plus le besoin de discuter, parce que sa pensée religieuse évolue dans un autre plan et qu'il se juge désormais incapable, ayant « laissé tomber le concept absolu de la révélation chrétienne », de seulement la définir en lui-même, de se faire une idée consistante de Dieu et de l'immortalité (t. III, p. 23). Il ne s'agit pas d'une révélation, pas davantage d'une transposition de ses croyances passées, mais plutôt d'une sorte d'intuition, et il accepte qu'on dénonce les affinités que sa religion peut présenter de ce point de vue avec la philosophie de Bergson (t. III, p. 380 et suiv.). A ce Dieu, il faut croire, non comme à un dogme sorti de la théologie ou de la science, mais par une adhésion d'expérience et par « une pleine assurance dans la vie de l'esprit ». Cette foi, c'est le « sentiment profond du réel » et le « pressentiment de l'idéal » qui s'insurgent contre la trop habituelle tendance de la raison commune, et même de la raison scientifique, à s'immobiliser dans leurs concepts et qui « sollicitent incessamment la religion, la science, la morale et l'art à de nouveaux progrès » (t. III, p. 489).

Qu'il soit très facile de se représenter cette religion et ce Dieu, je ne le soutiendrai pas ; qu'ils soient aussi aisés à réaliser que la dévotion à la sainte Vierge, je ne le dirai pas davantage ; mais ils procèdent d'un sens profond et d'un amour sans limite de l'humanité, d'une foi admirable dans sa destinée et sa dignité. « Plus une vie prend un caractère d'utilité publique, plus elle est quelque chose de profondément vrai, de respectable, de saint » (t. I, p. 209) ; telle est la déclaration liminaire et l'épigraphe qui conviendraient à l'ensemble de l'œuvre philosophique de Loisy. Par l'effort constant qui a élevé le petit clerc champenois de la confrérie qu'il avait fondée au séminaire pour l'édification de ses camarades, à ses larges visions de généreux altruisme, cette vie de savant et de penseur mérite plus que le respect : l'admiration. Les *Mémoires*, qui sont d'abord la description et l'analyse explicative de cette évolution, constituent donc un document de psychologie historique et un document humain de premier ordre, en même temps qu'un riche *corps* de faits et de *preuves*, touchant la période d'histoire religieuse qu'ils embrassent.

Ils sont pourtant autre chose encore : une étonnante galerie de portraits contemporains. Tous les personnages qui ont joué un rôle ou ont cru en jouer un dans la pièce mêlée, dont les actes se déroulent devant nous tout au long du livre, passent dans ses pages, caractérisés longuement ou marqués de quelques traits vigoureux. C'est d'abord Mgr Duchesne, dont on ne peut dire qu'il sorte très grandi des réflexions que les *Mémoires* nous im-

posent sur lui¹, ni qu'il nous apparaisse comme un héros ; mais nous savions déjà tous qu'il avait plus d'esprit que de résolution, plus d'adresse que de véritable courage. Mais nous ajoutons à l'estime que nous avions pour sa pénétration, sa lucidité de vue, et nous tombons d'accord avec Loisy qui l'unit à Mgr Meignan dans le jugement que voici :

Ceux qui seraient tentés d'apprécier sévèrement l'espèce de compromission morale moyennant laquelle ces hommes ont vécu dans l'Eglise et même y ont fait carrière, doivent incriminer d'abord l'esprit de l'institution, qui les avait accaparés pour utiliser leurs talents, quand ils ne savaient pas encore eux-mêmes où pourraient les conduire les études qu'ils devaient plus tard entreprendre, l'un sur la Bible, l'autre sur le passé chrétien (t. I, p. 170).

C'est Mgr Mignot, dépeint sous les couleurs les plus séduisantes (t. I, p. 292 et suiv.), et auquel il n'a sans doute manqué, pour être jusqu'au bout en parfaite communion spirituelle avec Loisy, que d'abandonner le postulat nécessaire du christianisme et du catholicisme traditionnels : le surnaturel (t. III, p. 215). Au demeurant, « homme de son temps autant que le peut être un ecclésiastique... très bon, bienveillant et intelligent à la pensée d'autrui » (t. I, p. 292 et suiv.).

C'est l'excellent baron von Hügel. Figure très curieuse. Capable de contraire, par des aspirations critiques bien intentionnées, des élans sincères vers la liberté intellectuelle, des révoltes intérieures contre la tyrannie romaine, un vieux fonds mystique et fidéiste qui a fini par reprendre le dessus, si bien que le baron, longtemps véritable agent de liaison entre les divers modernistes, a refusé d'accepter les conclusions de la critique de Loisy (t. III, p. 25), au nom d'une métaphysique nébuleuse, et qu'il a même renoncé à lire les livres de son ami (t. III, p. 400 et suiv.). Il ne voulait pas aller plus loin que les réformes qu'il jugeait souhaitables et limitait à ses propres besoins. Il gardait, du reste, les apparences de la soumission au Saint-Siège qui le ménageait, pensait ce qu'il voulait et se croyait résolument orthodoxe. Tel ce bon Marcel Hébert (t. II, p. 84), qu'on aimait dès qu'on le voyait et qui voulait rester catholique, à la condition que l'Eglise reconnût comme vraies des opinions qu'il croyait irréfutables et qui n'étaient même pas raisonnablement discutables.

C'est Mgr d'Hulst, tout plein d'excellentes intentions et abondant en velléités libérales, méritoires chez un homme de son milieu et de son éducation, mais inconsideré, imprudent, sujet à des retours fâcheux² et que son bon cœur lui rendait pourtant pénibles.

1. T. I, p. 165, 170 et suiv., 514 et suiv. ; t. II, p. 173, 276-278 ; t. III, p. 234 et suiv., 238 et suiv., 342.

2. Bon exemple d'une véritable lâcheté, ap. t. I, p. 267, où l'on voit le recteur de l'Institut catholique, après avoir assuré Loisy qu'il ne communiquerait pas au cardinal Richard un article compromettant de l'*Enseignement biblique*, le lui porter tout droit.

C'est Mgr Batiffol, sur lequel Loisy se défend de porter un jugement subjectif, mais qu'il abandonne aux faits et qui, vraiment, ne sort pas à son honneur de ses démêlés avec eux. Homme dont la vive intelligence était gâtée par la finasserie, et la réelle culture stérilisée par la politique; dont l'esprit, qui se croyait « à la Duchesne », était fait surtout de persiflage méchant et d'ironie mordante; dont, enfin, les certitudes critiques se subordonnaient toujours à des considérations de carrière et de sécurité ecclésiastique. Du reste, son ambition d'être considéré en face, chez les savants, tout en gardant l'admiration confiante des clercs, le poussait quelquefois à des imprudences qui lui ont coûté cher. Type redoutable d'arriviste d'Eglise, prêt à piétiner sans vergogne ceux que son adhésion de tête-à-tête ou son sourire complice venaient d'encourager, pour peu qu'il y vit son intérêt¹. Il a été, du reste, payé selon ses mérites, car il a connu d'amères déceptions et il est mort au moment où il pouvait se flatter d'en recevoir bientôt quelques compensations.

C'est le cardinal Richard, l'exemplaire le plus représentatif du « bon prêtre », confirmé dans son inintelligence de tout ce qui n'était pas son petit fonds d'idées théologiques, ignorant admirable et qui, par dévouement au salut d'une âme, était capable d'assez vilaines actions au regard du corps.

C'est encore Albert Houtin, « qui n'aura laissé de pages inédites que pour plaider contre sa mémoire » (t. III, p. 308), et qui, ulcéré par l'erreur fondamentale de sa vie, révolté par ses déceptions, usé par ses pénibles difficultés matérielles, a fini par gâter des qualités d'esprit et de cœur incontestables assez pour devenir un égocentriste outrecuidant, soupçonneux, jaloux, méchant, et perdre, par ses propos d'outre-tombe, l'estime que ne lui refusait pas, de son vivant, l'illusion de bien des honnêtes gens.

Que d'autres encore, dont l'*Index analytique* permet de repérer la personne dans le corps de l'ouvrage, où ils figurent dans leur rapport avec le sujet traité. Tous les hommes qui ont tenu une place dans l'histoire religieuse du catholicisme depuis un demi-siècle sont là, et pas toujours pour leur profit; mais c'est tant pis pour eux.

* * *

J'ai dit assez pour donner quelque idée des divers aspects de ces *Mémoires*: leur intérêt primordial est d'illustrer une biographie spécialement représentative et une œuvre scientifiquement capitale. La méthode de Loisy (cf. surtout t. III, p. 395 et 409 et suiv.), la genèse de ses livres, leur intention, en tirent des éclaircissements décisifs et, tout autant, la formation de son esprit et l'évolution de sa pensée. Par surcroît, l'exégète et l'historien des religions trouveront à glaner plus d'une remarque suggestive dans la grange du bon laboureur.

1. Cf. le jugement très fin de von Hügel sur lui, ap. t. II, p. 26.

Que la personne de Loisy tienne la place centrale dans le livre, rien de plus naturel. Nombre de détails, d'anecdotes, d'historiettes, voire de récits développés ne s'expliquent que par le désir de précision et de rectification qui a mis sa plume en branle ; mais, avec sa personne, ou à propos d'elle, nous pénétrons jusqu'au fond de ce que j'oserais appeler les coulisses de l'Église catholique. Et cela est, en vérité, d'un intérêt qui se soutient sans faiblir un instant tout au long de ces dix-huit cents pages. Je ne connais pas de plus riche document sur la réalité de la vie ecclésiastique depuis cinquante ans, sur ses dessous, ses moteurs, ses meneurs de toute espèce et de tout rang. Je ne connais pas davantage de plus opulent florilège de réflexions savoureuses, les unes seulement plaisantes et spirituelles, les autres pénétrantes et drues, présentées dans une langue toujours excellente en sa lumineuse et vivante simplicité.

Toutes font également penser et portent profit à qui sait lire. J'ajoute qu'à aucun moment la narration ne prend les allures d'une apologie, au mauvais sens du mot, et qu'il est tout à fait instructif — et rassurant — de voir l'auteur, se plaçant à bonne distance de lui-même, s'examiner et se critiquer très objectivement, comme il ferait d'autrui.

Ch. GUIGNEBERT.

BULLETIN HISTORIQUE

HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION ET DE L'EMPIRE

I. — PÉRIODE RÉVOLUTIONNAIRE

PUBLICATIONS DE DOCUMENTS ET INSTRUMENTS DE TRAVAIL. — On sait que M. G. DUCAUNNÈS-DUVAL, archiviste municipal de Bordeaux, a entrepris, il y a longtemps, de publier un inventaire sommaire des documents relatifs à la période révolutionnaire, conservés dans le dépôt qui lui est confié. Les trois premiers volumes contenaient l'analyse des délibérations, des arrêtés et de la correspondance des administrations municipales. Il a terminé son travail par un quatrième volume¹, qui se réfère presque uniquement aux pièces détachées que l'incendie de 1862 a malheureusement réduites à un nombre relativement petit. Les plus importantes sont publiées in-extenso. Quant aux autres, le recours aux originaux ne pourra pas toujours être évité, mais les historiens doivent témoigner leur reconnaissance à l'auteur pour avoir mis à leur disposition un si magnifique instrument de travail.

On recourra aussi utilement à la notice que M. P. PIÉTRESSON DE SAINT-AUBIN, ancien archiviste de l'Aube et successeur du regretté Max Bruchet aux archives du Nord, a consacrée à son ancien dépôt². Il en retrace l'histoire depuis 1790, puis énumère les différents fonds et les répertoires dont on dispose actuellement.

Les publications de documents que nous avons à signaler sont vraiment peu nombreuses. La plus importante est assurément celle des lettres de Jefferson et de La Fayette par M. G. CHINARD, dont on trouvera plus loin (p. 198) le compte rendu. Toutefois, il n'est que juste d'en rapprocher celle de M. Eugène HUBERT, qui a trait à la correspondance de Bouteville³, commissaire général du Directoire pour l'organisation des Pays-Bas autrichiens,

1. *Ville de Bordeaux. Inventaire sommaire des archives municipales. Période révolutionnaire, 1789*. T. IV. Bordeaux, imprimerie nouvelle F. Pech, 1929, in-4°, vi-604 p.

2. *Les archives de l'Aube, 1790-1927*. Troyes, A. Albert, 1930, in-4°, LXXXVI p.

3. *Correspondance de Bouteville*. T. I. Bruxelles, Lamartin, 1929, in-4°, LIII-562 p. Publication de l'Académie royale de Belgique, Commission royale d'histoire.

réunis le 7 vendémiaire an V à la République française. Bouteville exerça ses fonctions du 21 décembre 1795 au 15 février 1797 ; ses papiers administratifs sont conservés aux Archives royales de Belgique. Il était, en 1789, avocat au bailliage de Péronne ; il fut élu représentant du Tiers à la Constituante, où il se lia avec Reubell (et non Rewbell). Sous l'Empire, il devint juge à la Cour d'appel d'Amiens et fit partie de la Chambre pendant les Cent-Jours. Dans son introduction, M. Hubert a rendu justice à son caractère et à son administration. C'était un homme pondéré et juste, très attaché à la Révolution et très méfiant à l'égard du clergé catholique sans doute, mais nettement hostile aux excès, à l'arbitraire, à la délation, et soucieux de ménager les personnes qui souffraient du bouleversement des institutions. Il ne se faisait pas illusion sur les sentiments de la population, mais il pensait qu'on pouvait se la concilier en rétablissant la prospérité ; en attendant, il s'efforça d'adoucir dans la mesure du possible les maux qui résultaient de la guerre et de l'occupation militaire. Il fut disgracié au début de l'an V, et l'on est assez surpris de constater qu'il fut défendu par Reubell, tandis que son rappel fut l'œuvre de Carnot, alors que sa modération aurait dû, semble-t-il, le rendre sympathique à ce dernier. Sa correspondance est pleine de renseignements précieux sur la situation de la Belgique au début de la domination française¹.

MM. E. GAILLARD et F. VERMALE nous présentent les mémoires d'un jeune Savoyard, Jean-Claude Carrier, qui fit campagne de 1793 à 1800 dans les armées de la République, principalement en Italie². Malheureusement, Carrier, bel esprit à prétentions littéraires, ne nous parle guère des armées et des opérations militaires ; on ne trouve dans ses pages abondantes que le souvenir des impressions que lui ont laissées les populations, les paysages et les monuments qu'il a rencontrés. Comme les éditeurs le remarquent, le principal intérêt de ces mémoires est de présenter un contraste accusé avec les opinions de Stendhal sur l'Italie.

M. A. GAIN a poursuivi la publication de la liste des émigrés de la Moselle³.

Enfin, M. G. HUISMAN a publié, avec une courte introduction, mais sans notes, une nouvelle édition des Mémoires de M^{me} Roland, qui n'a évidemment pas l'intention d'apporter quelque secours que ce soit aux historiens⁴.

La Commission pour la recherche et la publication des documents inédits

1. M^{me} A. HENNEBERT a publié une analyse de la publication de M. Hubert dans la *Revue belge de philologie et d'histoire*, 1930, n° 2.

2. *Mémoires d'un jeune militaire savoyard de 1793 à 1800*. Chambéry, Dardel, 1930, in-8°, xvii-276 p., une carte.

3. *Liste des émigrés et condamnés pour cause révolutionnaire du département de la Moselle* ; quatrième (L-O) et cinquième (P-T) parties. Metz, Les arts graphiques, 1929 et 1930, in-8°, pagination continue, 469 p. Nous n'avons pas encore reçu la dernière partie qui a paru, croyons-nous.

4. *Mémoires particuliers de M^{me} Roland*. Paris, Firmin-Didot, 1929, in-8°, xix-216 p., un portrait.

relatifs à l'histoire économique de la Révolution a augmenté sa collection de quatre publications de cahiers. M. E. LE PARQUIER nous fait connaître ceux du bailliage du Havre¹, secondaire de Caudebec, et les commente avec le même soin que ceux du bailliage d'Arques. Ce bailliage ne comportait que neuf paroisses rurales, et c'est le Havre, avec son faubourg d'Angouville, qui fait l'intérêt principal du volume. L'auteur nous renseigne sur l'organisation administrative de la ville, sur sa situation économique (le Havre était encore une petite ville, mais qui s'était développée à la fin du XVIII^e siècle) et sur le régime corporatif. On retiendra particulièrement le cahier des charpentiers et calfats, qui est le plus original, et surtout celui des négociants qui ont dirigé les opérations électorales et la rédaction du cahier général.

M. R. JOUANNE, archiviste de l'Orne, nous présente les cahiers des corps et des corporations d'Alençon et le cahier général de la commune². Une bonne introduction décrit le régime corporatif. La ville n'avait plus en 1789 beaucoup d'activité industrielle et les cahiers des corporations sont très conservateurs. Le cahier général, dont la rédaction fut principalement l'œuvre de Demées, lieutenant au bailliage, plus tard membre de la Législative et juge sous le Consulat, est plus intéressant, mais très modéré; s'il demande l'égalité d'impôts, il admet la distinction des ordres sans laisser toutefois de demander qu'on décide par tête et non par ordre sur la question du maintien ou de la suppression du vote par ordre. Les papiers des corporations ayant disparu, l'annotation est assez pauvre. Mais l'auteur a adopté une méthode originale de publication qui fera peut-être école : en reproduisant le cahier de la commune, il a imprimé en caractères particuliers les passages qui ont été tirés de celui du présidial ou qui ont passé, soit dans le cahier du bailliage d'Alençon, soit dans celui du bailliage principal.

M. Ch. ÉTIENNE, après avoir mis au jour les cahiers des bailliages de Dieuze et de Vic, nous donne maintenant ceux du bailliage de Vézelize, comprenant soixante-quinze communautés rurales, et les cahiers généraux du clergé et du tiers, celui de la noblesse ayant disparu³. On y retrouve l'influence de personnages bien connus comme Anthoine, lieutenant général au bailliage de Boulay, le comte de Custine, Salle, qui fut député à la Constituante et qui rédigea le cahier de Vézelize, dont le cahier général a repris les principales doléances, et enfin François de Neufchâteau, auteur du cahier de Vicherey, qui servit de modèle à dix-huit communautés. Comme tous les cahiers de Lorraine, ceux de Vézelize sont très hostiles à la fiscalité royale, aux dîmes et aux droits seigneuriaux, très préoccupés aussi de la vaine

1. *Cahiers de doléances du bailliage du Havre (secondaire de Caudebec) pour les États généraux de 1789*. Épinal, Imprimerie lorraine, 1929, in-8°, XLIV-294 p.

2. *Cahiers de doléances des corps et corporations de la ville d'Alençon pour les États généraux de 1789*. Alençon, Imprimerie alençonnaise, 1929, in-8°, LXXXVIII-168 p.

3. *Cahiers de doléances du bailliage de Vézelize (Cahiers des bailliages des généralités de Metz et de Nancy, t. III)*. Nancy, Berger-Levrault, 1930, in-8°, xv-486 p.

pâture, des clôtures et du partage des communaux. L'annotation n'est pas très abondante ; sans doute la pénurie des archives en est-elle cause. Il faut regretter surtout que les procès-verbaux d'assemblée n'aient pu être retrouvés.

C'est la publication de M. G. LAURENT qui est la plus considérable. On sait que M. Laurent a assumé la tâche d'éditer les cahiers du département de la Marne et qu'on lui doit déjà ceux des bailliages de Châlons et de Sézanne. Il aborde maintenant ceux du bailliage de Reims. La partie marnaise du bailliage a fourni treize cahiers des corps et vingt-sept cahiers des corporations de Reims, le cahier des habitants non corporés, celui des vingt-quatre communautés de métier non érigées en corporations, le cahier général de Reims et enfin cent vingt-trois cahiers de communautés rurales. L'auteur nous promet un autre volume pour la partie ardennaise et la partie meusienne du bailliage. L'introduction est si considérable qu'elle a rempli à elle seule un volume particulier¹.

La préparation documentaire est remarquable. Les archives départementales, les archives locales et les bibliothèques semblent n'avoir pas de secrets pour M. Laurent. Outre la bibliographie générale, il donne pour chaque commune l'indication des sources utilisables et il en tire lui-même une foule d'indications, en sorte que les notes, ainsi que la notice qui précède chaque cahier, contiennent une masse énorme de renseignements que les érudits locaux apprécieront au moins autant que les historiens. L'introduction comporte trois parties : la première examine la situation de la ville de Reims en 1789 ; la seconde celle des paroisses rurales du bailliage ; la troisième est consacrée aux opérations électorales. Les deux premières ne font aux institutions que la moindre place : c'est la situation économique et ses conséquences sociales qui ont principalement retenu l'attention de l'auteur. On sait quelle était l'importance de la manufacture rémoise et de la culture de la vigne, ainsi que de la fabrication du champagne. M. Laurent en suit l'histoire depuis le XVII^e siècle, remonte aux origines des grandes firmes, décrit la condition des ouvriers, sans oublier la main-d'œuvre rurale, insiste sur la crise de 1788 et sur les troubles qui en furent la conséquence jusqu'à la réunion même des premières assemblées primaires.

M. J. BERLAND, archiviste de la Marne, a abordé un domaine jusqu'ici à peu près inexploré de l'histoire économique de la Révolution, c'est à savoir la réparation des dommages de guerre². Après Valmy, il fallut s'occuper de la région qui avait été envahie et dont l'état était lamentable : elle avait été

1. *Département de la Marne. Cahiers de doléances pour les États généraux de 1789. T. IV : Bailliage de Reims. Partie marnaise. T. V : Reims et la région rémoise à la veille de la Révolution ; la convocation des États généraux de 1789.* Reims, Matot-Braine, 1930, in-8°, 1,150 et cccxii p., une carte, un plan et 23 illustrations.

2. *Les dommages de guerre après Valmy ; département de la Marne.* Châlons-sur-Marne, impr. et librairie de l'« Union républicaine de la Marne », 1931, in-8°, xiii-450 p., avec une carte inédite de la bataille de Valmy.

ravagée, dépouillée de ses subsistances, accablée par les épidémies et mise hors d'état de faire les semailles d'hiver. Les représentants et les commissaires du gouvernement s'occupèrent de parer aux premiers besoins, mais la tâche fut principalement assumée par les autorités locales et, avant tout, par l'administration départementale. On entreprit aussi d'évaluer les dommages et la Convention accorda deux secours provisoires. Ensuite, elle vota, le 27 février 1793, le décret mémorable par lequel la nation promit aux victimes de la guerre la réparation intégrale des dommages de guerre. Mais la situation financière fit qu'on s' alarma bien vite des sommes énormes qu'il en coûterait. L'argent ne vint pas et, le 6 frimaire an II, on ordonna de nouvelles évaluations sur des bases restrictives. Malgré cela, la promesse du 27 février 1793 ne fut pas tenue : on n'accorda de nouveaux fonds que longtemps après et, au total, on ne versa guère que le tiers des pertes subies. L'ouvrage n'est ni un recueil de textes proprement dit ni un exposé historique au sens strict, mais l'un et l'autre à la fois, c'est-à-dire un récit dans lequel nombre de documents et de tableaux se trouvent enchâssés. De copieuses annexes examinent, d'après la même méthode, un certain nombre de questions accessoires. Peut-être eût-il mieux valu séparer franchement l'étude, où l'auteur rassemble la substance des documents, des textes eux-mêmes qui en constitueraient la justification.

Outre ces publications, la Commission a également édité un nouveau recueil de textes qui est l'œuvre de M. Pierre CARON. Il est consacré au maximum général¹. Comme les précédents, il comporte une instruction sur la recherche des documents et sur les fonds où l'on peut les rencontrer, ainsi qu'un historique de la législation et de l'application du maximum général. On peut souhaiter que les futurs recueils de cette nature comprennent aussi une bibliographie des travaux déjà parus et qui peuvent guider les érudits locaux.

Ajoutons que la Commission a renoncé à publier le Bulletin qu'elle faisait paraître à des dates irrégulières depuis sa création et lui a substitué une collection de *Mémoires et documents* ; ce sont des fascicules séparés qui contiennent des études originales : deux ont déjà paru ; il en sera question plus loin.

Les publications de cahiers lui paraissant se ralentir, la Commission a de nouveau attiré l'attention des comités départementaux sur l'opportunité de les rechercher systématiquement. Cette initiative nous a déjà valu une intéressante brochure de M. M. JUSSELIN, archiviste d'Eure-et-Loir² ; il y a rassemblé, commune par commune, les indications bibliographiques qui permettent de retrouver les originaux subsistants et la publication qui en a

1. *Le maximum général ; instruction, recueil de textes et notes*. Paris, Imprimerie nationale, 1930, in-8°, 182 p.

2. *Les cahiers de 1789 dans les circonscriptions qui ont formé le département d'Eure-et-Loir*. Chartres, M. Lester, 1931, in-8°, 164 p.

déjà été faite. Une première partie contient l'énumération des communautés qui ont été incorporées à l'Eure-et-Loir, classées par bailliages. L'auteur a joint à son étude une vingtaine de cahiers jusqu'à présent inédits, qu'il reproduit in-extenso. Il faut souhaiter que les départements, dont les cahiers subsistants sont rares ou déjà édités, imitent l'exemple de l'Eure-et-Loir, où le Conseil général a bien voulu favoriser l'entreprise de son archiviste.

A ces publications, nous tenons à ajouter la mention de celle que M. P. CARON a faite dans la revue *La Révolution française* (juillet et octobre 1930, janvier 1931) du registre des dépenses secrètes du Conseil exécutif provisoire qui s'étend du 1^{er} mai 1793 au 30 germinal an II.

HISTOIRE GÉNÉRALE. — Nous rappelons pour mémoire le tome XIII de la collection *Peuples et civilisations*, publiée sous la direction de MM. HALPHEN et SAGNAC : il est consacré à la Révolution et il est dû à la collaboration de MM. R. GUYOT, G. LEFEBVRE et Ph. SAGNAC ; il en a été précédemment rendu compte dans cette *Revue*¹. L'histoire générale de la Révolution, publiée par M. P. GAXOTTE, dont nous avons déjà parlé², a été l'objet d'une nouvelle édition, illustrée cette fois³.

Les deux volumes que publie Dom H. LECLERCQ, et qui font suite à son ouvrage sur les journées d'octobre, se présentent comme un fragment d'une histoire de la chute de la monarchie, qui doit être poussée jusqu'au 10 août⁴. L'auteur a fait un effort sérieux pour se documenter aux Archives nationales et dans plusieurs dépôts départementaux, par exemple sur les troubles du Quercy, le camp de Jalès, les affaires de Montauban et de Nîmes, le mouvement des fédérations, la situation du clergé régulier. Mais il écrit aussi de seconde main, comme il est inévitable et, à en juger par ses notes (il ne donne pas de bibliographie), son information n'est pas sans lacunes. Ainsi, et sauf erreur, il ne cite pas, pour l'affaire Favras, le livre de Stillfried Ratenic ; il utilise Stourm, mais ne mentionne pas l'œuvre de M. Marion ; il ne paraît pas connaître l'important ouvrage de M. Vingtrinier. Il n'est pas facile de se rendre compte de son dessein. Si l'on considère les dimensions de l'entreprise qui comportera probablement six gros volumes au moins pour les trois premières années de la Révolution, l'importance des recherches d'archives et l'étendue des notes, il ne s'agit pas d'une brève synthèse, comme il est nécessaire d'en écrire de temps à autre, pour indiquer l'état de nos connaissances sur les points essentiels, les questions en suspens et les directions nouvelles imprimées à la recherche, mais d'un travail qui prétend, d'une part, apporter du nouveau et, d'autre part, présenter une mise au

1. T. CLXVII, p. 165.

2. T. CLXIII, p. 120.

3. *La Révolution française*. Paris, J. Tallandier, s. d. (1930), 2 vol. in-8°, 240 et 250 p., 39 illustrations.

4. *Vers la Fédération, janvier-juillet 1790*. Paris, Letouzey et Ané, 1929, 2 vol. gr. in-8°, 493 et 549 p.

courant des travaux déjà publiés. Sur le premier point, il ne paraît pas que les investigations de l'auteur aient rien révélé d'essentiel ; sur le second, le but n'est pas atteint, car l'appareil critique, et bibliographique n'est pas suffisant et un coup d'œil suffit pour apercevoir des lacunes dans l'exposé lui-même : les complots aristocratiques ne sont pas étudiés ; les débuts du mouvement démocratique ne sont pas mis en lumière ; le rôle de La Fayette, qui est essentiel, n'obtient pas le chapitre auquel il aurait droit.

Enfin, la présentation n'est pas fort satisfaisante. D'abord les limites chronologiques : janvier-juillet 1790, ne sont nullement respectées. Le chapitre VII sur la municipalité parisienne remonte au 25 juillet 1789 ; l'étude des finances s'arrête au mois d'avril et celle du conflit religieux au 12 juillet ; la question coloniale n'est qu'amorcée ; le chapitre III sur la politique extérieure ne contient rien sur l'incident de Nootka sound et sur la crise de l'alliance franco-espagnole. Au contraire, le camp de Jalès est examiné jusqu'en août, les révoltes militaires jusqu'à fin août, le sort des ordres monastiques jusqu'en décembre. Puis les chapitres sont souvent composites et leur contenu ne répond pas toujours à leur titre. Par exemple, celui qui est intitulé : La nouvelle organisation judiciaire, traite aussi des finances et des troubles. Enfin, on n'aperçoit pas l'idée générale qui a présidé à l'organisation du plan et qui assigne sa place à chaque développement. L'impression reste donc fragmentaire et on a le sentiment que l'auteur n'a pas réussi à dominer son sujet.

Les ouvrages auxquels nous passons maintenant sont des monographies, mais qui touchent à des questions d'histoire générale. M. W. GÜTHLING a jugé utile de reprendre l'examen du rôle joué par La Fayette dans la préparation des journées d'octobre en vue de justifier la thèse de Sybel, qui en attribue la responsabilité au héros des deux mondes¹.

Il a fait des recherches dans les correspondances diplomatiques des archives allemandes ; il signale que Mercy-Argenteau, outre la correspondance déjà publiée, envoyait à sa cour des rapports chiffrés beaucoup plus étendus, et dont il est bien souhaitable qu'on entreprenne prochainement la publication. Mais il ne paraît pas que ces documents apportent rien d'essentiel à la documentation que nous possédions déjà. L'ouvrage de M. Güthling présente une bonne bibliographie critique et contient un examen attentif de la procédure du Châtelet, telle qu'elle nous est parvenue grâce à l'impression ; il en signale les lacunes probables, les témoignages propres à confirmer la version fayettiste des événements ayant seuls été livrés à la publicité. Il a repris aussi pas à pas le récit des faits, en critiquant à l'occasion ceux de MM. Mathiez et Sagnac. Il conviendra donc de prendre son livre comme une des bases de toute étude ultérieure. Pour ce qui est du fond, on reconnaîtra

1. *Lafayette und die Ueberführung Ludwigs XVI von Versailles nach Paris*. Halle, M. Niemeyer, 1931, in-8°, vi-143 p. (*Ausgewählte Hallische Forschungen zur mittleren und neuen Geschichte*, herausgegeben von Otto Becker und Robert Holtzmann, Heft 4) ; prix : 6 m.

que M. Güthling a bien montré que La Fayette ne pouvait être satisfait de la conduite de la cour et du roi, pas plus que les autres membres du parti patriote ; que l'idée de voir amener le roi à Paris, d'apparaître comme son protecteur et de lui imposer sa tutelle, a fort bien pu le déterminer, en outre, à envisager avec indulgence la marche sur Versailles ; qu'il est bien étrange que, dans l'état où se trouvait Paris le dimanche 4 octobre, il n'ait pas pris plus de précautions et ne soit arrivé à l'Hôtel-de-Ville qu'aussi tard dans la matinée du 5 ; qu'enfin il est surprenant qu'il ait tant tardé aussi à expédier un exprès pour prévenir la cour du départ des femmes. On inclinera donc à penser que La Fayette, en effet, n'a pas vu le mouvement de mauvais œil et qu'on n'a pas eu autant de mal qu'il l'a voulu dire à l'entraîner sur le chemin de Versailles. Mais l'auteur ne nous semble pas avoir prouvé que ce mouvement, il l'a organisé. Sur ce point, le livre ne contient que des hypothèses : les femmes sont venues à l'Hôtel-de-Ville de deux quartiers différents ; cela suppose un plan (p. 71). La Fayette aurait suggéré à ses soldats la demande qu'ils lui soumirent : pas d'autre preuve qu'une assertion des mémoires de Maleyssie se rapportant à un incident du 17 septembre (p. 78) ; les vœux à présenter au roi ont été rédigés à Paris dans l'après-midi du 5. On assure que le peuple ne s'intéressait ni à la sanction des décrets ni à la venue du roi à Paris et que ces demandes n'ont pu être que l'œuvre de La Fayette (p. 84). Ce n'est pas assez pour nous convaincre. Au point de vue politique, l'auteur écarte toute action du duc d'Orléans et de Mirabeau ; soit ! Mais il n'accorde pas assez d'importance au fait que, si La Fayette désirait la sanction des décrets des 5-11 août et de la déclaration, ce vœu était celui de tous les patriotes et des députés du Tiers ; on ne voit pas pourquoi il écarte l'action de ces derniers et surtout des meneurs populaires qui ont joué un rôle si important dans toutes les journées révolutionnaires. Il se porte garant de la discipline de la garde nationale soldée : c'est faire bon marché des rapports intimes qu'elle entretenait avec la population. Enfin, il ne paraît pas tenir un compte suffisant des circonstances économiques et sociales et de l'extraordinaire effervescence du Paris révolutionnaire, de l'influence profonde qu'ont exercée les bruits de complot aristocratique qui avaient déjà contribué à provoquer la grande peur, de l'agitation ouvrière et surtout des subsistances. Il semble persuadé que la récolte devait se trouver disponible dès le mois de septembre. En 1789, c'était sûrement le contraire : d'abord la moisson était beaucoup plus tardive qu'aujourd'hui ; puis le battage au fléau, jusqu'à la fin des semailles d'automne, ne livrait que les quantités absolument indispensables aux paysans ; enfin, en août et septembre 1789, la circulation des grains était très difficile et chaque village entendait conserver les siens ; ainsi, c'est avec une extrême difficulté que les autorités parvenaient à faire battre et à faire porter au marché. M. Güthling a une bonne connaissance des sources et des travaux relatifs aux journées d'octobre, mais il n'est pas apparent qu'il connaisse aussi bien les caractères généraux

du mouvement révolutionnaire, la condition des masses populaires et les besoins qui les ont mises en branle.

Les articles, déjà parus dans les *Annales historiques de la Révolution française*, que M. A. MATHIEZ a réunis en un beau volume illustré de quatre portraits, touchent à des questions que ses recherches mêmes ont placées depuis déjà longtemps au centre des études contemporaines sur la Révolution¹. La première étude, qui donne son titre à l'ouvrage, recherche les raisons du conflit entre les deux partis qui se sont combattus dans la Convention : la politique belliqueuse de la Gironde, ses attermolements à la veille du 10 août et surtout son attachement à la liberté économique qui l'a brouillée avec les classes populaires et l'a poussée à accepter l'appui des conservateurs sociaux, sans trop s'inquiéter de leurs opinions politiques. Dans l'ensemble, on est d'accord avec M. Mathiez. On observera seulement que les relations et les antipathies personnelles ont joué aussi un rôle important ; que l'évolution des Girondins a été graduelle (il semble que M^{me} Roland aurait vu de bon œil ses amis participer au 10 août ; Carra et Barbaroux, plus tard incorporés au parti girondin, y ont joué un rôle notoire) et n'a jamais été complète (Lanthenas avait coopéré au développement des sociétés fraternelles ; Rabaut-Saint-Étienne, au début de 1793, a formulé des thèses sociales fort avancées) ; que les Montagnards, enfin, ne se sont ralliés à la politique économique interventionniste qu'au printemps de 1793, non seulement pour donner au gouvernement révolutionnaire les moyens d'agir, mais aussi pour s'assurer l'appui du peuple de Paris contre leurs adversaires et que, sur l'organisation sociale qu'il fallait assigner à la République, une fois la guerre terminée, leurs vues n'étaient pas homogènes : beaucoup d'entre eux, à cet égard, n'envisageaient pas le problème autrement que les Girondins, et il faut se garder notamment de confondre Montagnards et Robespierriistes. Ces derniers furent les plus radicaux, non des révolutionnaires, car les Hébertistes et surtout les Enragés semblent avoir été des interprètes plus fidèles des passions et des besoins des sans-culottes les plus humbles, mais des Conventionnels. La grande étude que M. Mathiez a consacrée aux décrets de ventôse, qu'il a le mérite d'avoir mis en pleine lumière, le prouve de manière définitive. Quatre autres sont consacrées à la désagrégation du parti montagnard et à la journée du 9 thermidor qui en fut la conséquence : les recherches de M. Mathiez et les trois lettres inédites de Voulland retrouvées par M. Chobaut, archiviste du Gard, ont beaucoup accru nos connaissances. La Constitution de 1793 est aussi l'objet d'un examen perspicace. Enfin, deux chapitres sont consacrés à Danton : on retiendra particulièrement le témoignage que Talon fit, en l'an XII, devant la police de Bonaparte, sur ses relations avec le tribun.

M. A. MATHIEZ nous a donné, en outre, un bref récit des antécédents et

1. *Girondins et Montagnards*. Paris, Firmin-Didot, 1930, gr. in-8°, viii-305 p., 4 illustrations.

des événements de la journée du 10 août¹, où le rôle de la Cour, l'attitude des partis² et les mouvements populaires sont dépeints avec une clarté, une connaissance des sources et une vivacité d'exposition remarquables. Jamais encore les intrigues et les illusions du roi et de son entourage n'avaient été mieux mises en lumière. Louis XVI et Marie-Antoinette ne voulaient être sauvés ni par les Constitutionnels ni par les Girondins : ils ne comptaient que sur les Prussiens ; ils s'imaginaient pouvoir faire avorter l'émeute grâce aux divisions des révolutionnaires et à l'argent qu'ils répandaient. On n'ignore pas que la question la plus discutée, à propos du 10 août, est celle du rôle de Danton. M. Mathiez montre que la célèbre affirmation de Danton en présence du tribunal révolutionnaire ne se trouve corroborée par aucune preuve incontestable. On doit avouer néanmoins qu'un doute subsiste. M. Mathiez lui-même explique que Brissot et Condorcet firent entrer Danton dans le ministère, afin d'exploiter sa popularité pour dominer le peuple. Mais si Danton n'avait joué aucun rôle dans la préparation et dans la conduite de l'insurrection, comment expliquer ce calcul ? Danton, en ce cas, n'aurait-il pas vu le peuple se détourner de lui comme des Girondins eux-mêmes ?

M. Clarence Crane BRINTON, professeur à l'Université de Harvard, a écrit sur les Jacobins un livre intéressant, un peu ambitieux, dont les conclusions surprendront sans doute beaucoup de ses compatriotes, sans parler des autres lecteurs et notamment de plus d'un Français³. On peut y distinguer trois parties : la première est consacrée à la composition des clubs, la seconde à leur activité (*tactics*) et à leurs principes (*platform*), la troisième à leur rituel et à leur foi ; ce dernier point fait en partie double emploi avec la *platform*. M. Brinton s'est d'abord demandé quel pouvait bien être le nombre approximatif des Jacobins et de quelle classe sociale ils sortaient. Il a recouru aux listes qu'on trouve dans les archives et les a comparées aux rôles d'impositions. C'est une bonne méthode, mais qui, pour donner des résultats vraiment satisfaisants, exigerait des dépouillements très étendus et, par ailleurs, fort longs, car ils présentent des difficultés de détail sur lesquelles on ne peut insister ici ; elles se trouveraient sûrement réduites si le travail était fait par des érudits locaux, mais les historiens français de clubs révolutionnaires n'ont guère abordé la question, et l'entreprise de M. Brinton, reposant nécessairement sur une base assez étroite, car il est même loin d'avoir connu tous les travaux déjà parus, a surtout pour intérêt d'indiquer dans quel sens ils devraient s'orienter à l'avenir. Il conclut qu'il a pu y avoir 500,000 Jacobins pendant la Terreur et que, d'un bout à l'autre de leur exis-

1. *Le dix août*. Paris, Hachette (Récits d'autrefois), s. d. (1931), in-12, 127 p.

2. Sur l'attitude des Girondins et sur le rôle du ministre de Joly, M. Mathiez a publié un article important dans les *Annales historiques de la Révolution*, mai 1931 (*Les Girondins et la cour à la veille du 10 août 1792*).

3. *The Jacobins, an essay in the new history*. New-York, Macmillan, 1930, in-8°, 319 p. ; prix : 2 d. 50.

tence, les clubs ont pu inscrire un million de citoyens sur leurs registres. Ces hommes venaient surtout de la classe moyenne, depuis la bourgeoisie riche jusqu'aux artisans. Les membres des clubs paient en moyenne plus d'impôts que les autres contribuables ; dans dix-neuf clubs, 22 % ont acheté des biens nationaux ; les jeunes gens n'y prédominent pas : l'âge moyen est de quarante ans. La composition demeure assez stable : dans six clubs, 31 % des membres sont restés inscrits pendant toute la Révolution ; dans onze autres, 57 % inscrits avant 1793 le sont toujours dans les années qui suivent. L'origine sociale, pendant la période démocratique, ne se modifie pas sensiblement. On pourrait alléguer que les clubs ont été menés par des chefs de plus humble condition ; il n'en est rien : les listes de terroristes désarmés donnent des résultats concordants. Toutefois, c'est ici que la connaissance minutieuse des conditions locales prend toute sa valeur ; au moment du désarmement, plus d'un chef avait été mis à mal ou s'était enfui, notamment les immigrés, qui pourraient bien avoir joué plus de rôle que ne le pense M. Brinton. Mais, dans l'ensemble, il ne peut y avoir doute : sans-culotte ne veut pas dire prolétaire ni même pauvre (p. 69). D'autre part, il ne veut pas dire riche non plus : les Jacobins sont de richesse très inégale et ne constituent pas une classe. M. Brinton aurait dû ajouter que, d'une ville à l'autre et de la ville au village, ces conclusions comportent des nuances infinies, ce qui explique la diversité qu'on rencontre dans l'activité des clubs. Enfin, les sans-culottes sont en général d'honnêtes gens, y compris les chefs, et souvent même puritains.

Sur l'activité et sur les principes des Jacobins, nous ne nous étendrons pas, car ce domaine est mieux exploré. Mais il nous faut bien constater que l'auteur ne distingue pas suffisamment entre les époques. Il n'est pas exact d'écrire que, dans leur ensemble, les Jacobins sont les partisans du suffrage universel et de la république : pour M. Brinton, les Jacobins sont essentiellement ceux de l'an II. Faute de suivre d'assez près les péripéties de la Révolution, il n'a pas mis en lumière l'évolution des clubs, ni certains traits importants de leur histoire, par exemple leur rôle dans l'organisation du gouvernement révolutionnaire : s'il l'avait fait, il aurait renforcé ses observations sur leur particularisme (p. 147) qui n'est que trop réel et d'ailleurs parfaitement explicable. En recherchant les causes, il aurait sûrement remarqué que les Jacobins de province n'étaient pas très au courant ni peut-être très attentifs aux luttes qui se déchainaient dans la Convention, ce qui rend compte de leurs revirements dociles.

Les Jacobins ne constituant pas une classe, M. Brinton, qui est aussi un sociologue, pense que l'action commune pour la réalisation d'un programme commun ne suffisait pas à les unir. Il s'attache à montrer que leurs idées constituaient une véritable foi (p. 205) ; il relève des traces d'expérience religieuse, de véritable prière ; il décrit le rituel ; du caractère mystique du jacobinisme il déduit son intolérance. Puisqu'il s'engageait dans cette voie,

M. Brinton aurait dû tâcher de savoir quelle avait été la formation de ces hommes et si leur éducation catholique n'avait pas joué un rôle essentiel en tout cela. Il aurait dû aussi se demander si l'ardeur de la lutte, en contraignant les hommes à renoncer au doute méthodique par nécessité vitale, n'avait pas contribué à donner aux idées le caractère tranchant des affirmations religieuses. Toute cette partie nous a paru bien superficielle. Quant à justifier des conclusions générales d'ordre sociologique, elle en est incapable, puisqu'elle ne contient pas d'étude comparative. Nous sommes bien loin de reprocher pareille carence à M. Brinton ; mais qu'advient-il ainsi des promesses du sous-titre et de l'introduction qui nous présentent le livre comme un échantillon de la « nouvelle histoire », qui, d'après la description qu'on en donne, ne diffère guère de la sociologie ? En fait, l'ouvrage n'est pas autre chose qu'un essai historique pur et simple, un peu rapidement préparé.

L'ouvrage de M. A. HADENGUE est une esquisse de l'histoire du mouvement hébertiste¹. L'auteur a fait effort pour se documenter, mais il ne paraît pas être allé bien loin dans cette voie ; probablement il n'a pas cru que ce fût nécessaire pour écrire un livre que Taine eût aimé, assure M. Madelin dans sa préface. Il semble bien, en effet, que l'auteur a pratiqué la méthode de Taine qui consistait, comme on sait, à construire l'ouvrage à priori et à l'enrichir ensuite de faits justificatifs opportunément choisis. L'à priori se révèle dès le titre, qui marque la volonté de retrouver la révolution russe dans la révolution française, dans l'obstination à mettre au compte du socialisme des mesures de guerre comme le maximum, « cette glissade au collectivisme », dont tous les gouvernements ont pourtant fait usage de 1914 à 1918 sans penser par là témoigner de leur conversion au marxisme, et aussi dans les invectives fréquentes et les épithètes caricaturales. Il est impossible de comprendre l'hébertisme si l'on ne connaît, de très près, les nécessités de la guerre révolutionnaire contre l'étranger et contre les rebelles de l'intérieur, d'une part et, d'autre part, les conditions d'existence, les besoins des classes populaires et leurs vues traditionnelles sur les moyens de parer à la disette et au chômage.

M. H. J. LASKI, professeur à l'Université de Londres, a recherché, dans une brève esquisse, quels éléments le socialisme pouvait revendiquer dans la Révolution française pour les incorporer à sa tradition². J'entends par socialisme, dit l'auteur, l'intervention délibérée de l'État dans la production et la distribution (des richesses) en vue de rendre leurs bienfaits plus facilement accessibles, ce qui suppose la subordination des prétentions individuelles aux besoins sociaux et la volonté de transformer systématiquement les institutions de manière à donner satisfaction à ces besoins. On ne contes-

1. *Les gardes rouges de l'an II ; l'armée révolutionnaire et le parti hébertiste*. Paris, Plon, s. d. (1930), in-8°, ix-270 p.

2. *The socialist tradition in the french Revolution*. Londres, The Fabian Society, et chez Allen and Unwin, 1930, in-8°, 36 p. ; prix : 1 s.

tera point que beaucoup de gens se sont dits socialistes parce qu'ils professaient de tels principes ; c'est aussi pourquoi, en France, certains radicaux s'adjoignent l'épithète de socialistes ; on n'ignore pas non plus que la définition de M. Laski est bien telle que l'énoncerait la Fabian Society qui a édité sa brochure. Mais elle ne paraît pas adéquate : s'il n'y a pas socialisation des moyens de production et abolition des modalités de la propriété privée qui la contrarient, il n'y a pas de socialisme. Ce n'est pas une querelle de mots, et la définition présente ici une importance essentielle. D'après la définition de M. Laski, on pourra mettre au compte du socialisme beaucoup de faits et d'idées de l'époque révolutionnaire qui n'ont rien à faire avec lui. M. Laski, dans son résumé final, semble incliner dans ce sens à propos de l'abolition des droits féodaux et des mesures de guerre comme le maximum, les réquisitions et l'emprunt forcé. Il pourrait aussi alléguer que nombre de révolutionnaires, et Mirabeau entre autres, regardaient la propriété comme d'origine sociale ; Jefferson était de même opinion. A cet égard, M. Laski aurait pu invoquer des faits plus nombreux et plus caractéristiques encore, par exemple les lois montagnardes sur la vente des biens nationaux, les décrets de ventôse, les considérations qu'on relève dans les discours de Saint-Just et dans ses institutions républicaines. Mirabeau et Jefferson n'étaient pourtant point socialistes ; Saint-Just et Robespierre ne l'étaient pas non plus ; les Enragés et les Hébertistes, pas davantage. Les Montagnards, en effet, n'avaient pas l'intention de socialiser les moyens de production, mais de favoriser, au contraire, l'accès de tous les citoyens à la propriété individuelle ; leur idéal était une démocratie de petits producteurs indépendants. C'est ce que M. Laski reconnaît d'ailleurs, en sorte qu'entre ses constatations et sa définition il y a contradiction. On l'approuve, toutefois, d'observer que la Révolution a favorisé l'éclosion du socialisme en abolissant l'inégalité légale, ce qui a mis en lumière l'inégalité sociale ; en établissant l'égalité politique, ce qui a permis au peuple de constater que sa condition n'en était pas améliorée et qu'il lui fallait maintenant porter la lutte sur le terrain économique ; en développant chez les prolétaires une certaine conscience de classe. Par ailleurs, le socialisme proprement dit est apparu avec Babeuf, et M. Laski a ingénieusement montré qu'on peut retrouver, à l'état d'ébauche, dans l'organisation de l'insurrection babouviste et dans la volonté d'établir une dictature populaire, quelques-uns des traits de la révolution russe d'octobre 1917. Malheureusement, ce rapprochement n'a qu'un intérêt d'actualité. Ce qu'il fallait rechercher, c'étaient les origines de la méthode babouviste ; or, on ne peut en douter, par rapport à la Révolution, la filiation est directe : l'organisation de l'insurrection vient sûrement des chefs jacobins qui s'étaient associés à Babeuf et qui savaient comment les journées révolutionnaires s'étaient préparées ; l'idée de la dictature des sans-culottes était chère aux Enragés et aux Hébertistes ; assurément, il ne s'agissait pas d'une dictature prolétarienne, les sans-culottes ne constituant pas une classe, mais la

tendan
des idé
Elles p
comme
avait v
der si
des mo
Sur
import
Gorrie
du livr
Il com
du 29
super
parall
posséd
le gén
main
qui p
Taine
ne pe
conv
mièr
la ter
quel
rains
n'a p
cette
n'a
soci
C'es
ses
bre
écar
san
des
dan
Le
le
cor

1
in-

tendance antiparlementaire est évidente. On ajoutera, enfin, que l'origine des idées de Babeuf mériterait aussi une étude qui n'a jamais été entreprise. Elles paraissent dériver de la philosophie sociale du XVIII^e siècle ; mais, comme le communisme babouviste est essentiellement agraire et que Babeuf avait vécu en étroites relations avec les paysans picards, on peut se demander si sa doctrine ne tire pas en partie ses origines des usages, des besoins et des modes de pensée des paysans de l'ancien régime.

Sur les insurrections vendéennes et sur la chouannerie, plusieurs travaux importants ont vu le jour : ceux de MM. L. DUBREUIL, E. GABORY et Ch. LE GOFFIC ont été analysés plus loin (p. 195) en détail. Il nous reste à parler du livre que M. G. LENÔTRE a consacré à la réaction lyonnaise de l'an III¹. Il commence par un récit assez bref de l'affaire Chaliier et de l'insurrection du 29 mai 1793, du siège de Lyon et de la répression terroriste. Ce récit est superficiel, car il ne comporte aucune étude du milieu social. L'auteur ne paraît pas connaître l'ouvrage de C. Riffaterre qui est le meilleur que nous possédions sur la question. Il est convaincu que Précý a consenti à devenir le généralissime des insurgés, afin de rendre à la République le service de maintenir l'ordre et la liberté. Il ne mentionne pas l'invasion piémontaise qui pouvait tendre la main aux Lyonnais. Bref, suivant la méthode de Taine, les Jacobins apparaissent comme des énergumènes dont les actions ne peuvent s'expliquer que par une inconcevable perversité. Il faut bien convenir tout de même que ce ne sont pas eux qui ont fait tomber la première tête, quelque atroces qu'aient été les représailles. L'étude relative à la terreur antijacobine est plus intéressante parce que M. Lenôtre y utilise quelques documents d'archives. Il démontre notamment que les contemporains eux-mêmes ont employé l'expression de Compagnie de Jéhu et qu'elle n'a pas été inventée par Nodier, comme le pensait M. Mathiez. A son avis, cette Compagnie n'a du reste jamais existé. La réaction a été spontanée et n'a reçu aucune organisation ; le royalisme n'y a joué aucun rôle et la haute société lyonnaise n'a aucune responsabilité dans les massacres de Jacobins. C'est possible, mais il résulte de ce que dit M. Lenôtre lui-même, et aussi de ses omissions, que la question est à reprendre. Il mentionne (p. 167) les nombreuses dénonciations envoyées à Paris par les victimes de la réaction et les écarte sommairement. Peut-être le méritent-elles, mais comment le savoir sans une étude minutieuse ? On ne voit pas qu'il ait utilisé la correspondance des représentants en mission. Il semble ignorer l'histoire de la Révolution dans l'Ain, écrite par Th. Le Duc, bien qu'il raconte le massacre de Bourg. Le Duc n'était pas un ami de la Révolution. On voit pourtant que, d'après le maire de Bourg, les massacreurs appartenaient à l'élite de la société et comptaient dans leur rang un noble et le secrétaire général de l'adminis-

1. *La Compagnie de Jéhu ; épisodes de la réaction lyonnaise, 1794-1800*. Paris, Perrin, 1931, in-8°, 296 p., plusieurs illustrations.

tration départementale. Enfin, M. Lenôtre ne fait pas allusion aux faits, tout semblables et même pires, qui se sont passés dans d'autres villes du Midi, notamment à Marseille, Toulon et Tarascon. Tout cela donne à réfléchir. Il soutient qu'il n'y a pas eu de Terreur blanche. Mais qui veut trop prouver...

La thèse de M. P. ROBIN sur la liquidation des sujets ennemis pendant la Révolution¹ est consacrée à un sujet neuf et de grande importance pour l'histoire de l'idée de nationalité. Les parties les plus intéressantes du livre sont, d'une part, les pages consacrées aux étrangers qui vivaient en France et y possédaient des biens au moment de la Révolution, lesquelles complètent en bien des points l'ouvrage de M. Mathiez sur la Révolution et les étrangers; d'autre part, celles qui concernent la politique de Napoléon : il mit en demeure les individus dont la nationalité était incertaine d'opter pour la France, à défaut de quoi ils devaient se démettre des propriétés qu'ils conservaient sur le territoire français. Tout ce qui touche à la législation révolutionnaire et à son application aurait mérité des investigations plus approfondies. Il aurait été bon de rechercher si les lois révolutionnaires n'avaient aucun précédent dans le droit des gens de l'ancien régime et dans les mesures que des puissances comme l'Espagne, qui, dès 1791, déféra le serment de fidélité aux résidents français, ont prises contre nos nationaux. Les critiques que l'auteur dirige contre la rédaction de la liste des émigrés et autres assujettis au séquestre ne tiennent pas un compte suffisant des conditions matérielles dans lesquelles se trouvaient les municipalités qui la dressaient : elles inscrivaient les absents, comme c'était leur devoir, sans pouvoir vérifier leur nationalité. La question était souvent difficile à régler; Bonaparte lui-même refusa de procéder par mesure générale et tint à examiner les cas un à un. Au point de vue financier, il semble bien malaisé aussi de porter un jugement, comme l'auteur n'a pas hésité à le faire, sans essayer d'évaluer, au moins dans quelques départements, le doit et l'avoir de la gestion du séquestre. Mais il faut louer M. Robin d'avoir abordé un sujet difficile et important.

Sur les condamnés et les émigrés, nous n'avons à citer qu'une courte étude² de M. A. GAIN, qui est un spécialiste en ce domaine. Il s'agit d'un Lorrain, le comte de Gestas, colonel du régiment de la Marine, qui, en 1790, participa aux complots contre-révolutionnaires et ne cessa, sa femme ayant émigré, de lui faire passer des fonds. Destitué, enfin, en septembre 1792, il fut plus tard arrêté et finalement exécuté le 7 nivôse an II. Son fils, Aymar, fut élevé à l'étranger et entra au service de Louis XVIII, qui l'envoya au Portugal, d'où il passa au Brésil. Après la Restauration, en 1820, il y devint

1. *Le séquestre des biens ennemis sous la Révolution française*. Paris, éditions Spes, 1929, in-8°, 384 p.

2. *De la Lorraine au Brésil*. Nancy, Société d'impressions typographiques, 1930, gr. in-8°, 110 p.

secrétaire d'ambassade auprès de Hyde de Neuville et, plus tard, consul général. On retiendra surtout les instructions que lui donna Chateaubriand et tout ce qui intéresse la rivalité anglo-française dans l'Amérique latine.

En ouvrant le livre de M. F. W. RYAN, on s'attend, sur la foi du titre, à lire une histoire de la Tour du Temple¹; c'est en réalité une histoire de l'ordre de Malte, où il est plus spécialement insisté sur la période révolutionnaire. La bibliographie est assez considérable, quoique incomplète, mais l'ouvrage ne comporte pas de notes et, parmi les extraits reproduits, il n'est pas facile de démêler ce qui est inédit. Le livre touche principalement à l'histoire de France par le récit de l'occupation de Malte par Bonaparte, mais on y trouve aussi des indications utiles sur la diplomatie révolutionnaire. Il est agréablement illustré.

Les deux volumes de MM. H. BÉRAUD² et M.-A. ALDANOV³ sont aussi relatifs à l'histoire politique de la Révolution, mais ils ne relèvent qu'indirectement de la compétence de l'historien. M. Béraud est sensible aux souvenirs du passé que le promeneur averti rencontre à chaque pas dans les rues de Paris : un soir de fête nationale, les mouvements de foule du 14 juillet 1789 ont ressuscité dans son esprit et il a entrepris de nous en donner l'impression vivante. Il y a beaucoup de talent dans ces pages ; mais, pour l'historien, le moindre document contemporain restera toujours plus évocateur que la fiction la plus ingénieuse. Le livre de M. Aldanov est un roman, et il n'y a pas lieu d'en examiner en détail le cadre historique auquel l'auteur, sans doute, ne s'est pas beaucoup soucié de donner un caractère objectif.

Enfin, quelques articles de revue particulièrement importants doivent être mentionnés ici et avant tout celui où M. P. CARON a recherché quel a été le nombre des arrestations de suspects entre le 10 août et le 2 septembre 1792 (*La Révolution française*, avril 1931). On est habitué à les croire très nombreuses : en fait, du 1^{er} au 29 août, on n'a incarcéré que 270 laïques, parmi lesquels figurent au moins 80 Suisses et gardes du roi qui ne sont pas à proprement parler des prisonniers politiques, et 250 prêtres. Un certain nombre de laïques, une trentaine au moins, furent d'ailleurs relâchés avant le 29 août. On se fait une idée plus exagérée encore des emprisonnements qui furent la suite des visites domiciliaires des 29, 30 et 31 août : 3,000 au moins, dit-on. Les arrestations ont pu être fort nombreuses, mais en fait on n'incarcéra que de 83 à 89 personnes, dont 47 à 53 prêtres. Le nombre des personnes arrêtées ne peut être déterminé, mais il est évident que la plupart ont été immédiatement relâchées après vérification d'identité. Il est possible, d'ailleurs, que l'on se soit montré élément pour des raisons matérielles : on ne disposait pas de locaux pour loger la foule de gens qu'on sup-

1. *The house of the Temple*. Londres, Burns, Oates and Washbourne, 1930, in-8°, xvi-358 p., 42 illustrations et plans ; prix : 25 s.

2. *Le 14 juillet*. Paris, Hachette, s. d. (1929), in-8°, xvi-224 p.

3. *9 thermidor*, traduit du russe par L. et J.-M. AIMOT. Paris, Attinger, 1929, in-8°, 320 p.

posait jusqu'ici avoir été emprisonnée. Au total, du 10 août aux massacres, on n'en a pas mis sous clef plus de 600 au maximum. Dans le même recueil (juillet 1931), M. P. CARON a passé en revue les allégations et les documents qui nous sont parvenus sur les actes et les propos de Danton au cours des massacres de septembre. Il conclut avec raison que bien peu se trouvent à l'épreuve d'une saine critique. Ce qu'il y a de plus sûr, c'est que Fabre d'Églantine, alors secrétaire général au ministère de la Justice, était favorable aux massacres et que Danton n'a rien fait pour les empêcher. Comme ministre de la Justice, il n'avait guère le moyen d'agir efficacement ; mais il aurait pu intervenir comme simple citoyen et mettre dans la balance la popularité dont il jouissait. M. Caron pense que, s'il a laissé faire, c'est qu'il n'a pas voulu la compromettre, soit par ambition, soit pour en réserver le bénéfice à la cause de la Révolution ; c'est aussi sans doute qu'il ne l'a pas jugée suffisante pour en imposer à la foule ; c'est enfin que, très vraisemblablement, il partageait la haine qui animait cette dernière et que, sur le moment au moins, l'énormité du crime ne lui est pas apparue. En somme, la conclusion paraît d'accord avec l'opinion actuellement dominante.

M. P. MAUTOCHET a rassemblé utilement un grand nombre de renseignements sur la vie à Paris pendant la Terreur (*La Révolution française*, juillet et octobre 1930, janvier et avril 1931).

M. F. COURCELLE a étudié la réaction thermidorienne à Melun, où Métier avait constitué un exemple notoire de curé rouge (*Annales historiques de la Révolution*, mars, mai, juillet et septembre 1931).

HISTOIRE RELIGIEUSE. — Nous n'avons ici à signaler que deux études locales. La première est celle de M. le chanoine E. SOL sur les constitutionnels et les réfractaires du Lot¹. Elle ne constitue pas une histoire complète de la question religieuse dans ce département et se compose de treize études, dont quatre se réfèrent à l'évêque constitutionnel Danglars et quatre aux luttes des deux clergés dans les mois qui suivirent le décret du 27 novembre 1790. Parmi les autres, on notera surtout la dixième qui décrit l'internement des réfractaires par un arrêté que le Département prit de son propre mouvement le 19 juillet 1792 et dont les districts de Figeac et de Gourdon contestèrent la légalité ; la onzième, qui montre la rupture progressive entre la Convention et les constitutionnels ; enfin les deux dernières qui sont relatives au sort des réfractaires pendant la Terreur (plus d'un resta caché dans le pays). On a déjà loué la méthode de l'auteur. Il s'abstient d'invectiver contre les constitutionnels et rend justice à l'évêque Danglars. Il est bien au courant de la législation. Toutefois, on doit observer que Louis XVI accepta la Constitution civile le 22 juillet 1790 : le 24 août est la date à laquelle il consentit à la promulgation (p. 19).

1. *Eglise constitutionnelle et Église réfractaire*. Paris, Champion, 1930, gr. in-8°, 647 p. L'auteur avait précédemment publié une étude sur l'application du décret du 27 novembre 1790 (voir *Rev. histor.*, t. CLXIII, p. 138).

L'histoire religieuse de la Révolution dans le département du Nord, dont M. le chanoine J. PETER et Dom Ch. POULET¹ n'ont encore publié que le premier volume, mérite également l'estime des historiens par l'étendue des dépouillements et le ton objectif de la présentation. La statistique qu'ils donnent des prêtres assermentés est un peu différente de celle de M. Sagnac, probablement parce qu'ils ont compté comme réfractaires, et avec raison, ceux qui ont juré avec réserves, ceux qui se sont rétractés et ceux qui, après avoir prêté le serment, refusèrent d'entrer en communion avec l'évêque constitutionnel. Malheureusement, ils ne donnent pas de statistique des prêtres déportés, plus difficile, mais non impossible à établir. La législation leur est bien connue ; cependant, ils paraissent croire que le serment fut imposé aux prêtres qui n'étaient pas fonctionnaires publics, et notamment aux religieux (p. 137) ; ils ne mentionnent pas le décret du 8 février 1791 qui accorda aux réfractaires une pension de 500 livres. Nous devons dire, enfin, que l'évaluation des biens ecclésiastiques indiquée dans notre livre sur *Les paysans du Nord pendant la Révolution* comprend seulement les terres qui étaient directement exploitées par le clergé ou qu'il affermait et non pas aussi, comme les auteurs l'affirment, les terres qui étaient arrentées, accensées ou soumises au tannage : au cas contraire, la proportion des biens ecclésiastiques serait infiniment supérieure.

On devra lire avec attention l'article que M. A. MATHIEZ a publié dans les *Annales historiques de la Révolution* (juillet 1931) sur la politique religieuse du Directoire depuis le complot babouviste jusqu'aux approches des élections de l'an V ; il y montre qu'effrayé par le mouvement jacobin et socialiste, le Directoire a favorisé lui-même la renaissance du catholicisme romain qui devait être une des causes des élections contre-révolutionnaires de germinal an V.

HISTOIRE MILITAIRE. — A proprement parler, nous n'avons à porter sous cette rubrique que l'étude consacrée par M. G. SAUMADE² au camp d'instruction de Launac, installé à Fabrègues, non loin de Montpellier, dans un ancien domaine national qui avait été acheté par le père de Cambon. Lors de la levée en masse, une partie des réquisitionnaires fut expédiée aux armées ; M. Saumade étudie l'application du décret, les sursis, les fraudes, les faveurs obtenues par certains. Mais quand Dugommier arriva à l'armée des Pyrénées-Orientales (l'auteur décrit l'état de cette armée et donne de nombreux renseignements sur les représentants en mission qu'on y délégua, particulièrement sur Châteauneuf-Randon), il refusa de recevoir les réqui-

1. *Histoire religieuse du département du Nord pendant la Révolution, 1789-1802*. T. I : *De la fin de l'ancien régime au 9 thermidor an II (28 juillet 1794)*. Lille, Facultés catholiques, 1930, in-8°, x-411 p.

2. *Le camp d'instruction de Launac « sous Montpellier » et l'état de l'armée*. Montpellier, L'Abeille, Société coopérative ouvrière, 1929, in-8°, xxi-351 p.

sitionnaires non instruits, bien que la loi du 2 frimaire eût prescrit, pour le 10 nivôse au plus tard, la dissolution des bataillons de la nouvelle levée et leur incorporation dans les troupes anciennes. Ce fut alors qu'on décida d'organiser des camps à Toulouse, Carcassonne et Launac. Ce dernier, seul étudié ici, ne le fut qu'à la fin de germinal an II ; il semble avoir recueilli surtout les réquisitionnaires qui n'avaient pas encore rejoint pour une raison ou pour une autre. M. Saumade décrit en détail l'administration, le cantonnement, les subsistances, l'habillement et l'équipement, l'armement et l'instruction, la police et la discipline. Le camp rassembla au maximum 10,000 hommes. Une partie fut groupée en compagnies de moissonneurs au cours de l'été. Ensuite, on les expédia à l'armée des Alpes et à l'armée des Pyrénées qui venait d'enlever le camp du Boulou. L'histoire politique est aussi abordée dans le chapitre VII qui examine le rôle du club de Montpellier dans la vie du camp : il rendit des services « multiples et certains ». M. Saumade, qui s'est très consciencieusement documenté, doit être loué d'avoir étudié des questions peu connues et cependant de grande importance.

On peut rattacher à l'histoire militaire les trois biographies suivantes. M. l'abbé J. L. MATTER a raconté la vie du général alsacien Schauenbourg, qui commanda un moment l'armée du Rhin en 1793, et l'armée d'Helvétie en 1799, puis termina sa carrière comme inspecteur général de l'infanterie¹. Le récit n'est pas sans intérêt, mais l'auteur ne semble pas être aussi au courant de l'histoire générale, à laquelle il touche par plus d'un point, qu'on aurait pu le souhaiter. Il connaît la correspondance de Schauenbourg, publiée dès 1902 par le capitaine Colin, mais il n'en a pas fait grand usage. Sur la République helvétique, il s'en tient à l'ouvrage de Daguét qui est bien ancien et il ne cite ni Œschli ni Rufer. Parlant de Rapinat, il ne paraît pas savoir que M. Guyot a réhabilité le personnage.

M. LUCIEN-GRAUX a publié un gros volume² sur le maréchal de Beurnonville, de son vrai nom Pierre Riel, fils d'un charron de Champignol (Aube). Ce n'est pas une biographie proprement dite ; d'abord certains points seulement sont traités en détail ; puis le livre est tout à la fois un récit et une publication d'extraits de documents qui sont, en grande partie, la propriété de l'auteur, par exemple des registres d'état-major de Beurnonville aux armées du Directoire. Il eût été avantageux d'opter, et nous ne pouvons cacher qu'une publication intégrale des documents avec introduction et annotation critique aurait eu nos préférences. Tel quel, le livre fournit aux historiens des documents précieux, notamment le « compte-rendu à la Conventionnelle de France », où Beurnonville raconte comment Dumouriez le livra aux Autrichiens avec ses collègues (p. 63-122 ; voir aussi p. 266), et des ren-

1. *Un général alsacien. A.-B. de Schauenbourg, 1748-1831.* Colmar, éditions Alsatia, 1931, in-8°, x-159 p.

2. *Le maréchal de Beurnonville.* Paris, Champion, s. d. (1929), in-8°, xvi-429 p., nombreuses illustrations.

enseignements utiles sur le « directoire d'achats » créé par Pache à la fin de 1792 (p. 271) et sur l'état des armées du Directoire (chapitres VI et VII).

Le même auteur possède également une liasse de lettres provenant de Boutier de Catus, ce commissaire des guerres que compromit en l'an II sa liaison avec Hérault de Séchelles. Il les a analysées ou publiées suivant la méthode dont nous venons de parler¹. Malheureusement, on n'y trouve rien de nouveau sur son activité en Alsace pendant la mission d'Hérault. La plupart des lettres sont de l'an III et suivantes : elles contiennent quelques renseignements sur la liaison de Catus avec les sœurs de Bellegarde et sur la vie aux armées.

La principale étude relative à l'histoire militaire que nous ayons à citer est celle que M. A. MEYNIER a publiée dans *La Révolution française* d'avril 1930 sur les levées et pertes d'hommes en France et en Europe sous la Révolution. Cet article, aux conclusions importantes et neuves, fait d'ailleurs suite à celui qu'il avait déjà donné sur le même sujet pour la période impériale et dont nous parlerons plus loin. Sur la foi de Léonce de Lavergne, on assure toujours que les guerres de la Révolution ont coûté à la France un million d'hommes. Naturellement, il est impossible d'opérer un dénombrement exact ; celui de M. Meynier, qui repose sur les dépouillements de l'écrivain autrichien Bodart, comporte une marge assez large d'approximation. Il n'en établit pas moins, de manière convaincante, qu'en y comprenant les recrues destinées à l'armée de l'ancien régime, le nombre des Français incorporés, de 1785 à 1799, n'a pas pu excéder 1,400,000. Il est donc absolument impossible que la France ait perdu 1,000,000 de morts, ce qui supposerait un nombre égal de blessés, à quoi il faudrait ajouter les prisonniers et les déserteurs. En réalité, de 1792 à 1799, il y a eu environ 170,000 morts, en admettant que la moitié des blessés aient péri ; en tenant compte des omissions probables, on irait difficilement à 200,000. Pour l'ennemi, les morts atteindraient difficilement le nombre de 150,000. L'ensemble des pertes pour les Français et les coalisés réunis, morts, blessés et prisonniers, irait à 1,000,000, alors que Léonce de Lavergne évaluait à ce même nombre la seule mortalité française.

HISTOIRE ÉCONOMIQUE. — L'ouvrage le plus important que nous ayons à signaler ici est relatif aux assignats : c'est celui de M. S. E. HARRIS, dont nous avons déjà rendu compte². Dans sa collection de *Mémoires et documents*, signalée plus haut, la Commission d'histoire économique de la Révolution a publié deux fascicules dus à MM. H. SÉE et J. DUBOIS. Le premier contient trois études relatives à la Bretagne : l'une³ étudie ce

1. Boutier de Catus, commissaire des guerres aux armées de la Révolution, 1765-1839. Paris, Ficker, s. d., in-8°, 127 p.

2. Voir *Rev. histor.*, t. CLXV, 141.

3. *Études sur la vie économique en Bretagne, 1772-an III*. Paris, Imprimerie nationale, 1930, in-8°, 80 p.

qui subsiste de l'enquête sur la mendicité dans le Finistère en 1790; la seconde, les recensements de grains dans l'Ille-et-Vilaine sous la Convention; la troisième, de beaucoup la plus importante, la population dans l'ensemble de la province à la fin de l'ancien régime. Les états dressés sur l'ordre de Terray et de Turgot montrent qu'elle diminuait à cause d'épidémies meurtrières, dont la grande misère des campagnes favorisait la propagation; à cet égard, la Bretagne paraît constituer une exception, car, dans l'ensemble, la population a sans aucun doute augmenté dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. Le mémoire de M. DUBOIS¹ est relatif à l'assistance publique dans le canton de Bar-le-Duc depuis la fin de l'ancien régime jusqu'au début de l'Empire. D'après l'enquête de 1790, cette région aurait été une des moins misérables de France; les institutions de bienfaisance en 1789 y étaient pourtant nettement insuffisantes et la question y préoccupait l'opinion. En dépit des projets de réforme, elles ne firent guère de progrès pendant les premières années de la Révolution. La partie la plus intéressante du travail est consacrée à l'application des grandes lois de la Convention, notamment au décret du 22 floréal et aux secours accordés aux défenseurs de la patrie. M. Dubois montre combien le livre de la bienfaisance publique a déçu les espérances: on admit 303 demandes comme bien fondées, mais on ne put accorder que 138 inscriptions. Cependant, la crise financière et la nationalisation des biens des hospices et des hôpitaux frappaient d'impuissance les anciennes institutions. Suit la réorganisation sous le Directoire et le régime napoléonien. Les cadres modernes se trouvèrent alors constitués. Il n'entrait pas dans l'intention de M. Dubois d'examiner si, en fait, les pauvres s'en sont trouvés beaucoup mieux que dans les Côtes-du-Nord, où M. Durand a montré que l'amélioration effective n'a commencé qu'au cours du XIX^e siècle.

M. A. RICHARD a montré comment le Comité de Salut public utilisa les petites forges des Landes pour ses fabrications de guerre²: c'est un intéressant complément à l'ouvrage de feu Camille Richard.

HISTOIRE COLONIALE. — M. J. SAINTOYANT a consacré deux volumes à l'étude de nos colonies pendant la Révolution³. Le premier concerne la politique des assemblées révolutionnaires, le second les événements coloniaux, y compris l'expédition d'Égypte. Cette méthode paraît présenter des inconvénients, puisque les deux séries de faits sont en rapport direct, lequel se trouve ici supprimé. L'ouvrage ne se présente pas comme original; un

1. *L'assistance dans le district de Bar pendant la Révolution*. Paris, Imprimerie nationale, 1930, in-8°, 162 p., 5 tableaux, 3 cartes.

2. *Les forges des Landes et les fabrications de guerre pendant la Révolution*. Dax, Labèque, 1928, in-8°, 15 p. (extrait du *Bulletin de la Société Borda*, 1928).

3. *La colonisation française pendant la Révolution, 1789-1799*. T. I : *Les assemblées révolutionnaires et les colonies*. T. II : *Les événements coloniaux*. Paris, La Renaissance du Livre, 1930, 2 volumes in-8°, 485 et 447 p., 2 cartes.

résumé rédigé à l'aide des documents imprimés et des ouvrages déjà publiés serait d'ailleurs très utile, mais il faut bien convenir que la documentation présente beaucoup de lacunes. Le résumé de l'histoire de la Révolution qui figure en tête de l'ouvrage n'était d'ailleurs nullement nécessaire et prêterait à la critique. Saint-Domingue tient la place la plus importante dans le récit, comme il est naturel. Dans l'ensemble, M. Saintoyant n'est pas favorable aux commissaires que le pouvoir central y dépêcha ; il leur reproche de s'être montrés hostiles aux blancs et même aux mulâtres, au profit des noirs. Cependant, il prouve lui-même que, là comme en France, c'est l'aristocratie qui a commencé la Révolution, en essayant de profiter de la réunion des États généraux pour évincer l'autorité monarchique et se rendre maîtresse absolue de l'île ; il aurait pu montrer avec plus de force qu'elle n'hésita pas à entrer en rapport avec l'étranger dès qu'elle vit sa situation compromise. L'appel aux noirs fut une mesure de guerre qui avait, en outre, l'avantage de susciter, par l'exemple de l'abolition de l'esclavage, des difficultés aux Anglais dans leurs propres colonies.

HISTOIRE LOCALE. — Nous avons précédemment signalé le premier volume du grand ouvrage que M. le chanoine E. SOL consacre à l'histoire de la Révolution dans le département du Lot¹. Voici à présent le second, qui étudie l'application de la Constitution civile du clergé, puis la période de l'Assemblée législative et des débuts de la Convention, et le troisième, qui va jusqu'au 9 thermidor². Les chapitres relatifs à l'histoire religieuse utilisent les contributions réunies dans le volume signalé plus haut, mais ne font pas double emploi avec ce dernier. L'auteur évalue à un cinquième au plus (120 sur 551, probablement) le nombre des assermentés, d'après le pouillé où l'évêque constitutionnel Danglars semble avoir accolé de la mention « bon » le nom des prêtres fidèles à la Révolution ; des listes en ont été tirées qui figurent en appendice. On notera qu'en 1792 plusieurs réfractaires ayant prêté le « petit serment » du 14 août, il fut déclaré valable et les exempta de la déportation (p. 340). On trouvera aussi beaucoup de faits curieux sur les troubles agraires (p. 117 et 234) et sur l'opinion (par exemple, la manifestation royaliste de Caussade lors de la mort du roi, p. 395). Dans le tome suivant, le chapitre relatif à la vie économique paraît bien bref : l'application du maximum n'est pas étudiée à fond ; on ne voit pas non plus que la levée en masse, les réquisitions et les fabrications de guerre, l'application des lois sociales de la Convention aient beaucoup retenu l'attention de l'auteur qui s'intéresse surtout à l'histoire politique et religieuse. A cet égard, on retiendra, par exemple, les résistances opposées à la réquisition des 300,000 hommes (quatre exécutions à Moissac), la déchristianisation (elle provoque un attentat contre le représentant Bô, le 24 mars 1794), le tableau des abdicataires.

1. T. CLXIII, p. 124.

2. *La Révolution en Quercy*, t. II et III. Paris, A. Picard, s. d., in-8°, 520 et 542 p.

Il semble que l'étude des missions aurait dû être poussée plus loin. On doit rendre à ces nouveaux volumes le même hommage qu'au premier¹.

C'est une bonne étude d'histoire locale qu'ont écrite MM. H. et M. BAUMONT, en racontant l'histoire de la Révolution à Luxeuil². Ils ne se sont du reste pas bornés à l'histoire de la vieille bourgade monastique ; ils ont fait de nombreuses incursions dans le district dont elle devint le chef-lieu. Luxeuil avait prospéré au XVIII^e siècle et ses eaux étaient devenues célèbres. Elle était administrée par une municipalité oligarchique (les échevins s'adjoignaient quelques notables, choisis par eux, pour désigner leurs successeurs). Une lutte plus que séculaire l'avait à peu près débarrassée de la tutelle de l'abbé. Mais les paysans des alentours n'en étaient pas encore là en 1789 : l'abbé venait seulement de conclure avec certaines communautés des accords onéreux pour ses vassaux, en vue d'abolir la mainmorte. En juillet 1789 éclata la grande révolte rurale de Franche-Comté : ce fut l'épisode le plus dramatique de la Révolution à Luxeuil³. Pendant la période de la Terreur, Bernard de Saintes y parut. On arrêta un certain nombre de suspects. Prost et Robespierre jeune en mirent une partie en liberté. C'est un exemple instructif de l'extraordinaire diversité qui caractérise l'activité des représentants en mission. Après thermidor, le district s'agita au printemps de 1795 à propos de la réouverture des églises ; il y eut à Fougerolles des troubles qui eussent pu dégénérer en une véritable insurrection. Au total, Luxeuil ne vit qu'une exécution : celle, en janvier 1796, d'un moine qui n'avait pas prêté le petit serment. L'histoire religieuse fait d'ailleurs l'objet d'un chapitre particulier ; il en va de même pour la vie économique. Nos

1. Ça et là quelques erreurs : par exemple, le nombre de 5,000 indiqué pour les morts du 10 août 1792 est exagéré (t. II, p. 311) ; il faut écrire Delbrel et non Delbreil (t. II, p. 376), Baudot et non Beaudot (t. III, p. 515).

2. *La Révolution à Luxeuil et dans le district de Luxeuil*. Besançon, éditions Sequania, 1930, in-8°, 252 p.

3. MM. Baumont ne se sont pas proposé d'écrire une histoire de la révolte comtoise qui déborda de beaucoup les limites de leur circonscription. Ils paraissent avoir surtout utilisé les ouvrages de Mgr de Beauséjour, notamment *Les derniers jours de l'abbaye de Luxeuil* (1889). Cette dernière publication est fondée, en ce qui concerne l'attaque des châteaux et des abbayes, sur le récit de Vernier de Bians, publié ensuite par Huot-Marchand dans les *Annales franc-comtoises*, en 1904. Nous devons faire observer que la chronologie de Vernier paraît inexacte. Il fait remonter au 16 juillet l'affaire de Scey-sur-Saône et au 18 celles de Lure, de Bithaine et de Mollans. Or, l'abbaye de Lure ne fut attaquée que les 21 et 22 (GIRARDOT, *La ville de Lure pendant la Révolution*, 1925) ; le 27 juillet, la princesse de Bauffremont, propriétaire du château de Scey, ne connaissait encore que l'incendie de celui du Saulcy, où habitait sa fille, la princesse de Listenay (Arch. nat., DXXXIX, 86). En outre, nous possédons deux lettres écrites, les 20 et 22 juillet, de Vesoul, par l'inspecteur des ponts et chaussées (elles ont été publiées par Hyenne dans la *Revue littéraire de Franche-Comté* en 1864) : le 20, on ne connaissait encore à Vesoul que l'incendie du château de Quincey ; le 22, on y avait appris l'affaire de Saulcy et les troubles de Luxeuil. S'il y avait eu des incendies le 16 et le 18, on encoûtait malaisément qu'il n'en eût pas été question. D'autre part, on voit très bien ce qui a déterminé les souvenirs de Vernier : sa thèse est que la révolte n'a pas eu pour point de départ l'explosion de Quincey qui s'est produite dans la nuit du 19 au 20.

auteurs publient avec raison les tarifs du maximum et l'enquête sur les prix qu'on opéra en l'an III. Ils examinent en terminant l'état de l'instruction publique.

M. E. Dubois entreprend une histoire de la Révolution dans l'Ain, qui, par sa documentation et son objectivité, obtiendra aisément la préférence sur celles de Jarrin et de Le Duc¹. L'auteur a dépouillé méthodiquement les archives locales et nous avons déjà pu apprécier l'étendue de son information, car il nous avait communiqué, avec une bonne grâce dont nous lui sommes reconnaissants, son dossier sur la Grande Peur. En 1914, il avait déjà publié un livre sur les préliminaires de la Révolution dans l'Ain, dont nous n'avons pas eu connaissance et qui poussait sans doute jusqu'à la réunion des États généraux. Le présent volume commence, en effet, par un chapitre consacré à la biographie des députés de la région et passe ensuite aux événements de juillet 1789 (on notera une lettre du député Brillat-Savarin, du 30 juillet) et aux mouvements populaires qui marquèrent les mois suivants. Puis viennent nombre de chapitres sur la réorganisation administrative, judiciaire, financière et économique (par exemple : chapitre x, sur la formation du département ; chapitre xxi, en partie consacré aux postes et messageries avec des indications précises). Les cinq derniers étudient le mouvement des idées en 1790 et 1791, les conséquences de la fuite du roi et la formation des premiers bataillons de volontaires. Beaucoup de lecteurs regretteront probablement que l'auteur n'ait pas élaboré davantage ses notes ; il en résulte une certaine monotonie. L'ordre aurait pu être amélioré en quelques passages : la table ne parle pas des droits féodaux dont il est question p. 247 et aussi p. 282 ; le chapitre xv sur les biens communaux suit leur destinée pendant toute la Révolution et ne semble pas avoir profité de la publication de M. Bourgin sur la préparation de la loi du 10 juin 1793, où l'on trouve des mémoires de cinq districts de l'Ain et un autre d'un habitant de Caloz. Il est probable que M. Dubois n'a pu faire des recherches dans les dépôts parisiens, mais on doit souhaiter qu'il ne néglige pas les documents qui ont été imprimés.

Le volume illustré que M. le lieutenant-colonel LE MENESTREL a consacré à l'histoire de la Révolution à Dreux² est utile, car il paraît s'appuyer sur un dépouillement consciencieux des archives communales, mais on eût désiré que la méthode en fût plus sûre. On n'y trouve pas sur les sources explorées les indications nécessaires, et il semble certain que les archives départementales, où celles du district de Dreux doivent être conservées et qui auraient fourni une moisson abondante, n'ont pas été abordées. D'autre part, l'amour que l'auteur porte à sa petite patrie l'a induit à « romancer » légèrement

1. *Histoire de la Révolution dans l'Ain. T. I : La Constituante, 1789-1791.* Bourg, Brochot, 1931, gr. in-8°, 448 p.

2. *Dreux pendant la Révolution.* Chez l'auteur, 26, rue d'Orléans, à Dreux, 1929, gr. in-8°, 409 p., 34 dessins de l'auteur « d'après les documents de l'époque ».

certain passages. D'ailleurs, ce livre n'est pas uniquement composé de « pages d'histoire locale » : il contient aussi bon nombre de pages d'histoire générale qui ne sont pas toujours à l'abri de la critique et aussi des réflexions sur la politique qu'il convient d'adopter aujourd'hui à la lumière des événements qui ont marqué la fin du XVIII^e siècle. Ainsi, il y aurait eu, au goût de l'historien, beaucoup à élaguer et beaucoup à ajouter, sans doute, à la faveur de recherches plus étendues.

M. H. BELLUGOU a choisi une circonscription exclusivement rurale : le canton de Saint-Pargoire, dans le district de Lodève¹. D'après lui, les paysans, sous l'ancien régime, n'y étaient pas malheureux et la Révolution, loin de diminuer leurs charges pécuniaires, les aggrava. C'est possible, mais on s'étonne que M. Bellugou, ayant reçu une formation d'historien, ne se soit pas rendu compte que, pour justifier pareille conclusion, une étude économique et sociale eût été nécessaire. Il semble que les compoix de la région subsistent au moins en partie : il aurait fallu les dépouiller en entier, comme M. Donat l'a fait pour Larrazet, en Tarn-et-Garonne², et nous permettre de constater, par une analyse détaillée des différentes classes de la population, qu'en effet il n'y avait pas de crise agraire (p. 21). Il fallait aussi un peu plus de rigueur dans la comparaison instituée, p. 43, entre les contributions de 1791 et les charges en 1789 : ces dernières ne comportent que la taille et les droits féodaux. Et la dîme ? En outre, les impôts indirects n'avaient-ils pas été à peu près supprimés ? La vente des biens nationaux aurait uniquement profité aux paysans qui étaient déjà propriétaires ; mais pourquoi une statistique complète, avec indication de ce que possédaient déjà les acquéreurs d'après les compoix, ne nous en est-elle pas présentée ? Il y a, en outre, quelques assertions qui font douter que l'auteur ait une connaissance parfaite de l'histoire générale : à son avis, les libertés locales étaient « une réalité » en 1789 (p. 27) ; a-t-il vérifié que la tutelle de l'intendant ne s'exerçait point sur les communautés du futur canton de Saint-Pargoire ? Il déclare que, à partir de 1787, on y jouit de « la liberté religieuse. » C'est comme on l'entend ! On voit, p. 105, que les particuliers se plaignent « avec raison », après 1789, de la perception de la dîme : elle n'a légalement disparu que le 1^{er} janvier 1791. On est surpris d'apprendre qu'en 1792 on l'a réclamée en nature aux fermiers des émigrés ; s'agit-il bien de la dîme ? Dans l'affirmative, il est probable que c'était un arriéré qu'on exigeait.

En dépit de l'heureux sort dont ils jouissaient, les paysans du canton prirent part pour la Révolution, dans une forte proportion, et la vie de ces villages fut très agitée. Le curé Gibal et un instituteur se distinguèrent à la tête des patriotes. Comment expliquer ces passions chez des paysans qui n'avaient aucun motif d'en vouloir à l'ancien régime ? L'auteur les explique

1. *La Révolution dans le canton de Saint-Pargoire (Hérault), 1789-1800*. Montpellier, impr. de la Charité, 1931, in-8°, 404 p., une carte et quatre illustrations.

2. Voir *Rev. histor.*, t. CLXIII, p. 115.

par des conflits locaux et par des querelles d'intérêt personnel. Mais il ne s'étend guère sur ce point qui était cependant essentiel, dans l'hypothèse qu'il adopte. On voit, p. 55, qu'à Saint-Pargoire on était révolutionnaire quatre ou cinq ans avant la Révolution ! Mais c'est seulement à la p. 142 que l'on en vient à supposer que plusieurs des coqs de village, s'étant brouillés à la suite de procès ou de blessures d'amour-propre, ont adopté à partir de 1789 des points de vue opposés, sans autre motif que de se faire pièce les uns aux autres, et ont entraîné à leur suite la population. En fait, dans l'étude relative à l'organisation communale antérieure à la Révolution, on constate qu'elle était très oligarchique, les consuls se renouvelant par cooptation. En admettant que les patriotes n'aient pas eu d'autres raisons d'en vouloir à l'ancien régime, on retrouve du moins en ceci un grief d'ordre général, que l'auteur n'a pas mis en lumière. Il s'est donné beaucoup de peine pour faire « vivant » et pittoresque par des artifices de style, tandis qu'en nombre de cas il a négligé de résoudre ou tout au moins de poser des questions de véritable intérêt.

Le récit des débuts de la Révolution à Orléans, que M. A. BOUVIER, bibliothécaire municipal, a tiré des annales laissées par Jean-François Rozier, commis greffier au bailliage et, sous l'Empire, greffier en chef du tribunal criminel, satisfait pleinement l'esprit et n'en est que plus attachant¹. Ces annales remontent à 1784 et contiennent nombre de détails sur la vie d'une famille de bonne bourgeoisie et sur l'état d'esprit de leur auteur, bon catholique, hostile à l'édit de 1787 et favorable aux Jésuites, malgré sa profession, mais défiant à l'égard des « calotins » et plein de mépris pour la reine. Elles deviennent surtout intéressantes à l'approche de la Révolution et à propos des troubles d'avril et de septembre 1789. Rozier se montre très fier d'avoir été enrôlé dans le corps des volontaires organisé le lendemain de l'émeute du 24 avril et licencié le 20 mai, puis réintégré le 20 juillet par le Comité permanent qui venait de se constituer. Il se montre fort « bourgeois » d'esprit et plein d'hostilité pour le menu peuple. Son récit s'arrête au 21 septembre 1789, et c'est bien dommage, car, arrêté avec son père en l'an II, il aurait pu tracer un tableau précieux de la Terreur. Du moins, M. Bouvier a-t-il recueilli dans ses papiers des indications utiles sur son train de vie et sur sa carrière ultérieure.

Quant à l'étude de M. G. TOURNIER, elle concerne un épisode de la Terreur blanche dans le Tarn². Au printemps de 1797, des bandes s'organisèrent à Castres et dans certaines communes voisines, sous le commandement de deux chefs royalistes, le baron de Gaix et Lisou Azais ; les fusiliers qui les composaient portaient une bande blanche à leur chapeau. A Labruguière,

1. Jean-François Rozier fils, 1762-1854, et les débuts de la Révolution à Orléans d'après des documents inédits. Orléans, Luzeray, 1930, in-8°, 224 p.

2. La réaction thermidorienne à Labruguière et le drame d'Enlaure, 12 thermidor an V (30 juillet 1797). Castres, Palet, 1931, in-8°, 68 p., illustré.

elles firent élire des royalistes aux élections de germinal. Sous leur administration, les violences redoublèrent. En thermidor, on força le curé constitutionnel à ouvrir l'église à un réfractaire et, lors de la fête anniversaire du 9 thermidor, un nouveau conflit éclata entre les patriotes et les contre-révolutionnaires qui demandèrent le concours de leurs amis de Castres. Ceux-ci accoururent et, au cours de la nuit du 12, se rendirent à la métairie d'Enlaure, où s'étaient réfugiés les frères Grach, marchands protestants de Castres. Le cadet put s'enfuir, mais l'aîné fut massacré. On comparera utilement ces pages au livre de M. Lenôtre, dont nous avons parlé plus haut.

BIOGRAPHIES. — Ce n'est pas assurément un homme de premier plan que le patriote Palloy, le démolisseur de la Bastille, et c'est une figure bien falote. M. H. LEMOINE, archiviste de Seine-et-Oise, lui consacre pourtant une biographie solide et attrayante. On ne prendra pas moins d'agrément à lire la seconde partie de l'ouvrage qui décrit les transformations que la place de la Bastille a subies de 1789 à 1900¹.

Nicolas Armez, révolutionnaire des Côtes-du-Nord, dont M. L. DUBREUIL a raconté la vie, est un personnage plus curieux². Il était d'une famille de bonne bourgeoisie, d'ailleurs fort pieuse. Le père, Jean, se donnait pour noble ; il était armateur, marchand de grains, fermier de seigneuries, propriétaire de tenures convenancières. C'était aussi un mari peu fidèle, et il mourut au Mont-Saint-Michel, sa famille ayant obtenu une lettre de cachet. Nicolas, le fils aîné, abandonna les affaires à son frère et se fit prêtre. Lors de la Révolution, il prêta le serment et devint administrateur du département et procureur général syndic. La Révolution avait atteint la famille dans ses intérêts. Nicolas répugnait d'ailleurs à sévir contre les réfractaires ; il était de tempérament peu combattif : en 1792, il donna sa démission. Il devint alors vicaire épiscopal de Vannes et finalement abdiqua. Après la tourmente, il ne reprit pas la vie ecclésiastique. Il accepta de nouvelles fonctions publiques ; en l'an VI, il était commissaire du Directoire, mais se démit encore une fois. Sous le Consulat, on le retrouve membre et président du Conseil général ; aux Cent-Jours, il est élu député. Bref, il demeura un « bleu. » Mais c'était un épicurien qui redoutait les agitations de la vie politique et qui était de son opinion plutôt que de son parti.

La vie d'Augustin Rousseau, maître d'armes du dauphin, qui fait l'objet du petit livre de M. H. JANIN, ne peut être tout à fait indifférente à l'historien³. Rousseau avait épousé la sœur de M^{me} Campan et du « citoyen

1. *Le démolisseur de la Bastille*. Paris, Perrin, 1930 (Bibliothèque d'histoire parisienne), in-8°, xiii-230 p., illustrations.

2. *Un révolutionnaire de Basse-Bretagne. Nicolas Armez, 1764-1826*. Paris, Rieder, 1929, in-8°, vi-272 p.

3. *Augustin Rousseau, maître d'armes du dauphin, 1748-1794*. Versailles, la librairie Mercier, 1928, in-8°, 131 p. Cf. *Rev. histor.*, CLIX, 399.

Genet », bien connu par sa mission aux États-Unis. En 1792, il était inscrit à la section des Filles Saint-Thomas et il se trouvait aux Tuileries dans la nuit du 9 au 10 août. Arrêté, il fut acquitté le 3 septembre par les massacreurs. Il fut de nouveau arrêté en septembre 1793 et de nouveau libéré en nivôse ; malheureusement, l'aventure recommença en avril 1794 et cette fois finit tragiquement : le pauvre Rousseau fut exécuté le 25 messidor an II. La municipalité et la société populaire de Saint-Rémy-lez-Chevreuse, où il avait fixé sa résidence, étaient intervenues en sa faveur.

Les œuvres que nous avons maintenant à nommer n'offrent rien d'original quant à la documentation et à l'interprétation, mais elles sont assez nombreuses, car, avec les épisodes dramatiques, ce sont les biographies qui attirent surtout l'attention des romanciers et de tous ceux qui s'improvisent historiens.

Le livre de M. H. WENDEL sur Danton¹ témoigne d'une certaine connaissance de l'histoire de la Révolution, mais il est insuffisamment renseigné sur nombre de points, par exemple sur la journée du Champ-de-Mars, le rôle de la corruption dans le procès du roi, les événements de mars 1793, la crise de novembre 1793. L'auteur admet que Danton a reçu l'argent de la cour et a toléré les massacres de septembre ; d'autre part, il lui attribue, d'abord comme M. Aulard et M. Madelin, un rôle essentiel dans la conduite de la Révolution et l'organisation de la défense nationale puis, et plus particulièrement, le 20 juin et le 10 août. L'accent principal est posé sur la psychologie de Danton, car sans « innere Gerichte », « le mandarin de la science historique demeure un ignorant. » Pour faire vivre le personnage, le récit est discrètement romancé et les procédés ordinaires de style sont mis à contribution : un grand nombre d'hommes s'agitent autour de lui, en sorte que le livre est aussi une sorte de panorama de la Révolution, à laquelle M. Wendel est sans nul doute sympathique ; il date son livre du mois de fructidor de la XII^e année de la République allemande.

Nous avons déjà cité² la courte biographie que M^{me} M. CLEMENCEAU-JACQUEMAIRE a consacrée à M^{me} Roland. Voici maintenant un ouvrage beaucoup plus étendu, dont le précédent n'était qu'un résumé³. Il fait une grande place aux années de jeunesse et à l'histoire du mariage. Pour l'histoire de la Révolution, l'auteur n'en a qu'une connaissance approximative et, parfois, se trouve assez embarrassée pour concilier telle lettre de M^{me} Roland, comme celle de juillet 1789, avec le parti pris apologétique qui n'est que trop ordinaire aux biographes. « Qui sait », s'écrit M^{me} Clemenceau, « si demander des têtes » en 89 avait le même sens qu'en 1793 ? » Voilà une proposition qui aurait mérité quelques éclaircissements.

1. *Danton*. Berlin, Rowohlt, 1930, in-8°, 419 p., 19 illustrations.

2. T. CLXIII, p. 136.

3. *Vie de M^{me} Roland*. Paris, éditions J. Tallandier, s. d. (1929), 2 vol. in-8°, 285 et 289 p., 9 et 14 illustrations.

Le volume de MM. J. TURQUAN et J. D'AURIAC sur le comte d'Artois s'étend complaisamment sur les années folles du frère de Louis XVI; il abonde en anecdotes amusantes et en « potins » sur la vie de cour, tirés des mémoires et des correspondances du temps; on n'y trouvera rien de neuf sur l'activité politique du comte; il se termine par la mort de Mme de Polatron et enregistre à ce propos les premiers symptômes de la conversion de son amant.

Le petit livre où M. R. MIRABAUD a raconté la vie de Rabaut-Saint-Étienne ne contient rien de nouveau et ne témoigne pas d'une connaissance bien sérieuse du milieu².

De la vie de Mme de Staël, Mme M. L. PAILLERON a écrit un résumé rapide, assez amusant, mais trépidant, qui cherche à tout prix la variété et le piquant; l'auteur est d'ailleurs médiocrement favorable à son illustre consœur³.

Deux volumes sur Charlotte Corday; il fallait s'y attendre. Et pourtant que dire de nouveau, tant qu'on n'aura pas mis au jour des documents certains sur la pensée et les opinions de la vierge rouge? On ne reprochera certes pas à M. Albert-Émile SOREL⁴ de ne pas avoir renouvelé la bibliographie du sujet, mais on est surpris de rencontrer tant d'erreurs dans la transcription des noms propres — même de noms aussi connus que ceux de Barère (et non Barrère), Bostidoux (et non Boutidour) ou Bougon-Longrais (et non Langrais) — ainsi que des assertions inexactes (« c'était alors [en mai 1791] le déclin de l'ancien régime et l'aube de la République », p. 67; Isnard, le préparateur du 10 août, p. 90) ou, de toute évidence, sans aucun fondement. Comment l'auteur peut-il savoir que, parmi les femmes qui assistèrent au départ de Charlotte Corday pour l'échafaud, s'en trouvaient 410 qui avaient été libérées aux massacres de septembre? Ce qu'on voudrait naturellement connaître, c'est l'évolution des idées de Charlotte, c'est la genèse de l'idée meurtrière. M. Sorel a consacré le plus grand nombre de ses pages à ces problèmes, mais il n'a pu faire que des hypothèses. Il veut que Charlotte Corday soit restée pratiquante: c'est contestable, et qu'elle fût républicaine: ce l'est encore davantage, sauf peut-être à se mettre d'accord sur la définition du terme. Quant à M. J. RAULET, c'est aux amours supposées de l'héroïne qu'il s'est principalement attaché: or, le terrain, ici, est encore moins sûr; il est vrai qu'on peut d'autant mieux « romancer » le récit⁵.

Enfin, M. J. MILLS WHITHAM a eu l'idée assez singulière de raconter l'his-

1. *M. le comte d'Artois*. Paris, Émile-Paul, 1929, in-8°, 315 p., illustré.

2. *Rabaut-Saint-Étienne*. Paris, Fischbacher, 1930, in-8°, 264 p., un portrait.

3. *Mme de Staël*. Paris, Hachette (collection *Les romantiques*), s. d. (1931), in-8°, 187 p.

4. *Charlotte de Corday*. Paris, Hachette (*Figures du passé*), s. d. (1930), in-8°, 247 p.

5. *Un cœur aux quatre-vents. Charlotte Corday*. Paris, Hachette (*Le passé vivant*), s. d. (1930), in-8°, 219 p.

toire de la Révolution sous la forme biographique¹ ; en fait, il retient seulement un certain nombre d'épisodes et, quand l'occasion lui paraît favorable, il les place sous le signe d'un personnage notable : Camille Desmoulins, c'est le 14 juillet ; Talleyrand, c'est la constitution civile ; Barnave, c'est Varennes, etc. Le résultat, on s'en doute, n'est pas fort satisfaisant. Du reste, il s'agit moins d'études historiques que d'impressions et d'essais psychologiques. L'information est très médiocre. Comment parler de Mirabeau sans citer Stern et Dauphin-Meunier ?

II. — PÉRIODE IMPÉRIALE

PUBLICATIONS DE DOCUMENTS. — M. A. M. SKALKOWSKI a achevé la belle publication qu'il avait entreprise, sous les auspices de la Société des sciences de Poznan, de la correspondance du prince J. Poniatowski avec la France². Les lettres sont écrites en langue française ; elles sont adressées à l'empereur, au roi de Saxe, grand-duc de Varsovie, aux ministres et aux généraux français, notamment à Davout. Les affaires militaires y tiennent naturellement la plus grande place ; les trois volumes dont il s'agit en ce moment concernent les préparatifs de la guerre contre la Russie, la campagne de 1812 et celle de 1813. On y trouvera aussi des états de situation pour l'armée polonaise. Mais, en outre, beaucoup de lettres seront utiles à l'histoire du duché et à l'histoire diplomatique. Par exemple, le prince transmet les renseignements qui lui parviennent sur les projets de la Russie, sur les menées du tsar en Pologne (t. III, p. 156 ; t. IV, p. 57), sur les difficultés qu'il rencontre après la débâcle de 1812 pour ramener ses troupes en Saxe en traversant les territoires autrichiens ; ils sont singulièrement instructifs. L'éditeur a d'ailleurs annoté ses documents avec le plus grand soin.

M. I.-J. ROUSSEAU a publié le journal que tint Sir Benjamin d'Urban, quartier-maître général de Baird, envoyé à La Corogne au secours de Moore, puis de Beresford, commandant en chef de l'armée portugaise, pendant la campagne de la péninsule et après la fin de la guerre jusqu'au 31 décembre 1816³. Le manuscrit avait déjà été utilisé par Sir Charles Oman pour sa grande histoire de la guerre d'Espagne. C'est bien un journal au sens strict et les historiens militaires y trouveront les éphémérides de l'armée de Beresford pendant la campagne de Portugal en 1810-1811, les deux sièges de Badajoz, la marche jusqu'au Tormès en 1812, la période de repos jusqu'en février 1813,

1. *A biographical history of the french Revolution*. Londres, Routledge, 1930, in-8°, XIII-693 p., 16 portraits ; prix : 15 sh.

2. *Korespondencya Ksiecia Josefa Poniatowskiego z Francya*. T. III : 1810-1811. T. IV : 1812. T. V : 1813. Poznan, imprimerie de l'Université de Cracovie, 1928 (t. III), 1929 (t. IV et V), in-8°, 349, 325, 457 p.

3. *The peninsular journal of Major-general Sir Benjamin d'Urban, 1808-1817*. Londres, New-York, Toronto ; Longmans, Green and Co, 1930, in-8°, XII-355 p., 1 portrait, 1 facsimilé, 2 plans et une carte ; prix : 21 s.

puis les opérations sous la direction de Wellington, de Vittoria à Toulouse. M. Rousseau a fait précéder le texte d'une courte introduction sur d'Urban et sur sa famille : fils d'un médecin, il était entré dans l'armée en 1793. Ce n'est pas une édition critique : elle ne contient aucune annotation, mais on y a joint deux plans de bataille originaux.

M. A. BRABANT, directeur des Archives de Saxe, nous présente une partie des mémoriaux fragmentaires, mais étendus, rédigés par le général saxon Ferdinand von Funck¹. Ce personnage appartenait à une famille de fonctionnaires ; mais son père fut anobli et il entra dans l'armée. Sans vocation, semble-t-il, car il l'abandonna bientôt pour se livrer à l'étude. Cependant, en 1791, il reprit du service, sans cesser de s'intéresser aux lettres et à l'histoire (il fréquenta Novalis et Auguste Schlegel). Dans la campagne de 1806, il fut blessé et fait prisonnier. En 1807, il devint aide de camp du roi, puis, en 1810, général de cavalerie. Il fit la campagne de Russie sous les ordres de Reynier. Entre temps, le roi l'employa dans la diplomatie : en 1809, il l'envoya près de Napoléon pendant que se négociait la paix de Vienne. Il fut naturellement mêlé aux rivalités de cour ; il n'aimait pas les Français, mais il ne leur était pas non plus systématiquement hostile ; le sentiment national allemand lui semble à peu près étranger ; c'est un Saxon et il subordonne tout à l'avantage de la Saxe. Il reproche à Marcolini, à Senfft et à Thielmann de s'être livrés, par intérêt personnel, à l'influence française sans aucune réserve ; à Napoléon, il objecte que le roi a tiré profit de son alliance, mais non le royaume. Funck était donc un homme d'esprit indépendant et il était bien placé pour voir et entendre. On nous donne ici les fragments relatifs à la période qui va de 1812 à 1815 ; le récit est très vivant. Il fourmille d'observations curieuses, de notations sur l'esprit public, de portraits originaux. Malheureusement, l'édition de M. Brabant n'est pas critique et ne comporte aucune note.

La Chronique de Cassinis relative à l'histoire de Savone, de 1798 à 1806, que publient MM. I. SCOVAZZI et F. NOBERASCO², touche assurément de moins près à l'histoire générale, mais c'est une contribution utile à l'histoire de l'esprit public en Italie pendant l'occupation française. Cassinis n'est d'ailleurs pas très favorable aux nouveautés ni à ceux de ses compatriotes qui s'en font les promoteurs. En tête de leur ouvrage, nos auteurs ont imprimé l'essai statistique, rédigé en français, sur le canton de Savone, en 1809, par Giuseppe Nervi, qui fut un des conseillers du préfet Chabrol de Volvic ; cet essai fut une des sources de la statistique du département de Montenotte.

1. *In Russland und in Sachsen, 1812-1815. Aus den Erinnerungen des sächsischen Generalleutnants und Generaladjutanten des Königs Ferdinand von Funck.* Dresde, Heinrich, s. d. (1930), xi-378 p., un portrait et une carte ; prix : 8 m.

2. *La rivoluzione democratica e l'Impero napoleonico a Savona secondo una cronaca contemporanea.* Savone, Tipografia Savonese, 1929, in-8°, 237 p.

M. C. S. B. BUCKLAND a retrouvé au Foreign Office et a fait imprimer, avec une excellente introduction, un mémoire rédigé par Gentz en mars 1810, par ordre de Metternich, sur l'opportunité pour l'Angleterre de conclure la paix avec Napoléon¹. A ce moment, Metternich, à la veille de partir pour Paris, était convaincu que la paix générale seule pouvait garantir la sécurité de l'Autriche. Gentz essaya donc de démontrer aux Anglais que la puissance de Napoléon était inébranlable et qu'ils ne perdraient rien à traiter. Ils ne prirent pas ses arguments au sérieux et le mémoire fut enseveli dans un profond oubli. Il avait échappé aux diligentes recherches de Wittichen lui-même. La lecture n'en manque pas de saveur ; il constitue un bel échantillon de l'agilité sophistique du vénal folliculaire de la contre-révolution européenne.

Nous ne reviendrons pas sur les souvenirs de la comtesse Rasponi, dont il a déjà été rendu compte².

Nous n'insisterons pas non plus sur la réimpression des Mémoires de la duchesse d'Abrantès, dont les premiers volumes ont été signalés antérieurement³.

HISTOIRE GÉNÉRALE ; HISTOIRE INTÉRIEURE ; BIOGRAPHIE. — M. E. DRIAULT a écrit en trois volumes une histoire de Napoléon le Grand⁴. Le premier volume contient l'histoire de Bonaparte jusqu'à la fin du Consulat décennal ; le second est consacré au Consulat à vie et à l'Empire jusqu'à son apogée en 1811 ; le troisième raconte sa chute et suit la légende napoléonienne jusqu'à nos jours. L'histoire intérieure ne tient pas la plus grande place, comme on peut d'ailleurs s'y attendre en lisant le sous-titre : « L'immortelle épopée du drapeau tricolore » ; c'est la politique extérieure de Napoléon et l'organisation de l'Europe conquise qui se trouve au centre de l'ouvrage. Ceux qui ont lu le petit livre dont nous avons précédemment rendu compte (*La vraie figure de Napoléon*) retrouveront ici les mêmes vues⁵. Cette publication est pourvue, chapitre par chapitre, d'une bibliographie étendue. Par la présentation et par l'illustration qui est très abondante (mais d'une exécution matérielle inégale), elle est destinée au grand public, comme M. Driault l'annonce d'ailleurs dès le début ; les « doctorales critiques » auxquelles il déclare s'attendre ne seraient donc pas de saison.

1. *Gentz : Mémoire sur la paix maritime of march 1810*. Oxford, Blackwell, 1931, in-8°, 49 p. ; prix : 2 s. 6 d.

2. T. CLXVI, p. 164.

3. T. CLXIII, p. 151. *Mémoires de la duchesse d'Abrantès avec une introduction de M. G. Girard. Souvenirs historiques sur le Consulat*, t. IV. *Souvenirs historiques sur l'Empire*, t. I. Paris, A la cité des livres, 1930, 1931, in-8°, 305, 308 p.

4. *L'immortelle épopée du drapeau tricolore. Napoléon le Grand*. T. I : *Bonaparte. La France nouvelle*. T. II : « *L'Empereur*. » *L'Europe nouvelle*. T. III : « *L'homme du peuple*. » *Sous le signe des trois couleurs*. Paris, Ficker, s. d. (1930), gr. in-8°, 392 et 117 illustrations, 408 p. et 129 illustrations, 376 p. et 102 illustrations.

5. T. CLXIII, p. 151.

Quant aux idées générales, à la part de vérité qu'elles nous paraissent comporter et aux réserves que nous estimons nécessaires, nous ne pensons pas devoir rien ajouter à ce que nous avons déjà dit.

En entreprenant d'écrire un livre sur Napoléon, M. J. BAINVILLE ne s'est pas proposé, on s'en doute bien, de faire œuvre d'érudition, mais il n'a pas cédé non plus à la mode des biographies à prétentions psychologiques¹. Deux problèmes — bien connus — ont attiré son attention : comment la Révolution de 1789 a-t-elle pu aboutir à l'Empire militaire ? Et des diverses interprétations de la politique européenne de Napoléon, quelle est celle qu'il convient d'adopter ? C'est pour nous donner son opinion qu'il a écrit cet ouvrage. Elle n'est pas neuve : l'Empire est sorti de la Révolution, devenue guerrière et conquérante, par une sorte de nécessité interne, et la politique extérieure de Napoléon a été commandée par la conquête des frontières naturelles dont la Révolution est responsable. L'auteur ne cache pas qu'il emprunte ces thèses à Sorel. En développant la première, il a prodigué, sur la marche à l'Empire, des notations d'une intelligence acérée et on n'apprendra rien à personne en le constatant. La seconde partie est moins brillante. On ne saurait rouvrir ce débat ici, mais on doit remarquer que M. Bainville réduit Napoléon à un rôle d'exécutant, d'exécutant génial, c'est entendu, mais qui n'a exercé aucune influence, au fond, sur les lignes essentielles de l'évolution.

La « volonté de puissance », dont on a si souvent regardé l'Empereur comme une des incarnations les plus saisissantes, n'est pas oubliée, mais elle est sous-entendue et, dès l'abord, il est convenu qu'elle ne doit rien expliquer. C'est qu'autrement les thèses ne tiendraient pas. Il faut que Napoléon soit l'inévitable produit de la Révolution ; par son génie, il a pu lui épargner l'anarchie militaire ; il a pu aussi retarder la catastrophe ; mais ce ne sont là que des modalités ; l'essentiel, c'est l'effondrement, la perte des frontières naturelles : le caractère de Napoléon n'y est pour rien et sa politique n'a jamais été que ce qu'elle pouvait être. L'historien professionnel ne peut nier qu'il y a une grande part de vérité dans ce déterminisme rigoureux, mais il n'est pas en état de limiter à ce point l'influence des individualités éminentes ; s'il reconnaît volontiers qu'il était difficile de conserver les frontières naturelles, il ne lui paraît pas incontestable que Napoléon n'ait pas agi de manière à rendre la difficulté insurmontable.

La physionomie de l'Empereur prend ici une apparence qui, sans doute, surprendra plus d'un des lecteurs de M. Bainville. C'est un cérébral, passablement livresque, imaginatif certes, mais plus enclin encore au raisonnement ; c'est même un « idéologue. » Toute une partie de son œuvre qui aurait pu lui donner un caractère plus réaliste est à peu près laissée dans l'ombre : l'organisation administrative, la préparation des campagnes, le caractère

1. *Napoléon*. Paris, Fayard (*Les grandes études historiques*), s. d. (1931), in-8°, 592 p.; prix : 16 fr. 50.

original de sa stratégie. Il n'est pas besoin d'ajouter que la vie du pays même est complètement mise de côté.

Par ailleurs, dans les passions qui déterminèrent les Français à accepter l'Empire et dans celles qui provoquèrent les coalitions, l'auteur ne fait à peu près aucune place aux considérations sociales, au conflit entre l'aristocratie et le tiers état. Bien plus que l'acquisition des frontières naturelles, c'était la destruction de l'ancien régime social que les Français voulaient consacrer. D'autre part, que les rois et l'aristocratie européenne groupée sous leurs bannières n'aient pensé qu'à rétablir l'équilibre entre les puissances, ils ont pu le dire ; mais, dans la haine qu'ils éprouvaient pour la France et Napoléon, il n'est pas difficile de discerner que la peur du nouvel ordre social entraînait pour une part énorme. De ce point de vue, la solidarité de Napoléon et de la Révolution n'est pas affaiblie le moins du monde, mais le rôle des frontières naturelles dans cette solidarité l'est considérablement.

On peut prédire au nouvel essai historique de M. Bainville le même succès qu'ont obtenu les précédents. On connaît le procédé d'exposition qui est vif et mordant. Tout ce qui concerne la vie profonde du pays et semblerait austère au lecteur pressé se trouve sacrifié au profit de questions qu'on discutera éternellement et qui se trouvent ici résolues de la manière la plus élégante pour réconcilier royalistes et bonapartistes sur le dos de la Révolution et, spécialement, de la République.

La thèse de M. J. DESCHAMPS sur la légende de Napoléon¹ contient des observations fort justes sur la formation et le caractère de cette légende. Il conteste avec raison la thèse de M. Gonnard qui paraît en rapporter exclusivement l'origine aux écrits de Sainte-Hélène. D'une part, à la soutenance même, on a objecté que, dès sa première campagne d'Italie, Napoléon a commencé à organiser sa légende ; c'est un soin dont il ne s'est jamais départi. D'autre part, il semble évident que, s'il a réussi dans son entreprise, c'est que cette légende répondait aux idées d'une grande partie des contemporains. Enfin, les récits des soldats ont sûrement fourni un canevas sur lequel l'imagination populaire a travaillé. Du premier point, l'auteur ne dit rien, mais il met bien en lumière les deux derniers. Il disculpe Louis-Philippe d'avoir créé maladroitement la légende : ce roi a tout bonnement essayé de la tourner à ses fins. Nous ne pensons pas qu'il y ait doute à cet égard, mais il n'est pas contestable non plus qu'en l'utilisant, il a contribué à l'amplifier et lui a donné une sorte d'estampille officielle. Bref, M. Deschamps définit la légende napoléonienne : « l'ensemble des effets d'ordre sentimental et esthétique produits par l'histoire de Napoléon », et ce, non seulement en France, mais dans le monde entier, car la légende napoléonienne est un fait international.

M. J. Deschamps n'a pas eu l'ambition de décrire systématiquement ces

1. Sur la légende de Napoléon. Paris, Champion, 1931, in-8°, 1x-276 p. (Bibliothèque de la Revue de littérature comparée).

effets, quoique dans ses chapitres III et IV il ait réuni un grand nombre de faits. Mais le chapitre V constitue une étude intéressante sur la formation de la légende en Belgique ; c'est, ce nous semble, la partie la plus utile du livre.

Il en contient une troisième qui n'a pas de rapports directs avec le sujet et qui aurait très avantageusement fait place à une contribution analogue à celle qui constitue le chapitre V. M. Deschamps a préféré comparer la légende à l'histoire en vue de démontrer que la première est une image, fidèle, somme toute, de la seconde. C'est une opinion qu'on ne pourrait discuter qu'en reprenant toute l'histoire de Napoléon, ce que nous nous excusons de ne pouvoir entreprendre ici. Nous nous bornerons à faire observer que cette entreprise mérite si l'on peut dire, plus que tout autre travail historique, d'être conduite dans un esprit parfaitement objectif et que M. Deschamps, après avoir placé Napoléon au-dessus ou en dehors des polémiques politiques d'aujourd'hui, ne se contente pas de justifier la légende par l'histoire. Il fait aussi l'apologie de l'histoire au moyen de comparaisons avec les faits contemporains qui ne lui plaisent pas.

Le livre de Miss Marjorie JOHNSTON est un recueil de vingt-sept « sketches » sur l'histoire de Napoléon et sur les personnages qui l'ont approché¹. On y retrouve même Louvel, sans doute parce que son attentat contre le duc de Berry permet une comparaison avec l'exécution du duc d'Enghien. Ces essais ne prétendent pas apporter quoi que ce soit de nouveau ; leur objet est seulement de donner au lecteur anglais quelque idée du caractère de Napoléon et de l'influence qu'il a exercée sur son peuple.

L'histoire du duc d'Enghien par M. J. DE LA FAYE² nous paraît être une réimpression du livre paru en 1905 avec une préface de Costa de Beauregard et dont M. Reuss rendit compte en son temps³.

Une brochure de M. R. DUFOURG retrace, sans modifier l'idée qu'on s'en faisait, les événements peu glorieux dont Bordeaux fut le théâtre, le 12 mars 1814, par les soins du parti royaliste⁴.

M. le comte BEGOUEN a attiré l'attention sur Charles de Caffarelli. Chanoine de Toul en 1789, il fut nommé préfet, dès 1800, par Bonaparte, qui était très attaché à la famille en souvenir du frère aîné de Charles, mort à Saint-Jean-d'Acre⁵.

M. S. ZWEIG a retracé la vie de Fouché d'après M. Madelin⁶, « comme une contribution à une étude biologique encore inexistante... du diplomate. » Nous ne contestons pas la formule, mais nous ne voyons pas ce que la pré-

1. *Domination*. Londres, J. Murray, 1930, in-8°, vii-248 p., 7 illustrations.

2. *La princesse Charlotte de Rohan et le duc d'Enghien*. Paris, Émile-Paul, 1929, in-8°, 418 p., illustré.

3. T. LXXXIX, p. 110.

4. *Le 12 mars 1814 à Bordeaux*. La Rochelle, Millon (éditions Rupella), 1931, in-8°, 104 p.

5. *Charles-Ambroise de Caffarelli*. Toulouse, Bonnet, 1929, in-8°, 24 p. (extrait des *Mémoires de l'Académie des sciences, inscriptions et belles-lettres de Toulouse*, XII^e série, t. VII).

6. *Joseph Fouché*. Paris, Grasset, s. d., in-8°, 309 p.

sente étude apporte de neuf, et il n'est pas douteux que, sur plus d'un point, l'auteur n'est pas au courant des recherches qui se sont succédé depuis le temps déjà lointain où M. Madelin a publié son livre. Celui de M. A.-H. FLASSCH sur le même personnage a des intentions plus modestes ; il vise seulement à raconter les épisodes les plus caractéristiques de la carrière de Fouché. La source est la même¹.

Quant au tome II de la biographie de Talleyrand par M. G. LACOUR-GAYET, un des bons ouvrages dont nous aurions eu à parler dans ce Bulletin, il a déjà été présenté aux lecteurs de cette *Revue* par M. Chr. Pfister².

L'histoire économique n'est représentée que par l'étude de M. A. RICHARD sur la métallurgie landaise de 1800 à 1840 ; encore les progrès sont-ils nuls sous l'Empire et ne deviennent guère sensibles que sous Louis-Philippe : l'étude, intelligemment menée, de M. Richard, prend alors toute sa valeur³.

Pour écrire l'histoire des colonies françaises pendant la domination napoléonienne⁴, M. J. SAINTOYANT a recouru au même plan que pour la période révolutionnaire : en premier lieu, un résumé des événements généraux de 56 pages qui est bien superflu ; puis un examen de la politique et de l'administration coloniale ; viennent ensuite les événements coloniaux (y compris 50 pages sur l'Égypte et près de 80 pages sur l'Océan Indien et le commandement de Decaen). Enfin, une vue d'ensemble sur la politique de Napoléon à l'égard des colonies et une autre sur la colonisation du xvi^e siècle à 1815. Cette ordonnance présente moins d'inconvénients que dans le précédent ouvrage parce que le sujet est ici plus simple : dès que Bonaparte a fixé sa ligne de conduite, tout l'intérêt se reporte sur l'exécution. Quant à la documentation, elle ne présente pas de caractères nouveaux. Sur la politique de Napoléon, M. Saintoyant porte en somme un jugement favorable. Il le loue d'avoir rétabli la législation d'ancien régime. On conviendra que l'Empereur a rendu un grand service à la nation en restaurant purement et simplement son autorité dans les colonies qui n'eurent pas, comme Saint-Domingue, la force de persister dans leurs tendances séparatistes, et en y rétablissant l'ordre. Mais l'auteur semble faire bien bon marché des intérêts coloniaux qui s'agitaient autour du Premier consul ; il lui attribue des vues d'avenir, en ce qui concerne l'abolition progressive de l'esclavage, qui ne répondaient guère à son despotisme utilitaire. Il le défend plus justement contre le reproche d'avoir perdu ce qui subsistait en 1789 de notre empire colonial ; en réalité, ce que la Révolution lui a transmis était bien peu de chose. Quant à reconquérir un empire colonial, il aurait fallu la paix continentale et une marine. La politique européenne de Napoléon excluait les entreprises d'outre-

1. Fouché, l'homme aux yeux de fauve. Paris, Bernardin-Béchet, s. d., in-8°, 127 p.

2. T. CLXVI, p. 144.

3. L'ancienne métallurgie landaise. Les progrès de 1800 à 1840. Dax, Labègue, 1929, in-8°, 16 p. (extrait du Bulletin de la Société Borda, 1929).

4. La colonisation française pendant la période napoléonienne, 1789-1815. Paris, La Renaissance du Livre, 1931, in-8°, 509 p. ; prix : 35 fr.

mer et le rétablissement de notre flotte de guerre. Il ne paraît pas juste d'accuser les chefs de notre marine de l'avoir mal secondé ; il leur manquait à la fois des ressources et du temps.

HISTOIRE DIPLOMATIQUE ET MILITAIRE ; PAYS RÉUNIS ET VASSAUX. — Nous avons déjà présenté les ouvrages de M. H. BUTTERFIELD sur la diplomatie napoléonienne de 1806 à 1808¹ et de M. W. C. LANGSAM sur la politique et le sentiment national en Autriche². Les thèses de M. A. FUGIER l'ont été déjà à deux reprises par MM. Renaudet³ et R. Guyot⁴.

La thèse de M. A. MANSUY sur Jérôme Napoléon et la Pologne en 1812⁵ est le fruit de longues recherches dans les archives de France, de Russie et de Pologne, d'immenses lectures aussi, dont le lecteur français saura d'autant plus de gré à l'auteur qu'il s'agit, pour une part notable, d'ouvrages en langue polonaise et en langue russe qui, d'ordinaire, ne lui sont pas familières. On ne peut dissimuler qu'on aurait préféré voir M. Mansuy aborder directement ces grands sujets de la politique polonaise de Napoléon et de l'état du grand-duché à la veille de la campagne de Russie. En les examinant du point de vue de Jérôme, il a été conduit à écrire une première partie fort étendue (130 p.) sur le rôle du prince dans la campagne de Silésie en 1806-1807 qui l'a mis en contact pour la première fois avec les Polonais, sur les relations qu'il a gardées avec eux, une fois installé en Westphalie (1807-1811), et même sur « la crise d'avant-guerre en Westphalie » en 1811-1812 ; dans ce dernier chapitre, c'est la Westphalie qui vient au premier plan plutôt que le grand-duché. Un autre inconvénient de cette méthode, c'est que l'auteur se trouve amené à suivre Jérôme le long de son itinéraire de Westphalie à Varsovie, puis à l'armée. Chemin faisant, les questions militaires et politiques, les principaux dirigeants de la politique saxonne et polonaise, les représentants des différents courants d'opinion nous sont décrits et l'on éprouve le sentiment qu'un exposé méthodique eût été plus satisfaisant. Le procédé biographique impose aussi beaucoup de détails qui font vivre la personne de Jérôme, mais qui présentent souvent peu d'intérêt à qui veut se faire une idée de la Pologne contemporaine, en sorte que le sujet de l'ouvrage paraît être double. Sur le duché, on appréciera sans doute particulièrement les chapitres v et vi de la seconde partie (p. 170-293), où l'on trouvera réunis un grand nombre de renseignements.

Les conclusions principales de M. Mansuy, qu'il formule d'ailleurs avec clarté dans ses dernières pages, peuvent être résumées comme suit. L'envoi de Jérôme à Varsovie fait partie de la première manœuvre montée par Napo-

1. T. CLXVI, p. 153.

2. T. CLXVI, p. 155.

3. T. CLXVI, p. 142.

4. T. CLXVI, p. 105.

5. *Jérôme Napoléon et la Pologne en 1812*. Paris, Félix Alcan (Bibliothèque d'histoire contemporaine), 1931, in-8°, 704 p., un portrait, une carte.

l'éon contre les Russes. Il espérait les voir s'engager à fond contre son aile droite en vue d'occuper le duché ; en ce cas, l'aile gauche, massée sous le commandement de Davout sur la basse Vistule, les aurait pris en flanc et coupés de leur base. C'est pour les confirmer dans le plan qu'il leur attribuait qu'il a placé à la tête de l'aile droite un prince à qui personne ne pouvait attribuer une compétence militaire sérieuse ; ultérieurement, une feinte sur Lublin, laquelle d'ailleurs a échoué par la faute de Reynier et non de Marchand, qui, en fait, commandait sous le couvert de Jérôme, a été également destinée à attirer les Russes. On peut objecter, ce semble, que si personne, en effet, ne pouvait attribuer à Jérôme une valeur militaire quelconque, sa nomination pouvait avoir un résultat tout contraire à celui que Napoléon en espérait, d'après M. Mansuy. N'était-il pas probable que les Russes précisément en devaient conclure que Napoléon entendait manœuvrer par sa gauche et que, devant se garder de ce côté, l'invasion du duché serait de leur part une sottise ? Nous penchons à croire que l'affection de Napoléon pour son jeune frère et le préjugé dynastique ont joué dans sa nomination un rôle plus grand que ne le pense M. Mansuy¹.

Ayant conclu, comme nous venons de le dire, il estime, d'autre part, que Jérôme n'a pas été envoyé à Varsovie pour préparer son élévation au trône de Pologne. Napoléon, comme d'ordinaire, n'avait pas d'idée à priori sur la restauration du royaume : tout dépendrait de l'issue de la campagne et du traité qui la terminerait.

Cependant il entendait naturellement utiliser le sentiment national polonais ; c'est pourquoi, le 26 mai, il fait accorder au gouvernement du duché des pouvoirs extraordinaires qui, en fait, substituent Jérôme au roi de Saxe ; le 2 juin, il autorise la réunion de la Diète qui organisera une Confédération du royaume de Pologne ; le 5 arrive à Varsovie D. de Pradt, archevêque de Malines, en qualité d'ambassadeur qui semble devoir être prochainement accrédité auprès du futur roi.

En réalité, Napoléon se faisait illusion sur ce qu'il pouvait tirer de la Pologne, et c'est là probablement la thèse la plus intéressante. Sa politique comportait une contradiction insurmontable qu'on retrouve dans tous les pays qu'il a soumis à son autorité. D'une part, il se hâtait d'y réaliser des réformes qui auraient plu aux despotes éclairés qui l'avaient précédé, avec plus de hâte encore et de manière plus radicale qu'ils n'auraient su le faire ; c'étaient, sous une forme souvent atténuée, la partie de l'œuvre révolutionnaire qu'il avait conservée en France. C'est ainsi qu'il avait introduit en Pologne, avec le code civil, l'abolition des privilèges, la liberté civile et religieuse et l'égalité devant la loi ; le servage avait été aboli ; on pouvait s'attendre à voir supprimer ultérieurement l'ancien régime domanial. Mais d'un autre côté, Napoléon, en guerre perpétuelle, avait besoin de tirer des pays sou-

1. Voir sur ce point l'article de M. Arthur Lévy : *Jérôme Bonaparte et Napoléon*, dans la *Revue de Paris* du 15 décembre 1931.

mis une aide immédiate et, pour cela, il devait faire appel aux hommes qui s'y trouvaient capables d'administrer et de commander, c'est-à-dire à l'aristocratie. Or, la rénovation administrative et sociale qu'il entreprenait irritait et alarmait celle-ci. M. Mansuy ne nous laisse aucune illusion : le clergé polonais, la noblesse polonaise se trouvaient cruellement tiraillés entre la crainte de voir Napoléon maître d'achever l'instauration de l'ordre nouveau, où ils ne retrouveraient pas leur autorité oligarchique, et le désir d'obtenir le rétablissement intégral de la Pologne. La victoire leur semblait à double tranchant. Plus d'un, parmi eux, sans doute possible, eût préféré le triomphe des Russes, s'il avait pu être certain que ceux-ci réorganiseraient la Pologne sous leur protectorat : car cette Pologne fût restée aristocratique. C'est pourquoi le tsar a gardé tant d'intelligences dans le duché, comme M. Mansuy le montre à plusieurs reprises. Ce que Napoléon perdait du côté des grands, il ne le gagnait pas du côté des paysans : on ne pouvait espérer que, du jour au lendemain, ils s'éveilleraient à la vie civique et nationale. Napoléon aurait pu à la vérité les gagner par une réforme agraire étendue ; il aurait pu abolir les droits féodaux sans indemnité et partager les grands domaines entre les tenanciers. Mais il aurait ainsi achevé de s'aliéner l'aristocratie. Il n'est pas sûr que les paysans eux-mêmes lui auraient voué toute la reconnaissance qu'on supposerait : d'une part, les charges de l'occupation militaire devaient leur sembler lourdes ; d'autre part, le clergé avait alarmé leurs sentiments religieux et leurs préjugés antisémites à la faveur de l'introduction de l'état civil, du divorce et de la liberté religieuse.

De tout cela, il n'est pas sûr que Napoléon se soit rendu compte. Il connaissait mal la Pologne et il n'a pas cherché à se renseigner auprès de ceux qui étaient bien au fait ; c'était principalement Bignon, résident à Varsovie. M. Mansuy pense que, s'il avait appelé Jérôme près de lui, il en aurait tiré les éclaircissements nécessaires : c'était bien tard et il n'est pas du tout certain que Jérôme fût si clairvoyant ; mais on doit convenir que l'accueil de l'aristocratie polonaise, qui rejetait sur lui la responsabilité de tout ce qui lui déplaisait dans le régime français, a pu contribuer à lui ouvrir les yeux.

Enfin, le duché n'était pas riche et l'autorité de son gouvernement était faible. L'aristocratie se refusa énergiquement à prendre sa part des charges de l'occupation militaire : elle rejeta les réquisitions et les corvées de transport sur les seuls paysans et les ministres de Varsovie, probablement d'accord avec elle sur le fond, furent en tout cas impuissants à lui forcer la main. La situation financière était très fâcheuse. C'est pourquoi, selon M. Mansuy, après s'être rendu compte sur place de la situation, Napoléon se décida à organiser provisoirement, sous son autorité directe, les territoires russes occupés, dont une partie au moins, et notamment la Lithuanie, auraient dû, suivant les vues des Polonais, être immédiatement réunis au duché. On peut penser, toutefois, que Napoléon a voulu surtout se réserver toute liberté pour le moment où il traiterait.

M. Mansuy suppose que Jérôme a dû renseigner l'Empereur sur la situa-

tion matérielle et administrative du duché et que c'est en cela que son séjour en Pologne a vraiment porté ses fruits. Il est de fait que Jérôme a éprouvé la plus grande difficulté à faire vivre ses troupes. Par là même s'expliquerait, au moins en partie, son brusque départ le 19 juillet : il se serait rendu compte que la Grande Armée n'avait pas en Pologne la base qui lui était nécessaire et qu'ainsi son échec était inévitable. C'est de nouveau faire peut-être beaucoup d'honneur à la perspicacité du prince que, de manière générale, M. Mansuy a tendance à défendre contre le jugement sans indulgence de Frédéric Masson.

Par ce qui précède, on reconnaîtra que l'œuvre de M. Mansuy touche à beaucoup de questions importantes. L'idée qu'on se fait de Jérôme ne se trouve peut-être pas aussi embellie qu'il le pense ; mais, sur les procédés de gouvernement de Napoléon, sur les dispositions des Polonais et sur l'état du duché de Varsovie, il apporte une contribution vraiment intéressante.

Les thèses de Mme Melitta PIVEČ-STELÉ sur les provinces illyriennes¹ s'annoncent comme une étude et une bibliographie de la vie économique de cette création impériale, mais en fait on y trouvera aussi un examen des motifs qui en ont déterminé l'apparition et une description de son organisation administrative et de son personnel dirigeant. La documentation très dispersée a nécessité des recherches étendues et difficiles. Les divers domaines de l'économie sont soigneusement explorés. Les résultats matériels obtenus pendant la domination française ne furent pas brillants et ne compensèrent pas les charges imposées à la population qui paraît, d'autre part, avoir été trop peu avancée pour apprécier beaucoup l'introduction du régime social et administratif de la France. Là encore, la timidité des réformes agraires n'a pas tardé à décevoir les espoirs des paysans, tout en irritant la noblesse qui émigra, pour la plus grande partie, en Autriche, afin d'y attendre des jours meilleurs. Jamais, d'ailleurs, la population ne crut à la durée du régime français.

Au point de vue économique, il est bien évident que sa brièveté ne put lui permettre de rénover le pays. Il en resta surtout quelques routes. Au point de vue de la nationalité yougo-slave, il faut noter qu'on introduisit le croate et le slovène dans l'enseignement primaire ; sous Marmont, le croate figure aussi parmi les langues officielles. L'italien a bénéficié des mêmes avantages.

L'ouvrage accorde une large place à l'application du blocus. L'Illyrie était une région de transit de l'Adriatique à l'Autriche et à la Hongrie ; le blocus lui porta un préjudice irréparable et ruina Trieste. En retour, la France essaya de rétablir par son intermédiaire le trafic avec la Turquie en utilisant la voie de terre ; elle réussit effectivement à se procurer par là du coton et diverses denrées qui venaient d'Orient. Un curieux épisode est re-

1. *La vie économique des provinces illyriennes, 1809-1813, suivie d'une bibliographie critique*. Paris, éditions Bossard, 1930, in-8°, 359 p., 3 cartes, 1.111 p. (Institut d'études slaves de l'Université de Paris. Collection historique, t. VI).

latif à l'approvisionnement de l'Illyrie en sel : les salines vénitiennes de la Dalmatie étant abandonnées et celles de l'Istrie se trouvant réservées à l'Italie, on fut obligé de s'adresser aux Anglais, et il en résulta une dérogation au blocus, qui est bien caractéristique.

Ce livre est instructif, mais il n'est pas d'une utilisation aisée et son ordonnance mérite quelques critiques. On ne voit pourquoi il faut chercher au dernier chapitre les dispositions relatives à la Croatie militaire qu'on s'attendait à trouver mentionnées dans l'étude administrative ; pourquoi, au contraire, la solution monétaire fait corps avec cette dernière, alors que sa place est évidemment parmi les chapitres consacrés à l'économie ; pourquoi la suppression de la dime n'apparaît qu'à la page 222, tandis que la réforme des droits féodaux est décrite dès la page 38, au milieu, d'ailleurs, du chapitre sur l'agriculture. L'index ne contient que les noms de personnes et ne remédie point à cet éparpillement. On n'apprécie vraiment l'importance du travail qu'en le dépouillant la plume à la main.

On n'a pas le même regret à exprimer à l'égard de l'ouvrage de M. William MARTIN sur l'histoire de la Suisse en 1813 et 1814¹, auquel un autre doit faire suite, qui sera consacré à l'époque du Congrès de Vienne. M. Eschli avait déjà compris cette période dans sa remarquable histoire de la Suisse au XIX^e siècle. Mais M. Martin a pu pousser plus loin l'investigation documentaire à Londres, Vienne et Leningrad. On peut regretter avec lui que les autres grands dépôts européens et les dépôts cantonaux autres que le genevois n'aient pu être explorés. Mais l'auteur a jugé qu'il était temps d'aboutir. Le livre est surtout un exposé. Cependant, il tient aussi de la publication de textes, tant sont nombreux les documents qu'il reproduit, chemin faisant, en totalité ou par extraits. L'intérêt principal du récit est de montrer le rôle capital que les dissensions helvétiques jouèrent pendant cette période. A l'origine de ces dissensions se trouvaient non seulement le désir que les anciens cantons dominants éprouvaient de ressaisir leur autorité sur les pays qui s'étaient émancipés ; mais aussi, et sur ce point M. Martin est fort discret, la volonté arrêtée que manifestait l'oligarchie de ressaisir le pouvoir politique et l'autorité sociale : bref, il s'agissait d'opérer une contre-révolution, tout autant que de soustraire la Confédération à l'influence de la France. Le tsar était disposé à lui épargner l'occupation ; la contre-révolution bernoise, opérée d'accord avec Senfft, l'envoyé des alliés, fit le jeu de Metternich. La Diète extraordinaire se trouva incapable de donner à la Confédération une constitution et il fallut prendre les alliés pour arbitres. L'influence du tsar seule épargna à Vaud et à Argovie de retomber sous le joug des Bernois. Quand s'ouvrit la discussion sur les limites, les Suisses désunis ne surent pas profiter de l'occasion pour obtenir des agrandissements, et

1. *La Suisse et l'Europe, 1813-1814*. Lausanne, librairie Payot et C^{ie}, 1931, in-8°, 427 p., 8 portraits, 2 cartes ; prix : 15 fr.

c'est la principale leçon que M. Martin tire de cette histoire à l'usage de ses compatriotes. La Diète ne tenait pas beaucoup à annexer Genève ; elle redoutait sa turbulence et son esprit d'innovation ; les catholiques la regardaient avec méfiance. Genève aurait voulu s'agrandir avant d'accéder à la Confédération. On sait de quel côté. Mais elle ne fut pas soutenue.

M. A. DE TARLÉ, dont on connaît l'importante étude sur le blocus continental dans le royaume d'Italie, a écrit quelques pages sur l'esprit public à Naples sous le règne de Murat, principalement d'après les archives parisiennes¹. On y voit que l'opinion y était dans une perpétuelle agitation et n'a jamais eu le sentiment que le régime fût durable. Elle redoutait perpétuellement une réunion à l'Empire. En cela, elle était d'accord avec Murat, dont les craintes tiennent une place importante dans cette brève étude.

L'histoire militaire peut revendiquer deux biographies : M. Guyot a déjà signalé² celle que Sir Dunbar Plunket BARTON a consacrée à Bernadotte et où il a résumé les trois ouvrages qu'il avait écrits de 1914 à 1925 sur le maréchal-roi, au moyen des sources imprimées, des travaux déjà publiés et des documents du Foreign Office. Il ne nous reste donc qu'à signaler l'excellente traduction qu'a donnée de cet ouvrage M. G. ROTH sur la seconde édition, qui date de 1930³.

Dans la vie de Drouot⁴, M. W. SÉRIEYX analyse, dans la première partie, les vertus de Drouot. La seconde décrit les rapports de Drouot et de Napoléon et met en lumière la fidélité que le général, au contraire de la plupart de ses compagnons d'armes, sut conserver à l'Empereur qu'il accompagna à l'île d'Elbe. L'histoire n'est donc considérée ici que comme un moyen d'édification. On ne peut que s'associer à l'hommage ainsi rendu à une âme noble et à un chef sans reproche comme sans peur.

Quant aux opérations militaires, en dehors du récit romancé de la bataille de Waterloo par M. M. DUPONT⁵, nous n'avons à signaler que le livre de M. le général R. TOURNÈS sur la bataille de Lutzen⁶, mais il est d'importance. A l'exception d'un chapitre, il a été écrit avant la Grande Guerre ; il appartient ainsi à la remarquable série d'études que le centenaire des campagnes napoléoniennes avait suscitées au début de ce siècle et dont plusieurs, malheureusement, sont demeurées inachevées. L'information est remar-

1. *L'esprit public à Naples sous le règne de Murat, 1808-1812, d'après des documents inédits* (extrait des *Mémoires de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Lyon*, 3^e série, t. XX (1931), p. 95-125).

2. T. CLXVI, p. 105.

3. *Bernadotte, 1763-1844*. Paris, Payot, 1931, in-8°, 383 p.

4. *Drouot et Napoléon. Vie héroïque et sublime du général Drouot*. Paris, éditions J. Tallandier (Bibliothèque Historia), s. d. (1929), in-8°, 276 p., 16 illustrations.

5. *La garde meurt... 1915*. Paris, Hachette (*Le passé vivant*), s. d. (1931), in-8°, 264 p.

6. *La campagne de printemps en 1813. Lützen. Étude d'une manœuvre napoléonienne*. Paris, Charles-Lavauzelle, 1931, in-8°, 417 p., 11 croquis.

quable. Les sources françaises ont été, semble-t-il, épuisées. L'une des principales, *Les mémoires et correspondances militaires et politiques du prince Eugène*, publiés par Du Casse en 1859, a fait l'objet d'une comparaison avec les originaux conservés dans les archives particulières du duc de Leuchtenberg. Il nous faut malheureusement abandonner toute illusion sur la valeur de la collection Du Casse. Il a omis nombre de pièces très intéressantes ; il a laissé de côté des passages entiers dans les lettres qu'il a retenues ; les noms propres ont été défigurés par un scribe ignorant, dont Du Casse n'a pas collationné les copies avec les originaux. Voilà un travail énorme qui est à refaire.

Les sources étrangères proviennent des Archives de Vienne. Il faut y ajouter les publications, principalement allemandes, qui ont été très nombreuses au moment du centenaire du « Befreiungskrieg ». M. Tournès n'est pas tombé dans le travers assez commun qui consiste à étudier les opérations de l'armée française sans se soucier des intentions et des mouvements de l'ennemi.

On aurait une idée imparfaite de l'ouvrage, si on le croyait uniquement consacré à l'étude de la bataille elle-même et de ses antécédents immédiats. On y trouvera aussi une étude sur la Grande Armée de 1813 au début de la campagne : le chapitre II décrit l'organisation du grand quartier général et la méthode de travail de l'Empereur ; le chapitre III, les éléments et la valeur des deux armées du Mein et de l'Elbe ; le chapitre IV, les services de l'arrière ; le chapitre V, les armées alliées. Vient ensuite l'étude des opérations du 19 avril au 2 mai au matin. La bataille est racontée dans le dernier chapitre.

L'auteur estime que le jugement porté par Napoléon lui-même sur la manœuvre de Lutzen, qu'il plaçait au-dessus de celles d'Austerlitz, d'Iéna, de Friedland et de la Moskowa, est pleinement justifié. Si elle avait été exécutée telle qu'elle avait été conçue, l'armée alliée n'aurait pas repassé l'Elbe et les conséquences en auraient été incalculables. En fait, elle a échoué, bien que la victoire soit demeurée aux Français. La cause en doit être rapportée aux lieutenants de l'Empereur, qui n'ont su ni s'éclairer, ni agir avec la promptitude et la résolution nécessaires, et surtout à Ney. Les alliés ont bénéficié d'une chance inouïe sans d'ailleurs en profiter, tant leur commandement était de médiocre qualité. Le génie de Napoléon demeurait intact et le sentiment que la manœuvre de Lutzen en a donné au monde a été le principal fruit de la victoire. Mais c'était peu, en comparaison du coup décisif qui aurait pu être porté à la coalition.

Pour terminer, nous tenons à rappeler l'article de M. A. MEYNIER, auquel nous avons fait allusion plus haut et qui a paru dans la *Revue des Études napoléoniennes* de janvier 1930. Taine affirme qu'il est mort, sous le premier Empire, 1,700,000 Français de l'ancienne France et plus de 2,000,000 d'autres Européens, annexés, alliés ou ennemis. Quand on connaît le nombre des conscrits appelés ou rappelés, que M. Meynier, après une révision atten-

tive, fixe à 2,000,000 pour l'Empire, à 1,600,000 pour l'ancienne France (à quoi on doit ajouter les officiers, vétérans et engagés volontaires), il apparaît comme évident qu'il n'a pas pu mourir 1,700,000 hommes de l'ancienne France. Par diverses méthodes qui se recoupent, M. Meynier ramène ce nombre à 400,000 au maximum. Le total des *pertes*, morts, blessés et prisonniers, pour toutes les troupes napoléoniennes, alliés compris, serait de 1,635,000 ; pour les ennemis, il serait de 1,332,000. Au total, les *pertes* s'élèveraient à moins de 3,000,000.

Taine citait Léonce de Lavergne, lequel invoquait Passy, qui avait traité la question en 1859 à l'Académie des sciences morales. Passy affirmait tenir le renseignement d'Hargenvilliers, directeur du recrutement sous l'Empire, qui avait déposé en 1831 devant la Commission de l'armée de la Chambre, chargée de préparer la nouvelle loi militaire, et dont Passy était membre. Probablement, Hargenvilliers avait parlé de 1,700,000 incorporés ou d'une *perte* globale de 1,700,000 hommes ; en tout cas, l'erreur est colossale ; elle n'en a pas moins fait son chemin, grâce à tous ces auteurs graves dont les préventions ont évidemment obnubilé le sens critique. Il importe que les conclusions de M. Meynier soient promptement connues de tous ceux qui s'intéressent à l'histoire.

G. LEFEBVRE.

HISTOIRE D'ITALIE DU XV^e AU XVIII^e SIÈCLE¹

TENDANCES DE L'HISTORIOGRAPHIE ET OUVRAGES GÉNÉRAUX. — La reprise de l'activité scientifique en Italie, après la guerre, a été marquée par une tendance vivement constructive. Le renouvellement apporté par la philosophie idéaliste dans le domaine des études historiques s'était déjà imposé, non

1. Ce Bulletin comprend les études publiées au cours de la décade 1920-1930 sur l'histoire de l'Italie du xv^e au xviii^e siècle (jusqu'à la période napoléonienne non comprise). L'abondance des documents m'impose de parler brièvement même d'ouvrages importants et à en négliger quelques-uns parmi les autres. Cependant il se peut que, même dans ces limites, quelque omission involontaire se soit produite, et je m'en excuse d'avance auprès du lecteur.

Les divisions et les regroupements que j'ai suivis n'ont d'autre valeur que celle de faciliter la disposition des matières ; c'est aussi par commodité que j'ai réuni les quelques ouvrages d'histoire religieuse et d'histoire militaire *stricto sensu* avec les ouvrages d'histoire politique. Les sigles N. R. S. et R. S. I. indiquent respectivement : la *Nuova Rivista Storica*, Rome, Milan, Naples, et la *Rivista Storica Italiana*, Turin.

sans contrastes ni sans réserves¹; on en attendait maintenant les fruits et les réalisations concrètes. Les polémiques sur l'essence, les fins et la méthode de l'histoire ayant cessé, ou tout au moins leur nombre et leur importance s'étant réduits, la ferveur des recherches s'en accrut. Ceux-là mêmes qui restèrent étrangers au nouveau courant éthico-politique de l'historiographie, ou qui n'y adhèrent qu'en partie, furent amenés cependant à reviser plusieurs positions, à perfectionner la recherche, en élargissant l'horizon de l'école philologico-narrative ou en changeant radicalement certaines conceptions que l'école économique-juridique chérissait. Ces considérations sont nécessaires pour comprendre le caractère de nombreux ouvrages sur l'histoire italienne, parus au cours des dernières années, et dont l'apport fourni par les historiographies étrangères, quoique considérable, n'a point altéré la structure générale. Elles sont nécessaires aussi pour comprendre la prédilection marquée pour les périodes qui nous sont les plus proches, tout au moins spirituellement, et pour des sujets de nature complexe, exigeant une préparation juridique, économique et sociologique et, en même temps, la capacité de s'élever, en surmontant ces éléments partiels, à une vraie synthèse historique. Il faut ajouter à cela une révision critique des jugements traditionnels, surtout pour la période des prépondérances étrangères, un effort tendant à mieux encadrer les événements politiques de l'Italie dans les luttes diplomatiques de l'Europe et, encore, la tendance à éclaircir les mobiles intimes de la vie économique, civile et morale du peuple, à expliquer historiquement la genèse de la pensée politique aux différents siècles, à saisir concrètement l'origine, la structure et les développements de l'élite dirigeante, en remplaçant la notion de classe sociale par celle de classe politique.

Le *Plan pour une histoire d'Italie* que G. VOLPE publia en 1921 doit être considéré non seulement comme l'effet de nouvelles théories, mais plutôt comme l'exigence spirituelle d'une nouvelle histoire². L'auteur se propose d'arriver « à évaluer l'individualité nationale de l'Italie », de saisir, au fur et à mesure qu'ils se présentent, « les signes de l'homogénéité croissante des populations de la péninsule... » Il ne prétend pas épuiser toute l'histoire, ni en donner un récit complet, mais « fixer l'attention sur les problèmes les plus complexes et centraux », en élargir les vues, en pénétrer l'essence.

Les plus importantes revues historiques répondirent, en tant qu'instrument de travail et d'information, au nouvel esprit critique. Autour de la *Nuova Rivista Storica*, fondée en 1917, se réunit un groupe d'écrivains se pro-

1. Cf. C. BARBAGALLO et O. MASNOVO, *Storia e storiografia nel pensiero di Benedetto Croce*, N. R. S., 1920, fasc. VI. Voir, p. 559, les principales discussions auxquelles a donné lieu, entre 1910 et 1920, la théorie crocienne de l'histoire. Y participèrent : Rensi, Aliotta, De Ruggiero, Anzilotti, Mazzantini. A ajouter A. FERRARINO, *Di una pretesa riforma della storiografia*, dans *Atene e Roma*, 1920, n. 4-9. Sur la volonté de travail pratique et sur les obstacles d'ordre matériel à surmonter, cf. R. CAGGESE, *Gli studi storici e l'ora presente*, in *Rivista d'Italia*, Milan, 1919, fasc. XI.

2. Gioacchino VOLPE, *Piano per una Storia d'Italia*. Bologne, Zanichelli, 1921.

posant d'affranchir les études historiques soit de l'érudition pure, soit de la sujétion à des méthodes et à des tendances étrangères, qui depuis longtemps pesaient sur l'activité scientifique italienne, surtout dans le domaine de l'histoire ancienne. La *Rivista Storica Italiana*, sous la direction de F. Egidi, puis de Cognasso, s'est attachée, elle aussi, à faire place aux nouvelles tendances, représentées surtout par les jeunes, désireux d'enrichir et d'étendre la vision des problèmes par une préparation culturelle au fait des courants philosophiques et des exigences méthodologiques de l'historiographie¹.

Un renouvellement semblable s'est produit dans les disciplines parallèles, et les études historico-politiques en ont considérablement profité. On a senti le besoin de refaire la *Storia Letteraria italiana per secoli*, qu'a publiée l'éditeur Vallardi. Et cela plutôt pour en modifier les tendances et l'esprit d'information que pour mettre au point les volumes vieilliss. BELLONI même, qui a réédité son *Seicento*, a largement accueilli les nouveaux résultats et les nouvelles tendances. Le cas du *Cinquecento* de TOFFANIN est encore plus significatif. Cet ouvrage est riche en idées et en problèmes ; il est peut-être plus une histoire de la culture littéraire que de l'expression artistique, bien différent par ses bases et par sa structure du *Cinquecento* de FLAMINI, qu'il devrait remplacer, mais qu'en réalité il complète et corrige. Très utiles par leur vaste érudition et remarquables pour avoir réussi à démontrer le caractère indigène de la culture et de l'art de notre XVIII^e siècle, sont les deux volumes, fruits d'un long effort et d'un grand amour, consacrés à ce siècle par Giulio NATALI. Pour l'histoire politique, de même que pour l'histoire littéraire, plusieurs des volumes de la collection Vallardi (*Storia d'Italia*) ont paru insuffisants ou précocement vieilliss. On travaille actuellement à les remplacer, et nous aurons bientôt la période des prépondérances étrangères par QUAZZA et celle de l'illuminisme et des réformes par ROTA.

Le problème même de l'histoire d'Italie et de la possibilité d'une conception unitaire de cette histoire a été l'objet d'études et de discussions passionnées. SOLMI soutient qu'il existe une unité fondamentale dans l'histoire italienne² ; CROCE nie qu'on puisse parler d'une vraie unité historique avant 1860. Cette divergence dérive, elle aussi, d'une conception différente de l'histoire et prend donc le caractère d'une opposition méthodologique. Dans sa

1. Sur les tendances de l'historiographie italienne actuelle, voir B. CROCE, *Intorno alle condizioni presenti della storiografia*, in *Critica*, 1929 (surtout fasc. IV, chap. IV). Cette étude contient des remarques fondamentales et en grande partie exactes, si l'on excepte une méconnaissance excessive de la récente activité historiographique de G. Volpe.

En outre : W. MATURI, *La crisi della storiografia italiana*, dans *R. S. I.*, 1930, fasc. I ; C. BARBAGALLO, *The conditions and tendencies of historical writing in Italy today*, in *The Journal of Modern History*, vol. I, n° 2, 1929 ; P. VACCARI, *Opere storiche recenti e discussioni di metodo*. Voghera, 1929 ; N. OTTOCAR, *Osservazioni sulla condizione presente della storiografia in Italia*, dans *Civiltà Moderna*, octobre 1930.

2. A. SOLMI, *L'unità fondamentale della storia italiana*. Bologne, Zanichelli, 1927.

thèse spécifique qui fait de la ville « le moteur caractéristique de la civilisation italienne et de ses variations au cours de son histoire », Solmi se rattache à MENGIOZZI¹ et, idéalement, à CATTANEO. Par contre, la thèse plus générale d'une unité dans l'histoire d'Italie rejoint une tradition historiographique, qui compte, entre autres, les noms de L. A. MURATORI et de Cesare BALBO. On a fait remarquer à Solmi que « la ville n'a été ni de toute l'Italie, ni seulement de l'Italie », et que la vraie unité historique est l'unité éthico-politique, « et non cette autre unité ramenée à une formule juridique abstraite² ». Mais, puisque certains ont jugé que l'opposition tranchante de Croce était par trop dogmatique, approfondissons mieux les termes du problème. Dans l'histoire des différents États italiens et dans la vie de la péninsule, il y a eu effectivement des caractères et des éléments communs : institutions, religion, langage, expressions d'art et de pensée. Dans ce sens, il est possible de parler d'un fondement italique unitaire. C'est cette homogénéité d'esprits et de formes — latente et contrainte dans certaines périodes, plus marquée dans d'autres — qui sert de règle historiographique pour les *Fédéralistes* (ne l'oublions pas) comme pour les *Unitaires*, et qui, renforcée et accrue au XVIII^e et au XIX^e siècle par la formation progressive d'une conscience nationale, alimenta le mouvement du Risorgimento. Mais il n'est pas possible de parler d'une unité historique, c'est-à-dire d'un développement harmonique de la vie politique italienne, parce que cette unité présuppose l'existence d'un État tirant de la conscience qu'il a de lui-même une unité d'orientation, à l'intérieur comme à l'extérieur. L'unité que Solmi place dans le « centre urbain » a une valeur dans l'histoire juridique, explique le parallélisme ou l'analogie de forme des institutions, mais elle reste un terme abstrait vis-à-vis de la complexité de l'histoire éthico-politique d'un peuple. Il ne suffit pas de répondre que l'apparition simultanée, à la période communale, d'abord des consuls, puis des « podestà », est en relation avec le fondement unitaire de l'évolution historique italienne ; car il ne faut pas confondre la forme des institutions avec la réalité politique, donc historique, qui est beaucoup plus variée et complexe. Ce n'est pas de Commune, de Seigneurie, de Principat qu'on peut parler, mais de Communes, de Seigneuries, de Principats, puisque chacun de ces organismes eut une genèse et un développement particuliers. Solmi affirme que l'Italie, malgré son fractionnement politique, manifeste une unité historiquement indéniable. Mais il faudrait démontrer, par exemple, que l'histoire du royaume de Naples, aux XVI^e et XVII^e siècles, a plus de liens et de rapports avec l'histoire (c'est-à-dire avec la vie politique, économique et morale) de Florence ou de Venise qu'avec l'histoire d'Espagne. Il y a encore autre chose : si nous transportons l'élément *ville* du domaine historico-juridique dans le

1. G. MENGIOZZI, *La Città italiana nell'alto medioevo*. Rome, Loescher, 1914 (2^e édition. Florence, La Nuova Italia, 1931).

2. B. CROCE, dans *Critica*, 1929, fasc. IV, p. 256.

domaine historico-politique, nous voyons que cet élément perd son caractère de facteur unitaire. Cela est tellement vrai que le processus unitaire italien a ses origines précisément dans le déclin de l'organisme urbain tel qu'il s'était formé au Moyen Age, et dans l'établissement de nouveaux rapports économico-sociaux entre le centre urbain et la campagne environnante. Donc, si Solmi a bien démontré l'importance et la fonction historique de la ville « comme source typique des formes civiles de la Renaissance », il faut ensuite tenir compte, d'une part, de la fonction historique des États régionaux, dont les caractères sont irréductibles à ceux des États urbains ; d'autre part, des insuffisances mêmes de leur vie, qui imposèrent finalement une plus grande unité.

La conception méthodologique de l'histoire éthico-politique en tant qu'histoire d'un État a été appliquée par CROCE à l'étude de l'Italie méridionale¹. L'auteur commence son récit au règne de Roger II, c'est-à-dire au moment où finit la vie autonome des multiples principautés et duchés de l'Italie méridionale, où commence l'histoire unitaire du royaume de Naples, et il la poursuit jusqu'à 1860. Ouvrage fortement pensé, écrit dans un style vigoureux et avec une profonde pénétration spirituelle. Le lecteur y cherchera en vain l'exposé détaillé des faits économiques, des institutions juridiques, des vicissitudes politiques. Croce en présuppose la connaissance ; il s'en sert dans la mesure où ils lui permettent de saisir et d'expliquer pleinement la vie intime, civile et morale du peuple. Quelle est la genèse du royaume de Naples, quelles sont les raisons de ses multiples vicissitudes, quelles sont les causes de sa fin ? Voilà le problème fondamental posé par Croce. Il repousse la solution offerte par le déterminisme naturaliste, qui voudrait expliquer l'histoire du « Mezzogiorno » seulement par les imperfections naturelles du pays, en attribuant ses maux à une terre stérile et ingrate. Il juge insuffisante l'analyse de l'œuvre accomplie par les différentes dynasties et par les pouvoirs centraux ; il ne considère pas que les accusations dirigées contre l'administration des Espagnols et des Bourbons soient légitimes ou suffisent à tout expliquer, puisque l'œuvre d'un gouvernement trouve une limite dans la réalité historique d'un pays et d'un peuple. Croce ne reconnaît pas non plus la validité de la thèse chère à Cenni, parce que le sens et la vie complexe de l'État dépassent l'étude des gloires juridiques, philosophiques, administratives d'un peuple. Ainsi Croce a-t-il poursuivi autrement ses recherches : il a dégagé la « tradition politique » de l'Italie méridionale, en analysant la vie morale du peuple, l'évolution de l'État, la formation d'une conscience civique dans le choc des forces opposées, la naissance d'une minorité révolutionnaire « de patriotes italiens » au XVIII^e siècle, le rôle historique de l'idéal politique unitaire, par lequel le royaume de Naples était fini comme idée, avant d'avoir cessé, en fait,

1. B. CROCE, *Storia del Regno di Napoli*. Bari, Laterza, 1925.

« par la politique de Cavour et par les armes de Garibaldi¹ ». Les pages de cet ouvrage qui traitent de la domination espagnole dans le Midi et de la vie intellectuelle et morale de l'époque² rappellent les études précédentes de Croce sur les rapports entre l'Italie et l'Espagne au temps de la Renaissance, et se rattachent aussi à la *Storia dell'età barocca in Italia*³, histoire d'une époque sous ses différents aspects (éthique, politique, religieux, philosophique, scientifique et artistique). Étant donné la contribution très remarquable de cet ouvrage à la connaissance du « Seicento » italien, nous en rappellerons les idées fondamentales en traitant de problèmes historiques déterminés et de différents penseurs politiques⁴.

Par ses deux essais, *Italia e Savoia, Italia ed Europa*⁵, VOLPE a abordé deux questions étroitement liées à toute l'histoire italienne. Dans le premier, il a étudié le développement de la politique de la Maison de Savoie, depuis son orientation initiale vers des intérêts péninsulaires jusqu'à la constitution du royaume d'Italie. Il démontre la continuité de cette politique, la consolidation progressive de l'État piémontais et son insertion, comme force active, dans le plus vaste cadre européen ; à quoi correspond, avec la disparition de certains États de la péninsule, le déclin lent, mais irrémédiable, des autres. Ce n'est pas par hasard que la dynastie de Savoie prend la première place dans le Risorgimento : elle remplit et achève ainsi une fonction historique séculaire. Dans sa seconde étude, Volpe fixe les rapports historiques entre l'Italie et l'Europe du Moyen Âge jusqu'à nos jours ; il analyse cette interférence réciproque de liens, cette action et cette réaction mutuelles de forces politiques et morales où s'individualisent et se forment la nation et puis l'État italien. Ces deux essais sont de tout premier ordre quant à la richesse doctrinale et à la force synthétique. Ils représentent ce qu'a donné de mieux le nouveau courant de l'historiographie italienne. Volpe réussit à dominer la matière difficile, en faisant confluer tous les facteurs dans un cadre unique, malgré leurs différences et leurs contrastes ; mais il parvient surtout à donner à l'histoire moderne d'Italie, tout en lui conservant son relief propre, ce fondement européen, que souvent même les

1. N. CORTESE, *Storia politica d'Italia e storia del Regno di Napoli*, in *R. S. I.*, 1925, fasc. IV.

2. Sur ces aspects du XVII^e siècle napolitain, voir aussi N. CORTESE, *I ricordi di un avvocato napoletano del Seicento : Francesco D'Andrea*. Naples, Lubrano, 1923 ; F. NICOLINI, *Sulla vita civile, letteraria, religiosa, napoletana alla fine del Seicento*. Naples, Ricciardi, 1929 (pages d'une très grande et très subtile pénétration historique et psychologique).

3. B. CROCE, *Storia dell'età barocca in Italia*. Bari, Laterza, 1929.

4. Cf. aussi B. CROCE, *Uomini e cose della vecchia Italia*. Bari, Laterza, 1927, 2 vol. Ces essais intègrent les deux ouvrages principaux : ils gardent leur unité, qui provient des raisons idéales dont ils ont tiré leur inspiration et leur soutien. Ils sont, tour à tour, le point de départ ou celui d'arrivée, la démonstration ou la preuve des idées exposées dans les ouvrages plus importants. Je pense aux essais sur Zuccolo, Tanucci, Serracapriola, Caracciolo, et le jansénisme à Rome.

5. G. VOLPE, *Italia e Savoia ; Italia ed Europa*, dans le vol. *Momenti di storia italiana*. Florence, Vallecchi, 1925.

meilleurs historiens avaient négligé, et qui se traduit par un sens plus complet et plus profond de l'histoire d'un peuple.

Un critère historiographique analogue, uni à une solide préparation historico-diplomatique, a guidé Pietro SILVA dans sa synthèse suggestive de l'histoire de la Méditerranée¹. La période qu'il a étudiée avec le plus d'ampleur est le XIX^e siècle ; mais de plus belles pages, méditées et précises, sont consacrées aussi au déclin de la grandeur vénitienne, aux débuts des puissances océaniques, surtout au développement de la politique anglaise, avant et après l'occupation de Gibraltar, ainsi qu'aux vicissitudes de la Corse au XVIII^e siècle.

De nouvelles études se sont appliquées sur les villes maritimes. Si l'histoire de Venise de CESSI, fondée sur une critique rigoureuse des sources, n'est pas encore arrivée à l'ère moderne, MANFRONI nous offre un bon et organique exposé de tout ce qu'il nous est donné aujourd'hui de connaître de la complexe histoire génoise². Pour la période qui nous intéresse, les pages les plus remarquables sont celles qu'il a consacrées à Andrea Doria et à l'époque des doges biennaux, époque troublée par les conjurations et par la menace des ambitions de la France et de la Savoie. Les vicissitudes d'autres villes ont été aussi l'objet d'études générales : une esquisse d'histoire de Vérone a été tracée de main ferme par SIMEONI³ ; une rapide synthèse de l'histoire de Savone par NOBERASCO⁴ et de celle de Florence par PANELLA⁵. A la Florence de la principauté est consacré le troisième volume de l'ouvrage de Romolo CAGGESE⁶, dans lequel sont nettement soulignés les traits fondamentaux de l'histoire et de la vie florentine de 1530 au commencement du Risorgimento, en suivant un ordre plus logique que chronologique.

Parmi les ouvrages généraux qui intéressent l'Italie, il faut mentionner la monumentale *Geschichte der Päpste* de PASTOR. En 1920 parurent les tomes VII et VIII (Pie IV et Pie V) et, depuis lors la publication se poursuivait régulièrement jusqu'au XV^e (Clément XII), paru en 1930, peu après la mort de l'auteur⁷. La version italienne est allée presque de pair, d'abord par les soins de Mgr A. MERCATI, ensuite (à partir du tome IX de l'édition alle-

1. P. SILVA, *Il Mediterraneo, dall'unità di Roma all'unità d'Italia*. Milan, Mondadori, 1927.

2. C. MANFRONI, *Genova*. Rome, Tiber, 1929.

3. L. SIMEONI, *Verona*. Rome, Tiber, 1929.

4. F. NOBERASCO, *Savona*. Rome, Tiber, 1931. Sur Savone, voir I. SCOVAZZI et F. NOBERASCO, *Storia di Savona*, 2 vol. Sarzana, 1926-1927 (p. 361-366). Cet ouvrage, qui va jusqu'en 1499, est précis et représente le fruit d'une longue étude. On trouvera d'autres recherches intéressantes sur Savone, dans *Savona nella storia e nell'arte*. Gênes, 1928, 372 p., et *Savona nella preistoria e nella storia*. Savone, 1928, 264 p. (ces deux publications en l'honneur de P. Boselli).

5. A. PANELLA, *Firenze*. Rome, Tiber, 1930.

6. R. CAGGESE, *Firenze dalla decadenza di Roma al Risorgimento d'Italia*; vol. III : *Il Principato*. Florence, Bemporad, 1921, p. 600.

7. Ludwig von PASTOR, *Geschichte der Päpste seit dem Ausgang des Mittelalters*, tomes VII et VIII. Fribourg-en-Brigau, 1920. Le dernier volume paru : *G. d. P. im Zeitalter des fürstli-*

mande) par ceux de Pio CENCI. Mercati a publié aussi un *Supplemento ai volumi I et III*¹, qui contient les additions et les corrections apportées par Pastor ; pour le troisième tome, on peut presque parler de refonte, puisque, entre autres, on y abandonne la théorie courante des deux Renaissances, et que l'auteur y soutient l'idée d'une seule Renaissance parcourue par deux tendances qui, cependant, n'en altèrent pas le caractère unitaire fondamental. On y a ajouté plusieurs documents nouveaux, dont quarante lettres de la correspondance d'Alexandre VI avec ses familiers. Chaque volume de Pastor s'ouvre par un sommaire ample et détaillé ; puis viennent l'indication chronologique des documents et des pièces d'archives contenus dans l'appendice final, et la liste des archives et des manuscrits qu'il a dépouillés. L'introduction sert parfois de liaison entre les différentes parties de l'ouvrage, ou consiste en une large vue d'ensemble, ou encore en une mise au point et une analyse critique de problèmes préliminaires. Suit l'exposé des pontificats dans leur origine et dans leur signification, dans leur constitution humaine, politique, religieuse, civile, artistique. Puis viennent un appendice avec documents et discussions de problèmes économiques, littéraires, religieux, démographiques ; enfin, la table des matières. Les méthodes de recherche et le critère directeur de l'ouvrage de Pastor sont connus, ainsi que les qualités et les limites de son historiographie ; ce n'est donc pas le cas d'insister ici. Mais l'importance du travail reste très grande, grâce à la masse considérable de documents et à la mise en œuvre systématique des études et des travaux précédents. Dans le volume consacré à Pie IV, l'histoire italienne ne prend ni plus grande place, ni plus grand relief ; ce qui concerne principalement l'État pontifical est peu de chose, alors que l'importance politique de cet État s'accroît précisément à cette époque. Pour Pie V, on trouve un large exposé du conclave et de l'activité multiple du nouveau pontife (lutte contre la politique ecclésiastique de l'Espagne, ligue chrétienne contre les Turcs², etc...). Quant à l'Italie, on peut convenir avec Pastor que Pie V eut le mérite de conserver à la péninsule, politiquement divisée, « l'unique lien d'union, la communauté de la pensée et du sentiment religieux³ ». Le volume sur Grégoire XIII (le t. IX de l'édition allemande) est excellent pour ce qui a rapport à l'histoire religieuse de la papauté et

chen *Absolutismus, von der Wahl Klemens XI bis zum Tode Klemens XII (1700-1740)*, tome XV, 1930 (xxxvi-819 p.).

1. L. PASTOR, *Supplemento ai volumi I° e III°*, par les soins d'A. Mercati. Rome, Descleé, 1931, 506 p.

2. Cf. SERRANO, *La liga de Lepanto entre España, Venezia y la Santa Sede*. Madrid, 1918-1920. L'auteur défend avec beaucoup de chaleur la politique espagnole contre les accusations habituelles d'égoïsme et de perfidie.

3. Quelques reflets d'histoire italienne paraissent aussi dans HIRSCHAUER, *La politique de St. Pie V en France, 1565-1572*. Paris, E. de Boccard, 1922. Récit excellent tant qu'il ne perd pas contact avec les documents, moins sûr quant aux principes généraux. Il complète Pastor, qui, dans son volume sur Pie V, ne consacre à la France que 40 pages sur 586.

de l'Église. Il est moins complet du point de vue politique ; les contrastes diplomatiques et les reflets internationaux issus de l'œuvre et de l'attitude du pontife y sont quelque peu négligés. Le volume X (Fribourg, Herder, 1926, xxxii-666 p.) est monumental, en tout digne de la gigantesque figure de Sixte V qui le domine. Pastor étudie Sixte V comme pontife et comme souverain, en apportant une moisson très grande de documents nouveaux, de telle sorte que l'histoire de l'Italie et celle de Rome, de même que celle de toute l'Europe, en sortent accrues et éclairées¹. Les pages consacrées à la lutte de Paul V avec Venise ont soulevé des discussions ; nous en reparlerons à propos de Sarpi. En traitant d'Urbain VIII, Pastor s'est servi des études de LEMAN, de QUAZZA et de NEGRI, dont nous reparlerons aussi, en adoptant la thèse de Quazza sur la politique du pontife dans la guerre de Trente ans. Dans les derniers volumes de l'ouvrage de Pastor l'histoire d'Italie tient une place moindre ; mais plusieurs questions y touchent plus ou moins directement : par exemple, la lutte entre la papauté et le jansénisme, dont s'occupe largement l'exposé des pontificats de Clément XI et d'Innocent XIII.

HISTOIRE DE L'HISTORIOGRAPHIE. — Après la *Teoria e Storia della Storiografia* de B. CROCE et les études fondamentales de LUPO-GENTILE, les nouveaux apports ont été assez rares pour la période envisagée. Comme exposés généraux, on peut rappeler les chapitres des ouvrages déjà cités de TOFFANIN, de BELLONI, de NATALI².

Niccolò RODOLICO a étudié le caractère municipal de l'historiographie sicilienne au XVI^e siècle ; il en a trouvé les raisons profondes dans les contrastes économiques entre Palerme et Messine et dans la lutte pour les privilèges. Sous cet angle aussi, la *Brevis historia liberationis Messanae* apparaît, avec ses remaniements, comme un document et un résultat des rivalités municipales³. Croce s'est occupé de Paolo Giovio ; il relève des erreurs de jugement et des lacunes dans l'ouvrage de ROVELLI⁴, pourtant utile comme recueil d'informations. Sur les traces de Croce, PANIGADA s'est occupé du même personnage en tant qu'historiographe et de ses sources⁵. BENASSI a repris l'examen de l'historiographie de Guicciar-

1. Cf. A. LUZIO et G. SELLA, *Sisto V° e Carlo Emanuele I°*, dans *Atti R. Accad. Scienze*, Turin, 1927, p. 46-86.

2. Dans *Storia della letteratura Italiana per secoli*, Milan, Vallardi : *Il Cinquecento*, 1920, liv. X, chap. iv et v ; *Il Seicento*, 1929, chap. vi ; *Il Settecento*, 2 vol., 1929, chap. v. Pour le *Tacitisme*, en tant que canon historiographique des historiens de la Contre-Réforme, voir G. TOFFANIN, *Machiavelli e il Tacitismo. La politica storica della Controriforma*, Padoue, Draghi, 1921.

3. N. RODOLICO, *Il municipalismo nella storiografia siciliana*, dans *N. R. S.*, 1923, fasc. I-II.

4. L. ROVELLI, *L'opera storica ed artistica di Paolo Giovio*, Côme, 1928. Cf. B. CROCE, *P. Giovio*, in *Critica*, 1929.

5. Dans une *Note* d'une édition des écrits de Giovio cités plus loin p. 168, n. 8.

dini¹, en s'opposant à la thèse de RANKE et, en partie aussi, à celle de FUETER. Il découvre le caractère fondamental de la *Storia d'Italia* « dans la vision aiguë... de la psychologie des personnages politiques et militaires » ; il nie le scepticisme guicciardinien et, en affirmant la valeur nationale de cette œuvre, il sollicite une révision du jugement de De Sanctis, inspiré par une comparaison trop directe avec Machiavel et par l'impression défavorable produite par certains *Ricordi*.

Sur Sarpi, Siri, Leti, Bisaccioni et, en général, sur les historiens du XVII^e siècle, les meilleures choses ont été dites par CROCE², qui a réussi à dégager le véritable intérêt de ces écrivains et à discriminer ce qui est vivant de ce qui est mort dans leurs ouvrages.

SOURCES ET ARCHIVES. — Presque tous les travaux historiques dont nous avons rendu compte dans ce Bulletin ont contribué, quoique dans une mesure différente, à accroître le nombre des sources de l'histoire moderne d'Italie. Surtout pour certaines périodes, par exemple pour la guerre de Trente ans et pour les réformes au XVIII^e siècle, les documents d'archives publiés sont en quantité considérable. On a réalisé aussi de sérieux progrès dans le domaine des éditions critiques de textes et dans la publication des correspondances inédites ou non. La publication des écrits de Biondo³ a permis à NOGARA de soumettre à une révision critique la biographie de l'humaniste et de corriger même la date de sa naissance, en la reportant à 1392. C'est à Machiavel qu'on a consacré les plus grands soins : Plinio CARLI a donné une édition critique des *Istorie Fiorentine*⁴, Guido MAZZONI et Mario CASELLA ont recueilli et classé tous ses écrits avec une science vigilante⁵. On n'a pas seulement réimprimé les ouvrages principaux de Guicciardini suivant des critères scientifiques⁶, mais on a aussi publié plusieurs de ses pages inédites⁷. PANIGADA a traduit deux *Vite* de Giovio⁸. L'auteur du présent

1. U. BENASSI, *Rileggendo la « Storia d'Italia » del Guicciardini*, dans *N. R. S.*, 1925, V.

2. B. CROCE, *Storia dell'età barocca in Italia*, déjà citée. Pour Leti, voir aussi L. FASSO, *Avventurieri della penna nel Seicento*. Florence, Le Monnier, 1924.

3. B. NOGARA, *Scritti inediti e rari di Flavio Biondo*. Rome, dans *Studi e Testi* de la bibl. Vaticane, 1927, CXCH-277 p.

4. N. MACHIAVELLI, *Istorie fiorentine*, par P. Carli. Florence, Sansoni, 1927, 2 vol.

5. *Tutte le opere di N. Machiavelli*, par G. MAZZONI et M. CASELLA. Florence, Barbera, 1929. Cf. F. CHABOD, *Sulla composizione de « Il Principe »*, dans *Arch. Romanicum*, 1927.

6. F. GUICCIARDINI, *Storia d'Italia*, par C. PANIGADA. Bari, Laterza, 1929, 5 vol. (édition établie d'après celle de Gherardi); F. G., *Storie fiorentine dal 1378 al 1509*, par R. PALMAROCCHI. Bari, Laterza, 1930; cette édition remplace et corrige celle de Canestrini.

7. F. GUICCIARDINI, *Dall'assedio di Firenze al secondo convegno di Clemente VII^e e Carlo V^e. Lettere inedite a B. Lanfredini*, par A. OTETEA. Aquila, 1927; Id., *Ricordanze inedite*, publiées et commentées par Paolo GUICCIARDINI. Florence, Le Monnier, 1930. F. Guicciardini commença de noter ses souvenirs le 1^{er} juillet 1527.

8. Paolo GIOVIO, *Le vite del Gran Capitano e del Marchese di Pescara, volgarizzate da Ludovico Domenichi*, par C. PANIGADA. Bari, 1930, 541 p. L'édition est établie d'après les premières éditions de Torrentino, en confrontant le texte latin avec l'édition Torrentino de 1549.

Bulletin a publié une édition complète de la *Ragion di Stato* de G. Botero¹, en collationnant les différents textes, et M. DE BERNARDI a fait de même pour le court écrit du même Botero, *Delle cause della grandezza delle città*². R. DE MATTEI a abordé, à différentes reprises, les questions philologiques relatives aux ouvrages de Campanella ; il a découvert que, dans plusieurs manuscrits de la *Monarchia di Spagna*, il y a des interpolations tirées de la *Ragion di Stato* de Botero³. L'édition critique de la *Città del Sole*, qu'Edmondo SOLMI avait déjà essayé de donner, a été réalisée par PALADINO, qui a pris comme base le manuscrit romain XIII-D-81 de la Bibliothèque nationale de Naples, dont la rédaction remonte très probablement à 1602 ; il reflète donc la pensée originale et intacte de l'écrivain⁴. Le même PALADINO a poursuivi la publication d'écrits des réformateurs italiens, commencée en 1913. Le deuxième volume du recueil (1920) contient l'*Actio in Pontifices Romanos* de Aonio Paleario, un choix de lettres d'Olimpia Morata et de Celio Secondo Curione. On doit remarquer surtout l'effort accompli pour établir le texte et la chronologie des lettres d'Olimpia Morata et pour dater, au prix des plus grandes difficultés, celles de Curione. Trois notes d'informations précises, diligentes et copieuses, y font suite⁵.

B. CROCE et S. CARAMELLA ont fait un choix intelligent et méthodique des pages les plus significatives de F. Strada, L. Zuccolo, Settala, T. Accetto et Malvezzi⁶. Recueil utile, puisque la plus grande partie de ces écrits n'est pas de consultation facile, car on ne les trouve plus que dans de vieilles éditions souvent rares. Ajoutons que, pour les ouvrages trop vastes et prolixes, les extraits sont choisis de manière à nous offrir tout ce qu'ils contiennent de vivant et d'historiquement essentiel. La portée du volume, quant aux études sur la pensée politique de l'époque, est par contre limitée, car il ne nous fait entendre que quelques voix. Intéressantes et significatives, elles n'en restent pas moins réduites dans leur objet et ne sont pas toujours concluantes. En tout cas, tel qu'il est, ce volume est un élément précieux de vérification et presque un témoignage des jugements que la critique historique récente a exprimés sur la valeur et sur les limites des théories politiques et des exigences moralisantes de la Contre-Réforme.

L'intérêt toujours vivant pour les études colombiennes a suggéré d'imprimer les *Historie* de Ferdinando COLOMB⁷ et d'autres relations de voyageurs,

1. G. BOTERO, *Della Ragion di Stato*, par Carlo MORANDI. Bologne, Cappelli, 1930.

2. G. BOTERO, *Delle cause della grandezza delle città*, par M. DE BERNARDI. Turin, Istituto Giuridico, 1930.

3. R. DE MATTEI dans le vol. : *La politica di Campanella*. Rome, Are, 1928.

4. T. CAMPANELLA, *Città del Sole*, par G. PALADINO. Naples, 1920.

5. *Opuscoli e lettere di Riformatori italiani del Cinquecento*, par G. PALADINO. Bari, Laterza, 1927, 2^e vol (le 1^{er} est de 1913).

6. *Politici e moralisti del Seicento*, par B. CROCE et S. CARAMELLA. Bari, 1930, 318 p.

7. D. Ferdinando COLOMBO, *Le Historie della vita e dei fatti di Cristoforo Colombo*, par R. CADDRO. Milan, Alpes, 1930, 2 vol.

parues récemment ou en cours de publication, qui serviront à faire connaître la contribution des Italiens aux découvertes géographiques. Une source utile d'information pour la connaissance des hommes et des pays d'Europe dans la seconde moitié du XVII^e siècle est fournie par les mémoires, restés longtemps inédits, de MONTECUCCOLI¹. Mais l'importance des récits des voyageurs italiens au XVII^e siècle mériterait d'être mieux mise en lumière, comme a commencé à le faire ATKISON². La vaste entreprise de la publication de l'*Epistolario di L. A. Muratori* a été achevée par CAMPORI : le premier tome parut en 1901, le quatorzième en 1922. Chaque volume contient, au commencement, une « chrono-biographie » rédigée par Campori lui-même³. Par contre, la publication du *Carteggio di Pietro e Alessandro Verri* (de 1766 à 1797), source extrêmement précieuse pour la vie du XVIII^e siècle milanais et romain, n'est parvenue actuellement qu'à l'année 1775 : elle se poursuit régulièrement, quoique avec une certaine lenteur⁴. Pour les dernières décades du XVIII^e siècle, on peut utiliser aussi les premiers chapitres des *Memorie* de G. COMPAGNONI, publiés récemment⁵.

Tout autre est la condition des instruments de travail dans les archives. En général, on a abandonné l'entreprise patiente et méthodique qu'impose la compilation d'un guide, d'un catalogue, d'un inventaire. Sans doute faut-il tenir compte de la situation des archives en Italie, qui n'est point heureuse, mais aussi d'un dédain injustifié, non sans ingratitude, pour ce genre de travaux et pour ceux qui s'y adonnent. Devant un tel abandon, les deux volumes mantouans de TORELLI et de LUZIO méritent un éloge spécial⁶. Il s'agit d'un index-inventaire établi avec le plus grand soin et vrai modèle du genre. La disposition des documents dans le livre correspond à l'ordre de classement des archives. Luzio, en examinant la correspondance étrangère, ne se borne pas à énumérer des documents ; il indique en outre la nature et l'état des affaires politiques engagées entre les Gonzaga et les différentes cours. Ce travail est une aide excellente pour nos études ; il incite à visiter et à fouiller ce fonds de Mantoue d'où Quazza a tiré tant d'éléments précieux pour ses ouvrages.

LE XV^e SIÈCLE. — Cette période a été méthodiquement exposée par VOLPE dans la dernière partie de son *Medioevo*⁷, où il met en évidence le déséqui-

1. R. MONTECUCCOLI, *I Viaggi*. Ouvrage inédit publié par A. GIMORRI. Modène, 1924.

2. B. ATKISON, *Les relations de voyages au XVII^e siècle et l'évolution des idées*. Paris, Champion, 1924.

3. *Epistolario di L. A. Muratori*, par M. CAMPORI. Modène, 14 vol., 1901-1922.

4. Le *Carteggio* des Verri paraît par les soins de F. NOVATI, E. GREPPI, A. GIULINI. Le dernier volume publié est le t. VII. Milan, Cogliati, 1931.

5. G. COMPAGNONI, *Memorie autobiografiche*, par A. OTTOLINI. Milan, Treves, 1927.

6. P. TORELLI, *L'Archivio Gonzaga di Mantova*. Ostiglia, Mondadori, 1920 ; A. LUZIO, *L'Archivio Gonzaga di Mantova : la corrispondenza familiare, amministrativa e diplomatica dei Gonzaga*. Vérone, Mondadori, 1922.

7. G. VOLPE, *Medioevo*. Firenze, Vallecchi, 1929.

libre des forces entre les principautés italiennes et les monarchies unitaires d'Europe, ainsi que la crise de la « politique d'équilibre » dans la Péninsule. On trouve, par contre, des jugements inexacts sur cette même époque dans KASER¹, suivant qui les États italiens devaient irrémédiablement tomber dans le « particularisme » (p. 170), dès que l'influence prépondérante de l'Empire et de l'Église aurait cessé. Les travaux spéciaux de quelque valeur ne sont pas nombreux : les documents des archives de Lucques, publiés par LANDOGNA dans son intéressant travail², nous renseignent sur Filippo Maria Visconti et sur le processus de dissolution de sa seigneurie dans ses rapports avec la politique des Visconti en Toscane. F. COGNASSO a consacré ses recherches à la Maison de Savoie : son ouvrage sur Amédée VIII est le fruit de longues années d'études, conduites avec une maîtrise absolue des documents publiés et inédits³. L'auteur éclaire l'action unificatrice accomplie à l'intérieur par le duc, sans se faire, cependant, d'excessives illusions sur l'efficacité réelle et durable de cette action. Il trace les directions de la politique étrangère vis-à-vis de la France et des luttes en Italie. Il réhabilite la figure du duc, en admettant la sincérité du sentiment mystique-religieux qui le décida à la retraite de Ripaglia.

Sur Marie d'Enghien, comtesse de Lecce et princesse de Tarente, empêtrée dans des luttes entre Anjou et Durazzo, A. CUTOLO a écrit une biographie bien documentée⁴. E. PONTIERI, au cours de ses études sur la Calabre du XV^e siècle, examine la féodalité dans son plein développement, alors qu'elle cherche à secouer, avec Antonio Centeglia, la domination aragonaise et à atteindre son indépendance⁵. Les détails des pourparlers qui permirent, après la paix de Lodi, de réaliser l'idée de Francesco Sforza, par la formation d'une ligue italienne pour le maintien de la paix, ont été étudiés avec une belle clarté par SORANZO⁶. Toutefois, le rapprochement que l'auteur établit entre la ligue italienne et la Société des Nations ne persuade point, et cela pour des raisons historico-juridiques faciles à comprendre.

On n'a pas négligé non plus les conjurations caractéristiques du « Quattrocento » italien : BELOTTI a pris pour objet de ses recherches la conjuration milanaise, qui tire d'ordinaire son nom de l'humaniste Cola Montano. Mais l'auteur oppose à la thèse de NOVATI et de MORTA que Montano n'en a pas été responsable, mais qu'il a tenu simplement le rôle d'« un personnage du prologue » ; il explique la genèse de la conjuration par les vexations que Lampugnani avait subies de la part de Sforza et de l'évêque de Côme⁷. Quant à la conjuration napolitaine des Barons, PALADINO, en se servant

1. K. KASER, *Späteres Mittelalter*. Gotha, 1921.

2. F. LANDOGNA, *La politica dei Visconti in Toscana*. Rome, Albrighi-Segati, 1929.

3. F. COGNASSO, *Amedeo VIII*. Turin, Paravia, 1930, 2 vol.

4. A. CUTOLO, *Maria d'Enghien*. Naples, Itea, 1929.

5. E. PONTIERI, *La Calabria del sec. XV^e e la rivolta di Antonio Centeglia*. Naples, 1926.

6. G. SORANZO, *La Lega Italica, 1454-1455*. Milan, Vita e Pensiero, 1925, 216 p.

7. B. BELOTTI, *Il dramma di Gerolamo Olgiati*. Milan, Cogliati, 1929.

d'une source inédite très importante (les *Relazioni* de B. Benedei, ambassadeur du duc de Ferrare à la cour de Naples), rectifie des assertions inexactes, des jugements erronés et ajoute de nouveaux faits. Mais surtout il peut, avec certitude, réfuter les accusations de cruauté et de mauvaise foi portées sur le roi de Naples, qui s'est décidé à des sanctions sévères après avoir épuisé toutes les possibilités de pardon ou d'entente¹.

Paolo NEGRI s'est attaqué au problème très controversé touchant la descente de Charles VIII en Italie². Grâce à une abondante documentation, tirée surtout des archives de Milan et de Modène, l'auteur a réussi à disculper le duc Hercule I^{er} d'Este d'avoir été l'instigateur de la venue du roi de France, et Ludovic le More d'avoir provoqué la rupture de l'équilibre italien. Il n'en pouvait être autrement par suite du changement introduit dans la situation européenne par l'entrée en ligne des grandes forces nationales, à laquelle répondait la crise du particularisme italien, dont le More n'a pas été le seul représentant caractéristique. L'auteur souligne plutôt la responsabilité d'Alexandre VI dans l'écroulement du système politique de la péninsule. Le More « était un entraîné plutôt qu'un entraîneur » ; il visa surtout à l'élévation de sa propre famille, fut impétueux, désordonné, mais obéit « à des directions politiques strictement italiennes », plus qu'à des visées de politique étrangère. Du reste, Charles VIII s'était déjà mêlé en 1493 des affaires italiennes à l'instigation de Venise, en participant à la ligue de Saint-Marc, en ajoutant qu'après le traité de Senlis (1493), qui marquait la paix de l'Europe, l'Italie représentait un débouché pour le France comme plus tard pour l'Espagne. Pour venir à bout des dernières résistances de l'opinion publique française, dans les premiers mois de 1494, et des hésitations du roi, il fallut — d'après ERCOLE³ — la pression et les conseils des *fuorusciti* italiens à la cour de France, en particulier de Pier Capponi, qui voulait reconstituer la République florentine, et du cardinal Julien de la Rovère, en lutte âpre avec le Pape.

Pour conclure, l'intervention étrangère se produisit fatalement, étant donné la faiblesse de la politique intérieure de la péninsule (aspect particulier de la crise plus vaste et plus profonde de la Renaissance italienne) et le changement des forces respectives de l'Italie et des États européens. Moment dramatique et lourd de conséquences pour l'histoire de tous les pays. Quels efforts furent-ils accomplis en Italie pour empêcher l'établissement d'une domination étrangère? Rosi, dans un ouvrage récent⁴, éclaire, précisément,

1. G. PALADINO, *Per la storia della congiura dei Baroni : Documenti inediti dell'archivio estense, 1485-1487*, dans *Archivio Storico Napoletano*, 1925, 198 p.

2. P. NEGRI, *Studi sulla crisi italiana alla fine del XV° secolo*, dans *Archivio Storico Lombardo*, L, I et II ; LI, I et II. Cf. aussi l'excellente contribution de G. B. PICOTTI, *La neutralità bolognese nella discesa di Carlo VIII°*, Bologne, 1919.

3. F. ERCOLE, *La calata di Carlo VIII° e l'inizio della lotta europea per la conquista del primato in Italia*, in *Civiltà Moderna*, 1931, fasc. I.

4. M. ROSI, *Il primato di Carlo V°. La resistenza degli Italiani e i precedenti relativi*, Rome, 1925, 229 p.

les essais italiens de résistance à l'étranger, mais il n'explique pas pourquoi ces essais ont misérablement échoué. En s'attachant au problème de l'indépendance de la péninsule, il examine les forces positives et non les négatives. Et ces dernières sont historiquement les plus importantes, car, lorsque les premières eurent épuisé les maigres énergies vitales, ce furent les autres qui déterminèrent le cours de l'histoire italienne pour plusieurs siècles. Le travail de Rosi est utile comme recueil de documents, intéressant par la nouveauté de certains développements et par l'effort tenté pour reviser des jugements traditionnels. Dire, pourtant, que « l'équilibre en Italie avant 1494 était établi non par Laurent le Magnifique, mais par Florence », ne change rien au fond des choses.

LE PROBLÈME DE L'HUMANISME ET DE LA RENAISSANCE. — C'est un des problèmes historiques auxquels s'est attaqué, avec le plus de vigueur, la critique italienne et étrangère, au cours de la dernière décennie. Elle a aussi atteint des résultats d'un intérêt et d'une originalité considérables.

Les ouvrages de BURCKHARDT et de VOIGT apparaissaient, depuis longtemps, vieillis. La formule classique qui ramenait le caractère essentiel de cette époque à la renaissance de l'antiquité classique n'en présentait que l'aspect extérieur et apparent ; elle n'en découvrait pas les intimes et profondes raisons spirituelles. GENTILE a posé le problème d'une manière radicalement différente, en orientant les recherches vers la nouvelle conception de l'homme et de la nature, qui s'était élaborée au cours des derniers siècles. Le retour au monde classique n'est pas une *cause*, mais un *effet*, de la nouvelle attitude des esprits, par laquelle l'homme acquiert conscience de soi-même, de sa propre valeur, considère le passé et la réalité présente comme son propre ouvrage et, en se détachant des modes de sentir et de penser du Moyen Âge, célèbre la valeur humaine de la vie. C'est l'humanisme qui deviendra ensuite la Renaissance, lorsque l'objet de l'intérêt intellectuel et moral, parti de l'homme, s'étendra sur toute la nature.

L'interprétation de Gentile a marqué le point de départ et l'orientation des recherches ultérieures¹. Après avoir réfuté la thèse abstraite et superficielle de PASTOR sur les deux Renaissances, OLGIATI a essayé de résoudre les antinomies et la multiplicité des caractères historiques de l'époque dans le cadre d'une exigence commune, « la tendance au concret », considérée comme unité fondamentale de la Renaissance². Mais la pensée d'Olgiati reflète, plutôt qu'une nouvelle vision du problème, un effort pour établir un système en harmonie avec la pensée catholique et néo-scholastique, en évitant les solutions extrêmes présentées par le positivisme et par l'idéalisme. Plus importante, parce que plus féconde en résultats, se révèle la recherche accomplie par ZABUGHIN ; il a le mérite d'avoir su infuser, par

1. G. GENTILE, *Giordano Bruno e il pensiero del Rinascimento*. Florence, Vallecchi, 1920.

2. F. OLGIATI, *L'anima dell'Umanesimo e del Rinascimento*. Milan, Vita e Pensiero, 1926.

ses études, une valeur humaine à l'investigation philologique¹. Dans son premier travail, qui continue l'ouvrage classique de COMPARETTI, il soutient que l'humanisme adhéra à la réalité présente, c'est-à-dire qu'il fut plus « romantique » qu'on ne le croit généralement. Dans le deuxième, il étudie l'âme religieuse de la Renaissance ; il recherche le sentiment chrétien dans la vie spirituelle et dans les expressions littéraires et artistiques par une analyse subtile et convaincante.

Dès lors, il apparaissait clairement que la Renaissance ne fut point une simple création érudite, mais le fruit des exigences et du sentiment de la nouvelle vie italienne². Cependant, la complexité des motifs qui l'inspirèrent, la *discordia concors* de ses formes, est telle qu'elle oblige l'historien à un examen vigilant et requiert de lui un sens extrême de pénétration. Ces qualités manquent souvent à GARSIA, dont l'étude³ contient des affirmations justes, mais vagues, parce que l'auteur oublie de mettre en relief les différents courants (sceptiques, mystiques, platoniciens) qui confluent dans le monde spirituel et culturel de la Renaissance⁴.

Quels sont les rapports entre l'humanisme et la Réforme ? Pour TAYLOR, « l'humanisme devint le premier facteur de la révolution religieuse en marche⁵ ». Pour DE RUGGIERO Renaissance et Réforme ont leur racine commune dans la nouvelle intuition de l'homme, « quoiqu'elles tendent à se séparer et à s'opposer l'une à l'autre dans le cours de leur développement respectif⁶ ». Ce sont là des problèmes encore ouverts, malgré les ouvrages fondamentaux de DILTHEY, de TROELSCH et ceux, plus récents, de BURDACH⁷ et de CASSIRER⁸ ; mais ces problèmes dépassent le simple cadre de l'histoire italienne. A cette histoire nous ramène la tentative audacieuse faite par TOFFANIN⁹ pour expliquer historiquement l'humanisme. L'auteur s'est pro-

1. W. ZARUGHIN, *Vergilio nel Rinascimento italiano da Dante a T. Tasso*. Bologne, 1923 ; *Storia del Rinascimento cristiano in Italia*. Bologne, Zanichelli, 1926.

2. Cf. E. SANTINI, *Firenze e i suoi oratori nel Quattrocento*. Palerme, 1922. Voir aussi M. SCHERILLO, *Il Rinascimento*. Milan, Hoepli, 1926.

3. A. GARSIA, *Il Magnifico e la Rinascita*. Florence, 1923.

4. Voir le bel essai de G. VOLPE, *La Rinascenza in Italia e le sue origini*, dans les *Momenti di storia...*, mentionnés plus haut. La Renaissance y est sentie et étudiée comme un phénomène résultant d'un complexe riche et vivant d'éléments divers, parmi lesquels le monde classique n'entre que comme coefficient, et en tant qu'elle a été élaborée et pensée à nouveau selon un esprit différent.

5. ASBORN TAYLOR, *Thought and expression in XVI^e Century*. New-York, Macmillan, 1920.

6. DE RUGGIERO, *Rinascimento, Riforma e Controriforma*. Bari, Laterza, 1930, 2 vol. L'auteur tend à une fusion intime de l'histoire de la pensée avec toutes les manifestations historiques de l'activité spirituelle. Particulièrement utiles pour l'historien sont les pages consacrées au développement de la pensée politique (mais les notes bibliographiques sont confuses et insuffisantes) ; elles auraient cependant gagné à ce que l'auteur eût moins négligé la vie politique effective dans le cadre plus vaste de l'histoire.

7. K. BURDACH, *Reformation, Renaissance, Humanismus*. Leipzig, 1926, 2^e édit.

8. CASSIRER, *Individuum und Kosmos*. Leipzig, 1927.

9. G. TOFFANIN, *Che cosa fu l'Umanesimo* ? Florence, Sansoni, 1929, 139 p.

posé de rechercher ce qu'était pour la conscience des Italiens, de Dante à la Réforme, la renaissance de l'antiquité classique. Pour lui, cet état particulier d'esprit et de culture, qui s'est manifesté en Italie entre le xiv^e et le xv^e siècle, « fut une secousse et constitua, pendant au moins deux siècles, une barrière contre une certaine inquiétude hétérodoxe et romantique, qui était en germe à l'époque communale et qui prit ensuite le dessus dans les Réformes¹. » Thèse hardie et déconcertante, qui nous présente un humanisme antihérétique dans ses origines et dans sa fonction, et presque instrument de la Curie romaine. Sans doute, cette vision du problème permet-elle de mieux comprendre la convergente concorde de l'esprit humanistique, ecclésiastique, politique, qui caractérise l'époque de Léon X ; mais il faut tout au moins admettre que l'humanisme, dans son développement et dans ce renouvellement fécond de valeurs auquel il donna naissance, alimenta cette libre création de la pensée, de l'art et de la politique, indépendamment des préoccupations religieuses, ainsi que ce sens moderne de la vie, qui nous contraint encore à considérer la Renaissance comme une conquête fondamentale pour l'histoire de l'esprit humain.

Contre les théories récentes qui tendent à nier la valeur moderne de la Renaissance, HAUSER a polémique, en s'appuyant d'un côté sur la conception de Michelet et de l'autre sur les résultats de ses propres recherches économiques. Sa défense du xvi^e siècle est vivante² ; mais on a l'impression que l'auteur a voulu en accentuer excessivement la modernité, sans les gradations et les nuances indispensables.

TOFFANIN, qui a recherché la genèse de l'humanisme, en a aussi étudié le déclin³, en soutenant que la Renaissance italienne s'éteignit après avoir engendré les Renaissances européennes. Dans les controverses aristotéliques de la seconde moitié du xvi^e siècle, on remarque un pressentiment du romantisme, qui ne doit pas être considéré comme une expansion d'idées germaniques, mais comme la floraison et l'évolution même des littératures nationales écloses dans toute l'Europe au xvii^e siècle. Il faut donc distinguer un romantisme latin du romantisme allemand.

LA VIE DE LA RENAISSANCE. — Le monde italien de la Renaissance, avec ses lumières et ses ombres, avec l'éclat des cours et le mécénat des princes, peuplé de diplomates astucieux, d'artistes souverains, d'esprits troubles et inquiets et de courtisanes fameuses, a toujours exercé une fascination sur ceux qui l'ont étudié. Les tentatives, pour ravir le secret de cette vie exubérante, de pénétrer jusqu'au fond de cette crise morale, se sont multipliées dans tous les sens et dans toutes les directions. R. DE LA SIZERANNE a tenté de saisir l'intimité psychologique de certains personnages historiques du

1. G. TOFFANIN, *ouvr. cité*, p. 134.

2. H. HAUSER, *La modernité du XVI^e siècle*. Paris, Félix Alcan, 1930.

3. G. TOFFANIN, *La fine dell'Umanesimo*. Turin, Bocca, 1920.

« Quattrocento » italien, à travers l'étude des œuvres d'art qui les ont reproduits et transmis à la postérité¹. RODOCANACHI, en poursuivant son *Histoire de Rome*², a esquissé un tableau de la vie princière de la cour romaine, avec quelques inexactitudes (surtout dans certaines attributions erronées d'œuvres d'art), mais en des pages puissantes qui constituent une peinture vivante des cérémonies, des spectacles, des amours, des intrigues, des rixes et des meurtres, en somme des moments tristes et heureux de la Rome papale de la Renaissance. DINA a reconstitué, à l'aide de sources inédites, l'existence douloureuse d'Isabelle d'Aragon, femme de Jean-Galéas Marie³. Mais l'attention principale s'est naturellement tournée vers la famille des Borgia. PORTIGLIOTTI en a donné une analyse psycho-pathologique, en étendant ensuite son examen à d'autres personnages de la Renaissance, comme le cardinal A. Petrucci et Pierluigi Farnèse⁴. VILLA-URRUTIA, dans un livre⁵ où l'on reconnaît la finesse de son esprit de diplomate, nous offre une représentation amusante, mais établie sans critique, de la passionnée Lucrèce, qu'il cherche de défendre contre l'analyse impitoyable de Portigliotti et contre les jugements sévères de Luzio, à qui il reproche son enthousiasme exagéré pour Isabelle d'Este. Un exquis écrivain français s'est intéressé, non d'un point de vue historique, mais psychologique, au duc de Valentinois⁶, en étudiant sa vie intime et sentimentale, en même temps que la personnalité typique de Guidobaldo de Montefeltro. Le meilleur livre de PORTIGLIOTTI, parce que le plus sobre et le plus équilibré⁷, évoque les femmes de la Renaissance : de Cécile et Julie de Gonzague à Tullia d'Aragona, d'Isotta de Rimini à Lucrecia Buti. D'une bien plus grande importance historique est le travail de PICOTTI sur la jeunesse de Léon X⁸. Il s'agit d'un ouvrage historique fondamental, aboutissement de recherches longues et laborieuses, qui ne se confine pas dans une biographie, mais qui, en partant de cette biographie et en fonction d'elle, s'élève à des considérations d'ordre général et à une analyse attentive de la situation politique italienne. Ainsi les pages consacrées à la chasse aux bénéfices (chap. II) représentent une contribution très considérable à la connaissance de la politique de Laurent de Médicis. Le caractère

1. R. DE LA SIZERANNE, *Les masques et les visages. Béatrice d'Este et sa cour*. Paris, Hachette, 1920.

2. E. RODOCANACHI, *Histoire de Rome. Une cour princière au Vatican pendant la Renaissance, 1471-1503*. Paris, Hachette, 1925, 316 p. Voir aussi U. BONCOMPAGNI-LUDOVISI, *Roma nel Rinascimento*. Albano, Strini, 1928, 2 vol.

3. A. DINA, *Isabella d'Aragona, duchessa di Milano e di Bari, 1471-1524*, dans *Arch. Stor. Lombardo*, 1921, I-II.

4. G. PORTIGLIOTTI, *I Borgia*. Milan, Treves, 1922 ; *Die Familie Borgia*. Stuttgart, 1923 ; *Porpore, pugnali, etere*. Milan, Treves, 1924.

5. Marques de VILLA-URRUTIA, *Lucrecia Borja. Estudio histórico*. Madrid, Beltran, 1922.

6. R. DE LA SIZERANNE, *César Borgia et le duc d'Urbino*. Paris, Hachette, 1924.

7. G. PORTIGLIOTTI, *Donne del Rinascimento*. Milano, Treves, 1927, 324 p.

8. G. B. PICOTTI, *La giovinezza di Leone X^o*. Milan, Hoepli, 1928, 738 p. Voir aussi G. A. CESAREO, *Buffoni, parasiti e cortigiane alla corte di Leone X^o*, in *N. R. S.*, 1923, 1611.

du futur pontife se détache avec un grand relief sur le fond historique, avec ses faiblesses et ses limites.

D'autres se sont occupés de la maison d'Este. Pour BERTONI, l'*Orlando Furioso* symbolise l'époque d'Alphonse I^{er} et doit donc être expliqué et compris dans le cadre du temps¹. Le cardinal de Ferrare, fils d'Alphonse I^{er} et de Lucrèce Borgia, était connu seulement d'une manière fragmentaire et extérieure, surtout comme représentant typique du mécénat et des splendeurs de la Renaissance. Récemment, PACIFICI² a consacré à Hippolyte II un livre méthodique et savant qui, s'il n'épuise pas l'analyse du caractère intime de l'homme, éclaire cependant les traits essentiels de sa vie ainsi que du sens du beau qu'il posséda à un si haut degré et qui parut prendre son complet épanouissement dans la magnificence incomparable de la villa Tivurtine. On ne manque ni d'études sérieuses³, ni de biographies romancées sur l'Arétin⁴. Même la philosophie de Bruno a été étudiée par rapport à sa personnalité émotive et à la mode intellectuelle de son temps⁵.

La thèse de Corrado RICCI, défavorable à Béatrice Cenci, a été combattue avec quelques bons arguments, quoique non décisifs, par MONTENEVOSI⁶.

Parmi les *condottieri*, le portrait de Jean des Bandes-Noires a été esquissé par ALLODOLI et celui d'André Doria par F. VON CZIBULCKA⁷. Mais celui-ci s'est limité au récit extérieur de la vie d'un grand capitaine, sans la lier aux vicissitudes compliquées de la politique et de la diplomatie, qui, seules, peuvent donner au caractère et à la personnalité de Doria son relief historique.

Autour de Christophe Colomb, les recherches et même les polémiques se sont poursuivies. DE LOLLIS, dans une préface à la réimpression de son ouvrage bien connu⁸, a combattu énergiquement la thèse de Vignaud sur les desseins de Colomb et sur ses accords avec le Roi Catholique avant son voyage, et affirmé de nouveau l'authenticité de sa correspondance avec Paolo Toscanelli.

A côté de Colomb, Vespucci. A travers un nouvel et sévère examen critique des sources, et avec l'aide de documents inédits tirés du manuscrit

1. G. BERTONI, *L'Orlando Furioso e la Rinascenza a Ferrara*. Modène, Orlandini, 1919. Fondamental par son énorme richesse documentaire, M. CATALANO, *La vita di Ludovico Ariosto*. Gênes, L. Olschki, 1931, 2 vol.

2. V. PACIFICI, *Ippolito II d'Este*. Tivoli, 1922, 470 p.

3. G. SASSI, *Figure e figure del Cinquecento : P. Aretino, Vittoria Colonna e il Marchese Del Vasto*, in N. R. S., 1928, V-VI.

4. E. HUTTON, *Pietro Aretino. The Scourge of Princes*. Londres, 1922.

5. L. OLSCHKI, *G. Bruno*. Bari, Laterza, 1927.

6. O. MONTENEVOSI, *Beatrice Cenci davanti alla giustizia dei suoi tempi e della storia*. Rome, Optima, 1928.

7. A. FREIHERR VON CZIBULCKA, *Andrea Doria, ein Freibeuter und Held*. Munich, 1925.

8. C. DE LOLLIS, *Cristoforo Colombo nella leggenda e nella storia*. Rome, 1923. Cf. A. MACNAGHI, *Le avventure di Colombo in America*, dans *La Cultura*, 1931, t. V.

Vaglianti (Ricciardiano 1910), MAGNAGHI¹ a rétabli l'authenticité de la correspondance de Vespucci avec les Médicis, corrigé des détails essentiels de sa biographie, éliminé l'attribution arbitraire d'ouvrages obscurs et pleins d'erreurs, démontré l'influence exercée par Vespucci sur les expéditions successives, et l'a placé aux premiers rangs parmi les grands navigateurs de l'époque des grandes découvertes.

SAVONAROLE ET MACHIAVEL. — Les jugements traditionnels sur Savonarole et sur le secrétaire florentin, comme aussi la thèse de Carducci, qui voyait, dans l'un, le dernier représentant de l'idéologie médiévale et, dans l'autre, l'interprète des temps nouveaux, sont dépassés par la critique historique plus récente. On a commencé par mettre au premier plan non plus la politique du dominicain de Saint-Marc, mais ses préoccupations religieuses, en abandonnant aussi le dessein de vouloir rattacher ses idées de réformes au protestantisme. Ensuite, on a étudié avec plus de profondeur et aussi un plus vif amour, mais avec une utilisation plus impartiale des sources, sa figure intellectuelle et morale.

Burkhardt, qui a trop puisé chez Perrens et dont il a répété les erreurs de jugement, avait peint Savonarole comme un esprit borné, superficiel dans son dédain pour les classiques, tyrannique et dépourvu de sens critique à l'égard de ses visions (alors qu'au contraire Savonarole les a examinées dans son *De veritate prophetica*). Savonarole apparut aussi à Davidsohn comme un utopiste. Pastor, en partageant le jugement de Grisar, le considéra comme un « prophète exalté », mesquin, maladif, sans humilité ; il jugea superficiel et éphémère le renouvellement religieux apporté par Savonarole, oublieux de la tradition des Piagnoni. Sur ce point, SCHNITZER exagère dans le sens opposé², en s'efforçant d'affirmer la valeur de l'influence de Savonarole sur son temps, influence qui, au contraire, fut plutôt limitée et qui, même virtuellement, ne pouvait pas avoir — comme le prétendait Schnitzer — la signification ni l'importance de l'influence luthérienne. Certainement, le dominicain fut un homme de grande élévation morale, et sa réforme ne fut autre chose qu'une réforme d'hommes. Il vit surtout dans l'État un organisme moral, et considéra toujours sa politique comme un instrument pour réaliser ses conceptions religieuses.

1. A. MAGNAGHI, *Amerigo Vespucci*. Rome, 1924, 2 vol. de 249 et 397 p. Voir aussi R. ALMAGIA, *L'Italia di G. A. Magini e la cartografia dell'Italia nei secoli XVI e XVII*. Naples, Perrella, 1922 ; excellente contribution à l'étude critique de la cartographie des XVI^e et XVII^e siècles. L'auteur, d'une part, démontre, contre l'opinion d'Oscar Peschel, que même après le XV^e siècle, l'Italie tient une place considérable dans l'histoire de la géographie, d'autre part ouvre la voie à un futur travail synthétique sur l'activité cartographique italienne.

2. G. SCHNITZER, *Savonarola*. Milan, Treves, 1931, 2 vol., édition revue et augmentée, et aussi M. FERRARA, *Savonarola-Prediche e Scritti*, avec introduction. Milan, Hoepli, 1930 ; voir encore la pénétrante préface de Francesco Cognasso à la nouvelle édition des *Prediche italiane ai Fiorentini*. Florence, La Nuova Italia, 1930, 2 vol.

Tout différent fut Machiavel, et tout autre fut le caractère historique de sa personnalité. On a accumulé les études sur l'auteur du *Prince* au cours de cette décade, mais, comme il arrive toujours, il en est peu de vraiment utiles et durables ; sans compter que la plupart d'entre elles traitent presque exclusivement de sa pensée politique¹. Au contraire, dans les pages de F. CHABOD² on trouve la figure humaine de Machiavel, étudiée dans son temps, vue et sentie dans le tumulte des luttes politiques, saisie dans le moment psychologique qui vit naître son célèbre pamphlet, analysée dans son caractère intime et passionnel, dans cette capacité de création fantastique qui bâtissait des châteaux (i « castelluzzi ») aussitôt démolis par la cruelle réalité quotidienne. Si la part que l'auteur a faite à l'idée de la réforme militaire dans la pensée de Machiavel peut ne pas paraître tout à fait proportionnée, l'interprétation générale du *Prince* en dégage cependant le sens réel avec une grande finesse. Quant à la thèse d'après laquelle Machiavel pensa à l'indépendance, mais non à l'unité de l'Italie, elle est (malgré l'avis contraire de Plinio Carli) bien posée et clairement démontrée.

Luigi Russo insiste sur l'« objectivité scientifique » du *Prince* dans une interprétation cohérente et systématique de Machiavel³. Le Florentin y est défini « l'artiste héros de la pure politique », pour qui la politique « est la seule force motrice de l'histoire. » La caractéristique profonde et plus vraie de l'esprit de Machiavel consiste, pour Russo, dans le « pathos de la technique », aussi éloigné du puritanisme des Piagnoni que de la « sagesse bornée et élégante de Guicciardini⁴ ». Savonarole et Machiavel ne représentent pas deux époques historiques opposées, mais deux mondes différents ; l'un est l'expression d'exigences religieuses, l'autre est animé par un réalisme politique qui fait abstraction de toute force supraterrrestre. Ils représentent deux moments éternels de l'esprit humain.

Cependant, cette thèse de L. Russo n'éclaircit point la question qui, au point de vue historique, est fondamentale, celle des rapports entre Machiavel et le monde politique de la Renaissance en état de crise ; c'est une définition, presque une formule, plutôt qu'un approfondissement rigoureux de la réalité contemporaine.

LA CRISE POLITIQUE ET MILITAIRE DE LA RENAISSANCE. — Sur ce sujet, il n'y a pas encore un ouvrage méthodique et complet ; mais les matériaux d'étude se préparent et chez les meilleurs historiens on remarque le dessein d'encadrer dans un système unitaire la multiplicité des aspects et des problèmes de cette époque. Le développement constitutionnel des États régionaux en lutte contre les formations économique-politiques du Moyen Âge, l'in-

1. Voir pour ces études la partie du Bulletin consacrée à l'*Histoire de la pensée politique*.

2. F. CHABOD, *Del « Principe » di Niccolò Machiavelli*. Milan, Albrighi-Segati, 1926, 101 p.

3. L. Russo, *Prolegomeni a Machiavelli*. Florence, Le Monnier, 1931, 73 p.

4. L. Russo, *Ibid.*, p. 29 et 31.

dividualité du prince surgissant face au déclin des vieilles classes dirigeantes, l'épuisement de la conscience politique qui avait alimenté la vie laborieuse des communes, le manque d'unité morale, le choc de l'ancien et du neuf, entre petits États italiens et grandes monarchies étrangères, telles sont les formes différentes d'une même crise¹. Mais, si d'un côté l'on aperçoit la désagrégation par laquelle l'Italie devient « serve et mercenaire de ceux auxquels elle souloit commander » (Du Bellay, 1549), d'un autre mûrissent les germes de l'État et de la vie moderne. HAUSER voit dans l'Italie la matrice aussi bien de la vie intellectuelle que de la vie politique de l'âge moderne : « Dans le microcosme italien, les ultramontains ont recueilli une précieuse leçon². » De même, le système de l'équilibre, obtenu grâce à la ligue des plus faibles contre les plus forts, sortira du cadre étroit de la péninsule pour se réaliser au XVI^e et au XVII^e siècle sur le vaste théâtre politique de l'Europe.

Gestation pénible que celle des États italiens dans les premières décades du XVI^e siècle. Florence, qui oscille entre le gouvernement seigneurial et les vains retours à la liberté républicaine, en est un exemple typique. Un vaste recueil de documents relatifs au Concile schismatique de Pise (en dépit de certaines lacunes dans l'édition des « consultes » florentines et, partant, de quelque discontinuité) éclaire assez bien, à travers les paroles des orateurs de Florence, non seulement les motifs réels du Concile et la prédominance des préoccupations politiques sur celles de réforme ecclésiastique, mais aussi le caractère de la politique florentine, astucieuse en apparence, intimement faible et peureuse, faite de chicanes et d'incertitudes, préludes de l'écroulement prochain de la République et du retour des Médicis³.

Pour la période suivante, le quatrième centenaire de la mort de F. Ferrucci à Gavinana et de la vaillante défense de la République florentine contre l'Église et l'Empire a suscité une ferveur d'études et de recherches. Un travail fondamental, exposé savant et précis du déclin et de la chute de la liberté républicaine, dû à l'historien anglais Cecil ROTH, *The last florentine Republic*, avait déjà paru en 1925. La traduction italienne de ce livre⁴ offrit l'occasion favorable pour de nouvelles réflexions et de plus mûres analyses. Ainsi PANELLA remarqua⁵ que la fin de la République représente pour Florence la faillite définitive de la politique antimédicéenne et francophile à l'extérieur, du piétisme intolérant à l'intérieur. c'est-à-dire de la politique savonarolienne. NALDINI⁶ expliqua les raisons de l'opposition religieuse contre

1. Cf. F. CHABOD, *ouvr. cit.*, chap. II. On trouvera une synthèse claire et vivante de la situation politique italienne au temps de la Renaissance dans F. COGNASSO, *I problemi politici del Rinascimento*. Turin, L'Erma, 1930, chap. III.

2. H. HAUSER et A. RENAUDET, *Les débuts de l'âge moderne. La Renaissance et la Réforme*. Paris, Félix Alcan, 1929.

3. A. RENAUDET, *Le Concile gallican de Pise-Milan. Documents florentins, 1510-1511*. Paris, Champion, 1922.

4. C. ROTH, *L'ultima repubblica fiorentina*. Florence, Vallecchi, 1929.

5. Dans *Marzocco*. Florence, 22-IX-1929.

6. Dans *Leonardo*. Milan, 1929, XI-XII.

Rome qui s'ajouta à celle de l'opposition politique, en y reconnaissant les caractères d'une défense de l'orthodoxie et de la religiosité traditionnelle en Italie.

L'histoire militaire de la guerre en Toscane (1529-1530) et du siège de Florence a été écrite par Aldo VALORI avec une sûre compétence et un beau succès¹. PIERI a relevé quelques lacunes et quelques problèmes à peine effleurés (par exemple le rôle des armes à feu) dans un compte-rendu critique très fouillé, auquel je renvoie le lecteur qui désirerait être renseigné sur les publications de moindre importance autour de ce sujet².

Le même PIERI, avec une grande compétence en matière d'histoire militaire, a démontré que Machiavel, inspiré surtout par le souvenir de Rome, fait preuve d'intuitions et d'anticipations géniales (armées nationales, guerre conçue comme « science morale ») ; mais, à le considérer dans son ensemble, « non seulement il ne suit pas la transformation qui était en train de s'opérer..., mais il se révèle parfois rétrograde et anachronique³. »

TAYLOR, au contraire⁴, dans ses études sur l'art militaire dans la Renaissance italienne, soutient la modernité de la stratégie et de la tactique, ainsi que l'abandon parallèle de vieilles formes traditionnelles. S'il a parfois trop modernisé la conception stratégique (notamment pour la manœuvre de Gaston de Foix à Ravenne), ses observations sur la nouvelle organisation de l'infanterie introduite par Vitelli sont, par contre, excellentes.

Carlo MORANDI.

(Sera continué.)

1. Aldo VALORI, *La difesa della Repubblica fiorentina*. Florence, Vallecchi, 1929.

2. Piero PIERI, *Rassegna Ferrucciana*, in *R. S. I.*, 1931, fasc. II.

3. Piero PIERI, *Intorno all'arte della guerra di Niccolò Machiavelli*. Bologne, Azzoguidi, 1927.

4. F. L. TAYLOR, *The art of war in Italy, 1494-1529*. Cambridge, 1922. Voir aussi l'intéressant ouvrage de C. G. SPEZIALE, *Storia militare di Taranto*. Bari, Laterza, 1930.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES

Attilio DAL ZOTTO. *Vicus Andicus. Storia critica e delimitazione del luogo natale di Virgilio*. Mantoue, 1930. 1 vol. in-4°, 150 pages, avec 5 cartes et 42 pl.

Depuis Dante, les humanistes avaient accoutumé de placer le lieu de naissance de Virgile — Andes ou Vicus Andicus — près de Pietole, à cinq kilomètres environ de l'enceinte extérieure de Mantoue au Sud de cette ville :

E quell'ombra, per cui si noma
Pietola pù che villa Mantovana,
Del mio carcar deposto aveva la soma. (*Purgatoire*, 18, 82-84.)

Cette tradition, dont assurément ils ignoraient l'origine, leur paraissait cadrer avec le texte même de l'inscription funéraire de Virgile : « Mantua me genuit... » ; avec l'allusion des *Églogues* :

Vare tuum nomen superet modo Mantua nobis.
Mantua vae miserae nimum vicina Cremonae. (*Egl.*, IX, 27-28.)

avec les indications des scholiastes, non seulement de Filargyrius : « Virgilius... in pago qui Andes dicitur haud procul a Mantua nascitur », et de la *Vita Monacensis* : « In villa quae Andis dicitur iuxta Mantuam nascitur Virgilius » ; mais avec celle de Donat, dans la partie de son commentaire qui remonte à Suétone : « P. Vergilius Maro... natus est in pago qui Andes dicitur et abest a Mantua non procul... »

Mais l'érudition moderne est si bien armée qu'elle se trouve capable de partir en guerre même contre l'évidence, et en 1922 le professeur Conway, de Manchester, a prétendu découvrir à quarante-cinq kilomètres au nord de Mantoue, près de Calvisano, une bourgade dépendant aujourd'hui de Brescia, l'authentique patrie du grand poète latin¹. Comme les nouveautés sont toujours séduisantes, il a tout de suite rencontré un écho favorable chez plusieurs érudits : M. Hubaux, de Liège² ; M. Léon Herrmann, de Bruxelles³ ; M. Wagenvoort, d'Utrecht⁴.

La démonstration de M. Wagenvoort reposait essentiellement sur trois arguments. D'abord, la propriété de Virgile s'étendait à partir de l'endroit où les collines commencent à s'abaisser et à descendre doucement vers la rivière :

... Qua se subducere colles
incipiunt mollique iugum demittere clivo. (*Egl.*, IX, 7-8.)

1. R. S. Conway, *Bull. of the John Rylands Library*, VII, 1922.

2. Hubaux, *Le réalisme de Virgile*. Liège, 1927.

3. Léon Herrmann, *C.-R. Ac. Inscr.*, 1930, p. 335.

4. Wagenvoort, *Mnemosyne*, CVIII, p. 153.

Il faut donc la chercher au Nord, là où les monts s'évanouissent dans le bleu du ciel qui éclaire le lac de Garde. Ensuite, la propriété de Virgile était située à quarante-cinq kilomètres de la ville de Mantoue, ainsi que nous l'apprennent les manuscrits de Probus : « Vergilius natus rustico vico Andico qui abest a Mantua milia passuum XXX. » Enfin, le territoire de Calvisano, qui répond aux deux précédentes données, nous a livré l'épithaphe d'une Vergilia (C., V, 4131) et celle d'un P. Magius (*Ibid.*, 4046), dont le gentilice est précisément le même que celui de la mère de Virgile, Magia Polla.

La faiblesse de ces prétendues preuves ne devait nulle part être plus fortement ressentie qu'à Mantoue, et c'est sous les auspices de l'Académie virgilienne siégeant en cette ville que M. Dal Zotto a fait paraître une réfutation qui, complétant celles de M. Rand (*In Quest of Virgil's Birthplace*) et de M. Bruno Nardi (*La giovinezza di Vergilio*), ne laisse à vrai dire rien subsister de ce que l'auteur appelle, non sans sévérité, les extravagances des philologues impressionnistes.

1° Les noms figurant sur les épithaphe invoquées ne signifient rien. Ils se retrouvent aussi bien dans l'Italie méridionale. D'autre part, c'est une illusion de croire qu'après les terribles bouleversements qui ont suivi la colonisation subséquente aux guerres civiles, les familles mantouanes se soient perpétuées sans changement du temps de Virgile à celui des inscriptions précitées, d'un siècle au moins postérieures. Enfin, le nom de la tribu dans laquelle se sont inscrits les voisins des morts commémorés par ces épithaphe n'est point celui de la tribu de Mantoue, la *Sabatina*, mais bien celui de la tribu de Vérone : la *Publilia*.

2° Il est tout à fait inutile, pour retrouver les *colles* que mentionne la *IX^e Bucolique*, de s'égarer jusqu'aux derniers contreforts alpestres. Le mot « collis » peut s'appliquer à de simples buttes de terre, surgissant alors comme aujourd'hui sur la molle plaine mantouane. Virgile appelle les mottes de Pietole des *colles*, comme il compare Mantoue elle-même à la vaste Rome :

Urbem quam dicunt Romam, Meliboeae, putavi,
Stultus ego, huic nostrae similem, quo saepe solemus
Pastores ovium teneros depellere fetus. (*Ecl.*, I, 20-23.)

le miroir d'un étang à l'« aequor » de la mer (IX, 57) et le territoire de son village à un « regnum » (I, 69).

3° La leçon « XXX milia passuum », sur laquelle s'appuie M. Conway, procède d'une erreur de copiste, ainsi qu'il résulte de l'édition *princeps* de Probus, parue en 1507 et faite directement par Jean-Baptiste Cipelli, dit Egnatius, sur le manuscrit de Bobbio, aujourd'hui perdu, d'où dérivent tous les autres, à commencer par le plus ancien de tous, le Vaticanus 2930, qui est du *xv^e* siècle. Le texte d'Egnatius porte, non XXX, mais III. A trois milles de Mantoue, nous nous retrouvons « iuxta Mantuam », « haud procul a Mantua », comme disent les scholiastes, à la distance de Pietole de cette ville.

Jusque-là, M. Dal Zotto s'est borné à une argumentation négative. Il y a ajouté des raisons positives tout à fait intéressantes.

1. Dans un document du début du *xⁱ* siècle, exactement entre 1015 et 1036, il a retrouvé les limites assignées à la pieve de Pietole : « Per fossatum Fornicatula quod percurrit ad fossatum Vergilii, a Fossato Vergilii usque ad Casalecto. » Serait-ce la « fossa », où l'on voulait que la mère de Virgile eût accouché de son fils : « In subiecta fossa partu levata est » (Suétone-Donat, 2-3)?

2. Dans une donation du XIII^e siècle, on lit : « Addimus huic vineae Iohannes de Saca de Monte Vergilli », et dans un contrat notarié du XV^e (25 juin 1424) est louée « una pecia terre vineate » sous le nom de « mons Virgillii territorii Cerecii. » C'est à cette motte que s'applique naturellement le vers :

Quâ se subducere colles...

3. Enfin, de la confrontation des textes qui concernent les lotissements auxquels procédèrent les triumvirs dans la région et dont Virgile finalement sera victime, il résulte que les assignations prescrites en faveur des vétérans ne frappaient, à l'origine, que le territoire de Crémone : accessoirement, si celui-ci ne suffisait pas, les prélèvements pourraient être opérés sur les parties contiguës du territoire de Mantoue : « Non sufficiente agro Cremonensium, Mantuani quoque (Donat) ; — agros Cremonensium dividi iussit ; et, si non suffecissent, Mantuanos adiungi (Probus) ; — Qui [agri Cremonenses], cum non sufficerent, his addidit agros Mantuanos (Servius). » La propriété de Virgile n'a pu être située, dans le Mantouan, qu'aux confins de l'« ager Cremonensis. » S'appuyant sur une notice de Servius, qui évalue l'assignation à une superficie carrée de quinze milles de côté, soit à 48,400 hectares : « Perticam limitarem Octavius Musa porrexerat... per quindecim millia passuum agri Mantuani », M. Dal Zotto estime qu'en 41 les Mantouans, à l'Ouest de leur territoire, n'avaient gardé que leurs marais : « Praeter palustria nihil relictum sit » (Servius, ad IX, 10). C'est donc au Sud de ce marais que se trouvaient le « vicus Andicus » et la propriété de Virgile.

4. En 40, Octave, vainqueur des Antoniens dans la guerre de Pérouse, revint sur les concessions faites aux vétérans de ses adversaires et ordonna à Alfenus Varus d'enlever aux assignations déjà faites tout le territoire de Mantoue situé soit à trois milles des murs, soit à moins de trois milles : « Tria milia passus a muro in diversa relinquere » (Servius, IX, 10). La mesure prescrite sauvait le patrimoine du poète : « Ager Vergilio restitutus » (Servius, VI, 6). Certes, cette restitution ne devait pas être de longue durée ; mais il suffit qu'elle ait été signifiée aux intéressés pour mettre d'accord le témoignage de Servius et celui de Probus, unanimes, celui-là par voie indirecte, celui-ci expressément, à situer à trois milles de Mantoue la ferme patrimoniale de Virgile. Dût notre amour-propre en souffrir, Dante en savait décidément plus long que M. le professeur Conway, et l'on doit remercier M. Dal Zotto d'avoir si heureusement réconcilié la critique avec le bon sens.

Jérôme CARCOPINO.

Henri PIRENNE, Augustin REYNAUDET, Édouard PERROY, Marcel HANDELSMAN, Louis HALPHEN, *La fin du Moyen Age*. Paris, Félix Alcan, 1931. 2 vol. in-8°, 569 et 324 pages. (*Peuples et civilisations. Histoire Générale*, publiée sous la direction de Louis Halphen et Philippe Sagnac, tome VII.) Prix : 50 et 35 fr.

Ce n'est pas à propos du tome VII de la collection dirigée par MM. Halphen et Sagnac qu'il est besoin de rappeler l'inspiration générale à laquelle est due principalement l'originalité de cette belle série de volumes ; du moins est-il légitime de dire qu'aucune époque ne se prête mieux que *La fin du Moyen Age* à illustrer les principes qui sont l'âme même de la collection, à mettre en lumière l'interdépen-

dance des civilisations et des peuples que fait coexister la chronologie dans le cadre du passé humain : époque de transformation s'il en fut, et dont les secousses vont à rendre de plus en plus étroitement solidaires les différentes parties du monde. A l'histoire fragmentée du Moyen Age — une sur le plan des idées, mais multiple et chaotique sur le plan des faits — va se substituant une histoire plus systématique, plus organique, en laquelle s'annonce précisément cette *modernité du XVI^e siècle* sur laquelle naguère M. Henri Hauser attirait si justement et si fortement l'attention. Or, n'est-ce point vers le *xvi^e siècle*, traité par M. Hauser — un des auteurs du tome VIII de la collection — que s'oriente le tome VII, que nous avons la mission d'analyser ?

La période de deux siècles, de 1285 à 1492, qu'embrassent nos deux volumes, est une période particulièrement longue, vaste, agitée et touffue. Cinq auteurs s'en sont partagé la charge. Nous ne ferons rien ici qui pourrait ressembler à une distribution d'éloges ou de critiques ; nous considérerons l'ouvrage dans son ensemble et en toute objectivité.

Pour marquer, sans doute, la primauté que l'on accorde aux idées sur les faits, le livre I, intitulé *La désagrégation du monde médiéval* (1285-1380), s'ouvre par un chapitre où s'esquisse l'évolution économique et intellectuelle de l'Occident, chapitre très nourri et qui met en lumière les traits essentiels de cette évolution. Au point de vue du peuplement, il est remarquable de constater que « le nombre des endroits habités est, à prendre les choses en gros, ce qu'il restera jusqu'à la révolution industrielle du *xviii^e siècle* (p. 14). » La natalité ne fléchit pas, cependant. Il n'y a à le constater nulle contradiction. « Si les hommes cessent de se multiplier, c'est que, dans une société où les places vacantes sont prises, l'avenir offre moins de possibilités d'existence et de moyens de faire vivre de nouvelles familles. Serait-ce une erreur d'expliquer ainsi l'afflux des cadets de la noblesse vers l'Eglise, si frappant à partir de la fin du *xiii^e siècle*, celui des paysans vers les armées de mercenaires et de tant de femmes de la bourgeoisie vers les béguinages ? » Répondons pour notre part à la question ainsi posée que ces explications sont valables, mais qu'il nous paraît en exister d'autres qui s'y ajoutent : mortalité effroyable de la peste noire et des épidémies qui, presque sans interruption, l'ont suivie et, pour la France, pays le plus dense de l'Occident, conséquences de la guerre de Cent ans, des ravages des Compagnies, de l'atroce et longue crise économique. Si l'on avait des statistiques jalonnant la période, elles accuseraient à coup sûr d'énormes reculs entre 1350 et 1450, et ensuite un progrès qui n'a dû ramener les chiffres de 1328 qu'aux environs de 1500 tout au plus.

Les tendances intellectuelles et religieuses sont étudiées dans un chapitre dont les pages pénétrantes — comme aussi celles des autres chapitres du même ordre — constituent une des contributions les plus solides et les plus utiles de tout le livre.

Comme transition entre les idées et les faits, voici un chapitre sur *Le conflit de l'idée pontificale, de l'idée monarchique et de l'idée impériale* : on y voit rapprochées avec raison la réaction de la monarchie française sous Philippe le Bel contre la théocratie exaspérée de Boniface VIII et la réaction impériale sous Henri VII. *Le déclin de la papauté et de l'Empire* suit logiquement ces heurts, déjà anachroniques ; la monarchie pontificale s'organise à l'époque avignonnaise, se repliant sur elle-même à son insu et malgré elle, tandis qu'à travers les cahots l'Empire évolue vers la formule de la Bulle d'or de Charles IV ; le schisme franciscain et les révoltes des

mendiants préludent au grand schisme d'Occident et au grand effort conciliaire. Est-ce tout, cependant? En réalité, la guerre de Cent ans projette ici son ombre. Seule elle a rendu possible la crise ecclésiastique. Elle est le fait essentiel et déterminant de l'histoire occidentale. Et c'est pourquoi nous nous demanderions volontiers s'il n'eût pas été préférable d'en parler avant d'introduire l'Empire et l'Église? C'eût été, il est vrai, le plan du volume totalement changé. La France et l'Angleterre prennent donc rang après l'Empire; nous reviendrons sur la part — mesquine à notre avis — qui leur est faite. Leur histoire, arrêtée à la mort d'Édouard III, cède la place au chapitre sur *Les transformations politiques des pays de la Méditerranée occidentale*, royaumes ibériques compris. Le cercle s'élargit: *Le retour offensif des peuples d'Asie* — chapitre bien mis au point avec l'aide d'un spécialiste à la compétence déjà éprouvée, M. René Grousset — précède le chapitre sur *Les barrières de l'Europe orientale*, partie vraiment substantielle et neuve, et qui ménage au proche Orient la part qui lui faisait défaut jusqu'ici dans toutes les histoires générales: la fin des dynasties nationales chez les Slaves du Nord, les monarchies nouvelles de Bohême, Hongrie et Pologne, l'éphémère empire serbe d'Étienne Douchan, enfin la Russie reformée en Ukraine après la destruction par les Mongols de la première Russie, celle de Kiev, sans oublier la Ruthénie de Halicz et de Vladimir: ces différents États en voie de consolidation et de gestation sont conduits jusqu'aux environs de 1380; puis, par une série de chapitres fortement charpentés et mûrement conçus sur les transformations sociales, la science, la mystique, l'humanisme et l'art, s'achève ce livre I, qui enveloppe à lui seul un siècle de l'histoire humaine.

Le livre II s'intitule *La débâcle* (1380-1453): titre sonore, assez exact, à la réflexion, bien que la formule — pour des raisons de réminiscences sans doute — effarouche quelque peu au premier abord. Notons, sans y insister, la dissymétrie, qui fait que ce titre du livre II n'est pas promu à l'honneur de la couverture comme ses frères des deux autres livres, ce qui subordonne, semble-t-il, *La débâcle* à *La désagrégation du monde médiéval*.

Quoi qu'il en soit, l'Église occupe en premier lieu la scène avec *Le grand schisme*, y compris Jean Huss et le Concile de Constance. Viennent ensuite *La révolution religieuse en Bohême et le schisme de Bâle*: le développement accordé aux événements de Bohême rompt, non sans bonheur, avec la parcimonie coutumière des ouvrages généraux au sujet de ces faits qui sont d'une primordiale importance et dont un bon exposé d'ensemble comme celui-ci sera assurément le très bien venu.

La ruine de l'Empire — formule peut-être un peu forcée — et *La réaction nationale en Bohême et Hongrie* témoignent de la même préoccupation et répondent au même besoin. *Les États scandinaves au temps de l'Union de Kalmar* sont suivis de *La Pologne sous les premiers Jagellons*, et c'est seulement alors qu'une chapitre résume *La fin de la guerre de Cent ans*. Un chapitre court, à la vérité, mais savamment mené, s'y ajoute, comme il se doit, pour rendre compte de *La formation de l'État bourguignon*. Suisse, bassin méditerranéen et continent asiatique se partagent la fin du livre II, qui s'achève, en manière de conclusion, sur un dernier chapitre consacré à *La rénovation intellectuelle et artistique*: philosophie, humanisme, architecture, plastique.

Le livre III, présenté en volume séparé, ayant sa pagination propre, s'intitule *L'annonce des temps nouveaux* (1453-1492) et parcourt en dix chapitres ces quarante années d'une si étonnante activité. Le millésime qui marque à la fois la fin de

la guerre de Cent ans et l'installation des Turcs à Constantinople fournit à juste titre le point de départ et, quant au terme final, il se justifie comme étant vraiment le terme logique du Moyen Age, car il précède la découverte de l'Amérique et le déclenchement de la politique personnelle de Charles VIII, d'où procède la première guerre d'Italie. Ici encore *L'Église et l'Empire* ouvrent la marche : le nouvel aspect de la papauté restaurée et des institutions qu'il entourent s'y dessine en même temps que l'effacement de l'Empire sous Frédéric III, dont il ne faut pourtant pas méconnaître qu'avec lui naît vraiment la grande fortune des Habsbourg. *La monarchie française après la guerre de Cent ans* fait pendant à *La monarchie anglaise au temps de la guerre des Deux-Roses*. Un court chapitre sur *Les royaumes espagnols à l'avènement des rois catholiques* est suivi d'un chapitre un peu plus étoffé sur *Les États italiens à la veille des guerres d'Italie*. Enfin, les deux chapitres consacrés respectivement aux Polonais et aux Turcs précèdent les trois chapitres qui, l'un sur les nouvelles tendances économiques, les deux autres sur la préparation de la Réforme et de la Renaissance, assurent, comme il convient, la soudure entre cette « annonce des temps nouveaux » et les temps nouveaux eux-mêmes, dont l'aurore point et éclairera « les débuts des temps modernes. »

On voit, en raccourci, quelle est l'économie des deux volumes, inégaux, dont se compose le tome VII. Les parties consacrées à l'Empire, à l'Église, à l'Orient proche et lointain, comme aussi celles qui se rapportent à l'évolution sociale et intellectuelle, n'ont rien à envier aux parties les mieux réussies des tomes précédents. Il ne nous paraît pas qu'on puisse en dire tout à fait autant des chapitres relatifs à la France, à l'Angleterre, et aussi de ceux qui traitent soit de l'Italie, soit de l'Espagne. La place même assignée dans le plan à la guerre de Cent ans suffit à montrer qu'on n'a pas reconnu en elle le fait directeur de la période. Nous pensons que c'est à tort, car, là, se trouve l'axe essentiel de la fin du Moyen Age. Ni l'histoire ecclésiastique et religieuse, ni l'évolution des mœurs et des idées, ni la transformation sociale, ni les événements d'Orient eux-mêmes n'auraient pris le tour que nous leur connaissons si les forces vives de l'Occident n'avaient été jetées et usées sans mesure dans l'inexpiable conflit. Or, réduit à peu près à une querelle dynastique comparable à celle qui met aux prises Aragonais et Angevins dans l'Italie du Sud, le duel franco-anglais est plutôt résumé qu'étudié. A-t-on pensé que la guerre de Cent ans et ses entours, comme aussi les épisodes d'Italie et d'Espagne pris en gros, sont choses trop connues, matières impossibles à renouveler dans les limites où l'on devait implacablement se mouvoir, et qu'il valait mieux dès lors comprimer l'Occident au maximum pour gagner le plus possible de place en faveur des chapitres dont nous avons noté l'excellence ? Tout vient alors de la mesure trop courte à laquelle a été estimé l'ensemble : à l'échelle des périodes antérieures, il fallait ici, croyons-nous, deux tomes et non un seul, fût-il renforcé d'un demi-volume. Un pas de plus s'impose dans cette voie. Qu'une nouvelle édition nous présente grand et adulte ce tome VII bis, déjà esquissé sous une forme et d'une taille qu'il nous agréé de dire provisoire, et *La fin du Moyen Age*, élargie dans ses parties présentement trop étriquées, nous donnera pleine et entière satisfaction.

En attendant, relevons quelques observations, au fil de la lecture et, par là, notre pensée, à l'occasion, pourra se préciser.

P. 140, le récit si rapide de la campagne de 1346 ne permet pas de glisser le nom de *Sangatte* et de retenir l'épisode, pourtant si caractéristique, où l'on voit Phi-

lippe VI laisser Édouard III libre d'assiéger Calais, parce qu'il n'a pu obtenir de lui un rendez-vous de bataille conforme aux usages chevaleresques. D'une façon générale, la guerre de Cent ans n'est pas, autant qu'on le souhaite, restituée dans sa couleur, dans son mouvement ; c'est elle pourtant qui a donné au siècle son rythme et, pourrait-on dire, son standard de vie ; — p. 150, on est déconcerté de voir apparaître avec le nom de « Marie » l'héritière Marguerite de Flandre, qu'épouse Philippe le Hardi de Bourgogne en 1369 ; — p. 159, l'institution des Dix à Venise en 1310 est enregistrée sans être expliquée, comme elle en valait la peine, fût-ce en une ligne ; — p. 170, l'évolution intérieure de l'Aragon est indiquée si brièvement que les lignes essentielles et les figures les plus prime-sautières ne se dégagent pas. On ne voit pas vivre, par exemple, ce Pierre le Cérémonieux, prince énergique et dur, ardent et spontané, qui force un jour des conjurés à boire le métal en fusion de la cloche qui les appelait aux assemblées : tempérament sans pitié, mais politique clairvoyant, à preuve la lutte acharnée qu'il mène contre les unionistes, lutte à fond contre la noblesse, lutte passionnée jusqu'au dernier geste où, vainqueur, il déchire les privilèges qui lui font ombre avec tant d'ardeur qu'il se blesse lui-même avec son poignard, accident par lequel on explique son autre surnom : *Pere del Punyalei* ; — p. 428, le mouvement cabochien et ses rapports avec Jean sans Peur doivent apparaître comme une des articulations maîtresses de la crise du temps de Charles VI. En 1412, on voit le duc de Bourgogne dominer Paris grâce à l'appui de l'Université et de la démocratie, elle-même menée par la riche et puissante corporation des bouchers. La révolution cabochienne a ses journées, ses victimes, sa terreur. Il n'y en a pas eu de plus sanglantes. Mais l'ordonnance de 1413, dite cabochienne, est en réalité une ordonnance bourguignonne ; on en a exagéré l'audace, et elle reste, à bien des égards, en deçà de la grande ordonnance de mars 1357. Toutefois, les abus et les violences ont porté leur fruit ; la bourgeoisie apeurée et l'Université déçue s'écartent du duc, et Paris redevient armagnac ; — p. 442, le siège d'Orléans. On ne rend pas suffisamment compte ici de l'importance exceptionnelle de cet épisode, de sa signification en quelque sorte symbolique, de même que de l'atmosphère mystique, seule capable d'expliquer l'apparition et le rôle de Jeanne d'Arc ; — p. 480, la succession d'Aragon et les débuts de la dynastie castillane : l'exposé est bien sommaire et le long règne d'Alphonse le Magnanime, 1416-1458, qui mûrit la crise du règne suivant, n'obtient pas plus de six lignes, au demeurant fort vagues ; — p. 30 du deuxième volume, la crise profonde — à la fois monétaire, sociale, morale — qu'entraîne la prolongation de la guerre de Cent ans et qui est un des facteurs les plus décisifs de la transformation du monde, ne nous paraît pas être décrite comme elle le méritait. — Tome II, p. 40, à propos de Péronne, il était nécessaire de rappeler, au moins d'un mot, le rôle joué par Commynes ; — p. 53, à propos de Louis XI : « Comme Philippe le Bel, qu'il rappelle par plus d'un trait. » Rapprochement à coup sûr inattendu et qui, sans explication ni atténuation, surprendra tous ceux auxquels Louis XI est familier ; ce dernier diffère de l'adversaire de Boniface VIII non moins intellectuellement que physiquement, ce qui n'est pas peu dire, même si l'on veut attribuer personnellement à Philippe les idées et les gestes de ses légistes ; — p. 81, « le roi Jean II [d'Aragon] est un prince tenace, mais maladroit et détesté. » La haine encourue par ce roi n'a été que temporaire ; elle s'explique par la réaction décidée que ce prince a dû opposer à l'émancipation de la Catalogne pour éviter la dislocation de sa monarchie. Quant

à sa maladresse prétendue, il serait bien difficile d'en justifier, car il s'agit d'un des plus grands politiques du xv^e siècle, de celui qui fut le père et le maître de Ferdinand le Catholique ; — p. 112, les crises italiennes entre la paix de Lodi et l'intervention de Charles VIII valaient d'être mises en pleine lumière, parce qu'elles préparent la transformation décisive qui marque la dernière décade du xv^e siècle. Il faut noter la progression des intrusions française et espagnole, la première contrariée par la politique de tradition que défend la dame de Beaujeu, la seconde irréalisable tant que Grenade n'est pas tombée. Dans le microcosme italien du Quattrocento s'élaborent les pratiques de la diplomatie moderne ; c'est déjà, dans le cadre péninsulaire, la préfiguration de ce que sera l'Europe au xvi^e et au $xvii^e$ siècle.

C'est tout cela et c'est tout ce qui manque ici, faute d'espace, que nous offrirai, n'en doutons point, la seconde édition de l'ouvrage, mise au point grâce à la promotion à la dignité de tome du petit volume adjoint d'aujourd'hui ; c'est aussi une bibliographie complétée, là où elle semble avoir subi trop profondément les conséquences de la restriction spatiale. Car la bibliographie, qui donne à la collection son caractère si précieux de manuel d'enseignement supérieur, nous paraît, en plusieurs chapitres, un peu rapide ou écourtée. Pour ne citer qu'un exemple, quand on nous renvoie à propos de l'Espagne à Ballesteros (p. 479), on s'en tire à trop bon compte : comment supposer que tout lecteur aura ce grand ouvrage sous la main ? D'ailleurs les relevés bibliographiques du savant espagnol ne peuvent être substitués, n'ayant pas les mêmes caractères, à la bibliographie critique et sélectionnée que l'on attend, parce que les traditions de la collection de MM. Halphen et Sagnac nous y ont dès l'origine habitués.

Les réserves qui précèdent n'ont pour but que de marquer en toute franchise par où, comme toute œuvre humaine, celle-ci est, à notre sens, perfectible. Il n'empêche que nous tenons, dans l'ensemble, l'ouvrage comme le résultat substantiel et fructueux d'un gros et méritoire effort. Un livre aussi vaste, et dont l'aménagement a dû soulever des problèmes si épineux, doit se juger abstraction faite des détails ou des points de vue individuels, et nous dirons, pour conclure, qu'en bloc le tome VII ne dépare point — bien au contraire — la collection d'une si belle tenue dont il fait partie.

J. CALMETTE.

Marc BLOCH *Les caractères originaux de l'histoire rurale française* (Instituttet for Sammenlignende Kulturforskning, série B, Skrifter, XIX). Oslo, H. Aschehoug et C^o ; Paris, Les Belles-Lettres, 1931. In-8^o, xviii-266 pages, XVIII planches photographiques hors texte.

Il y a beaucoup de façons, pour un livre d'histoire, d'être un beau livre. Beau livre, le « grand ouvrage » préparé, des années durant, avec une méthode impeccable d'érudit et qui, sur un sujet limité, se propose de tout connaître, puis de tout dire. Beau livre non moins celui qu'un jour, sur un immense sujet d'intérêt capital, un savant en pleine maîtrise de ses moyens tire brusquement de son fonds, le plus souvent pour répondre à quelque sollicitation fortuite¹. Synthèse provi-

1. Brusquement, parce que le « fonds » précisément est solide et bien garni. Faut-il rappeler la thèse de Marc Bloch, *Rois et serfs, un chapitre d'histoire capétienne* (Paris, Champion, 1920) ;

soire, prétend la formule consacrée, mais je ne l'aime guère ; où donc est la synthèse qui n'est pas provisoire ? Je dirais plutôt : carte de reconnaissance à grande échelle. L'infini détail n'y a point sa place. Mais les grands traits du relief s'y accusent fortement. Surtout, on y marque les routes. Les pistes à suivre et, quand il y a lieu, les terrains à prospecter...

La sollicitation fortuite, dans le cas présent, ce fut celle de l'*Institut pour l'étude comparative des civilisations* d'Oslo. Risquant un pas hors de son domaine accoutumé ; descendant hardiment le cours du Moyen Age et s'aventurant jusqu'au seuil de la Révolution française de 1789, il a eu l'excellente idée de demander à Marc Bloch, en 1929, quelques leçons sur *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*. Remaniées, approfondies et élargies, ces leçons sont devenues le livre qui nous occupe : le très beau livre d'un homme qui, chassant de devant ses yeux, délibérément, ce responsable de tant de faillites et d'avortements : le spectre de la réputation scientifique à ne pas compromettre (par l'omission de deux livres ignorés ou de trois liasses sans portée) — a, d'une main sûre, tracé ce qui ne peut être l'œuvre que d'un maître historien ; j'ajoute, ce qui doit être, essentiellement et de plus en plus, l'œuvre propre des maîtres historiens : un bilan, doublé d'un programme. Quel bilan et quel programme ?

Étant donné ce qui pour nous, hommes de 1932, est la France — un pays formé de contrées très différentes les unes des autres, et par la structure du terrain, et par la nature des sols, les conditions du climat, les ressources de la végétation, les caractéristiques originelles d'un peuplement plus varié et mêlé qu'on ne pense ; j'ajoute, très différentes encore par le fait que certaines ont été, plus ou moins longtemps, engagées dans des ensembles politiques et culturels qui les faisaient participer à des dominations, à des législations, à des civilisations morales et matérielles hétérogènes — étant donné ce complexe aujourd'hui pleinement unifié par un sentiment vivant de communauté morale et de personnalité historique, dégager les traits essentiels de son histoire agraire : entreprise ardue, certes, si ardue que, jusqu'à présent, personne encore ne s'est rencontré pour la tenter ; entreprise nécessaire cependant, s'il est vrai que cette France, étant un très vieux pays agricole, ne pas accorder à son histoire rurale toute la part qu'elle mérite, c'est s'exposer, simplement, à très mal comprendre le passé et même le présent d'un pays dont les révolutions ne furent bien souvent que des résurrections.

Voilà ce qu'évidemment a pensé Marc Bloch. Mais pour réaliser un tel programme, ne pensons pas qu'il fallût, simplement, de l'audace. Personne, jusqu'à présent, disions-nous à l'instant. Entendons-nous : il s'est trouvé des hommes connaissant la technique agricole pour décrire, non sans mérite, « l'évolution de la France agricole » ; c'est le titre même d'un livre fort estimable de M. Augé

son article publié ici même (t. CXXXVI, 1921, p. 220) : *Serf de la glèbe, histoire d'une expression toute faite* ; sa note sur *Les transformations du servage*, dans les *Mélanges Ferdinand Lot* (1925) ; son mémoire sur *Les Colliberti : étude sur la formation de la classe servile* (*Revue historique*, t. CLVII, 1928, p. 1 et 225) ; dans un autre ordre d'idées, ses articles des *Annales d'histoire économique et sociale* sur *La lutte pour l'individualisme agraire dans la France du XVIII^e siècle* (II, 1930, p. 329 et 511) et, dans la même revue, l'enquête par lui dirigée et si féconde déjà en résultats sur les *Plans parcellaires* ?

Laribé. Mais ces hommes n'étaient pas des historiens. Ce qu'ils savaient d'histoire était peu de chose, et ce peu de chose, souvent, était faux. Comment le leur reprocher? Ils n'avaient pas à faire de recherches originales, naturellement; quant aux livres de seconde main? S'il s'agissait de décrire juridiquement « la condition des personnes et des biens », comme disaient volontiers nos pères, tant au Moyen Age qu'aux temps modernes (mais, en matière d'histoire agraire, où mettre la césure entre le Moyen Age et les temps modernes?), il y avait des ouvrages utiles et connus : grands livres, de pensée forte et originale, où se manifestait à travers les textes un tempérament puissant d'historien; pensons à l'*Alleu* de Fustel. Livres plus discutables, mais vivants et par là même excitants : je songe aux *Origines de l'ancienne France* de Jacques Flach, que je regrette un peu de ne pas trouver mentionnées dans la trop courte bibliographie de Marc Bloch. Manuels classiques en fin — et qui ne connaît celui d'Henri Sée sur *Les classes rurales et le régime domanial en France au Moyen Age*? Seulement, pour ces historiens, la technique agricole était lettre close. Leurs paysans ne labouraient que dans les cartulaires, avec des chartes comme outils. Et que, pour les seigneurs, des problèmes d'exploitation, de rendement, de main-d'œuvre, bref, des problèmes proprement économiques aient pu se poser : c'était là des questions sans intérêt pour eux. Marc Bloch ne nous conte-t-il pas la très instructive anecdote de Fustel questionné par Seebohm : existait-il, en France, des traces de cet *open field system* si familier à l'historien anglais? Fustel répondit bravement à l'auteur de *The English village community* qu'il n'en connaissait point. — Et ceci nous conduit à un troisième manque : pas d'ouvrages, en France, d'histoire agraire comparée¹; or, on n'étudie pas un régime agraire dans sa ferme, ou son village natal. On peut l'y observer, vaille que vaille, pour le décrire; on ne saurait y rencontrer de réponses à quelques questions essentielles : les questions d'origine entre toutes. Car elles se posent sur le plan européen. Si le régime des champs ouverts et allongés régnait sur toute la France au nord de la Loire, les deux Bourgognes comprises, mais le Caux excepté et les régions encloses de l'Ouest — cette zone, pour vaste qu'elle puisse sembler à un Français, n'était qu'un fragment d'une aire beaucoup plus vaste encore et qui couvrait une grande partie de l'Angleterre, de l'Allemagne, même de la Pologne et de la Russie.

Le souci de ne pas faire de l'histoire agraire sans savoir ce que c'est qu'une charue, un assolement et un régime agraire; l'intelligence approfondie des textes et des documents proprement historiques; le sens des réalités économiques et la faculté, si peu répandue, d'évoquer pour soi et pour les autres les problèmes que l'existence posait quotidiennement aux hommes d'autrefois; enfin, une connaissance large et précise des auteurs qui, en Allemagne, en Angleterre, en Belgique et ailleurs, de Meitzen à Des Marez, en passant par Seebohm et par Vinogradoff, se sont intéressés à ces grands problèmes d'histoire rurale : voilà ce qu'il fallait réunir de connaissances diverses et de dons personnels pour mener à bien l'entreprise difficile que les dirigeants de l'Institut d'Oslo proposaient à Marc Bloch. L'originalité du livre dont s'enrichissent aujourd'hui nos études, c'est, précisément, d'accorder entre elles et de féconder l'une par l'autre tant de connaissances et d'aptitudes diverses.

1. Exception faite pour l'*Esquisse d'une histoire du régime agraire en Europe aux XVIII^e et XIX^e siècles* d'Henri Sée. Paris, Marcel Giard, 1921, in-8°.

Marquons brièvement les diverses parties dont il se compose. D'abord, une brève esquisse : comment le sol de la France a-t-il été par l'homme aménagé en champs, en prés, en vignes, conquis sur la végétation spontanée, la forêt et le marécage¹ ? A cette question répond le chapitre I, avec trois subdivisions : les origines (quelques pages seulement) ; les grands défrichements médiévaux (milieu du XI^e-fin du XIII^e siècle) ; les alternatives du XIV^e au XVII^e siècle. Simple mise en place.

Du sol ainsi aménagé, quel parti l'homme a-t-il su tirer : je veux dire quelle « agriculture », système bien lié de pratiques héritées, a-t-il instituée ou, plus exactement, perpétuée ? Car, ne l'oublions pas, l'histoire agraire est une histoire qui ne commence pas — puisqu'elle plonge par ses racines dans une préhistoire qui, souffrant dans l'oubli, nous a ôté tout moyen de saisir à leurs origines, non seulement des milliers de faits particuliers — l'établissement sur le sol de tous ces villages qui n'ont jamais cessé d'être habités par l'homme depuis 7 ou 8,000 ans — mais encore des faits généraux aussi importants que la diversité des systèmes agraires pratiqués, aujourd'hui encore, sur nos terroirs. C'est précisément la question des assolements ; c'est celle des régimes agraires : champs ouverts et allongés ; champs ouverts et irréguliers ; champs non ouverts, mais enclos — que pose le chapitre II, tout nourri de rapprochements avec les faits connus de l'étranger, tout illustré de plans du plus vif intérêt².

Mais entre la terre et l'homme qui la cultive s'interpose le réseau variable des droits de propriété. Le *sic vos non vobis* ne vaut pas que pour les abeilles virgiliennes. Dans le domaine considéré, la France, c'est essentiellement la question de la « Seigneurie » qui se pose à l'historien soucieux de reconstituer dans son développement, du haut Moyen Age à la révolution agricole des XVIII^e et XIX^e siècles, l'histoire de la vie rurale. Seigneurie qui a deux aspects : l'un qu'on étudie toujours, et qui est juridico-politique : le seigneur est un chef ; l'autre qu'on néglige habituellement et qui est spécifiquement économique : le seigneur est un exploitant. Deux chapitres se succèdent donc, l'un qui, de la seigneurie du haut Moyen Age, conduit le lecteur à la seigneurie du plein Moyen Age, de ce XIII^e siècle qui voit, par une révolution significative et grosse de conséquences encore mal mesurées, le seigneur se muer de grand propriétaire en simple rentier du sol ; le second qui, suivant de la fin du Moyen Age à la Révolution les transformations de la seigneurie, nous montre, à travers une série d'études riches en indications neuves sur les vicissitudes du servage, la crise des fortunes nobiliaires et la réaction des XVII^e et XVIII^e siècles — les seigneurs (parmi eux, nombre de bourgeois devenus maîtres de terres nobles) s'apercevant que, pour être à son aise, mieux que rentier du sol il convenait d'être propriétaire et de reconstituer une fortune terrienne qui allait s'émietter. De sorte

1. Rappelons ici l'excellente mise au point d'Albert Grenier, *Aux origines de l'économie rurale*, dans les *Annales d'histoire économique et sociale*, 1930.

2. Ces plans forment, à la fin du livre, un remarquable petit atlas qui illustre avec précision le texte et fournit des exemples frappants de défrichements forestiers, de soles, de champs ouverts et allongés ou de champs ouverts et irréguliers, d'enclos, etc. Tous ces plans, ou presque, illustrent pareillement des chapitres de notre histoire sociale. Rien de plus frappant que les deux fragments de plan intéressant le terroir de Monnerville (S.-et-O.), l'un, de 1699 à 1703 ; l'autre de 1831 : toutes les grandes parcelles existant déjà à la fin du XVII^e siècle se retrouvent, identiques, en 1831.

que, si, par impossible, la Révolution s'était faite non pas en 1789, mais en 1489, trois siècles auparavant, elle aurait livré la terre, nous fait remarquer M. Bloch, à peu près uniquement, à une foule de petits occupants ; tandis qu'en 1789, elle se trouve en présence d'une grande propriété patiemment reconstituée par trois siècles d'efforts pied à pied et qui, sans trop de dommages, traverse les troubles pour maintenir à la France un de ses caractères essentiels : celui d'un pays où partout se coudoient petite et grande propriété rurale. Jeu un peu schématique, tant qu'on se borne à manier ces mots abstraits : grande propriété, petite propriété, seigneuries, etc. Par-dessous, il faut mettre les hommes. Les hommes non pas isolés, mais groupés, soit en communautés familiales vivant sur les « manses », soit en communautés de villages précocement douées de fortes personnalités. Le chapitre v leur est consacré. Il met en excellente lumière, notamment, la diversité et l'opposition des classes dans ces sociétés rurales qu'on dit égalitaires, qui le sont en effet en esprit, mais qui, de très bonne heure, virent s'opposer aux laboureurs ayant attelages de labour, les « brassiers » n'ayant bête trahante, les « laboureurs de bras » comme on disait encore. Ceci, sans préjudice d'autres distinctions, à la fois très tranchées et très archaïques.

Assolements, systèmes agraires, propriété seigneuriale : pièces d'un système bien lié ; mais qui, comme tous les systèmes, se disloque avec le temps et finit par céder. Histoire connue, et en partie, par l'effort antérieur de Marc Bloch, cette histoire des progrès de l'individualisme agraire engageant la lutte, au XVIII^e siècle, contre les vieilles servitudes collectives : lutte, non pas seulement technique, mais sociale, s'il est vrai que la clôture, exigée comme condition nécessaire de la mise en défense et dispendieuse en un temps où la cherté du bois commençait à susciter des plaintes unanimes, aboutissait à une sorte de monopole des riches. En fait, un peu partout, ce furent les grands propriétaires, seuls capables de tirer profit d'une économie nouvelle fondée, à la fois, sur le progrès des communications, le développement de plaines à blé capables de nourrir les herbagers, et les besoins croissants des villes en nourriture carnée, qui plantèrent hardiment des haies autour de leurs prés. Une fois de plus, manœuvres, journaliers, « laboureurs de bras » des vieux textes, durent payer la rançon du progrès : résultat escompté par les riches, avides de main-d'œuvre à bon marché.

Analyse bien sèche et sommaire. Elle suffit à montrer — c'est tout ce que nous cherchons ici en ce moment — à combien de problèmes variés touche le livre de Marc Bloch. Problèmes que, souvent, il se trouve poser pour la première fois, sous une forme neuve. Car, sans doute, il s'appuie sur des monographies régionales déjà nombreuses et solides : thèses de nos géographes ou travaux d'historiens ; mais les premières, s'occupant essentiellement des réalités présentes, ne remontent en arrière qu'assez inégalement ; surtout, elles méritent souvent le reproche d'être trop indifférentes à certaines données essentielles de l'histoire rurale et, par exemple, de nous parler de l'effort humain sans sentir le besoin de l'encadrer dans ce régime seigneurial qui fut, pendant des siècles, la forme même des activités paysannes et des grandes entreprises rurales. Les seconds — et je suis à l'aise pour en parler, puisque, dans la liste qu'en dresse M. Bloch, figure le livre où, il y a vingt ans déjà, j'ai tenté de broser de la crise des fortunes seigneuriales et des insuffisances de la seigneurie comme moyen de « faire de l'argent » un tableau régional

précis — les seconds sont généralement limités dans le temps et dans l'espace; ajoutons que souvent encore ils montrent chez leurs auteurs un esprit plus juridique qu'économique. Or, l'un des grands mérites du livre de Marc Bloch, c'est son ampleur même de conceptions; c'est le fait qu'il couvre plus de vingt siècles d'une histoire extrêmement souple et fertile en vicissitudes. Par là, pour les géographes, pour les historiens, il est appelé à être, il sera bien longtemps un bréviaire indispensable, un des usuels de l'Histoire de France¹.

Maintenant qu'à chaque page le lecteur attentif, qui a quelque expérience personnelle de ce passé rural, sente monter en lui des souvenirs imprécis et éprouve le besoin, d'une note jetée en marge, d'accroître ou de restreindre, ou de modifier légèrement à la lumière de ses expériences telle ou telle affirmation, telle ou telle conclusion: voilà qui va de soi. Mais sachons résister au vain plaisir de chicaner sur des brouilleries. D'abord, parce que, critiquer un livre, c'est se placer en lui, et non hors de lui. Ensuite, parce que Marc Bloch nous a déjà répondu qu'il en prenait son parti: plutôt que de noter avec minutie certaines nuances locales, il entendait mettre l'accent sur quelques grands phénomènes communs; c'était risquer, nécessairement, de masquer l'importance des facteurs — il dit, simplement, « géographiques »; j'aimerais mieux « locaux » ou « régionaux », car la géographie n'intervient pas seule dans ces procès compliqués de différenciations. Et, encore une fois, s'il avait fallu que le livre fût « complet », dans quarante ans, en dix gros in-quarto, aurait-il jamais vu le jour?

Livre fécond, dans la mesure même où il est provisoire. Où, petit à petit, il sera pillé, digéré, absorbé, jeté dans le domaine commun et, par pans successifs, démantelé: sans doute. Mais il y a quelque chose qui de lui restera; quelque chose de grand et de durable: sa formule même. Ce dosage de technicité agricole, d'histoire textuelle, de comparatisme informé et prudent. Ici encore, on peut chicaner. J'aimerais peut-être, pour ma part, que l'homme, ce vrai sujet du livre et de l'histoire — l'homme qui est partout dans le livre de Marc Bloch — fût poussé plus ouvertement sur le devant de la scène, trop occupé parfois par des techniques ou des institutions. Affaire de présentation plutôt que de conception. Ne nous attachons qu'à l'essentiel. Lorsqu'il y a quelques années parut le beau travail de Des Marez sur la Colonisation franque et le régime agraire de la Basse-Belgique, on salua dans son auteur, unanimement, le créateur « d'un vaste système d'alliances », comme il disait, enroulant sous le drapeau de l'histoire l'archéologie, la géographie physique, la géographie humaine, le folklore et l'histoire du droit. Mise au point et élargissement d'une *Siedelungsgeschichte* sortie de son ornière. Or, qu'on

1. C'est pour cela que je regrette un peu la brièveté des indications bibliographiques fournies en tête du volume. Je pense, pour les livres français, aux étrangers — et pour les usuels étrangers, aux étudiants français. Citer Meitzen, Gradmann, Seebohm, Vinogradoff, etc. (p. xv), sans indiquer au moins leurs œuvres maîtresses, c'est du point de vue qui m'occupe en ce moment une erreur, et qui peut diminuer l'action du livre. Il y a tant à faire, et les moyens sont si rares! Il ne s'agissait pas de donner une bibliographie complète, naturellement: tâche déplacée, à la fois, et colossale; mais de doubler le nombre des usuels français; d'indiquer quelques vieux livres fondamentaux; d'ajouter aux titres quelques notes critiques — bref, de faciliter la prise de possession des idées et des faits visés dans le volume. Manque de place? Mais les pages xvii et xviii, qui sont blanches et qui auraient tant gagné à être noircies, me font deuil. — Pendant que j'y suis, je regrette pareillement l'absence d'un Index méthodique. Le livre est compact, et on n'y retrouve pas aisément ce qu'on cherche.

ne s'y trompe pas : le livre de Marc Bloch, sous nos yeux, opère une combinaison d'éléments plus simple, à la fois, et plus stable. Il marque l'avènement d'une histoire rurale qui, mitoyenne entre l'histoire de la technique agricole, du régime domanial et de l'évolution comparée des peuples européens, va devenir pour longtemps, il faut l'espérer, un des champs d'études les plus féconds du domaine historique, un de ces lieux de choix où pourront le plus aisément s'entendre, pour collaborer, les historiens soucieux des réalités, et les géographes curieux d'origines.

LUCIEN FEBVRE.

- I. — Léon DUBREUIL. *Histoire des insurrections de l'Ouest*. Paris, Éditions Rieder, 1929-1930. 2 vol. in-8°, 328 et 396 pages, 1 carte. Prix : 30 fr. chaque.
- II. — Émile GABORY. *L'Angleterre et la Vendée*. Paris, Perrin, 1930-1931. 2 vol. in-8°, 316 et 313 pages. Prix : 20 et 30 fr.
- III. — Charles LE GOFFIC. *La chouannerie*. Paris, Hachette, s. d. (1930). In-8°, 329 pages. Prix : 15 fr.

I. — L'ouvrage de M. Dubreuil se présente comme le premier d'une série de *Manuels d'histoire moderne*. On y trouvera un récit étendu et attrayant des insurrections contre-révolutionnaires de l'Ouest, jusques et y compris celle de 1832. L'auteur manifeste une connaissance approfondie de ces luttes souvent confuses et il a su rester clair, ce qui n'est pas un mince mérite. Nous ne saurions entrer ici dans le détail de l'exposé ; ce qu'on y retiendra probablement pour la discussion dans l'avenir, ce sont surtout les appréciations relatives aux généraux révolutionnaires, qui sont ordinairement favorables. Turreau, par exemple, qu'on accable presque toujours, se trouve ici défendu. La guerre, pense M. Dubreuil, aurait continué ou, si l'on préfère, se serait ranimée après Savenay, même si les faits reprochés à ce général ne s'étaient pas produits. On peut se demander pourtant si la méthode de guerre, prescrite par la Convention et appliquée par Turreau avec tant de rigueur, si explicables qu'en soient les motifs, n'a pas contribué à ranimer l'insurrection en réduisant au désespoir des populations découragées par le désastre de décembre 1793.

Mais nous nous attacherons de préférence aux parties de l'ouvrage où sont étudiées les origines de la guerre de Vendée. On y lira un très bon chapitre sur la question religieuse. M. Dubreuil montre fort bien qu'on fait retomber à tort sur la seule constitution civile du clergé la responsabilité de la rupture entre le clergé catholique et la Révolution. Une partie importante de ce clergé, qui avait été à peu près unanime à demander que la religion catholique demeurât religion d'État et qui admettait tout au plus — et encore ! — une certaine tolérance à l'égard des non-catholiques, fut profondément irritée qu'on eût proclamé la liberté de conscience, bien qu'on n'y eût pas ajouté la liberté des cultes. Un certain nombre de prêtres s'alarmèrent aussi de la suppression du clergé régulier ; d'autres se jugèrent également lésés par l'abolition de la dîme ; souvent maîtres en fait de leur paroisse jusqu'à la Révolution, beaucoup de curés furent mécontents de voir les paysans s'administrer eux-mêmes et d'être obligés de se confiner dans l'église. M. Dubreuil fait aussi une large place à l'histoire sociale : on retiendra son étude des classes sociales dans l'ouest de la France ; à la fin du second volume, elle reparait, dé-

bordant même le cadre de l'ouvrage, car l'auteur y trace une esquisse de l'évolution postérieure à 1832. Nous nous bornerons à regretter qu'il n'ait pas fait une place plus grande, en étudiant les paysans, à la mendicité, au vagabondage, à la contrebande et au brigandage ; il nous semble qu'à la frontière de la Bretagne le faux-saunage engendrait un trouble permanent qu'on ne retrouve pas au même degré dans la plupart des provinces ; de manière générale, l'existence d'une population errante, plus ou moins déracinée, qui entre pour une si grande part dans l'explication de la Grande Peur, a dû jouer un grand rôle dans l'extension de la révolte, dans l'apparition même de la chouannerie et dans la transformation ultérieure de l'insurrection en brigandage pur et simple.

Les auteurs favorables à la Vendée et à la chouannerie en rapportent toujours l'origine au sentiment religieux des populations. Bien entendu, ils sont bien obligés de mettre hors de cause la proclamation de la liberté de conscience, qui n'avait guère d'importance pour les campagnes de l'Ouest, ainsi que l'abolition de la dime, à laquelle les Vendéens ont applaudi comme les autres. M. Dubreuil est bien loin de nier l'influence de la prédication des réfractaires, mais il ne pense pas que ce soit la seule cause du soulèvement. Nous ne le pensons pas non plus ; il nous semble même qu'il aurait été bon de décrire la déportation des réfractaires en septembre 1792 : les paysans vendéens ne se sont pas levés pour défendre les « bons prêtres ». Quant à leurs sentiments royalistes, ils sont assurément plus problématiques encore. M. Dubreuil signale, avec raison, l'importance prépondérante de la déception que causa aux paysans la timidité des réformes de la Constituante, notamment en ce qui concerne les droits féodaux, et surtout de l'irritation qu'ils conçurent lorsqu'ils virent leurs charges augmenter après la déclaration de guerre. Leur attitude, en tout ceci, n'a rien d'original. Comme les paysans de toutes les autres régions, ils acceptaient bien de jouir des avantages procurés par la Révolution, mais ils en répudiaient les charges. A cet égard, étant donnée l'horreur qu'avait toujours inspirée la milice, il apparaît que la levée des 300,000 hommes a joué un plus grand rôle que M. Dubreuil ne semble lui en attribuer ; ce ne fut pas un prétexte, mais bel et bien une cause essentielle ; comme elle suscita partout la même réaction, l'insurrection vendéenne de mars 1793 n'a pas l'originalité qu'on pourrait croire. Nous pensons donc que le paysan vendéen se souleva, non pour défendre le prêtre réfractaire ou venger le roi, mais pour se soustraire aux exigences du pouvoir central. Les troubles n'auraient pas eu plus d'importance qu'ailleurs si la région avait été garnie de troupes, comme l'étaient par exemple la région d'Hazebrouck ou l'Alsace. Ce qui en a favorisé l'extension, ce n'est pas tant peut-être la nature du pays et le nombre des errants et des faux-sauniers que la situation géographique de l'Ouest, qui se trouvait le plus éloigné des frontières terrestres où les armées étaient concentrées.

J'incline à croire que nous tomberions facilement d'accord, M. Dubreuil et moi ; il s'agit surtout de mettre l'accent sur telle ou telle des causes qu'on attribue à l'insurrection. Mais je dois avouer qu'il n'en va pas de même de la thèse essentielle du livre. Selon M. Dubreuil, l'insurrection serait demeurée sporadique et sans conséquence, si elle n'avait été méthodiquement préparée et organisée par la noblesse avec le concours du clergé. Il est bien certain que les nobles du Poitou ont ourdi plusieurs trames révolutionnaires en 1791 et en 1792 : elles auraient survécu aux premiers échecs. Les conspirateurs se seraient trouvés aussi en rapport avec ceux des autres régions de la France, dont M. Vingtrinier a décrit en partie les efforts,

et notamment avec la conjuration de La Rouerie. M. le marquis de Roux avait déjà signalé les liaisons qui s'étaient établies entre les nobles du Poitou et ceux de Lyon. Il y a des présomptions dans tout cela. J'ai été surpris que M. Dubreuil n'ait pas fait état, sauf erreur, du fait signalé par M. Rousseau dans sa biographie de Paillierne, le chef chouan : il franchit la Loire, le 9 mars, pour passer en Vendée et prendre part aux troubles. C'est bien tôt, s'il n'y avait pas concert. Malgré tout, il n'y a que des vraisemblances. En admettant même que la conspiration nobiliaire ait été une réalité, je ne crois pas que l'insurrection des paysans contre la levée ait été suscitée par elle : évidemment, des nobles et des prêtres ont dû contribuer à la fomenter en excitant le mécontentement des paysans ; ensuite, ils l'ont exploitée et en ont pris la direction. Mais, sans eux, elle aurait éclaté tout de même. La question est capitale pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire sociale et elle fait le grand intérêt de l'ouvrage de M. Dubreuil.

II. — Celui qui s'attache aux deux volumes de M. Gabory est d'une autre nature. On sait que M. Gabory a déjà consacré plusieurs ouvrages à la Vendée et qu'il l'a étudiée dans un esprit de sympathie qui est tout opposé à celui de M. Dubreuil, mais avec le même souci de probité historique. Il a entrepris cette fois d'élucider deux problèmes qui n'ont cessé de passionner les historiens catholiques et royalistes des troubles de l'Ouest : il s'agit d'abord des rapports des insurgés avec l'Angleterre, qu'on accuse de duplicité et même de félonie, car elle serait allée jusqu'à vouer les émigrés à l'extermination en les envoyant à Quiberon ; en second lieu, c'est l'attitude du comte d'Artois qui en est cause ; on sait que, débarqué à l'île d'Yeu, il s'abstint de gagner le continent et s'en excusa en alléguant que les Anglais l'avaient rappelé et mis hors d'état de réaliser son dessein. M. Gabory a pensé avec raison que la solution devait être recherchée dans les archives anglaises et il les a explorées avec une diligence dont témoigne un précieux appendice bibliographique. Il a porté ainsi à la légende anglophobe des coups fort rudes : l'Angleterre, à son avis, a servi loyalement la cause des émigrés. Mais il n'en résulte pas qu'elle les ait servis avec ardeur et surtout avec habileté. Sur ce point, il semble que M. Gabory aurait pu insister davantage ; il est certain que Pitt a négligé la Vendée en 1793 pour s'occuper de Toulon, des Pays-Bas et des Antilles ; l'incapacité de Windham en 1795 n'est guère moins évidente ; en outre, c'est un fait, et un fait caractéristique, que l'Angleterre a refusé d'engager ses propres troupes dans l'aventure de Quiberon et qu'elle n'a pas su donner à l'expédition un commandement approprié. Windham, ayant d'abord désigné Puisaye, lui adjoignit d'Hervilly, en stipulant que ce dernier prendrait le commandement des troupes à bord, dans le cas où Puisaye aurait débarqué avec une avant-garde. M. Gabory attribue ce revirement aux efforts de l'Agence de Paris, laquelle représentait le comte de Provence et contraignait systématiquement l'action du comte d'Artois ou, plus exactement, de sa coterie. Mais la commission qui fut délivrée à d'Hervilly ne comportait pas de réserve, en sorte qu'il se trouva le chef légal de l'expédition, alors que Puisaye s'en croyait toujours le maître. Comment expliquer que les bureaux anglais aient commis pareille bêtise ? M. Gabory pense que les affidés de l'Agence de Paris y ont trouvé des complices. L'hypothèse n'est pas invraisemblable, mais ce n'est qu'une hypothèse, et il est à craindre que les partisans de la légende antianglaise se refusent à l'adopter. Quant à nous, il ne nous paraît pas évident que la responsabilité de Windham soit absolument hors de cause ; d'accord avec M. Gabory pour exclure

la félonie, nous inclinerions à croire que la faiblesse et la maladresse du ministre britannique ont été plus grandes qu'il ne le pense. Pour ce qui concerne le comte d'Artois, ce sont les archives de Chantilly qui ont procuré à M. Gabory le document-massue. Dans une lettre au prince de Condé, écrite le 28 octobre 1796, après son arrivée à Londres, le comte avoue qu'il a lui-même demandé au gouvernement anglais de le rappeler et qu'il a envoyé à cet effet le duc de Bourbon (p. 118). Le débat, sur ce point, est clos sans conteste.

III. — Le livre de M. Le Goffic est un récit alerte et plein d'agrément des troubles de l'Ouest au nord de la Loire depuis la conspiration de La Rouerie jusqu'au Consulat. L'auteur les rapporte essentiellement à la question religieuse. Cependant, là non plus, la déportation des réfractaires en 1792 ne souleva pas les populations et pas davantage la reprise des poursuites après le 18 Fructidor. D'autre part, M. Le Goffic ne paraît pas attacher assez d'importance à l'intensité de la répression : en 1793, le mouvement a été rapidement étouffé parce qu'en Bretagne des représentants qui étaient présents, soutenus par les villes plus nombreuses qu'en Vendée et résolument patriotes, ont agi avec décision ; si la chouannerie a recommencé, c'est seulement à la faveur de la réaction thermidorienne, qui a désorganisé le gouvernement ; dès que Bonaparte eut rétabli les procédés expéditifs de l'an II et rendu au commandement la vigueur qu'il avait perdue depuis thermidor, la chouannerie s'effondra. Le rôle de l'étranger aurait dû aussi être placé en meilleure lumière : si la chouannerie a repris en 1799, ce fut tout à la fois pour aider la coalition et pour profiter de ses succès. On rencontre dans ce livre quelques erreurs surprenantes : Cormatin est constamment appelé Cormartin et Windham est travesti en Wendham.

G. LEFEBVRE.

W. H. MORELAND. Relations of Golconda in the early seventeenth century.

Works issued for the Hakluyt Society. Second series. Vol. XVI. Issued for 1930. Londres, in-8°, LI-109 pages, 1 index et 2 cartes. Prix : 1 £ 5 s.

Ce volume est composé de trois relations de voyage qui décrivent le royaume de Golconde pendant le premier quart du XVII^e siècle : relation anglaise de William Methwold, relation hollandaise d'Antony Schorer et relation hollandaise anonyme, dont l'auteur est vraisemblablement Pieter Gielisz van Ravesteijn. Les deux dernières sont données ici, non dans leur langue originale, mais sous forme de traduction en anglais.

Né dans le Norfolk en 1590, William Methwold entra à la Compagnie des Indes orientales et partit en 1615 avec le grade de « chief merchant » pour Surat. Pendant deux ans, il voyagea dans un but commercial et visita la côte de Malabar, Sumatra et Bantam à Java. De 1618 à 1622, il résida à Masulipatam avec le titre de « Principall of the Coast of Choromandell ». Revenu en Angleterre en 1623, ce fut seulement en 1633 qu'il repartit pour l'Orient. Il séjourna jusqu'en 1639 à Surat en qualité de « President » du Comptoir de la Compagnie des Indes. Puis, en Angleterre, il fit le commerce pour son compte, non sans faire profiter sa Compagnie de

son expérience. Devenu riche, il acheta Hale House, avec des terres, à Kensington, qui était alors en pleine campagne¹.

L'ouvrage de Methwold, intitulé *Relations of the kingdom of Golconda and other neighbouring Nations within the gulfe of Bengala, Arreccan, Pegu, Tannassery, etc.*, fut publié par Samuel Purchas dans son *Pilgrimage* (1613-1626). Il eut les honneurs d'une traduction française, qui fut insérée dans les *Divers voyages curieux* de Thevenot (1663-1672), et d'une traduction en hollandais.

Malgré toutes ses recherches, M. W. H. Moreland a recueilli peu de renseignements biographiques sur Antony Schorer, l'auteur de la seconde relation sur Golconde. Nous savons seulement qu'il résida de 1609 à 1614 au Comptoir de la Compagnie néerlandaise des Indes orientales. De Masulipatam, Schorer paraît être revenu aux Pays-Bas en 1616. Sa relation, jusqu'ici inédite, figure dans le tome I (1616) de la série intitulée : *Overgekomen brieven en papieren*, conservée aux Archives royales de La Haye.

La troisième relation figure dans la collection de récits de voyages intitulée : *Begin en de Voortgangh*, « Origine et progrès » de la Compagnie néerlandaise des Indes orientales. Une suite de déductions permet à M. Moreland d'avancer que l'auteur fut Pieter Gielisz van Ravesteyn, facteur de seconde classe au Comptoir de Nizampatam (au sud de Masulipatam), de 1608 à 1614.

Des trois relations, celle de Methwold est de beaucoup la plus importante. La ville de Golconde, écrit-il, est une des mieux partagées de l'Inde pour la douceur de l'air, les eaux et la fertilité du sol. Le roi est, en éléphants et en joyaux, un des plus riches de l'Inde. Il est musulman et, avec ses alliés, en état de perpétuelle défense à l'égard du Grand-Mogol. Methwold décrit la religion, les mœurs des habitants, les mines de diamants du pays. Pieter van Ravesteyn s'étend principalement sur les mœurs des habitants de Golconde, tandis que c'est Masulipatam, son administration et son commerce que décrit Schorer.

M. W. H. Moreland a fait précéder les Relations d'une excellente Introduction sur l'histoire du royaume de Golconde et sur les entreprises des Européens dans l'Inde au début du XVII^e siècle. Il a éclairé les textes au moyen de nombreuses notes.

Portugais, Hollandais, Anglais s'étaient établis sur la côte de Coromandel. Les relations entre ces trois groupes de commerçants rivaux furent loin d'être toujours cordiales. Mais, en 1619, une convention fut signée en Europe, moyennant laquelle la Compagnie hollandaise et la Compagnie anglaise se partageraient le commerce et réuniraient leurs forces pour la défense commune. En 1635, Methwold négocia avec le vice-roi, à Goa, un traité entre le Portugal et l'Angleterre.

En 1620, la Compagnie danoise des Indes orientales obtint une concession à Tranquehar. Quant à l'établissement des Français, il fut beaucoup plus tardif.

M. Moreland termine son intéressante Introduction par un paragraphe sur la toponymie, notamment sur l'origine du nom du royaume de Golconde. Il écarte la forme *gul-kwanda*, « rose-named », et *galikonda*, « the hill of tempests », et se range

1. Notons, à titre de curiosité, que Hale House s'élevait en un point où passe maintenant la rue de Queen's Gate. La demeure de Methwold était donc située à proximité de l'emplacement actuel de la Maison de l'Institut de France, fondée par le baron Edmond de Rothschild.

à la forme « shepherd's hill » de golla (berger) et konda (colline), plus prosaïque, mais qui lui semble plus probable.

Henri DEHÉRAIN.

Gilbert CHINARD. *The letters of Lafayette and Jefferson*, with an introduction and notes. Baltimore, the Johns Hopkins Press. Paris, « Les Belles Lettres », 1929. In-4°, xiv-443 pages ; reproduction du *La Fayette* de Houdon ; 1 fac-similé. Prix : 38 s.

Le professeur de l'Université Johns Hopkins publie un nouveau recueil de documents qui sera le bienvenu pour tous ceux qui s'intéressent aux relations franco-américaines et à l'histoire de la Révolution française. Il s'agit des lettres échangées par Jefferson et La Fayette, de 1781 à 1826, et conservées à la *Library of Congress* et à la *Virginia State Library*. Elles sont magnifiquement éditées et accompagnées de notices qui en résument l'essentiel. Les biographes de Jefferson et de La Fayette, ainsi que les historiens de la période y trouveront beaucoup à prendre.

Les historiens de la Révolution s'intéresseront particulièrement à tout ce qui concerne le rôle de Jefferson dans la vie du parti patriote jusqu'à son départ, à la fin de septembre 1789, et surtout dans l'élaboration de la déclaration des droits de l'homme. Dès le 12 janvier 1789, Jefferson envoie à Madison deux projets, dont l'un est de La Fayette et se trouve reproduit p. 136. M. Chinard en a retrouvé un autre, non daté, annoté au crayon par Jefferson, et il l'a reproduit en fac-similé : c'est le projet qui a été présenté à la Constituante par le marquis, le 11 juillet 1789. Jefferson avait conseillé de supprimer la propriété dans l'énumération des droits naturels, parce qu'il la regardait comme d'origine sociale ; il avait supprimé aussi « le soin de son honneur » : ceci lui paraissait évidemment rappeler trop exactement la conception de Montesquieu, qui fait de l'honneur le sentiment conservateur de la monarchie absolue. Si l'on s'en rapporte au texte publié dans le *Moniteur*, La Fayette n'a pas accueilli ces corrections. Au contraire, il a donné satisfaction au désir exprimé par son ami de voir modifier la rédaction de l'article relatif à la séparation des pouvoirs. M. Chinard remarque en outre que, dans le projet de La Fayette, la revision de la Constitution est justifiée par « le droit des générations qui se succèdent », passage que la Constituante n'a pas retenu, et que c'est là une idée favorite de Jefferson, d'après des textes postérieurs : la question est de savoir si elle lui a été imposée par La Fayette ou si le contraire n'est pas plutôt vrai.

Dans l'ensemble, M. Chinard estime (p. 82) que la Déclaration du 26 août 1789 a plus de points communs avec le projet de La Fayette annoté par Jefferson qu'on ne le dit communément. On en convient ; ainsi se précise le lien de filiation entre la Déclaration française et les idées américaines. La première n'est pas un centon d'articles découpés dans les diverses constitutions des États, comme le voulait Jellinek. Le projet de La Fayette, approuvé par Jefferson, qui lui a servi de base, était l'expression d'une pensée vivante, commune à ces deux hommes qui, en la circonstance, incarnaient l'opinion révolutionnaire de leurs pays respectifs ; leur collaboration est une sorte de symbole de l'influence que l'Amérique a exercée sur la France ; mais elle a aussi une valeur historique précise : cette influence, en ces

jours-là, s'est exercée non seulement d'opinion à opinion par une sorte d'osmose, mais de manière directe par l'intermédiaire de Jefferson et de La Fayette sur l'Assemblée qui tenait en mains le sort de la Révolution. On le soupçonnait assurément, puisque le Comité de constitution avait invité Jefferson à prendre part à ses délibérations, mais la preuve est ici démonstrative.

Toutefois, l'autonomie relative du mouvement français n'en est pas diminuée pour cela. Les idées de La Fayette n'étaient pas uniquement d'origine américaine. C'est bien lui qui a rédigé le projet ; les Constituants l'ont discuté et développé sur plusieurs points conformément à leurs vues propres et aux besoins particuliers de la France. Un trait paraît plus particulièrement intéressant, que M. Chinard aurait pu mettre en lumière : le projet de La Fayette ne parle guère de l'égalité que dans l'article 1^{er} : la nature a fait les hommes libres et égaux. La Constituante a fortifié et précisé la formule : les hommes naissent et demeurent libres et égaux *en droits* ; de plus, elle est revenue sur l'égalité civile à l'article 6 et a précisé que tous les citoyens étaient également admissibles à tous les emplois publics. Il ne paraît pas douteux que Jefferson et La Fayette, convaincus, de par leur origine même, qu'ils joueraient dans la société nouvelle un rôle de premier plan, ainsi que les hommes de leur classe, attachaient moins d'importance à la notion d'égalité qu'à la notion de liberté. Or, l'idée égalitaire est précisément le caractère original de la Révolution française.

On attachera aussi un certain prix aux lettres relatives à l'Empire où se révèle clairement l'attachement persistant de La Fayette aux idées libérales.

Enfin, dans son introduction, M. Chinard éclaircit un point curieux de la biographie du général ; il montre que les États-Unis l'ont secouru dans sa détresse au retour des prisons autrichiennes : le Congrès lui concéda, en 1803, 11,520 acres de terre et Jefferson s'occupa de les faire assigner aux portes de la Nouvelle-Orléans. La Fayette les revendit à une compagnie anglaise et, en 1811, il attesta qu'il se trouvait débarrassé du fardeau de ses dettes, grâce aux États-Unis.

La préface présente le volume comme le premier d'une série qui a d'assez vastes ambitions. Il s'agit d'examiner comment les différentes nations se sont formé des nations étrangères une image conventionnelle. Il s'agit aussi de montrer que des hommes tels que Jefferson et La Fayette, sans être exempts de préventions à cet égard et sans abandonner leurs préférences pour leur civilisation d'origine, ont pu cependant s'aimer et se sont toujours soigneusement abstenus, dans leur correspondance, de toute critique qui pût témoigner de leur orgueil national. Il s'agit enfin de réagir contre le matérialisme économique en rappelant que les préjugés nationaux — et tout ce qui les atténue chez les vrais civilisés — exercent une grande influence sur l'histoire du monde. M. Chinard paraît avoir de l'interprétation économique de l'histoire une idée un peu étroite, mais tout le monde conviendra que l'entreprise qu'il annonce rendra les plus grands services.

G. LEFEBVRE.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Antiquité. — F. G. GORDON. *Through Basque to Minoan. Transliterations and translations of the Minoan tablets* (Londres, Humphrey Milford, 1931, in-4°, 84 p.; prix : 10 s.). — Voilà une nouvelle tentative d'essai pour éclairer le problème de la langue basque. Cette fois, l'auteur propose à notre curiosité de prétendus rapports entre le basque et le minoen ; il donne une traduction du fameux disque de Phaestos et d'un certain nombre de tablettes. En lisant ces effarantes traductions, publiées avec tant de soin par les Presses universitaires d'Oxford, on hésite entre la folie ou la mystification.

Raymond LANTIER.

— A. V. BYVANCK. *Excerpta romana. De bronnen der Romeinsche Geschiedenis van Nederland* (La Haye, Martinus Nijhof, 1931, 1^{re} partie : *les Textes*, gr. in-8°, xviii-590 p., 1 fac-similé). — Ouvrage considérable, dont l'objet est de mettre sous les yeux du lecteur les extraits des auteurs romains et grecs concernant l'histoire néerlandaise à l'époque romaine. On y trouvera 131 notices et, pour chacune d'elles, M. Byvanck, qui est professeur à l'Université de Leyde, a donné, avec autant de précision que de sobriété, tout ce qu'il est nécessaire de savoir sur la vie des auteurs, sur les manuscrits, les sources et la bibliographie. Chaque extrait est suivi des variantes fournies par les manuscrits et d'un commentaire. Les œuvres de Tacite ont fourni le plus gros morceau du livre, puisque le texte et l'apparat critique occupent près de cent pages (p. 183-280) ; citons encore, pour exemple, Cassius Dion, p. 344-358 ; l'empereur Julien, p. 403-409, Ammien Marcellin, p. 422-437 ; Orose, p. 464-474 ; le code théodosien, p. 475-480 ; Grégoire de Tours et Frédégaire, p. 525-539 ; la *Notitia dignitatum*, p. 562-573, etc. La carte qui est à la fin du volume reproduit la partie de la table de Peutinger relative à la Hollande. Ce Guide ne tardera pas à se trouver dans toutes les bibliothèques d'étude, en dehors même des Pays-Bas.

France. — Signalons, dans la « collection des Classiques français du Moyen Âge » publiés sous la direction de M. Mario Roques (Honoré Champion, 1931), les textes suivants : n° 66. *Le Charroi de Nîmes*, chanson de geste du xii^e siècle, par J.-L. PERRIER (œuvre anonyme composée dans l'Ile-de-France ; elle intéresse l'histoire littéraire en ce qui concerne la formation du cycle de Guillaume d'Orange. viii-77 p. ; prix : 6 fr.). — N° 67. *Le roman du comte d'Anjou*, par Jehan MAILLART, publ. par Mario Roques (l'auteur est peut-être le même que « mestre Jehan Maillart », qualifié en 1311 de chanoine de Tournai. Le roman ne repose sur aucune base historique ; en 8,156 vers, il décrit la vie bourgeoise et même populaire plutôt que la vie seigneuriale. Dans l'index, on remarquera les renvois à tous les passages intéressant l'histoire des vêtements, de l'habitation, des institutions, des coutumes, etc. xxiv-301 p. ; prix : 20 fr.). — N° 68. *Le jeu de sainte Agnès*, drame provençal du xiv^e siècle, édité par Alfred JEANROY, avec la transcription des mélodies par

Th. GÉROLD (xxii-81 p. ; prix : 10 fr.). — N° 69. *La résurrection du Sauveur*, fragment de jeu, édité par Jean Gray WRIGHT (c'est probablement « le premier exemple en français des jeux de la Résurrection nés des offices latins de Pâques qui devaient atteindre leur plus complet développement dans le grand mystère de Jean Michel joué à Angers en 1486 ». xvi-22 p. ; prix : 8 fr.).

— Brian WOLEDGE. *L'« âtre périlleux »*. *Études sur les manuscrits, la langue et l'importance littéraire du poème, avec un spécimen du texte* (Paris, E. Droz, 1930, in-8°, 134 p. ; prix : 24 fr.). — L'« âtre périlleux » est un roman arthurien du milieu du xiii^e siècle. Gauvain, désigné par le roi Arthur pour protéger une demoiselle, poursuit son ravisseur. La nuit il repose dans un cimetière (l'âtre périlleux) où il combat un diable ; puis la poursuite continue et l'auteur brode sur ce thème une série d'aventures déjà banales. Ce petit roman n'est pas sans intérêt à cause des nombreuses légendes que l'auteur a connues. M. Brian Wolegge a classé, peut-être un peu sommairement, les trois manuscrits conservés ; il en a consciencieusement étudié la langue et il a montré dans l'étude des sources une connaissance de la littérature arthurienne qui fait bien augurer de l'édition dont il nous présente un spécimen de cinq cents vers.

Robert MARICHAL.

— Félix-V. MAGNE. *La reine Aliénor, duchesse d'Aquitaine* (Firmin-Didot, 1931, 201 p. et 5 planches ; prix : 25 fr.). — Livre qui appartient au genre de l'histoire romancée ; il se lit avec plaisir, car il est joliment écrit, trop joliment même. Les historiens de profession n'y trouveront rien à glaner, même dans la bibliographie sommaire qu'on trouve à la fin. Par contre, ils auront çà et là des surprises ; ils se demanderont, par exemple, ce que peut être l'œuvre d'un « poète anglais Dickenson (sic) », mentionné p. 110, ou, mieux encore, quel est le chroniqueur dont l'auteur rapporte, p. 58, cinq lignes sous le nom d'« Ubrigens », mot de la langue allemande qui se traduit en français par l'adverbe « d'ailleurs ». Il importe peu d'ailleurs dans l'espèce. Quant à l'origine du nom d'Aliénor, M. Magne pouvait se dispenser d'en proposer une solution nouvelle après les tentatives stériles faites par Alfred Richard et Paul Meyer (*Rev. histor.*, t. XC, p. 77 et 340).

Ch. B.

— Pierre ENIM. *La sublime épopée de Jeanne d'Arc. Son 5^e centenaire* (Figuière, 1931, 220 p. ; prix : 15 fr.). — L'auteur, qui est conseiller à la Cour d'appel de Pondichéry, s'est trompé d'adresse en nous envoyant « en hommage particulier » ce volume où l'histoire de Jeanne d'Arc est mise en vers et, par malheur, en vers dont le moins qu'on puisse dire c'est qu'il n'en jaillit pas la moindre étincelle poétique. L'intention seule est louable.

Ch. B.

— André SAVIGNON. *Saint-Malo nid de corsaires* (Paris, Renaissance du livre, 1931, in-12, 263 p. ; prix : 15 fr.). — Encore un livre qui s'est trompé d'adresse, puisque, essentiellement œuvre de littérature (d'ailleurs très joliment écrite, étant de M. Savignon), il rappelle le mot amusant du père Dumas : « l'histoire est un clou auquel j'accroche mes tableaux », car l'histoire y est en partie romancée (chap. xi et plus encore le long chap. viii¹), en partie et surtout poétisée². Mais, et c'est

1. Trois pages auparavant (p. 138) il s'explique à cet égard : « Et pour mieux me pénétrer du cadre et du mécanisme de la vie [corsaire] d'autrefois, ma fantaisie propose, à mon goût du rêve, mille et un petits tableaux rétrospectifs qui surgissent de je ne sais trop où. »

2. Les deux premiers chapitres le sont en entier. — Ajoutons que le deuxième, plus encore le troisième (sur J. Cartier) sont hors du sujet.

pourquoi on en dira quelques mots ici, l'auteur y manifeste à diverses reprises un esprit de critique scientifique. Il y a du mérite, attendu qu'il habite Saint-Malo; qu'il a écrit pour une « collection » intitulée « L'épopée de la terre de France », à l'adresse du « grand public », lequel s'intéresse de préférence aux légendes qui flattent ses goûts.

Je noterai seulement trois constatations principales. P. 71 : à dater du ^{xv}e siècle, « les législateurs intervinrent... ; en créant en bonne et due forme des lettres de marque et de représailles, ils *légalisent une fois pour toutes la piraterie* [l'auteur souligne]. Mais la piraterie est quelque peu policée et sait « montrer plaisant visage » : c'est « la course ». — Voir aussi p. 66 (les deux derniers alinéas), 91 (première moitié), 104, 118, 170, 173, 188-189, 200, etc. — Au sujet des ambitions de Louis XIV visant à « l'empire des mers », M. Savignon estime (p. 101) que de cette entreprise « il ne restera qu'une poussière, la gloire », et il insiste sur le mot *une poussière*. — Enfin, les dernières lignes du volume achèvent de montrer que, s'il a fréquemment, au cours du livre, chanté des « exploits guerriers », il ne se fait pas la moindre illusion à leur égard, ni à l'égard de qui les provoque, de qui les admire, de qui ne réagit pas. Rappelant, en effet (p. 263), une parole ministérielle anglaise qui fut célèbre : « Le dernier soldat recueillera le succès et celui-là aura le dernier soldat, qui aura le dernier écu », M. Savignon écrit : « Parole dont on appréciera sans doute l'amère vérité aussi longtemps que les hommes seront hommes, c'est-à-dire méchants¹ ».

LÉON VIGNOLS.

— Anne-Marie GASZTOWTT. *Pierre Lasserre, 1867-1930* (Le Divan, 1931, 99 p.; collection Saint-Germain-des-Prés). — Cette mince plaquette, œuvre d'une ancienne élève de P. Lasserre, témoigne de l'influence et de la séduction qu'exerçait sur tous ceux qui l'approchaient cet esprit si vigoureux et si richement doué. Avec pitié et intelligence, le critique, le romancier, le musicien et le philosophe sont rapidement caractérisés. Ce n'est pas une biographie complète, encore moins — ce qui eût été si intéressant — une étude de l'évolution qui conduisit l'auteur du *Romantisme français*, théoricien de l'*Action française*, à ces remarquables articles des *Nouvelles littéraires*, réunis récemment dans *Mise au point*², où il fait profession d'un si large libéralisme. On regrettera surtout que l'auteur ait évité toute allusion à la pensée religieuse de P. Lasserre.

M. C.

— Dans une brochure sur *Le duc François II et l'alliance anglaise* (Rennes, Impr. commerciale de Bretagne, 1930, 21 p.), M. B.-A. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ a résumé ce qu'il avait déjà exposé tout au long dans sa thèse de doctorat (cf. *Rev. histor.*, t. CLXVI, p. 351 ; il y reprend dans un raccourci mieux éclairé la question

1. P. 209, l. 9, au lieu de « Fustic », écrire *fustok*, et expliquer en bref : c'était le « bois jaune », très employé en teinture, abondant surtout au Brésil. — Même page, l. 13, au lieu de « sucre masconade », il faut lire *moscouade* (sucre brut).

Si l'auteur retouchait son œuvre, il ne saurait trop se défier de Cunat, écrivain aussi justement discrédité que l'abbé Manet (« le père des erreurs malouines », si nombreuses, disait Jôüon des Longrais), et dont Cunat n'est souvent que le démarqueur. Suivre Étienne Dupont, c'est bien ; mais il serait mieux encore de se reporter aux sources où il a puisé et qui sont presque toutes des ouvrages de première main — surtout à la partie (p. XLIX à CXVII) de l'introduction au tome III de l'*Inventaire des archives du Finistère*, par M. Bourde de La Rogerie, qui est relative à la Course maritime ; cette introduction est un ouvrage de grande valeur.

2. Paris, L'Artisan du livre, 1931, 121 p.

si obscure concernant la nature de l'hommage dû par les ducs de Bretagne au roi de France. Il explique une fois de plus comment le duc François II a pu, sans forfaiture, conclure à plusieurs reprises avec l'Angleterre une alliance même offensive contre son suzerain le roi de France.

— *Encyclopédie départementale des Bouches-du-Rhône*; t. IV, 2^e volume : *Dictionnaire biographique des origines à 1800*, par Paul MASSON (Paris, H. Champion, et Marseille, Archives départementales, 1931, gr. in 8°, XL-515 p.). — On ne saurait trop louer l'admirable abnégation de M. Paul Masson, qui a assumé, à peu près sans collaboration¹, la tâche d'élaborer cet ingrat, mais si utile travail. Combien d'ouvrages de toutes sortes a-t-il dû consulter ! On en jugera par l'index des abréviations qui se trouve en tête du volume. Puis l'auteur a mis à profit les recherches personnelles qu'il poursuit depuis tant d'années, principalement sur le domaine de l'histoire économique. On trouvera dans le *Dictionnaire biographique*, qui théoriquement s'arrête à 1800, plus de 8,000 noms, dont la plupart appartiennent à l'époque moderne (xvi^e, xvii^e et xviii^e siècles). Chaque article est suivi d'une bibliographie précise. M. Masson a adopté pour principe de réduire au minimum les notices relatives à des personnages illustres, qui trouvent place dans les biographies générales, comme Mirabeau, Puget, l'abbé Raynal. Il ne se dissimule pas que le choix des noms est toujours forcément un peu arbitraire. Dans son Avant-propos, il fait une remarque fort intéressante, c'est que le nombre des artistes et hommes de lettres a été plus considérable à Marseille qu'à Aix, en dépit du lieu commun qui veut que l'on oppose le foyer de négoce et d'activité économique au foyer aristocratique et intellectuel. Marseille, comme d'autres grands centres économiques, s'est distinguée tout aussi bien par la vie de l'esprit.

Henri SÉE.

— *La Normandie dans les souvenirs du passé*, par M. Henri PRENTOUT (Les éditions Rieder, 1931, 100 p. et 40 planches ; prix : 20 fr.), est en quelque sorte une histoire de la Normandie par l'image, et c'est par l'image qu'elle attire tout d'abord l'attention. Elle séduit par le nombre et le choix raisonné des photographies, qui représentent des paysages, des monuments célèbres, des scènes de la vie privée et publique, des documents écrits : chartes et manuscrits historiés, etc. Mais l'auteur n'oublie pas qu'il est avant tout historien et que l'histoire est bâtie sur des textes ; aussi a-t-il fait imprimer tout au long un passage des Commentaires de César ; l'inscription de Thorigny, le texte latin de la vie de saint Paër (Paternus), par Fortunat ; le récit de la mort de Guillaume Longue-Épée, texte et traduction ; des passages caractéristiques du roman de Rou ; la prise de Caen en 1417 d'après les *Gesta Henrici V*, texte et traduction ; une carte montrant la formation du département de la Seine-Inférieure, etc. Il y a plaisir et profit même à feuilleter rapidement ce charmant petit livre.

Ch. B.

— J. NOUAILLAC. *Histoire du Limousin et de la Marche* (Boivin et C^{ie}, 1931, 275 p. et XVI planches ; prix : 18 fr.). — Ce livre prend place dans la collection « Vieilles provinces de France », qui en compte d'excellents. L'auteur s'est efforcé de montrer l'originalité de sa province, sa civilisation brillante aux xii^e et xiii^e siècles, et pendant la Renaissance. Il étudie le morcellement féodal (pour

1. Cependant, pour les biographies arlésiennes, il a reproduit les notices qu'avait rédigées M. Emile Fassin, dès avant 1914.

lequel une carte eût été bienvenue) et le travail de centralisation opéré par la monarchie absolue, qui s'achève en 1738 par la réduction de la dernière enclave féodale, la vicomté de Turenne. Un chapitre est consacré aux papes limousins et un autre aux intendants du XVIII^e siècle. Les pages réservées au XIX^e siècle sont un peu trop souvent un palmarès des illustrations de la province ; on ne lit pas sans surprise que le département de la Haute-Vienne a toujours été un département de « ratification », successivement et avec une égale absence de passion, bonapartiste, légitimiste, orléaniste et républicain, attaché à la formule « Juste milieu », « ni réaction, ni révolution ». En tout cas, il aurait été intéressant d'expliquer sous quelles influences cette apathie politique a pris fin.

M. C.

— *Textes d'histoire lorraine du VI^e siècle jusqu'à nos jours* (Nancy, impr. Georges Thomas, in-8°, 370 p.). — Il y a quelques années s'est constituée à Nancy une Société lorraine des études locales dans l'enseignement public. Elle a débuté en publiant, en 1926, un recueil de *Lectures lorraines*, qui a trouvé l'accueil le plus favorable dans le grand public, et voici qu'elle fait paraître un volume de *Textes d'histoire de Lorraine*, qui s'étendent du VI^e siècle à nos jours. Ces textes, au nombre de 135, ont été choisis par des membres de la Société, E. Duvernoy, A. Gain, P. Marot, R. Parisot qui est mort avant l'apparition du recueil, A. Troux. Les textes latins ont été traduits de façon très élégante, ceux en langue romane ont été rajeunis de façon discrète par le romaniste Charles Bruneau. Le choix des morceaux me paraît très heureux. Pour la période médiévale du VI^e siècle à 1477, on s'est adressé aux anciens chroniqueurs depuis Grégoire de Tours jusqu'à la *Chronique de Lorraine* ; mais on donne aussi une bulle pontificale, un acte d'hommage, une charte de paix, un document sur Pierre Perrat, maître d'œuvre des trois cathédrales de Metz, Toul et Verdun. Pour la période moderne de 1477 à 1789, à côté des faits historiques, la guerre des Rustauds, le siège de Metz par Charles-Quint, les misères de la guerre de Trente ans, le gouvernement de Stanislas-Leczynski, on suit Montaigne aux bains de Plombières, les ouvriers de La Croix dans leur mine, les pauvres dans la Maison-Dieu de Bar-le-Duc, le magister de Lenoncourt dans son École ; on nous renseigne sur les arrivées et départs des diligences et carrosses publics à Nancy (1778). Pour la période révolutionnaire (1789-1799), on nous donne un cahier de doléances, des procès-verbaux de vente des biens nationaux, de Comités de surveillance, de fêtes révolutionnaires ; on suit les soldats lorrains aux armées de la République. Pour l'époque contemporaine (depuis 1800), à chacun des régimes qui se succèdent est consacré un document. On rappelle la visite de l'impératrice Eugénie à Nancy du 14 au 17 juillet 1866, les malheurs de la guerre de 1870-1871, l'occupation de Nancy par les Allemands, la destruction du pont de Fontenoy, puis l'invasion allemande en 1914, la défense héroïque de Verdun. Le recueil se termine par la proclamation que Léon Mirman, commissaire de la République, fit afficher le 19 novembre 1918 à Metz et dans toutes les communes délivrées, aux « Frères et Sœurs de Lorraine, citoyens de France ». Il me paraît être un véritable modèle ; en tout cas, il répond tout à fait à la devise : « Pour mieux connaître le passé. »

Chr. PFISTER.

— Paul LÉVY. *Plaudereien über Elsässische Sprache und Litteratur* (1931. Strasbourg, édition des « Dernières nouvelles », 1931, in-12, 143 p.). — M. Paul Lévy a soutenu devant la Faculté des lettres de Strasbourg une remarquable thèse en deux volumes sur l'histoire linguistique d'Alsace et de Lorraine, où il a indi-

qué de façon précise les limites entre la langue germanique et la langue romane ou française, et les variations de cette limite au cours des âges. On a eu l'heureuse idée de lui demander de faire par radio une série de conférences autour de cette question, et l'on a fort bien fait de réunir ces conférences en cette brochure. On y trouvera une série d'anecdotes sur les progrès ou les reculs de la langue française, sur la signification des noms de lieux, ceux en *heim* ou ceux en *wihr*, celle aussi des noms de personnes¹, sur les dialectes alsaciens qui varient selon la latitude et la longitude. Un chapitre très curieux est consacré à l'origine de la *Marseillaise*, que Rouget de Lisle a chantée chez le maire Dietrich dans la nuit du 25 au 26 avril 1792 (les paroles sont empruntées de près aux Actes de la Société des Amis de la constitution de Strasbourg). Suivent quelques remarques sur l'élément français qu'on trouve dans la chanson populaire alsacienne et sur le théâtre alsacien de Stoskopf. On finit par d'amusantes anecdotes sur des méprises causées par l'accent alsacien. Le professeur Koch, une gloire de l'Université de Strasbourg, parlait un jour à Paris, à l'Académie des inscriptions et belles-lettres, du Japon ; le président l'interrompit : « On dit Japon et non Chapon. » Et Koch, de répliquer : « On ne dit pas M. Coq, mais M. Koch. »

C. Pf.

— Dr Georges WEISS. *L'Alsace. Problèmes actuels* (Paris, les Presses universitaires de France, 1 vol. in-8°, 69 p.). — Le docteur Georges Weiss, né en Alsace à Bischwiller, devenu professeur à la Faculté de médecine à Paris, s'est mis en 1918 à la disposition du gouvernement français pour se rendre en Alsace, et il a été le premier doyen de la Faculté de médecine de Strasbourg. Dans ce poste, il a rendu à la France les plus grands services et l'Université de Strasbourg garde à sa mémoire une profonde reconnaissance. Le docteur Weiss a beaucoup réfléchi aux grands événements dont il a été le témoin, à la perte de l'Alsace après la défaite de 1871, aux mesures prises par les Allemands pour plier la population indigène sous le joug, aux protestations des vaincus, puis, après le retour triomphal de la France, aux difficultés qu'elle a trouvées dans le pays et à cet état de crise qu'on a appelé le malaise alsacien. Se trouvant un jour en Auvergne, à Ambert, chez un vieil ami, il y fit, le 1^{er} décembre 1929, sous les auspices de la Ligue des droits de l'homme, une conférence familière sur tous les événements dont il avait été le témoin. Un soir de juillet 1870, il entendit sur la place de Broglie le concert que donnait la musique des pontonniers et tout d'un coup retentit le chant de la *Marseillaise* : la guerre venait d'être déclarée par la France à l'Allemagne ; à la fin de 1918, il entendit la même *Marseillaise*, celle qui marquait la victoire. Entre ces deux dates de 1870 et de 1929 se déroule sa conférence, toute remplie d'excellentes considérations et de justes réflexions. Nous en recommandons vivement la lecture.

C. Pf.

— La huitième édition du *Dictionnaire de l'Académie française* a commencé de paraître. Deux fascicules sont déjà dans le commerce ; ils s'arrêtent au mot « dessous » (Paris, Hachette, in-fol. à 3 colonnes ; prix de chaque fascicule : 40 fr.). La préface indique nettement les différences qui distinguent cette édition des précédentes en ce qui concerne le choix des mots et la définition des termes. L'Académie

1. Le nom de Pfister ne veut pas dire meunier, p. 49, mais boulanger, *pistor* ; à noter que tous les noms propres ou communs commençant en allemand par *pf* sont d'origine romane. *Pfau*, paon ; *pfaffer*, poivre ; *pfarrer* ou *pfaffe*, pastor, etc.

admet un certain nombre de néologismes, mais de ceux qui sont tellement entrés dans l'usage courant que leur absence serait choquante. Quant à la définition des termes, si délicate, surtout quand ils appartiennent au langage technique, elle a, fréquemment, « sollicité l'avis des autres classes de l'Institut ou de spécialistes d'une compétence indiscutable ». En ce qui concerne l'orthographe, elle ne s'est pas reconnu le droit de la réformer ; ce serait « pour un mince profit », dit-elle, « troubler des habitudes séculaires, jeter le désarroi dans les esprits ». L'objet précis du *Dictionnaire* est, en résumé, « de présenter l'état actuel de la meilleure langue française et de fixer un moment de son histoire ».

Belgique. — K. LOPPENS. *Histoire de Coryde et de l'abbaye des Dunes* (Manage, impr. Allard, 1930, 82 p.). — L'auteur, qui a fait de nombreuses recherches géologiques et archéologiques dans cette partie de la côte belge, résume ici à grands traits l'histoire de cette côte et celle de l'abbaye cistercienne, qui compte au XIII^e siècle jusqu'à 368 moines. En annexe, il a joint une liste complète des abbés de 1007 à 1793, une autre des moines qui se sont distingués dans les sciences ; enfin, le texte (en flamand) de la description de l'abbaye par Pieter Pourbus en 1580.

— Hubert VAN HOUTTE. *Les occupations étrangères en Belgique sous l'Ancien Régime. Tables alphabétiques des noms de personnes et des noms de lieux* (Université de Gand. Recueil de travaux publiés par la Faculté de philosophie et lettres, 64^e fascicule. Gand, Van Rysselberghe et Rombaut ; Paris, librairie H. Champion, 1930, 49 p.). — Ce fascicule est le complément indispensable de l'important ouvrage de M. Van Houtte, précédemment paru dans la même collection des Travaux de l'Université de Gand (fascicules 62 et 63).

Grande-Bretagne. — Parmi les communications (*Proceedings*) de l'Académie britannique figurent un certain nombre de notices nécrologiques : *Sir Sidney Lee, 1859-1926*, le directeur de cette grande entreprise qui est le *Dictionary of national biography*, par C. H. FIRTH (t. XV, 20 p. ; prix : 1 s.) ; — *Charles Plummer, 1852-1927*, l'éminent éditeur des œuvres de Bède, des *Vitae sanctorum Hiberniae*, etc., par R. I. B. (t. XV, 16 p., avec une bibliographie ; prix : 1 s.) ; — *Sir George Otto Trevelyan, 1838-1928*, par B. W. (t. XVI, 11 p. ; prix : 1 s.) ; — *Harry Reginald Hall, 1873-1930*, par R. Campbell Thompson (t. XVI, 13 p. ; prix : 1 s.) ; — *Sir Richard Temple, 1850-1931*, par R. E. R. (t. XVII, 10 p. ; prix : 1 s.) ; — *William Ernest Johnson, 1858-1931*, professeur de mathématiques à King's College, Cambridge, par C. D. BROAD (t. XVII, 26 p. ; prix : 2 s.). — Signalons maintenant les lectures qui ont été faites à l'Académie : T. W. ALLEN, *The Homeric scholia* (t. XVII, 31 p., avec un fac-similé ; prix : 2 s. 6 d.). — A Virgile ont été consacrées deux études intitulées *Virgil in english poetry*, par George GORDON (t. XVII, 17 p. ; prix : 1 s.), et *Virgil in italian poetry*, par Edmund G. GARDNER (t. XVII, 23 p. ; prix : 1 s. 6 d.). — Tout un volume a été consacré par Sir George MACDONALD aux récentes fouilles archéologiques concernant la Bretagne romaine : *Roman Britain, 1914-1928* (Supplemented papers, n° VI, 113 p., 16 planches et 23 illustrations dans le texte ; prix : 7 s. 6 d.). — M. Norman H. BAYNES a de même fourni une étude intitulée *Constantine the Great and the christian Church* (t. XV, 107 p. ; prix : 5 s.). — Nous passons ensuite à l'époque moderne avec de courts mémoires : *Cardinal Pole's manuscripts*, par E. LOBEL (t. XVII, 7 p. et 4 fac-similés de textes grecs ; prix : 2 s.) ; — *The Bulgarian and other atrocities, 1875-1878, in the light of historical*

criticism, par Harold TEMPERLEY, qui connaît à merveille les documents d'archives sur l'époque la plus récente (t. XVII, 44 p. ; prix : 2 s.) ; membre correspondant de « l'Assemblée nationale » tchèque, M. Temperley publie des textes tirés des archives locales. — La lecture de M. Norman Kemp SMITH : *Is divine existence credible?* (t. XVII, 28 p. ; prix : 1 s. 6 d.), échappe à notre compétence.

Dans ces mêmes « Proceedings » figure une communication de M. F. M. POWICKE, chargé de commémorer (en 1930) le troisième centenaire de la mort de Walter Raleigh, qui mourut, comme on sait, sur l'échafaud le 29 octobre 1618. Elle a pour titre : *Sir Henry Spelman and the « Concilia »* (Londres, H. Milford, t. XVI, 37 p. ; prix : 2 s.). Le rapprochement de ces deux noms : Raleigh et Spelman, ne laisse pas que de surprendre. Sans doute, ils étaient contemporains, mais il ne paraît pas qu'ils se soient jamais rencontrés. Sans doute encore, ils ont laissé l'un et l'autre des ouvrages historiques, puisque Raleigh, pour occuper les loisirs que lui fit une captivité de douze années à la Tour de Londres, écrivit une *History of the world* et que Spelman est l'auteur d'œuvres aussi célèbres que son *Glossaire* et que son édition des actes des conciles concernant l'histoire primitive de l'Église en Angleterre ; mais ces travaux n'ont entre eux qu'un très lointain rapport. Inclignons-nous devant les conditions imposées au conférencier. Nous y trouverons d'ailleurs profit, même en ce qui concerne Raleigh et ses œuvres ; mais c'est avant tout Spelman sur qui se porte son intérêt. Sur ce remarquable érudit, M. Powicke a recueilli des documents nouveaux qu'il a signalés en appendice et, dans son esprit, c'est un point de départ pour une œuvre bien plus considérable, car il ne se propose rien de moins que de refaire les *Concilia*, en les continuant jusqu'au xiv^e siècle, sinon même jusqu'au temps de la Réforme. « C'est », dit en terminant M. Powicke, « une tâche difficile ; mais le temps est venu de l'entreprendre. Nous présenterons notre plan à l'Académie britannique et lui demanderons d'y contribuer matériellement. » Faisons des vœux pour le succès de cette méritoire entreprise. — Ch. B.

— The Rev. Thomas MILLER. *The site of the battle of Bannockburn* (Londres, Bell et fils. Leaflet n° 85 de la « Historical Association », 1931, 28 p. et une carte à grande échelle ; prix : 1 s.). — Pour faire bien comprendre les péripéties de la bataille où l'armée anglaise fut défaite par les Écossais (24 juin 1314), M. Miller a tracé avec une précision méticuleuse la topographie de la région dont Stirling est le centre. La connaissance des lieux lui a permis de reconstituer la suite logique des événements, obscurcie par les récits confus des chroniqueurs.

Deux siècles plus tard (1513), une autre bataille, également célèbre, a été livrée sur la frontière anglaise, envahie par les Écossais, et terminée par la défaite foudroyante des envahisseurs à Flodden (9 septembre). Elle a fait l'objet d'une étude, beaucoup plus développée, de M. W. Mackay MACKENZIE (*The secret of Flodden, with the « Rout of the Scots »*, Édimbourg, Grant et Murray, 1931, in-12, 126 p., illustrations ; prix : 5 s.). L'auteur a pris l'affaire dès son origine. Il a montré d'abord que, si le roi Jacques IV a envahi l'Angleterre, c'était pour venir au secours de la France, son alliée, attaquée par Henri VIII. Puis il a dressé avec beaucoup de soin le tableau des forces en présence et n'a pas eu de peine à montrer que les chiffres donnés par la plupart des auteurs et mémorialistes contemporains sont très exagérés. Quant aux préliminaires de la bataille, il montre combien le point d'honneur chevaleresque dominait encore dans les deux camps, puisque le lieu, le jour et presque l'heure de la rencontre furent fixés d'avance et d'un commun accord. Voici

maintenant l'attaque : il est remarquable que la cavalerie, de part et d'autre, n'y prit aucune part directe. Les Écossais avaient mis quelques canons en ligne, mais leur artillerie, encore dans l'enfance, ne produisit aucun effet sérieux. Tout se passa entre hommes combattant à pied. C'est la tactique des Écossais qui les perdit : ils étaient formés en phalanges compactes où les hommes, armés de longues lances, pouvaient opposer à l'ennemi un front inviolable, à condition de rester fixés au sol. Contrainte de marcher à l'ennemi dans un terrain accidenté, cette masse laissa des brèches où pénétrèrent de petits groupes armés de hallebardes courtes et pesantes, qui permettaient d'assommer l'adversaire immobilisé. Ainsi est dévoilé le « secret de Flodden. » Ce fut bientôt un massacre où le roi lui-même disparut obscurément dans un combat corps à corps. — Cette horrible mêlée est présentée par l'auteur en un récit quelque peu confus, mais saisissant. Outre les témoignages des contemporains, écossais et anglais, contrôlés par lui de très près, M. Mackenzie a utilisé un long poème italien, la *Rotta de Scoesi*, publié à Rome peu de temps après la bataille, et dont il a donné une traduction anglaise à la fin de son opuscule. On lui saura certainement gré de tout ce qu'il y apporte de faits nouveaux, même pour l'histoire militaire en général.

Ch. B.

— *The book of remembrances of Southampton*. Publié avec une introduction et des notes par M. Henry W. GIDDEN ; t. I, 1440-1620 ; t. II, 1303-1518 (Southampton, Cox et Sharland, 1927 et 1928, xxix-129 et xxvi-81 p. ; prix : 26 s. chacun). — M. Gidden, qui a déjà publié les chartes municipales et les lettres patentes conservées dans les archives de Southampton, entreprend de donner tous les documents contenus dans le *Book of remembrance*. C'est une sorte de « Mémorial » où étaient transcrits, sans aucun ordre apparent, les faits et les actes dont il importait de consigner le souvenir, tels que les listes des magistrats municipaux ou bien des recettes et dépenses extraordinaires. Le titre manuscrit : *Book of remembrances of the fifteenth and sixteenth century*, indique à peu près à quelle époque il a été exécuté. M. Gidden n'a pas cru nécessaire de fournir d'indication plus précise sur les mains différentes qui ont été employées à ce travail pendant le siècle où il a été en usage. Les dates extrêmes données sur le titre des deux tomes sont loin de correspondre à la réalité ; en fait, par exemple, le tome I commence à 1455, mais on y trouve aussi des documents antérieurs à 1440, et le tome II contient des copies d'actes remontant au XII^e siècle.

Dans l'introduction au tome I, M. Gidden résume ce qu'on peut savoir sur les magistrats municipaux : le maire, le shériff, les baillis, les jurats et autres de moindre importance. Il passe trop vite, à notre gré, sur l'origine de la mairie et sur les rapports avec la *Guilde* des marchands, qui aurait certainement mérité d'être étudiée de plus près. Il est vrai qu'on n'a, dans ce cas, qu'à se reporter à l'excellent ouvrage de Gross : *The Gild merchant*, vieux de quarante ans, mais toujours utilisable. On souhaiterait que Southampton fût à cet égard aussi bien traité qu'Exeter (voir *Revue historique*, t. CLXVIII, p. 115). J'oserai exprimer un regret semblable à propos de l'introduction au tome II, où M. Gidden parle de la ligue hanséatique à propos des chartes royales créant ou confirmant, en les étendant, les privilèges commerciaux de la ville. M. Gidden n'ignore certainement pas les nombreux travaux qui ont paru et qui continuent à paraître en Allemagne sur cette célèbre institution. Il n'a pas cru devoir s'y référer, et il en est encore à discuter l'origine du mot *hansa* ; néanmoins, on lui sera reconnaissant de faire connaître un texte im-

portant, un « law case », qui mit aux prises un « hanse merchant », Henry Dorst, avec le maire et les baillis de la ville (1410).

La plupart des textes transcrits sur le livre sont en anglais ; un certain nombre sont en latin et, alors, M. Gidden a cru devoir les traduire en anglais. Je ne sais si je me trompe, mais il ne manque pas de termes en langue anglaise qu'il aurait été tout aussi utile d'expliquer. Les notes mises au bas des pages peuvent être considérées comme suffisantes, du moins pour ce qu'il est indispensable de savoir. Au hasard, je tombe sur la note 1 de la page 56 du tome I, où je lis que Honfroi, duc de Buckingham, fut « connétable de France » et gouverneur de Paris. Est-il bien sûr que ce grand seigneur, « gardien des Cinq-Ports et connétable de Douvre », ait été aussi connétable de France ? Le même terme n'est-il pas employé ici pour désigner deux fonctions tout à fait différentes ?

Je terminerai en disant que M. Gidden n'a pas manqué au devoir de tout éditeur de texte d'y ajouter un index : chacun des deux tomes est muni du sien. — Ch. B.

— *Collection de manuscrits, livres, estampes et objets d'art relatifs à Marie Stuart, reine de France et d'Écosse.* Bibliothèque nationale (Paris, Jules Meynial, 1931, 2 vol. in-4°, XIII-327 p. et 36 planches). — Cette collection a été formée par M^{me} George T. Bliss, Américaine, femme de goût et bibliophile émérite, qui s'intéressait passionnément à l'histoire du xvi^e siècle et surtout à celle de Marie Stuart. Avant sa mort et pour témoigner, comme il est dit dans la préface, « de la dilection qu'elle avait pour notre pays », elle chargea sa fille, Miss Susan Dwight Bliss, de donner en son nom cette collection à la Bibliothèque nationale. Ce qui fut fait après la mort de la donatrice (1927). Notre grande Bibliothèque ne pouvait mieux témoigner sa reconnaissance pour ce don, précieux entre tous, qu'en en dressant aussitôt le Catalogue et en le faisant imprimer sans retard, grâce encore au désintéressement de l'éditeur, M. Meynial, qui avait lui-même procuré à M^{me} Bliss de nombreux ouvrages qui figurent dans la collection.

C'est un très beau volume, imprimé avec le plus grand soin et un luxe du meilleur goût ; il fera l'admiration des bibliophiles, en même temps qu'il satisfera les plus exigeants des érudits.

Les objets qui constituent la collection ont été répartis, d'après leur nature nettement caractérisée, entre les quatre départements de la Nationale. Quant au Catalogue, il a été rédigé par des spécialistes particulièrement compétents, chacun selon sa spécialité.

La première partie contient les autographes et les manuscrits, rangés d'après l'ordre alphabétique des noms d'auteurs ou de matières. On y trouve des textes originaux et des copies de documents relatifs à Marie Stuart, à son entourage et à son temps, notamment des autographes de Marie, tous en français ; sa correspondance avec Anthony Babington, des lettres à Catherine de Médicis et des rois de France ses fils, de la famille de Guise. En tout, 113 numéros. Le dernier est consacré à la Vie de Marie, par William Udall (1624) ; c'est un exemplaire richement relié en cinq volumes, enrichis eux-mêmes de nombreux portraits, gravures et lettres originales, dont on a donné (p. 28-30) un minutieux inventaire.

Le Département des imprimés a reçu 635 volumes, parmi lesquels les ouvrages de George Buchanan et de John Knox attirent tout de suite l'attention, à côté de ceux qui se rapportent soit à Henri II et Henri III, rois de France, soit à Jacques I^{er} d'Angleterre. Sous le nom de Marie Stuart sont placés des livres, parfois de simples

plaquettes, presque tous richement reliés. L'*Élégie* de Ronsard sur *Le despart de la royne Marie* (1561) est représenté par l'un des deux exemplaires connus de cet ouvrage.

Le Cabinet des estampes (430 numéros) s'est enrichi d'un très grand nombre de portraits de la reine en vingt-cinq volumes, et ceux de divers personnages qui en remplissent seize autres. Enfin, le Département des médailles possède maintenant un des chefs-d'œuvre de Jehan Court, dit Vigier, de Limoges : c'est une coupe en métal émaillé datée de 1556.

L'ouvrage se termine par trois tables : des noms propres de personnes et de lieux, des titres des imprimés et enfin des illustrations. Celles-ci remplissent le tome II, formé de trente-six planches, pour des fac-similés de documents écrits : on y peut lire une lettre de J. Knox à Calvin ; des autographes de Marie Stuart. On y trouve des éditions rares, des reliures anciennes, quatre portraits de la reine, curieux à comparer, tant ils sont différents.

Cette rapide analyse ne peut que donner une idée fort incomplète de cette belle collection. Il a bien fallu en distribuer les *membra disjecta* dans plusieurs départements ; le Catalogue lui rend sa splendide unité.

Ch. B.

— *Journal of the Commissioners for trade and plantations, from January 1741-1742 to december 1749, preserved in the P. Record Office* (Londres, H. M's Stationery office, 1931, 510 p. ; prix : 1 £ 12 s. 6 d.). — Comme on le voit, ce volume occupe l'espace entre deux guerres, celle de la Succession d'Autriche et celle de Sept ans, où s'affrontèrent les Anglais et les Français ; mais c'est presque uniquement les relations commerciales entre la métropole et ses colonies dont on suit ici l'infini détail. Les garnisons et installations anglaises dans la Gambie britannique sont mentionnées çà et là, pour le compte de la Compagnie des Indes orientales ; celle des Indes occidentales prend la plus grande place et les historiens français y trouveront maint détail utile sur le Canada et l'île du Cap-Breton, sur les conflits au sujet des frontières et l'application sans cesse contestée du traité d'Utrecht. On notera encore plusieurs documents relatifs au trafic maritime avec le Danemark et aux droits de passage par le Sund (1742). Le volume a été imprimé sous les yeux de M. K. H. LEDWARD, conservateur adjoint des Archives.

Ch. B.

— *An alphabetical Guide to certain War office and certain other military records preserved in the P. Record office*. Vol. LIII des « Lists and indexes » (Londres, H. M's Stationery office, 1931, gr. in-4°, x-330 p. ; prix : 2 £ 7 s. 6 d.). — Ce Guide est destiné à faire connaître les fonds conservés aux Archives du royaume qui se rapportent à l'histoire militaire : c'est à savoir aux ministères de la Guerre (*War office*), des Colonies (*Colonial office*), de l'Intérieur (*Home office*) et des Affaires étrangères (*State papers office*). Ils appartiennent tous à l'époque moderne, où se sont définitivement constitués ces ministères. On n'y trouvera donc rien, par exemple, qui soit antérieur au xviii^e siècle, ou même (à quelques exceptions près) au début du règne de Charles II.

Le Guide est divisé en deux parties : la première (*General Index*) concerne l'histoire générale. La seconde (*regimental Index*) est réservée soit aux régiments de l'armée régulière, soit aux autres corps tels que milice, « yeomanry », volontaires, soit aux services spécialisés : intendance, transports, médecine, hygiène, etc. Dans ces deux parties, les articles sont rangés par ordre alphabétique des noms de choses, de personnes et de lieux. La première retiendra tout d'abord l'attention. Ainsi les

historiens français iront tout droit à des articles tels que *Bonaparte* (où il est question des quatre frères : Jérôme, Joseph, Lucien, Napoléon), ou l'Égypte et le canal de Suez en 1798, les secours envoyés aux Royalistes français en 1794, les guerres d'Espagne (*Peninsular war*), de Crimée et de Chine, la guerre franco-allemande, les soulèvements en Irlande, 1684-1904, les Indes occidentales (*West Indies*), qui occupent les pages 254-271. Viennent s'intercaler au milieu de ces articles et à leur place alphabétique ceux qui concernent, par exemple, le costume (*clothing*), les billets de logement (*billetting*), les casernes (*barraks*), ou bien encore les tribunaux militaires, les cimetières, les décorations (*medals*), etc.

Le volume se termine par deux appendices comprenant : l'un, une liste des régiments de cavalerie et d'infanterie qui ont reçu des numéros d'ordre ; l'autre une liste alphabétique des colonels de ces régiments. Est-il nécessaire d'ajouter, pour finir, qu'il ne contient rien sur la Grande Guerre ? Le Guide s'arrête naturellement au début du *xx^e* siècle.

Ch. B.

Italie. — Mario DI GENNARO. *Giovanni Law e l'opera sua, 1671-1727*, con introduzione del prof. Corrado BARBAGALLO (Milan, Società editrice Dante Alighieri, 1931, in-16, 155 p. ; prix : 15 lire). — Il importe de signaler cette nouvelle étude sur John Law, bonne mise au point des travaux dont ce personnage a fait l'objet. Notons qu'un chapitre a été consacré aux relations de Law avec le duc de Savoie, Victor-Amédée II (1711-1716), auquel il proposa la création d'une banque à Turin, projet qui d'ailleurs ne fut pas réalisé. D'une façon très objective, M. Di Gennaro montre le fort et le faible du fameux Système ; il insiste avec raison sur les tentatives de réformes fiscales et administratives de Law pendant la courte période où il a été contrôleur général, ainsi que sur la colonisation de la Louisiane (1717-1722) et l'activité de la Compagnie des Indes pendant cette période. Enfin, il expose les raisons qui expliquent la chute du Système, en dépit de ce qu'il pouvait y avoir de fécond dans les conceptions de l'aventureux Écossais.

Henri Sée.

— Arnold MASCAREL. *Mussolini. Son programme. Sa doctrine* (Perrin, xi-100 p. ; prix : 5 fr.). — Cette brochure est faite en grande partie de documents relatifs au fascisme : traduction du discours du « Duce » au Palais de Venise sur le caractère universel du fascisme, articles de journaux et correspondance échangée par l'auteur avec diverses personnalités européennes. Son seul intérêt réside dans les commentaires qui accompagnent ces documents : l'auteur, qui se déclare catholique et admirateur de Ch. Maurras, voit dans le fascisme le rempart de l'ordre et de la paix et l'assimile à la « Cité de Dieu » (p. 16).

— G. MALAPARTE. *Technique du coup d'État. Les Écrits* ; traduit par Juliette BERTRAND (Bernard Grasset, 1931, 295 p. ; prix : 15 fr.). — L'auteur de ce livre, officier et diplomate italien, a eu l'occasion depuis 1919 de voir de près comme spectateur, et même parfois comme acteur, les coups d'État réussis ou manqués qui, dans divers pays d'Europe, ont été faits tantôt par les « catilinaires » de droite, tantôt par les « catilinaires » de gauche pour renverser le régime constitutionnel libéral et parlementaire. Sans doute, son but est pratique : en montrant comment se font les coups d'État, il veut enseigner aux gouvernements à se défendre et leur rappeler que, contrairement à « l'erreur des démocraties parlementaires », rien n'est plus fragile dans l'Europe moderne que les conquêtes de la liberté. Mais surtout ce livre est un témoignage ; l'expérience montre, dit M. Malaparte, que le succès d'un coup

d'État ne dépend pas de conditions politiques ou sociales favorables, comme le croyait Lénine lui-même, mais de l'emploi d'une technique dont Trotski sut établir les règles en octobre 1917. Une série d'attentats et de coups de main minutieusement préparés et effectués par une poignée d'hommes décidés, sur les services techniques de l'État et des villes : centrales électriques, gazomètres, services d'eau, centrales télégraphiques et téléphoniques, gares de chemin de fer, suffit à paralyser la vie d'un pays, après quoi c'est un jeu de prendre la place du gouvernement. Des exemples illustrent cette théorie : le succès de Trotski en 1917 et son échec en 1927 quand Staline retourne contre lui les moyens qu'il avait employés ; échec de la révolution bolchéviste en Pologne en 1920, alors que les circonstances politiques paraissaient si favorables ; échec du « putsch » de Kapp en 1920 en Allemagne brisé par la grève générale alors qu'il s'était emparé sans peine de Berlin ; coups d'État de Primo de Rivera, de Pilsudski et de Mussolini. La thèse semble bien absolue, mais le récit, très vivant, se lit avec le plus vif intérêt ; il suggère d'utiles réflexions et nous aide à comprendre des événements confus dont nous sommes souvent les spectateurs désorientés.

M. C.

Pays-Bas. — La *Revue* a reçu le catalogue n° 570 de livres d'occasions mis en vente par la librairie Martinus Nijhoff de La Haye. C'est la troisième partie d'un ensemble de catalogues, véritable répertoire bibliographique de l'histoire des Pays-Bas, dont les nos 1, 2 et 5 ont déjà paru et ont été signalés à nos lecteurs (t. CLXVI, p. 433). Ce fascicule est consacré à la période de 1500 à 1648 : règnes de Charles-Quint et de Philippe II, histoire de la République des Provinces-Unies jusqu'à 1648.

Pologne. — Dr LÉON BIALKOWSKI. *Archiwum panstwowe w Lublinie. Inwentarz ksiąg dawnych* (Varsovie, Gebethner et Wolff, 1931, in-8°, 134 p.). — Cet Inventaire des registres anciens des Archives de l'État à Lublin forme le fasc. 13 des « Wydawnictwa Archiwów państwowych » ; il ne donne que la cote, le sujet général, les dates extrêmes et le nombre de pages de chaque registre ; peu de ceux-ci sont antérieurs à 1600 ; le plus ancien que j'aie vu indiqué est de 1465-1475. Il y a d'ailleurs de nombreuses lacunes. Pour l'histoire de la formation du dépôt, l'auteur renvoie à la monographie publiée par Jan Riabinin dans le fasc. 2 des « Wydawnictwa ».

É. L.

Histoire religieuse. — Alfred GANDILHON. *Inventaire sommaire des archives départementales antérieures à 1790. Cher, série G ; t. I : Archevêché de Bourges, 1^{re} partie* (Bourges, en vente aux Archives du Cher, rue Fernault ; prix : 30 fr.). — Ce volume présente un intérêt considérable, puisque l'archevêché de Bourges, siège d'une métropole, avait des biens considérables, non seulement en Berry, mais aussi dans l'Orléanais ; il possédait, en outre, la mense abbatiale de Saint-Benoît-sur-Loire. L'inventaire intéresse une bonne partie de la France centrale ; on le consultera avec le plus grand profit.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES

FRANCE

Académie des inscriptions et belles-lettres. Bulletin. 1931, avril-juillet. — A. PUECH. Notices nécrologiques sur K. Nyrop, associé étranger, décédé à Copenhague le 13 avril 1931, et sur Félix Durrbach, membre libre, décédé aussi en avril. — Joseph LOTH. L'origine de la légende d'Arthur, fils d'Uther Pendragon. — Le P. DELATTRE. Inscription latine trouvée en Tunisie près de Thina. — Abel LEFRANC. Les éléments réels du *Tiers livre* de Rabelais. — S. REINACH. Explication d'un passage de l'*Enfer* de Dante, c. 28 (où il s'agit d'un chef de secte nommé Dolcino, communiste en révolte contre son évêque, vers l'an 1304). — Joseph LOTH. L'étude et l'enseignement du droit dans le pays de Galles, du x^e au xii^e siècle (fait ressortir le caractère profondément celtique des lois de Howel Da). — R. MOUTERDE. Inscriptions grecques de Souweida et de 'Ahiir en Syrie. — L. POINSSOT. Municipium Rucuma (publie et commente une inscription trouvée en Tunisie, à l'ouest de Mateur ; elle est sans doute de l'année 284. On connaît deux évêques de Rucuma, localité dont les ruines portent aujourd'hui le nom de Rekoub). — J. PUIG Y CADAFALECH. Les peintures du vi^e siècle de la cathédrale d'Egara (évêché fondé en 450, disparu au début du xi^e siècle lors de l'invasion musulmane. Planche représentant une fresque de l'abside). — Michel ROSTOVITZEFF et C. BRADFORD WELLES. La « Maison des archives » à Doura Europos (avec trois plans et un fac-similé. Copieux commentaire). — A. DE LABORDE (signale quelques fragments originaux du *Hortus deliciarum*, récemment acquis par le British Museum).

Carnet de la Sabretache. 1931, novembre. — Albert DEPRÉAUX. Un portrait présumé de Louis Gaucher, duc de Châtillon, 1737-1762. — H. GOIRAN. Souvenirs français en Afrique du Sud : le régiment de Pondichéry, 1781-1784 ; suite. — Capitaine L. LOY. Le chef de bataillon Merger du 15^e léger, 1775-1812. — Général LAFFAILLE. Mémoires ; ch. iv : Notes sur le siège de Tarragone ; Suchet, 1813 ; les garnisons des places fortes en 1814 ; fin. — Jean BRUNON. Quelques lettres sur l'Algérie (lettres d'un témoin oculaire, le capitaine de vaisseau baron de Rostaing, sur le débarquement à Alger en juillet 1830).

L'Anjou historique. 1931, octobre. — Les limites du diocèse d'Angers à travers les âges. — Vial, procureur-syndic de Maine-et-Loire, 1742-1811. — Le comte de L'Auberdrière, député de Maine-et-Loire, 1759-1837. — Barbot, capitaine de l'armée de Stofflet, 1760-1840 (Jean Barbot, fileur de laine, fut nommé par Stofflet capitaine de chasseurs en mars 1794). — Les courriers et les messageries à Angers, 1772. — Le « cahier » du chapitre de Saint-Martin d'Angers, 15 mars 1789 (document inédit, appartenant à une collection privée). — La « Providence » de Saumur pendant la Révolution (liste des sœurs qui desservaient l'hospice de la Providence

en 1792 ; il était alors dirigé par Claire Courcité, qui exerçait encore ses fonctions de supérieure en 1798). — Pourquoi Chemillé, Cholet, Jallais et Montfaucon demandaient un tribunal en 1790. — La fermeture du collège de Beaupréau en 1792. — Arrestation des suspects à Angers, mai-juin 1793. — Les maires des arrondissements d'Angers et de Cholet ; fiches administratives, 1831.

Annales de Bourgogne. 1931, fasc. 3. — Maxime REYMOND. Une famille de Bourguignons-Vaudois : les Grandson, XII^e-XIV^e siècles. — Louis GUENEAU. La première voie ferrée de Bourgogne. Le chemin de fer d'Épinac à Pont-d'Ouche ; suite : Construction et aménagement de la ligne, 1830-1860. — Maurice CHAUME. A propos d'une charte fausse du roi Boson pour l'abbaye de Charlieu (cette charte a été quelque peu « arrangée » par Paradin ; le soi-disant roi est un seigneur Sobon, qui vivait au temps de Louis d'Outre-mer). — L. SROUFF. Marguerite de France, comtesse de Bourgogne, et sa ville d'Arbois. Pièces justificatives, 1363-1366. — Jacques LEVRON. Un apothicaire limousin en Bourgogne : Léonard Dubanc (d'après un acte de 1567). — H. DROUOT. Lettres sur les événements de Bourgogne à la veille et au lendemain de Fontaine-Française, 1596. — H. DURAND. Le Conseil municipal de Châtillon-sur-Seine et l'avènement de Louis-Philippe. — Abbé Paul MAITRIER. Notes sur les expressions : serre, serrière, sarrée, serrée (employées dans les noms de lieu). — C. OURSEL. les églises martinienues de l'École romane de Bourgogne (qui procède de Saint-Martin d'Autun ; elle est indépendante de Cluny).

Annales de l'Université de Paris. 1931, novembre-décembre. — Réception des nouveaux docteurs « honoris causa » (Maurice Ansiaux, professeur de droit à l'Université libre de Bruxelles ; Walter B. Cannon, docteur en médecine, professeur à l'Université Harvard ; Henry Fairfield Osborn, directeur du Musée d'histoire naturelle à New-York ; N. Iorga, recteur de l'Université de Bucarest). — Les Instituts de l'Université de Paris. Rapports annuels (sur l'Institut de langue et littérature françaises, ceux des études islamiques et des hautes études chinoises, et sur l'Institut français de Varsovie). — Gustave COHEN. La « Comédie » latine en France dans la seconde moitié du XII^e siècle (annonce la publication très prochaine de seize pièces latines qui ont été composées sur les bords de la Loire ; elles apportent un intéressant témoignage sur l'esprit français dans la seconde moitié du XII^e siècle, sur ses dons satiriques et son génie comique). — C. BOUGLÉ. Le bilan du Saint-Simonisme ; suite et fin.

Annales d'histoire économique et sociale. 1930, 15 avril [on a omis d'analyser cette livraison à sa place chronologique]. — G. MÉQUET. Le problème agraire sous la Révolution russe. — Georges BIGWOOD. Un marché de matières premières : laines d'Angleterre et marchands italiens vers la fin du XIII^e siècle (dans la bibliographie, les renvois aux *Patent* et *Close rolls* anglais doivent s'entendre comme étant des documents analysés dans les *Calendars* ; car les volumes consacrés aux textes mêmes ne dépassent pas l'année 1272). — A. PHILIP. Une classe ouvrière en pays de capitalisme industriel naissant : les ouvriers dans l'Inde (à l'époque actuelle). — Lucien FEBVRE. Les mots et les choses en histoire économique — Paul HARSIN. De quand date le mot « industrie » ? — V. CERNY. Les plans parcellaires : Tchécoslovaquie ; I : Le cadastre du XIX^e siècle. — Eli F. HECKSCHER. L'Institut d'histoire économique de Stockholm. — Marc BLOCH. Musées ruraux, musées techniques (en Norvège et en Danemark). — G. MÉQUET. Le même mouvement économique à

travers deux statistiques différentes : le commerce germano-russe. = Instruments de recherches. Périodiques. Publications courantes. = Du Passé au Présent. Augustin RENAUDET. Une œuvre maîtresse de Benedetto Croce : ses *Scritti di storia letteraria e politica*. — André-E. SAYOUS. La monnaie à Gênes aux ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles (d'après Pier Francesco Casaretto). — Maurice HALBWACHS. Propriété individuelle ou collective : le problème palestinien. — André-E. SAYOUS. Le développement des transports par route en Angleterre. — Paul LEUILLOT. La composition sociale des clubs jacobins. — Lucien FEBVRE. Une fin de régime (à propos de *La réaction thermidorienne* d'Albert Mathiez). — P. LEUILLOT. Un essai de reconstitution de la fortune des Émigrés (à propos du « milliard des Émigrés »). — A. DEMANGEON. Les charbonnages anglais au ^{xviii}^e siècle.

Annales historiques de la Révolution française. 1931, novembre-décembre. — Albert MATHIEZ. La Révolution française et les prolétaires : la loi du 13 septembre 1793 ; ses antécédents et son application (en vue de faciliter aux prolétaires l'accession à la propriété lors de la vente des biens des émigrés). — Colonel HERLAUT. La levée des volontaires pour la Vendée à Paris, avril-mai 1793 ; suite et fin. — Gérard WALTER. Le problème de la dictature jacobine (analyse et discute un livre récemment publié sous ce titre par un marxiste, le Russe Staroselski). — P. VAILLANDEY. Une lettre de Fernex à Robespierre (elle fut adressée non à Maximilien Robespierre, mais à Gravier, juré lyonnais au Tribunal révolutionnaire de Paris en thermidor an II). — Albert MATHIEZ. Proclamation du Conseil exécutif provisoire de la nation française, 25 août 1792. — Id. Les complices de Paoli dénoncés par Buonarroti. — Id. Le suicide de Maximilien Robespierre (il est prouvé que Robespierre s'est tiré lui-même le coup de pistolet qui l'a blessé). — Albert TROUX. Couplets contre le Directoire. — Id. Le centenaire de l'abbé Grégoire.

Le Correspondant. 1931, 25 novembre. — Antoine DE MEAUX. La sainte et son chevalier errant. Le septième centenaire de sainte Élisabeth de Hongrie (le chevalier errant de la sainte est Montalembert, qui en écrivit la biographie). — Roger CHAUVIRÉ. Après les élections anglaises. — Armand PRAVIEL. L'année romantique ; V : 1831. — André DUBOSCQ. L'affaire sino-japonaise. De Mandchourie à Genève. — DANIEL-ROPS. Les idées et les lettres. Freud parmi nous (son action dans la vie et dans les lettres). = 10 décembre. Paul MOUSSET. L'Exposition coloniale. Un bilan. — Jean BALDE. Marie-Thérèse de Lamourous ; 3^e article : 1807-1813. — Pierre DELHAYE. L'expérience du gouvernement socialiste en Australie (depuis le début du ^{xx}^e siècle jusqu'en 1930 où, à la veille de la banqueroute, le gouvernement accepta la collaboration du parti bourgeois). — Émile BAUMANN. Bossuet moraliste. — Auguste LE GUENMANT. Le chant grégorien et la polyphonie classique dans la liturgie solennelle. — DE LANZAC DE LABORIE. Bugeaud l'Africain. — Georges GOYAU. L'esprit encyclopédique dans l'Allemagne catholique (analyse détaillée des articles publiés dans le *Grosse Herder*, « ouvrage de consultation pour la connaissance et pour la vie », dont le tome I va jusqu'au mot « Battenberg »). Note la place considérable qu'y occupent les choses spirituelles. On espère que cette œuvre considérable sera terminée en 1939). = 25 décembre. Mgr SAGOT DU VAUX, évêque d'Agen. Les catholiques français et le problème de la paix. — Pierre IROS. Un gouverneur de l'Indo-Chine : Paul Doumer (comment il a su remettre l'ordre dans le pays et préparer son expansion économique). — Jean MONVAL. François Coppée et la conversion d'Adolphe Retté (poète anarchiste qui, sous l'in-

fluence de Coppée, finit par se convertir au catholicisme). = 1932, 10 janvier. François MAURIAC. Pèlerins. I (à Lourdes, Paray-le-Monial, La Salette, Lisieux). — Arnaud DE VOÛTÉ. Les problèmes de l'heure présente en Indo-Chine. — Bernard FAY. Georges Washington, Père de la patrie (à propos du deuxième centenaire de sa naissance). — Jeanne BALDE. Marie-Thérèse Lamourous ; suite et fin (morte le 14 septembre 1836, âgée de quatre-vingt-deux ans).

Études. 1931, 5 juillet. — Joseph BONSRIVEN. Histoire divine (commentaire des ouvrages de A. Lods : *Israël, des origines au milieu du VIII^e siècle*, et de Denys : *Histoire du peuple hébreu, des Juges à la Captivité*). — Joseph HUBY. De l'anglicanisme au monachisme, journal d'étapes d'un converti (Dom Bède Camm, fils d'un ministre anglican et ministre lui-même, devenu moine bénédictin). — Joseph LECLER. Chronique d'histoire religieuse (fin du Moyen Age, Renaissance, Réforme). = 20 juillet. John LAFARGE. Le problème des Noirs en Amérique tel que le voient les nègres eux-mêmes (c'est essentiellement le problème de la sécurité, absence de sécurité personnelle et de garanties civiles et économiques. Montre que, dans la mesure où les droits élémentaires des nègres sont respectés, ils progressent très rapidement. L'influence de l'Église catholique est encore faible sur eux). = 5 août. Yves DE LA BRIÈRE. L'encyclique pontificale sur l'action catholique et le fascisme (commentaire de cet important document, qui « est à la fois, une page d'histoire sur le conflit qui met aux prises le Fascisme italien avec l'Action catholique, et un jugement doctrinal sur une conception exorbitante de l'État en matière d'éducation... »). — Paul DONCEUR. Les paroisses de France. Enquête sur le clergé paroissial français de 1900 à 1930 ; fin au numéro suivant (étude très nourrie de chiffres sur la disette de prêtres, le déficit des ordinations, les décès qui montent à 13,000 environ, la répartition géographique de cette diminution ; situation nouvelle créée par la désertion des campagnes, la création de nouvelles paroisses urbaines ; les remèdes : regroupement des paroisses, participation plus grande des laïques, intensification du recrutement). — Florentin HELME. Cervantès aux bagnes d'Alger (récit résumé de sa captivité de quatre ans). — Paul DUDON. Réquisitoires et plaidoyers du prince Bernard de Bülow. = 20 août. Joseph BONSRIVEN. Le rabbin français (décrit d'après le livre de Jules Bauer : *L'école rabbinique de France, 1830-1930*. Histoire de cette maison, formation que reçoivent les étudiants, rôle du rabbin dans sa communauté. Insiste sur la part importante faite dans cette formation à la haute culture scientifique). = 5 septembre. Yves DE LA BRIÈRE. L'Empire britannique et son évolution (présente l'ouvrage de Jean-Jacques Chevalier : *L'évolution de l'Empire britannique*). — Paul DONCEUR. Bulletin de littérature hagiographique (saint Anchaire, le bienheureux Nicolas de Flüe, saint Antoine Marie Zaccharia, sainte Thérèse d'Avila, le bienheureux Grignon de Montfort, sainte Françoise Romaine et saint Louis d'Anjou. Discute les résultats de travaux de M. Fawtier sur sainte Catherine de Sienne). = 20 septembre. Paul DUDON. La Marguerite des Marguerites, 1492-1549 (étudie, à l'occasion de la thèse de Pierre Jourda annoncée dans la *Revue historique*, t. CLXVI, p. 293, la question controversée de ses croyances religieuses ; estime que sa religion est celle de Briçonnet ; réformatrice, mais dans le cadre de l'Église catholique ; « elle n'a été qu'une catholique téméraire et inconséquente »). = 5 octobre. Émile GATHIER. La situation actuelle de l'Inde. Le rôle de Gandhi (revue rapide des événements depuis l'accord de Gandhi et de Lord Irwin au début de 1931 ; l'atti-

tude des Princes et des Musulmans à l'égard de Gandhi). — Joseph LECLER. Un aspect de la politique coloniale de l'Ancien Régime : Louis XIV « évêque du dehors », aux Antilles et au Canada (la conversion des indigènes a été, tout au moins au début, désirée par Louis XIV, le roi se considérant toujours comme chargé vis-à-vis des colonies d'une mission spirituelle, sans d'ailleurs renoncer à tenir le clergé dans sa dépendance). = 20 octobre. Henri DU PASSAGE. La crise anglaise et le socialisme d'outre-Manche. — Pierre DELATTRE. Le septième centenaire de sainte Élisabeth de Hongrie, 1231-1931 (insiste sur les nombreuses Fraternités de sainte Élisabeth qui existent en Allemagne). = 5 novembre. Yves DE LA BRIÈRE. Chronique du mouvement religieux ; I : Saint-Siège et Italie fasciste ; II : le Comibisme en Espagne. = 20 novembre. Paul CATRICE. L'emploi des troupes indigènes et leur séjour en France. — Victor DILLARD. Le problème de la « Credit Anstalt » ; I : Le cancer des banques autrichiennes ; II : L'effondrement de la Credit Anstalt. — Alexandre BROU. Bulletin des Missions. Inde. Chez les Jacobites du Travancore. Les retours à l'unité (l'Église syro-malabare, le schisme jacobite, conversion récente au catholicisme de l'archevêque Mar Ivanios et de nombreux jacobites). = 5 décembre. Robert D'HARCOURT. L'opinion catholique allemande et le réalisme politique en face de la France (dans l'ensemble, malgré une antipathie avouée à l'égard de la France, les catholiques allemands comprennent la nécessité d'une entente avec elle). — Joseph LECLER. Un adversaire des libertins au début du XVII^e siècle : le P. François Garasse, 1585-1631 (« . . . sous des apparences bouffonnes et parfois grossières, Garasse se révèle comme un observateur sagace et un juge clairvoyant... » son livre, qui frappait fort, frappait juste aussi). — René VANLADE. La Tunisie ouvrière et rurale (montre combien il reste à faire pour élever le fellah et l'aider à sortir de l'insécurité ; s'il n'y a plus de famines, la disette règne encore périodiquement). = 20 décembre. Louis JALABERT. Le second empire colonial français. Acquisitions de la Restauration, de la monarchie de Juillet et du Second Empire (résumé rapide). — Yves DE LA BRIÈRE. Chronique du mouvement religieux. La réduction des armements. Une forêt de malentendus. M. C.

La Grande Revue. 1931, novembre. — Paul CROUZET. Une théorie française de la colonisation (à propos de *Grandeur et servitude coloniales*, par Albert Sarraut). — Édouard KRAKOWSKI. Challeml-Lacour en exil. Les méditations d'un proscrit (incarcéré après le coup d'État du 2 décembre 1851, il fut proscrit le 20 mars suivant et se rendit en Belgique, puis en Suisse, d'où il s'empressa de revenir en 1859, en profitant du décret d'amnistie en faveur des « individus qui ont été condamnés pour crimes et délits politiques »). — P. LABORIE. Les remèdes sociaux du Français moyen ; V : Les côtés financiers du problème de la rationalisation. — M. DUGARD. Éducation allemande et rapprochement (à propos de l'ouvrage d'Amédée Vulliod, *Aux sources de la vitalité allemande*, où est exposé le nouvel idéal éducatif de l'Allemagne représenté par l'École supérieure de culture allemande, « néo-humaniste et moderne », créée en 1924). — Cécile KNØRTZER. Le travail de la propagande allemande (d'après *Le Rhin libre*, livre lancé à grand renfort de réclame aussitôt après la libération des pays rhénans, et qui tend à préparer « un cataclysme plus épouvantable que celui de 1914 »). = Décembre. J. GAUDEFROY-DEMOMBYNES. La crise allemande vécue (impressions rapportées d'un récent séjour en Prusse sur l'état d'esprit des Allemands). — P. LABORIE. Les remèdes sociaux du Français moyen ; fin : La nécessité d'une action d'ensemble et le rôle des pouvoirs publics. — René

LAYS. Les affaires du Nord-Annam. — Henri SÉE. Les États-Unis vus par quelques Français.

Journal des savants. 1931, novembre. — A. BLANCHET. La sculpture en Bourgogne (analyse l'ouvrage de Marcel Aubert ; avec deux planches). — Gabriel FERRAND. Les portulans de la bibliothèque de Lyon (la publication de ces portulans par MM. de La Roncière et le colonel Langlois rendra de grands services à l'histoire de la cartographie maritime ; il reste à faire une étude détaillée de la nomenclature géographique). — Georges SEURE. A la recherche d'Ithaque et de Troie ; 3^e article (impossible d'admettre avec Dörpfeld que, pour assiéger Troie = Hissarlik, les Grecs se soient installés à Bésika. Il paraît vraisemblable qu'à l'époque d'Homère l'emplacement d'Hissarlik était inhabité. « Hissarlik n'aurait de chance de redevenir Troie qu'à la double condition de n'être point la Troie homérique, et que la Troie homérique ne fût que la création illusoire d'une imagination épique »). — Henri DEHÉRAIN. La géographie historique au Congrès international de géographie de Paris en septembre 1931. — L. BRÉNIER. L'art des églises de Bucovine aux ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles (d'après les ouvrages de Paul Henry). — Ch. PICARD. Le palais de Minos à Cnossos (d'après l'ouvrage de Sir Arthur Evans). — Ed. MEYNIAL. Nouvelles recherches sur l'histoire financière des ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles (d'après les ouvrages de G. Dupont-Ferrier).

Mercure de France. N° 802. — A. VAN GENNEP. Les meneurs d'animaux (contribution à la littérature folklorique). — Jean BASTIER. Le statut juridique du titre des ouvrages littéraires. — A. CHESNIER DU CHESNE. Lamartine académicien ; documents inédits, 1829. — F. W. G. FOAT. Chronique de Glozel : les conséquences scientifiques de M. Dussaud (l'argument *a priori* « était, depuis trente ans, en faveur de Glozel : Puyravel, Seltzsch, Chez Guerrier, Montespan-Ganties, Bunesti et Alvao »). — KADMI-COHEN. La science d'Israël (d'après les travaux de J. S. Zuri). = N° 803. Dr A. MORLET. Parallèle ethnographique du gibier dans l'art glozélien. = N° 804. Henry-D. DAVRAY. Réflexions sur la crise britannique (« il est indispensable que le gouvernement accorde sa collaboration confiante à la France et aux États-Unis. L'Angleterre n'est plus assez insulaire pour se tenir en dehors de la solidarité internationale »). — A. Ferdinand HÉROLD. Lauro de Bosis (comment il lui vint l'idée d'aller en avion jeter sur Rome des pamphlets antifascistes et comment il exécuta son projet). — J.-G. PROD'HOMME. La bibliothèque et les archives de l'Opéra. — S. POSENER. Les fonds secrets du quai d'Orsay en 1841 (produit une pièce trouvée dans les papiers d'Adolphe Crémieux). — Émile LALOV. Qui était le Masque de fer? = N° 805. Henry MASSOUL. Quelques effets de la politique extérieure du fascisme (n'ayant point retiré de son alliance avec la France contre l'Allemagne tout le profit qu'elle en attendait, l'Italie retourne à son alliance avec l'Allemagne contre la France, à seule fin d'élargir et de compléter ses avantages. Mussolini s'applique à combattre « l'hégémonie française », en particulier dans la péninsule balkanique et les régions méditerranéennes). — Dr Aly KROGIUS. La maladie de Napoléon (maladie grave, « qui vint insidieusement ébranler son énergie, sa puissance d'action, sa virilité même » ; il est vraisemblable qu'il eut « une tumeur de l'ypophyse »). — Louis DUMUR. Les fourriers de Lénine ; roman ; fin. — A. VAN GENNEP. Qui était le Masque de fer? (ce n'est pas Dauger, mais Jacques de La Cloche, fils naturel de Charles II d'Angleterre). = N° 806. Florian DELBORRE. La Société des Nations en Mandchourie (le service d'informations de

la Société n'a pas su discerner la cause profonde du conflit ; du moins, la Chine a-t-elle réussi à intéresser à son sort la communauté des nations). — Robert KAHN. La vraie raison des crises actuelles. — Marc CITOLEUX. Le salon littéraire des Feuillantines. Les catholiques et les neutres chez M^{me} Ackermann.

La Révolution de 1848 et les Révolutions du XIX^e siècle. 1931, n^o de septembre-novembre. — Georges RENARD. Mes souvenirs, 1870-1871 ; II : La Commune ; fin. — Alexandre ZÉVAËS. Une candidature féministe en 1849 (celle de Jeanne Deroin ; sa candidature fut combattue par de nombreux démocrates-socialistes). — A.-M. GOSSEZ. Deux documents relatifs à la surveillance politique des proscrits de l'Empire réfugiés à Jersey (ils vont du 22 février au 31 mai 1858). — Sandov TÉLÉKI. Les supplices d'Arad, 5-6 octobre 1849 (treize généraux hongrois, condamnés à mort par le gouvernement autrichien dans la citadelle d'Arad, ont été fusillés ou pendus). — Félix PONTEIL. L'agitation ouvrière dans le Haut-Rhin en juin-juillet 1847. — Colonel ГОДЧОВ. Les trois coups de chasse-mouches donnés par le d^{ey} au consul Deval (publie trois versions de cet événement, qui devait avoir pour conséquence la prise d'Alger en 1830 : celle du consul lui-même, datée du 30 avril 1827, celle du général anglais Bathurst, du 14 mai, et celle du consul du Portugal, 15 juin). — Mort d'un otage de 1871 (raconte à ce propos comment plusieurs otages enfermés à La Roquette réussirent à s'échapper avec la connivence de leurs geôliers et grâce à l'arrivée opportune des troupes de Versailles).

La Révolution française. 1931, juillet-septembre. — Pierre CARON. Danton et les massacres de Septembre (un examen critique de tous les témoignages permet d'affirmer que Danton est innocent de « l'événement » de septembre ; il pensa que l'acte était « terrible », mais « nécessaire » ou « inévitable »). — Gaston MARTIN. « Ma mère, Vendéenne » ; contribution à l'histoire d'une légende (c'est Victor Hugo qui a créé la légende de sa mère « vendéenne » et conspiratrice ; peut-être d'après les récits de sa mère exécrant dans la Révolution « le régime qui a préparé Napoléon et est devenu la cause indirecte de la mort de son amant très cher, La Horie »). — Edith BERNARDIN. Une lettre inédite de Madame Roland (écrite le 29 mars 1791 à Champagneux, officier municipal de Lyon). — Pierre CARON. Foulhioux (biographie d'un personnage très obscur, un Lyonnais, qui vint chercher fortune à Paris pendant la Révolution. Arrêté en nivôse an X comme rédacteur d'une « feuille séditieuse », il mourut en l'an XIII dans des circonstances demeurées inconnues). — Id. L'incident de l'adresse des Jacobins de Sète, 15 germinal an II (d'après un mémoire justificatif adressé, le 15 thermidor an III, par un délégué Sétinois appelé Charles-Nicolas Jullias, surnommé Cincinnatus). — Id. Opinion d'un pro-létaire sur la Convention, pluviôse an III.

Revue celtique. Tome XLVII, 1930, fasc. 1-2. — Joseph LOTH. Les formes celtiques du nom des Calédoniens ; le sens du mot « nepos » (« nepos » = petit-fils). — J. GUILLANDRE. Le calendrier de Cogny. — Roger Sherman LOOMIS. The head in the Grail (contredit les hypothèses ingénieuses de Miss Weston sur les origines du Graal). — Paul AEBISCHER. Un « Aventicum » fribourgeois (sur le territoire de la commune de Vuisternens-en-Ogoz). — E. ERNAULT. Le breton de Gilles de Keraupuil ; texte et traduction ; suite et fin. — Joseph LOTH. Une généalogie des rois de Strathclyde (en remontant de la fin du IX^e au V^e siècle). — J. VENDRYES. Variétés (formes anciennes des noms d'Ambierle, Loire, et d'Ambérieu, Ain). — Id.

Le millénaire de Howel le Bon. = Nécrologie : John Gwenogvryn Evans, éminent paléographe, mort le 25 mars 1930. = Nos 3-4. Maighréadni ou Marguerite C. DODDS. The Ban-Shenchus (c'est une liste des femmes mariées qui furent célèbres dans la littérature et l'histoire de l'Irlande). — A. G. VAN HAMEL. The Celtic Grail. — Joseph LOTH. Persistance des institutions et de la langue des Brittons du Nord, ancien royaume de Strathclyde, au XII^e siècle. — Alexandre Haggerty KRAPPE. L'origine irlandaise d'un épisode de la *Halfs Saga* (document islandais du XIII^e siècle). — J. VENDRYES. Un poème de Gwilym Ddu o Arfon (modèle de la poésie galloise au premier quart du XIV^e siècle). — Paul AEBISCHER. La divinité aquatique *Telo* et l'hydronymie de la Gaule (*Telo*, génie d'une source, d'où sont dérivés les noms de Toulon, Tholon, Thouroun et Théron, de Toleure et Tollouroz, etc.).

Revue de l'histoire de Versailles et de Seine-et-Oise. 1931, janvier-mars. — Fernand BOULÉ. Notes sur la rue de Satory ; II : La rue du Maréchal-Joffre (histoire des maisons de cette rue et de ceux qui les ont habitées). — Dr Ed. CHRISTEN. La chirurgie et les premiers chirurgiens du roi aux XVII^e et XVIII^e siècles (à noter l'opération en 1686 de la fistule par Félix, qui sauva la vie de Louis XIV). — Henri LEMOINE. Le livre de raison de Madame de Galard, châtelaine de Grignon (de 1771 à 1791). — Georges MAUGUIN. Deux fêtes civiques à Versailles en 1792 ; II : Le premier enfant de Versailles offert à la patrie (le fils du citoyen Martin, né le jour même de la proclamation de la République, fut présenté en grande pompe par sa marraine à la municipalité de Versailles, qui l'offrit à la patrie, en même temps que le père s'inscrivait « pour voler à la défense de la patrie en danger », 26 septembre 1792. On lui donna le prénom de « Républicain ». On ignore ce qu'il est devenu).

Revue de l'histoire des Colonies françaises. 1929, novembre-décembre. — G. TRAMOND. Les troubles de Saint-Domingue en 1722-1724 ; suite (véritable révolte des colons, dont l'esprit « républicain » en veut au monopole de la Compagnie. Il fallut envoyer une escadre. Les sanctions se bornèrent à deux pendaisons en effigie). — J. BOUVAULT. La Cochinchine et la guerre de 1870-1871 (malgré sa date récente, la colonie ne fut pas sérieusement inquiétée. L'empereur Tu-Duc eut bien quelque velléité de profiter des défaites françaises pour reprendre les provinces perdues, mais la population resta calme). — F.-Ch. R. L'extravagant projet du baron de Saintot pour faire du Maroc un apanage en faveur du comte d'Artois (1777). — Un plan de guerre pour l'Inde en 1787 par le bailli de Suffren. = 1930, n^o 1, janvier-février. La conquête d'Alger d'après la correspondance de l'intendant [Paul] Raynal (publiée par M. Augustin BERNARD). — Marjorie JOHNSTONE. Une ambassade au Maroc au XVIII^e siècle (ambassade d'Alexander Jardine, envoyé en 1771 par Stephen Cornwallis, gouverneur de Gibraltar). — F.-Ch. R. Une proposition d'expédition contre Alger de fructidor an X. = N^o 2, mars-avril. En l'honneur du général Archinard. — Paul ROUSSIER. Une maison d'éducation pour les jeunes personnes à la Martinique au temps où l'impératrice Joséphine était enfant. — Habitants de Saint-Domingue en 1776. — Bourbon en 1671.

Revue de l'histoire des religions. 1931, juillet-octobre. — Israël, d'après un livre récent (celui d'A. Lods, qui est en France « le représentant le plus autorisé de l'école dite de la critique biblique ». Objections sur plusieurs points importants). — R. P. MASANI. Le folklore des puits dans l'Inde et spécialement à Bombay (traduction française, réduite à l'essentiel, d'un ouvrage anglais, publié en 1918, sur le

caractère sacré des eaux, les saints qui les habitent, les peines encourues pour leur profanation, les puits et étangs sacrés chez les Parsis, les démons des eaux, etc.). — Paul COLLINET. La règle de saint Benoît et la législation de Justinien (c'est avec Justinien que s'affirme le principe de la subordination des monastères à la juridiction ecclésiastique. Justinien a emprunté à saint Benoît les règles appliquées à l'élection des abbés). — Adolphe LODS. Recherches récentes sur le prophétisme israélite. = Comptes-rendus et chronique. = Nécrologie : l'abbé François-Nicolas Nau (13 mai 1864-2 septembre 1931 ; professeur de mathématiques à l'Institut catholique de Paris, où il enseigna le syriaque en ses multiples manifestations, philologiques et historiques). — Nathan SÖDERBLOM, archevêque (auteur de travaux remarqués en histoire religieuse).

Revue de littérature comparée. Tome VIII, 1928, n° 2. — Abel CHEVALLEY. Temps, histoire, roman (le temps est la succession dans la durée. Réalisons donc la durée, mais aussi la succession ; « c'est par là qu'histoire et roman se rapprochent : l'histoire est du temps retrouvé »). — Sybil GOULDING. Le beau-père de Rivarol ; Mather Flint, maître de langue anglaise à Paris (auteur d'un traité de *Prononciation anglaise*, 1739). — Dorothy O'CONNOR. Sébastien Brant en France au xvi^e siècle — Marcel BATAILLON. Cervantes penseur, d'après *El pensamiento* de Cervantes par Américo Castro. — B. MUNTEANO. Voltaire en Roumanie. — Souéo GORÔ. Les premiers échanges de civilisations entre l'Extrême-Orient et l'Occident dans les temps modernes (importante bibliographie). — Z.-L. ZALESKI. Michelet, Mickiewicz et la Pologne. — Lieutenant-colonel DE MONTENON. Lettres inédites de Fontanes à Baudus, 1798-1815 (Baudus de Villenove, premier maire de Cahors en 1789, émigré en 1792, fonde à Hambourg, 1796, le *Spectateur du Nord*, qui eut un grand succès ; amnistié en 1802 grâce en partie à Fontanes, qu'il avait connu à Hambourg). — J. et P. LABAT. Les « Lettres d'une religieuse portugaise » et la sensibilité française (ces lettres, dont une traduction française a paru en 1669, ont été écrites par une religieuse de Bêjâ, Marianna Alcaforado, à son amant, le comte de Saint-Léger, qui regagna la France en 1668. Le succès de ses lettres continua jusqu'au xix^e siècle). — D.-G. LARG. M^{me} de Staël et Henry Crabb Robinson. Fiction et vérité. — Henri GIRAD et Pierre POUX. Klopstock et le romantisme français, jusqu'aux *Consolations* de Sainte-Beuve. — Alice POIRIER. Quelques lettres inédites ou mal éditées de Boissonnade au sujet de Chateaubriand, 1808-1811. = Tome IX, 1929. André KOSZUL. Les relations entre l'Alsace et l'Angleterre au xvi^e siècle. — Fernand BALDENSPERGER. Voltaire anglophobe avant son séjour en Angleterre. — Marie-Jeanne DURRY. L'« Académie celtique » et la chanson populaire (Académie fondée en 1807 pour « réunir les titres de gloire légués à leurs descendants par les Celtes, les Gaulois et les Francs ». Elle devint en 1813 la Société des Antiquaires de France). — Régis MESSAC. Voyages modernes au centre de la France. — Miron Malkiel JIRMONSKY. La survivance littéraire des « matières » de France et de Bretagne au delà du Moyen Age. — O. GUINAUDEAU. La Suisse au xviii^e siècle. Les liens spirituels entre Suisses. — Jules DECHAMPS. La légende de Napoléon et la littérature comparée. — Henri BUSSON. L'influence du *De Incantationibus* de P. Pomponazzi sur la pensée française, 1560-1650. — Un jugement diplomatique inédit sur Montesquieu en Angleterre (par le comte de Broglie, ambassadeur en Angleterre, 31 octobre 1730). — Albert COUNSON. Navarin. Poésie et liberté ; un siècle de philhellénisme (discours prononcé à l'occasion du centenaire de la ba-

taille). — E. PHILIPS. Le personnage du Quaker sur la scène française. — B. MURTEANO. L'« âme sensible », le « génie français » et les débuts de Kotzebue en France. — F. B. Un incident théâtral franco-anglais au XVIII^e siècle, d'après un témoignage diplomatique (lettre adressée par le comte de Cambris au gouvernement français, le 23 octobre 1738). — Rudolf MERTZ. Les amitiés françaises de Hume et le mouvement des idées. — Henri HAUSER. Histoire d'un contrôleur général, d'un intendant et de deux jeunes Chinois (le contrôleur général était Bertin, contrôleur général de 1759 à 1763 ; il aurait dit au roi qu'il fallait « inoculer aux Français l'esprit chinois ». Détails inédits sur deux Chinois qui ont été mis en cause à cette occasion). — F. B. A propos des *Lettres* de Muralt sur les Anglais et les Français. — Un rapport secret à Metternich sur Montalembert en 1834. = Tome X, 1930, n° 1. Fernand BALDENSPERGER. Le grand schisme de 1830 : « Romantisme » et « Jeune Europe ». — Jean SARRAILH. L'émigration et le romantisme espagnol (le romantisme espagnol d'après 1830 ne peut se comprendre pleinement que par l'étude de l'émigration qui la précéda, jusqu'à la mort de Ferdinand VII en 1833). — Suzanne GUGENHEIM. Les romantiques français jugés par Joseph Mazzini. = Avril-juin. Frédéric FABRE. Le collège anglais de Douai ; son histoire héroïque (créé par Allen pour former des prêtres qui devaient, au péril de leur vie, aller défendre le catholicisme dans l'Angleterre anglicane ; leurs œuvres de propagande ; suppression du collège en 1793). — Fernand BALDENSPERGER. Les prémices d'une douteuse amitié : Voltaire et Frédéric II, 1740 à 1742. — Jules DECHAMPS. Études sur la formation de la légende de Napoléon : en Belgique avec les Anglais après Waterloo ; suite et fin en septembre-octobre. — Victor FLEURY. Un salon cosmopolite vers 1843 : chez Madame d'Agoult. — George L. DOTY. Zabaleta et Parini : leurs satires et leur critique des milieux contemporains (Juan de Zabaleta, auteur de *El día de fiesta*, composé à Madrid en 1654-1660 ; Giovanni Parini, auteur de *Il giorno*, composé à Milan en 1763). — Fausto NICOLINI. La teoria del linguaggio in Giambattista Vico e Giangiacomo Rousseau. = Juillet-septembre. Serge DENIS. La « Nation germanique » à l'Université d'Orléans, XVI^e et XVII^e siècles. — R.-A. JONES. Une amie anglaise de M^{me} de Staël : Miss Fanny Randall (publie une lettre de Miss Randall à Miss Berry, datée de Broglie, 7 juin 1831). — Maria DELL'ISOLA. Giosuè Carducci en France, 1872-1928. = Octobre-décembre. Émile PONS. Les langues imaginaires dans le voyage utopique. Un précurseur : Thomas Morus. — André MONGLOD. Senancour en Suisse, 1789-1803, d'après des documents inédits (suivi d'une vie inédite de Senancour par Vieilh de Boisjolin). — Henri MONGAULT. Gogol et Mérimée. — Fausto NICOLINI. Lettere inedite del D'Alembert, del maresciallo di Brissac e del marchese di Croismare all'abbate Galiani. = 1931, janvier-mars. Numéro tout entier consacré à l'Amérique et à ses rapports avec la littérature des autres nations. = Avril-juin. Émile PONS. Les langues imaginaires dans le voyage utopique : les *jargons* de Panurge dans Rabelais (l'auteur a réussi à trouver l'origine et le sens du jargon que Rabelais met dans la bouche de Panurge). — Ennemond CASATI. Quelques correspondants français de Shaftesbury. — Georges Nestler TATOCHE. Remarques sur les types populaires créés par la littérature comique américaine. — Lettres inédites ou négligées de Voltaire ayant trait à ses rapports avec l'étranger. — René DALLOT. Les romans illyriens de Charles Nodier (avec une abondante bibliographie). — B. GUYON. Une revue romantique inconnue : *Le Gymnase* ; étude sur les rapports du saint-simonisme et de la littérature étrangère.

Revue de Paris. 1931, 1^{er} décembre. — Comte SFORZA. Chine et Japon en

Mandchourie. — C. ARAGONNÈS. Chez M^{me} Cornuel : un salon bourgeois au XVIII^e siècle (M^{me} Cornuel, née Anne Bigot, épousa en 1627 Guillaume Cornuel, conseiller du roi ; elle tint à Paris un bureau d'esprit et de médisance jusqu'à sa mort, en 1694). — René ARNAUD. Hoover, ou Quatre ans de prospérité (et la crise financière de 1929-1931). = 15 décembre. Comtesse DE NOAILLES. Le livre de ma vie : adolescence. — Gabriel HANOTAUX. Le tribunal des maréchaux sous l'Ancien Régime (à propos de l'*Histoire du maréchalat de France*, par le baron Gabriel d'Orgeval ; le tribunal des maréchaux était chargé de veiller aux lois de l'honneur, que Montesquieu considérait comme le principal ressort du gouvernement monarchique). — Albert AFTALION. La situation économique de la France (elle est beaucoup moins satisfaisante qu'on ne le croit à l'étranger). — ARTHUR-LÉVY. Jérôme Bonaparte et Napoléon (expose l'irritation causée à Napoléon par la conduite de son plus jeune frère, malgré les marques d'une amitié, tyrannique mais sincère, qu'il ne cessa de lui témoigner). — Anthony H. G. FOKKER. Souvenirs d'un homme volant (Fokker est l'inventeur des avions qui firent tant de fois parler d'eux pendant la guerre. Ses souvenirs, intéressants comme étant ceux d'un « selfmade man », importent à l'histoire de l'aviation à ses débuts ; suite les 1^{er} et 15 janvier 1932). — Wladimir D'ORMESSON. L'expérience hitlérienne. = 1932, 1^{er} janvier. Prince SIXTE DE BOURBON (expose la situation de l'Autriche et l'état d'esprit de l'empereur François-Joseph à la veille de sa mort ; ensuite et surtout la politique de Charles I^{er} et ses rapports avec l'empereur d'Allemagne. Très intéressant portrait de l'empereur Charles, qui avait à cœur de secouer le joug prussien et de maintenir ses peuples dans l'union et l'entente. Sévère appréciation du prince de Bülow et de ses Mémoires). — Émile MALE. La décoration des églises des grands ordres religieux au XVIII^e siècle ; I (notamment des Jésuites et des Carmes). — Marc CHAUDOURNE. Tableaux d'U. R. R. S. (où se voit le rôle trompeur de l'agence officielle de tourisme). — Adolphe BOSCHOT. Théophile Gautier critique d'art. — Général A. NIESSSEL. Vorochilov, chef suprême de l'armée rouge (fait réfléchir). = 15 janvier. Louis BARTHOU. Danton et les massacres de Septembre (ces massacres, dont on connaît les exécuteurs, « ne peuvent être attribués à des auteurs principaux, à Danton moins qu'à tout autre. Seule, l'impuissance de tous les pouvoirs les explique »). — Paul MORAND. Carnet d'Europe centrale (impressions ressenties à Prague et à Budapest). — Émile MALE. La décoration des églises des grands ordres religieux ; suite (les ermites de Saint-Augustin et les Dominicains). — Comte DE FELS. Contre Lénine (conclusion : il faut « renoncer à Ford, c'est-à-dire aux conceptions mégalomanes ; prendre position contre Lénine, c'est-à-dire contre le parti marxiste »). — *** L'expansion japonaise ; ses raisons, son avenir. — Jean-Louis VAUDOYER. L'art français à Londres. — Constantin PHOTIADÈS. Vincent d'Indy (qui vient de mourir le 5 décembre 1931 ; sa vie et son œuvre).

Revue de Saintonge et d'Aunis. 1929, livr. 7-8. — Robert DELAMAIN. Les ateliers de Saint-Martin et de Châtres (histoire des fabriques de faïence en Angoumois au XVIII^e et au XIX^e siècle). — Robert DUCOT. Victor Louis en Saintonge : l'hôtel de Kerlivio-Broussard à Pons (Louis est le célèbre architecte auquel on doit le grand théâtre de Bordeaux. C'est lui qui a fourni les plans pour l'hôtel de Pons vers l'an 1772). — P. ROBERT. Le tumulus de Crucheau (près de Sainte-Lheurine ; fouillé récemment, il contenait uniquement un squelette). — Charles DANGIBAUD. Chez un potier de la Chapelle-des-Pots, imitateur de Bernard Palissy. —

Marcel PELLISSON. La haute société de Saint-Seurin (d'après les registres d'état civil protestants et catholiques, depuis le xvi^e siècle). Liv. 9-12. = Tome XLIV, livr. 1, 1930. F. T. AUSONE (résumé de la vie d'Ausone par lui-même, d'après la traduction de Corpet). — J. LOTH. Le Saintongeais *Cruc, Cruchau*, et la disparition du celtique en Gaule (au plus tard dans la seconde moitié du v^e siècle; c'est sur la Manche que le recul du breton a été le plus prompt). — Programme des dispositions arrêtées par le Conseil municipal de Saintes pour le passage de la duchesse d'Angoulême, 1823. — Règlement du roy entre le gouverneur de Saint-Jean-d'Angély et le lieutenant général sur les droits, rangs et prééminences de leurs charges, 1674. = 6^e livr. Abbé LEMONNIER. De l'option des religieux entre la vie commune et la vie privée dans la Charente-Inférieure en 1791; suite et fin. — Légende de Courcours (quelques lignes en patois saintongeais sur le tumulus de la Fade en Courcours). — Ch. D. Les « thermes » de Mediolanum (sont-ce bien à des thermes qu'appartiennent les ruines dites de Saint-Saloine?). — N. MOREAU. Bains romains (dégagés à Saintes). — Marcel PELLISSON. La Saint-Fiacre à Mortagne-sur-Gironde (quelques glanes sur la grande foire et frairie de Saint-Fiacre. Saint-Fiacre est le patron des ermites de Saint-Augustin, qui avaient fondé un petit couvent aux Loges, dans la forêt de Saint-Germain-en-Laye. Les gens de Mortagne ont voulu sans doute fêter la délivrance de leur pays à la fin de la guerre de Cent ans en autorisant une foire et les réjouissances qui en étaient le principal attrait). — Ch. D[ANGEBAUD]. Telo Martius (critique l'hypothèse d'Aebischer, qui rattache à la divinité aquatique Telo tous les Tournon, Toreron et Taillon de la région, et d'ailleurs). = 7^e livr. Abbé BELLIARD. Baronnie de Champdolent.

Revue des Deux Mondes. 1931, 1^{er} décembre. — ***. La tentative et l'échec de l'Anschluss douanier. — François GUIZOT. Lettres à Laure de Gasparin; III: Mars 1840-février 1848 (beaucoup de détails sur les discussions parlementaires et les élections de 1846. Le 8 septembre 1847, il écrit: « Les esprits sont troublés, perplexes, dévoyés, méfiants, exigeants »; il paraît cependant être resté optimiste jusqu'à la veille de la catastrophe). — H. CELARIÉ. Promenades dans Rhodes (au moment du soulèvement de la population grecque contre les fonctionnaires britanniques). — G. LENOTRE. La maison des Carmes; V: Entre le Pape et l'Empereur (1810-1814. Mort de M. de Soyecourt, enseveli dans la crypte de l'église, 11 juin 1849. Ce qu'est devenue la maison depuis les premiers travaux en 1867). — André ANDRÉADÈS. Le Japon nouveau (celui de 1930). — Marie-Jeanne DURRY. Un manuscrit retrouvé des *Mémoires d'Outre-Tombe* (en dix volumes, qui contiennent la dernière rédaction, déposée en mai 1847 chez M^e Cahouet, notaire à Paris. Très intéressant). — Firmin ROZ. Aux élections anglaises. — Louis GILLET. Du nouveau sur Shakespeare (d'après les pièces d'un procès intenté au poète pour menaces de mort proférées contre un certain Wayte, gendre du shériff devant lequel le procès était porté et qui s'appelait William Gardiner. Ce dernier a été, sous le nom de Shallow, tourné en ridicule par Shakespeare, qui paraît avoir, dans cette circonstance, joué un rôle peu glorieux). = 15 décembre. Lettres de jeunesse de Bonaparte, 1789-1792 (écrites par Bonaparte à son oncle Lucien, l'archidiacre de Bonifacio, à sa mère, à son frère Joseph, à son oncle Fesch, vicaire général à Ajaccio. Ces lettres, dont l'original est conservé à Frangins, sont publiées par M. Ernest d'Hauterive; elles sont toutes inédites et datées de Seure et d'Auxonne). — FIDUS. Silhouettes parlementaires: M. Pierre Laval. — Eugène SCHNEIDER. Les cahiers de l'industrie française. Conclusions: la situation actuelle de l'industrie. — Duc

DE BROGLIE. Aux fêtes de Yorktown. — Louis GILLET. Visites aux musées de province ; I : Avignon. — Louis DE LAUNAY. Deux expériences socialistes (en Allemagne et en Angleterre. Le socialisme « n'est pas seulement une cause de ruine, mais aussi une cause de guerre »). — PASTEUR-VALLÉRY-RADOT. La maladie du sommeil (importance, au point de vue économique et social, des résultats obtenus dans la lutte contre cette maladie). = 1930, 1^{er} janvier. Général SIKORSKI. En Europe centrale. La campagne allemande pour la revision (sur la question du « corridor polonais », que la campagne revisionniste vient d'introduire parmi les préoccupations internationales, la Pologne ne saurait transiger ; « elle se soulèverait jusqu'au dernier homme »). — Edmond CHAIX. Une industrie nouvelle : le tourisme. — DUC DE BROGLIE. Mémoires ; I : Les tentatives de restauration monarchique (en 1671 et en 1873. Témoignage d'une importance particulière, le duc étant, en 1873, président du Conseil des ministres ; suite et fin le 15 janvier ; la question du drapeau blanc, sur laquelle le comte de Chambord fut intraitable, malgré les supplications de ses principaux serviteurs ; il rendit ainsi impossible toute tentative de restauration monarchique). = 15 janvier. *** Avant la Conférence du désarmement. — Louis BERTRAND. L'Espagne musulmane (ce que fut la civilisation arabo-hispanique). — J. BOISSONNET. L'ilot français dans la crise mondiale. — Louis GILLET. L'exposition d'art français à Londres.

Revue des études anciennes. Octobre-décembre 1931 — A. DAIN. Les cinq adaptations byzantines des « Stratagèmes » de Polyen (montre après combien de remaniements nous sont parvenus certains textes de l'époque byzantine). — Jean-Rémy PALANQUE. Famines à Rome à la fin du IV^e siècle (il y eut cinq crises frumentaires de 382 à 388). — Albert DAUZAT. La toponymie de l'Auvergne et du Velay. Les dérivés avec suffixe pré-latin, les composés gaulois et les mots isolés (« les Gaulois ont complété la colonisation des grandes vallées, amorcé les défrichements, tracé des chemins de jonction, construit les premiers ports, élevé des forteresses aux points stratégiques. Les lieux de passage, composés en *ritus*, acquièrent de l'importance ; ceux des marchés, en *magus*, se développent. C'est aux Romains qu'il appartiendra de mettre le pays en valeur ; le grand nombre de noms de domaines en *acum* en est le plus éloquent témoignage ». Une carte porte les noms des lieux habités avant la conquête romaine). — Léon HERRMANN. Anchise a-t-il menti ? (si l'enfant de la 4^e bucolique est aussi celui du VI^e livre de l'*Énéide*, les vers 875-877 de l'*Énéide* « rappellent un espoir que Virgile a partagé avec Rome et constituent un mélancolique écho du chant d'allégresse de jadis »). = Bibliographie et chronique.

Revue des études historiques. 1931, octobre-décembre. — Henri COURTEAULT. Maurice Boutry (notice nécrologique sur cet historien, 1868-1931, qui fut président de la Société des études historiques et qui remplit pendant trois ans les fonctions de directeur de la *Revue* publiée par elle). — Léon MIROT. Une expédition française en Tunisie au XIV^e siècle : le siège de Mahdia, 1380 (avec une abondante bibliographie, une liste des membres de l'expédition et la mention des dons faits par eux). — H.-M. LEGROS. A propos du cerf de Reims au sacre de nos rois (Gervais, archevêque de Reims, regrettant de ne plus pouvoir courre le cerf comme il le faisait étant évêque du Mans, fit couler en bronze et placer devant les portes de son palais archiépiscopal un cerf plus grand que nature, qui fut primitivement exposé au sacre des rois ; il servit plus tard de pilori et fut détruit en 1690. Son histoire n'est encore qu'imparfaitement connue). — E. BERTRAND, capitaine de vaisseau. Un

ministre de la Marine sous Louis XVI : Bertrand de Molleville (aucune référence). — Ed. CLAVERY. La date de la proclamation de la Première République (la première mention officielle de l'An I se trouve en tête du n° 268 de la *Gazette nationale* du lundi 24 septembre 1792. C'est seulement le 22 septembre que l'Assemblée décréta que la date de l'An I partirait du 20 septembre ; mais il n'y eut pas de proclamation solennelle). — Georges BLONDEL. Le facteur historique dans le conflit polono-lithuanien. = Comptes-rendus critiques. Chronique. Dépouillement des Revues.

Revue des études napoléoniennes. 1931, novembre. — Charles FLORANGE. Napoléon au golfe Jouan, à Cannes, Antibes et Grasse, 1815. Le vol de l'aigle. — Lady MALCOLM. Le Journal de Sainte-Hélène ; suite et fin. Réponse de Sir Hudson Lowe, 12 mars 1817. — Lieutenant-colonel L. DE GUILLEBON. Les vétérans napoléoniens des pays rhénans (sympathies françaises en Rhénanie jusque vers 1860).

ALLEMAGNE

Historische Zeitschrift. Vol. 136, n° 1, 1927, mai-juin. — W. JUDEICH. Cannae (étude d'ensemble de la bataille). — L. DERIO. Benedict Waldeck (psychologie du libéralisme doctrinaire prussien d'entre 1848 et 1867). — H. REINCKE-BLOCH. Harry Bresslau (nécrologie). = N° 2, juillet-août. R. LAQUEUR. Griechische Urkunden in der jüdisch-hellenistischen Literatur. — A. E. BRINCKMANN. Barock und Rokoko in Süddeutschland. — H. HAERING. Die Zukunft des Dahlmann-Waitz (compressions possibles et améliorations désirables). = N° 3, septembre-octobre. G. ROLOFF. Brünna und Nikolsburg : nicht Bismarck, sondern der König isoliert (examen critique du fameux récit de Bismarck dans ses *Gedanken und Erinnerungen* ; il n'y a pas eu de fronde militaire contre Bismarck). = Vol. 137, n° 1, 1927, novembre-décembre. F. MEINECKE. Kausalitäten und Werte in der Geschichte. — A. REIN. Ueber die Bedeutung der überseeischen Ausdehnung für das europäische Staatensystem (l'équilibre universel à la place de l'équilibre européen, l'impérialisme). = N° 2, 1928, janvier-février. P. LEHMANN. Mittelalter und Küchenlatein (origine du Moyen Age, rôle du latin à cette époque). — L. KEIBEL. Einige Jugendarbeiten aus dem Nachlass v. Rankes. — K. K. EBERLEIN. Das Problem der Generation (la théorie de Pinder est du verbalisme). = N° 3, mars-avril. P. E. SCHRAMM. Ueber Illustrationen zur mittelalterlichen Kulturgeschichte. — G. RITTER. Der Freiherr vom Stein und die politischen Reformprogramme des Ancien Régime in Frankreich (Stein et les idées des physiocrates). — G. LENZ. Das Marx-Engels-Institut in Moskau. = Vol. 138, n° 1, 1928, mai-juin. J. BERNASY. Die Diplomatie um 1500 (ses traits caractéristiques s'expliquent par l'absence d'armées régulières). — G. RITTER. Der Freiherr vom Stein und die politischen Reformprogramme des Ancien Régime in Frankreich ; II (avec appendice bibliographique sur les éditions de Mirabeau, les *Mémoires sur les États provinciaux*). — F. BAETHGEN. Zur Geschichte des Hauses Gaetani. — Otto WESTPHAL. Deutscher Liberalismus im Zeitalter Bismarcks (à propos d'une publication récente de lettres : c'est surtout le national-libéralisme de gauche ; de la valeur des correspondances en général, « énonciations de nature momentanée », comme sources). — H. RORNFELS. Die Denkwürdigkeiten des Generals von Schweinitz (beaucoup de neuf, 1861-1892). = N° 2, juillet-août. Fr. PHILIPPI. Der Markt der mittelalterlichen deutschen Stadt (né sous des influences de l'antiquité transmises par la France et l'Italie, le marché sert surtout aux artisans qui s'établissent de plus en plus dans

la ville pour vendre leurs produits). — W. GOETZ. Die bairische Geschichtsforschung im XIX Jahrhundert. — K. HAMPE. Heinrichs IV. Absagebrief an Gregor VII. vom Jahre 1076. — A. v. MARTIN. Petrarca und die Romantik der Renaissance. = No 3, septembre-octobre. C. BAUER. Die Epochen der Papstfinanz. — M. STRICH. Der Streit zwischen Kursachsen und Mantua um die erste Primadonna in Deutschland. — W. MOMMSEN. Zur Beurteilung der deutschen Einheitsbewegung (traits communs aux idées Grande-Allemande et Petite-Allemande, auxquelles s'oppose celle d'une Europe moyenne, à principe non pas national, mais économique; idée nationale et idée d'État en Allemagne). — C. NEUMANN. Ist wirklich Barock und Deutsch das nämliche? = Vol. 139, no 1, 1928, novembre-décembre. R. HENNIG. Die Anfänge des kulturellen und Handelsverkehrs in der Mittelmeerwelt. — A. BRACKMANN. Die politische Wirkung der kluniazensischen Bewegung (la réforme clunisienne a, dès le début, un aspect politique contre les prétentions de l'empereur et en faveur de celles du Saint-Siège; elle prélude à celles de Grégoire VII. La victoire des idées clunisiennes a poussé l'empire dans sa politique italienne). — P. GEYL. Einheit und Entzweiung in den Niederlanden (la séparation du XVI^e siècle n'a pas des causes religieuses, mais surtout des causes géographiques: la force stratégique du Nord, couvert par les fleuves, la faiblesse stratégique du Sud. L'unification religieuse dans chacun d'eux et la séparation politique. Le mouvement flamand actuel a ses origines dans les quinze années d'administration hollandaise du royaume des Pays-Bas. Beaucoup de Hollandais croient que le mouvement flamand seul peut rendre à la Hollande sa « Barrière »). — J. KÖRNER. August Wilhelm Schlegel und der Katholizismus. — L. QUIDDE. Die deutschen Reichstagsakten, ältere Reihe (vol. 5, 6, 8, 10, 13, 15). — G. RITTER. Die neue Ranke-Ausgabe (celle de la Deutsche Akademie). = No 2, 1929, janvier-février. E. CASPAR. Historische Probleme der älteren Papstgeschichte. — F. RÖRIG. Die geistigen Grundlagen der Hansischen Vormachtstellung. — E. KEYSER. Deutsche Landesgeschichte (l'intérêt porté à ces études s'est accru à la suite de la guerre: problèmes de méthode, géographie et histoire; les *Landesgeschichten* préparent une nouvelle histoire d'Allemagne, qui embrassera toutes les terres « où a jamais agi la force vitale du peuple allemand »). — W. STOLZE. Die Stühlinger Erhebung des Jahres 1524 und ihre Gründe. — H. HOLBORN. Onckens Werk über die Rheinpolitik Napoleons III (« ein ungeheuer reiches Material zur Kenntniss des im Vordergrund stehenden grossbürgerlich militärischen Diktators », mais exagère le rôle du Rhin dans la politique de Napoléon III et l'unanimité de l'opinion en faveur de ses aspirations rhénanes). — H. REINCKE-BLOCH. Der letzte internationale Historikerkongress zu Oslo. = No 3, mars-avril. O. HINTZE. Der moderne Kapitalismus als historisches Individuum (à propos des deux derniers volumes de l'ouvrage de Sombart). — K. v. RAUMER. Die Pfalzzerstörung von 1689. Quellenproblem und Forschungsaufgabe. — C. NEUMANN. Die Vorgeschichte der Berufung Heinrich v. Treitschkes nach Heidelberg, 1867 (le gouvernement badois a manœuvré la Faculté, parce qu'il voulait Treitschke à cause de ses idées politiques). = Vol. 140, no 1, 1929, mai-juin. M. LINTZEL. Karl der Grosse und Karlmann. — I. PUSINO. Die Kultur der Renaissance in Italien und in Russland (la Renaissance russe, c'est 1820-1916: même universalité de recherche, même liberté de l'individu, même humanité, même optimisme aboutissant à un sombre pessimisme). — A. BERNEY. Reichstradition und Nationalstaatsgedanke, 1789-1815. — E. HAARMANN. Ueber Mörsers Art zu schaffen. = No 2, juillet-août. K. MÜLLER. Konstantin der Grosse und die christliche Kirche. — L. DERIO. Die Taktik der

Opposition während des Konflikts. — E. POSSE. Lola Montez, Metternich und der Weinsberger Geisterturm. = N° 3, septembre-octobre. P. SCHMITTHENNER. Die Auseinandersetzung Asiens und Europas in ihrer Bedeutung für den Krieg. — K. HAMPE. Kaiser Otto III und Rom. — A. BRACKMANN. Kaiser Friedrich II in « mythischer Schau ». — O. BRANDT. Das Problem der « Ruhe des Nordens » im XVIII. Jahrhundert (trois périodes : 1721-1762, le Danemark travaille à préparer un équilibre pacifique durable entre les puissances du Nord ; 1762-1773, la Russie tourne cette idée à son profit ; après 1773, la Suède essaie de renverser cet équilibre et finalement l'idée triomphe, au profit du Danemark, dans la ligue de neutralité de 1794. La liquidation des prétentions des Gottorp de Russie sur le Holstein, 1767-1773 ; rôle de Caspar von Saldern). = Vol. 141, n° 1, 1929, novembre-décembre. H. AUBIN. Die wirtschaftliche Entwicklung des römischen Deutschlands. — C. ERDMANN. Der Kreuzzugsgeanke in Portugal (les guerres contre les Maures n'ont pris le caractère de croisade qu'après 1217). — J. PFITZNER. Heinrich Luden und Frantisek Palacky (par ses amis, Palacky a été « un élève médiateur » de Jena). — W. LENEL. Hermann Reincke-Bloch. = N° 2, 1930, janvier-février. O. HINTZE. Typologie der ständischen Verfassungen des Abendlandes (une Constitution *ständisch* est celle où les *meliores et majores terrae*, organisés en corporation, représentent le pays en face du souverain. Toute Constitution *ständisch* est dualiste, comporte le partage du pouvoir entre le souverain et cette corporation. En France et en Allemagne, c'est le souverain qui est le plus fort ; en Angleterre, en Scandinavie et dans l'est de l'Europe, les États. Il y a deux grands types d'organisation des États : deux Chambres (Angleterre) ou trois « curies » (France), celui-ci surtout dans les pays qui ont appartenu à l'Empire carolingien. Il a mené à l'absolutisme et ensuite à la monarchie constitutionnelle du type français de 1814, l'autre au parlementarisme allemand ou autrichien. Le système des trois curies va de pair avec la formation d'une administration centralisée, qui s'explique par l'influence du droit romain dans l'Empire). — F. MEINECKE. Johann Gustav Droysen. Sein Briefwechsel und seine Geschichtsschreibung (l'âge d'or de l'histoire en Allemagne a été celui de l'essor de la nation vers l'unité, de la « symbiose de la science et de la politique »). — Fr. HOFF. Briefe Jakob Burckhardts an Karl Fresenius aus den Jahren von 1842-1846. — G. BEYERHAUS. Friedrich von Bezold. = N° 3, mars-avril. E. KANTOROWICZ. « Mythenschau » (réponse à l'article de Brackmann). — A. BRACKMANN. Nachwort (réplique). — A. STERN. Condorcet und der girondistische Verfassungsentwurf von 1793. — H. ROSENBERG. Theologischer Rationalismus und vormärzlicher Vulgarliberalismus. = Vol. 142, n° 1, 1930, mai-juin. J. WACH. Die Geschichtsphilosophie des XIX. Jahrhunderts und die Theologie der Geschichte. — E. EICHMANN. Das Officium Stratoris et Strepae. — A. ERNSTBERGER. Wallensteins Herressabotage und die Breitenfelder Schlacht (1631). — E. MARCKS. Die Europäischen Mächte und die 48^{er} Revolution. = N° 2, juillet-août. A. v. MARTIN. Zur kultursozialistischen Problematik der Geistesgeschichte im speziellen Hinblick auf die Ausgänge des Mittelalters (contribution méthodologique au problème de l'idéologie et de l'utopie dans l'histoire). — M. FREUND. Zur Deutung der Utopia des Thomas Morus (contribution à l'étude de la raison d'État en Angleterre). — H. HERZFELD. Bismarck und die Skobelevepisode (d'après les documents officiels russes et allemands. Les milieux politiques et l'opinion en France très pacifiques, la diplomatie russe très ennuyée, Skobelev soutenu par le ministre de l'Intérieur Ignatiev et la presse, le tsar hésitant. Bismarck décide de ne traiter l'incident que par la presse, pour ne faire de Skobelev ni un personnage,

ni un martyr. Skobelev déclarait que la situation en Russie était telle que seule une guerre pouvait sauver la dynastie. L'attitude de Bismarck est caractéristique de sa politique envers la Russie à partir de 1879. L'événement n'a pas été sans hâter la conclusion de la Triple-Alliance). — R. SALOMON. Alfred Dove an Ludwig Traube (une lettre, impressions de voyage). = N° 3, septembre-octobre. R. STADELHANN. Jacob Burckhardt und das Mittelalter. — O. VOSSLER. Studien zur Erklärung der Menschenrechte (la théorie de Jellinek sur l'origine religieuse des droits de l'homme n'est plus soutenable; ils proclament des principes de droit naturel. Jefferson a suggéré avec succès à Lafayette quelques corrections à son projet de Déclaration). — F. KEUTGEN. Das Officium Stratoris et Strepae. — E. RUNDNAGEL. Zur Verfasserfrage der Chronica Montis Sereni. L. E.

BIBLIOGRAPHIE DES COMPTES-RENDUS¹

Addamiano (Natale). Il rinascimento in Francia : Pietro Ronsard, 1524-1585. R. litt. comp., X, 801.

Adye (général Sir John). Napoleon of the snows. T., n° 1559 (bonne étude sur le passage des Alpes et la campagne de Marengo).

Ahamann (P. J. M.). Le culte de la sainte Vierge et la littérature française profane du Moyen Age. R. hist. Égl., 1931, 490 (bon livre où E. Jordan relève quelques détails erronés).

Allen (Bernard M.). Gordon and the Sudan. T., n° 1554 (remarquable; utilise beaucoup de documents inédits).

Allon (J. F. d'). Roman literary theory and criticism. T., n° 1558.

Andrews. Essays in colonial history, presented to Charles McLean Andrews by his students. A. H. R., XXVII, 2.

Arnold (Sir Thomas) et Guillaume (Alfred). The legacy of Islam. T., n° 1556 (remarquable).

Ashton (T. S.) et Sykes (J.). The coal industry of the XVIIIth century. An. hist. éc., II, 302.

Augustin-Thierry (A.). Un colonial au temps de Colbert : mémoires de Robert Challes. Soc. prot. Bull., 1931, 545.

Auriol (chanoine A.) et Rey (Raymond). La basilique Saint-Sernin de Toulouse. R. hist. Égl., 1931, 505.

Bacchelli (Riccardo). La congiura di don Giulio d'Este. R. C., 1931, 303 (Hauvette prend la défense de L'Arioste, accusé d'un vilain acte de flagornerie à l'adresse du cardinal Hippolyte d'Este).

Baratta (M.). La fatale escursione Vesuviana di Plinio. Hist., 1931, n° 3 (c.-r. par G. Patroni).

Baumont (Henri et Maurice). La révolution à Luxeuil et dans le district de Luxeuil. An. B., 1932, 274.

Beaglehole (Ernest). Property; a study in social psychology. T., n° 1557.

Beales (A. C. F.). The history of peace. A short account of the organised movements for international peace. J. m. h., 1930, 677.

Beginning and end of the management of barbarian affairs. 1^{re} série. J. m. h., 1930, 578 (recueil de documents récemment dé-

1. Liste alphabétique des Revues analysées, avec le sens des abréviations utilisées :

A. H. R. = American historical Review. — An. B. = Annales de Bourgogne. — An. hist. éc. = Annales d'histoire économique et sociale. — An. h. Rév. = Annales historiques de la Révolution française. — An. Par. = Annales de l'Université de Paris. — A. st. it. = Archivio storico italiano. — Bull. h. Res. = Bulletin of historical Research. — Corr. = Correspondant. — Espr. int. = L'esprit international. — Hist. = Historia. — J. mod. h. = Journal of modern history. — J. S. = Journal des Savants. — M. Fr. = Mercure de France. — Pol. = Polybiblion. — R. C. = Revue critique d'histoire et de littérature. — R. cel. = Revue celtique. — R. égl. Fr. = Revue d'histoire de l'Église de France. — R. ét. anc. = Revue des études anciennes. — Rév. franç. = La Révolution française. — R. h. Bord. = Revue historique de Bordeaux. — R. h. rel. = Revue de l'histoire des religions. — R. litt. comp. = Revue de littérature comparée. — Rom. = Romania. — Soc. prot. Bull. = Bulletin de la Société d'histoire du protestantisme français. — T. = Times. Literary Supplement. — T. G. = Tijdschrift voor Geschiedenis.

- couverts au « Palace Museum » de Peiping).
- Bell (Charles).** The religion of Tibet. *T.*, n° 1563.
- Belloc (Hilaire).** A history of England. Vol. IV : 1525-1612. *T.*, n° 1557.
- Six British battles. *T.*, n° 1560 (ces batailles sont celles de Crécy, Poitiers, Blenheim, Malplaquet, Tourcoing, qui ne fut pas un triomphe, et Waterloo).
- Berland (Just).** Les dommages de guerre après Valmy. *An. h. Rév.*, n° 48 (intéressant et neuf ; mais le plan est défectueux).
- *Rév. fr.*, 1931, 284.
- Bertrand (Jean-Toussaint).** Histoire de l'Amérique espagnole depuis les origines jusqu'à nos jours. *An. hist. éc.*, II, 313 (utile compilation).
- Berge (Helmuth).** Griechische Geschichte. 1^{re} partie : Von den Anfängen bis Pericles. *A. H. R.*, XXVII, 2 (brillamment écrit, mais contestable en plusieurs points).
- Bessières (le P.).** Deux grands méconnus de l'action catholique et sociale : Gaston de Renty et Henri Buch (au XVII^e siècle). *R. hist. Égl.*, 1931, 494.
- Besson (Maurice).** La tradition coloniale française. *Soc. prot. Bull.*, 1931, 542.
- Bindoli (G.).** Le prime e le seconde mura di Lucca. *Hist.*, 1931, n° 3 (M. Boni).
- Blackham (colonel).** The soul of the City : London's livery companies. *T.*, n° 1558.
- Bois (Benjamin).** La vie scolaire et les créations intellectuelles en Anjou pendant la Révolution, 1789-1799. — Les fêtes révolutionnaires d'Angers, de l'an II à l'an VIII, 1793-1799. *R. h. mod.*, 1931, 402 (deux bonnes thèses).
- Bordeaux (général P.-E.).** La Suisse et son armée dans la guerre mondiale, 1914-1919. *R. ét. hist.*, 1931, 451.
- Boutell (Charles).** Manual of heraldry ; nouv. édit. par V. Wheeler-Holshan. *T.*, n° 1555.
- Bratianu (G. I.).** Recherches sur le commerce génois dans la Mer Noire au XIII^e siècle. *R. C.*, 1931, n° 9.
- Bresslau (Harry).** Handbuch der Urkundenlehre für Deutschland und Italien ; publ. par Hans Walter Klewitz, t. II, 2^e édit. *A. st. it.*, 1931, 129 (volume posthume qui termine le célèbre manuel de diplomatique de Bresslau).
- Brooke (Zachary N.).** The English Church and the Papacy, 1066-1200. *T.*, n° 1562 (complète utilement le livre de Bohmer).
- Brunel (Clovis).** Les plus anciennes chartes en langue provençale. *Rom.*, 1929, 277 (G. Lozinski propose certaines définitions de termes juridiques employés dans « ce bel ouvrage »).
- Brunner (Christopher T.).** Road versus Rail. *An. hist. éc.*, II, 271.
- Buckler (F. W.).** Harunu'l-Rashid and Charles the Great. *T.*, n° 1563.
- Burr (Malcolm).** In Bolsheviki Siberia. *T.*, n° 1559 (souvenirs d'un ingénieur employé dans les mines de la Lena ; ils surprennent par la bonne impression que l'auteur a reçue d'un pays considéré d'ordinaire comme un affreux séjour).
- Butterfield (H.).** Select documents of european history. Vol. III : 1715-1920. *T.*, n° 1560.
- The peace tactics of Napoleon, 1806-1808. *R. C.*, 1931, n° 9 (apporte beaucoup de nouveau).
- The Whig interpretation of history. *T.*, n° 1556 (l'auteur se propose d'étudier, non la philosophie de l'histoire, mais la psychologie des historiens).
- Byrne (Eugène H.).** Genoese shipping in the twelfth and thirteenth centuries. *R. C.*, 1931, n° 9 (c.-r. par Marc Bloch).
- Cadoux (le R. P. P.).** L'Apôtre des Papous, Mgr Henri Verjus, missionnaire du Sacré-Cœur, évêque de Limyre. *R. hist. Égl.*, 1931, 519.
- Cahen (Léon).** Esquisse d'histoire de l'Orient et de la Grèce. *R. C.*, 1931, n° 10 (Robert Cohen : « ce n'est pas le manuel que nous recommanderons aux élèves ni aux grandes personnes »).
- Cambridge (the) ancient history.** Volume of plates III. *R. C.*, 1931, n° 10.
- Cantillon (Richard).** Essai sur la nature du commerce en général ; trad. en anglais par Henry Higgs. *T.*, n° 1558.
- Carpenter (Jesse T.).** The South as a conscious minority, 1789-1861. *T.*, n° 1558.
- Carroll (Malcolm).** French public opinion and foreign affairs, 1870-1914. *A. H. R.*, XXVII, 2.
- Casaretto (P. Francesco).** La moneta genovese in confronto con le altre valute Mediterranee nei secoli XII e XIII. *An. hist. éc.*, II, 266 (important).
- Caspar (Erich).** Geschichte des Papsttums. Tome I. *R. C.*, 1931, 299 (important).
- Cavaillès (Henri).** La transhumance pyrénéenne et la circulation des troupeaux dans les plaines de Gascogne. *R. C.*, 1931, 315 (remarquable).
- La vie pastorale et agricole dans les Pyrénées des Gaves, de l'Adour et des Nestes. *Ibid.* (excellente thèse de doctorat).
- Cecil (Lady Gwendolen).** Life of Robert, marquis of Salisbury. Vol. IV : 1887-1892. *T.*, n° 1557 (l'auteur a tiré un excel-

- lent parti de l'énorme correspondance diplomatique de son père).
- Champion (Pierre)*. Agnès Sorel, la Dame de beauté. *R. C.*, 1931, n° 9.
- Chapman (dom John)*. Saint Benedict and the sixth century. *R. H. Rel.*, 1931, 272.
- Charléty (Sébastien)*. Histoire du saint-simonisme, 1825-1864, — et Enfantin. *R. C.*, 1931, n° 10.
- Charpentier (John)*. Rousseau, the child of nature. *T.*, n° 1559.
- Chevigny (M. de)*. Un évêque en France pendant la Révolution : le cardinal de Belloy et l'Eglise de Marseille, de 1789 à 1802. *Rév. fr.*, 1931, 283.
- Chinard (Gilbert)*. The correspondence of Jefferson and Du Pont de Nemours, with an introduction on Jefferson and the Physiocrats. *T.*, n° 1562.
- Thomas Jefferson, the apostle of americanism. *R. litt. comp.*, X, 804.
- Cimetier (F.)*. Les sources du droit ecclésiastique. *R. hist. Égl.*, 1931, 500 (étudie seulement les recueils de textes juridiques qui régissent l'Eglise).
- Clayton (Joseph)*. St. Hugh of Lincoln. *T.*, n° 1557.
- Clemen (C.)*. Religionsgeschichte Europas. T. II : Die nochbestehenden Religionen. *R. H. Rel.*, 1931, 333.
- Cléché (Paul)*. La vie publique et privée des anciens Grecs. Les classes, les métiers, le trafic. *J. S.*, 1931, 425.
- Cognasso (Francesco)*. Voir Savonarole.
- Cohen (Gustave)*. Le théâtre en France au Moyen Age. II : Le théâtre profane. *Pol.*, nov. 1931 (très riche illustration).
- Un grand romancier d'amour et d'aventure au XII^e siècle : Chrétien de Troyes et son œuvre. *R. C.*, 1931, 304 (livre de vulgarisation, ingénieux, brillant, superficiel).
- Cole (Rev. William)*. The Blecheley diary 1765-1767 ; publ. par F. G. Stokes. *T.*, n° 1563.
- Cox (Montagu) et Forrest (G. Topham)*. The parish of St. Margaret, Westminster. Vol. III. *T.*, n° 1554.
- Crewe (Marquis of)*. Lord Roseberry. *T.*, n° 1554.
- Croce (Benedetto)*. Storia d'Italia, 1871-1915. Scritti di storia letteraria e politica. *An. hist. ec.*, II, 258 (« une des plus puissantes œuvres historiques de notre temps »).
- Cru (Jean Norton)*. Du témoignage. *R. C.*, 1931, 317 « indispensable à qui veut connaître la guerre de 1914-1918 »).
- Témoins. *Ibid.* (G. Ascoli loue la conscience, la méthode de l'auteur de ce beau livre. Sa critique des témoignages produits par d'anciens combattants est saisissante, mais imparfaite).
- Danton (George H.)*. The culture contacts of the United States and China. *T.*, n° 1558.
- Darbishere (Helen)*. The ms. of Milton's Paradise lost. Book I. *T.*, n° 1557.
- Davy (Georges)*. Sociologues d'hier et d'aujourd'hui. *M. Fr.*, n° 804.
- Dearborn (general H. A. S.)*. The life of William Brambridge, of the United States navy, 1816 ; publ. par le colonel James Barnes. *T.*, n° 1561.
- De Bono (le général Emilio)*. Nell' esercito nostro prima della guerra. *T.*, n° 1559 (curieux mémoires).
- Delage (E.)*. La géographie dans les Argonautiques d'Apollonios de Rhodes et biographie d'Apollonios. *R. C.*, 1931, 294.
- Delmege (Dr J. A.)*. Towards national health. *T.*, n° 1557 (traite surtout des mesures et lois sanitaires promulguées en Angleterre jusqu'en 1875).
- De Marchi (A.) et Calderini (A.)*. I Romani nelle istituzioni e nel costume, nell' arte e nel pensiero. *Hist.*, 1931, n° 3.
- Detrez (chanoine L.)*. Mère Natalie, fondatrice de la congrégation des Filles de l'Enfant-Jésus, 1778-1858. *R. hist. Égl.*, 1931, 517.
- Di Gennaro (Maria)*. Giovanni Law e l'opera sua, 1671-1727. *An. h. Rév.*, n° 48 (utile).
- Di Lauro (Raffaele)*. Robespierre nella Rivoluzione. *An. h. Rév.*, n° 48 (apologie documentée, mais sans références et sans nuances).
- Documentation internationale. Paix de Versailles. T. III : Responsabilités des auteurs de la guerre et sanctions. *J. m. h.*, 1931, 672 (réimpression des minutes sténographiques de la Conférence de la paix, 1919).
- Dorsey (George A.)*. Civilization. *T.*, n° 1558 (œuvre d'un anthropologiste américain qui ne craint pas le paradoxe).
- Dove (C. Clayton)*. Marcus Aurelius Antoninus ; his life and times. *J. S.*, 1931, 426 (ouvrage de bonne vulgarisation qui ne s'adresse pas aux érudits).
- Downey (Faifax)*. Soliman le Magnifique ; trad. par S. M. Guillemin. *Corr.*, n° 1660.
- Drewitt (F. Dawtrey)*. The life of Edward Jenner, naturalist and discoverer of vaccination. *T.*, n° 1557.
- Driscoll (Charles B.)*. Doubloons ; the story of buried treasure. *T.*, n° 1557 (curieux renseignements fournis sur des trésors enfouis en Irlande et en certains endroits des États-Unis).

- Dubois (Eugène). Histoire de la Révolution dans l'Ain. Tome I. *An. B.*, 1931, 273.
- Dutcher (George Matthew), Shipman (Henry Robinson), Fay (Sydney Bradshaw), Shearer (Augustus Hunt), Allison (William Henry). A guide to historical literature. *A. H. R.*, XXVII, 2 (remarquable instrument de travail; important compte-rendu par Godfrey Davies).
- Eckenrode (H. J.) et Conrad (Bryan). Official guidebook of the Yorktown sesquicentennial celebration. *A. H. R.*, XXVII, 2.
- Ehrenpreis (Marc). Le pays entre Orient et Occident. *R. H. Rel.*, 1931, 335 (montre comment, depuis 1898, le maranisme s'efforce de reprendre une conscience religieuse individuelle).
- Elgood (lieutenant-colonel P. G.). Bonaparte's adventure in Egypt. *T.*, n° 1559.
- Ellis (Havelock). The soul of Spain. *T.*, n° 1559.
- Emerson (Gertrude). Voiceless India. *T.*, n° 1561.
- Eppel (Robert). Le piétisme juif dans les testaments des douze patriarches. *R. H. Rel.*, 1931, 320.
- Erben (Wilhelm). Rombilder auf kaiserlichen und päpstlichen Siegeln des Mittelalters. *A. st. it.*, 1931, 133.
- Eriau (Jean-Baptiste). L'ancien Carmel du faubourg Saint-Jacques. *R. ét. hist.*, 1931, 446.
- Essad Bey. Twelve secrets of the Caucasus. *T.*, n° 1562.
- Fairbridge (Dorothea). Historic farms of South Africa. *T.*, n° 1558.
- Farbman (Michael). Piatiletka. *R. hist. éc.*, 1931, 352 (copieux renseignements sur l'exécution du plan quinquennal qui a fait naître un grand espoir dans l'esprit du peuple russe).
- Feis (Herbert). Europe, the world's banker, 1870-1914. An account of european foreign investment, and the connection of world finance with diplomacy before the War. *A. H. R.*, XXVII, 2.
- Fervoque (Pierre). L'Alsace et le Vatican. *R. hist. Égl.*, 1931, 325 (agréable histoire de l'autonomisme alsacien entre 1927 et 1930; mais l'auteur se trompe quand il accuse le pape de soutenir en Alsace une campagne antipatriotique et antifrançaise).
- Fizaine (Simone). La vie politique dans la Côte-d'Or sous Louis XVIII. *R. C.*, 1930, n° 10 (excellente étude d'après des documents d'archives).
- Foa (Salvatore). Vittorio Amedeo I. *A. st. it.*, 1931, 147.
- Foreign Office handbook of commercial treaties with foreign powers. 4^e édit. *T.*, n° 1559.
- Fortescue (Sir John W.). Following the drum. *T.*, n° 1558 (sorte de complément à l'Histoire de l'armée anglaise).
- Friedländer (M. J.). Die altniederländische Malerei. T. VIII: Jan Gossart und Bernard van Orley. *T. G.*, 1931.
- Furber (Holden). Henry Dundas, first viscount Melville, 1742-1811; political manager of Scotland, statesman, administrator of British India. *A. H. R.*, XXVII, 2.
- Gadala (Marie-Thérèse). Le féminisme de la Bible. I: La Genèse et l'Exode. *R. ét. anc.*, 1931, 400 (explications inadmissibles).
- Gàmbaro (Angiolo). Riforma religiosa nel carteggio inedito di Raffaello Lambruschini. *R. litt. comp.*, VIII, 581.
- Garside (Bernard). The history of Hampton School, 1556-1700. *T.*, n° 1563.
- Gaudesroy-Demombynes et Platonov. Le monde musulman et byzantin jusqu'aux Croisades (t. VII de l'Histoire du monde). *Pol.*, nov. 1931.
- Gérolde (Th.). Les Pères de l'Église et la musique. *Soc. Prot. Bull.*, 1931, 527.
- Gesenan (Gerhard). Die serbo-kroatischen Literatur. *R. C.*, 1931, 330 (insuffisant: l'auteur n'a pas produit l'histoire de la civilisation qu'il avait annoncée).
- Geyl (P.). Geschiedenis van de nederlandsche stam. Tome I. *T. G.*, 1931.
- Gottschalk (Louis R.). The french Revolution: conspiracy or circumstance? *An. h. Rév.*, n° 48 (proteste contre les historiens qui représentent la Révolution française comme l'œuvre d'un complot maçonnique et juif).
- Gougoud (dom Louis). Anciennes coutumes claustrales. *R. hist. Égl.*, 1931, 523.
- Gough (général Sir Hubert). The fifth army. *T.*, n° 1555 (important).
- Gradenwitz (Otto). Die regula s. Benedicti nach den Grundsätze der Pandektenkritik behandelt. *R. H. Rel.*, 1931, 272.
- Graham (Stephen). Stalin. *T.*, n° 1554.
- Granzin (Martin). Die Arenga (Einleitungsformel) der frühmittelalterlichen Urkunden. *A. st. it.*, 1931, 131.
- Gray (Edward F.). Leif Eriksson, discoverer of America, 1003. *A. H. R.*, XXVII, 2.
- Green (Fletcher M.). Constitutional development in the South Atlantic States, 1776-1861. *T.*, n° 1557.
- Grenard (Fernand). Baber, first of the Moguls; trad. par Homer White et Richard Glaesner. *T.*, n° 1559.
- Grey (C.). European adventurers in Northern India, 1785-1849. *T.*, n° 1559 (sic).

- graphie d'un des officiers anglais qui surent organiser et instruire les forces de Ranjit Singh).
- Grey (Sir Edward), the viscount Grey of Fal-laden. Speeches on foreign affairs, 1904-1914; publ. par Paul Knaplund. *J. m. h.*, 1931, 667.
- Guichen (vicomte de). Les relations historiques de la Pologne avec les nations voisines et la situation actuelle. *R. ét. hist.*, 1931, 450.
- Güthling (Wilhelm). Lafayette und die Ueberführung Ludwigs XVI von Versailles nach Paris. *R. C.*, 1931, 313 (travail consciencieux qui n'apprend rien de nouveau). — *J. m. h.*, 1931, 655.
- Hale (Oron James). Germany and the diplomatic Revolution; a study in Diplomacy and the Press. *A. H. R.*, XXVII, 2.
- Hanotaux (Gabriel). Histoire de la nation égyptienne. Fasc. 1. *Pol.*, nov. 1931 (l'illustration est très défectueuse).
- Hartmann (Hans W.). Korsika zur Zeit der französischen Revolution, 1789-1794. *A. st. it.*, 1931, 151.
- Harvey (Charles H.). Matthew Arnold; a critic of the Victorian period. *T.*, n° 1563.
- Haehroeke (J.). Griechische Wirtschafts- und Gesellschaftsgeschichte bis zur Persezeit. *R. C.*, 1931, n° 10 (instructif).
- Hoges (Carlton J. H.). The historical evolution of modern nationalism. *J. m. h.*, 1931, 639.
- Headlam (Cecil). The Milner papers : South Africa, 1897-1899. *T.*, n° 1557 (très intéressant recueil de documents en partie inédits sur les rapports entre les Boers et l'Empire Britannique).
- Hempl (George). Mediterranean studies. III : Three papers on the history and language of the Hittites. *T.*, n° 1562.
- Hemricourt (Jacques de). Œuvres, t. III; publ. par A. Bayot. *Pol.*, 1931, 200 (avec une introduction de 463 p. d'E. Poncelet, importante pour l'histoire littéraire et sociale de Liège au XIV^e siècle).
- Henning (Jan Allan). L'Allemagne de M^{me} de Staël et la polémique romantique. *R. lit. comp.*, X, 361.
- Henry (Paul). Les églises de la Moldavie du Nord, des origines à la fin du XVI^e siècle. *R. C.*, 1931, n° 10 (remarquable).
- Hesline (G. C.). The English cardinal; with some account of those of other english-speaking countries. *T.*, n° 1557.
- Hirst (Francis W.). Gladstone as financier and economist. *T.*, n° 1557 (remarquable).
- Hocart (A. M.). The temple of the Tooth in Kandy. *T.*, n° 1560.
- Holtzmann (Walther). Papsturkunden in England. *R. C.*, 1930, n° 10 (contient beaucoup de nouveau).
- Honeywell (Roy J.). The educational work of Thomas Jefferson. *T.*, n° 1562.
- Hornborg (Eirik Mikael). Finlands hävder. *J. m. h.*, 1931, 667 (sur les deux premiers volumes d'un histoire illustrée de la Finlande qui doit en comprendre quatre).
- House (colonel). Papiers intimes; publ. par Charles Seymour; trad. par B. Mayra et le colonel de Fonlongne, t. IV. *R. C.*, 1930, n° 10 (c'est en réalité une histoire du traité de Versailles. Le rôle joué par Wilson est troublant).
- Howard (Harry N.). The partition of Turkey. A diplomatic history, 1913-1923. *T.*, n° 1557 (très important; avec une copieuse bibliographie).
- (W. F.). The fourth Gospel in recent criticism and interpretation. *T.*, n° 1555 (conclusions aussi négatives que possible).
- Howe (Sonia E.). Les héros du Sahara. *Pol.*, 1931, 367.
- Lyautey of Morocco. *T.*, n° 1560 (ajoute quelques détails au livre de Maurois).
- Hudson (G. F.). Europe and China. A historical survey of cultural influence. *T.*, n° 1560 (remarquable).
- Humphrey (Edward Frank). An economic history of the United States. *A. H. R.*, XXVII, 2.
- Irwin (Ray W.). The diplomatic relations of the United States with the Barbary Powers, 1776-1816. *T.*, n° 1557.
- Israël (Alexandre). L'école de la République. La grande œuvre de Jules Ferry. *R. C.*, 1931, n° 9.
- Iung (Nicolas). Un Franciscain, théologien du pouvoir pontifical au XIII^e siècle : Alvaro Pelayo, évêque et pénitencier de Jean XXII. *R. hist. Égl.*, 1931, 514.
- Jacob (Oscar). Les esclaves publics à Athènes. *An. hist. éc.*, II, 293.
- Jalabert (Louis) et Mouterde (René). Inscriptions grecques et latines de la Syrie, tome I. *R. ét. anc.*, 1931, 402.
- Japikse (N.). Prins Willem III, de Stadhouder-Koning. *T. G.*, 1931 (important compte-rendu par A. Van Schelven).
- Jean (Ch.-F.). Larsa, d'après les textes cunéiformes. *R. C.*, 1931, 289.
- Jobbé-Duval (Émile). Les idées primitives dans la Bretagne contemporaine. II : Les contrats, les vœux, la naissance, le mariage, le décès. *Pol.*, nov. 1931.
- John III, king of Portugal, 1521-1557. Letters. The portuguese text with an introd. by J. D. M. Ford. *A. H. R.*, XXVII, 2.
- Johnson (A. C.) et Van Hoesen (H. Bart-

- lett). Papyri in the Princeton University collections. *R. ét. anc.*, 1931, 308.
- Jones (Ethel). Les voyageurs français en Angleterre, de 1815 à 1830. *Pol.*, 1931, 363.
- (Howard Munford). American and french culture. *R. litt. comp.*, X, 353.
- Jonval (Michel). Les chansons mythologiques lettonnes. *R. H. Rel.*, 1931, 328 (fait connaître une civilisation raffinée, victime de la tyrannie).
- Journal d'un bourgeois de Paris sous Charles VI et Charles VII. Préface par André Mary. *Rom.*, 1929, 606 (commode réimpression d'après les éditions anciennes, avec graphie simplifiée).
- Journal of the siege of Yorktown, 1781. *A. H. R.*, XXVII, 2.
- Judeich (Walther). Topographie von Athen. *R. C.*, 1931, n° 9 (2^e édit. mise au point; endroits sur lesquels Ch. Picard diffère de l'auteur).
- Julien (Charles-André). Histoire de l'Afrique du Nord. *R. hist. Égl.*, 1931, 488.
- Jusserand (J.-J.), ambassadeur de France. Le sentiment américain pendant la guerre. *A. H. R.*, XXVII, 2 (intéressante plaquette d'un témoin particulièrement bien placé pour enregistrer le développement du sentiment américain en faveur de la France).
- Karsten (T. E.). Les anciens Germains; trad. par M. Mossé. *R. ét. hist.*, 1931, 442.
- *R. C.*, 1930, n° 10 (bonne traduction d'un livre excellent).
- Kellogg (Charlotte). Jadwiga, Poland's great queen. *T.*, n° 1560.
- Keyser (Erich). Die Geschichtswissenschaft. Aufbau und Aufgaben. *A. H. R.*, XXVII, 2.
- Kirby (Ethyn Williams). William Pryne; a study in Puritanism. *T.*, n° 1563.
- Klöveborn. Das Saargebiet, seine Struktur, seine Probleme. *An. hist. éc.*, II, 307.
- Knaplund (Paul). Letters from Lord Sydenham to Lord John Russell. *T.*, n° 1558.
- Koht (Halfdan). The old Norse sagas. *T.*, n° 1563.
- Krabbe (H.). Kritische Darstellung der Staatslehre. *T. G.*, 1931.
- Krocker (Jakob). Das Königtum und die Theokratie in Israël. *R. H. Rel.*, 1931, 337 (étude d'une lecture agréable, sans plus).
- Laloi (Edouard). Inventaire des archives de la Secrétairerie d'État allemande. *R. h. mod.*, 1931, 394 (secrétairerie organisée en 1548 pour régler l'administration des Pays-Bas).
- Lambert (Élie). L'art gothique en Espagne aux XII^e et XIII^e siècles. *An. Paris.*, 1931, n° 6 (thèse remarquable).
- Lancaster (Henry Carrington). A history of the french dramatic literature in the xviii^e century. I : The preclassical period, 1610-1634. *R. litt. comp.*, X, 555.
- Landers (colonel H. L.). The Virginia campaign and the blockade and siege of Yorktown, 1781. *A. H. R.*, XXVII, 2.
- Langdon (S. H.). Semitic mythology of all races. *T.*, n° 1556.
- Langeron (M^{lle} G.). Le club des femmes de Dijon pendant la Révolution. *An. B.*, 1931, 276.
- Langstone (Rosa W.). Responsible government in Canada. *T.*, n° 1555.
- Lansworth (Alfred P.) et Lacy Mane (Julia de). The cotton trade and industrial Lancashire, 1600-1780. *R. hist. éc.*, 1931, 357.
- Larg (David Glass). M^{me} de Staël; la seconde vie, 1800-1807. *R. litt. comp.*, X, 361.
- Laurat (Lucien). Puissances; bilans. Cent années d'économie mondiale. *M. Pr.*, n° 804.
- Laurent (Gustave). Reims et la région rémoise à la veille de la Révolution. *R. C.*, 1931, 311 (publication scientifique de premier ordre).
- Lawrence (A. W.) et Young (Jean). Narratives of the discovery of America. *A. H. R.*, XXVII, 2.
- Le Bourdais (D. M.). Northward on the New frontier. *T.*, n° 1559.
- Lemesle (Gaston). L'église Saint-Sulpice. *R. hist. Égl.*, 1931, 506.
- Levine (Isaac Don). Stalin. *T.*, n° 1554.
- Lissagaray. Histoire de la Commune. *R. hist. éc.*, 1931, 359 (réimpression de ce livre magistral).
- Lloyd (J. E.). Owen Glendower. *T.*, n° 1558.
- Lods (Adolphe). Israël, des origines au milieu du VIII^e siècle. *R. H. Rel.*, 1931, 201 (très remarquable).
- Loomis (Mrs). The Round Table again. *R. celt.*, 1930, 269 (l'idée de la Table ronde a sa source dans une conception très ancienne montrant le Christ au milieu de ses disciples, lors de la sainte Cène. Elle a été sans doute rapportée par des pèlerins qui avaient vu à Jérusalem la « mensa rotunda Christi »; elle fut alors introduite dans la légende arthurienne, où Arthur était assis entouré de ses douze chevaliers, en souvenir des douze apôtres).
- Geoffrey of Monmouth and Stonehenge. *Ibid.*, 466 (Geoffroi a suivi de vieilles traditions, où le folklore celtique était mêlé de faits historiques).
- Lozinski (Gr.). La Russie dans la littérature du Moyen Âge : le pays, la population, la richesse. *Rom.*, 1929, 605.
- Lucas (E.). La littérature antiesclavagiste

- au XIX^e siècle. Étude sur M^{me} Beecher-Stowe et son influence en France. *Pol.*, nov. 1931.
- Lavin (S.). Zur sozialen Revolution im Altertum. *An. hist. éc.*, II, 291.
- Lutz (Hermann). Die europäische Politik in der Julikrise 1914. *A. H. R.*, XXVII, 2 (sérieuses objections présentées par B. E. Schmitt à un remarquable plaidoyer, ne dissimule pas les fautes et les folies de la politique allemande).
- Lyon (Jacques). Le problème du désarmement. *Espr. int.*, 1932, 146.
- Macalister (R. A. S.). Tara, a pagan sanctuary of Ancient Ireland. *T.*, n° 1558.
- MacKinnon (James). Luther and the Reformation. Vol. III : Vindication of the movement, 1530-1546. *R. h. mod.*, 1931, 195 (compte-rendu par Lucien Febvre, qui plaide aussi *pro domo*).
- Madan (Falconer). Oxford books. A bibliography of printed books relating to the University and city of Oxford. Vol. III : Oxford literature, 1651-1680. *T.*, n° 1558.
- Madol (Hans Roger). Godoy. *T.*, n° 152 (excellent).
- Megaldi (E.). Le iscrizioni parietali Pompeiane con particolare riguardo al costume. Il dolore di Pompei. *Hist.*, 1931, n° 3.
- Maigne (Th.). Dictionnaire de sociologie familiale, politique, économique, spirituelle, générale. Fasc. 1. *Pol.*, nov. 1931.
- Meiri (A.). Studii e ricerche sulla fortificazione di Pompei. *Hist.*, 1931, n° 3.
- Malcolm (Charles A.). Voir Minutes.
- Mander (C. H. Waterland). A descriptive and historical account of the Guild of Cordwainers of the City of London. *T.*, n° 1563.
- Mansuy (Abel). Jérôme Napoléon et la Pologne en 1812. *An. h. Rév.*, n° 48 (étude très fouillée, du moins en tout ce qui touche la Pologne).
- Marçais (Georges). Le costume musulman d'Alger. *M. Fr.*, n° 805, 167 (avec d'excellentes planches en noir et en couleurs).
- Marchal (André). La conception de l'économie nationale et des rapports internationaux chez les mercantilistes français et leurs contemporains. *R. hist. éc.*, 1931, 360 (thèse très intéressante).
- Marchand (Jean). Mémoires de la chanoinesse de Franchieu. *R. Égl. Fr.*, 1931, 502 (Thérèse-Angélique Pasquier de Franchieu, abbesse de l'abbaye d'Yverres, décédée en 1814, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans).
- Marsh (Frank Burr). The reign of Tiberius. *A. H. R.*, XXVII, 2.
- Marshall (D. W. Hunter). The Sudreys in early viking times. *R. celt.*, 1930, 261 (le mot, qui est d'origine scandinave, signifie les îles du Sud. De même *Sodor* dans l'évêché de Sodor et Man).
- Martin (Asa Earl). History of the United States. Vol. II : 1865-1931. *T.*, n° 1558.
- (François). Mémoires, t. I. *R. C.*, 1930, n° 10 (ce t. I, publ. par M. Martineau, s'arrête à l'année 1674, où Martin s'installe à Pondichéry. Important).
- (Gaston). L'ère des négriers, 1714-1774. *M. Fr.*, n° 804.
- (Mgr Victor). Les congrégations romaines. *Pol.*, 1931, 186.
- Massari (Giuseppe). Diario 1858-1860 sull'azione politica di Cavour. *A. st. it.*, 1931, 159 (important).
- Massignon (Louis). Recueil de textes inédits concernant l'histoire de la mystique en pays d'Islam. *J. S.*, 1931, 427 (remarquable).
- Masterman (Lucy). Mary Gladstone (Mrs. Drew) ; her diaries and letters. *J. m. h.*, 1931, 664 (très intéressant).
- Mathiez (Albert). Le Dix août. *R. C.*, 1931, 314 (œuvre d'excellente vulgarisation).
- Études d'histoire révolutionnaire. Girondins et Montagnards. *R. Égl. Fr.*, 1931, 496 (recueil de douze études qui sont toutes animées du même esprit : la glorification de Robespierre. M. Mathiez, « qui a de si belles parties d'historien, passera toujours pour un homme de parti. » Signé E. Lavaquerry).
- Mattingly (Harold). Coins of the roman Empire in the British Museum. II : Vespasian and Domitian. *T.*, n° 1562.
- Mavrocordato (John). Modern Greece ; a chronicle and a survey. *T.*, n° 1560.
- McClellan (George B.). Venice and Bonaparte. *T.*, n° 1556 (d'après les archives vénitiennes).
- McDowall (S. A.). Biology and mankind. *T.*, n° 1559.
- McLachlan (H.). English education under the text acts. *T.*, n° 1554.
- McMillan (William). The worship of the Scottish reformed Church 1550-1638. *T.*, n° 1558.
- Megaro (Gaudence). Vittorio Alfieri, forerunner of Italian nationalism. *J. m. h.*, 1931, 651.
- Mengozi (Guido). La città italiana nel alto medio evo : il periodo longobardo. *R. C.*, 1931, n° 9 (2^e édit. revue par Arrigo Solmi).
- Messenger (J. Franklin). An interpretative history of education. *J. m. h.*, 1931, 641 (traite des différents aspects de cette histoire, à la fois en Europe et en Amérique).

- Meyer (Wih. Jos.)*. Bibliographie der Schweizer Geschichte. Tome V. *R. C.*, 1931, 336.
- Michaëlsson (Karl)*. Études sur les noms de personne français, d'après les rôles des tailles parisiens. *Rom.*, 1929, 572 (ce sont les rôles, en partie inédits, des années 1292, 1298, 1300 et 1318; travail fait avec beaucoup de soin).
- Milkau (Fritz)*. Handbuch der Bibliothekswissenschaft. Tome I: Schrift und Buch. *A. st. it.*, 1931, 135.
- Miller (Miss Barnette)*. Beyond the Sublime Porte: the grand Seraglio of Stambul. *T.*, n° 1558 (intéressant).
- Mingana (A.)*. Vision of Theophilus. Apocalypse of Peter. *R. H. Rel.*, 1931, 322.
- Minutes (the)* of the justices of the peace for Lanarkshire, 1707-1723; publ. par Charles A. Malcolm. *T.*, n° 1560.
- Miscellanea di studi lombardi in onore di Ettore Verga*. *A. st. it.*, 1931, 139.
- Monti (Gennaro Maria)*. Lineamenti di storia delle corporazioni. T. I: Compendio di lezioni. *A. st. it.*, 1931, 141.
- Da Carlo I a Roberto di Angiò. Ricerche e documenti. *Ibid.*, 144.
- Moran (Miss Catherine)*. Spain; its history briefly told. *T.*, n° 1558 (bon résumé).
- Moras (Joachim)*. Ursprung und Entwicklung des Begriffs der Zivilisation in Frankreich, 1756-1830. *R. C.*, 1931, n° 9.
- Napoléon*. Maximes; publ. par K. J. Fredericks, t. II. *T. G.*, 1931.
- Nestle (Wilhelm)*. Griechische Religiosität, von Homer bis Pindar und Aeschylus. *R. C.*, 1931, n° 10 (bon).
- New Survey (the)* of London life and labour, vol. II. *T.*, n° 1556.
- Norton (Clarence Clifford)*. The democratic party in Ante-Bellum North Carolina, 1835-1861. *T.*, n° 1557.
- Nouaillac (J.)*. Histoire du Limousin et de la Marche. *Pol.*, 1931, 357.
- Oman (Sir Charles)*. The coinage of England. *T.*, n° 1557.
- Otto (R.)*. Le sacré. *R. H. Rel.*, 1931, 317 (élégante traduction d'un beau livre qui contient l'analyse descriptive de l'élément irrationnel de toute religion).
- Owen (Annie)*. Le traité de Bibbesworth sur la langue française. *Rom.*, 1929, 575 (recueil d'un millier de mots intéressant par sa date et sa richesse. Étude faite pour la première fois sur tous les mss. connus: il y en a quatorze).
- (*A. S.*) et Webster (*T. B. L.*). Excerpta ex antiquis scriptoribus quae ad forum romanum spectant. *J. S.*, 1931, 427 (bon guide pour touriste).
- Parvan (Vasile)*. Dacia; an outline of the early civilization of the Carpatho-Danubian countries. *An. hist. ec.*, II, 300.
- Pératé et Brière*. Catalogue du Musée national de Versailles. *R. h. mod.*, 1931, 415.
- Pershing (John J.)*. My experiences in the world war. *A. H. R.*, XXVII, 2.
- Pethô (Alexandre)*. Le comte Apponyi. *M. Fr.*, n° 805, 227.
- Peyronnet (comte de)*. Lettres inédites au comte Jules de Ressaiguier, 1816-1848. *R. h. Bord.*, 1931, 189 (on signale ici plusieurs autres dossiers importants).
- Phipps (colonel R. W.)*. The armies of the first french Republic, and the rise of the marshalls of Napoleon I. Vol. III. *T.*, n° 1562.
- Pilar of Bavaria (princess)* et Chapman-Huston (major Desmond). Don Alfonso XIII; a study of monarchy. *T.*, n° 1554.
- Pinchbeck (Ivy)*. Women workers and the industrial revolution, 1750-1850. *A. H. R.*, XXVII, 2.
- Piur (Paul)*. Cola di Rienzo: Darstellung seines Lebens und seines Geistes. *A. H. R.*, XXVII, 2.
- Politique (la)* extérieure de l'Allemagne, 1870-1914. Documents officiels, t. VIII. *XIV. R. C.*, 1930, n° 10.
- Porter (Arthur Kingsley)*. The crosses and culture of Ireland. *T.*, n° 1557 (intéressant à cause des scènes représentées sur ces croix).
- Porteus (Stanley D.)*. The psychology of a primitive people: study of the Australian Aborigènes. *T.*, n° 1560.
- Posse (Ernst H.)*. Der Marxismus in Frankreich, 1871-1905. *R. h. mod.*, 1931, 409 (intéressante étude sur l'évolution du socialisme en France).
- Pottecher (Maurice)*. Jules Ferry. *M. Fr.*, n° 805, 236 (bonne biographie, où ont été utilisés les papiers de Jules Ferry et les mémoires de son frère Charles).
- Poucourville (Albert de)*. Francis Garnier. *Pol.*, nov. 1931.
- Powel (Alexander)*. Marches of the North. From Cape Breton to the Klondike. *T.*, n° 1559.
- Powicke (F. M.)*. Medieval England, 1066-1485. *T.*, n° 1560 (ce n'est qu'un manuel scolaire).
- Pufendorf (Samuel)*. Elementa jurisprudentiae universalis; texte et trad. par Hans Vohberg. *A. H. R.*, XXVII, 2.
- Quisling (Vidkun)*. Russia and Ourselves. *T.*, n° 1562 (l'auteur considère le bolchevisme comme un ennemi résolu à détruire notre civilisation).

- Quoniam (Th.). De la sainteté de Péguy. *R. Égl. Fr.*, 1931, 521 (on ne peut parler de sainteté pour un homme qui n'allait pas à la messe).
- Rabelais (François). Œuvres. Édition critique. Tiers livre. *R. C.*, 1931, n° 9 (le commentaire d'Abel Lefranc est plein de nouveauté substantielle). — *Soc. prot. Bull.*, 1931, 548 (excellent).
- Rauet (G.). Alexandre le Grand. *Hist.*, 1931, n° 3 (E. Pais : « magnifico libro »).
- Randall-Mac Iver (D.). Greek cities in Italy and Sicily. *Hist.*, 1931, n° 3.
- Raven (Charles E.). Jesus and the Gospel of love. *T.*, n° 1557.
- Reddaway (W. F.). Documents of Catherine the Great. The correspondence with Voltaire, and the Instruction of 1767 in the english text of 1768. *T.*, n° 1557.
- Renou (Louis). Bibliographie védique. *R. C.*, 1931, 290 (ouvrage magistral).
- Restarick. Sun Yat-sen, liberator of China. *T.*, n° 1559 (l'auteur, qui est un évêque anglican, note les souvenirs d'un vieillard d'Honolulu qui avait bien connu Sun Yat-sen).
- Richardson (A. E.). Georgian England. *T.*, n° 1562 (intelligente réhabilitation du XVIII^e siècle anglais).
- Riotot (Léon). Lyon, la cité de la soie. *Pol.*, 1931, 197.
- Robequain (Ch.). Le Thanh-hoa. Étude géographique d'une province annamite. *An. hist. éc.*, II, 317 (excellente thèse de doctorat).
- Robertson (David M.). Excavations at Olynthus. *A. H. R.*, XXVII, 2.
- Rogers (James Harvey). America weighs her gold. *T.*, n° 1561 (important).
- Rossi (Diana I Powers). International finance source-book. *An. hist. éc.*, II, 254 (là sont recensées les sources d'informations économiques et financières sur vingt-six États européens, seize États de l'Amérique latine, etc.).
- Ruffini (Guido). Le cospirazioni del 1831 nelle memorie di Enrico Misley. Biografia del cospiratore. *A. st. it.*, 1931, 155.
- Sabatier (Paul). Vie de saint François d'Assise. Édition définitive. *R. C.*, 1931, n° 9 (cette édition, faite d'après les papiers de l'auteur, ne change presque rien au texte primitif).
- Saint-Palais d'Aussac (F. de), prêtre de la Mission. Le droit de dépouille. *R. h. Égl.*
- Samberg (J. W.). De Hollandsche gereformeerde gemeente te Smirna. *Soc. prot. Bull.*, 1931, 542 (d'après des documents concernant les destinées de l'Église rétor-
- mée à Smyrne, où les Hollandais avaient de nombreux comptoirs).
- Sampson (Victor) et Hamilton (Ian). Anti-Commando. *T.*, n° 1555 (important pour la guerre des Boers).
- Savonarole. Prediche italiane ai Fiorentini by Gerolamo Savonarola, 1494-1495; publ. par Fr. Cognasso. *J. m. h.*, 1931, 643.
- Sayous (André-E.). La route contre le rail en Angleterre. *An. hist. éc.*, II, 271.
- Schmidt (Erich). Das Verhältnis Sachsen-Meiningsens zur Reichsgründung, 1851-1871. *J. m. h.*, 1931, 659.
- Schneider (H.). The history of the world civilization to the Middle Ages; trad. par Margaret M. Green. *T.*, n° 1559.
- Schwahn (W.). Heersmatrikel und Landfriede Philipps von Makedonien. *Hist.*, 1931, n° 3.
- Schwertfeger (Bernhard). Kaiser und Kabinettschef. Nach dem Briefwechsel von Rudolf von Valentini. *T.*, n° 1559 (la correspondance de Valentini, qui fut pendant dix-sept ans chef du Cabinet civil de Guillaume II, est intéressante; mais Valentini a défendu qu'on publiât jamais les souvenirs qu'il avait consignés par écrit sur le caractère de l'Empereur).
- Schwob (René). Profondeurs de l'Espagne. *T.*, n° 1559.
- Scullard (Howard H.). Scipio Africanus in the second punic war. *R. ét. anc.*, 1931, 402 (peut être lu avec confiance).
- Sée (Henri). Arthur Young. Voyages en France en 1787, 1788 et 1789. *Rév. fr.*, 1931, 275 (traduction excellente, avec un commentaire critique d'une grande importance).
- Séguy (René). L'héritage d'Alexandre. Essai sur la colonisation. *Pol.*, nov. 1931.
- Seiler (sœur Mary Hilarine). Anne de Marquets, poétesse religieuse du XVI^e siècle. *R. C.*, 1931, 323.
- Seligman (Edwin R. A.). The economics of instalment selling. *R. h. mod.*, 1931, 393 (importante étude sur le mode de vente à crédit par mensualité, qui a permis de créer aux États-Unis un mouvement d'affaires considérable, surtout dans l'industrie des automobiles).
- Serge (Victor). L'an I de la révolution russe. Les débuts de la dictature du prolétariat. *R. hist. éc.*, 1931, 362.
- Sertillanges (A. D.). Saint Thomas d'Aquin. *Pol.*, 1931, 184 (petit volume, d'allure modeste, mais très remarquable).
- Servet (Claude) et Bouton (Paul). Histoire du mouvement ouvrier. La trahison socialiste de 1914. *R. hist. éc.*, 1931, 363.
- Seton-Watson (R. W.). Slovakia, then and

- now; a political survey by many slovak authors. *T.*, n° 1557.
- Sforza* (comte). Dictateurs et dictatures de l'après-guerre. *Espr. int.*, 1932, 140 (il y faut « admirer la clairvoyance politique, la sûreté de jugement de l'historien, l'élévation de pensée du philosophe »). — *M. Fr.*, n° 805, 232.
- Les bâtisseurs de l'Europe moderne. *M. Fr.*, n° 85, 233.
- Shann* (Edward). An economic history of Australia. *Bull. h. Res.*, n° 26 (important au point de vue historique).
- Sharp* (William Graves). American ambassador to France 1914-1919. War memoirs publ. par *Warrington Dawson*. *T.*, n° 1554 (ce qu'il y a de mieux dans ces Souvenirs, ce sont les documents qu'on y rencontre).
- Sherwin* (Oscar). Benedict Arnold, patriot and traitor. *T.*, n° 1557 (réhabilitation partielle du célèbre aventurier, qui fut avant tout un homme d'argent).
- Shorter* (Alan W.). An introduction to egyptian religion. *T.*, n° 1560.
- Slohouwer* (D. F.). Amsterdamsche Huizen. *T. G.*, 1931 (histoire de l'architecture à Amsterdam).
- Solmi* (Arrigo). Italia e Francia nei problemi attuali della politica europea. *Espr. int.*, 1932, 143.
- Somary* (Felix). Changes in the structure of world economics since the war. *T.*, n° 1558.
- Spiegel* (K.). Kulturgeschichtliche Grundlagen der amerikanischen Revolution. *A. st. it.*, 1931, 150.
- Stasiak* (Stefan). Les Indes portugaises à la fin du xvi^e siècle, d'après la relation du voyage fait à Goa, en 1596, par Christophe Pawlowski, gentilhomme polonais. *R. C.*, 1931, n° 9.
- Stawell* (Miss F. Melian). A clue to the Cretan scripts. *T.*, n° 1559 (contestable).
- Stella* (Luigia Achillea). Italia antica sul mare. *R. et. anc.*, 1931, 400 (travail sérieusement fait d'après les textes anciens et les recherches modernes).
- Sternbeck* (Alfred). Histoire des flibustiers et des boucaniers. *M. Fr.*, n° 804.
- Streeter* (Burnett Hillman). The chained library. *T.*, n° 1557 (description des livres enchaînés qui sont conservés dans la bibliothèque de la cathédrale de Hereford).
- Stuart* (Graham H.). La politique étrangère des États-Unis à l'égard de l'Amérique latine. *An. Rev.*, n° 48.
- The international City of Tangier. *Espr. int.*, 1932, 150 (une revision du statut de 1928 est nécessaire).
- Sturtevant* (E. H.). Hittite glossary. *R. et. anc.*, 1931, 408 (travail immense).
- Sukenik* (E. L.) et *Mayer* (L. A.). The third wall of Jerusalem; an account of excavations. *A. H. R.*, XXVII, 2 (excellent travail avec de nombreuses photos).
- Sullivan* (sœur Mary saint Francis). Étienne de Tronchet, auteur forézien du xvi^e siècle. *R. C.*, 1931, 323.
- Supino* (Camillo). Storia della circolazione cartacea in Italia 1860-1928. *An. hist. et.*, II, 311 (bonne étude sur la circulation des billets de banque).
- Sweet* (William Warren). The story of religions in America. *A. H. R.*, XXVII, 2.
- Sylloge nummorum graecorum. Vol. I, pars 1: The collection of captain E. G. Spenser-Churchill. *T.*, n° 1561.
- Tabouis* (M^{me} G. R.). Nebuchadnezzar. *T.*, n° 1554.
- Taylor* (J. G.). Some new light on the later life and last resting place of Benedict Arnold, and of his wife, Margaret Shippen. *T.*, n° 1557.
- Terracher* (L. A.). L'histoire des langues et la géographie linguistique. *Rom.*, 1929, 599 (courte brochure pleine d'idées).
- Tertullien*. Apologétique; trad. par J. P. Waltzing. *R. C.*, 1931, n° 9 (texte ecclésiastique, avec un choix raisonné des meilleures leçons fournies par les deux traditions, qui diffèrent sur des points importants).
- Septimii Tertulliani *De cultu feminarum* libri duo. *R. et. anc.*, 1931, 403.
- Thackeray* (Henry St. John). A lexicon to Josephus. 1^{re} partie. *J. S.*, 1931, 424.
- Thimme* (Friedrich). Front wider Bülow: Staatsmänner, Diplomaten und Forscher zu seinen Denkwürdigkeiten. *T.*, n° 1559 (important).
- Thomas* (Charles Marion). American neutrality in 1793; a study in Cabinet government. *T.*, n° 1558 (très instructif).
- Thordarson* (Matthias). The Vinland voyages; trad. par Thorstina Jackson Walen. *A. H. R.*, XXVII, 2.
- Tibal* (André). La Roumanie. *Pol.*, 1931, 198.
- Torbarina* (Josip). Italian influence on the poets of the Ragusan Republic. *T.*, n° 1563.
- Tournier* (G.). Au pays des Camisards. *Sec. prot. Bull.*, 1931, 534 (beau volume, mais incomplet).
- Toussaint* (C.). Les origines de la religion d'Israël: l'ancien jahvisme. *R. C.*, 1931, n° 10.
- Toynbee* (A. J.). Survey of international affairs, 1930. *T.*, n° 1558 (indispensable).

- Trotha (Friedrich von)*. Fritz von Holstein, als Mensch und Politiker. *T.*, n° 1561 (utilise, mais avec de fortes coupures, des lettres intéressantes pour la biographie de cet énigmatique personnage).
- Trouz (Albert)*. La Révolution en Lorraine. Études, récits, documents. 1^{re} série. *Rév. fr.*, 1931, 281.
- Tusser (Thomas)*. Five hundred points of good husbandry. Avec une introduction par Sir Walter Scott, une « bénédiction » par Rudyard Kipling et une préface par E. V. Lucas. *T.*, n° 1559 (édition de très grand luxe).
- Ugarte (le P. Ruben Vargas)*. Don Benito Maria de Maxo y de Francoli, arzobispo de Charcas. *An. h. Rév.*, n° 48 (biographie très documentée).
- Vaillant (A.)*. Le « De autexusio » de Méthode d'Olympe; version slave et texte grec, édités et traduits en français. *R. C.*, 1931, n° 9 (bonne édition de ce « Dialogue sur le libre arbitre »; important pour l'histoire littéraire et philosophique).
- Valéry (Paul)*. Regards sur le monde actuel. *R. hist. éc.*, 1931, 365 (recueil des réflexions sur l'histoire, la politique, l'art).
- Vallery-Radot (Jean)*. Églises romanes. Filiations et mélanges d'influence. *R. C.*, 1931, n° 10.
- Van Bynkershoek (Cornelius)*. Quaestiones juris publici; trad. par Tenney Frank. *A. H. R.*, XXVII, 2 (avec une reproduction photographique de l'édition de 1737).
- Vandervelde (Émile)*. A travers la révolution chinoise. *Pol.*, nov. 1931 (longue tournée de propagande entreprise par le président de la seconde Internationale).
- Van Dillen (J. G.)*. Isaac Le Maire en de handel in actiën der Oost-Indische Compagnie. *T. G.*, 1930.
- Vaux de Folletier (F. de)*. Le siège de La Rochelle. *Soc. prot. Bull.*, 1931, 530 (étude bien documentée; quelques erreurs).
- Verneil (Edmond)*. L'Allemagne et les démocraties occidentales. *M. Fr.*, n° 805, 221.
- Verrill (A. Hyatt)*. The Inquisition. *T.*, n° 1563.
- Villamil (colonel de)*. Newton, the man. *T.*, n° 1555 (l'auteur a tiré beaucoup de renseignements nouveaux de la bibliothèque de Newton, dont il a découvert un important résidu).
- Vrijmoed (le Père Clémentin, O. F. M.)*. Lamennais avant sa défection, et la Née-rlande catholique. *T. G.*, 1931.
- Wagner (Donald O.)*. The Church of England and social reform since 1854. *J. m. h.*, 1931, 661.
- Walsh (W. T.)*. Isabella of Spain. *T.*, n° 1560 (ouvrage gâté par des préjugés contre les Juifs, les Maures, etc.).
- Waters (E. G. R.)*. The anglo-norman voyage of St. Brendan by Beneit. *Rom.*, 1929, 568 (poème du début du XII^e siècle; critiques par Arthur Langfors).
- Way (William)*. The Clinckfield railroad; the story of a trade route across the Blue Ridge mountains. *T.*, n° 1557.
- Webster (C. K.)*. The foreign policy of Castlereagh, 1812-1825. Britain and the reconstruction of Europe. *A. H. R.*, XXVII, 2.
- Weil (Bruno)*. Grandeur et décadence du général Boulanger. *M. Fr.*, n° 805, 237 (Boulanger, dit Emile Laloy, était « essentiellement un tartufe, un bandit et un voleur... Il voulait faire la guerre, non pas à l'Allemagne, mais aux républicains »).
- Wheeler-Bennett (J. W.)*. Documents on international affairs 1930. *T.*, n° 1558.
- Whimster (D. C.)*. The archæology of Surrey. *T.*, n° 1557.
- Wienefeld (Robert H.)*. Franco-german relations, 1878-1885. *R. h. mod.*, 1931, 412 (documentation minutieuse; mais l'auteur ne domine pas assez son sujet).
- Wilkinson (Clennel)*. Nelson. *M. Fr.*, n° 802.
- Willcox (Walter F.)*. International migration, t. I et II. *J. m. h.*, 1931, 675.
- Wilson (R. McNair)*. Germaine de Stael, the woman of affairs. *T.*, n° 1554.
- Wortham (H. E.)*. The delightful profession: Edward VII; a study in Kingship. *T.*, n° 1554.
- Wright (Dudley)*. Gould's history of freemasonry. 5 vol. *T.*, n° 1554 (remarquable réédition).
- (Thomas). The life of Daniel Defoe. *T.*, n° 1562 (réédition refondue d'une biographie publiée, il y a quarante ans, pour le 2^e centenaire de Defoe, mort en 1731).
- Writton (colonel F. C.)*. The American war of independence. *T.*, n° 1558.
- Yardley (capitaine John)*. Parargon, or Ed-dies in Equatoria. *T.*, n° 1558 (important pour l'histoire de la pénétration anglaise au Soudan; récit d'une expédition dans une région habitée par les Turkana, tribu nombreuse et turbulente voisine de l'Abyssinie).
- Zingarelli (Nicola)*. La vita, i tempi e le opere di Dante. *R. C.*, 1931, n° 9 (véritable encyclopédie de tout ce qui concerne l'époque, la vie et les œuvres de Dante).

CHRONIQUE

VICTOR BÉRARD

Ceux qui le 17 novembre dernier, au cimetière du Montparnasse, ont entendu P. Jamot¹ dire si simplement ce que fut V. Bérard pour ses intimes, comprendront qu'on ne puisse ni ne veuille parler ici de ce maître désintéressé avec l'objectivité froide qu'exigerait un nécrologe de commande. Il avait, on l'a dit, gardé de l'enfance une fraîcheur spontanée et rayonnante. Il m'a été donné de la connaître déjà quand j'ai été son élève aux Hautes-Études, à l'âge où l'on a encore plus besoin, peut-être, d'un animateur que d'un exégète appliqué des anciens textes : V. Bérard était un ardent démonstratif. Je n'ai jamais oublié qu'il venait s'asseoir sur nos tables, plus souvent peut-être qu'à côté, pour nous fasciner de son regard droit et bleu, nous apporter au plus près son besoin de preuve aimable et de conviction partagée. Il adjurait ceux qui parlaient pour Athènes de ne pas trop sacrifier à cette érudition dont les produits ressemblent plus à la sèche industrie des insectes qu'au travail libéral de l'esprit humain. Je consentirai toujours qu'on me reproche d'avoir été son disciple sur ce point, et quelques autres.

Puisque j'ai eu la tâche de répondre au pieux désir de la *Revue historique* — qui a pensé que les savants morts ont droit à la vérité, et que les vivants ont le devoir, aussi, d'affirmer et d'élargir, s'il se peut, une célébrité probe — je pouvais me permettre de faire place d'abord à ce souvenir d'il y a près de trente ans. En ces trente années, la renommée de V. Bérard s'était souverainement imposée au grand public, pour la joie d'un esprit à qui il n'a jamais été indifférent de plaire ou non, et d'être aimé. Quand G. Radet écrivit en 1901 son histoire synthétique des premières générations de l'École d'Athènes, il ne distinguait encore son jeune camarade jurassien que du milieu de la petite pléiade universitaire éveillée à l'humanisme le plus compréhensif au pied du Lycabette et sur les routes d'Orient. S'il fallait mesurer l'ascension de cette étoile, on eût pu le faire à regarder la foule empressée lors des funérailles, que ni V. Bérard à son lit de mort, ni sa famille, n'obtinrent de limiter — cela eût suffi pourtant à remplir Saint-Dominique ! — au cercle des intimes. Il y avait là des hommes politiques, des marins, des diplomates, nombre de savants et d'universitaires, et que de mondains ! Tous ceux à qui le président de la Commission des Affaires extérieures au Sénat, et l'illustre commentateur de l'*Odyssée*, avait fait un jour partager, de façon inoubliable, quelques-unes de ses vues sur le présent ou le passé. Une foule attristée.

Du passé au présent, une seule méthode, et qui unifie singulièrement toute une vie d'action et d'étude dont on ne saurait facilement faire concevoir la plénitude. On a dit expressivement que l'existence de V. Bérard avait été « un va-et-vient perpétuel le long de cinquante siècles d'histoire ». Il n'était pas, certes, homme à se

1. V. Bérard est entré à l'École d'Athènes avec P. Jamot en 1887.

confiner trop dans le passé, encore qu'il lui expliquât le présent, à l'occasion. Il appréciait la vie autant que les livres où « les mortels à la voix articulée » inscrivent le résultat, souvent si amer, de leur expérience. Il se levait de grand matin pour étudier, afin de donner sa journée à l'action. Sa naissance lui avait attribué en dons magnifiques la force — et le goût — de beaucoup assimiler, de tout comprendre. Il était reconnaissant à sa terre provinciale, qu'il a chérie, pour ce qu'elle avait fait de lui, pour l'entrain gourmand qu'elle lui avait donné, devant le riche spectacle du monde. D'autres diront ailleurs comment il a pu être lui-même — stature, préférences politiques — le représentant, et autrement même qu'au Sénat, de sa Franche-Comté, voire de son Morez natal. Jeune et brillant élève, il y avait eu la révélation première de cette poésie naturelle qu'Horace et Homère représenteront concrètement de bonne heure pour lui dans les livres ; et celle aussi d'un monde toujours façonné par l'élan de l'humanité et le matérialisme de la terre, contradictoirement partagé entre les intelligentes aspirations d'un incessant « devenir », et la résistance des puissances traditionnelles, économiques ou autres. Il devait ainsi mêler toujours la poésie à la géographie, et la politique à l'histoire. Cela explique qu'il ait été enthousiaste d'Homère toute sa vie, et secrétaire de la *Revue de Paris* à quarante ans. Il eût pu devenir ministre de l'Instruction publique — et faillit l'être — ; mais les affaires étrangères l'ont passionné bien autrement.

Un maître de l'École normale supérieure le pourvut à vingt ans de sa méthode. V. Bérard a reconnu ce qu'il devait à l'enseignement large et humain de Vidal de La Blache, au temps où fut rénovée la géographie, jadis si scholastique, dont nous aurons été les dernières victimes. C'est pourtant en Grèce que, par l'expansion de ses propres besoins d'esprit et d'étude, il trouva les applications spéciales de sa conception de la vie et de l'histoire. Le Franc-Comtois né dans une vallée fermée, citoyen, pourtant, d'une cité étirée le long d'une voie de passage, et riche de son commerce d'exportation, se trouvait transplanté par concours chez les descendants du peuple le plus particulariste de la Méditerranée antique, et le plus colonisateur à la fois, rival des Phéniciens. Non seulement V. Bérard s'adapta avec amour à l'expérience scientifique qu'il pouvait revivre en Orient, mais il ne cessa d'y préciser ses tendances, dégageant sa loi. C'est en 1930, dans la Préface de la *Résurrection d'Homère*, qu'il expliquait la genèse de « quarante et une années d'études odysseennes », par la rencontre faite au printemps de 1888, quand, dans le fatal marais de Mantinée, il recherchait, avec G. Fougères¹, le tombeau d'Épaminondas² : « Le Joanne de la Grèce romaine, Pausanias, était mon guide », dit-il ; « il me conduisit sur la colline où les Arcadiens plaçaient l'étrange aventure de Pénélope et du dieu Pan. » Cette phrase, gaillardement relevée d'un souvenir frondeur, est plus qu'une confidence. Celui que les fouilles de Mantinée, ainsi comprises, devaient mener à l'hôpital de Tripolitza, et à la gloire, eut toujours l'obsession du permanent. Comme il associait la Grèce à Rome et au *Guide bleu* de la maison Hachette, il n'a jamais dissocié l'*Odyssée* des *Instructions nautiques* des portulans vénitiens et des cartes de l'Amirauté anglaise. L'Homère qu'il a ressuscité pour nous a autant de visages que les plus grandes civilisations antiques ou récentes en ont prêté à son texte ; nul n'a su étudier le poète plus évolutivement, en le ramenant

1. V. Bérard fit deux campagnes à Mantinée en 1888 (avec G. Fougères) ; deux autres à Tégée (1888-1889) ; un mémoire sur *Tégée et la Tégéatide* a été en partie publié (*B. C. H.*, XVI, 1892, p. 529-549 (plan) ; XVII, 1893, p. 1-24).

2. Gustave Fougères avait précédé Bérard à l'École en 1885.

pourtant à son aspect le plus antérieur : il le voyait tour à tour « tel qu'en lui-même, enfin, l'éternité le change », eût-il dit. Sa première œuvre politique, conçue lors d'un voyage à travers l'Albanie en 1890¹, interprétait la *Turquie et l'hellénisme contemporain* à l'aide surtout des souvenirs d'une exploration archéologique dans l'Illyrie albanaise, et à travers la Macédoine des successeurs d'Archelaos.

Tous ceux qui étudieront quelque partie de son œuvre seront frappés de cet aspect comme dédoublé vers jadis et aujourd'hui, de cette conscience de la pérennité des faits historiques : elle n'est pas due seulement, à mon gré, à la souplesse d'un esprit justement rebelle à la spécialisation desséchante. C'est elle, en tout cas, qui lui a permis de passer toujours, sans apparent effort, mais avec une érudition déconcertante, de la question homérique, si rétrospective, aux plans les plus actuels de la vie diplomatique et politique ; il n'était pas loin de penser qu'autour de notre Méditerranée, par exemple, il n'y a qu'« éternité » méditerranéenne, ces mêmes lois expliquant et les croisières d'Ulysse, au deuxième millénaire avant notre ère, et la dispute du *mare nostrum* dès les temps vénitiens. Quand il avait baigné son esprit solitaire en ces théories bien déduites, il était à l'aise pour expliquer au Sénat — qui respectait en lui un Français sachant la géographie, et même le grec — comment le problème des zones franches, source de contestations avec la Suisse, trouvait sa solution dans un parchemin daté d'Henri IV, texte qu'il était allé rechercher lui-même sous la poussière de nos Archives nationales. Nul n'était plus sincère, en introduisant l'humanisme dans la géographie politique à l'École supérieure de la Marine, ou en réclamant qu'il revint prendre sa place dans une licence moins écartée de ses origines et des nôtres. Mais, à l'inverse, rentré chez lui, il emportait de l'histoire et de la vie modernes, pour les insérer entre les feuillets toujours relus, toujours remués, toujours refaits, de son *Odyssee*, le souvenir des barons, des doges, des croiseurs ; mêlant le passé et le présent, n'invita-t-il pas un jour aux jeux, chez Alcinoos même, le boxeur national Carpentier² ?

Je regrette de n'avoir point la compétence nécessaire pour dire ici, comme il faudrait, ce que peuvent suggérer les nombreux livres où V. Bérard a réuni la centaine d'articles au moins qu'il avait composés, notamment de 1903 à 1911³, c'est-à-dire pendant le temps qu'il fut secrétaire général de la *Revue de Paris* et, là, titulaire de la chronique des « Questions extérieures », la seule qui fût alors régulièrement publiée par ce périodique. Il avait, à la demande d'E. Lavisse, accepté de succéder, en ce poste, à un philosophe qu'il avait appris à bien connaître rue d'Ulm, Lucien Herr⁴. Sa curiosité principale, non philosophique, s'était plus ou moins limitée aux pays d'Ulysse, autour de la Méditerranée et de l'Europe. C'est là que V. Bérard se sentait le mieux chez lui, n'ayant pas la directe connaissance de l'Extrême-Orient, ni le goût du Nouveau monde. Sa naissance et sa culture d'helléniste le détournaient un peu d'ailleurs des pays trop neufs, comme de ceux où le

1. Avec Ph. Legrand. L'ouvrage est de 1893.

2. On lui a reproché les « anachronismes » de sa traduction de l'*Odyssee*. Mais l'anachronisme n'existait que pour ceux qui ne voyaient pas comme lui.

3. La plupart ont paru chez A. Colin. Des liens familiaux ont uni V. Bérard à cette maison d'édition, où il trouva une admirable compagne : elle a été pour beaucoup dans le bonheur paisible de sa vie de travailleur désintéressé.

4. M. L. Aubert a évoqué de façon vivante les souvenirs que V. Bérard a laissés : activité, bonne humeur, intelligence accueillante, « dans le poussiéreux deuxième étage du faubourg Saint-Honoré ». *Rev. Paris*, 1^{er} décembre 1931, p. 714 et suiv.

réve le plus vague vient dissoudre toute pensée. On a noté qu'il n'avait jamais écrit sur les États-Unis et que, seule, la guerre russo-japonaise lui inspira un livre : *La révolte de l'Asie*. Ce qui l'intéressait le plus, c'étaient nos frontières vers l'Allemagne ou la Suisse, les relations avec l'Angleterre, la question marocaine, les affaires de Macédoine, de Crète, de l'Empire turc¹. En ses *Révolutions de la Perse*, il eût marqué lui-même l'extrême pointe de son domaine, voyant d'ailleurs, sous les convulsions modernes, le souvenir des embarras administratifs des Achéménides².

Les événements qui devaient amener de 1914 à 1918 la plus sanglante conflagration mondiale ont naturellement été observés passionnément, mais toujours de façon lucide, par l'historien curieux qui a écrit *l'Angleterre et l'Impérialisme* et *l'Éternelle Allemagne*. Il jugeait avec impartialité, tout en s'efforçant, selon son cœur, d'imposer à son pays aimé une politique qui fût à la fois juste et avertie, fondée sur le respect des contrats et la compréhension des contingences. Si V. Bérard mêlait quelque sentimentalisme à ses leçons de prudence diplomatique, c'est qu'il était né aux marches de l'Est, dans un village où survivait, aux veillées, le souvenir des Cosaques envahisseurs de 1815, voire de la foulée des milices genevoises. A partir de 1905, on sent en sa pensée, en ses travaux, la hantise d'un nouveau conflit possible, et qui n'était point, hélas ! un drame de son imagination. Membre de l'École d'Athènes, il avait vu se préparer l'incendie là où il s'alluma : aux Balkans, depuis le temps où la *Politique du sultan* (Abdul-Hamid) instaurait, pour la solution de l'éternel problème des minorités, un régime de destruction officielle, qui nous amenait, par préparation, à l'ère sombre du mépris du droit et des neutralités garanties, au régime de la force déchaînée. Lors des massacres d'Orient, l'honnêteté foncière de l'observateur fut révoltée par l'indifférence du « concert européen », le silence complice de la presse. De sa compassion pour les victimes de l'atroce tragédie arménienne naquit une pitié qui ne devait plus cesser de s'exprimer, au bénéfice des divers peuples soumis à l'oppression des « Barbares ». Il retrouvait dans ses souvenirs d'helléniste les raisons fondamentales et permanentes de la supériorité des civilisés asservis. Nous avons vu derrière son cerueil toutes les déceptions, reconnaissantes et attristées, des petits pays dont il avait si souvent soutenu sans compromission la juste cause. — Il serait bon que la France, dont les intérêts n'ont pas toujours été si bien servis en Orient, n'oublât pas trop qu'il y a eu à l'École d'Athènes, à côté d'un foyer d'études archéologiques désintéressées, un centre qui a vaillamment défendu, alimenté, au moins à certains moments, notre prestige menacé au Levant. Fougères et Bérard ont eu là un rôle dont notre pays, aussi, a profité. V. Bérard avait été, on l'a rappelé, un des premiers à expliquer — suggestion instructive — que l'idée d'Empire put sembler aux Anglais « comme un remède aux déceptions éprouvées par leur industrie et leur commerce en Europe, du fait de la concurrence allemande³ ». Il vit bientôt aussi apparaître autour de la rivalité franco-allemande pour la conquête du Maroc, autour des démêlés engagés sur le chemin de fer de Bagdad, ou des conflits austro-russes en Yougoslavie, quelques-uns des symptômes plus proches du mal qui allait terriblement

1. La Macédoine ; Les affaires de Crète ; *Pro Macedonia* ; Le sultan, l'Islam et les puissances, la Révolution turque ; La mort de Stamboul ; La Serbie.

2. V. Bérard avait fait deux grands voyages d'exploration au cœur de l'Asie Mineure : en 1889, avec G. Fougères ; en 1890, avec Colardeau. Il a recueilli sur son passage et publié nombre de textes historiques précieux.

3. *Rev. Paris*, I, I, p. 716.

secouer l'Europe, puis le monde. Il n'était pas sans s'effrayer, et justement, dans son intelligence si compréhensive et concrète, des périls que destinait à l'humanité insouciant la concurrence économique brutale, la surproduction industrielle en quête de débouchés, coloniaux ou autres. Préoccupé de sécurité française, admirateur des forces permanentes et honnêtes de la culture, peu hégélien, il eût aimé pouvoir renouveler en hâte le stratagème d'Ulysse, par l'aveuglement des nouveaux cyclopes, volcans ressuscités sur une terre promise à de trop prochaines catastrophes.

C'est qu'il n'avait jamais renoncé à la familiarité du subtil pasteur d'Ithaque, dans le temps même où tant de soucis immédiats, de si difficiles questions sollicitaient sans répit son attention d'historien, appelé à présider un jour la Commission des Affaires étrangères en notre Sénat. Il est merveilleux qu'une existence si féconde, si publique, eût permis à sa ténacité vigoureuse de doubler constamment l'effort, et de poursuivre, silencieusement, un programme érudit de jeunesse, conservé dans l'âge mûr. Au moins, la vie lui fut-elle accordée à la mesure de son principal dessein, trop courte, certes ! mais suffisante pour qu'elle aboutît à le voir heureux, sa tâche réalisée. Des esprits superficiels ont cru pouvoir relever, avec une pointe d'ironie, qu'il avait failli consacrer à l'*Odyssée* plus de livres qu'Homère de chants. Nul reproche ne l'eût laissé plus indifférent, parce qu'il voyait grand, d'abord¹, et qu'il savait aussi que la division en chants n'est pas d'Homère. Du récit poétique dont il avait fait le bréviaire de sa sagesse politique et humaine, il ne lui semblait pas qu'on pût trop parler, ne fût-ce que pour corriger les erreurs tenaces dont il avait donné le prétexte à tant de philologues. Au surplus, l'aventure d'Ulysse n'offrait-elle pas, à l'occasion, de quoi redresser généreusement certains torts infligés même au droit ? En pleine guerre, *Un mensonge de la science allemande* (1917)² visait à reviser, au profit de D'Aubignac méconnu, la critique intéressée de F. A. Wolf. L'érudition allemande était sommée d'abandonner une gloire usurpée.

Si, sur la colline étrangement inspirée qui domine les paludes de Mantinée, V. Bérard, jeune Athénien, avait rencontré, comme il le dit, Pénélope, c'est là aussi qu'il se voua à commenter la vie errante d'Ulysse ; car, du sol de l'Arcadie, il avait pensé alors exhumer les Phéniciens. Sa thèse, souvent combattue, plus souvent encore utilisée, sur l'*Origine des cultes arcadiens* (1894)³, l'attesterait. A la suite des Phéniciens (*Les Phéniciens et l'Odyssée*, 1902-1903)⁴, il allait lui-même hisser la voile claire, assujettir la rame longue ; sans fin, il a repris, sur le « large dos de la mer », le poème et le voyage, comparant descriptions et paysages, les souvenirs antiques aux récits modernes, et le folklore des corsaires barbares avec celui des « thalassocrates » Égéens. Le premier essai eut un succès décisif, tant il était plein d'alacrité marine. A bon droit, le titre, crucial, en devait être gardé tout récemment, quand en quatre volumes cette fois, fidèle à sa méthode, V. Bérard a voulu, dit-il, « dresser le tableau

1. Il m'a entretenu plusieurs fois d'une magnifique édition de luxe qu'il faisait préparer pour l'*Odyssée* ; des privilèges de la fortune y eussent trouvé une illustration dessinée, à Cnossos notamment et partout, sur place, par un maître. Verra-t-elle le jour ?

2. Hachette.

3. Fontemoing. La thèse latine de V. Bérard traitait de l'arbitrage entre les cités (*De arbitrio inter liberos Graecorum civitates*).

4. Colin, 2 vol. gr. in-8°. Une seconde édition a paru en 1927. I : *Les îles de la Très-Verte* ; II : *Mer Rouge et Méditerranée*.

complet de l'histoire et des navigations au Levant, depuis les origines les plus lointaines jusqu'à l'apparition de ces premiers des Hellènes qui portaient le nom d'Achéens et qui devinrent les héros de l'épopée¹. — Comme il prenait lui-même le soin de multiplier inlassablement les localisations typiques, par écrit ou dans ses conférences, le public s'était, dans l'intervalle, habitué, avec la majorité des doctes, à comprendre comment Ulysse n'a navigué qu'en apparence sur une Méditerranée peuplée de dieux et de monstres. C'est l'imagination grecque qui, là aussi, avait « anthropomorphisé » la géographie ; car elle animait le volcan en Cyclope, peuplait les grottes secrètes et leurs aiguades de Nymphes : telle l'inconsolable Calypso, ou Circé l'Ardente. Sous ces fantaisies d'une toponymie elle-même « éternelle » — et c'est là, quelles que soient les discussions de détail, une des parts les plus solides de son grand effort historique, — V. Bérard refaisait le périple avec les réalités de l'histoire, comblant les lacunes des *Instructions nautiques* d'autrefois à l'aide de celles d'aujourd'hui, retrouvant Polyphème au Vésuve, là où les éruptions du monstre ne s'entendent que trop souvent. Il chercha Calypso davantage, secrète, insaisissable amante ; et c'est tout dernièrement qu'il nous assurait l'avoir enfin rejointe en sa prairie, sur la côte marocaine, au prix de quelques interprétations philologiques. Passe, encore une fois, qu'on puisse rester sceptique devant telle ou telle trouvaille trop ingénieuse. La méthode, du moins, demeure féconde². De centon de légendes, l'*Odyssée* nous apparaît transformée, sans rien perdre de son charme, en dictionnaire poétique d'onomastique phénico-grecque et, sous la vêtue hellénique, nous atteignons une *geste* sémitique interposée, révélatrice, crue première.

V. Bérard, qui était un homme heureux, eut la chance de venir à la rescousse des Phéniciens, juste au temps où s'apaisaient les injurieuses défiances nées à leur dommage des premiers excès de Mövers, des Helbig, voire de Clermont-Ganneau lui-même, tous atteints plus ou moins, un jour, de « phénicomanie »³. Il était temps de « faire le point », eût dit un navigateur. Tâche à laquelle l'auteur des *Navigations d'Ulysse* se consacra à sa manière, avec fougue. Je ne jurerais pas qu'il n'ait quelquefois dépassé les possibilités des textes ou des ruines, trop amoindri nos incertitudes, hélas ! si grandes. Je le lui disais avec indépendance, en 1930, de son vivant, dans un article dont il eut la bonne grâce de m'accuser réception, cinq jours après, de Carthage ; cet infatigable voyageur avait eu déjà le temps de me lire⁴ ! Certes, courtiers et correspondants de l'Égypte, d'une part, du monde mésopotamien, par ailleurs, colonisateurs de toute la Méditerranée, les Phéniciens ont vécu au contact des Grecs, du XIII^e siècle au VIII^e, et ce ne fut pas sans leur donner — cultes, langage, goût de la mer — beaucoup du plus profond de leurs habitudes. Pourtant, on ne voudra pas trop oublier, ajoutais-je, que notre XX^e siècle, celui de la « résurrection d'Homère », a rendu aussi au jour une histoire antérieure à celle

1. *Les navigations d'Ulysse* ; I : *Ithaque et la Grèce des Achéens* ; II : *Pénélope et les barons des îles* ; III : *Calypso et la mer de l'Atlantide* ; IV : *Nausicaa et le retour d'Ulysse*.

2. On a noté — et l'auteur en conviendrait avec bonne grâce — qu'elle a servi, par exemple, les recherches de J. Carcopino, si fructueuses, sur *Virgile et les origines d'Ostie*.

3. Sur la phénicomanie, voir, en dernier lieu, W. Deonna, *Dédale*, 1931, p. 196 et suiv.

4. *Quinzaine critique*, 20 mai 1930, p. 127 et suiv. (compte-rendu de la *Résurrection d'Homère*) : « Par une de ces rencontres que la reconnaissante Athéna m'a partout ménagées, c'est à Carthage que je trouve votre article... » Il ajoutait avec gentillesse qu'il priait Tanit pour son recenseur.

des Phéniciens de Sanchoniaton et des Proto-hellènes « achéens », tout à la fois. La chute de Cnossos, dès 1400, terminait plus ou moins la prospérité d'un petit peuple, « peuple de la mer », qui avait été le précurseur, en Méditerranée, pour l'exploration côtière. N'a-t-on pas parlé spirituellement de Dédale comme d'un « Ulysse des beaux-arts » ? Au chapitre XVIII de l'*Iliade*, l'Héphaïstos d'Homère modelant en sa forge magique les armes d'Achille ne dédaigne pas, quoique dieu, d'imiter sur l'airain, de reproduire le *chôros* que, dans la « vaste Cnossos », ce Dédale, autre errant humain, avait fait « pour Ariadné à la belle chevelure »¹. — Les Phéniciens sémites, les Philistins décriés, devaient non moins, à leur tour, aux habiles sujets des Minoes, Telchines et Dactyles ; et n'est-ce pas Sir A. Evans, un bon connaisseur, qui appelle Mycènes « riche en or » une *colonie* des Crétois ? Le nombre des Minoes ou Minoé qu'on retrouve çà et là dans toute la toponymie de la Méditerranée préhellénique ne permet plus de méconnaître le rôle initial, initiateur, des marins hardis qui allaient si loin chercher pour les ateliers princiers de Mallia déjà, jusqu'aux portes de l'Occident, la liparite, ou l'étain². — Mais ce que nous appelons la vérité historique nous apparaît-il jamais autrement qu'à travers des excès contradictoires ? Il faut, à l'ordinaire, dirait-on, entre-choquer beaucoup de points de vue extrêmes pour faire jaillir, du milieu de tous, une étincelle qui éclaire. Le tempérament ardent de V. Bérard, qu'à la *Revue de Paris* on appelait un « bâtisseur de cathédrales », n'était point fait pour qu'il préparât lui-même certaines de ces conciliations, qu'au surplus le lent progrès des fouilles archéologiques, seul, facilite bien. Il installa sa conviction avec force sur ce que son temps même lui annonçait, sur les résultats que ses yeux clairs apercevaient. Qui voudra le lui reprocher trop ? Depuis la fin de la guerre, l'occupation française en Syrie, qui permit successivement, entre autres, les fouilles de Byblos et de Ras-Shamra, apportait en dix ans aux Sémites, installés jadis entre Cilicie et Palestine, une gerbe inattendue et riche de droits historiques récupérés. V. Bérard dès lors triompha — il s'associait ces autres prophètes, Homère et Ezéchiel ! — devant le sarcophage retrouvé du roi Ahiram, devant les précieuses cosmogonies du hiérophante amorite³ : grâce à tout ce qui rendait à la Phénicie une religion, des arts, des écritures du XIII^e siècle. Tel un héros d'Homère, et de quel accent on l'entendit alors railler, malicieux, mais sans méchanceté, les « phénicophobes » modernes, dont quelques-uns manquaient tout juste au souvenir de leurs propres ancêtres. Sa bonne voix s'est déjà tue, hélas ! — Reste à proposer, après lui, les accommodements dont je parlais, à rendre à Minos, arbitre des morts selon Platon, ce qui fut à Minos, à rappeler que les anciens Grecs eux-mêmes faisaient vivre et mourir Zeus en Crète. D'autres rediront aussi que les inscriptions « cadméennes » trouvées à Thèbes, dans la Cadmée de Cadmos — ce « Phénicien » — ont quarante-sept signes dont huit seulement ne s'étaient pas trouvés auparavant dans l'écriture crétoise. Rappels faciles, après tout, et dont on aurait tort de croire qu'ils apportent plus que des rectifications au plan si largement dessiné dans les *Navigations d'Ulysse*. Que l'on veuille bien seulement retenir désormais cette possibilité : le premier chant de l'équipage, en Médi-

1. Voir p. 591 et suiv.

2. Cf. les justes observations de G. Glotz, *Les poèmes homériques avant Homère*, 1931.

3. Il y a dans les textes si précieux de Ras Shamra, un « Vieillard de la mer » dont nous suivons les luttes ; mais, aux XIII^e-XII^e siècles, la mythologie phénicienne garde plutôt encore, notons-le, un caractère *agraire*. L'expansion maritime a dû être postérieure.

terrannée, et le plus hardi, une voix entendue à Cnossos, hélas ! inintelligible encore pour nous, a bien pu le proférer d'abord.

Même s'il a pu léser un peu le souvenir des Minos, V. Bérard les aura encore bien servis. Il a tant fait pour celui qui allait être à distance leur meilleur poète de cour, le seul par qui une poésie familière — et combien rétrospective ! — répond si fraternellement à l'évocation des ruines ressuscitées dans Mallia, Cnossos, Phaestos ! La constante préoccupation de l'auteur du *Drame épique*¹ avait été de mettre au jour toutes les réalités historiques, géographiques et autres que, dans l'*Odyssée*, recouvrait le poème, interprété comme une « Somme » de l'art nautique égéen. Précieuse ténacité. Le moment, ne l'oublions pas, n'est pas si loin, où tant de lettrés, d'historiens mêmes, déclaraient avec un souriant scepticisme pouvoir dédaigner *a priori* tous les « récits mythiques », les écarter des chemins de Clio. Les « spécialistes » d'Allemagne, qui niaient l'existence d'un vrai poète pour l'*Iliade* et l'*Odyssée*, n'avaient sans doute pas convaincu tous ceux dont l'esprit s'insurgeait contre la conception d'un « rhapsode collectif » et illettré ; mais combien peu de lecteurs eussent été volontiers chercher des faits réels sous le « merveilleux » de l'épopée morte ? Le siège de Dix ans, les Lotophages, Scylla et les Sirènes faisaient chanceler le renom de véracité de l'unique et complexe aède. Pour les uns, rien en ses vers qu'un amas transposé de « mythes solaires » ; les autres ne voyaient là même qu'un lot de fables aimablement colportées par ces imaginatifs errants et typiques, qui, aujourd'hui encore, continuent à ne rien se rappeler aussi bien que ce qu'ils n'ont jamais vu. N'y eût-il eu, au compte de V. Bérard, que l'effort prolongé qu'il a dû faire contre ce gaspillage d'une histoire si savoureuse, indûment suspectée, nous lui devrions une gratitude sans réserve. Or, laissant de côté l'*Iliade* et ses batailles, ajournant ses vues au temps où les fouilles d'Asie nous auront rendu en nombre, on le souhaite, les prototypes anatoliens des épopées de bataille — telle déjà la geste sargonide du *Roi du Combat* — l'admirateur d'Ulysse rêvait quelque chose d'autre encore pour son poème favori. Il fallait forcer nos contemporains à reviser leurs idées trop critiques sur les premiers chroniqueurs : poètes épiques, puis annalistes, puis historiens, tous ceux dont le hasard nous a sauvé les œuvres. L'érudition germanique du XIX^e siècle, mise au service d'une idéologie romantique, pleine d'illusions naïves sur les vertus de la « poésie populaire » — (rien n'est si seigneurial, au vrai, qu'Homère et la Grèce !) — avait dépecé fatalement l'aède, tel un Dionysos livré aux Titans philologiques. V. Bérard se proposa « de rétablir la statue du Poète aveugle au seuil du temple commun des littératures occidentales ». Il fallait, en ce cas, l'éditer et le traduire, tâche énorme qu'il accomplit et largement. Qui niera l'intérêt des trois volumes d'*Introduction* accompagnant les trois volumes de son incomparable traduction, parus en 1924-1925, un des chefs-d'œuvre de la Société Les Belles Lettres ? Les thèmes, les types, les conventions du genre, tout nous apparaît, vu de plus près, comme prémédité, travaillé, composé à loisir. Seulement, nous n'avons plus l'œuvre telle qu'elle fut d'abord. Les critiques d'Alexandrie ont créé pour l'apparence son armature artificielle d'épopée unitaire, en vingt-quatre chants. Mieux vaudrait d'ailleurs réserver le nom d'épopée à l'*Énéide*, à la *Pharsale*, à la *Henriade* même ; car, en grec, *épos* ne fait attendre qu'une suite théâtrale : monologues, dialogues, récitatifs, dont

1. Paru en 1930 chez Bernard Grasset.

un seul exécutant, aède d'abord, puis rhapsode, pouvait « jouer » la suite¹. On reconnaît, par exemple, dans l'*Odyssée* trois sujets indépendants : *Le voyage de Télémaque*, *Les récits chez Alcinoos (aventures d'Ulysse)*, *La vengeance d'Ulysse*. — Selon V. Bérard, l'épos avait pris sa qualité définitive en Ionie, du ix^e au vi^e siècle, chez les riches armateurs et les princes des cités côtières, banquiers de la Lydie des Mermnades, de la Phrygie ; de là, les influences orientales qui le baignent, « Provisoirement » — mais voilà un provisoire devenu hélas ! définitif — V. Bérard nous avertissait, en 1930, qu'il « réservait le nom d'Homère » au lettré du ix^e siècle travaillant sur des modèles, qui aurait alors introduit dans la geste d'Ulysse les *Récits chez Alcinoos*. Plus tard, d'autres ajoutés adventices auraient préparé les nouveaux épisodes, gros luxe, gros rite, grosse sagesse, lorsque s'élargit le public et que le goût devint plus démocratique, lorsqu'on organisa de plus vastes « auditions » ; quand, enfin, à Athènes d'abord, les gens de lettres entreprirent à tête reposée l'arrangement des vieux poèmes aristocratiques. — Que de gains établis ! On pourra contester tel ou tel détail, surtout l'importance donnée à la mimique des aèdes. Démodocos aveugle, chargé de la cithare et du plectre, eût-il bien pu, en outre, simuler à lui seul non seulement diverses voix, mais tant de gestes ? Une « action » excessive n'eût-elle pas plutôt, d'ailleurs, desservi le poème, devant des auditoires à l'oreille sensible et de vive imagination ? Peut-être. Nous sommes, en tout cas, grâce à V. Bérard, devenus, en notre temps, des privilégiés. Car ce bon ouvrier de la *Résurrection d'Homère* nous a laissé — legs si généreux ! — une traduction enchanteresse, la plus approchée peut-être, a-t-on dit², « de la poésie courtoise, aucunement naïve, et fortement rythmée » du vieux texte, qu'on ne relira jamais sans émoi. Il n'est pas mauvais que l'auteur nous ait avoué, en passant, à travers quels pénibles essais il erra lui-même avant de s'arrêter là, pour rendre aux modernes un Homère « parlant comme un homme et non pas comme un livre ». Il avait fait imprimer dès 1910 à 1913, nous le savons, une première version non rythmique ; puis il la refit ; puis il se convainquit que l'alexandrin pouvait seul correspondre à l'hexamètre, préhellénique déjà, et donner à sa prose française, toute en vers blancs, « quelque fluidité régulière, rapide et sonore, qui en permit la lecture à haute voix ».

Le *Drame épique*, de 1930, est le dernier ouvrage « odysseén » publié³, et cela seul m'excuserait d'y avoir un peu plus insisté. Les quarante et une années d'études homériques, avec ce douzième volume, trouvaient leur conclusion. — Un autre érudit eût pu, comme disait Renan, songer ensuite à « s'amuser un peu » ; mais une tâche terminée n'était pour V. Bérard, ce robuste travailleur, habitué à doubler et tripler les journées, qu'un prétexte de recommencement pour quelque autre besogne. D'autres regretteront, avec plus d'autorité que moi, qu'il n'ait été, avant

1. Les aèdes auraient été compositeurs et acteurs ; les rhapsodes, venus plus tard, acteurs seulement.

2. P. Roussel, *Les Nouvelles littéraires*, 28 novembre 1931. Naturellement, les goûts divergent sur ce point, si subjectif. Mais qu'on fasse une expérience : quand on s'est servi une fois de la traduction de V. Bérard, est-il si facile d'en préférer quelque autre ?

3. Peu auparavant avaient paru ses études sur la question des zones franches, écho du différend franco-suisse, dans lequel V. Bérard se passionna en jurassien, et en historien plus encore. Cf. *Rev. histor.*, t. CLVI, p. 385. — Un *Album de l'Odyssée*, projeté, n'a pas vu le jour à ma connaissance.

sa mort, élu d'aucune Académie ; pour lui, il pensait que l'important est d'abord de faire œuvre qui compte, les récompenses n'étant indispensables qu'à ceux qui doutent d'eux-mêmes. — Le moment, d'ailleurs, n'était guère propice à son repos même, la France ayant bien des soucis d'après guerre ; que d'avertissements à donner au Sénat ! Les siens obtinrent seulement qu'il consentit au divertissement le plus proche de son travail, celui... d'une croisière. On serait parti à la recherche d'Ulysse, dans son sillage, avec le grand répit du silence marin et de la lumière dorée. Je le rencontrai une dernière fois, peu avant les vacances, pendant que ce projet s'organisait. J'avais été brusquement alarmé de sa fatigue, et je le dis à un de ses fils, ce jour-là ; elle semblait avoir fondu sur lui tout d'un coup. Ce n'était plus son pas décidé, élastique, sa manière jeune de plaisanter, de prévoir ; pour la première fois, il me fit paraître, parlant du présent, quelque amertume. Je ne devais plus le revoir ; j'aurais dû comprendre, hélas ! que la mort était là, aveugle, prochaine, et qu'elle avait hâte de terrasser cette force intelligente¹. — Ch. PICARD.

STÉPHANE GSELL

Stéphane Gsell, né à Paris en 1864, est mort à Paris le 1^{er} janvier 1932, quelques semaines après une opération aux suites de laquelle on pouvait espérer que sa robuste constitution résisterait. C'est une perte extrêmement douloureuse pour tous ceux qui l'ont connu, et l'un des meilleurs historiens de l'antiquité est enlevé à la science, avant que son œuvre soit achevée.

Sorti de l'École normale supérieure en 1886 comme agrégé d'histoire, Gsell fut de 1886 à 1890 membre de l'École française de Rome. C'est comme membre de cette École qu'avec une méthode impeccable il conduisit des fouilles dans la nécropole de Vulci (publiées en 1891) et qu'il prépara l'*Essai sur le règne de l'empereur Domitien*, publié en 1893, thèse de doctorat, qui reste, après quarante ans, le livre nécessaire et suffisant sur Domitien.

À la fin de 1890, il fut nommé à l'École des lettres d'Alger. Cette nomination décida de sa carrière scientifique : il se voua dès lors tout entier à l'étude des antiquités de l'Afrique du Nord. Après comme avant la transformation de l'École des lettres en Faculté, la chaire qu'il occupait lui apparut surtout comme une chaire de recherches ; dès lors, l'exploration épigraphique et archéologique de l'Algérie fut l'essentiel de son labeur. À sa fonction universitaire, il joignait celles d'inspecteur des antiquités de l'Algérie et de directeur du Musée des antiquités algériennes. Quand un deuil, dont il ne se consola jamais, le détermina, en 1912, à quitter Alger, c'est une chaire d'histoire de l'Afrique du Nord que le Collège de France créa pour lui. Il conserva d'ailleurs jusqu'à sa mort la charge d'inspecteur des antiquités, à

1. Une plaquette, qui n'a pas été mise dans le commerce : *Victor Bérard, 10 août 1864-18 novembre 1931* (portrait), contient les *Discours prononcés aux obsèques le 17 novembre 1931* par MM. Henry Bérenger, vice-président de la Commission des Affaires étrangères du Sénat ; Bienvenu-Martin, président de la Gauche démocratique du Sénat ; A. Meillet, président de la Section des sciences historiques et philologiques à l'École pratique des hautes études ; Paul Jamot, conservateur au musée du Louvre ; Charles Dumont, ministre de la Marine ; en outre, les allocutions prononcées au Parlement par le président du Sénat, et par le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.

laquelle s'ajouta en 1919 celle d'inspecteur des musées ; à ce double titre, il revenait périodiquement en Algérie, parcourant aussi, à l'occasion, la Tunisie et le Maroc. Ces voyages — il a fait le dernier en avril-mai 1931 — étaient sa meilleure récréation.

La maîtrise de Gsell était assurée par la solidité et la précision exceptionnelles de son esprit, par l'infailible justesse de son sens critique, par son infatigable puissance de travail. Elle s'est manifestée dans de très nombreuses publications de détail et dans des ouvrages dont il suffit d'indiquer ici les principaux : ses *Recherches archéologiques en Algérie* (1893), son étude sur *Tipasa, ville de la Maurétanie Césarienne* (parue d'abord comme thèse latine, puis dans les *Mélanges* de l'École de Rome, 1894), son *Musée de Philippeville* (1898), son *Musée de Tébessa* (1902), ses monographies de *Khamissa*, *Mdaourouch*, *Announa* (1914-1922), son *Hérodote* (1915), premier fascicule de la collection des *Textes relatifs à l'histoire de l'Afrique du Nord*, ses *Promenades archéologiques aux environs d'Alger* (1926). La série des *Chroniques archéologiques africaines* qu'il donna de 1892 à 1904 d'abord dans la *Revue africaine*, puis dans les *Mélanges* de l'École de Rome, est, en même temps qu'un précieux instrument bibliographique, un tableau très vivant de l'activité scientifique dans un domaine où rien ne se produisait qui ne fût aussitôt connu et exactement apprécié par lui. Les *Monuments antiques de l'Algérie* (2 vol., 1911) et l'*Atlas archéologique de l'Algérie* (1901-1911) sont l'inventaire de tout ce qui en Algérie est antérieur à l'Islam : œuvre admirable, dont l'équivalent n'existe jusqu'à présent pour aucune partie du monde antique, et si vaste qu'on s'étonne qu'un seul travailleur ait pu la mener à bien. Il a aussi dressé le plan d'un recueil des *Inscriptions latines de l'Algérie*, et il en a publié en 1922 le premier volume, contenant les inscriptions de la région qui appartenait à la province d'Afrique proconsulaire. Quelques soient les auteurs dont le nom paraîtra sur les volumes qui viendront ultérieurement, c'est à Gsell qu'appartiendra toujours le mérite de l'entreprise qu'il a conçue, et dont il a réalisé la première partie avec une perfection difficilement égalable.

Les matériaux innombrables qu'il récoltait ne l'ont jamais encombré ; il en dominait la masse avec une lucidité, une sorte d'allégresse qui se perçoivent dans ses ouvrages de synthèse. Dès 1900, sous le titre *L'Algérie dans l'antiquité*, il publiait une histoire brève, claire et précise de l'Afrique ancienne : ce travail, mis à jour, forme la première partie de l'*Histoire d'Algérie* de Gsell, G. Marçais et Yver (1927). Son œuvre définitive fut l'*Histoire ancienne de l'Afrique du Nord*, dont il a publié huit volumes, de 1913 à 1928, monument d'érudition qui, dans l'état actuel de nos connaissances, épuise le sujet ; c'est aussi une œuvre d'art par l'élégance des discussions, la pureté et la sobriété de la langue, l'éloquence involontaire et d'autant plus efficace, d'une forme strictement adaptée au fond.

Ces huit volumes conduisent l'histoire de la Berbérie jusqu'à l'annexion du royaume de Maurétanie par Caligula. Gsell était arrivé, comme il l'a dit lui-même, « au seuil de la terre promise, de l'Empire romain ». Il est à jamais regrettable qu'il ait disparu avant d'avoir composé les volumes que lui seul était capable d'écrire sur l'Afrique à l'époque impériale.

Une grande force de Gsell était son sens des conditions matérielles de l'histoire, son contact sans cesse renouvelé avec les réalités. De ses promenades à travers le bled, de sa longue familiarité avec les choses et les gens de Berbérie, il tirait beaucoup pour la reconstitution et l'évocation de l'Afrique ancienne. Il percevait la solidarité qui, par delà la conquête islamique, unit à la Berbérie antique la Berbérie

médiévale et moderne. Sa curiosité ne s'arrêtait pas au passé préromain et romain : il était légitimement fier d'avoir doublé le Musée des antiquités algériennes d'un Musée d'art musulman dont il avait lui-même rassemblé les collections ; en 1903, il écrivit sur *Les industries indigènes en Algérie* une lumineuse brochure de vingt pages qui a orienté toutes les études et tous les efforts ultérieurs.

Conscient de son mérite, Gsell ne refusait pas les récompenses, mais ne les recherchait pas non plus. Il avait près de soixante ans quand il entra à l'Académie des inscriptions (1923). Chevalier de la Légion d'honneur depuis 1903, il est mort sans avoir été promu au grade d'officier. Mais ce fut sans doute une de ses dernières joies d'entendre, en octobre dernier, lors des fêtes pour le cinquantenaire de l'École de Rome, les orateurs citer son œuvre comme une de celles qui font le plus d'honneur et à l'École de Rome et à la science française.

C'est du savant surtout qu'il convenait de parler ici. Cependant, il faut dire d'un mot, avec la réserve que Gsell lui-même s'imposait dans l'expression de ses affections, ce qu'était l'homme. Sa capacité d'émotion, sa bienveillance active, sa loyauté, sa délicatesse étaient infinies ; sa franchise volontiers bourru dissimulait mal une grande bonté. Ceux dont il a encouragé et guidé les travaux, ceux qu'il a aidés de ses conseils et instruits par son exemple mesurent à la profondeur de leur chagrin la puissance des liens qui les attachaient à lui. Eugène ALBERTINI.

LE PÈRE DELATTRE

Dans la nuit du 11 au 12 janvier 1932, le P. Delattre est mort à Carthage, où il vivait depuis cinquante-cinq ans. Son nom était familier à tous ceux qui s'occupaient de l'Afrique du Nord ancienne, à tous ceux qui avaient pu admirer sur place les monuments qu'il avait déblayés, les antiquités qu'il avait sorties de terre, le musée où il avait réuni ses importantes découvertes et dont il se plaisait à faire lui-même les honneurs. On mesurera, même au bref rappel des principaux résultats de sa longue et fructueuse activité, les inoubliables services qu'il a rendus.

Né le 25 juin 1850 à Deville-lès-Rouen (Seine-Inférieure), Alfred-Louis Delattre ne se destinait point à l'archéologie ; entré dans l'ordre des Pères Blancs, il rêvait d'apostolat lointain. La décision de Mgr Lavigerie, archevêque d'Alger, qui en 1875 l'installa sur la colline de Byrsa avec mission d'abord de desservir la chapelle érigée à la mémoire de saint Louis, ensuite d'exécuter des recherches archéologiques à Carthage et d'y recueillir les restes du passé, orienta sa vie tout autrement et d'une façon définitive. A la tâche qui lui était dévolue, le P. Delattre se donna désormais sans compter.

Naturellement, ce fut la Carthage chrétienne qui l'attira d'abord. Il commença par dégager la basilique de Damous el-Karita, qui, avec ses neuf nefs, son baptistère, sa rotonde souterraine, son cimetière, constitue un ensemble considérable. D'autres églises suivirent, sans parler des chapelles et des groupes de sépultures : *basilica majorum*, explorée de 1906 à 1908 sur le plateau de Mcdifa, qui renfermait le tombeau des saintes Perpétue et Félicité et de leurs compagnons, dont le P. Delattre trouvait en 1907 et reconstituait peu à peu l'épithaphe brisée en trente-cinq morceaux ; basilique de Saint-Cyprien, fouillée depuis 1915 sur la colline de Sainte-Monique, comptant sept nefs et un atrium avec crypte ; basilique dite de Bir el-

Kenissia, découverte en 1922 près de Douar ech-Chott. Toutes ces églises procurent par milliers des inscriptions que le P. Delattre classait, dont il rassemblait quelquefois, à des années d'intervalle, les fragments épars, qu'il publiait et commentait. Il ne prêtait pas une moindre attention aux bulles de plomb byzantines, ni à ces lampes chrétiennes dont il aimait interpréter les symboles et auxquelles il avait consacré son premier article dans les *Missions catholiques* de 1880.

Le P. Delattre n'avait pas tardé non plus à se tourner vers la Carthage punique : sa première découverte de tombe punique remonte à 1878, prélude des grandes fouilles futures. Dans ce domaine, où l'on était si mal renseigné avant lui, il obtint les plus brillants succès. Après des investigations sur le flanc sud-ouest de Byrsa, il attaqua une partie de la nécropole située dans un terrain appelé Douimès et, de 1893 à 1896, il y ouvrit plus d'un millier de tombeaux des VII^e et VI^e siècles av. J.-C. ; puis, passant au début de 1898 sur la colline de Sainte-Monique, il aborda une région de sépultures plus récentes : là il eut notamment l'incomparable fortune d'exhumer quatre grands sarcophages de marbre, portant des effigies sculptées sur leurs couvercles ; l'une d'elles, qui représente une femme idéalisée sous les traits de Tanit et dont le vêtement étrange, aux deux longues ailes croisées sur les jambes, est encore resplendissant d'or et de couleurs étonnamment conservées, jouit d'une légitime célébrité. Tout le mobilier extrait de ces innombrables hypogées : vases, statuettes, masques et lampes de terre cuite, récipients et ustensiles de bronze, bijoux, amulettes et colliers, appliques d'ivoire, fournissait les plus suggestives révélations sur la Carthage punique et sa civilisation.

La Carthage romaine a beaucoup gagné, elle aussi, aux initiatives du P. Delattre, qui, par exemple, a déblayé l'amphithéâtre où les saintes Perpétue et Félicité avaient été martyrisées en 203 ; il a mis au jour près de cet édifice les cimetières des *officiales*, des employés du procureur impérial résidant à Carthage. Parmi les œuvres de sculpture dont nous lui sommes redevables, je ne mentionnerai que des Victoires colossales reconstituées, avec une patience infinie, de multiples débris.

Toutes ces découvertes, et d'autres survenues en Tunisie, le P. Delattre les a fait connaître dans des mémoires et articles, dont le total dépasse certainement 200 et qui ont été répandus par lui dans les périodiques les plus divers, ou parfois édités à part ; je ne saurais en dresser ici une liste même choisie ; qu'il me suffise de signaler le livre plus étendu qu'il a intitulé *Le culte de la sainte Vierge en Afrique d'après les monuments archéologiques* (1907).

A l'heureux auteur de toutes ces trouvailles sensationnelles, à cet infatigable travailleur, les honneurs étaient venus sans qu'il les eût cherchés. Depuis 1890, il était correspondant de l'Académie des inscriptions et belles-lettres et, certes, il mérita bien ce titre par les rapports si précieux que, durant un demi-siècle (le premier est de 1879), il a régulièrement envoyés à cette compagnie. Le ruban, qui longtemps jeta un trait rouge sur la soutane blanche que laissaient apparaître les pans relevés du burnous, s'était transformé il y a quelques années en rosette, juste hommage à celui qui honorait si hautement la science et son pays.

Alfred MERLIN.

— M. Léonce GRASILIER est mort le 19 septembre 1931 à l'âge de quatre-vingts ans. On lui doit de nombreux écrits sur l'époque de la Révolution, de l'Empire et de la Restauration : *L'affaire Petit du Petit-Val*, *L'aventure des quatre sergents de La Rochelle*, *Napoléon à l'Ue d'Aix*, etc. Il avait pris aussi le pseudonyme de La Frezaye.

— M. Marcel MORAND, doyen de la Faculté de droit d'Alger, vient de mourir dans les premiers jours de janvier 1932. On lui doit le chapitre XI de *Histoire et historiens de l'Algérie*, sur les problèmes indigènes et le droit musulman en Algérie.

— M. Albert MATHIEZ est mort subitement le 26 février 1932. Une notice nécrologique paraîtra dans notre plus prochaine livraison.

— M. Charles GIDE, qui fut professeur d'histoire économique à la Faculté de droit de Paris, puis professeur au Collège de France, est mort le 13 mars 1932 à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. Il était directeur de la *Revue d'économie politique*.

— Notre ancien collaborateur, M. Paul MARMOTTAN, est mort le 14 mars. Il avait publié nombre d'articles et de documents sur l'époque napoléonienne, notamment sur les membres de la famille Bonaparte établis en Italie.

— M. André SIEGFRIED a été élu le 23 janvier 1932 membre de l'Académie des sciences morales et politiques.

— Un Congrès de l'Association Guillaume Budé doit être tenu à Nîmes du 30 mars au 2 avril 1932. Il comprendra les sections suivantes : philologie (présidents : MM. Desrousseaux et Ernout) ; art et archéologie (Albert Grenier et Ch. Picard) ; relations scientifiques internationales (J. Bidez, A. Meillet, J. Vendryes) ; enseignement (H. Bernès et Ph.-E. Legrand) ; humanisme (Georges Davy et A. Thibaudet). En outre, une Commission « pour le développement de l'Association » se réunira tous les matins sous la présidence de M. Paul Mazon. En dehors des heures de travail, une série d'excursions est envisagée dans la Camargue, dans le pays de Mireille, dans celui des Camisards, etc. L'agence Le Bourgeois, à Paris, 38, boulevard des Italiens, est chargée de l'exécution matérielle du Congrès.

— *Le quatrième centenaire du Collège de France, 18 et 19 juin 1931*. C'est le titre d'un fascicule publié par les cinq Académies qui constituent l'Université de France. On y a reproduit les discours prononcés pour cette circonstance par des membres de l'Institut, soit au Collège de France et à l'Hôtel-de-Ville de Paris par M. Joseph Bédier, administrateur du Collège ; soit à la Sorbonne par M. CHARLÉTY, recteur de l'Académie de Paris ; soit enfin par les délégués des cinq Académies : celles des sciences morales et politiques (Alexandre MILLERAND), des beaux-arts (Ch.-M. Widor), des sciences (Alfred LACROIX), des inscriptions et belles-lettres (Aimé PUECH) ; Académie française, par Gabriel HANOTAUX. Ce fascicule a paru chez Firmin-Didot, 1931, in-4°, 54 p.

Autriche. — Le savant diplomate autrichien Emil VON OTTENTHAL est mort en février 1931 à l'âge de soixante-treize ans.

États-Unis. — *American Council of learned Societies. A catalogue of publications in the humanities by American learned Societies*. Janvier 1932 (Washington, Executive offices, 72 p.). — Le Conseil des sociétés savantes d'Amérique est membre de l'Union internationale des Académies. Dans la présente plaquette sont indiqués : 1° les livres et brochures publiés par quarante et une sociétés savantes ; 2° les dix-huit périodiques publiés par elles. — Dans la première partie, nous mentionnerons, par exemple, le *Dictionary of american biography*, qui comprend déjà sept volumes allant de Abbe à Grimké et le *Corpus vasorum antiquorum* de Mortimer GRAVES ; les publications entreprises par les Sociétés des Antiquaires, des Études

orientales (American Oriental Soc.) ; de l'Institut archéologique, qui a déjà publié treize volumes sous le titre général de *Mythology of all races* ; de l'Association pour l'étude des langues modernes (*Les prophéties de Merlin*, par Lucy Allen FARRER ; *Writings ascribed to Richard, hermit of Hampole*, par Emily Hope ALLEN ; *Bibliography of the XVIIth. century novel in France*, par Ralph Coplestone WILLIAMS) ; les Sociétés d'histoire, d'histoire économique, d'anthropologie ; la Société bibliographique (12 fascicules parus depuis 1927) ; enfin la *Mediaeval Academy of America* qui publie la revue trimestrielle *Speculum*, régulièrement analysée par la *Revue historique*.

Grande-Bretagne. — Une Association des bibliothécaires a, comme on sait, été fondée à Londres en 1877 et « incorporée » par charte royale en 1898. Elle publie chaque année un Annuaire, dont celui pour 1932 nous est parvenu (*The Library Association. Yearbook 1932*. Londres, Bedford Square, 327 p.). Elle a pour objet, ainsi qu'il est dit dans le préambule de la charte royale, « de favoriser la création de nouvelles bibliothèques, d'obtenir une meilleure législation pour les bibliothèques libres, d'associer toutes les personnes désireuses d'encourager les recherches bibliographiques ». Cette charte a été complétée par un règlement (*bye-laws*) élaboré dans l'Assemblée annuelle de 1928. Les textes constitutifs de l'Association figurent en tête du présent Annuaire. Un tableau minutieux des examens et des matières sur lesquelles les candidats seront interrogés occupe presque la moitié du volume (p. 72-191) ; on y constate la part considérable faite à l'étude des langues usuelles. Une très longue liste des membres de l'Association termine le volume.

— Mrs. PARSLÖE, secrétaire de l'*Institute of historical research*, à l'Université de Londres, a été chargée de rédiger un Guide des publications historiques exécutées par les sociétés savantes d'Angleterre et de Galles, sous la forme d'un volume comprenant les ouvrages publiés jusqu'en décembre 1928, avec un supplément annuel. Le premier de ces suppléments pour l'année 1929 a été mis en vente en novembre 1930.

Italie. — La librairie Utet, de Turin, annonce une nouvelle histoire universelle entreprise par Corrado Barbagallo ; elle comprendra six volumes, abondamment illustrés, de 1,000 pages environ chacun. On commencera par le tome II, consacré au Moyen Age ; la première partie de ce tome II a déjà été mise en vente.

Suède. — Une encyclopédie en trente volumes est annoncée pour paraître à Stockholm sous la direction de M. Sigurd Erizon, conservateur du musée du Nord. Les frais de cette importante entreprise seront couverts en grande partie par la fondation de Clara Lachmann.

ERRATUM

Dans la précédente livraison, p. 464, il a été dit par erreur que la Société archéologique du midi de la France célébrera son centenaire à Toulouse du 14 au 16 juin 1932. En réalité, il a été célébré les 14-16 juin 1931.

Le gérant : R. LISBONNE.

publi
a par
avou
Bibli
AMM
bibli
Rena

it, de
publi
libra
obje
tation
bibli
erches
) dis
lation
et de
tié de
ngue
uma.

ité de
ratées
oluma
biment
ato en

rselle.
ment
sacré

ltre à
Nord.
par li

que de
14, il a